SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations

VOLUME LXXXV **1929** **NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIÈRES

Pages

N° 1918. — Autriche et Italie :

Convention concernant l'établissement d'assurances contre les accidents des ouvriers pour la Styrie et la Carinthie à Graz. Signée à Vienne, le 17 janvier 1925... ... 9

N° 1919. — Autriche et Italie :

Convention concernant la commune de Vienne, établissement communal d'assurance, et la caisse de retraite pour les employés du commerce et de l'industrie à Vienne. Signée à Vienne, le 17 janvier 1925... 19

N° 1920. — Inde et Irak :

Accord concernant l'échange des envois contre remboursement. Signé à Bagdad, le 14 septembre 1922, et à Delhi, le 8 février 1923 37

N° 1921. — Grèce et Nouvelle-Zélande :

Echange de notes comportant un règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays. Athènes, les 13 et 16 novembre 1926, et échange de notes relatif à la prorogation de l'accord précédent. Athènes, les 11 octobre 1927 et 21 novembre 1928 43

N° 1922. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Mexique :

Convention tendant à assurer le règlement des réclamations britanniques au Mexique provoquées par les pertes et dommages résultant d'actes révolutionnaires survenus entre le 20 novembre 1910 et le 31 mai 1920. Signée à Mexico, le 19 novembre 1926. 51

N° 1923. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Haïti :

Convention concernant l'échange direct des colis postaux et règlement d'exécution y annexé. Signée à Port-au-Prince, le 13 février 1928... 63

N° 1924. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Haïti :

Echange de notes établissant un *modus vivendi* commercial entre les deux pays. Port-au-Prince, le 25 février 1928 91

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME LXXXV **1929** **NUMBERS 1, 2, 3 and 4**

TABLE OF CONTENTS

Pages

No. 1918. — Austria and Italy :

Convention regarding the Workmen's Accident Insurance Organisation at Graz for Styria and Carinthia. Signed at Vienna, January 17, 1925 9

No. 1919. — Austria and Italy :

Convention regarding the Commune of Vienna, Communal Insurance Organisation, and the Retiring Pensions Fund for Employees in Commerce and Industry at Vienna. Signed at Vienna, January 17, 1925... 19

No. 1920. — India and Iraq :

Agreement for an Exchange of Value-Payable Parcels. Signed at Baghdad, September 14, 1922, and at Delhi, February 8, 1923... 37

No. 1921. — Greece and New Zealand :

Exchange of Notes provisionally regulating the Commercial Relations between the two Countries. Athens, November 13 and 16, 1926, and Exchange of Notes relating to the Prorogation of the preceeding Agreement. Athens, October 11, 1927 and November 21, 1928 43

No. 1922. — Great Britain and Northern Ireland and Mexico :

Convention for the Settlement of British Pecuniary Claims in Mexico arising from Loss or Damage from Revolutionary Acts between November 20, 1910, and May 31, 1920. Signed at Mexico, November 19, 1926... 51

No. 1923. — Great Britain and Northern Ireland and Hayti :

Agreement concerning the direct Exchange of Parcels by Parcel Post, with Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Port-au-Prince, February 13, 1928 63

No. 1924. — Great Britain and Northern Ireland and Hayti :

Exchange of Notes for the Establishment of a Commercial *modus vivendi* between the two Countries. Port-au-Prince, February 25, 1928... 91

Pages

N° 1925. — Allemagne, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Ville libre de Dantzig et Pays-Bas :

Accord réglant le service téléphonique entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Ville libre de Dantzig par les Pays-Bas et l'Allemagne. Signé à Londres, le 18 avril, à La Haye, le 8 mai, à Berlin, le 16 mai, et à Dantzig, le 22 mai 1928 99

N° 1926. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France :

Convention pour l'échange des mandats-poste entre l'office de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et les offices des pays du Levant sous mandat français. Signée à Paris, le 12 juin 1928 109

N° 1927. — Japon et Nouvelle-Zélande :

Echange de notes réglant provisoirement les relations entre les deux pays en matière de commerce, de douane et de navigation, en attendant l'adhésion de la Nouvelle-Zélande au Traité de commerce et de navigation anglo-japonais du 3 avril 1911 et à la Convention complémentaire du 30 juillet 1925. Wellington, le 24 juillet 1928... 129

N° 1928. — Allemagne et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :

Accord concernant le reliquat provenant de la liquidation des biens allemands en Chine. Signé à Londres, le 26 juillet 1928... 135

N° 1929. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Cuba :

Accord concernant les colis postaux et Règlement d'exécution y annexé, signés à Londres, le 1er décembre 1927, et échange de notes, Londres, le 28 août 1928 149

N° 1930. — Estonie et Finlande :

Arrangement concernant le service postal, avec protocole. Signés à Helsinki, le 20 août 1928 195

N° 1931. — Belgique et France :

Accord relatif aux travailleurs frontaliers et saisonniers. Signé à Paris, le 4 juillet 1928... ... 205

N° 1932. — Finlande et Norvège :

Convention concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge des navires finlandais et norvégiens. Signée à Helsingfors, le 23 octobre 1928 211

N° 1933. — Autriche et Roumanie :

Convention concernant le règlement des dettes et créances libellées en anciennes couronnes austro-hongroises entre ressortissants des Hautes Parties contractantes, avec annexes, signée à Vienne, le 26 juillet 1924, et Accord additionnel à cette convention, signé à Bucarest, le 17 janvier 1928... 223

N° 1934. — Autriche et Roumanie :

Accord relatif à la libération des dépôts appartenant aux ressortissants respectifs des Hautes Parties contractantes, avec protocole. Signés à Vienne, le 26 juillet 1924... ... 243

N° 1935. — Autriche et Suisse :

Convention en vue d'éviter certains cas de double imposition, avec protocole final. Signés à Vienne, le 24 octobre 1927... 253

Pages

No. 1925. — Germany, Great Britain and Northern Ireland, Free City of Danzig and the Netherlands :

Agreement regulating the Telephone Service between Great Britain and Northern Ireland and the Free City of Danzig, via the Netherlands and Germany. Signed at London, April 18, at The Hague, May 8, at Berlin, May 16, and at Danzig, May 22, 1928... ... 99

No. 1926. — Great Britain and Northern Ireland and France :

Agreement for the Exchange of Money Orders between the Post Office of Great Britain and Northern Ireland and the Post Offices of the Countries of the Levant under French Mandate. Signed at Paris, June 12, 1928... 109

No. 1927. — Japan and New Zealand :

Exchange of Notes provisionally regulating the Relations between the two Countries in Matters of Commerce, Customs and Navigation, pending the Accession of New Zealand to the Anglo-Japanese Treaty of Commerce and Navigation of April 3, 1911, and the Supplementary Convention thereto of July 30, 1925. Wellington, July 24, 1928... ... 129

No. 1928. — Germany and Great Britain and Northern Ireland :

Agreement relating to the Surplus of German Property in China. Signed at London, July 26, 1928 135

No. 1929. — Great Britain and Northern Ireland and Cuba :

Agreement regarding Parcel Post and Detailed Regulations annexed thereto, signed at London, December 1st, 1927, and Exchange of Notes, London, August 28, 1928... ... 149

No. 1930. — Estonia and Finland :

Agreement regarding Postal Service, with Protocol. Signed at Helsinki, August 20, 1928 195

No. 1931. — Belgium and France :

Agreement regarding Frontier and Seasonal Workers. Signed at Paris, July 4, 1928... ... 205

No. 1932. — Finland and Norway :

Convention regarding mutual Recognition of Tonnage Certificates of Finnish and Norwegian Craft. Signed at Helsingfors, October 23, 1928... 211

No. 1933. — Austria and Roumania :

Convention regarding the Settlement of Debts and Claims expressed in former Austro-Hungarian-Crowns between the Nationals of the High Contracting Parties, with Annexes, signed at Vienna, July 26, 1924, and Additional Agreement to this Convention, signed at Bucharest, January 17, 1928 223

No. 1934. — Austria and Roumania :

Agreement concerning the Release of Deposits belonging to the respective Nationals of the High Contracting Parties, with Protocol. Signed at Vienna, July 26, 1924... ... 243

No. 1935. — Austria and Switzerland :

Convention for the Prevention of certain Cases of Double Taxation, with Final Protocol. Signed at Vienna, October 24, 1927... 253

Pages

N° 1936. — Autriche et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Avenant au Traité de commerce conclu le 3 septembre 1925 entre la République autrichienne et le royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Signé à Vienne, le 9 juillet 1928... ... 265

N° 1937. — Guatémala et Pays-Bas :

Traité de commerce. Signé à Guatémala, le 12 mai 1927... 323

N° 1938. — Allemagne et Siam :

Traité d'amitié, de commerce et de navigation et protocole concernant l'arrangement économique provisoire entre les deux pays. Signés à Bangkok, le 7 avril 1928 337

N° 1939. — Allemagne et Lithuanie :

Accord additionnel à l'article 20 du Traité de commerce du 1er juin 1923, signé à Berlin, le 16 juillet 1925, avec protocole final, procès-verbal et échange de notes de la même date 357

N° 1940. — Lettonie et Suède :

Echange de notes comportant un arrangement en vue de l'abolition de la légalisation des certificats d'origine. Riga, le 12 janvier 1929 403

N° 1941. — Norvège et Pays-Bas :

Accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu certains bénéfices provenant des entreprises de transports maritimes. Signé à La Haye, le 11 janvier 1929 409

N° 1942. — Belgique et Grande-Bretagne :

Déclaration concernant la suppression de la légalisation de certains documents officiels. Signée à Bruxelles, le 21 décembre 1928... 415

N° 1943. — Autriche et Danemark :

Traité de commerce, avec protocole final. Signés à Vienne, le 6 avril 1928... 423

N° 1944. — Colombie et Suède :

Traité de commerce. Signé à Londres, le 9 mars 1928 : 443

N° 1945. — France et Commission de gouvernement du Territoire du Bassin de la Sarre :

Convention concernant les réductions et dégrèvements en France et en Sarre pour charges de famille. Signée à Paris, le 12 novembre 1928... 451

N° 1946. — Pologne et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Convention concernant les relations juridiques de leurs ressortissants, avec protocole. Signés à Belgrade, le 4 mai 1923 455

N° 4n. — Etats-Unis d'Amérique et Honduras :

Convention additionnelle d'extradition. Signée à Tegucigalpa, le 21 février 1927... ... 491

Pages

No. 1936. — Austria and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Additional Agreement to the Commercial Treaty concluded September 3, 1925, between the Austrian Republic and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. Signed at Vienna, July 9, 1928 ... 265

No. 1937. — Guatemala and the Netherlands :

Treaty of Commerce. Signed at Guatemala, May 12, 1927... 323

No. 1938. — Germany and Siam :

Treaty of Friendship, Commerce and Navigation and Protocol concerning the Provisional Economic Arrangement between the two Countries. Signed at Bangkok, April 7, 1928 337

No. 1939. — Germany and Lithuania :

Additional Agreement to Article 20 of the Commercial Treaty of June 1, 1923, signed at Berlin, July 16, 1925, with Final Protocol, Procès-Verbal and Exchange of Notes of the same date ... 357

No. 1940. — Latvia and Sweden :

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Abolition of the Legalisation of Certificates of Origin. Riga, January 12, 1929 ... 403

No. 1941. — Norway and the Netherlands :

Agreement for the reciprocal Exemption from Income Tax in certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping. Signed at The Hague, January 11, 1929 ... 409

No. 1942. — Belgium and Great Britain :

Declaration regarding the Abolition of the Legalisation of certain Official Documents. Signed at Brussels, December 21, 1928 ... 415

No. 1943. — Austria and Denmark :

Treaty of Commerce, with Final Protocol. Signed at Vienna, April 6, 1928... 423

No. 1944. — Colombia and Sweden :

Treaty of Commerce. Signed at London, March 9, 1928... 443

No. 1945. — France and Saar Basin Territory Governing Commission :

Convention concerning Reductions and Abatements in France and in the Saar Territory in respect of Family Responsibilities. Signed at Paris, November 12, 1928 ... 451

No. 1946. — Poland and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Convention regarding Legal Relations between the Nationals of the two Countries, with Protocol. Signed at Belgrade, May 4, 1923 ... 455

No. 4[B]. — United States of America and Honduras :

Supplementary Extradition Convention. Signed at Tegucigalpa, February 21, 1927... 491

N° 1918.

AUTRICHE ET ITALIE

Convention concernant l'établissement d'assurances contre les accidents des ouvriers pour la Styrie et la Carinthie à Graz. Signée à Vienne, le 17 janvier 1925.

AUSTRIA AND ITALY

Convention regarding the Workmen's Accident Insurance Organisation at Graz for Styria and Carinthia. Signed at Vienna, January 17, 1925.

N° 1918. — CONVENTION [1] ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE ROYAUME D'ITALIE CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DES OUVRIERS POUR LA STYRIE ET LA CARINTHIE A GRAZ. SIGNÉE A VIENNE, LE 17 JANVIER 1925.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 *janvier* 1929.

LE ROYAUME D'ITALIE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animés du désir de conclure en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain une convention au sujet de l'assurance contre les accidents des ouvriers pour la Styrie et la Carinthie à Graz *(Arbeiter-Unfallversicherungsanstalt für Steiermark und Kärnten in Graz)*, qui par la suite sera appelé brièvement «l'établissement», ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. le Comm. Docteur Ulysse GOBBI, professeur ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de Section au Ministère fédéral pour l'Administration sociale, à Vienne ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

Article premier.

A. RÉPARTITION DES CHARGES RÉSULTANT DES ASSURANCES.

1. En ce qui concerne les charges résultant des assurances constituées auprès de l'établissement, le Royaume d'Italie assume la fraction de ces charges résultant d'accidents au sens de la loi autrichienne concernant l'assurance contre les accidents des ouvriers, du 28 décembre 1887, Bulletin des lois de l'Empire, N° 1 ex 1888, et ses lois complémentaires publiées jusqu'au 31 octobre 1918 :

a) Qui sont survenus jusqu'à la fin du mois de décembre 1918 dans un établissement industriel situé dans la partie de l'ancien territoire dudit établissement, qui a été transféré au Royaume d'Italie par le Traité de Saint-Germain ;

b) Dont jusqu'à la fin de décembre 1918 des personnes possédant la nationalité italienne à la date du 31 décembre 1923 et n'ayant à ce jour leur domicile ni sur le territoire de la République d'Autriche ni sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ont été victimes dans d'autres parties de l'ancien territoire dudit établissement.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 17 août 1928.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1918. — CONVENTION [2] BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE KINGDOM OF ITALY REGARDING THE WORKMEN'S ACCIDENT INSURANCE ORGANISATION AT GRAZ FOR STYRIA AND CARINTHIA. SIGNED AT VIENNA, JANUARY 17, 1925.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Convention took place January 10, 1929.

THE KINGDOM OF ITALY and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention regarding the Workmen's Accident Insurance Organisation at Graz for Styria and Carinthia *(Arbeiter-Unfallversicherungsanstalt für Steiermark und Kränten in Graz)*, herein after called for short " the Organisation ", have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Dr Ulysses GOBBI, Professor ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Wilhelm THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration, Vienna ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

A. DISTRIBUTION OF INSURANCE LIABILITIES.

1. As regards liabilities resulting from insurance concluded by the Organisation, the Kingdom of Italy shall assume that portion of these liabilities resulting from the following accidents within the meaning of the Austrian Law on insurance against accidents to workmen, dated December 28, 1887, Imperial Law Gazette, No. 1 ex 1888, and its supplementary laws published up to October 31st, 1918 :

(a) Accidents occurring up to the end of December 1918 in an industrial establishment situated in the part of the former territory of the said Organisation, transferred to the Kingdom of Italy by the Treaty of Saint-Germain ;

(b) Accidents happening up to the end of December 1918 in other parts of the former territory of the said Organisation to persons possessing Italian nationality on December 31st, 1923, and at that time domiciled neither in the territory of the Republic of Austria nor in the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Vienna, August 17, 1928.

Le reste des charges résultant des assurances en tant qu'il ne fut pas assumé par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes incombe à l'établissement.

2. Si l'assuré lui-même n'était plus en vie le 31 décembre 1923, l'obligation de supporter les charges de l'assurance suivant l'alinéa 1, lit. *b)*, dépendra de la nationalité et du domicile que sa veuve avait à cette date et s'il n'existait à cette époque pas de veuve ayant droit à une rente de la nationalité et du domicile, à cette date, de l'enfant le plus jeune pourvu d'un droit à une rente, et finalement, à défaut d'enfants ayant pareil droit de la nationalité et du domicile, à cette date, du plus jeune des ascendants ayant pareil droit. Dans tous les cas, la Partie contractante assumant les charges de l'assurance en faveur d'une personne ayant droit à une rente, d'après les dispositions précédentes, se chargera aussi d'éffectuer tous payements, qu'ils soient échus ou qu'ils aient à échoir par la suite, à qui que ce soit des survivants de l'assuré.

3. Les charges des assurances à porter par le Royaume d'Italie incombent à partir du 31 décembre 1918, conformément aux règlements intérieurs du Royaume d'Italie à l'office qui, dans le Royaume d'Italie, a été chargé de l'administration des assurances des ouvriers contre les accidents ou qui a été désigné comme compétent pour cette administration par le Gouvernement de cet Etat. Si toutefois pour une époque antérieure à la mise en vigueur de la présente convention, les charges d'une assurance à assumer par un office de l'une Partie Contractante ont été supportées par un office de l'autre Partie Contractante, les payements effectués sont considérés comme tenant lieu aux payements dus, d'après la présente convention, sans qu'un arrangement ultérieur ait lieu à ce titre entre les offices intéressés.

4. Par l'entrée en vigueur de la présente convention, toute activité de l'établissement cessera par rapport aux charges d'assurance à porter conformément aux Nos 1 et 2 par le Royaume d'Italie.

5. La République d'Autriche remettra au Royaume d'Italie les dossiers et pièces auxiliaires de l'établissement qui ont trait aux charges des assurance à assumer par ce dernier Etat, et aura soin que pendant un délai d'au moins dix ans à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les dossiers et les pièces auxiliaires qui ne sont pas répartis, soient conservés auprès de l'établissement à en permettre l'inspection aux organes légitimés du Royaume d'Italie ou aux organes des offices italiens qui assument la charge des assurances.

B. Répartition des fonds.

1. On procédera à la répartition des fonds de l'établissement tels qu'ils existaient à la date du 31 décembre 1918. En tenant compte des charges d'assurance transférées selon section *A*, No 1 au Royaume d'Italie d'une part, des charges d'assurance assumées par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et des charges d'assurances incombant à la République d'Autriche, ainsi que des charges de retraites des employés de l'établissement d'autre part, il est convenu que la quote-part revenant au Royaume d'Italie soit fixée à 1.7 pour cent.

2. Les valeurs seront réparties en quote-part selon le principe de division en nature. Les titres remboursés par anticipation ou par lotissement ou vendus après la date du 31 décembre 1918 seront remplacés par le produit.

Le Royaume d'Italie recevra donc :

Rente autrichienne en couronnes 4 % (4 % *ige österreichische Kronenrente, März-September*)	val. nom.	14.200	cour.
Rente autrichienne en couronnes 4 % (4 % *ige österreichische Kronenrente, Mai-November*)	» »	17.600	»
Rente autrichienne papier 4 % (4 % *ige österreichische Notenrente, Februar-August*)	» »	20.000	»
Rente autrichienne argent 4.2 % (4.2 % *ige österreichische Silberrente, April-Oktober*)	» »	2.500	»

The remaining insurance liabilities, unless assumed by the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, shall devolve on the Organisation.

2. If the insured person was not himself living on December 31, 1923, the obligation to support the insurance liabilities in accordance with paragraph 1 (*b*) shall depend upon the nationality and domicile of his widow at that date, and if at that time there was no widow entitled to a pension, upon the nationality and domicile at that date of the youngest child entitled to a pension, and finally, in the absence of children with such right, upon the nationality and domicile at that time of the youngest ascendant relative having such right. In every case the Contracting Party accepting the insurance liabilities on behalf of a person entitled to a pension in accordance with the foregoing provisions shall also be responsible for making all payments, whether already due or subsequently becoming due , to any of the survivors of the insured person.

3. The insurance liabilities to be borne by the Kingdom of Italy shall, as from December 31, 1918, and in conformity with the internal regulations of the Kingdom of Italy, fall upon the office in Italy which is responsible for the administration of insurance against accidents to workmen or the office which has been selected as competent for such administration by the Government of that State. If, however, during a period prior to the coming into force of the present Convention, the insurance liabilities to be assumed by an office of one Contracting Party have been borne by an office of the other Contracting Party, any payments made shall be regarded as taking the place of the payments due under the present Convention, without any subsequent arrangement on this head having to be made between the offices concerned.

4. With the entry into force of the present Convention, all activities of the Organisation shall cease in respect of the insurance liabilities to be borne by the Kingdom of Italy in conformity with Nos. 1 and 2.

5. The Republic of Austria shall hand over to the Kingdom of Italy the files and accessory documents of the Organisation relating to the insurance liabilities to be accepted by the latter State, and shall ensure that for at least ten years from the coming into force of the present Convention the files and accessory documents which are not distributed shall be preserved at the offices of the Organisation so that they may be inspected by the authorised organs of the Kingdom of Italy or the organs of the Italian offices which take over the insurance liability.

B. Distribution of Funds.

1. The funds of the Organisation shall be distributed as existing on December 31, 1918. In view of the insurance liabilities transferred under Section A, No. 1, to the Kingdom of Italy, and of the insurance liabilities accepted by the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and those falling upon the Republic of Austria, as well as the liabilities regarding pensions for employees of the Organisation, it is agreed that the share allocated to the Kingdom of Italy shall be fixed at 1.7 per cent.

2. The actual securities shall be distributed proportionately. Securities refunded in advance or by drawing or sold after December 31, 1918, shall be replaced by their yield.

Accordingly, the Kingdom of Italy shall receive :

Austrian 4 % crown bonds (4 % *ige österreichische Kronenrente, März-September*)	to a nominal value of			14,200	crowns
Austrian 4 % crown bonds (4 % *ige österreichische Kronen, rente, Mai-November*)	»	»	»	17,600	»
Austrian 4 % Paper bonds (4 % *ige österreichische Notenrente, Februar-August*)	»	»	»	20,000	»
Austrian 4,2 % silver bonds (4.2 % *ige österreichische.. Silberrente, April-Oktober*)	»	»	»	2,500	»

Obligations d'Etat des chemins de fer autrichiens du nord-ouest et des chemins de fer de jonctions du sud et du nord de l'Allemagne 4 % (4 % *ige österreichische Nordwestbahn- und Südnorddeutsche Verbindungsbahn- Staatsschuldverschreibungen)*	val. nom.		4.000	cour.

Titres autrichiens d'emprunt de guerre *(österreichische Kriegsanleihe)* et cela :

Emission Ire	»	»	34.000	»
Emission IIe	»	»	51.000	»
Emission IIIe	»	»	85.000	»
Emission IVe, bons du Trésor	»	»	340.000	»
Emission Ve, bons du Trésor	»	»	102.000	»
Emission VIe	»	»	76.500	»
Emission VIe, bons du Trésor	»	»	76.500	»
Emission VIIe	»	»	25.500	»
Emission VIIe, bons du Trésor	»	»	127.500	»
Emission VIIIe	»	»	204.000	»
Emission VIIIe, bons du Trésor	»	»	34.000	»

en outre, un montant en argent comptant de 1,059.726 couronnes autrichiennes à cause de la quote-part inférieure des effets et un montant en argent comptant de 31.451 couronnes autrichiennes, comme quote-part proportionnelle du produit des effets remboursés par anticipation ou par lotissement ou vendus.

3. Les immeubles et leur inventaire resteront en totalité à l'établissement qui payera au Royaume d'Italie la somme de 76,860.400 couronnes autrichiennes à titre de rachat de la quote-part des immeubles et de l'inventaire revenant au royaume susdit.

4. Le droit de l'établissement de réclamer ultérieurement des primes en ce qui concerne les établissements industriels situés dans la partie de l'ancien territoire de l'établissement transférée au Royaume d'Italie passera au Royaume d'Italie ou à l'office italien qui est chargé de continuer l'assurance.

5. Comme quote-part de l'encaisse, des avoirs disponibles, des prêts hypothécaires et des créances diverses d'une part et des dettes diverses à l'exception de la dette gagée d'autre part le Royaume d'Italie recevra la somme de 202.070 couronnes autrichiennes.

6. Toute la dette gagée contractée à l'occasion de la souscription des titres d'emprunt de guerre sera supportée par l'établissement seul.

7. Les montants en argent comptant indiqués sous les Nos 2, 3, et 5 au total de 78,153.647 couronnes autrichiennes ainsi que les effets indiqués sous No 2 avec les coupons à partir du 1er avril 1925 et les coupons échus avant la date susdite et à la date de la signature de la présente convention encore adhérents seront mis à la disposition de la Légation royale d'Italie à Vienne ou au lieu de dépôt, à désigner par celle-ci à Vienne ou à Graz dans le délai d'un mois après la mise en vigueur de la présente convention. La République d'Autriche remettra les titres d'emprunt de guerre munis de la remarque, *Von der Republik Österreich nicht übernommen*, les autres titres sans aucune remarque, pourvoira à l'exactitude de la liste des numéros à soumettre au Comité des réparations et accordera l'autorisation d'exporter gratuitement les titres.

8. Le transfert à l'assureur compétent des fonds attribués est soumis à la réglementation intérieure du Royaume d'Italie.

9. Les deux Parties contractantes ne percevront ni des droits de timbre ni d'autres droits échelonnés ou fixes sur les affaires et documents nécessaires pour l'exécution de cette convention.

4 % Government bonds of the Austrian North-Western Railway and of the North and South German Joint Railway (4 % *ige österreichische Nordwestbahn- und Südnorddeutsche Verbindungsbahn - Staatsschuldverschreibungen*)	to a nominal value of			4,000	crowns
Austrian war loan bonds (*österreichische Kriegsanleihe*) :					
First issue	»	»	»	34,000	»
Second issue	»	»	»	51,000	»
Third issue	»	»	»	85,000	»
Fourth issue, Treasury bonds	»	»	»	340,000	»
Fifth issue, Treasury bonds	»	»	»	102,000	»
Sixth issue	»	»	»	76,500	»
Sixth issue, Treasury bonds	»	»	»	76,500	»
Seventh issue	»	»	»	25,500	»
Seventh issue, Treasury bonds	»	»	»	127,500	»
Eighth issue	»	»	»	204,000	»
Eighth issue, Treasury bonds	»	»	»	34,000	»

and, further, a cash sum of 1,059,726 Austrian crowns to balance the smaller share of securities and a cash sum of 31,451 Austrian crowns representing the proportionate share of the yield of securities refunded in advance or by drawing or sold.

3. The premises and their fittings and appurtenances shall be left in their entirety to the Organisation, which shall pay to the Kingdom of Italy the sum of 76,860,400 Austrian crowns, representing the repurchase price of the share of the premises and the fittings accruing to the said Kingdom.

4. The right of the Organisation to claim premiums later in respect of industrial undertakings situated in that part of the former territory of the Organisation transferred to the Kingdom of Italy shall pass to the Kingdom of Italy or to the Italian office responsible for continuing the insurance.

5. The Kingdom of Italy shall receive the sum of 202,070 Austrian crowns as its share of the cash balance, available assets, mortgage loans and various credits, on the one hand, and of the various debts, except the pledged debt, on the other hand.

6. The whole of the pledged debt contracted through subscription to war loan bonds shall be borne by the Organisation alone.

7. The cash sums mentioned in Nos. 2, 3 and 5, to a total of 78,153,647 Austrian crowns, and the securities mentioned under No. 2, together with the coupons as from April 1, 1925, and the coupons maturing before that date and still attached at the time of signing the present Convention, shall be placed at the disposal of the Italian Legation at Vienna or at the place of deposit to be selected by that legation at Vienna or Graz, within one month of the coming into force of the present Convention. The Republic of Austria shall hand over the war loan bonds inscribed *Von der Republik Österreich nicht übernommen* and the other securities without any inscription ; it shall ensure that the list of the numbers to be submitted to the Reparation Commission is correct, and shall grant authorisation to export the securities free of charge.

8. The transfer to the competent insurance organisation of the funds thus allocated shall be subject to the internal regulations of the Kingdom of Italy.

9. The two Contracting Parties shall not levy any stamp duties or other graduated or fixed duties on the transactions and documents necessary for the execution of this Convention.

Article 2.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche le Royaume d'Italie ne fera valoir aucune autre réclamation vis-à-vis de la République d'Autriche en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'établissement d'assurance contre les accidents des ouvriers pour la Styrie et la Carinthie à Graz.

Article 3.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible ; elle entrera en vigueur 14 jour après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés à Vienne.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont apposé leurs signatures à la présente convention.

Fait à Vienne le dix-sept janvier mil neuf cent vingt cinq, en double expédition dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour le Royaume d'Italie :
(Signé) U. GOBBI.

Pour la République d'Autriche :
(Signé) THAA.

Copie certifiée conforme :
Rome, le 2 janvier 1929, VII°.
Grandi.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Kingdom of Italy shall make no further claim on Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain concerning the Workmen's Accident Insurance Organisation at Graz for Styria and Carinthia.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the date on which the instruments of ratification are exchanged at Vienna.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have affixed their signatures to the present Convention.

Done at Vienna, the seventeenth day of January, one thousand nine hundred and twenty-five, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Kingdom of Italy :

(Signed) U. GOBBI.

For the Republic of Austria :

(Signed) THAA.

N° 1919.

AUTRICHE ET ITALIE

Convention concernant la commune de Vienne, établissement communal d'assurance, et la caisse de retraite pour les employés du commerce et de l'industrie à Vienne. Signée à Vienne, e 17 janvier 1925.

AUSTRIA AND ITALY

Convention regarding the Commune of Vienna, Communal Insurance Organisation, and the Retiring Pensions Fund for Employees in Commerce and Industry at Vienna. Signed at Vienna, January 17, 1925.

N° 1919. — CONVENTION[1] ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE ROYAUME D'ITALIE, CONCERNANT LA COMMUNE DE VIENNE, ÉTABLISSEMENT COMMUNAL D'ASSURANCE, ET LA CAISSE DE RETRAITE POUR LES EMPLOYÉS DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE A VIENNE. SIGNÉE A VIENNE, LE 17 JANVIER 1925.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 *janvier* 1929.

LE ROYAUME D'ITALIE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE animés du désir de conclure, en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain, une convention au sujet de la Commune de Vienne, établissement communal d'assurance, et de la caisse des retraites pour les employés du commerce et de l'industrie à Vienne, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Monsieur le Comm. Docteur Ulysse GOBBI, professeur; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Monsieur Guillaume THAA, ancien Chef de la Section au Ministère fédéral pour l'Administration sociale ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les charges résultant des assurances suppléantes selon le paragraphe 66, lit. *a*, de la loi du 16 décembre 1906, bulletin des lois de l'Empire N° 1 ex 1907, dans la rédaction de l'ordonnance impériale du 25 juin 1914, bulletin des lois de l'Empire N° 138, et des assurances supplémentaires (sur des prestations dépassant les payements légaux) appartenant aux assurances susdites, ainsi que les parties des fonds correspondant aux charges susindiquées de la Commune de Vienne, établissement communal d'assurance, autrefois établissement communal d'assurances sur la vie et des rentes, fondé en mémoire du jubilé de l'Empereur François Joseph — appelé par la suite brièvement « l'établissement » — et de la caisse des retraites pour les employés du commerce et de l'industrie — appelée par la suite brièvement « la caisse » — sont réparties d'après les principes suivants :

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 17 août 1928.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1919. — CONVENTION [2] BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC AND THE KINGDOM OF ITALY, REGARDING THE COMMUNE OF VIENNA, COMMUNAL INSURANCE ORGANISATION, AND THE RETIRING PENSIONS FUND FOR EMPLOYEES IN COMMERCE AND INDUSTRY AT VIENNA. SIGNED AT VIENNA, JANUARY 17, 1925.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Convention took place January 10, 1929.

THE KINGDOM OF ITALY and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention regarding the Commune of Vienna, Communal Insurance Organisation, and the Retiring Pensions Fund for Employees in Commerce and Industry at Vienna, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Dr. Ulysses GOBBI, Professor ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Wilhelm THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The liabilities resulting from the additional insurances under paragraph 66 *a* of the Law of December 16, 1906, Imperial Law Gazette No. 1 ex 1907, as amended by the Imperial Decree of June 25, 1914, Imperial Law Gazette, No. 138 and from the supplementary insurances (on payments exceeding those authorised by law) pertaining to the aforesaid insurances, and also the shares of the funds corresponding to the above-mentioned liabilities of the Commune of Vienna, Communal Insurance Organisation, formerly the Communal Life and Pensions Insurance Organisation, founded to commemorate the Jubilee of the Emperor Francis Joseph — hereinafter described as " the Organisation " — and of the Retiring Pensions Fund for Employees in Commerce and Industry — hereinafter described as " the Fund " shall be distributed in accordance with the following principles :

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Vienna, August 17, 1928.

A. RÉPARTITION DES CHARGES RÉSULTANT DES ASSURANCES.

1. Les charges d'assurances existant à la fin du mois de décembre 1918 des assurances suppléantes et des assurances supplémentaires (sur des prestations dépassant les payements légaux) appartenant aux assurances suppléantes, c'est-à-dire les droits à des rentes et les expectatives à des rentes acquis par les assurés et les membres de leurs familles, passent à la compétence de l'Etat sur le territoire duquel les assurés avaient leur dernier lieu de service déterminant la compétence de l'établissement d'assurances sur les pensions, pourvu que, selon Section *B*, N° 1, une quote-part des fonds de l'établissement respectif lui soit attribuée. Le même principe s'applique aux remboursements de primes, déclarés dans le bilan de l'établissement et de la caisse pour la fin de l'année 1918 et aux réclamations à titre de remboursement de primes, soulevées dans la suite en vertu d'une assurance ayant pris fin au plus tard à la fin de l'année 1918.

Sont à considérer comme assurés non seulement les membres de l'établissement et de la caisse, qui sont obligés de se faire assurer, mais aussi les autres employés, assurés de la même manière, de patrons qui ont assuré leur personnel, obligé de se faire assurer, par une assurance suppléante, selon le paragraphe 66, lit. *a*, de la loi d'assurances sur les pensions, auprès de l'un des assureurs susdits.

Les charges existant à la fin du mois de décembre 1918, qui se rapportent aux assurés dont le dernier lieu de service déterminant la compétence des établissements d'assurance sur les pensions était situé hors des confins de l'ancien Empire d'Autriche ou dans un Etat auquel, selon Section *B*, N° 1, aucune quote-part des fonds de l'établissement respectif n'est attribuée, passent à la compétence de l'Etat National auquel revient le plus grand nombre des employés du patron respectif ; si la compétence d'aucun Etat ne peut être établie selon la règle susdite, elle sera déterminée par le dernier lieu de service déterminatif pour l'assurance sur les pensions qui est situé sur l'ancien territoire où la loi d'assurances sur les pensions était en vigueur ; à défaut d'un tel lieu de service, les charges incomberont à la République d'Autriche.

2. Sera soumis à la réglementation intérieure de l'Etat respectif de prescrire par quel office et de quelle manière seront assumées les charges d'assurances qui ont passé à la compétence de cet Etat.

3. Si l'établissement ou la caisse avait continué son activité sur le territoire du Royaume d'Italie, après le 31 décembre 1918, cette continuation serait considérée comme une assurance fiduciaire exécutée pour le compte de l'office qui entrera en considération selon les dispositions du N° 2, à moins que les primes encaissées n'aient été déjà remboursées.

On réglera l'assurance fiduciaire en prenant pour base les intérêts du compte courant encaissés réellement, savoir les versement faits en monnaie austro-hongroise, en couronnes autrichiennes, les autres versements dans la monnaie dans laquelle ils étaient faits.

4. La République d'Autriche pourvoira à ce que l'établissement et la caisse délivrent aux offices entrant en considération selon les dispositions du N° 2, en tant que les circonstances le permettent, tous les dossiers et pièces auxiliaires qui concernent les charges des assurances à assumer par ces offices suivant les dispositions précédentes. Au cas où il serait impossible de procéder de la sorte, plusieurs offices participant aux mêmes dossiers, les intéressés auront pendant un délai de dix ans, le droit de les examiner et d'en prendre copie au siège de l'assureur à Vienne. Les Hautes Parties contractantes pourvoiront, en outre, à ce que tous les renseignements ayant trait à l'exécution de cette convention soient donnés par les offices intéressés, et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. RÉPARTITION DES FONDS.

1. Vu que les charges d'assurances qui sont réparties selon la Section *A* s'élèvent à 20.517 % des charges d'assurances totales en ce qui concerne l'établissement et à 82.788 % des charges

A. DISTRIBUTION OF INSURANCE LIABILITIES.

1. The insurance liabilities existing at the end of December 1918 in respect of the additional insurances and the supplementary insurance (on payments exceeding those authorised by law) pertaining to the additional insurances, that is to say, the claims to pensions and contingent pension benefits acquired by insured persons and the members of their families, shall be transferred to the competence of the country in whose territory the insured persons had their last place of employment determining the competence of the pensions insurance organisation, provided that, in accordance with Section *B*, No. 1, a share of the funds of the organisation concerned is allocated to that country. The same principle shall apply to the repayments of premiums announced in the balance-sheet of the Organisation and of the Fund for the end of 1918 and to the claims for the repayment of premiums subsequently lodged in virtue of an insurance terminating not later than the end of 1918.

Insured persons shall be considered to include not only the members of the Organisation and the Fund who are subject to compulsory insurance, but also the other similarly insured employees of masters who have insured their staff, subject to compulsory insurance, by means of an additional insurance in accordance with paragraph 66 *a* of the Pensions Insurance Law, with one of the above-mentioned insurance organisations.

The liabilities existing at the end of December 1918 in respect of insured persons whose last place of employment determining the competence of pensions insurance organisations was situated outside the boundaries of the former Austrian Empire or in a country to which no share in the funds of the organisation concerned is allocated under Section *B*, No. 1, shall be transferred to the competence of the country to which belong the largest number of the employees of the master concerned ; if no country can be declared competent in virtue of the above rule, competence shall be determined by the last place of employment deciding the question of pensions insurance which is situated in the former territory where the pensions insurance law was in force ; failing such place of employment the liabilities shall devolve on the Republic of Austria.

2. It shall be for the internal regulations of the State concerned to prescribe the office which shall accept the insurance liabilities transferred to the competence of that State and the manner of their acceptance.

3. If the Organisation or the Fund continued its operations in Italian territory after December 31, 1918, such continued activities shall be regarded as a fiduciary insurance effected on account of the office competent under No. 2, unless the premiums collected have already been refunded.

The fiduciary insurance shall be regulated on the basis of the interest on the current account actually received ; that is to say, payments in Austro-Hungarian currency shall be settled in Austrian crowns, and other contributions in the currency in which they were made.

4. The Republic of Austria shall ensure that the Organisation and the Fund hand over to the offices competent under No. 2, whenever circumstances permit, all the files and accessory documents relating to the insurance liabilities to be accepted by these offices in accordance with the foregoing provisions. Should this be impossible, for the reason that the same files affect several offices, those concerned shall for ten years have the right to examine and take copies of them at the seat of the insurance organisation in Vienna. The High Contracting Parties shall further ensure that all information relating to the execution of this Convention is given by the offices concerned, and they agree that correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices, without recourse to the diplomatic or consular authorities.

B. DISTRIBUTION OF FUNDS.

1. In view of the fact that the insurance liabilities distributed in accordance with Section *A* amount to 20.517 % of the total insurance liabilities in respect of the Organisation and to 82.788 %

d'assurances totales en ce qui concerne la caisse et que de ces charges à répartir le pourcentage suivant revient à chaque Etat, savoir :

	Quant à l'établissement	Quant à la caisse
A la République tchécoslovaque	25.81	14.78
A la République de Pologne	0.66	0.41
Au Royaume d'Italie	0.22	7.14
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes .	0.69	3.17
Au Royaume de Roumanie	—	0.62

la République d'Autriche remettra outre les titres ressortant des annexes I et II, qui constituent une partie intégrante de la présente convention, en considération des dettes et spécialement des charges des pensions des employés, qui restent en totalité à l'établissement et à la caisse, 280.000.000 couronnes autrichiennes pour l'établissement et 180.000.000 couronnes autrichiennes pour la caisse. Les dettes gagées dérivant de la souscription aux titres d'emprunt de guerre ont été considérées comme supportées en totalité par la République d'Autriche. De la somme totale de 460.000.000 couronnes autrichiennes les Etats intéressés recevront les montants suivants :

La République tchécoslovaque	354.490.000 cour. autr.
La République de Pologne	9.320.000 cour. autr.
Le Royaume d'Italie	59.410.000 cour. autr.
Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	31.790.000 cour. autr.
Le Royaume de Roumanie	4.990.000 cour. autr.

Ces montants seront payés comme suit :

Dans le délai de trois mois à dater de la ratification de la présente convention la République d'Autriche versera — sous déduction du solde résultant du règlement de compte des assurances fiduciaires en faveur de l'Autriche et plus le solde résultant du règlement de compte susdit au débit de l'Autriche :

A la République tchécoslovaque, le montant de. . .	94.490.000 cour. autr.
Au Royaume d'Italie, le montant de.	19.410.000 cour. autr.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le montant de	11.790.000 cour. autr.
A la République de Pologne, le montant de	9.420.000 cour. autr.
Au Royaume de Roumanie, le montant de	4.990.000 cour. autr.

La République d'Autriche versera, en outre, dans un délai d'un an et dans un délai de deux ans après l'échéance des quote-parts susdites :

A la République tchécoslovaque, chaque fois	100.000.000 cour. autr.
Au Royaume d'Italie, chaque fois	20.000.000 cour. autr.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, chaque fois	10.000.000 cour. autr.

et dans un délai de trois ans et dans un délai de quatre ans après l'échéance des premières quote-parts :

A la République tchécoslovaque, chaque fois	30.000.000 cour. autr.

Les quote-parts susdites seront versées à la Légation à Vienne de l'Etat ayant-droit ou à un office à désigner par celle-ci à Vienne. Dans le délai de trois mois à dater de la ratification de la présente convention la République d'Autriche remettra à ce même office les titres d'emprunt de guerre à délivrer, munis de la remarque *von der Republik Oesterreich nicht übernommen* et les autres titres sans aucune remarque.

La République d'Autriche veillera à ce que les listes des numéros soumises à la commission des réparations soient rectifiées et accordera l'exportation gratuite de ces titres.

of the total insurance liabilities in respect of the Fund, and since these liabilities fall to each country in the following percentages :

	Organisation	Fund
To the Czechoslovak Republic	25.81	14.78
To the Republic of Poland	0.66	0.41
To the Kingdom of Italy	0.22	7.14
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	0.69	3.17
To the Kingdom of Roumania	—	0.62

the Republic of Austria shall, in consideration of the debts and particularly of the employees, pensions liabilities, which remain in their entirety with the Organisation and the Fund, hand over, in addition to the securities shown in Annexes I and II, which shall constitute an integral part of the present Convention, the sum of 280,000,000 Austrian crowns for the Organisation and the sum of 180,000,000 Austrian crowns for the Fund. All the pledged debts derived from subscription to war loan bonds have been regarded as borne by the Republic of Austria. Of the total sum of 460,000,000 Austrian crowns, the countries concerned shall receive the following amounts :

Czechoslovak Republic	354,490,000 Austrian crowns
Republic of Poland	9,320,000 Austrian crowns
Kingdom of Italy	59,410,000 Austrian crowns
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	31,790,000 Austrian crowns
Kingdom of Roumania	4,990,000 Austrian crowns

These sums shall be paid as follows :

Within three months of the ratification of the present Convention the Republic of Austria shall pay — less the balance resulting in favour of Austria from the settlement of the accounts of the fiduciary insurances and plus the balance to be debited to Austria under the same account :

To the Czechoslovak Republic	94,490,000 Austrian crowns
To the Kingdom of Italy	19,410,000 Austrian crowns
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.	11,790,000 Austrian crowns
To the Republic of Poland	9,420,000 Austrian crowns
To the Kingdom of Roumania	4,990,000 Austrian crowns

The Republic of Austria shall also pay, one year and two years after the above-mentioned shares become due :

To the Czechoslovak Republic, on each occasion	100,000,000 Austrian crowns
To the Kingdom of Italy, on each occasion	20,000,000 Austrian crowns
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, on each occasion	10,000,000 Austrian crowns

and three years and four years after the first-mentioned shares fall due, shall pay on each occasion to the Czechoslovak Republic . . . . . 30,000,000 Austrian crowns.

The above-mentioned shares shall be paid to the legation at Vienna of the State entitled to payment or to an office in Vienna to be selected by that legation. Withing three months of the ratification of the present Convention, the Republic of Austria shall hand over to that same office the war loan bonds to be delivered, inscribed *von der Republik Oesterreich nicht übernommen* and shall hand over the other securities without any inscription.

The Republic of Austria shall ensure that the lists of the numbers submitted to the Reparation Commission are corrected and shall grant permission to export these securities free of charge.

2. Le transfert éventuel à l'office entrant en considération selon Section *A*, N° 2 des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

3. Chacune des Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbres et autres, qui pourraient devenir exigibles dans son territoire lors de l'exécution de cette convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, le Royaume d'Italie ne lui réclamera plus rien en vertu des articles 275 et 215 du Traité de Saint-Germain, en tant qu'il s'agit des assurances réglées par la présente convention. L'Etat respectif est obligé d'employer les fonds reçus selon les prescriptions précédentes conformément à l'article 275, alinéa 2, du Traité de Saint-Germain.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible. Elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés à Vienne.

Fait à Vienne, le dix-sept janvier mil neuf cent vingt-cinq en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour le Royaume d'Italie :

(Signé) U. GOBBI.

Pour la République d'Autriche :

(Signé) THAA.

Copie certifiée conforme :

Rome, le 2 janvier 1929, VII°.

Grandi.

2. The transfer to the office competent under Section *A*, Number 2, of the funds allocated to each country, shall be subject to the internal regulations of the country concerned.

3. Each of the Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties which might become leviable in its territory, at the time of the execution of this Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Kingdom of Italy shall make no further claim on Austria under Article 275 and Article 215 of the Treaty of Saint-Germain in so far as concerns the insurances dealt with in the present Convention. The country concerned shall be obliged to employ the funds received under the foregoing provisions in due conformity with Article 275, paragraph 2, of the Treaty of Saint-Germain.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the date on which the instruments of ratification are exchanged at Vienna.

Done at Vienna, the seventeenth day of January, one thousand nine hundred and twenty-five, in two copies, of which one shall be transmitted to each High Contracting Party.

For the Kingdom of Italy :

(Signed) U. GOBBI.

For the Republic of Austria :

(Signed) THAA.

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES DE LA COMMUNE

Les valeurs estimatives sont celles de la chambre de la Bourse à Vienne, à la

Dénomination des titres	Valeur nominale totale	Valeur estimative	aux assurances suppléantes (20,517 %)	
			val. nom.	val. estim.
4% konv. steuerfr. einh. Rente (Mai-November) . . .	58.100	750	11.900	89.250
4% konv. steuerfr. einh. Rente (Jänner-Juli)	118.600	810	24.300	196.830
4,2% einh. Rente in Noten (Februar-August)	19.900	1.150	4.100	47.150
4,2% einh. Rente in Silber	8.000	4.000	1.600	64.000
4% österr. steuerfr. Goldrente	8.000	21.000	1.600	336.000
4% österr. steuerfr. Kronenrente (März-September) . .	255.736	800	52.500	420.000
4% Ferdinands-Nordb.-Prior.-Obl., Em. 1887, in Silber	84.000	74.000	17.200	12.728.000
4% Ferdinands-Nordb.-Prior.-Obl., Em. 1888	36.000	90.000	7.200	6.480.000
4% Franz Josef-Bahn-Prior.-Obl., Em. 1884	2.800	68.000	400	272.000
4% Gal. Karl Ludwig-Bahn-Prior.-Obl.	20.000	23.000	4.200	966.000
3 ½% Österr. Nordwestb.-Prior.-Obl., lit. A, konv.. .	2.000	76.000	400	304.000
3 ½% Österr. Nordwestb.-Prior.-Obl., v. J. 1903, lit A	600	76.000	200	152.000
4% Wiener Verkehrs-Anlagen-Anl., Em. I und II . .	4.000	250	800	2.000
4% Pfandbr. d. I. Mähr. Sparkasse, innerh. 55 J. verlb (Jänner-Juli)	2.000	154.000	400	616.000
4% Wechselbahn-Prior.-Obl., Em. 1908	390.000	300	80.000	240.000
Total	1.009.736	.	206.800	22.913.230
Il revient proportionnellement	.	.	.	.
Par conséquent	.	.	.	.
Rentes d'emprunt de guerre :				
5 ½% III. Österr. Kriegsanleihe	961.500	.	197.300	.
5 ½% IV. Österr. Kriegsanleihe	1.000.000	.	205.200	.
5 ½% IV. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	310.000	.	63.600	.
5 ½% V. Österr. Kriegsanleihe	1.703.300	.	349.500	.
5 ½% V. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	102.600	.
5 ½% VI. Österr. Kriegsanleihe	1.000.000	.	205.200	.
5 ½% VI. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	102.600	.
5 ½% VII. Österr. Kriegsanleihe	1.001.300	.	205.400	.
5 ½% VII. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	102.600	.
5 ½% VIII, Österr, Kriegsanleihe	1.000.000	.	205.200	.
5 ½% VIII, Österr, Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	102.600	.
Total	8.976.100	.	1.841.800	.

ANNEXE I.

DE VIENNE, ETABLISSEMENT COMMUNAL D'ASSURANCE.

date du 30 mai 1924. — Les montants sont indiqués en monnaie autrichienne.

Il revient

à la République d'Autriche (72.619 %)		à la République tchécoslovaque (25,813 %)		au Royaume d'Italie (0,217 %)		au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (0,687 %)		à la République de Pologne (0,664 %)	
val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.
8.600	64.500	3.100	23.250	.	.	100	750	100	750
17.600	142.560	6.300	51.030	100	810	200	1.620	100	810
3.000	34.500	1.100	12.650	.	.	.	.	.	.
1.200	48.000	400	16.000	.	.	.	.	.	.
900	189.000	700	147.000	.	.	.	.	.	.
38.100	304.800	13.600	108.800	100	800	400	3.200	300	2.400
12.400	9.176.000	4.400	3.256.000	.	.	200	148.000	200	148.000
5.200	4.680.000	2.000	1.801.000	.	.	.	.	.	.
400	272.000	.	.	.	.	.	.	.	.
2.800	644.000	1.200	276.000	200	46.000	.	.	.	.
400	304.000	.	.	.	.	.	.	.	.
200	152.000	.	.	.	.	.	.	.	.
600	1.500	200	500	.	.	.	.	.	.
300	462.000	100	154.000	.	.	.	.	.	.
58.000	174.000	20.600	61.800	200	600	600	1.800	600	1.800
.	16.648.860	.	5.907.030	.	48.210	.	155.370	.	153.760
.	16.639.358	.	5.914.592	.	49.722	.	157.414	.	152.144
.	+ 9.502	.	— 7.562	.	— 1.512	.	— 2.044	.	+ 1.616
143.300	.	50.900	.	400	.	1.400	.	1.300	.
149.000	.	53.000	.	400	.	1.400	.	1.400	.
46.200	.	16.400	.	200	.	400	.	400	.
253.800	.	90.200	.	800	.	2.400	.	2.300	.
74.500	.	26.500	.	200	.	700	.	700	.
149.000	.	53.000	.	400	.	1.400	.	1.400	.
74.500	.	26.500	.	200	.	700	.	700	.
149.200	.	53.000	.	400	.	1.400	.	1.400	.
74.500	.	26.500	.	200	.	700	.	700	.
149.000	.	53.000	.	400	.	1.400	.	1.400	.
74.500	.	26.500	.	200	.	700	.	700	.
1.337.500	.	475.500	.	3.800	.	12.600	.	12.400	.

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES DE LA CAISSE DES RETRAITES

Les valeurs estimatives sont celles de la Chambre de la Bourse de Vienne, à la

Dénomination des titres	Valeur nominale totale	Valeur estimative	aux assurances suppléantes (82.788 %)		à la République d'Autriche (73.88 %)	
			val. nom	val. estim.	val. nom.	val. estim.
4% konv. steuerfr. Rente (Mai-November)	128.200	750	106.000	795.000	78.300	587.250
4% öst. steuerfr. Kronenrente (März-September)	175.000	800	144.800	1.158.400	107.000	856.000
4% d. öst. Staatsanleihe kundb. Schatzscheine	100.000	130	82.700	107.510	61.100	79.430
4% Rudolfsbahn-St.-Sch.-V.	79.600	3.600	66.000	2.376.000	48.800	1.756.800
4% Karl Ludwig-Bahn-St.-Sch.-V.	10.000	8.000	8.400	672.000	6.400	512.000
4% Karl Ludwig-Bahn-Pr. Obl., Em. 1890	96.600	23.000	80.000	18.400.000	59.000	13.570.000
6% III. ung. Kriegsanleihe	50.000	.	41.400	.	30.600	.
Total	639.400	.	529.300	23.508.910	391.200	17.361.480
Il revient proportionnellement	.	.	.	.	.	17.368.383
Par conséquent	.	.	.	.	.	— 6.903
Anteile der Baugenossenschaft « Wienerwald »	100.000	(100)	82.800	.	61.200	.
Rentes d'emprunt de guerre :						
5 ½% I. Öst. Kriegsanleihe	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½% III. Öst. Kriegsanleihe	1.715.000	.	1.419.800	.	1.049.000	.
5 ½% IV. Öst. Kriegsanl. (40j.)	825.000	.	683.000	.	504.600	.
5 ½% V. Öst. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½% V. Öst. Kriegsanl. (40j.)	1.070.000	.	885.800	.	654.400	.
5 ½% VI. Öst. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½% VI. Öst. Kriegsanl. (40j.)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½% VII. Öst. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½% VII. Öst. Kriegsanl. (40j.)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½% VIII. Öst. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	750.000	.	620.900	.	458.700	.
5 ½% VIII. Öst. Kriegsanl. (40j.)	750.000	.	620.900	.	458.700	.
5 ½% I. Öst. Kriegsanleihe	500.000	.	[1] 500.000	.	369.400	.
Total	8.610.000	.	7.213.800	.	5.329.600	.

[1] En totalité appartenant à la section pour les assurances suppléantes.

ANNEXE II.

POUR LES EMPLOYÉS DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

date du 30 mai 1924. — Les montants sont indiqués en monnaie autrichienne.

Il revient									
à la République tchécoslovaque (14.78 %)		à la République de Pologne (0.41 %)		au Royaume d'Italie (7.14 %)		au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (3.17 %)		au Royaume de Roumanie (0,62 %)	
val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.
15.700	117.750	400	3.000	7.600	57.000	3.400	25.500	600	4.500
21.400	171.200	600	4.800	10.300	82.400	4.600	36.800	900	7.200
12.200	15.860	400	520	5.900	7.670	2.600	3.380	500	650
10.000	360.000	.	.	4.800	172.800	1.200	43.200	1.200	43.200
1.200	96.000	.	.	400	32.000	400	32.000	.	.
11.800	2.714.000	400	92.000	5.800	1.334.000	2.600	598.000	400	92.000
6.100	.	200	.	2.900	.	1.300	.	300	.
78.400	3.474.810	2.000	100.320	37.700	1.685.870	16.100	738.880	3.900	147.550
.	3.474.617	.	96.387	.	1.678.536	.	745.232	.	145.755
.	+ 193	.	+ 3.933	.	+ 7.334	.	—6.352	.	+ 1.795
12.200	.	400	.	5.900	.	2.600	.	500	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
209.800	.	5.800	.	101.400	.	45.000	.	8.800	.
100.900	.	2.800	.	48.800	.	21.700	.	4.200	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
130.900	.	3.600	.	63.300	.	28.100	.	5.500	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
91.800	.	2.500	.	44.300	.	19.700	.	3.900	.
91.800	.	2.500	.	44.300	.	19.700	.	3.900	.
73.900	.	2.100	.	35.700	.	15.800	.	3.100	.
1.066.300	.	29.500	.	514.800	.	228.600	.	45.000	.

Copie certifiée conforme :

Rome, le 2 janvier 1929, VII°.

Grandi.

LIST SHOWING THE DISTRIBUTION OF THE SECURITIES OF THE

The estimated values are those of the Vienna

Description of securities	Total nominal value	Estimated value	the additional insurance organisations (20.517 %)	
			nom. val.	est. val.
4% konv. steuerfr. einh. Rente (Mai-November) . . .	58,100	750	11,900	89,250
4% konv. steuerfr. einh. Rente (Jänner-Juli)	118,600	810	24,300	196,830
4,2% einh. Rente in Noten (Februar-August)	19,900	1,150	4,100	47,150
4,2% einh. Rente in Silber	8,000	4,000	1,600	64,000
4% österr. steuerfr. Goldrente	8,000	21,000	1,600	336,000
4% österr. steuerfr. Kronenrente (März-September) . .	255,736	800	52,500	420,000
4% Ferdinands-Nordb.-Prior.-Obl., Em. 1887, in Silber	84,000	74,000	17,200	12,728,000
4% Ferdinands-Nordb.-Prior.-Obl., Em. 1888	36,000	90,000	7,200	6,480,000
4% Franz Josef-Bahn-Prior.-Obl., Em. 1884	2,800	68,000	400	272,000
4% Gal. Karl Ludwig-Bahn-Prior.-Obl.	20,000	23,000	4,200	966,000
3 ½% Österr. Nordwestb.-Prior.-Obl., lit. A, konv. . .	2,000	76,000	400	304,000
3 ½% Österr. Nordwestb.-Prior.-Obl., v. J. 1903, lit A	600	76,000	200	152,000
4% Wiener Verkehrs-Anlagen-Anl., Em. I und II . .	4,000	250	800	2,000
4% Pfandbr. d. I. Mähr. Sparkasse, innerh. 55 J. verlb. (Jänner-Juli)	2,000	154,000	400	616,000
4% Wechselbahn-Prior.-Obl., Em. 1908	390,000	300	80,000	240,000
Total	1,009,736	.	206,800	22,913,230
Proportionate share	.	.	.	.
Leaving	.	.	.	.
War loan bonds :				
5 ½% III. Österr. Kriegsanleihe	961,500	.	197,300	.
5 ½% IV. Österr. Kriegsanleihe	1,000,000	.	205,200	.
5 ½% IV. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	310,000	.	63,600	.
5 ½% V. Österr. Kriegsanleihe	1,703,300	.	349,500	. .
5 ½% V. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	102,600	.
5 ½% VI. Österr. Kriegsanleihe	1,000,000	.	205,200	.
5 ½% VI. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	102,600	.
5 ½% VII. Österr. Kriegsanleihe	1,001,300	.	205,400	.
5 ½% VII. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	102,600	.
5 ½% VIII. Österr. Kriegsanleihe	1,000,000	.	205,200	.
5 ½% VIII. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	102,600	.
Total	8,976,100	..	1,841,800	..

ANNEX I.

COMMUNE OF VIENNA. COMMUNAL INSURANCE ORGANISATION.

Stock Exchange as at May 30, 1924. — Amounts are shown in Austrian currency.

There fall to									
the Austrian Republic (72.619 %)		the Czechoslovak Republic (25.813 %)		the Kingdom of Italy (0.217 %)		the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (0.687 %)		the Polish Republic (0.664 %)	
nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.
8,600	64,500	3,100	23,250	.	.	100	750	100	750
17,600	142,560	6,300	51,030	100	810	200	1,620	100	810
3,000	34,500	1,100	12,650	.	.	.	.	.	.
1,200	48,000	400	16,000	.	.	.	.	.	.
900	189,000	700	147,000	.	.	.	.	.	.
38,100	304,800	13,600	108,800	100	800	400	3,200	300	2,400
12,400	9,176,000	4,400	3,256,000	.	.	200	148,000	200	148,000
5,200	4,680,000	2,000	1,801,000	.	.	.	.	.	.
400	272,000	.	.	.	.	.	.	.	.
2,800	644,000	1,200	276,000	200	46,000	.	.	.	.
400	304,000	.	.	.	.	.	.	.	.
200	152,000	.	.	.	.	.	.	.	.
600	1,500	200	500	.	.	.	.	.	.
300	462,000	100	154,000	.	.	.	.	.	.
58,000	174,000	20,600	61,800	200	600	600	1,800	600	1,800
.	16,648,860	.	5,907,030	.	48,210	.	155,370	.	153,760
.	16,639,358	.	5,914,592	.	49,722	.	157,414	.	152,144
.	+ 9,502	.	— 7,562	.	— 1,512	.	— 2,044	.	+ 1,616
143,300	.	50,900	.	400	.	1,400	.	1,300	.
149,000	.	53,000	.	400	.	1,400	.	1,400	.
46,200	.	16,400	.	200	.	400	.	400	.
253,800	.	90,200	.	800	.	2,400	.	2,300	.
74,500	.	26,500	.	200	.	700	.	700	.
149,000	.	53,000	.	400	.	1,400	.	1,400	.
74,500	.	26,500	.	200	.	700	.	700	.
149,200	.	53,000	.	400	.	1,400	.	1,400	.
74,500	.	26,500	.	200	.	700	.	700	.
149,000	.	53,000	.	400	.	1,400	.	1,400	.
74,500	.	26,500	.	200	.	700	.	700	.
1,337,500	.	475,500	.	3,800	.	12,600	.	12,400	.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF THE SECURITIES OF THE RETIRING PENSIONS FUND

The Estimated values are those of the Vienna Stock

Description of securities	Total nominal value	Estimated value	the additional insurance (82.788 %)		the Austrian Republic (73.88 %)	
			nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.
4% konv. steuerfr. Rente (Mai-November)	128,200	750	106,000	795,000	78,300	587,250
4% öst. steuerfr. Kronenrente (März-September)	175,000	800	144,800	1,158,400	107,000	856,000
4% d. öst. Staatsanleihe kundb. Schatzscheine	100,000	130	82,700	107,510	61,100	79,430
4% Rudolfsbahn-St.-Sch.-V.	79,600	3,600	66,000	2,376,000	48,800	1,756,800
4% Karl Ludwig-Bahn-St.-Sch.-V.	10,000	8,000	8,400	672,000	6,400	512,000
4% Karl Ludwig-Bahn-Pr. Obl., Em. 1890	96,600	23,000	80,000	18,400,000	59,000	13,570,000
6% III. ung. Kriegsanleihe	50,000	.	41,400	.	30,600	.
Total	639,400	.	529,300	23,508,910	391,200	17,361,480
Proportionate share	.	.	.	.	.	17,368,383
Leaving	.	.	.	.	.	— 6,903
Anteile der Baugenossenschaft « Wienerwald »	100,000	(100)	82,800	.	61,200	.
War loan bonds :						
5 ½% I. Öst. Kriegsanleihe	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½% III. Öst. Kriegsanleihe	1,715,000	.	1,419,800	.	1,049,000	.
5 ½% IV. Öst. Kriegsanl. (4oj.)	825,000	.	683,000	.	504,600	.
5 ½% V. Öst. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½% V. Öst. Kriegsanl. (4oj.)	1,070,000	.	885,800	.	654,400	.
5 ½% VI. Öst. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½% VI. Öst. Kriegsanl. (4oj.)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½% VII. Öst. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½% VII. Öst. Kriegsanl. (4oj.)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½% VIII. Öst. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	750,000	.	620,900	.	458,700	.
5 ½% VIII. Öst. Kriegsanl. (4oj.)	750,000	.	620,900	.	458,700	.
5 ½% I. Öst. Kriegsanleihe	500,000	.	[1] 500,000	.	369,400	.
Total	8,610,000	.	7,213,800	.	5,329,600	.

[1] Belonging in their entirety to the additional insurance organisations.

ANNEX II.

FOR EMPLOYEES IN COMMERCE AND INDUSTRY.

Exchange as at May 30, 1924. — Amounts are shown in Austrian currency.

There fall to									
the Czechoslovak Republic (14.78 %)		the Polish Republic (0.41 %)		the Kingdom of Italy (7.14 %)		the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (3.17 %)		the Kingdom of Roumania (0.62 %)	
nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val,	est. val.	nom. val.	est. val.
15,700	117,750	400	3,000	7,600	57,000	3,400	25,500	600	4,500
21,400	171,200	600	4,800	10,300	82,400	4,600	36,800	900	7,200
12,200	15,860	400	520	5,900	7,670	2,600	3,380	500	650
10,000	360,000	.	.	4,800	172,800	1,200	43,200	1,200	43,200
1,200	96,000	.	.	400	32,000	400	32,000	.	.
11,800	2,714,000	400	92,000	5,800	1,334,000	2,600	598,000	400	92,000
6,100	.	200	.	2,900	.	1,300	.	300	.
78,400	3,474,810	2,000	100,320	37,700	1,685,870	16,100	738,880	3,900	147,550
.	3,474,617	.	96,387	.	1,678,536	.	745,232	.	145,755
.	+ 193	.	+ 3,933	.	+ 7,334	.	—6,352	.	+ 1,795
12,200	.	400	.	5,900	.	2,600	.	500	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
209,800	.	5,800	.	101,400	.	45,000	.	8,800	.
100,900	.	2,800	.	48,800	.	21,700	.	4,200	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
130,900	.	3,600	.	63,300	.	28,100	.	5,500	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
91,800	.	2,500	.	44,300	.	19,700	.	3,900	.
91,800	.	2,500	.	44,300	.	19,700	.	3,900	.
73,900	.	2,100	.	35,700	.	15,800	.	3,100	.
1,066,300	.	29,500	.	514,800	.	228,600	.	45,000	.

N° 1920.

INDE ET IRAK

Accord concernant l'échange des envois contre remboursement. Signé à Bagdad, le 14 septembre 1922, et à Delhi, le 8 février 1923.

INDIA AND IRAQ

Agreement for an Exchange of Value-Payable Parcels. Signed at Baghdad, September 14, 1922, and at Delhi, February 8, 1923.

No. 1920. — AGREEMENT FOR AN EXCHANGE OF VALUE-PAYABLE PARCELS BETWEEN IRAQ AND INDIA. SIGNED AT BAGHDAD, SEPTEMBER 14, 1922, AND AT DELHI, FEBRUARY 8, 1923.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 11 *janvier* 1929.

Article 1.

Uninsured parcels may be exchanged under the value-payable system between Iraq and British India. Such parcels shall be subject to the same general regulations and rates as other parcels of the same class. The offices of exchange for value-payable articles shall be, on the side of Iraq, Baghdad, Basrah and Koweit and on the side of British India, Bombay.

Article 2.

The maximum charge which may be collected on any one article shall be Rs. 600.

Article 3.

Each value-payable article shall be stamped or labelled with the words " Value-payable ".

Article 4.

Value-payable parcels shall be entered in the parcel bill in the same way as other uninsured parcels, but with the addition, in the column for " Remarks ", of the words " Value-payable ", followed by an entry, both in words and figures, without erasure or alteration, of the amount in Rupee currency to *be remitted to the sender*, and also of the sender's name and full address in clear characters.

Article 5.

The amount to be remitted to the sender, together with the commission thereon (at the rates in force for ordinary money orders drawn on the country of origin of the value-payable article), shall be collected from the addressee. The amount to be remitted to the sender shall be transmitted to the latter by Postal money order, and the commission shall be retained by the Administration which issues the money order.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 1920. — ACCORD CONCERNANT L'ÉCHANGE DES ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT, ENTRE L'IRAK ET L'INDE. SIGNÉ A BAGDAD, LE 14 SEPTEMBRE 1922, ET A DELHI, LE 8 FÉVRIER 1923.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place January 11, 1929.

Article premier.

Les colis sans valeur déclarée pourront être échangés entre l'Irak et l'Inde britannique, en étant grevés de remboursement. Ils seront alors soumis aux mêmes règles et taxes générales que les autres colis de la même catégorie. Les bureaux d'échange des envois contre remboursement seront, pour l'Irak, Bagdad, Bassora et Koweit, et pour l'Inde britannique, Bombay.

Article 2.

Le maximum de la somme pouvant être recouvrée pour chaque envoi est fixé à 600 roupies.

Article 3.

Tout envoi contre remboursement sera muni d'un timbre ou d'une étiquette portant l'inscription « Value-payable ».

Article 4.

Les colis envoyés contre remboursement seront inscrits sur la feuille d'avis, de la même manière que les autres colis sans valeur déclarée, mais avec l'addition, dans la colonne « Observations », du terme « Value-payable » suivi de l'indication en toutes lettres et en chiffres, sans rature ni surcharge de la somme, en roupies, *qui doit être versée à l'expéditeur*, ainsi que du nom et de l'adresse complète de l'expéditeur, en caractères lisibles.

Article 5.

La somme à verser à l'expéditeur, ainsi que la commission à percevoir sur cette somme (suivant les taux appliqués aux mandats-poste ordinaires émis sur le pays d'origine de l'envoi contre remboursement) seront perçus auprès du destinataire. La somme à verser à l'expéditeur lui sera transmise par mandat-poste et la commission sera retenue par l'Administration qui émet le mandat.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 6.

Value-payable money orders shall be advised to the country of payment in the same way as ordinary money orders but in separate lists. In the column for remarks of the list shall be entered opposite each value-payable money order, the letters " V. P. " followed by the words " Remitted on account of V. P. article entered at No. ..... of Parcel Bill dated the..... ". The amount of an undeliverable money order of this kind shall remain at the disposal of the Administration of the country of origin of the value-payable article.

Article 7.

Value-payable money order transactions shall be embodied in the quarterly account relating to the exchange of ordinary money orders between Iraq and British India, the credits to be given or taken being the same as in the case of ordinary money orders. The share of postage belonging to each Administration in respect of parcels sent under the value-payable system shall be accounted for as usual in the parcel accounts between Iraq and British India.

Article 8.

If the addressee of a value-payable article does not pay the amount of the charge within the limit of time prescribed by the internal regulations of the country of delivery, the article shall be sent back to the office of origin. Each country shall communicate to the other its internal regulations in this respect.

Article 9.

When a value-payable uninsured parcel has been lost or damaged or its contents abstracted, the responsibility shall be fixed and compensation paid under the same conditions as in the case of other uninsured parcels. When, however, such a parcel, has once been delivered, the Administration of the country of destination shall be responsible for the sum collected and must, if necessary, prove that it has remitted it, less the prescribed commission, to the sender.

Article 10.

The provisions of the present agreement shall apply exclusively to value-payable articles originating in Iraq or British India, as the case may be.

Article 11.

The present agreement shall take effect on the 1st October 1922. It shall then continue in force until it shall be modified or determined by mutual consent of the contracting parties or until one year after the date on which one of the contracting parties shall have notified the other of its intention to determine it.

Executed in duplicate and signed.

At DELHI, *the* 8th *February* 1923,

At BAGHDAD, *ths* 14th *September* 1922.

(Signed) H. A. SAMS.
Director-General of Posts and Telegraphs, India.

(Signed) Douglas W. GUMBLEY,
Director of Telegraphs and Adviser to the Post Office, Iraq.

(Signed) Hikmat SULAIMAN.
Director of Posts, Iraq.

Article 6.

Les mandats de remboursement seront signalés au pays où doit avoir lieu le paiement, de la même manière que les mandats ordinaires, mais sur des listes distinctes. Dans la colonne « Observations » de la liste, seront inscrites, en face de chaque mandat de remboursement, les lettres « V. P. » suivies de la mention : « Versé pour l'envoi V. P. inscrit sous le N° ..... de la feuille d'avis ..... en date du ..... ». Le montant des mandats de cette catégorie qui n'auront pu être délivrés au bénéficiaire restera à la disposition de l'Administration du pays d'origine de l'envoi contre remboursement.

Article 7.

Les opérations relatives aux mandats de remboursement seront comprises dans le décompte trimestriel relatif à l'échange de mandats ordinaires entre l'Irak et l'Inde britannique, les soldes à débiter ou à créditer étant les mêmes que dans le cas des mandats ordinaires. La fraction des taxes postales revenant à chaque administration pour les colis envoyés contre remboursement sera portée en compte, comme d'habitude, dans les décomptes relatifs aux colis postaux échangés entre l'Irak et l'Inde britannique.

Article 8.

Si le destinataire d'un envoi contre remboursement ne verse pas le montant du remboursement dans le délai prescrit par les règlements intérieurs du pays de destination, l'envoi sera retourné au bureau d'origine. Chaque pays communiquera à l'autre ses règlements intérieurs à ce sujet.

Article 9.

Lorsqu'un colis sans valeur déclarée, grevé de remboursement, aura été perdu ou avarié ou que son contenu aura été soustrait, les responsabilités seront établies et l'indemnité sera payée dans les mêmes conditions que pour les autres colis sans valeur déclarée. Toutefois, à partir du moment où un colis de ce genre aura été délivré, l'administration du pays destinataire sera responsable de la somme perçue et devra, en cas de nécessité, prouver qu'elle l'a adressée à l'expéditeur en en déduisant la commission fixée.

Article 10.

Les dispositions du présent accord s'appliqueront exclusivement aux envois contre remboursement provenant de l'Irak ou de l'Inde britannique, selon le cas.

Article 11.

Le présent accord prendra effet le 1er octobre 1922. Il restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit modifié ou qu'il ait pris fin, avec le consentement mutuel des Parties contractantes, ou encore jusqu'à l'expiration d'un délai d'une année à partir de la date à laquelle l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire et signé

à DELHI, *le* 8 *février* 1923,

à BAGDAD, *le* 14 *septembre* 1922.

(Signé) H. A. SAMS,
Directeur général des Postes et Télégraphes de l'Inde.

(Signé) Douglas W. GUMBLEY,
Directeur des Télégraphes et Conseiller de l'Administration des Postes de l'Irak.

(Signé) Hikmat SULAIMAN,
Directeur des Postes de l'Irak.

N° 1921.

GRÈCE
ET NOUVELLE-ZÉLANDE

Echange de notes comportant un règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays. Athènes, les 13 et 16 novembre 1926, et échange de notes relatif à la prorogation de l'accord précédent. Athènes, les 11 octobre 1927, et 21 novembre 1928.

GREECE
AND NEW ZEALAND

Exchange of Notes provisionally regulating the Commercial Relations between the two Countries. Athens, November 13 and 16, 1926, and Exchange of Notes relating to the Prorogation of the preceeding Agreement. Athens, October 11, 1927, and November 21, 1928.

N° 1921. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LE GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE COMPORTANT UN RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. ATHÈNES, LES 13 ET 16 NOVEMBRE 1926.

Texte officiel anglais et français communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 11 janvier 1929.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 246.

ATHENS, *November* 13, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In compliance with instructions which I have received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of New Zealand are prepared to extend as from September 11 last complete most favoured nation treatment to all goods produced or manufactured in Greece on importation into New Zealand, and further, to undertake that the duty on currants, the produce of Greece, imported into New Zealand, shall not exceed two shillings per hundredweight on the understanding that, so long as the Dominion continues to accord such treatment to Greek goods, all goods produced or manufactured in New Zealand shall enjoy, as from September 11th, complete and most unconditional most favoured nation treatment on importation into Greece ; and further, that the articles enumerated in the Schedule to the Treaty of Commerce and Navigation[2] between the United Kingdom and Greece signed in London on July 16th, 1926, produced or manufactured in New Zealand, shall not as from September 11th, be subjected, on importation into Greece, to higher duties than those specified in the schedule.

2. I should be grateful if Your Excellency would be good enough to inform me whether the Hellenic Government agree to the proposals set forth herein as a " modus vivendi " pending the conclusion of a formal agreement with the Government of New Zealand.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

(Signed) Milne CHEETHAM.

Son Excellence
Monsieur P. Argyropoulos,
Ministre des Affaires étrangères.

[1] En vigueur à partir du 11 septembre 1926.

[2] Vol. LXI, page 15 ; et vol. LXIII, page 428, de ce recueil.

No. 1921. — EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN THE HELLENIC GOVERNMENT AND THE NEW ZEALAND GOVERNMENT PROVISIONALLY REGULATING THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. ATHENS, NOVEMBER 13 AND 16, 1926.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Exchange of Notes took place January 11, 1929.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION BRITANNIQUE
N° 246.

ATHÈNES, *le* 13 *novembre* 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, conformément aux instructions que j'ai reçues du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande est disposé à étendre à tous les produits helléniques naturels ou fabriqués, à leur importation en Nouvelle-Zélande, le traitement de la nation la plus favorisée, à dater du 11 septembre dernier, et à garantir que le droit perçu sur les raisins secs de Corinthe produits en Grèce et importés en Nouvelle-Zélande ne dépassera pas deux shillings par quintal ; il est entendu qu'aussi longtemps que la Nouvelle-Zélande continuera à accorder ce traitement aux marchandises helléniques tous les produits naturels ou fabriqués de la Nouvelle-Zélande bénéficieront, à leur importation en Grèce, du traitement intégral et le plus inconditionnel de la nation la plus favorisée à dater du 11 septembre et, qu'en outre, les produits naturels ou fabriqués de la Nouvelle-Zélande énumérés dans la liste annexée au Traité de commerce et de navigation[3] entre le Royaume-Uni et la Grèce, signé à Londres le 16 juillet 1926, ne seront pas soumis à leur importation en Grèce, à partir du 11 septembre 1926, à des droits plus élevés que ceux qui sont indiqués dans ladite liste.

2. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement hellénique donne son accord aux propositions exposées ci-dessus, à titre de *modus vivendi*, jusqu'à la conclusion d'un arrangement formel avec le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Milne CHEETHAM.

Son Excellence
Monsieur P. Argyropoulos,
Ministre des Affaires étrangères.

[1] In force as from September 11, 1926.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[3] Vol. LXI, page 15; and Vol. LXIII, page 428, of this Series.

II.

BRITISH LEGATION.

No. 247.

ATHENS, *November* 13, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to my immediately preceding Note of today's date regarding the desire of the Government of New Zealand to conclude an Agreement with the Hellenic Government, I have the honour to inform Your Excellency that it is understood that the Government of the Dominion does not, as a matter of fact, propose to charge any duty on currants, the produce of Greece, imported into New Zealand, except a primage duty of one per cent " ad valorem ".

I take this opportunity, Monsieur le Ministre, of renewing to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Milne CHEETHAM.

Son Excellence
Monsieur P. Argyropoulos,
Ministre des Affaires étrangères,
En Ville.

III.

ENCLOSURE IN ATHENS DESPATCH No. 412 OF NOVEMBER 20TH, 1926.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

No. 34691/34692.

ATHÈNES, *le* 16 *novembre*, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception des deux lettres que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date d'aujourd'hui sous les Nos. 246 et 247, ainsi conçues :

(Suit le texte des lettres du 13 novembre 1926.)

En prenant acte des déclarations y contenues, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence, que de son côté le Gouvernement hellénique consent au « modus vivendi » proposé, conformément auquel, jusqu'à la conclusion d'un arrangement formel, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande est disposé à faire bénéficier sur son territoire du traitement de la nation la plus favorisée les produits helléniques naturels ou manufacturés à dater du 11 septembre dernier et que, en outre, il ne se propose pas de percevoir aucun impôt sur les raisins secs de Corinthe si ce n'est un droit de prime de un pour cent « ad valorem », étant bien entendu que les articles produits ou manufacturés à la Nouvelle-Zélande bénéficieront sur le territoire hellénique à partir de la susdite date du traitement de la nation la plus favorisée, complet et sans conditions, et que, en outre, les articles énumérés dans la liste annexée au Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et le Royaume-Uni, signé à Londres le 16 juillet 1926, produits ou manufacturés à la Nouvelle Zélande, ne seront pas soumis en Grèce à partir du 11 septembre 1926, à des droits plus élevés que ceux indiqués dans la-dite liste.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) P. A. ARGYROPOULOS.

II.

LÉGATION BRITANNIQUE.

247.

ATHÈNES, *le* 13 *novembre* 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la dernière de mes notes en date de ce jour, relative au désir du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande de conclure un arrangement avec le Gouvernement hellénique, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'il est entendu que le Gouvernement néo-zélandais ne se propose pas, en fait, de percevoir de droits sur les raisins secs de Corinthe, produits en Grèce, si ce n'est un droit de prime de un pour cent « ad valorem ».

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Milne CHEETHAM.

Son Excellence
Monsieur P. Argyropoulos,
Ministre des Affaires étrangères.

III.

ANNEXÉ A LA DÉPÊCHE D'ATHÈNES No. 412 DU 20 NOVEMBRE 1926.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 34691/34692.

ATHENS, *November* 16, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of the two letters which Your Excellency was good enough to send me to-day under Nos. 246 and 247, reading as follows :

(Here follow the letters of November 13, 1926.)

I have taken note of the statements contained therein and have the honour to inform Your Excellency that, for its part, the Hellenic Government agrees to the proposed *modus vivendi* in accordance with which, pending the conclusion of a formal agreement, the Government of New Zealand is prepared to extend, as from September 11th last, most-favoured-nation treatment in its territory to goods produced or manufactured in Greece ; and further, that it does not propose to charge any duty on currants except a primage duty of 1 % *ad valorem*, it being understood that, as from the above-mentioned date, goods produced or manufactured in New Zealand shall enjoy complete and unconditional most-favoured-nation treatment in Greek territory ; and further, that the articles enumerated in the Schedule annexed to the Treaty of Commerce and Navigation between Greece and the United Kingdom, signed in London on July 16, 1926, produced or manufactured in New Zealand, shall not as from September 11, 1926, be subjected, on importation into Greece, to higher duties than those specified in the Schedule.

I have the honour, etc.

(Signed) P. A. ARGYROPOULOS.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A LA PROROGATION DE L'ACCORD PRÉCÉDENT. ATHÈNES, LES 11 OCTOBRE 1927 ET 21 NOVEMBRE 1928.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 6 novembre 1929.

IV.

MR. MACKILLOP TO M. ZAIMIS.

BRITISH LEGATION.

ATHENS, *October* 11, 1927.

M. LE MINISTRE,

I have the honour to inform your Excellency, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, that your predecessor's note of the 16th November, 1926, relative to the most favoured nation treatment on a reciprocal basis of goods produced or manufactured in Greece on importation into New Zealand, has now been carefully examined by His Majesty's Government in New Zealand.

2. Your Excellency will recollect that Sir Milne Cheetham enquired in the second paragraph of his note of the 13th November, 1926, whether the Hellenic Government agreed to the proposals made in paragraph 1 of that note as a *modus vivendi* pending the conclusion of a formal agreement with His Majesty's Government in New Zealand and that your predecessor concurred in this course.

3. I am now directed to inform your Excellency that His Majesty's Government in New Zealand regard the existing *modus vivendi* as constituting a satisfactory arrangement, and to suggest that its provisions should remain in force as regulating the commercial relations

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

EXCHANGE OF NOTES

RELATING TO THE PROROGATION OF THE PRECEEDING AGREEMENT. ATHENS, OCTOBER 11, 1927, AND NOVEMBER 21, 1928.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 6, 1929.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

IV.

M. MACKILLOP A M. ZAÏMIS.

LÉGATION BRITANNIQUE.

ATHÈNES, *le* 11 *octobre* 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de faire connaître à Votre Excellence que la note de votre prédécesseur, en date du 16 novembre 1926, relative à l'application, sous condition de réciprocité, du traitement de la nation la plus favorisée aux produits helléniques, naturels ou manufacturés, lors de l'importation en Nouvelle-Zélande, vient de faire l'objet d'un examen attentif de la part du Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande.

2. Votre Excellence se rappellera que Sir Milne Cheetham, dans le second alinéa de sa note du 13 novembre 1926, priait le Gouvernement hellénique de bien vouloir lui faire savoir s'il acceptait les propositions contenues dans l'alinéa 1 de ladite note en tant que *modus vivendi* jusqu'à la conclusion d'un arrangement formel avec le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande, et que votre prédécesseur avait donné son assentiment à cette procédure.

3. Je suis maintenant chargé d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande considère le *modus vivendi* actuellement en vigueur comme constituant un arrangement satisfaisant, et je suis chargé de vous proposer que les dispositions de

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

between New Zealand and Greece, subject to the understanding that it may be terminated by either Government by three months' notice to that effect. I have the honour to enquire whether the Hellenic Government agree to this proposal.

4. In this connexion I have the honour to refer to Sir Milne Cheetham's note of the 13th November, 1926, which might be held to contain an implied undertaking on the part of His Majesty's Government in New Zealand to charge no higher duties on Greek currants than the existing " primage " of 1 per cent. *ad valorem.* I am directed to explain that the position is that, while His Majesty's Government in New Zealand have at present no intention of imposing any higher duty on such currants, they regard themselves nevertheless as free, at any time, to increase the rate of duty on currants from any country (including Greece), provided that the duty on Greek currants be not increased to a rate greater than 2*s.* per cwt. and provided also that Greek currants be not subjected to a higher duty than currants from any other foreign country.

5. I have the honour to request that your Excellency will confirm the Hellenic Government's acceptance of the proposals of His Majesty's Government in New Zealand.

I avail, etc.

Douglas MACKILLOP.

V.

M. CARAPANOS TO SIR P. LORAINE.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ATHÈNES, *le* 21 *novembre* 1928.

M. LE MINISTRE,

M. Douglas MacKillop, chargé d'Affaires *ad interim* de Grande-Bretagne, a bien voulu

[1] Communiquée par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté de Grande-Bretagne.

cet accord continuent à régir les relations commerciales entre la Nouvelle-Zélande et la Grèce, étant entendu que chacun des deux gouvernements aura la faculté de mettre fin à cet arrangement en le dénonçant avec un préavis de trois mois. J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire savoir si le Gouvernement hellénique accepte cette proposition.

4. A cette occasion, j'ai l'honneur de me référer à la note de sir Milne Cheetham, datée du 13 novembre 1926, qui pourrait être interprétée comme contenant, de la part du Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande, un engagement implicite de ne percevoir sur les raisins secs de Corinthe aucun impôt supérieur « au droit de prime » de 1 % *ad valorem* prélevé actuellement. Je suis chargé de vous signaler que le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande, bien qu'il n'ait pas actuellement l'intention de percevoir un droit plus élevé sur les raisins secs de cette espèce, considère toutefois qu'il est libre de relever, à un moment quelconque, les droits afférents aux raisins secs de toute provenance (y compris la Grèce), à condition que les droits afférents aux raisins secs helléniques n'atteignent pas un taux supérieur à 2 sh. par cwt. et que les raisins secs de provenance hellénique ne soient pas frappés d'un droit plus élevé que les raisins secs provenant de tout autre pays étranger.

5. J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien me confirmer que le Gouvernement hellénique accepte les propositions du Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande.

Je saisis, etc.

Douglas MACKILLOP.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

V.

M. CARAPANOS A SIR P. LORAINE.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

ATHENS, *November* 21, 1928.

M. LE MINISTRE,

Mr. Douglas MacKillop, Chargé d'Affaires *ad interim* of Great Britain, was good enough

[1] Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

adresser à son Excellence M. Alexandre Zaïmis, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères *ad interim*, une note, datée du 11 octobre 1927, et conçue en ces termes :

(Suit le texte de la lettre du 11 *octobre* 1927*).*

En prenant acte de cette communication, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement hellénique accepte les propositions du Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande formulées dans la note précitée et est d'accord pour maintenir en vigueur les dispositions du *modus vivendi* du 16 novembre 1926, sous les conditions susmentionnées.

Je saisis, etc.

A. CARAPANOS.

to address a note in the following terms on the 11th October, 1927, to his Excellency M. Alexandre Zaïmis, President of the Council and Minister for Foreign Affairs *ad interim* :—

(As in the original above.)

In taking note of this communication I have the honour to inform you that the Hellenic Government accepts the proposals made by His Majesty's Government in New Zealand contained in the note quoted above, and agrees that the *modus vivendi* of the 16th November, 1926, shall remain in force on the conditions mentioned above.

I have, etc.

A. CARAPANOS.

N° 1922.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET MEXIQUE

Convention tendant à assurer le règlement des réclamations britanniques au Mexique provoquées par les pertes et dommages résultant d'actes révolutionnaires survenus entre le 20 novembre 1910 et le 31 mai 1920. Signée à Mexico, le 19 novembre 1926.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND MEXICO

Convention for the Settlement of British Pecuniary Claims in Mexico arising from Loss or Damage from Revolutionary Acts between November 20, 1910, and May 31, 1920. Signed at Mexico, November 19, 1926.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 1922. — CONVENTION [1] BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY AND THE PRESIDENT OF THE UNITED MEXICAN STATES FOR THE SETTLEMENT OF BRITISH PECUNIARY CLAIMS IN MEXICO ARISING FROM LOSS OR DAMAGE FROM REVOLUTIONARY ACTS BETWEEN NOVEMBER 20, 1910, AND MAY 31, 1920. SIGNED AT MEXICO, NOVEMBER 19, 1926.

Textes officiels espagnol et anglais communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 *janvier* 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND, AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA and THE PRESIDENT OF THE UNITED MEXICAN STATES, desiring to adjust definitively and amicably all pecuniary claims arising from losses or damages suffered by British subjects or persons under British protection, on account of revolutionary acts which occurred during the period comprised between the 20th of November 1910 and the 31st of May 1920 inclusive, have decided to enter into a Convention for that purpose, and to this end have appointed as their Plenipotentiaries :

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Mexico, le 19 novembre 1928.

Nº 1922.— CONVENIO [1] ENTRE SU MAJESTAD BRITÁNICA Y EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS PARA EL ARREGLO DE LAS RECLAMACIONES PECUNIARAS MOTIVADAS POR LAS PERDIDAS O DAÑOS CAUSADOS A CONSECUENCIA DE ACTOS REVOLUCIONARIOS DURANTE EL PERIODO COMPRENDIDO ENTRE EL 20 DE NOVIEMBRE DE 1910 Y EL 31 DE MAYO DE 1920. FIRMADO EN MEXICO EL 19 DE NOVIEMBRE DE 1926.

Spanish and English official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Convention took place January 11, 1929.

SU MAJESTAD EL REY DEL REINO UNIDO DE LA GRAN BRETAÑA E IRLANDA, Y DE LOS DOMINIOS BRITÁNICOS ALLENDE LOS MARES, EMPERADOR DE LA INDIA, y EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS, deseosos de arreglar definitiva y amigablemente todas las reclamaciones pecuniarias motivadas por las pérdidas o daños que resintieron los súbditos o protegidos británicos, a causa de actos revolucionarios ejecutados durante el período comprendido entre el 20 de noviembre de 1910 y el 31 de mayo de 1920, inclusive, han decidido celebrar una Convencion con tal fin, y al efecto han nombrado como sus Plenipotenciarios :

[1] The exchange of ratifications took place at Mexico, November 19, 1928.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND, AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

Esmond OVEY, Esq., Companion of the Order of St. Michael and St. George, Member of the Royal Victorian Order, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Mexico.

THE PRESIDENT OF THE UNITED MEXICAN STATES :

Señor Licenciado Don Aarón SÁENZ, Secretary of State for Foreign Relations ;

Who, having communicated to each other their respective Full Powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article 1.

All the claims specified in Article 3 of this Convention shall be submitted to a Commission composed of three members ; one member shall be appointed by His Britannic Majesty ; another by the President of the United Mexican States ; and the third, who shall preside over the Commission, shall be designated by mutual agreement between the two Governments. If the Governments should not reach the aforesaid agreement within a period of four months counting from the date upon which the exchange of ratifications is effected, the President of the Permanent Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague shall designate the President of the Commission. The request for this appointment shall be addressed by both Governments to the President of the aforesaid Council, within a further period of one month, or after the lapse of that period, by the Government which may first take action in the matter. In any case the third arbitrator shall be neither British nor Mexican, nor a national of a country which may have claims against Mexico similar to those which form the subject of this Convention.

In the case of the death of any member of the Commission, or in case a member should be prevented from performing his duties, or for any reason should abstain from performing them, he shall be immediately replaced according to the procedure set forth above.

SU MAJESTAD EL REY DEL REINO UNIDO DE LA GRAN BRETAÑA E IRLANDA Y DE LOS DOMINIOS BRITÁNICOS ALLENDE LOS MARES, EMPERADOR DE LA INDIA :

al señor Esmond OVEY, Compañero de la Orden de San Miguel y San Jorge, Miembro de la Real Orden Victoriana, Su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en México.

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS :

al señor Licenciado Don Aarón SÁENZ, Secretario de Estado y del Despacho de Relaciones Exteriores.

Quienes, después de comunicarse sus respectivos Plenos Poderes, y de hallarlos en buena y debida forma, convinieron en los artículos siguientes :

Artículo 1.

Todas las reclamaciones especificadas en el artículo 3 de esta Convención, se someterán a una Comisión compuesta de tres miembros ; uno de ellos será nombrado por Su Majestad Británica ; otro por el Presidente de los Estados Unidos Mexicanos ; y el tercero, que presidirá la Comisión, será designado de acuerdo por los dos Gobiernos. Si éstos no llegan a dicho acuerdo en un plazo de cuatro meses contados desde el día en que se haga el canje de las ratificaciones, el Presidente del Consejo Administrativo Permanente de la Corte Permanente de Arbitraje de La Haya, será quien designe al Presidente de la Comisión. La solicitud de este nombramiento se dirigirá por ambos Gobiernos al Presidente del citado Consejo, dentro de un nuevo plazo de un mes, o pasado este plazo, por el Gobierno más diligente. En todo caso el tercer árbitro no podrá ser ni británico ni mexicano, ni nacional de un país que tenga contra México reclamaciones iguales a las que son objeto de esta Convención.

En caso de muerte de alguno de los miembros de la Comisión, o en caso de que alguno de ellos esté impedido para cumplir sus funciones o se abstenga por cualquiera causa de hacerlo, será reemplazado inmediatamente, de acuerdo con el mismo procedimiento detallado arriba.

Article 2.

The Commissioners thus designated shall meet in the City of Mexico within six months counting from the date of the exchange of ratifications of this Convention. Each member of the Commission, before entering upon his duties, shall make and subscribe a solemn declaration in which he shall undertake to examine with care, and to judge with impartiality, in accordance with the principles of justice and equity, all claims presented, since it is the desire of Mexico *ex gratia* fully to compensate the injured parties, and not that her responsibility should be established in conformity with the general principles of International Law ; and it is sufficient therefore that it be established that the alleged damage actually took place, and was due to any of the causes enumerated in Article 3 of this Convention, for Mexico to feel moved *ex gratia* to afford such compensation.

The aforesaid declaration shall be entered upon the record of the proceedings of the Commissions.

The Commission shall fix the date and place of their sessions.

Artículo 2.

Los Comisionados así designados se reunirán en la ciudad de México dentro de los seis meses contados a partir de la fecha del canje de ratificaciones de esta Convención. Cada uno de los miembros de la Comisión, antes de dar principio a sus trabajos, hará y firmará una declaración solemne en que se comprometa a examinar con cuidado y a fallar con imparcialidad, conforme a los principios de la justicia y de la equidad, todas las reclamaciones presentadas, supuesto que la voluntad de México es la de reparar plenamente, *ex gratia*, a los damnificados, y no que su responsabilidad se establezca de conformidad con los principios generales del Derecho Internacional ; siendo bastante, por tanto, que se pruebe que el daño alegado haya existido y se deba a alguna de las causas enumeradas en el artículo 3 de esta Convención, para que México se sienta *ex gratia*, decidido a hacer tal indemnización.

La citada declaración se registrará en las actas de la Comisión.

La Comisión fijará la fecha y el lugar de sus sesiones.

Article 3.

The Commission shall deal with all claims against Mexico for losses or damages suffered by British subjects or persons under British protection, British partnerships, companies, associations or British juridical persons or those under British protection ; or for losses or damages suffered by British subjects or persons under British protection, by reason of losses or damages suffered by any partnership, company or association in which British subjects or persons under British protection have or have had an interest exceeding fifty per cent, of the total capital of such partnership, company or association, and acquired prior to the time when the damages or losses were sustained. But in view of certain special conditions in which some British concerns are placed in such societies which do not possess that nationality it is agreed that it will not be necessary that the interest above mentioned shall pertain to one single individual, but it will suffice that it pertains jointly to various British subjects, provided that the British claimant or claimants shall present to the

Artículo 3.

La Comisión conocerá de todas las reclamaciones contra México por las pérdidas o daños resentidos por súbditos británicos o protegidos británicos, y por sociedades ,compañías, asociaciones o personas morales británicas, o sujetas a la protección británica ; o por las pérdidas o daños sufridos por súbditos británicos o protegidos británicos, en virtud de pérdidas o daños sufridos por cualesquier sociedad, compañía o asociación en las que los súbditos o protegidos británicos tengan o hayan tenido un interés de más del cincuenta por ciento del capital total de la sociedad, compañía o asociación, y adquirido anteriormente a la época en que se resintió el daño o pérdida. Pero en vista de ciertas condiciones especiales en que se encuentran algunos negocios británicos en sociedades que no tienen la misma nacionalidad, se conviene en que no será necesario que el interés expresado corresponda a un solo individuo, sino que bastará que en conjunto corresponda a varios súbditos británicos, siempre que el reclamante o reclamantes británicos presenten a la Comisión una cesión hecha al

Commission an allotment to the said claimant or claimants of the proportional part of such losses or damages pertaining to the claimant or claimants in such partnership, company or association. The losses or damages mentioned in this article must have been caused during the period included between the 20th of November, 1910, and the 31st May, 1920, inclusive, by one or any of the following forces :

(1) By the forces of a Government *de jure* or *de facto* ;

(2) By revolutionary forces, which, after the triumph of their cause, have established Governments *de jure* or *de facto*, or by revolutionary forces opposed to them ;

(3) By forces arising from the disjunction of those mentioned in the next preceding paragraph up to the time when a *de jure* Government had been established, after a particular revolution ;

(4) By forces arising from the disbandment of the Federal Army ;

(5) By mutinies or risings or by insurrectionary forces other than those referred to under subdivisions 2, 3 and 4 of this Article, or by brigands, provided that in each case it be established that the competent authorities omitted to take reasonable measures to suppress the insurrections, risings, riots or acts of brigandage in question, or to punish those responsible for the same ; or that it be established in like manner that the authorities were blamable in any other way.

The Commission shall also deal with claims for losses or damages caused by acts of civil authorities, provided such acts were due to revolutionary events and disturbed conditions within the period referred to in this Article, and that the said acts were committed by any of the forces specified in subdivisions 1 ,2 and 3 of this Article.

Article 4.

The Commission shall determine their own methods of procedure, but shall not depart from the provisions of this present Convention.

Each Government may appoint an Agent and Counsel to present to the Commission either orally or in writing the evidence and arguments they may deem it desirable to adduce

mismo reclamante o reclamantes de la parte proporcional de tales pérdidas o daños que les corresponda en dicha sociedad, compañía o asociación. Las pérdidas o daños de que se habla en este artículo deberán haber sido causados durante el período comprendido entre el 20 de noviembre de 1910 y el 31 de mayo de 1920, inclusive, por una o cualquiera de las fuerzas siguientes :

1. Por fuerzas de un Gobierno *de jure* o *de facto* ;

2. Por fuerzas revolucionarias que hayan establecido al triunfo de su causa Gobiernos *de jure* o *de facto*, o por fuerzas revolucionarias contrarias a aquéllas ;

3. Por fuerzas procedentes de la disgregación de las que se mencionan en el párrafo precedente hasta el momento en que el Gobierno *de jure* hubiere sido establecido después de una revolución determinada ;

4. Por fuerzas procedentes de la disolución del Ejército Federal ;

5. Por motines o levantamientos, o por fuerzas insurrectas distintas de las indicadas en los párrafos 2, 3 y 4 de este artículo, o por bandoleros, con tal de que, en cada caso, se pruebe que las autoridades competentes omitieron dictar medidas razonables para reprimir las insurrecciones, levantamientos, motines o actos de bandolerismo de que se trata o para castigar a sus autores ; o que se pruebe, asimismo, que las autoridades incurrieron en falta de alguna otra manera.

La Comisión conocerá también de las reclamaciones por pérdidas o daños causados por actos de autoridades civiles, siempre que dichos actos se originen en sucesos y trastornos revolucionarios dentro de la época a que alude este artículo y que hayan sido ejecutados por alguna de las fuerzas descritas en los párrafos 1, 2 y 3 del presente artículo.

Artículo 4.

La Comisión determinará sus propios procedimientos, pero ciñéndose a las disposiciones de la presente Convención.

Cada Gobierno podrá nombrar un Agente y consejeros que presenten a la Comisión, ya sea oralmente o por escrito, las pruebas y argumentos que juzguen conveniente aducir en

either in support of the claims or against them.

The Agent or Counsel of either Government may offer to the Commission any documents, interrogatories or other evidence desired in favour of or against any claim and shall have the right to examine witnesses under affirmation before the Commission, in accordance with Mexican Law and such rules of procedure as the Commission shall adopt.

The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission. If there should be no majority the decision of the President shall be final.

Either the English or Spanish languages shall be employed, both in the proceedings and in the judgments.

apoyo de las reclamaciones o en contra de ellas.

El Agente o consejeros de cualquiera de los dos Gobiernos, podrán presentar a la Comisión cualesquiera documentos, interrogatorios o cualquiera otra prueba que se desee en pro o en contra de alguna reclamación, y tendrán el derecho de examinar testigos, bajo protesta, ante la Comisión, de acuerdo con las leyes mexicanas y con las reglas de procedimiento que la Comisión adoptare.

La decisión de la mayoría de los miembros de la Comisión será la de la Comisión. Si no hubiere mayoría prevalecerá la decisión del Presidente.

Tanto en los procedimientos como en los fallos, se empleará el inglés o el español.

Article 5.

The Commission shall keep an accurate and up-to-date record of all the claims and the various cases which shall be submitted to them, as also the minutes of the debates, with the dates thereof.

For such purpose each Government may appoint a Secretary. These Secretaries shall be attached to the Commission and shall act as joint Secretaries and shall be subject to the Commission's instructions.

Each Government may likewise appoint and employ such assistant Secretaries as they may deem advisable. The Commission may also appoint and employ the assistants they may consider necessary for carrying on their work.

Artículo 5.

La Comisión llevará un registro actual y exacto de todas las reclamaciones y los diversos casos que le fueren sometidos, así como las actas de los debates, con sus fechas respectivas.

Para tal fin, cada Gobierno podrá designar un Secretario. Dichos Secretarios dependerán de la Comisión y actuarán como Secretarios conjuntos, y estarán sometidos a las instrucciones de la Comisión.

Cada Gobierno podrá nombrar, asimismo, y emplear los Secretarios adjuntos que juzgare prudente. La Comisión podrá nombrar y emplear igualmente, los ayudantes que juzgue necesarios para llevar a cabo su misión.

Article 6.

The Government of Mexico being desirous of reaching an equitable agreement in regard to the claims specified in article 3 and of granting to the claimants just compensation for the losses or damages they may have sustained, it is agreed that the Commission shall not set aside or reject any claim on the grounds that all legal remedies have not been exhausted prior to the presentation of such claim.

In order to determine the amount of compensation to be granted for damage to property, account shall be taken of the value declared by the interested parties for fiscal purposes,

Artículo 6.

Deseando el Gobierno de México llegar a un arreglo equitativo sobre las reclamaciones especificadas en el artículo 3 y conceder a los reclamantes una indemnización justa que corresponda a las pérdidas o daños que hayan sufrido, queda convenido que la Comisión no habrá de descartar o rechazar ninguna reclamación por causa de que no se hubieren agotado, antes de presentar dicha reclamación, todos los recursos legales.

Para fijar el importe de las indemnizaciones que habrán de concederse por daños a los bienes, se tendrá en cuenta el valor declarado al fisco por los interesados, salvo en casos

except in cases which in the opinion of the Commission are really exceptional.

The amount of the compensation for personal injuries shall not exceed that of the most ample compensation granted by Great Britain in similar cases.

verdaderamente excepcionales, a juicio de la Comisión.

El importe de las indemnizaciones por daños personales no excederá al de las indemnizaciones más amplias concedidas por la Gran Bretaña en casos semejantes.

Article 7.

All claims must be formally filed with the Commission within a period of nine months counting from the date of the first meeting of the Commission ; but this period may be prolonged for a further six months in special and exceptional cases, and provided that it be proved to the satisfaction of the majority of the Commission that justifiable causes existed for the delay.

The Commission shall hear, examine and decide within a period of two years counting from the date of their first session, all claims which may be presented to them.

Four months after the date of the first meeting of the members of the Commission and every four months thereafter, the Commission shall submit to each of the interested Governments a report setting forth in detail the work which has been accomplished, and comprising a statement of the claims filed, claims heard and claims decided.

The Commission shall deliver judgment on every claim presented to them within a period of six months from the termination of the hearing of such claim.

Artículo 7.

Toda reclamación habrá de presentarse formalmente ante la Comisión dentro del plazo de nueve meses contados desde el día de la primera reunión de ella ; pero este plazo podrá extenderse por seis meses más en casos especiales y excepcionales y siempre que se pruebe a juicio de la mayoría de la Comisión que hubo causas para justificar el retardo.

La Comisión oirá, examinará y resolverá dentro del plazo de dos años, contados desde el día de su primera sesión, todas las reclamaciones que le fueren presentadas.

Cuatro meses después del día de la primera reunión de los miembros de la Comisión, y luego cada cuatro meses, la Comisión someterá a cada uno de los Gobiernos interesados un informe donde queden establecidos pormenorizadamente los trabajos realizados, y que comprenda también una exposición de las reclamaciones presentadas, de las oídas y de las resueltas.

La Comisión dará su fallo sobre toda reclamación que se le presente, dentro del plazo de seis meses, contados desde la clausura de los debates relativos a dicha reclamación.

Article 8.

The High Contracting Parties agree to consider the decision of the Commission as final in respect of each matter on which they may deliver judgment, and to give full effect to such decisions. They likewise agree to consider the result of the labours of the Commission as a full, perfect and final settlement of all claims against the Mexican Government arising from any of the causes set forth in Article 3 of this present Convention. They further agree that from the moment at which the labours of the Commission are concluded, all claims of that nature, whether they have been presented to the Commission or not, are to be considered as having been absolutely and irrevocably

Artículo 8.

Las Altas Partes Contratantes convienen en considerar como definitiva la decisión de la Comisión sobre cada uno de los asuntos que juzgue, y en dar pleno efecto a las referidas decisiones. Convienen también en considerar el resultado de los trabajos de la Comisión como un arreglo pleno, perfecto y definitivo, de todas las reclamaciones que contra el Gobierno de México provengan de alguna de las causas enumeradas en el artículo 3 de la presente Convención. Convienen, además, en que desde el momento en que terminen los trabajos de la Comisión, toda reclamación de esa especie, haya o no sido presentada a dicha Comisión, habrá de considerarse como arreglada absoluta

settled for the future ; provided that those which have been presented to the Commission have been examined and decided by them.

Article 9.

The form in which the Mexican Government shall pay the indemnities shall be determined by both Governments after the work of the Commission has been brought to a close. The payments shall be made in gold or in money of equivalent value and shall be made to the British Government by the Mexican Government.

Article 10.

Each Government shall pay the emoluments of their Commissioner and those of his staff.

Each Government shall pay half of the expenses of the Commission, and of the emoluments of the third Commissioner.

Article 11.

This Convention is drawn up in English and in Spanish.

Article 12.

The High Contracting Parties shall ratify this present Convention in conformity with their respective Constitutions. The exchange of ratifications shall take place in the City of Mexico as soon as possible and the Convention shall come into force from the date of the exchange of ratifications.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention, and have affixed thereto their Seals.

Done in duplicate, in the City of Mexico, on the nineteenth day of November, 1926.

e irrevocablemente para lo sucesivo ; a condición de que, las que hubieren sido presentadas a la Comisión, hayan sido examinadas y resueltas por ella.

Artículo 9.

La forma en que le Gobierno Mexicano pagará las indemnizaciones se fijará por ambos Gobiernos, una vez terminadas las labores de la Comisión. Los pagos se efectuarán en oro o en moneda equivalente, y se harán al Gobierno Británico por el Gobierno Mexicano.

Artículo 10.

Cada Gobierno pagará los honorarios de su Comisionado y los de su personal.

Ambos Gobiernos pagarán por mitad los gastos de la Comisión y los honorarios correspondientes al tercer Comisionado.

Artículo 11.

Esta Convención está redactada en cada una de las lenguas inglesa y española.

Artículo 12.

Las Altas Partes Contratantes ratificarán la presente Convención, de conformidad con sus respectivas Constituciones. El canje de las ratificaciones se efectuará en la ciudad de México tan pronto como fuere posible, y la Convención entrará en vigor desde el momento en que se haga el cambio de ratificaciones.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos firmaron la presente Convención, poniendo en ella sus sellos.

Hecha por duplicado en la ciudad de México, a los diecinueve días del mes de noviembre de 1926.

(L. S.) Esmond OVEY.
(L. S.) Aarón SÁENZ.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 1922. — CONVENTION ENTRE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE ET LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS MEXICAINS TENDANT A ASSURER LE RÈGLEMENT DES RÉCLAMATIONS BRITANNIQUES AU MEXIQUE, PROVOQUÉES PAR LES PERTES ET DOMMAGES RÉSULTANT D'ACTES RÉVOLUTIONNAIRES SURVENUS ENTRE LE 20 NOVEMBRE 1910 ET LE 31 MAI 1920. SIGNÉE A MEXICO, LE 19 NOVEMBRE 1926.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, d'une part, et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE, d'autre part, désireux de régler définitivement et amicalement toutes les réclamations d'ordre pécuniaire provoquées par les pertes et dommages subis par les ressortissants ou protégés britanniques, en raison d'actes révolutionnaires survenus entre le 20 novembre 1910 et le 31 mai 1920 inclusivement, ont décidé de conclure un arrangement à cette fin et ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES AU-DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Esmond OVEY, Esq., compagnon de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges, membre de l'Ordre royal de Victoria, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Mexico;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE :

Señor Licenciado Don Aarón SÁENZ, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Toutes les réclamations spécifiées à l'article 3 de la présente convention, seront soumises à une commission composée de trois membres dont deux seront désignés, l'un par Sa Majesté britannique, l'autre par le président des Etats-Unis du Mexique. Le troisième, qui présidera la commission, sera désigné d'un commun accord par les deux gouvernements. Si les deux gouvernements ne peuvent se mettre d'accord, dans un délai de quatre mois, à dater du jour de l'échange des instruments de ratification, le président du conseil administratif permanent de la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye, désignera le président de la commission. La requête en vue de cette désignation sera adressée par les deux gouvernements au président dudit conseil, dans un nouveau délai d'un mois, ou, passé ce délai, elle sera adressée par le gouvernement le plus diligent. Le troisième arbitre ne pourra être, en aucun cas un ressortissant britannique ou mexicain, ou un

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ressortissant d'un pays qui peut avoir formulé contre le Mexique des réclamations analogues à celles qui font l'objet de la présente convention.

Au cas où un membre de la commission viendrait à décéder, ou si l'un d'entre eux se trouvait empêché d'exercer ses fonctions ou s'abstenait de le faire pour une raison quelconque, il sera immédiatement procédé à son remplacement suivant la procédure exposée ci-dessus.

Article 2.

Les membres de la commission ainsi désignés se réuniront dans la ville de Mexico, dans un délai de six mois à dater de l'échange des instruments de ratification de la présente convention. Chacun des membres de la commission, avant d'entrer en fonctions, fera et signera une déclaration solennelle aux termes de laquelle il s'engagera à examiner avec soin toutes les réclamations présentées et à statuer en toute impartialité et conformément aux principes de la justice et de l'équité, en tenant compte du fait que c'est de son plein gré que le Mexique veut indemniser *ex gratia* les personnes lésées et non parce que sa responsabilité pourrait être établie en vertu des principes généraux du droit international. Il suffira, en conséquence, de prouver que le dommage allégué a été effectivement subi et qu'il peut être imputé à l'une des causes énumérées à l'article 3 de la présente convention, pour que le Mexique estime devoir *ex gratia*, accorder une indemnité.

La déclaration qui précède figurera dans les actes de la commission.

La Commission fixera la date et le lieu de ses réunions.

Article 3.

La Commission connaîtra de toutes les réclamations élevées contre le Mexique, en raison des pertes ou des dommages subis par des ressortissants ou protégés britanniques, et par des sociétés, compagnies, associations ou personnes morales britanniques, ou placées sous la protection britannique, ou en raison des pertes ou dommages subis par des sujets ou protégés britanniques, à la suite de pertes ou dommages subis par des sociétés, compagnies, ou associations quelconques dans lesquelles les sujets ou protégés britanniques possèdent, ou ont possédé, des intérêts supérieurs à cinquante pour cent du capital total de la société, compagnie ou association, et à condition que ces intérêts aient été acquis avant la date à laquelle les dommages ou les pertes auront été subis. Toutefois, étant donné certaines conditions particulières où se trouvent placées quelques entreprises britanniques dans des sociétés qui ne possèdent pas la nationalité britannique, il est entendu qu'il ne sera pas nécessaire que les intérêts ci-dessus mentionnés appartiennent à une seule personne, mais qu'il suffira qu'ils appartiennent collectivement à plusieurs sujets britanniques, sous réserve que le, ou les réclamants britanniques, présenteront à la Commission un document établissant la cession faite, audit réclamant ou réclamants, des intérêts qui lui, ou leur, appartiennent en ce qui concerne les pertes ou les dommages subis en sa (ou en leur) qualité de membre(s) de ladite société ou association. Les pertes ou dommages visés au présent article devront avoir été causés pendant la période comprise entre le 20 novembre 1910 et le 31 mai 1920 inclusivement, par l'une ou l'autre des forces ci-dessous désignées :

1° Par les forces d'un gouvernement *de jure* ou *de facto* ;

2° Par des forces révolutionnaires qui, après le triomphe de leur cause, ont institué un gouvernement de jure ou de facto, ou par les forces révolutionnaires adverses ;

3° Par des forces provenant de la dispersion des forces désignées au paragraphe précédent, jusqu'au moment où un gouvernement *de jure* a été établi après une révolution déterminée ;

4° Par des forces provenant de la dissolution de l'armée fédérale ;

5° Par des émeutes ou des soulèvements ou par des forces insurrectionnelles autres que celles qui sont mentionnées aux alinéas 2°, 3° et 4°, du présent article, ou par des brigands, à condition, toutefois, qu'il soit établi, dans chaque cas, que les autorités compé-

tentes ont négligé de prendre des mesures appropriées pour réprimer les insurrections, soulèvements, émeutes, ou actes de banditisme en question, ou pour en punir les promoteurs, ou que quelque autre négligence puisse être relevée à la charge des autorités.

La Commission connaîtra également des réclamations relatives à des pertes ou dommages causés par des actes des autorités civiles, mais seulement dans le cas où ces actes ont été provoqués par des événements ou des troubles révolutionnaires survenus pendant la période visée par le présent article et ont été commis par l'une des forces énumérées aux alinéas 1°, 2° et 3° du présent article.

Article 4.

La Commission établira elle-même son règlement de procédure, tout en restant dans les limites des dispositions de la présente convention.

Chaque gouvernement pourra désigner un agent et des conseils, chargés de présenter à la commission, verbalement ou par écrit, les moyens de preuves et les arguments de fait qu'ils jugeront opportun de produire pour ou contre les réclamations.

L'agent ou les conseils de l'un des deux gouvernements pourront présenter à la commission tous documents, interrogatoires ou autres preuves, jugés utiles, pour ou contre les réclamations, et auront le droit d'interroger des témoins, qui, sans prêter serment, seront responsables de leurs déclarations, en présence de la commission, conformément aux dispositions de la législation mexicaine et au règlement de procédure que la commission aura adopté.

La Commission prendra ses décisions à la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, la voix du président sera prépondérante.

La langue dans laquelle auront lieu les actes de procédure et le prononcé du jugement sera l'anglais ou l'espagnol.

Article 5.

La Commission tiendra à jour un registre exact de toutes les réclamations et des différentes affaires qui lui seront soumises, ainsi que les procès-verbaux des débats, avec les dates correspondantes.

Chaque gouvernement pourra désigner un secrétaire à cet effet. Lesdits secrétaires seront attachés à la commission en qualité de secrétaires solidaires et seront tenus de suivre ses instructions.

Chaque gouvernement pourra également nommer et employer les secrétaires adjoints qui lui paraîtront nécessaires. La Commission pourra de même nommer et employer le personnel auxiliaire dont elle estimera avoir besoin pour remplir la mission qui lui incombe.

Article 6.

Le Gouvernement mexicain étant désireux d'aboutir à un règlement équitable de toutes les réclamations spécifiées à l'article 3 et d'accorder aux réclamants une juste indemnité correspondant aux dommages et aux pertes subis par eux, il est entendu que la commission ne pourra écarter ou rejeter une réclamation pour l'unique raison que toutes les voies de recours légal n'ont pas été épuisées avant la présentation de ladite réclamation.

Pour la fixation du montant des indemnités à accorder pour les dommages causés aux biens, il sera tenu compte de la valeur déclarée au fisc par les intéressés, sauf dans les cas considérés par la commission comme tout à fait exceptionnels.

Le montant de l'indemnité pour les dommages personnels ne pourra dépasser le montant maximum accordé par la Grande-Bretagne dans des cas analogues.

Article 7.

Toutes les réclamations devront être présentées officiellement à la commission dans un délai de neuf mois à dater du jour de sa première réunion ; toutefois, ce délai pourra être prolongé de six

mois dans des cas spéciaux et exceptionnels et à la condition que la majorité des membres de la commission estiment satisfaisantes les raisons alléguées pour justifier le retard.

La Commission entendra, examinera et réglera, dans un délai de deux ans à compter du jour de sa première réunion, toutes les réclamations qui lui auront été présentées.

Quatre mois après la date de la première réunion de ses membres, et, ensuite tous les quatre mois, la commission soumettra à chacun des gouvernements intéressés un rapport détaillé concernant les travaux effectués, et renfermant un exposé des réclamations présentées, entendues et réglées.

La Commission se prononcera sur toute réclamation qui lui aura été soumise, dans un délai de six mois à dater du jour de la clôture des débats relatifs à cette réclamation.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à considérer comme définitive la décision prise par la commission sur chaque cas examiné par elle, et à donner plein effet à chacune de ces décisions. Elles conviennent, en outre, de considérer le résultat des travaux de la commission comme constituant un règlement intégral, parfait et définitif de toutes les réclamations élevées contre le gouvernement mexicain, pour l'un des motifs énumérés à l'article 3 de la présente convention. Elles conviennent, en outre, qu'à partir du moment où la commission aura terminé ses travaux, toute réclamation de la nature mentionnée ci-dessus, qu'elle ait été ou non présentée à la commission, devra être considérée comme définitivement et irrévocablement liquidée, à condition, que les réclamations présentées à ladite commission aient été examinées et réglées par elle.

Article 9.

Les deux gouvernements fixeront, après la clôture des travaux de la commission, la forme sous laquelle le Gouvernement mexicain effectuera le paiement des indemnités. Les sommes seront payées en or ou en monnaie de valeur équivalente et versées au Gouvernement britannique par le Gouvernement mexicain.

Article 10.

Chacun des deux gouvernement prendra à sa charge les honoraires du membre qui le représente à la commission, ainsi que du personnel qui lui est attaché.

Les deux gouvernements contribueront par moitié aux dépenses de la commission, ainsi qu'au paiement des honoraires du troisième membre.

Article 11.

La présente convention est rédigée en anglais et en espagnol.

Article 12.

Les Hautes Parties contractantes ratifieront la présente Convention, conformément à leur constitution respective. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Mexico, dans le plus bref délai possible, et la convention entrera en vigueur à partir de la date de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition à Mexico, le dix-neuf novembre 1926.

(L. S.) Esmond Ovey.
(L. S.) Aaron Sáenz.

N° 1923.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET HAITI

Convention concernant l'échange direct des colis postaux et règlement d'exécution y annexé. Signée à Port-au-Prince, le 13 février 1928.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND HAYTI

Agreement concerning the direct Exchange of Parcels by Parcel Post, with Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Port-au-Prince, February 13, 1928.

No. 1923. — AGREEMEN' BETWEEN GREAT BRITAIN AND THE REPUBLIC OF HAY7 CONCERNING THE DIRECT EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST. SIGNED AT PORT-AU-PRINCE, FEBRUARY 13, 1928.

Textes officiels anglais et français communiqués par le ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 janvier 1929.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF HAYTI being desirous of making arrangements for a regular direct exchange of parcels between Great Britain and Hayti have agreed upon the following Articles.

In this Agreement and the Detailed Regulations appended the expression " Great Britain " includes Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for Hayti posted in Great Britain shall not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length, or 6 feet in length and girth combined ; and a parcel for Great Britain posted in Hayti shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.05 metres in length and 55 cubic decimetres in volume.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching Office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2.

TRANSIT OF PARCELS.

The respective Parties guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have Parcel Post communication. Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.

2. The postage shall be made up of the sums accriuing to each Office taking part in the conveyance by land or sea.

N° 1923. — CONVENTION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI CONCERNANT L'ÉCHANGE DIRECT DES COLIS POSTAUX. SIGNÉE A PORT-AU-PRINCE, LE 13 FÉVRIER 1928.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Convention took place January 11, 1929.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE et le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAITI désireux d'établir des arrangements pour un échange régulier et direct des colis postaux entre la GrandeBretagne et Haïti ont convenu des clauses suivantes :

Dans cette convention et dans les règlements de détail y annexés l'expression Grande-Bretagne comprend le Nord de l'Irlande, les Iles du Canal de la Manche et l'Ile de Man.

CONVENTION.

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS

1. Un colis postal pour Haïti posté en Grande-Bretagne n'excédera pas 22 livres en poids, 3 pieds six pouces de longueur ou 6 pieds de circonférence et un colis postal pour la Grande-Bretagne posté en Haïti n'excédera pas 10 kilogrammes en poids, 1 mètre 05 en longueur et 55 décimètres cubes en volume.

2. Pour le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis postal, celui du bureau expéditeur sera accepté sauf en cas d'erreur évidente.

Article 2.

TRANSIT DES COLIS.

Les Parties respectives garantissent le droit de transit sur leur territoire pour les colis postaux à destination ou venant d'un pays avec lequel elles ont respectivement un service de colis postaux. Le transit des colis postaux sera soumis aux prévisions de cette convention et des règlements de détail tant que ceux-ci leur seront applicables.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT ET TAUX.

1. L'affranchissement des colis postaux sera obligatoire excepté dans les cas de réexpédition ou retour des colis.

2. Le port se composera des sommes accumulées de chaque bureau prenant part dans la transmission par terre ou par mer du colis.

Article 4.

TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other the Britihs territorial rate shall be 1 franc, 1 franc 50 centimes, 2 francs and 3 francs 15 centimes for parcels not exceeding 2 lb., 7 lb., 11 lb., and 22 pounds in weight, respectively ; and the Haytian territorial rate shall be 50 centimes and 90 centimes for parcels not exceeding 5 kilogrammes and 10 kg. in weight respectively.

Article 5.

SEA RATE.

Each of the two Administrations shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

Article 6.

FEE FOR DELIVERY AND FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The postal Administration of Hayti may collect, in respect of delivery and clearance through the Customs, a fee not exceeding 50 centimes per parcel. The Postal Administration of Great Britain may collect for similar services a fee not exceeding one shilling.

Article 7.

PAYMENT OF CUSTOMS AND OTHER CHARGES.

Customs charges or other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels.

Article 8.

WAREHOUSING CHARGE.

Each of the two Administrations may collect all the charges for warehousing fixed by its legislation for a parcel which is addressed " Poste Restante " or which is not claimed within the prescribed period.

The total amount of these charges shall in no case exceed 5 francs per parcel.

Article 9.

PROHIBITIONS.

1. It is forbidden to enclose in a postal parcel :

(a) Explosive, inflammable, or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

(b) Articles of an obscene or immoral nature ;

(c) Articles the admission of which is not permitted by law or by the customs or other regulations ;

(d) Letters or communications which constitute an actual or personal correspondence as well as correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel.

Article 4.

DROITS LOCAUX.

Pour les colis expédiés de l'un des deux pays pour être délivrés dans l'autre, le droit local anglais sera de 1 franc, 1 fr. 50, 2 francs, 3 francs 15 pour les colis n'excédant pas 2 lbs., 7 lbs., 11 lbs., 22 lbs., en poids respectivement et le droit local haïtien sera de 50 centimes pour les colis n'excédant pas 5 kg. et 90 centimes pour ceux n'excédant pas 10 kg.

Article 5.

TAUX DE MER.

Chacune des deux administrations est autorisée à fixer le droit pour tout service de mer qu'elle fournit.

Article 6.

TAXE POUR LA LIVRAISON ET LE DÉDOUANEMENT.

L'Administration postale en Haïti peut recouvrer un droit n'excédant pas 50 centimes par colis pour la livraison et le dédouanement. L'Administration postale en Grande-Bretagne pourra recouvrer pour des services similaires un droit n'excédant pas un shilling.

Article 7.

PAIEMENTS DES DROITS DE DOUANE ET AUTRES FRAIS.

Le paiement des droits de douane et autres frais non postaux seront à la charge des destinataires des colis.

Article 8.

DROITS DE DÉPÔT.

Chacune des deux administrations peut recouvrer tous droits de dépôt fixés par sa législation pour un colis adressé « poste restante » ou qui n'est pas réclamé dans la période prescrite. Le coût n'excédera dans aucun cas 5 francs par colis.

Article 9.

PROHIBITIONS.

1. Il est défendu d'enfermer dans un colis postal :

a) Les explosifs, les matières inflammables ou dangereuses (y compris les capsules et cartouches chargées) et des allumettes ;

b) Des articles obscènes ou immoraux ;

c) Des articles dont l'admission n'est pas permise par les douanes, lois et autres règlements ;

d) Des lettres ou communications qui constituent un acte de correspondance personnelle aussi bien que des correspondances et paquets portant une adresse autre que celle du destinataire du colis.

(It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice, and a single copy of the address of the parcel with the address of the sender also.)

(e) Live animals (except bees which must be enclosed in boxes so as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained).

2. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the office of origin unless the Administration of the country of destination is authorised by its legislation to dispose of it otherwise. In the latter case the office of despatch shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the office of origin.

3. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the office of origin ; they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

Article 10.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected, in consequence of the addressee's change of address, in the country of destination. The Administration of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly a parcel may be redirected from one of the two countries which are parties to this Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to office of origin, but shall be collected from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the country of destination does not agree to cancel.

Article 11.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched shall be transmitted in accordance with the provisions of Article 10 of the Detailed Regulations.

Article 12.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either *(a)* treated as abandoned, or *(b)* tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of

Il est cependant permis d'inclure dans un colis postal en lettre ouverte une facture contenant les détails de l'envoi et une simple copie de l'adresse de l'expéditeur et de celle du destinataire.

e) Les animaux vivants (excepté les abeilles, lesquelles doivent être enfermées dans les boîtes, de manière à éviter tout danger aux employés postaux et permettre de visiter leur contenu).

2. Un colis postal qui a été mal expédié sera retourné au bureau d'origine à moins que l'administration du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à en disposer autrement. En ce dernier cas le bureau expéditeur sera informé d'une manière précise du traitement accordé au colis.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication constituant une correspondance personnelle n'entraînera pas son retour au bureau d'origine.

3. Les explosifs, les substances inflammables ou dangereuses, les articles obscènes ou immoraux ne seront pas retournés au bureau d'origine ; il en sera disposé par l'Administration postale qui les aura trouvés dans les courriers suivant ses propres règlements intérieurs.

Article 10.

RÉEXPÉDITION.

1. Un colis postal sera réexpédié par suite du changement d'adresse du destinataire. L'Administration du pays de destination prélèvera les frais prescrits pour la réexpédition par ses règlements intérieurs. Egalement, un colis peut être réexpédié d'un des deux pays qui sont parties dans cette convention à un autre pays pourvu que le colis remplisse les conditions requises et que le surplus de port soit payé au moment de la réexpédition ou que des pièces certifient que le destinataire paiera ce surplus de port.

2. Les frais additionnels chargés pour la réexpédition et non payés par le destinataire ou son représentant ne seront pas annulés en cas de réexpédition plus loin ou de retour au bureau d'origine, mais seront recouvrés du destinataire ou de l'expéditeur suivant le cas, sans préjudice du paiement de tous frais spéciaux que le pays de destination ne consentira pas à annuler.

Article 11.

COLIS MAL EXPÉDIÉS.

Les colis postaux reçus par erreur ou mal expédiés par le bureau d'origine seront transmis suivant l'article 10 des règlements de détails.

Article 12.

DÉFAUT DE LIVRAISON.

1. En l'absence d'une requête de l'expéditeur pour agir autrement, un colis qui ne peut pas être délivré sera retourné à l'expéditeur et à ses frais sans avis préalable après le délai prescrit par les règlements du pays de destination.

2. L'expéditeur peut demander au moment de l'expédition si le colis ne peut pas être délivré comme adressé, qu'il soit traité comme abandonné ou délivré à une deuxième adresse dans le pays de destination. Aucune autre alternative n'est admissible. Si l'expéditeur accorde lui-même cette

this facility his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with or analogous to one of the following forms :

" If not deliverable as addressed, abandon."
" If not deliverable as addressed, deliver to...."

The same request must also be written on the cover of the parcel.

3. The charges due on returned undelivered parcels shall be recoverable in accordance with the provisions of Article 25.

Article 13.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

The respective parties undertake to urge their respective Customs Authorities to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed, or redirected to a third country.

Article 14.

SALE—DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 15.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Office of destination, but shall be treated in accordance with its legislation.

Article 16.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 1 franc may be charged for every enquiry concerning a parcel.

2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting.

3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 17.

RESPONSIBILITY FOR LOSS OR DAMAGE.

1. Except in the cases mentioned in the following article, the two Administrations shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, or abstraction, or damage of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. The amount of compensation shall not exceed 25 francs for a parcel not exceeding five kilogrammes (11 lb.) and 40 francs for a parcel exceeding five kilogrammes but not exceeding ten kilogrammes (22 lb.) in weight.

facilité, sa demande doit être consignée sur la note d'expédition et doit être conforme ou analogue à l'une des formules suivantes :

« Si ce n'est pas délivrable comme adressé, abandonnez. »
« Si ce n'est pas délivrable comme adressé, délivrez à..... »

La même requête doit être aussi écrite sur le couvercle du colis.

3. Les frais de retour sur les colis non délivrés seront recouvrés suivant les prévisions de l'article 25.

Article 13.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les parties respectives se chargeront de faire annuler par leurs autorités douanières les droits de douane sur les colis qui sont retournés au pays d'origine, abandonnés, détruits ou réexpédiés à un troisième pays.

Article 14.

VENTE. DESTRUCTION.

Les articles en danger de détérioration, de putréfaction et ceux-ci seulement, seront vendus immédiatement même quand ils sont en transit ou en voyage de retour sans avis préalable ou formalités judiciaires. Si pour quelque raison la vente est impossible, les articles gâtés ou putréfiés seront détruits.

Article 15.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui ne peuvent être délivrés à leurs destinataires et que les expéditeurs ont abandonnés ne seront pas retournés par le bureau destinataire, mais seront traités suivant la législation de celui-ci.

Article 16.

RECHERCHES.

1. Une taxe de 1 franc peut être chargée pour toute recherche concernant un colis.

2. Les recherches ne seront admises que dans la période d'une année à partir du jour qui suivra la date du dépôt du colis à la poste.

3. Quand une recherche provient d'une irrégularité dans le service postal, la taxe sera retournée au déposant.

Article 17.

RESPONSABILITÉ POUR PERTE OU DOMMAGE.

1. Excepté dans les cas mentionnés dans l'article suivant, les deux administrations seront responsables de la perte des colis et de la perte, de la soustraction ou du dommage de leur contenu ou d'une partie de celui-ci.

L'expéditeur a droit de ce chef à la compensation correspondant au montant actuel de la perte, soustraction ou dommage. Le montant de la compensation n'excédera pas 25 francs pour un colis n'excédant pas 5 kg. (11lb.) et 40 francs pour un colis excédant 5 kg., mais n'excédant pas 10 kg. (22 lb.).

1. In cases where the loss, damage or abstraction occurs in the service of the country of destination, the Office of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Office of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. In calculating the amount of compensation, indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

4. Where conpensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

Article 18.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Administrations shall be relieved of all responsibility

(a) In cases beyond control *(force majeure)* ;

(b) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control *(force majeure)* ;

(c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;

(d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 9 ;

(e) In respect of parcels regarding which enquiry has not been made within the period prescribed by Article 16.

Article 19.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 20.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Office of origin except in the cases indicated in Article 17, Section 1, where payment is made by the Office of destination. The Office of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorise the Office of destination to settle with the addressee. The paying office retains the right to make a claim against the office responsible.

Article 21.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.

2. The despatching office is authorised to settle with the sender on behalf of the other office if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.

Au cas où la perte, le dommage ou la soustraction proviennent du service du pays de destination, ce bureau paiera la compensation au destinataire à ses propres frais sans consulter le bureau d'origine, pourvu que le destinataire puisse prouver que l'expéditeur a renoncé à ses droits en sa faveur.

2. En calculant le montant de la compensation, les pertes indirectes et les pertes de profit ne seront pas prises en considération.

3. La compensation sera calculée sur le prix courant des marchandises de même nature sur la place et au moment où elles sont acceptées par la poste.

4. Quand la compensation est due pour perte, destruction, pour dommage ou pour la soustraction du contenu total d'un colis, l'expéditeur a droit également au retour du port.

Article 18.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux Administrations seront affranchies de toute responsabilité :

a) En cas de force majeure ;

b) Quand elles sont incapables d'estimer les colis par suite de la destruction des documents officiels provenant d'une cause de force majeure ;

c) Quand le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou quand cela résulte de la nature même de l'article ;

d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup de l'une des prohibitions mentionnées dans l'Article 9 ;

e) Pour les colis dont la recherche n'a pas été faite dans le délai prescrit par l'article 16

Article 19.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations cesseront d'être responsables des colis qui ont été délivrés suivant les règlements intérieurs et dont les propriétaires et agents auront accepté la livraison sans réserve.

Article 20.

PAIEMENT DE LA COMPENSATION.

Le paiement de la compensation sera fait par le bureau d'origine sauf dans les cas indiqués en l'article 17 où le paiement est fait par le bureau de destination. Le bureau d'origine peut, cependant avec le consentement de l'expéditeur, autoriser le bureau de destination à régler avec le destinataire. Le bureau payant garde le droit de réclamer contre le bureau responsable.

Article 21.

DÉLAI POUR LE PAIEMENT DE LA COMPENSATION.

1. La compensation sera payée aussitôt que possible, et au plus tard, dans une année à partir du jour qui suivra la date de la recherche.

2. Le bureau expéditeur est autorisé à régler avec l'expéditeur au nom de l'autre bureau si ce dernier après en avoir été dûment informé a laissé passer neuf mois sans apporter une solution à la question.

3. The despatching office may exceptionally postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when the question of responsibility cannot be settled owing to circumstances over which the Administrations concerned have no control.

Article 22.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the office which having received the parcel without making any reservation cannot establish proper delivery to the addressee or, in the case of a parcel in transit, regular tranfers to the following office. However, the receiving office having once made the reservation shall no longer be responsible for the loss or damage which gave rise to the reservation.

2. If in the case of a parcel despatched from one of the two Countries for delivery in the other, the loss, abstraction or damage occurred in course of conveyance without its being possible to prove in the service of which country the irregularity took place, the two Administrations shall bear in equal shares the amount of compensation.

Nevertheless, the right is reserved to the Administration of the country of destination to establish that the transporting Company has not duly delivered the parcel, in which case this Administration is relieved of all responsibility in respect of the loss.

3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Administrations are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other, neither of the two Administrations shall be held responsible when the loss, abstraction or damage has taken place in a service in which responsibility is not accepted.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel, shall be borne by the Administration responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

If, however, a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 23.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE DESPATCHING OFFICE.

The office responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 21 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the country responsible through the Accounts provided for in Article 16, Section 2, of the Detailed Regulations.

The Office of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 24.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two Countries for delivery in the other the despatching Office shall allow to the Office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 4 and 5.

3. Le bureau d'origine peut exceptionnellement étendre au delà d'une année le délai pour le règlement de la compensation si la question de responsabilité ne peut être déterminée par suite de circonstances dont l'administration n'a pas le contrôle.

Article 22.

CONSÉQUENCE DE LA COMPENSATION.

1. Jusqu'à ce que le contraire soit établi, la responsabilité restera à l'administration qui, ayant reçu le colis sans produire aucune observation, ne peut prouver qu'il a été remis au destinataire, ou dans le cas de colis en transit, qu'elle en avait opéré le transfert régulier à l'administration suivante. Cependant, l'observation une fois faite, le pays de destination n'est point responsable des pertes ou des avaries constatées.

2. Si dans le cas d'un colis expédié d'un des deux pays pour être livré dans l'autre. la perte, la soustraction ou le dommage arrive en cours de route sans qu'il soit possible d'établir auquel des deux services imputer la faute, les deux administrations supporteront à parts égales le montant de la compensation.

Néanmoins, il est réservé à l'administration du pays de destination le droit d'établir que la compagnie maritime ou terrestre qui a fait le transport n'a pas délivré le colis, auquel cas cette administration n'aura aucune responsabilité dans la perte ou la soustraction du colis.

3. Le même principe sera autant qu'il est possible, appliqué quand d'autres administrations participeront au transport d'un colis. En cas de colis postaux envoyés en transit de l'un des deux pays à l'autre, ni l'une ni l'autre des deux administrations ne seront responsables quand la perte, la soustraction ou le dommage est arrivé dans un service où la responsabilité n'est pas admise.

4. Les droits de douane et autres frais qu'il ne sera pas possible d'annuler, seront supportés par l'Administration responsable de la perte, de la soustraction ou du dommage.

5. En payant la compensation, l'administration prend en main, pour la totalité de la somme payée tous les droits de la personne qui a reçu la compensation pour toute action qui peut être faite contre le destinataire, l'expéditeur ou une troisième partie.

Si, cependant, un colis qui a été considéré comme perdu, est retrouvé, en entier ou en partie, la personne à qui la compensation a été payée en sera informée et elle aura la liberté de prendre possession du colis contre remboursement de la somme payée en compensation.

Article 23.

REMBOURSEMENT DE LA COMPENSATION AU BUREAU EXPÉDITEUR.

. Le Bureau responsable ou pour le compte duquel le paiement est effectué suivant l'article 21 doit rembourser le montant de la compensation dans un délai de trois mois à partir de la notification du paiement. La somme sera recouvrée du pays responsable par les comptes fournis suivant l'article 16 section 2, des règlements de détail.

Le bureau dont la responsabilité a été établie et qui refuse de payer la compensation devra supporter tous les frais additionnels résultant de son retard injustifié dans le paiement.

Article 24.

CRÉDITS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays pour être délivré dans l'autre, le bureau expéditeur allouera au bureau de destination les taxes y afférentes en vertu des prévisions des articles 4 et 5.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other, the despatching Office shall allow to the other Office the rates due for the conveyance of the parcel.

Article 25.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the retransmitting Office shall claim from the other the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return.

Article 26.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or return to origin, the redirection charge prescribed by Article 10, section 1, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 27.

MISCELLANEOUS FEES.

The following fees shall be retained in full by the Office which has collected them :

(a) The enquiry fee referred to in Article 16, section 1 ;
(b) The fee for delivery and for Customs clearance referred to in Article 6.

Article 28.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention of Stockholm.

2. Parcels shall not be subjected to any postal charge other than those contemplated in this Agreement, except by mutual consent of the two Administrations.

3. In extraordinary circumstances either Administration may temporarily suspend the Parcel Post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

4. The respective Parties have agreed to the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations may be arranged from time to time by mutual consent of the two Administrations.

5. The internal legislation of Great Britain and Hayti shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Pour chaque colis expédié en transit de l'un des deux pays à l'autre, le bureau expéditeur allouera les taxes dues pour le transport du colis.

Article 25.

RÉCLAMATIONS EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU RETOUR.

En cas de réexpédition ou retour d'un colis, le bureau qui renvoie le colis réclamera de l'autre bureau les frais dus. Il en sera de même pour toute autre administration qui aura pris part à la réexpédition ou au retour de ce colis.

Article 26.

FRAIS DE RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

En cas de réexpédition plus loin ou de retour dans le pays d'origine, les frais de réexpédition prescrits par l'article 10, section 1, seront reconnus au pays qui a réexpédié le colis sur son propre territoire.

Article 27.

DIFFÉRENTES TAXES.

Les taxes suivantes seront retenues par le bureau qui les a recouvrées :

a) La taxe pour la recherche selon l'article 16, section 1 ;
b) La taxe pour la livraison et pour le dédouanement selon l'article 6.

Article 28.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans cette convention sont des francs et centimes or suivant la définition de la Convention de l'Union Postale de Stockholm.

2. Les colis postaux ne seront sujets à aucun autre frais postal que ceux envisagés dans cette convention, excepté par consentement mutuel des deux administrations.

3. En des circonstances extraordinaires l'une ou l'autre administration peut temporairement suspendre le service des colis postaux soit entièrement soit partiellement à la condition d'en donner avis immédiatement au besoin par télégraphe, à l'administration correspondante.

4. Les parties respectives ont convenu les règlements de détail suivants pour assurer l'exécution de la présente convention. Il pourra être fixé d'un commun accord, par les deux administrations d'autres points de détail non incompatibles avec les dispositions de cette convention non prévus dans les règlements de détail ci-après.

5. La législation intérieure de la Grande-Bretagne et celle de la République d'Haïti resteront applicables respectivement dans chacun des deux Pays pour toutes taxes internes additionnelles et pour toutes autres choses non prévues par les stipulations de la présente convention et par les règlements de détail.

Article 29.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on a date to be fixed by mutual agreement between the two Administrations and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by one of the two Contracting Parties.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Done at Port-au-Prince, in duplicate, in English and in French, the 13th day of February, 1928.

R. P. F. EDWARDS,
H. M. Chargé d'Affaires.

DETAILED REGULATIONS

CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND HAYTI.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.

2. Missent parcels shall be retransmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the Office retransmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION :

PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the Offices appointed by agreement between the two Administrations.

2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed.

In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels sent by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected " *à découvert.*"

3. A label showing the Office of Exchange of origin and the Office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

4. The bag containing the Parcel Bills and other documents shall be distinctively labelled.

5. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kg. (80 pounds avoirdupois).

Article 29.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE CETTE CONVENTION.

La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont conviendront les Administrations des Postes des deux pays après que la promulgation en aura été faite selon les lois particulières à chacun des deux Etats.

Elle demeurera obligatoire jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Port-au-Prince, en double original, en anglais et en français, le 13 février 1928.

Camille J. LÉON.

RÈGLEMENTS DE DÉTAIL

POUR METTRE A EXÉCUTION LA CONVENTION CONCERNANT LES COLIS POSTAUX ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE, LE NORD DE L'IRLANDE ET HAITI.

Article premier.

CIRCULATION.

1. Chaque administration expédiera par les routes et moyens qu'elle utilise pour ses propres colis, les colis délivrés par l'autre administration pour être transportés en transit à travers son territoire.

2. Les colis mal expédiés seront transmis à leur destination propre par la route la plus directe qui sera offerte au bureau qui les transmet.

Article 2.

MÉTHODE DE TRANSPORT :

FOURNITURES DE SACS.

1. L'échange des colis se fera par les bureaux désignés d'un commun accord par les deux administrations.

2. Les colis seront échangés entre les deux pays en sacs dûment liés et scellés.

En l'absence de tout arrangement contraire, la transmission des colis envoyés en transit par l'une des deux Parties contractantes sera effectuée « à découvert ».

3. Une étiquette montrant le bureau originaire d'échange et le bureau destinataire d'échange sera attaché au col de chaque sac, le nombre de colis contenus dans chaque sac étant indiqué au verso de l'étiquette.

4. Le sac contenant les factures des colis et autres documents sera distinctement étiqueté.

5. Le poids de tout sac contenant des colis n'excédera pas 36 kg. (80 livres).

6. Each Administration shall provide the bags necessary for the despatch of its parcels. Each bag shall be stencilled on all four sides " Great Britain and Hayti".

The bags shall be used exclusively for the exchange of parcels between Great Britain and Hayti and not for any other service, and the Post Offices of Great Britain and of the Republic of Hayti shall be required to make good the value of any bags which they fail to return. Responsibility for the loss of empty bags shall be determined on the principles prescribed for the loss of parcels in Article 22 of the Agreement.

7. The empty bags shall be returned by the receiving Office made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and despatched as a separate mail addressed to such Office of Exchange as the Postal Administration to whom the bags belong shall appoint. The number of bags so forwarded shall be advised on a Parcel Bill which shall be separate from that used for advising the parcels themselves and shall be numbered in a separate annual series.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Administration shall communicate to the other by means of a Table :

(a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;

(c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination ;

(d) The number of Customs Declarations which must accompany each parcel, and any other necessary information.

2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other unless in any particular case the number of of parcels concerned is insignificant.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels either Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed, provided that parcels bearing addresses written with copying-ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

6. Les prix des récipients contenant les colis seront à la charge de l'administration expéditrice. Chaque sac sera estampillé sur les quatre coins « Grande-Bretagne et Haïti ».

Les sacs seront employés exclusivement à l'échange des colis postaux entre la Grande-Bretagne et Haïti et non pour aucun autre service. La poste de la Grande-Bretagne ainsi que celle de la République d'Haïti seront requises de payer la valeur de tous les sacs qu'elles manqueront de retourner. La responsabilité pour la perte des sacs vides sera déterminée suivant les principes prescrits pour la perte des colis dans l'article 22 de la convention.

7. Les sacs vides seront mis en paquets de 10 (neuf sacs enfermés en un) et retournés par l'administration du pays de destination à celle du pays d'origine ; les deux administrations désigneront les bureaux d'échange où ces sacs devront être adressés. Le nombre de sacs ainsi expédiés sera inscrit sur une facture de colis postaux qui sera séparée de celle employée pour annoncer les colis eux-mêmes et sera numérotée sur une fiche annuelle séparée.

Article 3.

INFORMATIONS A FOURNIR.

1. Chaque administration communiquera avec l'autre au moyen d'un tableau contenant :

a) Les noms des pays où les colis doivent être expédiés ;

b) Les routes utilisables pour la transmission desdits colis sur son territoire ou dans son service ;

c) La somme totale à lui créditer par l'autre administration pour chaque destination ;

d) Le nombre des déclarations de douane qui doivent accompagner chaque colis et toutes autres informations nécessaires.

2. Chaque administration doit, en outre, faire connaître directement au premier bureau intermédiaire quels sont les pays pour lesquels elle se propose de lui livrer des colis.

Article 4.

FIXATION D'ÉQUIVALENCE.

En fixant les frais pour les colis, les deux administrations seront libres d'adopter tels équivalents convenables de leur propre monnaie.

Article 5.

PRÉPARATION DES COLIS.

a) Chaque colis portera l'adresse du destinataire en caractères romains. Les adresses au crayon ne seront pas permises. Les adresses écrites avec un crayon à copier sur une surface humide seront acceptées. L'adresse sera écrite sur le colis lui-même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier de manière qu'elle ne puisse se détacher. Il sera inséré dans l'envoi une copie de l'adresse du destinataire avec mention de l'adresse de l'expéditeur ;

b) Chaque colis sera emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui préserve suffisamment le contenu pour qu'il soit impossible d'y porter atteinte sans laisser une trace apparente de violation.

Les articles susceptibles de causer du tort aux employés de la poste ou de gâter les autres colis seront emballés de manière à empêcher ces risques.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in a double receptacle. Between the first receptable (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Colouring substances such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles. Dry non-colouring powders shall be placed in boxes of metal, wood or cardboard ; these boxes shall themselves be enclosed in a cover of linen or parchment.

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch note and by a set of Customs Declarations according to the regulations of the country of destination and the Customs Declaration shall be firmly attached to the Despatch Note.

2. Nevertheless a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) parcels posted at the same time by one sender to one addressee.

3. The two Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear a label indicating the serial number and the name of the Office of posting. An Office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 9.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the Office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 10.

RE-TRANSMISSION.

1. The Office re-transmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When an Office returns such a parcel to the Office from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of re-transmission which it has to defray, the re-transmitting Office shall allow to the Office to which it forwards

Article 6.

EMBALLAGE SPÉCIAL.

1. Les liquides et les substances facilement liquéfiables seront emballés en double récipient. Entre le premier récipient (bouteille, flacon, pot, boîtes, etc.) et le second récipient (boîte de métal ou de bois solide) il sera laissé un espace qui sera rempli avec de la sciure, du son ou toute autre matière absorbante en quantité suffisante pour absorber le liquide en cas de casse ou de coulage.

2. Les substances colorantes telles que l'aniline, etc., seront admises seulement en fortes boîtes de métal placées à l'intérieur de boîtes en bois avec de la sciure entre les deux récipients. Les poudres sèches non colorantes seront placées en boîtes de métal, bois ou carton et ces boîtes elles-mêmes seront emballées dans une couverture de toile ou de parchemin.

Article 7.

NOTES D'EXPÉDITIONS ET DÉCLARATIONS DE DOUANE.

1. Chaque colis sera accompagné d'une note d'expédition et d'un jeu de déclarations de douane suivant les règlements du pays de destination et la déclaration de douane sera solidement attachée à la note d'expédition.

2. Une simple note d'expédition et un seul jeu de déclarations peuvent suffire pour deux ou trois colis (mais pas plus) postés à un même moment par un même expéditeur et adressés à un seul destinataire.

3. Les deux administrations déclinent toute responsabilité quant aux suites et au retard qui peuvent résulter de déclarations de douane inexactes, incomplètes ou fausses.

Article 8.

NUMÉRO DE SÉRIE ET LIEU D'EXPÉDITION.

Chaque colis et la note d'expédition y relative porteront une étiquette indiquant le numéro de la série et le nom de la poste d'expédition. Une poste d'expédition n'emploiera pas deux ou plusieurs séries d'étiquettes à la fois, à moins que chaque série ne soit pourvue d'une marque distinctive.

Article 9.

TIMBRAGE A DATE.

La note d'expédition sera timbrée par le bureau postal sur le côté de l'adresse avec un timbre montrant le lieu et la date de dépôt du colis.

Article 10.

RÉEXPÉDITION.

1. Le bureau qui réexpédie un colis postal mal envoyé ne prélèvera pas de droits de douane ni de frais non postaux sur ce colis.

Quand un bureau retourne un tel colis au bureau correspondant, il remboursera les crédits reçus et l'erreur sera rapportée au moyen d'une note de rectification.

Dans les autres cas, et si la somme créditée est insuffisante pour couvrir les frais de la réexpédition, l'Office réexpéditeur bonifie à l'Office auquel il remet le colis des droits de transport que

the parcel the credits due for onward conveyance ; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the Office of Exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the Postal service and has for this reason to be returned to the country of origin, the Office which sends the parcel back shall allow to the Office from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which Great Britain or Hayti has Parcel Post communication shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the retransmitting country to the new country of destination.

4. A parcel shall be retransmitted in its original packing and shall be accompanied by the Despatch Note prepared by the Office of origin. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, the name of the Office of origin of the parcel and the original serial number shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 11.

RETURN OF UNDELIVERED PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 12, section 2, of the Agreement, the Office of destination need not comply with it but may return the parcel to the Office of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Office which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely thereon the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word " Rebut " in the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 12.

SALE — DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provision of Article 14 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel, including Customs charges if any. Any balance which there may be shall be forwarded to the Office of Origin for payment to the sender on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 13.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS.

For enquiries concerning parcels, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the Offices appointed by the two Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

comporte l'acheminement ; il se crédite alors du montant de la différence par une reprise sur le bureau d'échange qui a transmis le colis en fausse direction. La raison de cette reprise sera notifiée à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Quand un colis a été mal dirigé par suite d'une erreur imputable au service postal, et doit pour cette raison être retourné au pays d'origine, le bureau qui restitue le colis, allouera à l'Office qui le lui a livré les crédits qu'il en a reçus.

3. Les frais sur un colis réexpédié par suite d'un changement d'adresse ou d'une erreur de l'expéditeur, à un pays avec lequel la Grande-Gretagne ou Haïti a un accord pour l'échange de colis postaux, seront réclamés de l'administration à laquelle le colis est envoyé à moins que ces frais n'aient été payés au moment de la réexpédition. En pareil cas, le colis sera considéré comme s'il avait été adressé directement du pays qui réexpédie au pays de destination.

4. Un colis sera réexpédié dans son emballage primitif et sera accompagné de la note d'expédition préparée par le Bureau d'origine. Si le colis, pour quelque raison que ce soit, doit être emballé à nouveau, ou si la note d'expédition doit être remplacée, le nom du bureau d'origine du colis et le numéro de la série primitive seront portés sur la note d'expédition.

Article 11.

RETOUR DES COLIS NON DÉLIVRÉS.

1. Si l'expéditeur d'un colis non délivrable a fait une requête non conforme à l'article 12, section 2, de la convention, le bureau de destination n'en tiendra pas compte, mais retournera le colis au bureau d'origine après l'avoir retenu après la période prescrite par les règlements du pays de destination.

2. Le bureau qui retourne un colis à l'expéditeur indiquera clairement et d'une manière concise la cause de la non-livraison. L'information sera fournie par écrit sur une étiquette ou au moyen d'un imprimé.

3. Un colis qui doit être retourné à l'expéditeur sera indiqué sur la facture des colis par le mot « Rebut (retourné) » dans la colonne « Observations ». Il sera traité et taxé comme un colis réexpédié par suite du changement d'adresse du destinataire.

Article 12.

VENTE. DESTRUCTION.

1. Quand un colis a été vendu ou détruit suivant les dispositions de l'article 14 de la convention, un rapport de la vente ou de la destruction sera préparé.

2. Le produit net de la vente sera employé en premier lieu à acquitter les dépenses, y compris les droits de douane, sur le colis, la balance restante sera expédiée au bureau d'origine pour être remboursée à l'expéditeur, les frais de l'expédition à la charge de celui-ci.

Article 13.

RECHERCHES CONCERNANT LES COLIS.

1. Pour les recherches concernant les colis, une forme pareille à celle annexée aux règlements de détail des colis postaux de l'accord de l'Union Postale Universelle sera employée. Ces formes seront expédiées aux bureaux désignés par les deux administrations et ils en useront suivant une entente mutuelle entre les deux administrations.

Article 14.

PARCEL BILL.

1. Returned and redirected parcels shall be entered individually by the despatching Office of Exchange on a Parcel Bill similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. Other parcels, except transit parcels, shall be entered on the Parcel Bills in bulk with a summary statement of the amounts to be credited. Transit parcels shall be entered individually provided that two or more transit parcels, addressed to the same country for which the same amount of credit has to be allowed, may be entered in bulk. The Despatch Notes and Customs Declarations shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual series for each Office of Exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the Mail. A note of the last number of the year shall be made on the first parcel Bill of the following year.

Article 15.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE : NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a Mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the case may be, against the particulars entered on the relative Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Any discrepancies in the credits and accounting shall be notified to the despatching Office of Exchange by Verification Note. The accepted Verification Notes shall be attached to the Parcel Bills to which they relate. Corrections made on Parcel Bills not supported by vouchers shall not be considered valid.

Article 16.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Administration shall cause each of its Offices of Exchange to prepare quarterly for all the Parcel Mails received from the Offices of Exchange of the other Administration a statement of the total amounts entered on the Parcel Bills, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be afterwards summarized by the same Administration in an account which, accompanied by the quarterly statements, the Parcel Bills and the Verification Notes, if any relating thereto, shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the quarter following that to which it relates.

3. The quarterly accounts, after having been checked and accepted on both sides, shall be summarized in an annual general account prepared by the Administration to which the balance is due.

Article 17.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the Account shall be made by the debtor to the creditor Administration in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balances of transit Accounts.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, before the expiration of the

Article 14.

FACTURE DES COLIS POSTAUX.

1. Retournés ou réexpédiés les colis seront inscrits séparément par le bureau expéditeur d'échange sur une facture de colis pareille au spécimen annexé aux règlements de détail de l'accord des colis postaux de l'Union Postale Universelle. Les autres colis, excepté ceux en transit, seront inscrits sur des factures avec un état totalisant les sommes à créditer. Les colis postaux en transit seront inscrits séparément pourvu que deux ou plus de deux colis postaux en transit adressés au même pays pour lesquels la même somme doit être allouée puissent figurer sur un tableau. Les notes d'expédition et les déclarations de douane seront expédiées avec la facture des colis.

2. Chaque bureau d'échange d'expédition numérotera les factures au sommet, au coin gauche, en une série annuelle pour chaque bureau d'échange de destination et, autant qu'il est possible, notera au-dessous du numéro le nom du bateau transportant la malle. Une note du dernier numéro de l'année sera inscrite sur la première facture de colis de l'année suivante.

Article 15.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGES : NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. Dès la réception d'une malle, soit de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange pointera les colis et les différents documents qui doivent les accompagner ou les sacs vides suivant le cas et vérifiera aussi les détails contenus dans la facture y relative et, si cela est nécessaire signalera les articles manquants ou autres irrégularités au moyen d'une note de vérification.

2. Toute erreur dans les crédits ou dans les comptes sera notifiée au bureau d'expédition par la note de vérification. Les notes de vérification seront attachées à la facture relative au colis. Les corrections faites dans la facture et non appuyées par des pièces justificatives ne seront pas considérées comme valables.

Article 16.

COMPTABILITÉ DES CRÉDITS.

1. Chaque administration portera ses bureaux d'échange à préparer trimestriellement pour tous les colis postaux reçus des bureaux d'échange de l'autre administration un état des sommes totales accusées par les factures soit à son crédit soit à son débit.

2. Ces états seront ensuite totalisés par la même administration en un compte qui, accompagné des états trimestriels des factures et des notes de vérifications y relatifs s'il y en a, devra être expédié à l'administration correspondante, dans le cours du trimestre qui suivra pour lequel ce compte est dressé.

3. Les comptes trimestriels après avoir été vérifiés et acceptés des deux côtés seront totalisés en un compte annuel général préparé par l'administration à laquelle la balance est due.

Article 17.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le paiement des balances de comptes sera fait par l'administration débitrice à l'administration créditrice de la manière prescrite par la Convention de l'Union Postale pour la liquidation des balances de compte.

2. La préparation et l'envoi des comptes généraux et le paiement des balances de compte s'effectueront aussitôt que possible et au plus tard avant la fin de l'année suivante. Après l'expiration de

following year. After the expiration of this term the sums due from one Administration to the other shall bear interest at the rate of 7 per cent. per annum to be reckoned from the date of expiration of the said term.

Article 18.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Administration shall furnish to the other all necessary information on points of detail in connexion with the working of the service.

Article 19.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done at Port-au-Prince, in duplicate, in English and in French, the 13th day of February, 1928.

R. P. F. EDWARDS,
H. M. Chargé d'Affaires.

ce délai, les sommes dues par une Administration à l'autre porteront intérêts aux taux de 7 pour cent par an calculé à partir de la date d'expiration dudit délai.

Article 18.

COMMUNICATIONS ET AVIS.

Chaque administration fournira à l'autre toutes les informations nécessaires concernant les points de détail intéressant le travail du service.

Article 19.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DES RÈGLEMENTS DE DÉTAIL.

Les présents règlements de détail entreront en vigueur le même jour que la convention sur les colis postaux et auront la même durée que cette convention. Les administrations intéressées auront cependant le pouvoir, après consentement mutuel, de modifier les détails de temps en temps.

Fait à Port-au-Prince, en double original, en anglais et en français, le 13 février 1928.

Camille J. LÉON.

N° 1924.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET HAITI

Echange de notes établissant un *modus vivendi* commercial entre les deux pays. Port-au-Prince, le 25 février 1928.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND HAYTI

Exchange of Notes for the Establishment of a Commercial *modus vivendi* between the two Countries. Port-au-Prince, February 25, 1928.

N° 1924. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE ET LE GOUVERNEMENT HAITIEN ÉTABLISSANT UN « MODUS VIVENDI » COMMERCIAL. PORT-AU-PRINCE, LE 25 FÉVRIER 1928.

Texte officiel français et anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 11 janvier 1929.

No. 1.

MR. EDWARDS TO M. CAMILLE LÉON.

BRITISH LEGATION.

PORT-AU-PRINCE, *February* 25, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

It being the desire of His Britannic Majesty's Government in Great Britain and the Government of the Republic of Hayti to establish close commercial relations between Great Britain and Northern Ireland and Hayti, I have the honour to refer to the proposals which I submitted to your Department by my letter of the 27th December last to place on record the mutual understanding between the two Governments which has been arrived at and is to the effect that in respect of import and export duties and other duties and charges affecting commerce, as well as in respect of transit, warehousing and other facilities, and the treatment of commercial travellers' samples, Great Britain and Northern Ireland will accord to Hayti, and Hayti will accord to Great Britain and Northern Ireland, unconditional most-favoured-nation treatment, and that in matters of licensing or prohibitions of import and export each country, so far as it at any time maintains such a system, will accord to the commerce of the other treatment as favourable with respect to commodities, valuations and quantities as that which may be accorded to the commerce of any other foreign country.

In particular it is understood that :

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposal in Great Britain and Northern Ireland of any articles the produce or manufacture of Hayti than are or shall be payable on like articles, the produce or manufacture of any other foreign country ;

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposal in Hayti of any articles the produce or manufacture of Great Britain and Northern Ireland than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any other foreign country ;

No. 1924. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN AND THE HAYTIAN GOVERNMENT FOR THE ESTABLISHMENT OF A COMMERCIAL " MODUS VIVENDI ". PORT-AU-PRINCE, FEBRUARY 25, 1928.

French and English official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Exchange of Notes took place January 11, 1929.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

M. EDWARDS A M. CAMILLE LÉON.

LÉGATION BRITANNIQUE.

PORT-AU-PRINCE, *le* 25 *février* 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le Gouvernement de la République d'Haïti étant animés du désir d'établir d'étroites relations commerciales entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et Haïti, d'autre part, j'ai l'honneur de me référer aux propositions que j'ai soumises à votre Département, par ma lettre en date du 27 décembre dernier pour confirmer l'entente intervenue entre les deux gouvernements et d'après laquelle, relativement aux droits d'importation, d'exportation, et autres droits et charges auxquels le commerce est assujetti, de même qu'en ce qui concerne le transit, l'entreposage et autres facilités, et le régime applicable aux échantillons des voyageurs de commerce, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord accorderont à Haïti, et Haïti accordera à la Grande-Bretagne et à l'Irlande du Nord, inconditionnellement, le traitement de la nation la plus favorisée, et, en matière de licences et de prohibitions d'importation et d'exportation, chacun des deux pays, aussi longtemps qu'il maintiendra un tel régime, accordera au commerce de l'autre, pour les marchandises, évaluations et quantités, un traitement aussi favorable que celui qui pourra être accordé au commerce de tout autre pays étranger.

Il est spécialement entendu que :

A l'occasion de l'importation ou de l'emploi en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord de tous articles produits ou fabriqués à Haïti, il ne sera pas perçu de droits plus élevés ou autres que ceux auxquels les articles analogues, produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger, sont ou seront assujettis ;

A l'occasion de l'importation ou de l'emploi à Haïti de tous articles, produits ou fabriqués en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, il ne sera pas perçu de droits plus élevés ou autres que ceux auxquels les articles analogues produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger sont ou seront assujettis.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Similarly, no higher or other duties shall be imposed in Great Britain and Northern Ireland or in Hayti on the exportation of any articles to the other than are payable on the exportation of the like articles to any other foreign country ;

Every concession with respect to any duty, charge, or regulation affecting commerce now accorded or which may hereafter be accorded by Great Britain and Northern Ireland or by Hayti by law, proclamation, order, decree or commercial treaty or agreement to any foreign country will become immediately applicable, without request and without compensation, to the commerce of Hayti and of Great Britain and Northern Ireland ;

The present arrangement does not, however, relate to :

(1) Prohibitions of a sanitary character or designed to protect human, animal or plant life, or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

(2) The treatment which Hayti accords or may hereafter accord to the commerce of the Dominican Republic.

The present arrangement shall become operative on March first, nineteen hundred and twenty-eight, and, unless sooner terminated by mutual agreement, shall continue in force for one year and thereafter until six months after notice of its termination shall have been given by either party.

I have, &c.

R. P. F. EDWARDS.

No. 2.

M. CAMILLE LÉON TO MR. EDWARDS.

SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT
DES RELATIONS EXTÉRIEURES.

PORT-AU-PRINCE, *le* 25 *février* 1928.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement haïtien accepte les conditions d'un *modus vivendi* commercial entre la République d'Haïti et le Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, telles que ces conditions sont stipulées dans vos lettres des 27 décembre 1927 et 25 février de cette année.

Je vous confirme, en conséquence, l'entente intervenue entre nous, d'après laquelle, relativement aux droits d'importation, d'exportation, et autres droits et charges auxquels le commerce est assujetti, de même qu'en ce qui concerne le transit, l'entreposage et autres facilités, et le régime applicable aux échantillons des voyageurs de commerce, Haïti accordera à la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord accorderont à Haïti inconditionnellement le traitement de la nation la plus favorisée, et en matière de licences et de prohibitions d'importation et d'exportation, chacun des deux pays, aussi longtemps qu'ils maintiendront un tel régime, accordera au commerce de l'autre, pour les marchandises, évaluations et quantités, un traitement aussi favorable que celui qui pourra être accordé au commerce de tout autre pays étranger.

De même, ni en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, ni à Haïti, il ne sera perçu, à l'occasion de l'exportation d'articles quelconques à destination de l'autre pays, de droits plus élevés ou autres que ceux qui sont payables à l'exportation d'articles analogues à destination de tout autre pays étranger.

Toute concession relative à un droit, une charge ou un règlement quelconque en matière de commerce, que la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord ou Haïti ont accordée ou qu'elles pourront ultérieurement accorder à tout autre pays étranger, en vertu d'une loi, ordonnance, ordre, décret, ou d'un traité ou accord commercial, deviendra aussitôt applicable, sans qu'il soit besoin de demande ou de compensation, au commerce d'Haïti et de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord.

Le présent arrangement ne vise cependant pas :

1° Les prohibitions d'ordre sanitaire ou destinées à protéger la vie humaine, animale ou végétale, ni les règlements édictés en vue de l'application des lois de police, ou des lois fiscales.

2° Le traitement que Haïti accorde ou pourra ultérieurement accorder au commerce de la République Dominicaine.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 1er mars mil neuf cent vingt-huit, et, à moins qu'il ne soit dénoncé plus tôt, d'un commun accord, demeurera en vigueur pendant une année, et après ce délai, jusqu'à l'expiration de six mois à partir d'une notification par l'une ou l'autre partie mettant fin audit arrangement.

Veuillez agréer, etc.

R. P. F. EDWARDS.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

2.

M. CAMILLE LÉON A M. EDWARDS

PORT-AU-PRINCE, *February* 25, 1928.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to inform you that the Haytian Government accept the conditions for a commercial *modus vivendi* between the Republic of Hayti and Great Britain and Northern Ireland outlined in your letters of the 27th December 1927, and 25th February of this year.

I therefore place on record our mutual understanding to the effect that in respect of import and export duties and other duties and charges affecting commerce, as well as in respect of transit, warehousing and other facilities, and the treatment of commercial travellers' samples Hayti, will accord to Great Britain and Northern Ireland and Great Britain and Northern Ireland will accord to Hayti, unconditional most-favoured-nation treatment, and that in matters of licensing or prohibitions of import and export each country, so far as it at any time maintains such a system, will accord to the commerce of the other treatment as favourable with respect to commodities, valuations and quantities as that which may be accorded to the commerce of any other foreign country.

[1] Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.

[1] Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

Il est spécialement entendu que :

A l'occasion de l'importation ou de l'emploi en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord de tous articles, produits ou fabriqués en Haïti, il ne sera pas perçu de droits plus élevés ou autres que ceux auxquels les articles analogues produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger sont ou seront assujettis ;

A l'occasion de l'importation ou de l'emploi en Haïti de tous articles, produits ou fabriqués en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, il ne sera perçu de droits plus élevés ou autres que ceux auxquels les articles analogues produits ou fabriqués dans tout autre pays étranger sont ou seront assujettis.

De même, ni en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord, ni en Haïti, il ne sera perçu, à l'occasion de l'exportation d'articles quelconques à destination de l'autre pays de droits plus élevés ou autres que ceux qui sont payables à l'exportation d'articles analogues à destination de tout autre pays étranger.

Toute concession relative à un droit, une charge ou un règlement quelconque en matière de commerce que la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord ou Haïti ont accordée ou qu'elles pourront ultérieurement accorder à tout autre pays étranger, en vertu d'une loi, ordonnance, ordre, décret, ou d'un traité ou accord commercial, deviendra aussitôt applicable, sans qu'il soit besoin de demande ou de compensation au commerce d'Haïti et de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord.

Le présent arrangement ne vise cependant pas :

1° Les prohibitions d'ordre sanitaire ou destinées à protéger la vie humaine, animale ou végétale, ni les règlements édictés en vue de l'application des lois de police, ou des lois fiscales.

2° Le traitement que Haïti accorde ou pourra ultérieurement accorder au commerce de la République dominicaine.

Le présent arrangement entrera en vigueur le premier mars mil neuf cent vingt-huit, et à moins qu'il ne soit dénoncé plus tôt, d'un commun accord, demeurera en vigueur pendant une année, et après ce délai jusqu'à l'expiration de six mois à partir d'une notification par l'une ou l'autre partie mettant fin audit arrangement.

Veuillez agréer, etc.

Camille J. LÉON.

In particular it is understood that :

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposal in Great Britain and Northern Ireland of any articles the produced or manufacture of Hayti than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any other foreign country ;

No higher or other duties shall be imposed on the importation into or disposal in Hayti of any articles the produce or manufacture of Great Britain and Northern Ireland than are or shall be payable on like articles the produce or manufacture of any other foreign country ;

Similarly, no higher or other duties shall be imposed in Great Britain and Northern Ireland or in Hayti on the exportation of any articles to the other than are payable on the exportation of the like articles to any other foreign country ;

Every concession with respect to any duty, charge or regulation affecting commerce now accorded, or which may hereafter be accorded, by Great Britain and Northern Ireland or by Hayti by law, proclamation, order, decree or commercial treaty or agreement to any foreign country will become immediately applicable, without request and without compensation, to the commerce of Hayti and of Great Britain and Northern Ireland ;

The present arrangement does not, however, relate to :

(1) Prohibitions of a sanitary character or designed to protect human, animal or plant life, or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

(2) The treatment which Hayti accords or may hereafter accord to the commerce of the Dominican Republic.

The present arrangement shall become operative on March first, nineteen hundred and twenty-eight, and, unless sooner terminated by mutual agreement, shall continue in force for one year and thereafter until six months after notice of its termination shall have been given by either party.

I have, etc.

Camille J. LÉON.

N° 1925.

ALLEMAGNE, GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD, VILLE LIBRE DE DANTZIG ET PAYS-BAS

Accord réglant le service téléphonique entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Ville libre de Dantzig par les Pays-Bas et l'Allemagne. Signé à Londres, le 18 avril, à La Haye, le 8 mai, à Berlin, le 16 mai, et à Dantzig, le 22 mai 1928.

GERMANY, GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, FREE CITY OF DANZIG AND THE NETHERLANDS

Agreement regulating the Telephone Service between Great Britain and Northern Ireland and the Free City of Danzig, via the Netherlands and Germany. Signed at London, April 18, at The Hague, May 8, at Berlin, May 16, and at Danzig, May 22, 1928.

No. 1925. — AGREEMENT REGULATING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE FREE CITY OF DANZIG VIA THE NETHERLANDS AND GERMANY. SIGNED AT LONDON APRIL 18, AT THE HAGUE, MAY 8, AT BERLIN, MAY 16 AND AT DANZIG, MAY 22, 1928.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 11 *janvier* 1929.

THE POSTMASTER GENERAL OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE DIRECTOR GENERAL OF POSTS AND TELEGRAPHS OF THE NETHERLANDS, THE REICHSPOSTMINISTER OF GERMANY and THE DIRECTOR OF THE POST AND TELEGRAPH ADMINISTRATION OF THE FREE CITY OF DANZIG have agreed as follows :

Article I.

A telephone service is provided between Great Britain and Northern Ireland and Danzig by the intermediary of channels of communication on Dutch and German territory and in submarine telephone cables between Great Britain and The Netherlands and between Germany and the Free City of Danzig.

Such channels of communication are mutually agreed upon by the four Administrations.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1925. — ABKOMMEN ÜBER DEN FERNSPRECHDIENST ZWISCHEN GROSSBRITANNIEN UND NORD-IRLAND UND DER FREIEN STADT DANZIG IM DURCHGANG DURCH DIE NIEDERLANDE UND DEUTSCHLAND, GEZEICHNET IN LONDON, AM 18. APRIL, IM HAAG, AM 8. MAI, IN BERLIN, AM 16. MAI UND IN DANZIG, AM 22. MAI 1928.

English and German official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place January 11, 1929.

DER GENERALPOSTMEISTER VON GROSSBRITANNIEN UND NORD-IRLAND, DER NIEDERLÄNDISCHE GENERALDIREKTOR DER POSTEN UND TELEGRAPHEN, DER DEUTSCHE REICHSPOSTMINISTER und DER DIREKTOR DER POST- UND TELEGRAPHENVERWALTUNG DER FREIEN STADT DANZIG haben folgendes vereinbart :

Artikel I.

Zwischen Grossbritannien mit Nord-Irland und Danzig wird ein Fernsprechdienst eingerichtet unter Benutzung der Verkehrswege auf niederländischem und deutschem Gebiet sowie der Fernsprechseekabel zwischen Grossbritannien und den Niederlanden sowie zwischen Deutschland und Danzig.

Die Verkehrswege werden von den vier Verwaltungen im gegenseitigen Einvernehmen bestimmt.

Article II.

As laid down in Article 8 of the International Convention of St. Petersburg, each of the Contracting Parties retains the right, where necessary, of suspending totally or partially the telephone service without being liable to any indemnity.

Article III.

The four Administrations are not subject to any responsibility with regard to private conversations over the international telephone circuits.

Article IV.

The arrangements prescribed in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations [1] (Revision of Paris 1925) annexed to the International Telegraph Convention of St. Petersburg are applied to the telephone service between Great Britain and Danzig as amplified and modified by the following conditions :

B. DURATION OF SERVICE.

(1) The exchanges at the terminal points of the Anglo-Danzig Circuits shall be open always.

E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1. — Urgent private calls are not admitted.

F. LIGHTNING CALLS.

Paragraph 1. — Lightning calls are not admitted.

G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 2. — Urgent State calls are not admitted.

H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1. — (1) Subscription calls at fixed hours are authorised during the periods

[1] Vol. LVII, page 201 ; et vol. LXXVIII, page 489, de ce recueil.

Artikel II.

Auf Grund des Artikels 8 des Welttelegraphenvertrages von St. Petersburg behält sich jede der vertragschliessenden Parteien das Recht vor, nötigenfalls den Fernsprechdienst ganz oder teilweise einzustellen, ohne zu einer Entschädigung verpflichtet zu sein.

Artikel III.

Die vier Verwaltungen übernehmen keinerlei Haftpflicht hinsichtlich der Privatgespräche auf den zwischenstaatlichen Fernsprechleitungen.

Artikel IV.

Die Bestimmungen des Kapitels XXIV (Fernsprechdienst) der Vollzugsordnung [1] (Ausgabe Paris 1925) zum Welttelegraphenvertrag von St. Petersburg werden auf den Fernsprechdienst zwischen Grossbritannien und Danzig mit folgenden Ergänzungen und Änderungen angewendet :

B. DAUER DES DIENSTES.

(1) Die Endanstalten der Leitungen zwischen England und Danzig halten ununterbrochenen Dienst ab.

E. DRINGENDE PRIVATGESPRÄCHE.

Paragraph 1. — Dringende Privatgespräche sind nicht zugelassen.

F. BLITZGESPRÄCHE.

Paragraph 1. — Blitzgespräche sind nicht zugelassen.

G. STAATSGESPRÄCHE.

Paragraph 2. — Dringende Staatsgespräche sind nicht zugelassen.

H. MONATSGESPRÄCHE.

Paragraph 1. — (1) Monatsgespräche sind während der verkehrsschwachen Zeit gegen die

[1] Vol. LVII, page 201 ; and Vol. LXXVIII, page 489, of this Series.

of light traffic and are subject to one half the unit charge.

Paragraph 3. — During the hours of light traffic, subscription calls of more than 6 minutes' duration may be admitted by the Offices interested if the traffic upon the circuits to be employed permits.

Paragraph 6. — (2) Supplementary conversations are considered as new calls (Section L, Paragraph 1 (1)) and charged for at the rate in force at the time for ordinary calls.

K. TARIFFS, COLLECTION OF CHARGES.

Paragraph 3. — For the fixing of terminal charges :

The territory of Great Britain and Northern Ireland is divided into 3 zones.

The territory of Danzig comprises a single zone.

LIMITS OF ZONES.

Great Britain and Northern Ireland.

The first zone comprises the following counties : Bedford, Berkshire, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wiltshire and Worcester.

The second zone comprises the following counties : Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Montgomery, Monmouth, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmorland and York.

The third zone comprises : Scotland and Northern Ireland.

CHARGES.

The charge accruing to each Administration per unit call is fixed in the unit defined in Article 24 (Chapter VIII) of the International Telegraph Convention (Revision of Paris 1925) as follows :

Hälfte der Gebühr für die Gesprächseinheit zugelassen.

Paragraph 3. — Während der Stunden des schwachen Verkehrs können Monatsgespräche von längerer Dauer als 6 Minuten von den beteiligten Ämtern zugelassen werden, wenn der Verkehr auf den zu benutzenden Leitungen es gestattet.

Paragraph 6. — (2) Ergänzungsgespräche werden als neue Gespräche betrachtet (Abschn. L, Paragraph 1 (1)) und mit der Gebühr für gewöhnliche Gespräche in der betreffenden Zeit berechnet.

K. TARIFE, ERHEBUNG DER GEBÜHREN.

Paragraph 3. — Für die Festsetzung der Endgebühren ist das Gebiet von Grossbritannien und Nord-Irland in 3 Zonen eingeteilt.

Das Gebiet von Danzig bildet eine einzige Zone.

GRENZEN DER ZONEN.

Grossbritannien und Nord-Irland.

Die erste Zone umfasst folgende Grafschaften : Bedford, Berkshire, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wiltshire und Worcester.

Die zweite Zone umfasst folgende Grafschaften : Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Montgomery, Monmouth, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmorland und York.

Die dritte Zone umfasst : Schottland und Nord-Irland.

GEBÜHREN.

Die Gebühr, die jeder Verwaltung für die Gesprächseinheit zusteht, wird in der im Artikel 24 (Kapitel VIII) der Vollzugsordnung zum Welttelegraphenvertrag (Ausgabe Paris 1925) angegebenen Münzeinheit wie folgt festgesetzt :

TERMINAL ADMINISTRATIONS.

To Great Britain and Northern Ireland.

5.00 francs for each call originating in or destined for the first zone ;
7.50 francs for each call originating in or destined for the second zone ;
9.50 francs for each call originating in or destined for the third zone.

To Danzig : 0.70 franc.

TRANSIT ADMINISTRATIONS.

To The Netherlands.

For every unit call whatever may be the places of origin and destination : 4.50 francs.

To Germany.

For every unit call whatever may be the places of origin and of destination : 7.95 francs.

These charges include (where appropriate) the quota accruing from the transit of submarine cables.

Total of the unit charge in the relations between the different zones.

The total of the unit charge for each relation is indicated by the following table :

ENDVERWALTUNGEN.

Für Grossbritannien und Nord-Irland.

5,00 Franken für jedes Gespräch, das aus der ersten Zone herrührt oder dafür bestimmt ist ;
7,50 Franken für jedes Gespräch, das aus der zweiten Zone herrührt oder dafür bestimmt ist ;
9,50 Franken für jedes Gespräch, das aus der dritten Zone herrührt oder dafür bestimmt ist.

Für Danzig : 0,70 Frank.

DURCHGANGSVERWALTUNGEN.

Für die Niederlande.

Für jede Gesprächseinheit ohne Rücksicht auf den Ursprungs- oder Bestimmungsort : 4,50 Franken.

Für Deutschland.

Für jede Gesprächseinheit ohne Rücksicht auf den Ursprungs- oder Bestimmungsort : 7,95 Franken.

Diese Gebühren enthalten den Anteil für die Mitbenutzung der Fernsprechseekabel.

Gesamtgebühr für die Gesprächseinheit im Verkehr zwischen den verschiedenen Zonen.

Die Gesamtgebühr für die Gesprächseinheit in jeder Verkehrsbeziehung ist in der folgenden Tabelle angegeben :

Relations between Danzig and	Total	British share	Dutch share	German share	Danzig share
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Great Britain and Northern Ireland :					
1st Zone	18.15	5.00	4.50	7.95	0.70
2nd Zone	20.65	7.50	4.50	7.95	0.70
3rd Zone	22.65	9.50	4.50	7.95	0.70

Verkehr zwischen Danzig und	Gesamtgebühr	Englischer Anteil	Niederländischer Anteil	Deutscher Anteil	Danziger Anteil
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Grossbritannien und Nord-Irland :					
1. Zone	18,15	5,00	4,50	7,95	0,70
2. Zone	20,65	7,50	4,50	7,95	0,70
3. Zone	22,65	9,50	4,50	7,95	0,70

Paragraph 6. — The hours of light traffic are as follows : From 19.00 h. to 8.00 h. (legal time of country of origin). So far as subscription calls are concerned, the country of origin is that in which the subscription has been paid.

During the hours of light traffic, the charge applicable to an ordinary private call is fixed at three-fifths (3/5) of the unit charge.

N. Avis d'appel and Préavis.

Paragraph 1. — (4) Calls with avis d'appel and préavis are not admitted.

O. Establishment and Disconnection of Calls.

Paragraph 2. — (3) If the traffic is sufficiently heavy, demands for calls should be transmitted between terminal offices in such a manner that besides the call in progress each terminal office should have at least two demands for calls in hand in each direction.

Paragraph 4. — (5) During the hours of heavy traffic the international trunk circuits should as far as possible be staffed by one operator per circuit.

Demands for calls should be transmitted as quickly as possible to the transit office, and as far as possible this Office should not have more than two demands in hand for the same relation in the same direction.

Article V.

The present Agreement will take effect at the date which shall be fixed by the contracting administrations as soon as it becomes definitive in accordance with the special legislation of the States interested.

It shall remain in force for one year after notice of termination is given by any of the Administrations.

Done in quadruplicate.

At London, *the* 18*th April*, 1928.

Paragraph 6. — Die verkehrsschwache Zeit rechnet von 19 bis 8 Uhr (gesetzliche Zeit des Abgangslandes). Bei Monatsgesprächen gilt als Abgangsland das Land, in dem die Gespräche bezahlt worden sind.

Während der verkehrsschwachen Zeit werden als Gebühr für ein gewöhnliches Privatgespräch drei Fünftel (3/5) der Gesprächseinheit erhoben.

N. XP-Gespräche und V-Gespräche.

Paragraph 1. — (4) XP- und V-Gespräche sind nicht zugelassen.

O. Herstellung und Trennung der Gesprächsverbindungen.

Paragraph 2. — (3) Wenn der Verkehr genügend stark ist, sollen die Gesprächsanmeldungen zwischen den Grenzausgangsanstalten derart ausgetauscht werden, dass bei jeder Anstalt, abgesehen von dem im Gange befindlichen Gespräch, wenigstens zwei Gesprächsanmeldungen für jede Richtung vorliegen.

Paragraph 4. — (5) Während der verkehrsstarken Zeit soll jede zwischenstaatliche Fernleitung möglichst von einer besonderen Beamtin bedient werden.

Die Gesprächsanmeldungen sollen so schnell wie möglich an die Durchgangsanstalt übermittelt werden. Es ist jedoch erwünscht, dass bei dieser nicht mehr als zwei Anmeldungen für jede Richtung einer Verkehrsbeziehung vorliegen.

Artikel V.

Dieses Abkommen soll an einem von den vertragschliessenden Verwaltungen festzusetzenden Tage in Kraft treten, sobald es nach der Gesetzgebung jedes der beteiligten Staaten rechtskräftig geworden ist.

Es soll noch ein Jahr lang, nachdem die Kündigung von einer der beteiligten Verwaltungen ausgesprochen ist, in Kraft bleiben.

Geschehen in vierfacher Ausfertigung.

In London, *den* 18. *April* 1928.

W. Mitchell-Thomson,

The Postmaster General of Great Britain and Northern Ireland.

Der Generalpostmeister von Grossbritannien und Nord-Irland.

At THE HAGUE, *the 8th May*, 1928.

Im HAAG, *den 8. Mai* 1928.

DAMME,

The Director General of Post and Telegraphs of The Netherlands.

Der Generaldirektor der Niederländischen Posten und Telegraphen.

At BERLIN, *the 16th May*, 1928.

In BERLIN, *den 16. Mai* 1928.

FEYERABEND,

On behalf of The Reichspostminister of Germany.

In Vertretung Der Reichspostminister.

At DANZIG, *the 22nd May*, 1928.

In DANZIG, *den 22. Mai* 1928.

ZANDER,

The Director of the Post and Telegraph Administration of the Free City of Danzig.

Der Direktor der Post- und Telegraphenverwaltung der Freien Stadt Danzig.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 1925. — ACCORD RÉGLANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG PAR LES PAYS-BAS ET L'ALLEMAGNE. SIGNÉ A LONDRES, LE 18 AVRIL, A LA HAYE, LE 8 MAI, A BERLIN, LE 16 MAI, ET A DANTZIG, LE 22 MAI 1928.

LE POSTMASTER GÉNÉRAL DE GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION NÉERLANDAISE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES, LE MINISTRE DES POSTES DU REICH ALLEMAND et LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et Dantzig, d'autre part, il est institué un service téléphonique empruntant les voies de communication des territoires néerlandais et allemand, ainsi que les câbles téléphoniques entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas et entre l'Allemagne et Dantzig.

Les voies de communication seront déterminées par les quatre administrations, d'un commun accord.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article II.

En vertu de l'article 8 de la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg, chacune des Parties contractantes se réserve le droit de suspendre au besoin le service téléphonique, entièrement ou en partie, sans être tenue de verser une indemnité.

Article III.

Les quatre administrations n'assument aucune responsabilité en ce qui concerne les conversations privées empruntant les circuits téléphoniques internationaux.

Article IV.

Les dispositions du chapitre XXIV (Service téléphonique) du Règlement de service international (Revision de Paris, 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg, seront appliquées au service téléphonique entre la Grande-Bretagne et Dantzig sous réserve des additions et modifications ci-après :

B. Durée du service.

1° Les bureaux terminus des circuits entre l'Angleterre et Dantzig resteront ouverts en permanence.

E. Conversations privées urgentes.

Paragraphe premier. — Les conversations privées urgentes ne sont pas admises.

F. Conversations « Eclairs ».

Paragraphe premier. — Les conversations « éclairs » ne sont pas admises.

G. Conversations d'Etat.

Paragraphe 2. — Les conversations d'Etat urgentes ne sont pas admises.

H. Conversations par abonnement.

Paragraphe premier. — 1° Les conversations par abonnement sont admises pendant les périodes de faible trafic contre paiement de la moitié de l'unité de taxe.

Paragraphe 3. — Pendant les heures de faible trafic, les conversations par abonnement d'une durée supérieure à 6 minutes peuvent être autorisées par les bureaux intéressés si le trafic sur les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 6. — 2° Les conversations supplémentaires sont considérées comme de nouvelles conversations (Section L, paragraphe premier, 1°) et soumises à la taxe afférente aux conversations ordinaires au même moment.

K. Tarifs, perception des taxes.

Paragraphe 3. — Pour la détermination des taxes terminales, le territoire de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord est divisé en trois zones.

Le territoire de Dantzig constitue une seule zone.

LIMITES DES ZONES.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord.

La première zone comprend les comtés suivants : Bedford, Berkshire, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wiltshire et Worcester.

La deuxième zone comprend les comtés suivants : Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Montgomery, Monmouth, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmorland et York.

La troisième zone comprend l'Ecosse et l'Irlande du Nord.

TAXES.

La part qui revient à chaque administration par unité de taxe est fixée comme suit, dans l'unité monétaire indiquée à l'article 24 (Chapitre VIII) du Règlement de service annexé à la Convention télégraphique internationale (Revision de Paris, 1925) :

ADMINISTRATIONS TERMINALES.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

5,00 francs pour chaque conversation en provenance ou à destination de la première zone ;
7,50 francs pour chaque conversation en provenance ou à destination de la deuxième zone ;
9,50 francs pour chaque conversation en provenance ou à destination de la troisième zone.

Pour Dantzig : 0,70 franc.

ADMINISTRATIONS DE TRANSIT.

Pour les Pays-Bas :

Pour chaque unité de taxe, quel que soit le lieu d'origine ou de destination : 4,50 francs.

Pour l'Allemagne :

Pour chaque unité de taxe, quel que soit le lieu d'origine ou de destination : 7,95 francs.

Ces taxes comprennent la quote-part afférente à l'utilisation des câbles téléphoniques sous-marins.

Total de l'unité de taxe dans les relations entre les diverses zones.

Le total de l'unité de taxe pour chaque relation est indiqué dans le tableau suivant :

Relations entre Dantzig et	Total	Part britannique	Part néerlandaise	Part allemande	Part dantzikoise
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Grande-Bretagne et Irlande du Nord :					
1re zone	18,15	5,00	4,50	7,95	0,70
2me zone	20,65	7,50	4,50	7,95	0,70
3me zone	22,65	9,50	4,50	7,95	0,70

Paragraphe 6. — Les heures de faible trafic sont les suivantes : de 19 heures à 8 heures (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été payé.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité de taxe.

N. Avis d'appel et préavis.

Paragraphe premier. — 4° Les communications avec préavis et avis d'appel ne sont pas admises.

O. Etablissement et rupture des communications.

Paragraphe 2. — 3° Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communication doivent être transmises entre bureaux têtes de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4. — 5° Aux heures d'encombrement, chaque circuit international à grande distance devra, autant que possible, être desservi à raison d'une opératrice par circuit.

Les demandes de communication devront être transmises au bureau de transit aussi rapidement que possible. Il est toutefois désirable que ce bureau n'ait jamais en instance plus de deux demandes par relation dans chaque sens.

Article V.

Le présent arrangement entrera en vigueur à la date qui sera fixée par les administrations contractantes, dès que l'arrangement sera devenu définitif, conformément à la législation de chaque Etat intéressé.

Il cessera d'être applicable un an après la date à laquelle il aura été dénoncé par l'une des administrations intéressées.

Fait en quatre exemplaires.

Londres, *le* 18 *avril* 1928.

W. Mitchell-Thomson,
Postmaster général de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord.

La Haye, *le* 8 *mai* 1928.

Damme,
Directeur général de l'Administration néerlandaise des Postes et Télégraphes.

Berlin, *le* 16 *mai* 1928.

Feyerabend,
Pour le ministre des Postes du Reich.

Dantzig, *le* 22 *mai* 1928.

Zander,
Directeur de l'Administration des Postes et Télégraphes de la Ville libre de Dantzig.

N° 1926.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET FRANCE

Convention pour l'échange des mandats-poste entre l'office de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et les offices des pays du Levant sous mandat français. Signée à Paris, le 12 juin 1928.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND FRANCE

Agreement for the Exchange of Money Orders between the Post Office of Great Britain and Northern Ireland and the Post Offices of the Countries of the Levant under French Mandate. Signed at Paris, June 12, 1928.

N° 1926. — CONVENTION POUR L'ÉCHANGE DE MANDATS-POSTE ENTRE LES OFFICES DES PAYS DU LEVANT SOUS MANDAT FRANÇAIS ET L'OFFICE DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD. SIGNÉE A PARIS, LE 12 JUIN 1928.

Textes officiels français et anglais communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 janvier 1929.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont reconnus par les actes internationaux sur la Syrie et le Liban, étant désireux de faciliter la transmission des fonds entre la Grande-Bretagne et l'Irlande et les pays du Levant sous Mandat français, par le moyen de mandats de poste et de conclure un Arrangement à ces fins.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, se sont mis d'accord sur les articles suivants :

Article premier.

Dans cette convention, l'expression « Grande-Bretagne » comprend l'Irlande du Nord, les Iles anglo-normandes et l'Ile de Man, et l'expression « Pays du Levant sous mandat français » comprend l'Etat de Syrie, l'Etat du Liban et l'Etat des Alaouites et l'Etat du Djebel Druze.

Article 2.

Un échange régulier de mandats-poste est créé entre la Grande-Bretagne, d'une part, et

No. 1926. — AGREEMENT FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN THE POST OFFICE OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICES OF THE COUNTRIES OF THE LEVANT UNDER FRENCH MANDATE. SIGNED AT PARIS, JUNE 12 1928.

French and English official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Convention took place January 11, 1929.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, acting in virtue of the powers conferred upon it by the international instruments concerning Syria and Lebanon, being desirous of facilitating the transmission of money between Great Britain and Northern Ireland and the countries of the Levant under French Mandate by means of Post Office Money Orders and of concluding an Agreement for that purpose ;

The Undersigned duly authorised by their respective Governments have agreed upon the following Articles :

Article 1.

In this Agreement the expression " Great Britain " includes Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man, and the countries of the Levant under French Mandate comprise the State of Syria, the State of Grand Lebanon and the State of the Alawites and the State of Jebel Druz.

Article 2.

Between Great Britain on the one hand and the countries of the Levant under French

les pays du Levant sous mandat français, d'autre part.

Article 3.

Le service des mandats-poste entre les pays dénommés sera exécuté exclusivement par l'intermédiaire de bureaux d'échange. Le bureau d'échange de la Grande-Bretagne est Londres ; celui des pays du Levant sous mandat français, Beyrouth.

Article 4.

Le montant de chaque titre échangé de part et d'autre sera exprimé en sterling. Le bureau d'échange de Beyrouth convertira en sterling le montant de chaque mandat émis dans les pays du Levant sous mandat français et en monnaie libano-syrienne, le montant de chaque titre émis en Grande-Bretagne. Les fractions de penny seront négligées dans la conversion.

Le taux de conversion se rapprochera le plus possible de celui résultant du cours des changes, à Beyrouth, à la date d'envoi, par le bureau d'échange syrien, de la liste d'avis, pour ce qui touche les mandats émis dans les pays du Levant sous mandat français, et, dans le sens inverse, à la date de réception, par ce même bureau, de la liste d'avis, en ce qui concerne les mandats émis en Grande-Bretagne.

Le bureau d'échange de Beyrouth notifiera en temps opportun à l'office de Grande-Bretagne les taux de conversion adoptés pour les mandats échangés dans les deux sens.

Article 5.

Chacune des administrations postales aura la faculté de fixer, d'accord avec l'autre, le montant maximum d'émission de chaque mandat. Ce maximum n'excédera pas 40 livres sterling ou le plus proche équivalent pratique de cette somme en monnaie syrienne.

Article 6.

Chacune des administrations postales aura la faculté de modifier, selon les circonstances, le droit de commission payable par les expédi-

Mandate on the other hand there shall be a regular exchange of Money Orders.

Article 3.

The Money Order Service between the countries named shall be performed exclusively by the agency of Offices of Exchange. On the part of Great Britain the Office of Exchange shall be that of London, and on the part of the countries of the Levant under French Mandate that of Beirut.

Article 4.

Money Orders in both directions shall be expressed in sterling. The Office of Exchange at Beirut shall convert into sterling the amount of every Order issued in the countries of the Levant under French Mandate and into Syrian currency the amount of every Order issued in Great Britain. In the preparation of an Order fractional parts of a penny shall be ignored.

The rate of conversion shall be equal, or closely approximate to the rate of exchange current at Beirut on the date of the despatch of the Advice Lists from the Office of Exchange of Beirut in the case of Money Orders issued in the countries of the Levant under French Mandate and on the date of the receipt of the Advice Lists in the case of Orders issued in Great Britain.

The Office of Exchange at Beirut shall keep the Post Office of Great Britain informed of the rates of conversion adopted for Orders advised in both directions.

Article 5.

Each of the postal Administrations shall have power to fix, in agreement with the other, the maximum amount for which it will issue a single Money Order. The maximum shall not exceed £40 or the nearest practical equivalent of that sum in Syrian currency.

Article 6.

Each of the postal Administrations shall have the power to fix, from time to time, the rates of commission to be paid by Remitters

teurs des mandats qu'elle émettra, pourvu qu'elle fasse connaître son tarif à l'administration correspondante.

Le droit de commission appartiendra à l'administration d'origine.

Cette dernière bonifiera à l'administration qui acquittera les mandats une commission d'un demi pour cent (½ %) sur le montant total de mandats payés ; aucune bonification ne sera allouée pour les mandats émis en franchise de droits.

Les titres émis au profit des prisonniers de guerre ou envoyés par eux seront exempts de toutes taxes.

Article 7.

L'expéditeur d'un mandat-poste sera tenu de fournir, si possible, le nom et le ou les prénoms (ou au moins l'initiale d'un prénom) et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire, ou le nom et l'adresse de la Maison de commerce ou de la Compagnie expéditrice ou destinataire.

Cependant, si le ou les prénoms ou l'initiale susmentionnés ne peuvent être fournis, le titre est néanmoins émis aux risques de l'expéditeur.

Article 8.

Si un titre est perdu ou non parvenu, un duplicata sera délivré sur demande écrite du destinataire contenant tous les renseignements nécessaires, adressée à la direction du Service des mandats-poste du pays dans lequel le titre primitif est payable ; sauf le cas où ce titre serait supposé avoir été égaré en cours de transmission dans le service postal, l'administration qui délivrera le duplicata sera autorisée de ce fait à percevoir les mêmes droits que ceux prévus par sa législation intérieure.

Article 9.

Toute demande tendant, soit à rectifier le nom, soit à modifier l'adresse du destinataire, soit à suspendre le payement d'un titre, soit enfin à en obtenir le remboursement au profit de l'expéditeur, devra être adressée par ce dernier à la direction de l'office d'origine du mandat.

on the Money Orders which it may issue, provided that it shall communicate to the other its tariff of charges or rates of commission.

The commission shall belong to the issuing Administration.

The Administration issuing the Money Orders shall allow to the Administration paying the Money Orders a commission of one half of one per cent. (½ per cent.) on the total amount of the Money Orders paid, but no commission shall be allowed in respect of Money Orders issued free of charge.

Money Orders intended for or sent by Prisoners of War shall be exempt from all charges.

Article 7.

The applicant for every Money Order shall be required to furnish, if possible, the full surname and Christian or personal name (or at least the initial of one Christian or personal name) both of the remitter and of the payee, or the name of the firm or company who are the remitters or the payees, and the address of the remitter and of the payee. If, however a Christian or personal name or an initial cannot be given an Order may nevertheless be issued at the remitter's risk.

Article 8.

If a Money Order miscarries or is lost, a duplicate shall be granted on a written application from the payee (containing the necessary particulars) to the Chief Money Order Office of the country in which the original Order was payable and, unless there is reason to believe that the original Order was lost in transmission through the post, the Office issuing the duplicate shall be entitled to charge the same fee as would be chargeable under its own internal arrangements.

Article 9.

When it is desired that an error in the name of the payee shall be corrected, that the address of the payee shall be amended, that the amount of a Money Order shall be repaid to the remitter, or that payment of a Money Order shall be stopped, application must be made by the remitter to the Chief Office of the country in which the Order was issued.

Article 10.

En tous cas, le remboursement d'un mandat ne pourra avoir lieu que sur la déclaration du bureau principal du pays où le titre était payable, que le mandat n'a pas été payé et que le remboursement est autorisé.

Article 11.

La durée de validité d'un mandat est fixée à douze mois, non compris celui de l'émission ; à l'expiration de cette période, le montant des titres non payés est reversé à l'Administration d'origine, qui en dispose suivant sa propre législation.

Article 12.

L'expéditeur d'un mandat pourra en obtenir *par la voie postale seulement*, un avis de payement en versant d'avance, au profit exclusif de l'Administration d'origine, un droit fixe égal à la taxe perçue par cette administration pour les demandes d'avis de réception des objets de correspondance recommandée.

L'avis de payement devra être établi par le bureau payeur sur une formule analogue au spécimen ci-annexé (Appendice A).

Il sera transmis directement à l'expéditeur, soit par ce bureau, soit par le bureau d'échange de l'administration de payement.

Les avis de payement des « mandats-poste en transit » (voir article 19) seront envoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échange des deux pays.

Toute demande d'avis de payement faite postérieurement à l'émission du titre sera transmise par la même voie, et le demandeur sera passible des droits prévus, en ce cas, par la réglementation du pays d'origine.

Article 13.

Les titres émis d'un pays sur l'autre seront soumis, en ce qui concerne l'émission, aux règlements en vigueur dans le pays d'origine, et, en ce qui touche le payment, à la législation du pays de destination.

Article 10.

Repayment of a Money Order shall not, in any case, be made until it has been ascertained, through the Chief Office of the country in which such Order is payable, that the Order has not been paid and that the said Office authorises the repayment.

Article 11.

A Money Order shall remain payable for twelve months after the expiration of the months of issue ; and the amount of every Money Order not paid within that period shall be returned to the Administration of the country of issue to be dealt with in accordance with the regulations of that country.

Article 12.

The remitter of a Money Order may obtain *by post only* an advice of payment of the Order by paying in advance, to the exclusive profit of the Administration of the country of issue, a fixed charge equal to that which is made in that country for acknowledgments for receipt of registered correspondence.

The advice of payment shall be on a form in accordance with or analogous to the annexed specimen (Appendix A).

The advice of payment shall be prepared by the paying office, and shall be transmitted direct to the remitter either by the office of payment or by the Exchange Office of the country of payment.

The advice of payment of " Through " Money Orders (see Article 19) shall be sent through the Offices of Exchange of the two countries.

Any application for an advice of payment made subsequent to the issue of the Order shall be sent in the same manner, and the applicant shall pay any special charges required by the regulations of the country of issue.

Article 13.

Money orders sent from one country to the other shall be subject, as regards issue, to the rules in force in the country of origin, and, as regards payment, to the rules in force in the country of destination.

Article 14.

Le bureau d'échange de Beyrouth communiquera au bureau d'échange de Londres le détail des sommes encaissées en vue de leur payement en Grande-Bretagne ; celui de Londres transmettra au bureau d'échange de Beyrouth le détail des sommes encaissées en vue de leur payement dans les pays du Levant sous mandat français. Les listes d'avis employées à cet effet seront conformes aux modèles B et C ci-annexés.

En vue de prévenir les inconvénients pouvant résulter de la perte d'une de ces listes, chaque office transmettra en même temps que chaque liste un duplicata de la liste envoyée par le précédent courrier.

Article 15.

Les mandats seront enregistrés sur les listes suivant une série mensuelle commençant le 1er de chaque mois par le numéro « 1. » Le numéro affecté à un mandat sur la liste sera considéré comme « Numéro international ». Les listes seront elles-mêmes numérotées suivant une série annuelle commençant le 1er janvier par le No 1.

Article 16.

Toute liste manquante devra être *immédiatement* réclamée par le bureau d'échange destinataire. Le bureau d'échange expéditeur devra alors transmettre sans délai au bureau d'échange correspondant une copie dûment certifiée de cette liste.

Article 17.

Chaque liste d'avis devra être soigneusement vérifiée par le bureau d'échange destinataire et corrigée en cas d'erreurs manifestes. Le détail des corrections sera communiqué au bureau d'échange expéditeur.

Si une liste comporte d'autres irrégularités, le bureau d'échange destinataire demandera des renseignements au bureau d'échange expéditeur, qui devra les fournir dans le plus bref délai possible. Dans ce cas, l'émission du titre intérieur faisant l'objet de la demande est suspendue jusqu'à régularisation.

Article 14.

The Office of Exchange at Beirut shall communicate to the Office of Exchange at London the particulars of sums received for payment in Great Britain, and the Office of Exchange at London shall communicate to the Office of Exchange at Beirut the particulars of sums received for payment in the countries of the Levant under French Mandate. Advice Lists similar to the annexed forms "B" and "C" shall be used for this purpose.

In order to prevent inconvenience in the event of an original list being lost, each Office shall also forward with every list a duplicate of the list sent by the preceding mail.

Article 15.

The Money Orders entered upon the Advice Lists shall be numbered serially, the series commencing each calendar month with number 1. The number borne by an Order in the List shall be known as its International Number. The Lists shall also be numbered serially, commencing each year with No. 1.

Article 16.

Any missing Advice List shall be immediately applied for by the Office of Exchange to which it should have been sent. The despatching Office of Exchange shall, in such a case, transmit without delay to the receiving Office of Exchange a copy of the list, duly certified as such.

Article 17.

Every Advice List shall be carefully verified by the Office of Exchange to which it is sent, and shall be corrected if it contains a manifest error. Any correction shall be communicated to the despatching Office of Exchange.

If a List show other irregularities, the Office of Exchange receiving it shall require an explanation from the despatching Office of Exchange, which shall give such explanation with as little delay as possible. In the meantime, the issue of an internal Money Order relating to any entry which is found to be irregular shall be suspended.

Article 18.

Dès l'arrivée d'une liste d'avis au bureau d'échange destinataire, celui-ci, après vérification, établira au profit des bénificiaires les titres dont le montant est égal aux sommes spécifiées dans la liste ou à leur équivalent dans la monnaie du pays de destination : il les transmettra, soit aux destinataires, soit au bureau payeur, selon la réglementation en vigueur dans l'office destinataire.

Article 18.

As soon as an Advice List reaches the receiving Office of Exchange, that Office shall, after verifying its contents, prepare internal Money Orders in favour of the payees for the amounts specified in the List or for the equivalents thereof in the money of the country of payment, and shall then forward such internal Money Orders to the payees or to the paying offices, according to the arrangements existing in the country of payment.

Article 19.

Les administrations postales de Syrie, du Liban et des Alaouites pourront échanger, par l'intermédiaire de l'office de Grande-Bretagne, des mandats-poste avec les pays participant au service des mandats-poste avec la Grande-Bretagne. Ce service sera soumis aux dispositions particulières ci-après :

a) Le bureau d'échange de Beyrouth notifiera le montant de chaque mandat en transit au bureau d'échange de Londres, qui le notifiera, à son tour, à l'Office intéressé ;

b) Le montant maximum de chaque titre ne devra pas être supérieur à celui fixé dans les relations entre la Grande-Bretagne et le pays de destination ;

c) Les indications relatives à cette catégorie de titres devront figurer à l'encre rouge à la fin de chacune des listes d'avis ordinaires, notifiées à Londres, ou sur des listes spéciales, et le total du montant de ces titres sera compris dans le total des listes ordinaires ;

d) Le nom et l'adresse du bénéficiaire d'un mandat-poste en transit, ainsi que le nom de la ville et du pays destinataires, devront être aussi complets que possible ;

e) Les offices des pays du Levant, sous mandat français, alloueront à l'office de Grande-Bretagne, pour les mandats-poste en transit, une bonification égale à celle dont sont passibles les mandats payables en Grande-Bretagne (voir Art. 6). Le bureau d'échange de Londres créditera l'office du lieu du payement d'une commission égale à celle prévue dans les relations entre cet office et la Grande-Bretagne, et déduira

Article 19.

If the Post Offices of Syria, Grand Lebanon and the Alawites desire to send Money Order remittances through the medium of the Post Office of Great Britain to any other country with which the Post Office of Great Britain transacts Money Order business, they shall be at liberty to do so, provided that the following conditions are fulfilled :

(a) The Office of Exchange at Beirut shall advise the amount of any such " Through " Order to the Office of Exchange in London, which will re-advise it to the country concerned.

(b) No such Order shall exceed the maximum amount fixed by the country of destination for Money Orders issued in Great Britain.

(c) The particulars of " Through " Orders shall be entered either in red ink at the end of the ordinary Advice Lists despatched to London, or on separate sheets, and the total amounts of the " Through " Orders shall be included in the totals of such Lists.

(d) The name and address of the payee of a " Through " Order, including the names of the town and country of payment, shall be given as fully as possible.

(e) The Post Offices of the countries of the Levant under French Mandate shall allow to the Post Office of Great Britain the same percentage (see Article 6) on " Through " Orders as on Orders payable in Great Britain, and the Office of Exchange in London shall credit the Office of the country of payment with the same percentage for " Through " Orders as for Orders issued in Great Britain, deducting

du montant du titre un droit de commission spécial fixé par l'administration de Grande-Bretagne ;

f) Au cas de remboursement à l'expéditeur du montant d'un mandat en transit, le droit de commission prélevé par l'office intermédiaire restera acquis à celui-ci.

L'office de Grande-Bretagne communiquera au bureau d'échange de Beyrouth les noms des pays avec lesquels il échange des mandats-poste, le montant maximum des titres dans chaque relation et les droits de commission à déduire du montant de chaque titre.

Article 20.

A la fin de chaque mois, le bureau d'échange de chacune des administrations postales établira et transmettra à son correspondant un relevé des mandats-poste émis par l'autre administration qui, non payés à l'expiration du délai de douze mois faisant suite au mois de l'émission, seront périmés au cours du mois écoulé (voir Appendice D). Un relevé « Néant » sera transmis le cas échéant.

Article 21.

Le bureau d'échange de Beyrouth, adressera au bureau d'échange de Londres, aussitôt que possible, après la fin de chaque mois, en deux exemplaires, un compte comprenant les articles suivants :

a) *Au crédit de la Grande-Bretagne :*

1° Le total des listes d'avis envoyées par Beyrouth dans le courant du mois, diminué du montant des mandats périmés et du montant des mandats dont le remboursement a été autorisé dans les pays du Levant sous mandat français durant cette période ;

2° La bonification de ½ % sur le montant des mandats payés en Grande-Bretagne.

b) *Au crédit de la Syrie, du Liban et des Alaouites :*

1° Le total des listes d'avis envoyées par Londres dans le courant du mois, diminué du montant des mandats périmés

from the amount of each re-advised Order a special commission to be fixed by the Post Office of Great Britain.

(f) When the amount of a " Through " Order is repaid to the remitter, the commission charged for the intermediary service shall *not* be refunded.

The Post Office of Great Britain shall communicate to the Office of Exchange at Beirut the names of the countries with which it transacts Money Order business, the limit of amount adopted for each, and the rates of commission deducted for its intermediary services.

Article 20.

At the end of every month the Office of Exchange of each of the postal Administrations shall prepare and forward to the other a list showing particulars of every Order issued by the other Administration, which, not having been paid within twelve months after the end of the month of issue, has during that month become forfeited to the country of issue (see Appendix D). A " Nil " list shall be forwarded if there are no void Orders to be advised.

Article 21.

As soon as possible after the end of every month the Office of Exchange at Beirut shall furnish to the Office of Exchange at London a Money Order Account (in duplicate), which shall include the following items :

(a) *To the credit of Great Britain :*

(1) The totals of the Advice Lists which have been despatched from Beirut during the month less the amount of Orders authorised to be repaid in the countries of the Levant under French Mandate and the total amount of Orders issued in those countries which have become void during the month ;

(2) The allowance of ½ % on the amount of Orders paid in Great Britain.

(b) *To the credit of Syria, Grand Lebanon and the Alawites :*

(1) The total of the Advice Lists which have been despatched from London during the month less the amount of

et du montant des mandats dont le remboursement a été autorisé en Grande-Bretagne durant cette même période ;

2° La bonification de ½ % sur le montant des mandats payés dans les pays du Levant sous mandat français.

Ce compte établi sur une formule analogue à l'Appendice E, devra être accompagné des relevés :

a) Des listes d'avis transmises pendant le mois dans les deux sens ;
b) Des mandats remboursés ;
c) Des titres périmés (voir Appendices F, G et H).

Une copie du compte dûment approuvée sera retournée au bureau d'échange de Beyrouth.

Orders authorised to be repaid in Great Britain and the total amount of Orders issued in Great Britain which have become void during the month ;

(2) The allowance of ½ % on the amount of Orders paid in the countries of the Levant under French Mandate.

The Money Order Account shall be prepared on a form similar to that in Appendix E, and shall be accompanied by detailed statements of :

(a) The Advice Lists forwarded in both directions during the month ;
(b) Repaid and
(c) Void Orders (see forms F, G and H in Appendix).

One copy of the Account duly accepted shall be returned to the Office of Exchange at Beirut.

Article 22.

Lorsque au courant du mois le montant total des mandats émis par une des administrations postales dépassera de 500 livres sterling celui des titres émis par l'autre, l'Administration créditrice aura le droit de demander à l'office débiteur le payement d'un solde provisoire jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de sa créance.

Ce payement devra être effectué dans un délai de quinze jours à partir de la date de réception de la demande de l'office créditeur.

Au cas de non-payement dans le délai susindiqué, les sommes dues porteront intérêts à raison de 7 % l'an, du jour de l'expiration de ce délai au jour du payement.

Article 22.

Whenever during a month it is found that the Orders issued by one of the postal Administrations exceed in amount by £500 the Orders issued by the other, the creditor Office shall have the right to claim from the debtor Office as a remittance on account an amount up to three-quarters of the ascertained difference.

Payment by the debtor country shall be made within 15 days of the date of the receipt of the claim from the creditor country.

If payment is not made within the prescribed period, the amount claimed shall bear interest at 7 % per annum from the expiration of the prescribed period until payment is made.

Article 23.

La balance d'un compte général devra être versée, selon le cas :

1° Par l'office de Grande-Bretagne, le jour du renvoi au bureau d'échange de Beyrouth du duplicata du compte approuvé.

2° Par l'Inspection générale des Postes et Télégraphes de la Syrie, du Liban et des Alaouites, le jour de l'envoi du compte au bureau d'échange de Londres :

En l'absence d'autres dispositions, les versements visés tant au présent article qu'à l'article

Article 23.

When the Inspection General of the Post Office of Syria, Grand Lebanon and the Alawites has to pay to the Post Office of Great Britain the balance of the General Account, it shall do so at the same time at which it forwards the Account to the Office of Exchange in London, and when the Office of Great Britain has to pay the Balance, it shall do so at the same time at which it returns to the Office of Exchange at Beirut the duplicate of the Account accepted.

In the absence of other arrangements, such payments, as well as any payments required

22 seront faits en livres sterling au moyen de traites payables à vue sur Londres.

Toute somme restant due par une administration à l'autre à l'expiration des six mois qui suivent la période pour laquelle le compte est établi, portera intérêts à raison de 7 % par an.

Article 24.

Chacune des administrations postales sera autorisée à adopter, pour autant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente convention, toutes mesures complémentaires qu'elle jugera convenables en vue d'assurer une plus grande sécurité contre les fraudes ou une meilleure exécution du service, pourvu qu'elle fasse connaître à l'administration correspondante les dispositions adoptées.

Article 25.

L'Inspection générale des Postes et des Télégraphes de la Syrie, du Liban et des Alaouites aura la faculté de fixer le montant maximum des sommes pouvant être envoyées journellement par un même expéditeur au même destinataire en Grande-Bretagne.

Article 26.

Chacune des administrations postales se réserve la faculté d'augmenter le droit de commission ou même de suspendre temporairement le service des mandats-poste, au cas où elle constaterait que ce service est utilisé par des commerçants ou par toute autre personne pour l'envoi de sommes exagérées ou pour des manœuvres spéculatives sur les devises.

La suspension temporaire du service des mandats-poste pourra également être décidée de façon unilatérale par chacune des administrations en cause au cas de circonstances extraordinaires dont celle-ci demeurera seule juge.

Dans tous les cas, avis de cette suspension devra être donné immédiatement, au besoin par télégraphe, à l'administration correspondante.

under the provisions of Article 22, shall be made in sterling by means of drafts payable on demand at London.

Any amount remaining due from one Administration to the other at the expiration of six months following the period covered by the relative Account shall thenceforth be subject to interest at the rate of 7 % per annum.

Article 24.

Each of the postal Administrations shall be authorised to adopt any additional rules (if not contrary to the provisions of this Agreement) for greater security against fraud, or for the better working of the system generally, provided that it shall communicate all such additional rules to the other Administration.

Article 25.

The Post Offices of Syria, Grand Lebanon and the Alawites shall have the right to fix the maximum amount which a remitter may send by Money Order on any one day to the same payee in Great Britain.

Article 26.

Should it appear at any time that Money Orders are used by mercantile men or other persons in Great Britain or in the States of Syria, Grand Lebanon and the Alawites for the transmission of large sums of money or for speculative purposes, the Post Office of Great Britain or the Post Offices of Syria, Grand Lebanon and the Alawites, as the case may be, shall be authorised to increase the commission, and shall have power even wholly to suspend, for a time, the issue of Money Orders.

Each of the postal Administrations shall similarly have power to suspend temporarily the issue of Money Orders on account of any other unusual circumstances which it considers render such suspension necessary.

Whenever either of the Administrations suspends the issue of Money Orders, it must inform the other Administration immediately, by telegraph if necessary, of such suspension.

Article 27.

La présente convention entrera en vigueur à une date fixée d'un commun accord entre l'office de Grande-Bretagne et les administrations postales de la Syrie, du Liban et des Alaouites, représentées par l'Inspection générale des Postes et des Télégraphes à Beyrouth et promulguée conformément aux lois respectives des deux pays.

Elle courra d'année en année jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes ait donné avis à l'autre, un an à l'avance, de son intention de la dénoncer.

Les dispositions de la convention continueront, pendant la dernière année, à être fidèlement et entièrement exécutées sans préjudice de la liquidation et du payement des comptes après l'expiration de ce terme.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait en double et signé à Paris, le 12 juin 1928.

Article 27.

The present Agreement shall come into operation on a day to be agreed upon by the Post Office of Great Britain and the Postal Administrations of Syria, Grand Lebanon and the Alawites represented by the Inspection-General of Posts and Telegraphs at Beirut, after it shall have been promulgated according to the respective laws of the two countries.

It shall remain in force from year to year until one of the Contracting Parties shall have given notice to the other a year in advance of its intention to terminate it.

During such final year the Agreement shall continue to be executed fully and entirely without prejudice to the settlement and payment of the accounts after the expiration of the said term.

In witness whereof the Undersigned have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate, at Paris, the 12th June, 1928.

(L. S.) CREWE.
(L. S.) A. BRIAND.

APPENDIX A.

Front (Recto).

ADMINISTRATION DES POSTES
DE LA GRANDE-BRETAGNE.
Post Office of Great Britain.

AVIS DE PAYEMENT.
Advice of Payment.

Timbre du bureau expéditeur

Stamp of Office of origin

Mandat N°
Money Order No. .....

Montant du mandat
Amount of Order .....

Emis par le bureau de
Issued by the Post Office of .....

le
on the ..... 19.....

A
To .....

(Lieu de destination)
(Place of destination) .....

Au profit de
payable to M.....

Service des Postes :

à
at .....

(Pays de destination)
(Country of destination) .....

Back (Verso).

Le soussigné déclare que le mandat mentionné au recto a été dûment payé le
The undersigned certifies that the Money Order described on the other side was duly paid on the 19.....

Timbre du bureau payeur
Stamp of paying office

Signature * du destinataire ou de l'agent de bureau payeur,
*Signature * of the payee or of paying officer,*

.....

* Cet avis doit être signé par le bénéficiaire ou, si les règlements du pays de destination le comportent par l'agent du bureau payeur, et renvoyé par le premier courrier directement à l'expéditeur du mandat.

* *This advice must be signed by the payee or, if the regulations of the country of destination allow it, by the paying officer, and returned by the first post directly to the remitter.*

Dimensions 105 × 148 mm.

N° 1926

Bordereau N° .....
Feuille N° .....

APPENDICE B

Bureau d'échange
de Beyrouth.

Bordereau des Mandats-Poste émis dans les Pays du Levant sous mandat français à la date du .....192...
et payables en Grande-Bretagne.

Date d'émission	Numéro international du mandat	Numéro original du mandat	Bureau d'origine	Nom de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Montant en monnaie syrienne	Montant en sterling	Avis de payement	A employer par le bureau d'échange de Londres		
										Numéro du mandat définitif	Bureau de payement	Remarques
								£ s. d.				

Etabli par

Controlé par {1 2

List No. .....
Sheet No. .....

APPENDIX B.

List of Money Orders advised by the Office of Exchange at Beirut to Great Britain on the .....192...

Date of Issue	International Number of the Money Order	Original Number of Order	Office of Issue	Name of Remitter	Name of Payee	Address of Payee	Amount in Syrian Currency	Amount in Sterling	Advice of Payment	For use of the Office of Exchange in London		
										Number of the Order	Office of Payment	Remarks
								£. s. d.				

Entered by

Checked by {1 2

Bordereau N°.....
Feuille N° .....

APPENDICE C

Bureau d'échange,
G.P.O. Londres.

Bordereau des Mandats-Poste émis en Grande-Bretagne le ..... 192... payables dans les Pays du Levant sous mandat français.

Date d'émission	Numéro international du mandat	Numéro original du mandat	Bureau d'émission	Nom de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Avis de payement	Montant du dépôt en sterling	A l'usage du bureau d'échange de Beyrouth				
									Taux de conversion	Somme à payer	Numéro du titre définitif	Bureau de payement	Observations
								£ s. d.					

Etabli par

Contrôlé par {1 2

List No.....
Sheet No.....

APPENDIX C.

Money Order Department,
G.P. O., London.

List of Money Orders advised by Great Britain to the Office of Exchange at Beirut the ..... of ..... 192...

Date of Issue	International Number of the Money Order	Original Number of Order	Office of Issue	Name of Remitter	Name of Payee	Address of Payee	Advice of Payment	Amount received in Sterling	For use of the Office of Exchange at Beirut				
									Rate of Conversion	Amount to be paid	Number of the Internal Money Order	Office of Payment	Observations
								£ s. d.					

Entered by

Checked by {1 2

Controller.

APPENDICE D

Bordereau des Mandats émis dans les Pays du Levant sous mandat français payables ou en transit par la Grande-Bretagne, pendant le mois de ..... 192..., qui n'ont pas été payés dans les douze mois suivant celui de leur émission et sont, par conséquent, périmés dans le pays d'origine.

Numéro du bordereau	Date du bordereau	Numéro international du titre	Numéro d'origine	Numéro de Londres	Date d'émission	Bureau d'origine	Bureau de destination	Montant
								£ s. d.
							Total	

Bordereau des Mandats émis en Grande-Bretagne ou en transit par ce pays, payables dans les Pays du Levant sous mandat français durant le mois de ..... 192..., qui n'ont pas été payés dans les douze mois suivant celui de leur émission et sont, par conséquent, périmés dans le pays d'origine.

Numéro du bordereau	Date du bordereau	Numéro international du titre	Numéro d'origine	Date d'émission	Bureau d'origine	Bureau de destination	Montant
							£ s. d.
						Total	

APPENDIX D.

List of Money Orders issued in the countries of the Levant under French Mandate on Great Britain and beyond during the Month of ..... 192..., which have not been paid within twelve clear months after that in which they were issued, and have, therefore, become forfeited to the Country of Issue.

No. of List	Date of List	International Number of the Order	Original Number	London Number	Date of Issue	Where Issued	Where Payable	Amount
								£ s. d.
							Total	

List of Money Orders issued in Great Britain and beyond on the countries of the Levant under French Mandate during the Month of ..... 192..., which have not been paid within twelve clear months after that in which they were issued, and have, therefore, become forfeited to the Country of Issue.

No. of List	Date of List	International Number of the Order	Original Number	Date of Issue	Where Issued	Where Payable	Amount
							£ s. d.
						Total	

APPENDICE E

Compte général des Mandats-Poste échangés entre la Grande-Bretagne et les Pays du Levant sous mandat français pendant le mois de ..... 192...

Crédit de la Grande-Bretagne	£ s. d.	£ s. d.	Crédit des Pays du Levant sous mandat français	£ s. d.	£ s. d.
Montant total des titres émis dans les Pays du Levant sous mandat français (voir Appendice F)			Montant total des titres émis en Grande-Bretagne (voir bordereau F)		
A déduire :			*A déduire :*		
Titres remboursés dans les Pays du Levant sous mandat français (voir bordereau G)... ...			Titres remboursés en Grande-Bretagne (voir bordereau G)		
Mandats annulés émis dans les Pays du Levant sous mandat français (voir bordereau H)			Mandats annulés émis en Grande-Bretagne (voir bordereau H)		
Commission de ½ % sur le montant total des mandats payés en Grande-Bretagne			Commission de ½ % sur le total des mandats payés dans les Pays du Levant sous mandat français		
Montant total du crédit de la Grande-Bretagne			Montant total du crédit des Pays du Levant sous mandat français		
A déduire :			*A déduire :*		
Crédit des Pays du Levant sous mandat français...			Crédit de la Grande-Bretagne		
Balance en faveur de la Grande-Bretagne			Balance en faveur des Pays du Levant sous mandat français.		

APPENDIX E.

General Account of Money Order business transacted between Great Britain and the countries of the Levant under French Mandate during the month of ..... , 192...

Credit of Great Britain.		£ s. d.	Credit of the Countries of the Levant under French Mandate		£ s. d.
Total amount of Orders issued in the countries of the Levant under French Mandate (see Statement F)			Total amount of Orders issued in Great Britain (see Statement F)		
	£ s. d.			£ s. d.	
To be deducted :			*To be deducted :*		
Repaid Orders issued in the countries of the Levant under French Mandate (see Statement G)			Repaid Orders issued in Great Britain (see Statement G) ...		
Void Orders issued in the countries of the Levant under French Mandate (see Statement H)			Void Orders issued in Great Britain (see Statement H)		
Allowance of ½ % on total amount of Orders paid in Great Britain			Allowance of ½ % on total amount of Orders paid in the countries of the Levant under French Mandate ...		
Total credit of Great Britain			Total credit of the countries of the Levant under French Mandate ...		
Deduct :			*Deduct :*		
Credit of the countries of the Levant under French Mandate			Credit of Great Britain		
Balance in favour of Great Britain ...			Balance in favour of the countries of the Levant under French Mandate		

APPENDICE F

Mois de ..... 192...

Compte détaillé des Mandats-Poste tirés des Pays du Levant sous mandat français sur la Grande-Bretagne pendant le mois ci-dessus mentionné.

Numéros du Bordereau	Numéros internationaux des Mandats suivant Bordereau		Total du Bordereau	Observations
	de	à		
			£ s. d.	
		Total ...		

Mois de ..... 192...

Compte détaillé des Mandats-Poste tirés de la Grande-Bretagne sur les Pays du Levant sous mandat français pendant le mois ci-dessus mentionné.

Numéros du Bordereau	Numéros internationaux des Mandats suivant Bordereau		Total du bordereau	Observations
	de	à		
			£ s. d.	
		Total ...		

APPENDIX F.

Month of ..... , 192...

Detailed Account of Money Orders advised from the countries of the Levant under French Mandate to Great Britain during the Month mentioned above.

Number of the List	International Numbers of the Orders according to the List		Total of the List.	Remarks
	From.	To.		
			£ s. d.	
		Total ...		

Month of ..... , 192...

Detailed Account of Money Orders advised from Great Britain to the countries of the Levant under French Mandate during the Month mentioned above.

Number of the List	International Numbers of the Orders according to the List		Total of the List	Remarks
	From.	To.		
			£ s. d.	
		Total ...		

APPENDICE G

Bordereau des Mandats-Poste émis dans les Pays du Levant sous mandat français dont le remboursement a été autorisé par le Bureau d'échange de Londres et dont le montant total a été déduit du crédit de la Grande-Bretagne dans le compte général du mois de ..... 192...

Numéro du bordereau	Date du bordereau	Numéro international du titre	Numéro d'origine du titre	Bureau d'émission	Montant	Observations
					£ s. d.	

Bordereau des Mandats-Poste émis ou en transit par la Grande-Bretagne dont le remboursement a été autorisé par le Bureau d'échange de Beyrouth et le montant total a été déduit du crédit des Pays du Levant sous mandat français dans le compte général du mois de..... 192...

Numéro du bordereau	Date du bordereau	Numéro international du titre	Numéro d'origine du titre	Date d'émission	Bureau d'émission	Montant	Observations
						£ s. d.	

APPENDIX G.

List of Money Orders issued in the countries of the Levant under French Mandate repayment of which has been authorised by the London Office, and the total amount of which has been deducted from the credit of Great Britain in the General Account for the Month of ..... , 192...

Number of List	Date of List	International Number of Order	Original Number of Order	Office of Issue	Amount	Remarks
					£ s. d.	

List of Money Orders issued in Great Britain and beyond, repayment of which has been authorised by the Beirut Office of Exchange, and the total amount of which has been deducted from the credit of the countries of the Levant under French Mandate, in the General Account for the Month of ....., 192...

Number of List	Date of List	International Number of Order	Original Number of Order	Date of Issue	Office of Issue	Amount	Remarks
						£ s. d.	

APPENDICE H

Bordereau de Mandats-Poste annulés émis aux Pays du Levant sous mandat français dont le total a été déduit du crédit de la Grande-Bretagne dans le compte général du mois de ..... 192...

Numéro du bordereau	Date du bordereau	Numéro international du titre	Numéro original du titre	Bureau d'émission	Montant	Observations
					£ s. d.	

Bordereau de Mandats-Poste annulés émis dans la Grande-Bretagne ou en transit par ce pays, dont le montant total a été déduit du crédit des Pays du Levant sous mandat français dans le compte général du mois de ....., 192...

Numéro du bordereau	Date du bordereau	Numéro international du titre	Numéro original du titre	Bureau d'émission	Montant	Observations
					£ s. d.	

APPENDIX H.

List of Void Money Orders issued in the countries of the Levant under French Mandate, the total of which has been deducted from the credit of Great Britain in the General Account for the Month of ....., 192...

Number of List	Date of List	International Number of Order	Original Number of Order	Office of Issue	Amount	Remarks
					£ s. d.	

List of Void Money Orders issued in Great Britain and beyond, the total of which has been deducted from the credit of the countries of the Levant under French Mandate in the General Account for the Month of ....., 192...

Number of List	Date of List	International Number of Order	Original Number of Order	Office of Issue	Amount	Remarks
					£s. d.	

N° 1927.

JAPON
ET NOUVELLE-ZÉLANDE

Echange de notes réglant provisoirement les relations entre les deux pays en matière de commerce, de douane et de navigation, en attendant l'adhésion de la Nouvelle-Zélande au Traité de commerce et de navigation anglo-japonais du 3 avril 1911 et à la Convention complémentaire du 30 juillet 1925. Wellington, le 24 juillet 1928.

JAPAN
AND NEW ZEALAND

Exchange of Notes provisionally regulating the Relations between the two Countries in Matters of Commerce, Customs and Navigation, pending the Accession of New Zealand to the Anglo-Japanese Treaty of Commerce and Navigation of April 3, 1911, and the Supplementary Convention thereto of July 30, 1925. Wellington, July 24, 1928.

No. 1927. — EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN THE JAPANESE GOVERNMENT AND THE NEW ZEALAND GOVERNMENT PROVISIONALLY REGULATING THE RELATIONS IN MATTERS OF COMMERCE, CUSTOMS AND NAVIGATION, PENDING THE ACCESSION OF NEW ZEALAND TO THE ANGLO-JAPANESE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION[2] OF APRIL 3, 1911, AND THE SUPPLEMENTARY CONVENTION[3] THERETO OF JULY 30, 1925. WELLINGTON, JULY 24, 1928.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 11 *janvier* 1929.

I.

DOMINION OF NEW ZEALAND.
PRIME MINISTER'S OFFICE.
(F 4985/220/23)
C. 30/224.

WELLINGTON, *July 24th*, 1928.

SIR,

I have the honour to inform you that pending the eventual adhesion of New Zealand to the Treaty of Commerce and Navigation between Great Britain and Japan and the Supplementary Convention thereto, signed at London on April 3rd, 1911, and July 30th, 1925, respectively, the New Zealand Government are prepared to accord to Japan, on and after August 9th, 1928, the same treatment in matters of commerce, customs and navigation as is or may be accorded to the most favoured foreign country, provided that the Japanese Government grant to New Zealand the same treatment in matters of commerce, customs and navigation.

It is understood that the aforesaid treatment shall continue in force until the expiration of three months from the date on which the New Zealand Government shall have denounced it.

I have, etc.,

(Signed) J. G. COATES,
Prime Minister.

Iyemasa Tokugawa, Esq., O.B.E.,
Japanese Consul-General.

[1] Entré en vigueur le 9 août 1928.
[2] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VIII, page 413.
[3] Vol. LXV, page 29, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 1927. — ÉCHANGE DE NOTES [2] ENTRE LE GOUVERNEMENT DU JAPON ET LE GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE RÉGLANT PROVISOIREMENT LES RELATIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE, DE DOUANE ET DE NAVIGATION EN ATTENDANT L'ADHÉSION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE AU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ANGLO-JAPONAIS [3] DU 3 AVRIL 1911 ET A LA CONVENTION COMPLÉMENTAIRE [4] DU 30 JUILLET 1925. WELLINGTON, LE 24 JUILLET 1928.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Exchange of Notes took place January 11, 1929.

I.

DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE.
CABINET DU PREMIER MINISTRE.
(F. 4985/220/23)
C. 30/224

WELLINGTON, *le* 24 *juillet* 1928.

MONSIEUR LE CONSUL GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en attendant l'adhésion éventuelle de la Nouvelle-Zélande au Traité de Commerce et de Navigation conclu entre la Grande-Bretagne et le Japon et à la Convention complémentaire, signés à Londres le 3 avril 1911 et le 30 juillet 1925 respectivement, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande est prêt à accorder au Japon, à partir du 9 août 1928, en matière de commerce, de douane et de navigation, le même traitement que celui qui est ou pourra être accordé au pays étranger le plus favorisé, à condition que le Gouvernement japonais accorde à la Nouvelle-Zélande le même traitement en matière de commerce, de douane et de navigation.

Il est entendu que le régime ci-dessus sera maintenu jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande aura dénoncé le présent arrangement.

Veuillez agréer, etc.

Le Premier Ministre,
(Signé) J. G. COATES.

Monsieur Iyemasa Tokugawa, O.B.E.,
Consul général du Japon.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force August 9, 1928.

[3] *British and Foreign State Papers*, Vol. 104, page 159.

[4] Vol. LXV, page 29, of this Series.

II.

WELLINGTON, NEW ZEALAND, *July* 24th, 3 *Shōwa* 1928.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note dated the 24th instant, on the subject of the treatment to be accorded by the New Zealand Government to Japan in matters of commerce, customs and navigation, pending the eventual adhesion of New Zealand to the Treaty of Commerce and Navigation between Japan and Great Britain and the Supplementary Convention thereto, signed at London on April 3rd, 1911, and July 30th, 1925, respectively.

Under instructions from my Government, I beg to inform you that the Japanese Government are prepared on their side to accord to New Zealand, on and after August 9th, 1928, the same treatment in matters of commerce, customs and navigation as is or may be accorded to the most favoured foreign country, provided that the New Zealand Government grant to Japan the same treatment in matters of commerce, customs and navigation, it being understood that the aforesaid treatment shall continue in force until the expiration of three months from the date on which the Japanese Government shall have denounced it.

I have, etc.,

(Signed) IYEMASA TOKUGAWA,
Japanese Consul-General.

The Right Honourable J. G. Coates, P.C., M.C.,
Prime Minister,
Wellington, New Zealand.

II.

WELLINGTON, NOUVELLE-ZÉLANDE, *le 24 juillet, 3 Showa* 1928.

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date du 24 courant, relative au traitement qui sera accordé au Japon par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande en matière de commerce, de douane et de navigation, en attendant l'adhésion éventuelle de la Nouvelle-Zélande au Traité de commerce et de navigation conclu entre le Japon et la Grande-Bretagne, ainsi qu'à la Convention complémentaire, signés à Londres le 3 avril 1911 et le 30 juillet 1925 respectivement.

Conformément aux instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement japonais est prêt, de son côté, à accorder à la Nouvelle-Zélande, à partir du 9 août 1928, en matière de commerce, de douane et de navigation, le même traitement que celui qui est ou pourra être accordé au pays étranger le plus favorisé, à condition que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande accorde au Japon le même traitement en matière de commerce, de douane et de navigation ; il est entendu que le régime susmentionné sera maintenu jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois, à compter de la date à laquelle le Gouvernement japonais aura dénoncé le présent arrangement.

Veuillez agréer, etc.

Le Consul général du Japon,
(Signé) IYEMASA TOKUGAWA.

Le Très Honorable J. G. Coates, P.C., M.C.,
Premier Ministre,
Wellington, Nouvelle-Zélande.

N° 1928.

ALLEMAGNE ET GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD

Accord concernant le reliquat provenant de la liquidation des biens allemands en Chine. Signé à Londres, le 26 juillet 1928.

GERMANY AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

Agreement relating to the Surplus of German Property in China. Signed at London, July 26, 1928.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1928. — AGREEMENT BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN AND THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH RELATING TO THE SURPLUS OF GERMAN PROPERTY IN CHINA. SIGNED AT LONDON JULY 26, 1928.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 11 *janvier* 1929.

Whereas there remain in the hands of the British Custodian of Enemy Property in China certain sums after providing for the debts as at present ascertained and referred to in the Anglo-German Agreement relating to German Debts and Property in China of the 5th April, 1923[1], (hereinafter called " the China Agreement "), and after providing for certain releases to individuals as at present ascertained ;

And whereas the German Government has requested His Britannic Majesty's Government in Great Britain to hand over these sums for the benefit of the persons entitled thereto ;

THE DELEGATE OF HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN, on the one hand, and THE DELEGATE OF THE GERMAN GOVERNMENT, on the other hand, being duly empowered thereto, have agreed upon the following provisions :—

[1] Vol. XVII, page 173 ; et vol. XXIV, page 188, de ce recueil.

N° 1928. — ABKOMMEN ZWISCHEN DER REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHS UND DER KÖNIGLICH BRITANNISCHEN REGIERUNG IN GROSSBRITANNIEN BETREFFEND DIE ÜBERSCHÜSSE DEUTSCHEN VERMÖGENS IN CHINA, GEZEICHNET IN LONDON, AM 26. JULI 1928.

English and German official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place January 11, 1929.

Da in Händen des britischen Custodian feindlichen Vermögens in China gewisse Summen verbleiben, nachdem die bisher festgestellten unter das Deutsch-Englische Abkommen betreffend deutsche Schulden und deutsches Eigentum in China[1] vom 5. April 1923 (im folgenden „China-Abkommen" genannt) fallenden Schulden abgedeckt und gewisse bisher festgestellte Beträge einzelnen Privatpersonen freigegeben worden sind ;

Und da die deutsche Regierung an die königlich britannische Regierung in Grossbritannien das Ersuchen gerichtet hat, diese Summen zu Gunsten der berechtigten Personen herauszugeben ;

Sind die gehörig bevollmächtigten VERTRETER DER DEUTSCHEN REGIERUNG einerseits und DER KÖNIGLICH BRITANNISCHEN REGIERUNG IN GROSSBRITANNIEN andererseits über folgende Bestimmungen über-eingekommen :

[1] Vol. XVII, page 173 ; and Vol. XXIV, page 188, of this Series.

I.

1. His Britannic Majesty's Government in Great Britain will pay immediately the sum of 2,055,574.75 Shanghai taels to the German Government for transmission to the persons entitled thereto.

2. His Britannic Majesty's Government in Great Britain is reserving the sum of 356,506.64 Shanghai taels to meet further British claims payable under the China Agreement, and agrees to pay to the German Government for transmission as aforesaid any surplus of this sum remaining after deduction of the capital amounts only hereafter definitely ascertained by agreement or by decision of the tribunal of the claims notified within the period mentioned hereafter under (V) 2.

3. A further sum of 190,108.74 Shanghai taels is reserved by His Britannic Majesty's Government in Great Britain to meet further claims for the release of property. In so far as this sum may not be released, it will be paid to the German Government for transmission as aforesaid.

II.

His Britannic Majesty's Government in Great Britain will further hand over immediately to the German Government, without any deduction, the proceeds of German property in China received after the 5th April, 1923, *i.e.*, the sum of 53,639.03 Shanghai taels, as contained in the list annexed hereto, together with interest earned thereon amounting to 11,030.29 Shanghai taels.

III.

1. The German Government agrees and undertakes to indemnify His Britannic Majesty's Government in Great Britain, its officials and agents from and against all actions, claims, demands and costs arising out of any claim by any person in respect of the property retained or liquidated under the China Treaty of Peace

I.

1. Die königlich britannische Regierung in Grossbritannien wird an die deutsche Regierung den Betrag von 2.055.574,75 Shanghai Taels zur Weiterleitung an die dazu berechtigten Personen sofort auszahlen.

2. Die königlich britannische Regierung in Grossbritannien behält den Betrag von 356.506,64 Shanghai Taels zur Abdeckung britischer Forderungen zurück, die auf Grund des China-Abkommens noch zu befriedigen sind, und übernimmt es, der deutschen Regierung zu dem gleichen Zwecke einen etwaigen Ueberschuss dieser Summe auszuzahlen, der nach Abzug der durch Vereinbarung oder Entscheidung des Schiedsgerichts endgültig festgesetzten Beträge lediglich des Kapitals derjenigen Forderungen übrig bleiben wird, die innerhalb der unter Ziffer (V) 2 vorgesehenen Frist notificiert sind oder werden.

3. Ausserdem wird ein Betrag von 190.108,74 Shanghai Taels von der königlich britannischen Regierung in Grossbritannien zur Befriedigung weiterer Einzelanträge auf Freigabe von Vermögen zurückbehalten. Soweit dieser Betrag nicht auf diese Anträge freigegeben werden sollte, wird er an die deutsche Regierung zu dem unter 1. bezeichneten Zwecke ausgezahlt werden.

II.

Die königlich britannische Regierung in Grossbritannien wird ferner der deutschen Regierung ohne jeden Abzug diejenigen Erlöse aus dem deutschen Vermögen in China sofort auszahlen, die nach dem 5. April 1923 vereinnahmt sind, nämlich den Betrag von 53.639,03 Shanghai Taels, wie er in der Anlage beigefügten Liste aufgeführt ist, nebst den daraus gezogenen Zinsen in Höhe von 11.030,29 Shanghai Taels.

III.

1. Die deutsche Regierung übernimmt es, die königlich britannische Regierung in Grossbritannien, ihre Beamten und Vertreter wegen aller Ansprüche und Klagen, die von irgendeiner Person in Bezug auf Vermögen erhoben werden sollten, das unter Berufung auf die „China Treaty of Peace Order, 1919", oder die China be-

Order, 1919, and/ or the King's Regulations relating to China, provided always that such indemnity shall not apply to any case where the property or its proceeds may have been delivered up or may hereafter be delivered up to any private person not entitled thereto by the British authorities.

2. In the event of any claim being made against His Britannic Majesty's Government in Great Britain, its officials and agents in regard to the said property or any part thereof His Britannic Majesty's Government in Great Britain will notify the German Government that such a claim has been made and will consult with the German Government as to the best method of dealing therewith, and, in so far as may be possible, will act in agreement with the German Government. In case, however, of disagreement, the German Government shall only be liberated from its undertaking to indemnify His Britannic Majesty's Government in Great Britain in any particular case if it be established that the action desired by the German Government is necessary and justifiable having regard to the questions of law and fact involved in that case.

IV.

His Britannic Majesty's Government in Great Britain will take all necessary steps to remove from the operation of the China Treaty of Peace Order, 1919, and/ or the King's Regulations relating to China all German property, rights and interests remaining under the control of the British authorities and not yet realised whether such property, rights or interests have been previously vested in the custodian or otherwise placed under control.

V.

1. The carrying through of this agreement and of the China Agreement shall in future be dealt with exclusively by the British and German clearing offices.

treffenden „King's Regulations" zurückbehalten oder liquidiert worden ist, sowie wegen der aus solchen Klagen erwachsenden Kosten schadlos zu halten. Diese Schadloshaltung findet aber in solchen Fällen nicht statt, in denen das Vermögen oder sein Erlös von den britischen Behörden einer nicht berechtigten Privatperson ausgehändigt worden ist oder in Zukunft ausgehändigt werden sollte.

2. Falls ein Anspruch gegen die königlich britannische Regierung in Grossbritannien, ihre Beamten oder Vertreter hinsichtlich dieses Vermögens oder eines Teils deises Vermögens erhoben werden sollte, wird die königlich britannische Regierung in Grossbritannien der deutschen Regieriung davon Mitteilung machen, mit der deutschen Regierung über die beste Art der Behandlung dieses Anspruchs ins Benehmen treten und, insoweit irgend möglich, im Einvernehmen mit der deutschen Regierung vorgehen. Sofern jedoch in einem Sonderfalle eine Einigung nicht zustande kommt, wird die deutsche Regierung von der Verpflichtung, die königlich britannische Regierung in Grossbritannien schadlos zu halten, nur dann befreit, wenn nachgewiesen wird, dass das von der deutschen Regierung gewünschte Vorgehen in diesem Falle nach tatsächlichen oder rechtlichen Gesichtspunkten notwendig und zu rechtfertigen war.

IV.

Die königlich britannische Regierung in Grossbritannien wird alle erforderlichen Massnahmen ergreifen, um die Anwendung der Bestimmungen der „China Treaty of Peace Order, 1919", und der China betreffenden „King's Regulations" auf sämtliche deutschen Güter, Rechte und Interessen, die unter Kontrolle der britischen Behörden verblieben und bis jetzt noch nicht liquidiert sind, aufzuheben, gleichviel, ob diese Vermögensgegenstände früher auf den britischen „custodian" übertragen („vested") oder in anderer Weise unter Kontrolle gestellt worden sind.

V.

1. Die Durchführung dieses Abkommens und des China-Abkommens wird in Zukunft ausschliesslich durch das deutsche und das britische Ausgleichsamt erfolgen.

2. The China Agreement shall only apply to such German debts which under that agreement have already been notified to the German authorities or may be notified to the German clearing office before the 1st October, 1928.

VI.

This agreement shall be a final settlement of all questions arising out of the retention, liquidation or other dealing with the said property in China by or on behalf of His Britannic Majesty's Government in Great Britain. It is understood, however, that this agreement is to be entirely without prejudice to the views of the parties upon any question arising otherwise than in connexion with the subject-matter of this agreement.

VII.

Any difference which may arise between the Governments or the clearing offices as to the interpretation or application of this agreement may be referred by either Government or clearing office to the Anglo-German Mixed Arbitral Tribunal, whose decision shall be final.

Done, in duplicate, at London, in English and German texts, the 26th July, 1928.

J. B. KNIGHT.

2. Das China-Abkommen findet ausschliesslich auf solche deutsche Schulden Anwendung, die auf Grund des China-Abkommens deutschen Behörden bereits notificiert worden sind oder dem deutschen Ausgleichsamt vor dem 1. Oktober 1928 notificiert werden.

VI.

Dieses Abkommen regelt endgültig alle Fragen hinsichtlich der von der königlich britannischen Regierung in Grossbritannien oder in ihrem Namen vorgenommenen Zurückbehaltung, Liquidation oder sonstigen Behandlung des genannten Vermögens in China. Es besteht jedoch Einverständnis darüber, dass aus diesem Abkommen in Bezug auf Angelegenheiten, die nicht seinen Gegenstand bilden, in keiner Richtung Folgerungen für die Auffassung der Vertragsparteien über irgendeine Frage gezogen werden können.

VII.

Alle Streitigkeiten, die zwischen Regierungen oder den Ausgleichsämtern über die Auslegung oder Anwendung dieses Abkommens entstehen sollten, können durch jede der beiden Regierungen oder jedes der beiden Ausgleichsämter dem deutsch-englischen gemischten Schiedsgericht unterbreitet werden, dessen Entscheidung endgültig ist.

In doppelter Urschrift ausgefertigt in London in deutscher und englischer Sprache am 26. Juli 1928.

FUCHS.

ANNEX.

CONTROLLER AND CUSTODIAN OF ENEMY PROPERTY IN CHINA.

Proceeds of German Property in China received after April 5, 1923.

Serial No.	Name.	Balance as on March 31, 1928. Shanghai Taels.
2	M. F. Alsberg (deceased)	2,647.37
3	Ludwig V. Amelunxen	22.29
6	J. W. Bandow	7.00
8	G. Bauer	221.26
10	R. Behn	0.97
11	Ernest Behr	14.54
14	Dr H. Betz	3.88
17	Karl Blickle	9.69
18	Dr. G. Blumenstock	63.00
19	H. C. Bock	1,832.86
20	Carl Bodiker and Co	187.56
22	C. E. Boeddinghaus	58.16
24	E. Bohme	1.72
25	F. Boos	110.63
28	R. Braim	15.56
31	K. Buhr	0.90
32	F. A. Burchardi (deceased) (found to be Stateless and to be paid out)	19.60
33	Walter Busse	1.94
34	Carlowitz and Co.	591.08
35	China Alkali Company	3.73
37	Continental Insurance Company	12,270.87
38	Reimers Cocqui	323.43
39	Walter Corsep	0.97
40	G. Detring	331.89
41	Deutsche Asiatische Bank	4,043.75
42	H. Diedrichsen and Co.	0.92
44	Olga Disch	0.97
46	Mrs. S. Eickhoff	3.75
47	Fritz Emmerich	1.88
48	Mrs. M. Emmerich	0.84
49	Willy Emmerich	1.62
50	J. E. C. O. A. A. Enigk	14.54
52	E. Fischer	4.51
53	P. Fock	38.79
54	W. and or Mrs. Marie Fohse	1.15
55	A. Forkel	21.32
56	Mrs Freuthenthal (deceased)	57.00
60	E. Futterer	1.12
62	Garrels Borner and Co.	8.36
63	Freddy Gensburger	2.03
64	E. Gerecke	16.00
64	German Admiralty *re* S.M.S. "Worth"	8.15
65	A. Gese	10.66
66	Emil Gipperich	69.00
68	Miss E. Goocke	1.59
69	G. de Greph	1.05
70	Dr. O. Gumprecht	29.08
72	J. H. Haebig	19.39
73	L. F. H. Hake	4.57
74	C. von Hanneken	221.26
75	P. Hansen	9.69
76	Frank Harcks	156.54
77	Hermann Hess	0.81
78	Hermann Havemann	39.74
81	Hermann Henkel	1.94
83	Friedrich Hennigen	19.39
84	A. Henze	485.99
85	Friedrich Hermann	14.54
87	Horst Hierling	0.72
88	Dr. F. Hirth (deceased)	3,742.01
89	Max Hoerter	459.45
90	Carl Hoffmann	3.50
92	Dr. E. Hoffmann	11.63
93	Hotung Baugesellschaft	6.50
95	Carl Hundertmark	4.85
96	Magda Huschke	4.85
97	H. J. J. Ipland	24.23
99	J. Jaspersen	542.49
100	Hans Jertrum	48.46
102	M. Jordon	19.39
104	G. Kalkofen	0.74
105	H. F. C. Kalkofen	24.00
106	R. Kalkofen	0.74
108	Emil Kellner	10.41
110	Kirchner and Boger	2,689.51
111	Carl Klarer	690.00
113	George Kleinwort	72.70
114	B. Kloeber	4.18
115	Harry G. Klyhn	1.20
116	Capt F. C. Knitschky	11.74
117	Alfred Chas. Koch	1.56
118	A. G. Kohler	5.48
119	Paul Konig	33.60
121	Alfred Korn	63.60
122	A. Kramer	7.97
123	Mrs P. Kranz	5.69
124	Mrs. Dora Kreidt	19.05
125	Otto Kreier	14.54
126	Fritz Kronenberg	19.46
129	Mrs. Sofie Kunnicke	10.18
130	Capt. J. Kupsch	53.81
131	F. B. Land	91.00
132	A. Lange	1.45
134	A. R. Lepper	14.54
138	N. R. Liessmann	27.35
140	M. Luders	1.12
141	Carl Luehrs	5.81
142	Dora Luehrs	0.97

Serial No.	Name.	Balance as on March 31, 1928. Shanghai Taels.
143	Miss R. Lusher	12.68
144	Ellen Marcus	1.27
145	Miss C. M. Mayer	123.70
146	H. V. Melchers	0.79
147	William Meller	118.80
151	H. L. Meyer	0.94
153	W. Meyerink	248.23
154	Michaelsen and Co., G. M. B. H.	168.63
157	L. Miser or Meiser	2.77
159	Mrs. von Mollendorff	218.12
160	Theodor Morat	103.80
161	Dr. Max Mueller	1.94
164	F. Muller	5.22
167	P. Muller	1.38
168	O. Nassauer	183.75
169	H. Nellner	4.85
170	O. Neumann	1.94
171	L. Nonchen	5,531.50
172	H. Ohlerich	4.85
173	Ernst Ohlmer (deceased) (Stateless and refunded March 30, 1928)	658.76
174	Louise Paeplow	2.90
175	W. Pape	110.63
176	G. E. Pappier (see 186)	300.94
177	Pasedag and Co.	266.54
178	Fritz Pasche	10.26
179	Mrs. Marthe Pasche	1.15
181	Dr Erich Paulun (deceased)	19.39
182	O. P. G. von Pawel-Ramingen	11.63
183	F. Pferdekampfer (deceased)	908.37
184	J. D. H. Plambeck (Mrs. ?)	126.01
185	Peter Plambeck	9.69
186	Dr. Edward Papellier	24.23
187	Bernhard Plaschke	25.20
188	Mrs. B. Plaschke	2.82
189	Rudolph Pohl	48.46
190	C. Praschma	293.12
191	Hans Prieger	14.54
192	Heinrich Probst	9.69
194	Wilhelm Puche	9.69
195	Fritz Pupke	5.12
197	Marie E. Raspe	19.39
198	J. Walter Reichau	9.69
199	Erich Rentel	9.69
200	W. Rheinhardt	127.50
202	G. Ritter	442.52
203	Anna Bertha Roeper	22.29
204	Mrs Roese	2.26
205	Carl Rohde	30.05
207	Rohde and Co.	3.50
209	Anna Rosenbaum	1.94
210	F. W. Rosenbaum	2.07
211	C. W. Rost	10.80
212	Friedrich L.Roth	9.69
213	C. Rump	331.89
214	Geshorn Rydberg	1.20
223	Andreas Schau	70.13
224	Richard Schaub	14.54
227	H. Schell	110.63
229	Max Schindewolf	38.88
230	J. G. E. E. Schipper	24.23
231	Paul Schurbaum	1.94
232	W. H. E. Schlettwein	21.89
233	Johannes Schlingmann	9.69
234	H. Schuetter	11.06
235	Albert H. T. Schmidt	15.13
236	Felix Schmidt	8.72
237	F. P. Paul Schmidt	4,093.31
238	Paul Schmidt	19.39
239	Mrs E. M. Schmidt	3.59
240	Otto Schnack	58.60
241	E. Ernst Schneider	3.29
242	Erna Ida Schneider	46.80
243	Mrs. M. Schneider	7.08
244	Theodor Schneider	40.44
246	Conrad Scholz A. G.	190.69
247	Max R. W. Schrœder	9.69
248	H. Schrœter	331.89
249	Joseph Schubert	—
250	Mrs. M. Schultz	1.82
251	Schultz Bunemann and Co., Bremen	337.52
255	Ena Seidel	2.92
256	P. J. Seiberg	19.39
257	Siemens China Company	602.75
258	G. T. Siemssen (deceased)	75.00
259	Mrs. Dolly Siemssen	20.78
261	Siemssen and Co.	1,977.30
263	George Sinnecker	162.00
264	Max Slevogt	96.93
265	Mrs Snethlage	240.00
266	C. H. W. Sommer	3.17
267	F. H. O. Sommer	4.33
268	Fritz Sommer	221.26
269	K. F. A. Sommer	5.36
271	R. Stahlberg	13.94
273	Rudolf Steinberg	4.85
274	Reinhold Stephen	32.68
275	Mrs. A. Stepharius	54.69
276	Erich Stepharius	8.03
277	Holde Stiebritz	—
278	C. Streither	20.41
279	Egmond Struckmeyer	3.23
280	Ernst Otto Struckmeyer	135.42
282	K. H. Suhr	3.73
283	Mrs. M. Susemihl	92.94
284	H. Tardel	57.45
285	A. Thomsen	58.16
289	Walter Truemann	9.69
290	Edward Tummeley	4.85
292	E. H. Viez	21.51
294	Capt. W. Vogeler	76.07
295	M. C. T. Vollert	4.85
296	G. J. Walther	39.35

Serial No.	Name.	Balance as on March 31, 1928. Shanghai Taels.
298	Miss V. Walther	40.17
299	Willie Weber	9.44
300	Martin Wehle	24.23
301	Albrecht Welzel	19.39
303	Wilke & Mielenhausen . . .	4.30
304	Otto Winter	15.51
306	C. Wittmuss (deceased) . . .	10.83
307	Johannes Wolf	19.39
308	Capt. Carl Wolff	9.69
309	Carl Wolff (see file 816) . . .	1,155.27
312	Miss Clara Wolter (now Mrs. H. Justus)	6.68
313	Miss Elsa Wolter (now Baroness Wiesser)	6.10
315	James Wolter	4.49
316	Miss Jean Wolter (now Frau Eltel)	6.21
		54,297.79
	Less Ohlmer, refunded March 30, 1928	658.76
	Net Balance as on March 31, 1928	53,639.03

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 1928. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN GRANDE-BRETAGNE ET LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND CONCERNANT LE RELIQUAT PROVENANT DE LA LIQUIDATION DES BIENS ALLEMANDS EN CHINE, SIGNÉ A LONDRES, LE 26 JUILLET 1928.

Attendu qu'il reste certaines sommes entre les mains du Séquestre britannique des biens ennemis en Chine, compte tenu des dettes d'ores et déjà fixées et visées par l'Accord germano-anglais du 5 avril 1923, concernant les dettes allemandes et les biens allemands en Chine (accord ci-après désigné sous le nom d' « Accord de Chine »), ainsi que de certains montants d'ores et déjà fixés et mis à la disposition de divers particuliers ;

Et que le Gouvernement allemand a prié le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne de lui remettre ces sommes au profit des ayants-droit ;

LE REPRÉSENTANT DU GOUVERNEMENT ALLEMAND, d'une part, et LE REPRÉSENTANT DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE, d'autre part, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions ci-après :

I

1. Le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne versera immédiatement au Gouvernement allemand la somme de 2 055 574, 75 taëls de Chang-Hai, à charge, pour ce dernier de la transmettre aux ayants-droit.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne conserve la somme de 356 506,64 taëls de Chang-Hai pour éteindre les créances britanniques qui pourraient être encore présentées et auxquelles satisfaction devrait être donnée en vertu de l'Accord de Chine, et s'engage à verser aux mêmes fins, au Gouvernement allemand, tout reliquat de cette somme, déduction faite du capital seulement des créances qui auront été définitivement fixées, soit par voie d'accord, soit par décision du Tribunal arbitral, et qui ont été ou seront notifiées dans le délai prévu ci-après, à l'alinéa 2 de l'article V.

3. En outre, le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne conserve une somme de 190 108,74 taëls de Chang-Hai, afin de donner satisfaction aux nouvelles demandes en restitution de biens que pourraient présenter des particuliers. Au cas où cette somme ne serai pas restituée à la suite desdites demandes, elle sera versée au Gouvernement allemand, aux fins mentionnées à l'alinéa 1.

II.

En outre, le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne versera immédiatement, et sans aucune déduction, au Gouvernement allemand, les produits de la vente des biens allemands en Chine encaissés après le 5 avril 1923, à savoir, la somme de 53 639,03 taëls de Chang-Hai, figurant dans la liste jointe en annexe au présent accord, ainsi que les intérêts de ladite somme, s'élevant à 11 030,29 taëls de Chang-Hai.

III.

1. En ce qui concerne toutes réclamations ou demandes qui seraient présentées par une personne quelconque au sujet de biens séquestrés ou liquidés aux termes du « China Treaty of Peace Order, 1919 », ou des « King's Regulations » relatives à la Chine, contre le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne, ses fonctionnaires ou ses représentants, le Gouvernement allemand s'engage à se substituer audit gouvernement et à ses fonctionnaires ou représentants et à prendre à sa charge les frais résultant desdites réclamations ou demandes. Toutefois, cette substitution n'aura pas lieu dans les cas où les biens ou le produit de leur vente auraient été ou seraient ultérieurement remis par les autorités britanniques à un particulier qui n'y aurait pas droit.

2. Au cas où une réclamation serait présentée, en ce qui concerne ces biens ou une partie de ces biens, contre le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne, ses fonctionnaires ou ses représentants, le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne avisera le Gouvernement allemand, examinera, de concert avec celui-ci, la meilleure manière de donner suite à cette réclamation et, dans la mesure du possible, agira d'un commun accord avec le Gouvernement allemand. Si, toutefois, dans un cas d'espèce, il n'est pas possible d'aboutir à une entente, le Gouvernement allemand ne sera libéré de l'obligation de se substituer au Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne que s'il est établi que la procédure désirée par le Gouvernement allemand dans ce cas particulier est nécessaire et justifiable en fait ou en droit.

IV.

Le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne prendra toutes les mesures nécessaires pour que les dispositions du « China Treaty of Peace Order, 1919 » et des « King's Regulations » relatives à la Chine, cessent d'être appliquées à tous les biens, droits et intérêts allemands qui sont restés sous le contrôle des autorités britanniques et ne sont pas encore liquidés, que ces biens droits et intérêts aient été antérieurement confiés au Séquestre britannique ou placés sous contrôle de toute autre manière.

V.

1. L'exécution du présent accord et de l'Accord de Chine incombera désormais exclusivement aux Offices de compensation allemand et britannique.

2. L'Accord de Chine s'appliquera exclusivement aux dettes allemandes qui, aux termes dudit accord, ont déjà été notifiées aux autorités allemandes ou seront notifiées à l'Office de compensation allemand avant le 1er octobre 1928.

VI.

Le présent accord règle définitivement toutes les questions concernant les mesures de séquestre, de liquidation ou toutes autres dispositions prises à l'égard desdits biens en Chine par le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne ou en son nom. Il est toutefois entendu que le présent accord ne préjuge nullement l'opinion des parties sur toute question n'ayant pas de rapport avec l'objet dudit accord.

VII.

Tout différend qui pourrait s'élever entre les gouvernements ou les Offices de compensation au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent accord pourra être soumis par chacun des deux gouvernements ou chacun des deux Offices de compensation au Tribunal arbitral mixte germano-anglais, dont la décision sera sans appel.

Fait en double original à Londres, en langue allemande et en langue anglaise, le 26 juillet 1928.

J. B. KNIGHT. FUCHS

ANNEXE

CONTROLEUR ET SÉQUESTRE DES BIENS ENNEMIS EN CHINE.

Produits de la vente de biens allemands en Chine, encaissés après le 5 avril 1923.

N° d'ordre	Nom.	Solde au 31 mars 1928 en taels de Changhaï
2	M. F. Alsberg (décédé)	2.647,37
3	Ludwig V. Amelunxen	22,29
6	J. W. Bandow	7,00
8	G. Bauer	221,26
10	R. Behn	0,97
11	Ernest Behr	14,54
14	Dr H. Betz	3,88
17	Karl Blickle	9,69
18	Dr G. Blumenstock	63,00
19	H. C. Bock	1.832,86
20	Carl Bodiker & Cie	187,56
22	C. E. Boeddinghaus	58,16
24	E. Bohme	1,72
25	F. Boos	110,63
28	R. Braim	15,56
31	K. Buhr	0,90
32	F. A. Burchardi (décédé) le décédé ayant été reconnu sans nationalité, il a été constaté que le montant devait être remboursé	19,60
33	Walter Busse	1,94
34	Carlowitz & Cie	591,08
35	China Alkali Company	3,73
37	Continental Insurance Company	12.270,87
38	Reimers-Cocqui	323,43
39	Walther Corsep	0,97
40	G. Detring	331,89
41	Deutsche Asiatische Bank	4,043,75
42	H. Diedrichsen & Cie	0,92
44	Olga Disch	0,97
46	Madame S. Eickhoff	3,75
47	Fritz Emmerich	1,88
48	Madame M. Emmerich	0,84
49	Willy Emmerich	1,62
50	J. E. C. O. A. A. Enigk	14,54
52	E. Fischer	4,51
53	P. Fock	38,79
54	W. et ou Madame Marie Fohse	1,15
55	A. Forkel	21, 32
56	Madame Freuthenthal (décédée)	57,00
60	E. Futterer	1,12
62	Garrels Borner & Cie	8,36
63	Freddy Gensburger	2,03
64	E. Gerecke	16,00
64	Amirauté allemande, *re* : navire de guerre « Worth »	8,15
65	A. Gese	10,66
66	Emil Gipperich	69,00
68	Mademoiselle E. Goocke	1,59
69	G. de Greph	1,05
70	Dr O. Gumprecht	29,08
72	J. H. Haebig	19,39
73	L. F. H. Hake	4,57
74	C. von Hanneken	221,26
75	P. Hansen	9,69
76	Frank Harcks	156,54
77	Hermann Hess	0,81
78	Hermann Havemann	39,74
81	Hermann Henkel	1,94
83	Friedrich Hennigen	19,39
84	A. Henze	485,99
85	Friedrich Hermann	14,54
87	Horst Hierling	0,72
88	Dr F. Hirth (décédé)	3.742,01
89	Max Hoerter	459,45
90	Carl Hoffmann	3,50
92	Dr E. Hoffmann	11, 63
93	Hotung Baugesellschaft	6,50
95	Carl Hundertmark	4,85
96	Magda Huschke	4,85
97	H. J. J. Ipland	24,23
99	J. Jaspersen	542,49
100	Hans Jertrum	48,46
102	M. Jordon	19,39
104	G. Kalkofen	0,74
105	H. F. C. Kalkofen	24,00
106	R. Kalkofen	0,74
108	Emil Kellner	10,41
110	Kirchner & Boger	2.689,51
111	Carl Klarer	690,00
113	George Kleinwort	72,70
114	B. Kloeber	4,18
115	Harry G. Klyhn	1,20
116	Capitaine F. C. Knitschky	11,74
117	Alfred Chas. Koch	1,56
118	A. G. Kohler	5,48
119	Paul Konig	33,60
121	Alfred Korn	63,60
122	A. Kramer	7,97
123	Madame P. Kranz	5,69
124	Madame Dora Kreidt	19,05
125	Otto Kreier	14,54
126	Fritz Kronenberg	19,46
129	Madame Sofie Kunnicke	10,18
130	Capitaine J. Kupsch	53,81
131	F. B. Land	91,00
132	A. Lange	1,45
134	A. R. Lepper	14,54
138	N. R. Lessmann	27,35
140	M. Luders	1,12

N° d'ordre	Nom.	Solde au 31 mars 1928 en taels de Changhaï
141	Carl Luehrs	5,81
142	Dora Luehrs	0,97
143	Mademoiselle R. Lusher	12,68
144	Ellen Marcus	1,27
145	Mademoiselle C. M. Mayer	123,70
146	H. V. Melchers	0,79
147	William Meller	118,80
151	H. L. Meyer	0,94
153	W. Meyerink	248,23
154	Michaelsen & Cie, Société à responsabilité limitée	168,63
157	L. Miser ou Meiser	2,77
159	Madame von Mollendorff	218,12
160	Theodor Morat	103,80
161	Dr Max Mueller	1,94
164	F. Muller	5,22
167	P. Muller	1,38
168	O. Nassauer	183,75
169	H. Nellner	4,85
170	O. Neumann	1, 94
171	L. Nonchen	5.531,50
172	H. Ohlerich	4,85
173	Ernst Ohlmer (décédé) (sans nationalité, montant remboursé le 30 mars 1928)	658,76
174	Louise Paeplow	2,90
175	W. Pape	110,63
176	G. E. Pappier (voir 186)	300,94
177	Pasedag and Co.	266,54
178	Fritz Pasche	10,26
179	Madame Martha Pasche	1,15
181	Dr Erich Paulun (décédé)	19 ,39
182	O. P. G. von Pawel-Ramingen	11 ,63
183	F. Pferdekampfer (décédé)	908,37
184	J. D. H. Plambeck (Madame ?)	126,01
185	Peter Plambeck	9,69
186	Dr Edward Papellier	24,23
187	Bernhard Plaschke	25,20
188	Madame B. Plaschke	2,82
189	Rudolf Pohl	48,46
190	C. Praschma	293,12
191	Hans Prieger	14,54
192	Heinrich Probst	9,69
194	Wilhelm Puche	9,69
195	Fritz Pupke	5,12
197	Marie E. Raspe	19,39
198	J. Walter Reichau	9,69
199	Erich Rentel	9,69
200	W. Rheinhardt	127,50
202	G. Ritter	442,52
203	Anna Bertha Roeper	22,29
204	Madame Roese	2,26
205	Carl Rohde	30,05
207	Rohde & Cie	3,50
209	Anna Rosenbaum	1,94
210	F. W. Rosenbaum	2,07
211	C. W. Rost	10,80
212	Friedrich L. Roth	9,69
213	C. Rump	331,89
214	Geshorn Rydberg	1,20
223	Andreas Schaub	70,13
224	Richard Schaub	14,54
227	H. Schell	110,63
229	Max Schindewolf	38,88
230	J. G. E. E. Schipper	24,23
231	Paul Schurbaum	1,94
232	W. H. E. Schlettwein	21,89
233	Johannes Schlingmann	9,69
234	H. Schuetter	11,06
235	Albert H. T. Schmidt	15,13
236	Felix Schmidt	8,72
237	F. P. Paul Schmidt	4.093,31
238	Paul Schmidt	19,39
239	Madame E. M. Schmidt	3,59
240	Otto Schnack	58,60
241	E. Ernst Schneider	3,29
242	Erna Ida Schneider	46,80
243	Madame M. Schneider	7,08
244	Theodor Schneider	40,44
246	Conrad Scholz S. A.	190,69
247	Max R. W. Schroeder	9,69
248	H. Schroeter	331,89
249	Joseph Schubert	—
250	Madame M. Schultz	1,82
251	Schultz Bunemann & Cie, Bremen	337,52
255	Ena Seidel	2,92
256	P. J. Sieberg	19,39
257	Siemens China Compagny	602,75
258	G. T. Siemssen (décédé)	75,00
259	Madame Dolly Siemssen	20,78
261	Siemssen & Cie	1.977,30
263	George Sinnecker	162,00
264	Max Slevogt	96,93
265	Madame Snethlage	240,00
266	C. H. W. Sommer	3,17
267	F. H. O. Sommer	4,33
268	Fritz Sommer	221,26
269	K. F. A. Sommer	5,36
271	R. Stahlberg	13, 94
273	Rudolf Steinberg	4,85
274	Reinhold Stephen	32,68
275	Madame A. Stepharius	54,69
276	Erich Stepharius	8,03
277	Holde Stiebritz	—
278	C. Streither	20,41
279	Egmond Struckmeyer	3,23
280	Ernst Otto Struckmeyer	135,42
282	K. H. Suhr	3,73
283	Madame M. Susemihl	92,94
284	H. Tardel	57,45
285	A. Thomsen	58,16
289	Walther Truemann	9,69
290	Edward Tummeley	4,85
292	E. H. Viez	21,51
294	Capit. W. Vogeler	76,07

N° d'ordre	Nom.	Solde au 31 mars 1928 en taels de Changhaï
295	M. C. T. Vollert.	4,85
296	G. J. Walther.	39,35
298	Mademoiselle V. Walther. . .	40,17
299	Willie Weber.	9,44
300	Martin Wehle	24,23
301	Albrecht Welzel	19,39
303	Wilke et Mielenhausen. . . .	4,30
304	Otto Winter	15,51
306	C. Wittmuss (décédé)	10,83
307	Johannes Wolf	19,39
308	Capit. Carl Wolff	9,69
309	Carl Wolff (voir dossier 816) .	1.155,27
312	Mademoiselle Clara Wolter (maintenant Madame H. Justus).	6,68
313	Madame Elsa Wolter (maintenant baronne Wiesser) . .	6,10
315	James Wolter	4,49
316	Mademoiselle Jean Wolter (maintenant Mme Eltel) . .	6,21
		54.297,79
	A déduire Ohlmer, remboursé le 30 mars 1928 :	658,76
	Solde net au 31 mars 1928 :	53.639,03

N° 1929.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET CUBA

Accord concernant les colis postaux et Règlement d'exécution y annexé, signés à Londres, le 1er décembre 1927, et échange de notes, Londres, le 28 août 1928.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND CUBA

Agreement regarding Parcel Post and Detailed Regulations annexed thereto, signed at London, December 1st, 1927, and Exchange of Notes, London, August 28, 1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 1929. — AGREEMENT [1] BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN AND THE CUBAN GOVERNMENT REGARDING THE EXCHANGE OF PARCEL POST BETWEEN GREAT BRITAIN AND CUBA. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 1, 1927.

Textes officiels anglais, espagnol et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 11 janvier 1929.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CUBA, being desirous of making better postal arrangements between Great Britain on the one hand, and the Republic of Cuba on the other, have agreed to the following Articles for the establishment of an exchange of postal parcels.

The Articles shall be generally applicable, not only to parcels exchanged directly between Great Britain and the Republic of Cuba, but also to parcels sent in transit to or from one of the two countries through the other.

In the Articles and in the Detailed Regulations which follow, the expression "Great Britain" includes Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

1. PURPOSE OF THE AGREEMENT.

Parcels may be forwarded by Parcel Post from Great Britain to Cuba up to the weight of

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 19 avril 1928.

Nº 1929. — CONVENIO [1] ENTRE EL GOBIERNO DE SU MAJESTAD BRITÁNICA EN GRAN BRETAÑA Y EL GOBIERNO DE CUBA PARA EL CAMBIO DE BULTOS POSTALES ENTRE LA GRAN BRETAÑA Y LA REPÚBLICA DE CUBA. FIRMADO EN LONDRES EL 1 DE DICIEMBRE DE 1927.

English Spanish and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place January 11, 1929.

EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE CUBA y EL GOBIERNO DE SU MAJESTAD BRITÁNICA EN GRAN BRETAÑA, deseando establecer mejores arreglos postales entre la República de Cuba, de una parte, y la Gran Bretaña, de otra, han convenido los artículos que a continuación se expresan para establecer el cambio de bultos postales.

Las disposiciones del presente Convenio tendrán general aplicación, no sólo para los bultos cambiados directamente entre la República de Cuba y la Gran Bretaña, sino también, para los remitidos en tránsito por cualquiera de los dos países, y tanto en dichas disposiciones, como en el Reglamento detallado a continuación, la expresión, Gran Bretaña, comprende, Irlanda del Norte, las Islas del Canal y la Isla de Man.

1. OBJETO DEL CONVENIO.

Bajo la denominación de bultos postales podrán remitirse envíos por correo desde

[1] The exchange of ratifications took place at London, April 19, 1928.

eleven pounds English, and from Cuba to Great Britain up to the weight of 5 kg.

2. TRANSIT OF PARCELS.

The Postal administrations of the two contracting Governments guarentee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have Parcel Post communication ; and they undertake responsibility for transit parcels within the limits determined by Article 14 below.

3. PREPAYMENT COMPULSORY.

The postage shall be prepaid except in the case of returned or redirected parcels.

4. CHARGES.

1. The British territorial rate shall be 1 franc, 1 franc 50 centimes and 2 francs (gold) for parcels not exceeding 1 kg., 3 kg. and 5 kilogrammes respectively, and the Cuban territorial rate shall be identical.

2. The Postal Administration of the Country of origin shall pay to the Postal Administration of the country of destination the territorial postage, and any sea postage due to it ; and, in addition, it shall be accountable to the Postal Administrations of any intermediary countries for the rates due to them.

3. The totals of the rates specified above shall form the basis for determining the sums to be collected from the senders ; but in fixing the rates of postage either Administration shall be at liberty to adopt such approximate amounts as may be convenient in its own currency.

5. INSURANCE.

(1) Parcels may be insured up to the limit of 1,000 francs (gold).

(2) The Postal Administration of the country of origin shall pay the Postal Administration of the country of destination for territorial service at the rate of 5 centimes (gold) for each 300 francs (gold) of insured value or fraction thereof. If the Administration of

Cuba a la Gran Bretaña, hasta el límite de peso de cinco kilogramos, y desde la Gran Bretaña a Cuba, hasta el límite de peso de once libras inglesas.

2. TRÁNSITO DE LOS BULTOS.

Las Administraciones Postales de los dos Gobiernos contratantes se garantizan mutuamente el derecho al tránsito por su territorio de los bultos procedentes de los países con los que tengan establecido el servicio de bultos postales o destinados a dichos países, aceptando ambas, la responsabilidad por el tránsito de los referidos bultos, dentro de los límites que determina el Artículo 14 siguiente.

3. PREVIO FRANQUEO OBLIGATORIO.

Será obligatorio el pago adelantado del porte de los bultos, excepto en el caso de devolución o reexpedición.

4. CARGOS.

(1) El porte territorial británico será de 1 franco, 1 franco 50 céntimos y 2 francos (oro), para los bultos que no excedan de 1 kilogramo, 3 kilogramos y 5 kilogramos, respectivamente. El porte territorial cubano será el mismo.

(2) La Administración Postal del país de origen pagará a la Administración Postal del país de destino el porte territorial de este último, así como cualquier porte marítimo que le corresponda, haciéndose además responsable de los portes que se adeuden a cualquiera de las Administraciones Postales intermediarias.

(3) Los totales de los portes arriba indicados servirán de base para determinar las cantidades que deberán cobrarse a los remitentes, pero al fijar los tipos de porte, cada Administración quedará en libertad de adoptar las cantidades aproximadas que le convengan, en su propia moneda.

5. SEGURO.

(1) Los bultos que se cambien según este Convenio podrán asegurarse hasta el límite de 1,000 francos (oro).

(2) La Administración Postal del país de origen pagará a la Administración Postal del país de destino, por servicio territorial, a razón de 5 céntimos (oro) por cada trescientos francos (oro) de valor asegurado o fracción de esta cantidad. Si la Administración Postal de

the country of destination provides the sea service, the Administration of the country of origin shall pay an additional rate of 10 centimes (gold) for each 300 francs (gold) of insured value or fraction thereof.

(3) The Administration of the country of origin is entitled to collect from the sender of each insured parcel, and to retain, such registration and insurance fees as may from time to time be prescribed by its regulations.

6. Payments for Transit Parcels.

On parcels despatched by one of the two Postal Administrations in transit through the service of the other the despatching Administration shall credit the Administration of the intermediary country with the sums due for the conveyance and insurance of such parcels, in accordance with tables to be mutually communicated.

7. Fees of Delivery and for Customs Formalities.

The Postal Administration of Cuba may levy from the addressees, for the delivery of the parcels and for the fulfilment of Customs house formalities, a charge not exceeding 50 centimes (gold) for each parcel. The Postal Administration of Great Britain may levy for similar services a charge not exceeding one shilling.

8. Warehousing Charge.

Each of the two Postal Administrations may collect any warehousing charge fixed by its legislation for a parcel which is addressed " Poste Restante " or which is not claimed within the prescribed period.

This charge shall in no case exceed 50 centimes (gold).

9. Advices of Delivery.

The sender of an insured parcel may obtain an advice of delivery on prepayment of a fee to be fixed by the Postal Administration of the country of origin. A fee may also be charged for an enquiry about the disposal of an insured parcel made after it has been posted, if the sender has not already paid the fee for an advice of delivery. The whole

destino provee el servicio marítimo, la Administración del país de origen pagará un porte adicional de 10 céntimos (oro) por cada 300 francos (oro) del valor asegurado o fracción de esta cantidad.

(3) La Administración Postal del país de origen queda asimismo autorizada a cobrar para sí del remitente de cada bulto asegurado un derecho de certificación y seguro, en relación con lo prescrito por sus Reglamentos.

6. Pago por Tránsito de Bultos.

Por los bultos que una de las dos Administraciones Postales despache en tránsito por el servicio de la otra, la Administración expedidora acreditará a la Administración Postal del país intermediario las cantidades que se le adeuden por la conducción y seguro de dichos bultos, de acuerdo con los cuadros al respecto que mutuamente se cambien.

7. Derecho de Entrega y Formalidades de Aduana.

La Administración Postal de Cuba podrá cobrar a los destinatarios por la entrega de los bultos y el cumplimiento de las formalidades de aduana, un derecho que no exceda de 50 céntimos (oro) por cada bulto.

La Administración Postal de la Gran Bretaña podrá cobrar por idéntico servicio, un derecho que no exceda de un chelin.

8. Derecho de Almacenaje.

Cada una de las dos Administraciones Postales podrá cobrar por derecho de almacenaje, cualquier cantidad fijada en su legislación por un bulto marcado " Poste Restante " o que no haya sido reclamado dentro del período prescrito.

Este derecho, en ningún caso, podrá exceder de 50 céntimos (oro).

9. Acuse de Recibo.

El remitente de un bulto asegurado podrá obtener un acuse de recibo del mismo, mediante el pago previo de un derecho que se fijará por la Administración del país de origen. Podrá también cobrarse, en los términos que fije la Administración Postal del país de origen, un derecho, por las solicitudes de informes sobre la disposición dada a un bulto asegurado,

of this fee is retained by the Administration of the country of origin.

10. EXPRESS DELIVERY.

(1) A parcel may, at the request of the sender, be delivered at the residence of the addressee by special messenger immediately after arrival at the Post Office of destination, if that Office has a delivery service.

(2) On such a parcel, which shall be marked "Express" by the sender, an express delivery fee shall be payable by the sender in addition to the ordinary postage. In respect of the express service a sum of 50 centimes (gold) [1] shall be credited on the parcel bill to the Postal Administration of the country of destination.

(3) When the residence of the addressee of an express parcel is at a distance from the Post Office of delivery, that Office may collect from the addressee for the delivery of the parcel or a notice of its arrival a supplementary charge not exceeding the fee fixed for such delivery by the inland regulations of the Postal Administration of the country of destination, less the equivalent of the sum of 80 centimes (gold) credited on the parcel bill in respect of the express service.

(4) Only one attempt shall be made to deliver an express parcel or a notice of its arrival by a special messenger. After a fruitless attempt, such a parcel shall cease to be considered as an express parcel, and it shall be delivered as an ordinary parcel.

(5) If an express parcel is redirected to another country before an attempt has been made to deliver it by special messenger, the credit of 80 centimes (gold) given for express delivery shall be credited to the Postal Administration of the new country of destination, provided that this Administration has consented to undertake express delivery. Otherwise the credit

hechas después de su imposición, siempre que el remitente no haya pagado antes el derecho, para obtener el acuse de recibo. El importe total de estos derechos pertenecerá por entero a la Administración del país de origen.

10. BULTOS EXPRESOS.

(1) A petición del remitente, podrán entregarse los bultos en la residencia del destinatario, mediante un mensajero especial, inmediatamente después de su llegada a la Oficina de Correo de destino, siempre que esta Oficina preste el servicio de entrega a domicilio.

(2) Por estos bultos, que el remitente rotulará "Expreso", pagarán los referidos remitentes un derecho de entrega especial, además del franqueo ordinario. A este respecto, en la factura de bultos, se acreditará la suma de 50 céntimos (oro) [1] a favor de la Administración Postal del país de destino.

(3) Cuando la residencia del destinatario de un bulto expreso estuviere distante de la Oficina de Correo de entrega, esta Oficina podrá cobrar al destinatario por la entrega del bulto, o por el aviso de su llegada, un derecho suplementario, que no exceda del fijado para la entrega en la reglamentación interior del país de destino, menos el equivalente de 80 céntimos (oro), acreditado en la factura por el servicio de expreso.

(4) Solamente una vez, se intentará la entrega, por mensajero especial, de un bulto expreso o del aviso de su llegada. Después de esta única tentativa infructuosa, dejará de considerarse el bulto como expreso, y se efectuará en las condiciones determinadas para los bultos ordinarios.

(5) En caso de reexpedición de un bulto expreso a otro país, antes de que se haya tratado de hacer su entrega por mensajero especial, el derecho de 80 céntimos (oro) de entrega por expreso se le acreditará a la Administración Postal del nuevo destino, siempre que esta Administración acepte la entrega por expreso. En caso contrario, la cantidad

[1] By an exchange of notes of the 28th August, 1928, this sum (50 centimes, gold) was substituted for the sum of 80 centimes (gold) which appeared in the Agreement as signed and ratified.

shall be retained by the Postal Administration of the country of the first destination ; and this shall also be done in the case of parcels which cannot be delivered.

11. POSTAL CHARGES OTHER THAN THOSE PRESCRIBED NOT TO BE COLLECTED.

The parcels to which the present Agreement applies shall not be subjected to any postal charge other than those contemplated by the different Articles of this Agreement.

12. RETURNED PARCELS.

The return of a parcel from one country to the other gives rise to further charges, fixed in accordance with Articles 4, 5 and 6, which shall be collected from the sender without prejudice to the special charges, other than customs dues, which may have been incurred.

13. PROHIBITIONS.

(1) It is forbidden to send by post any parcel containing :

(a) A letter or a communication of the nature of a letter. (Nevertheless, it is permitted to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice, and also a simple copy of the address of the parcel, that of the sender being added.)

(b) An enclosure which bears an address different from that placed on the cover of the parcel.

(c) Any live animal (except bees, which must be enclosed in boxes so as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained).

(d) Any article of which the admission is not authorised by the Customs or other laws or regulations in force in either country.

(e) Any explosive or inflammable article and, in general, any article of which the conveyance is dangerous.

(2) It is equally forbidden to send specie, articles of gold or silver, jewellery or other precious articles from one country to the other in uninsured parcels.

(3) When a parcel contravening any of these prohibitions is handed over by one

acreditada será retenida por la Administración Postal del país del primer destino, y lo propio se hará, cuando no puedan entregarse los bultos.

11. GASTOS POSTALES NO PREVISTOS.

Los bultos a que se aplica el presente Convenio no podrán sujetarse a ningún derecho postal que no sea alguno de los previstos en los distintos artículos de este Convenio.

12. BULTOS DEVUELTOS.

La devolución de un bulto de un país a otro dará lugar al cobro de un derecho suplementario fijado de acuerdo con los artículos 4, 5, y 6, el cual se cobrará al remitente, sin perjuicio de los derechos especiales, y además, de los derechos de aduana a que pudieran estar sujetos.

13. PROHIBICIONES.

(1) Queda prohibido, expedir por correo cualquier bulto que contenga :

(a) una carta o comunicación que tenga el carácter de tales. (No obstante, está permitido incluir en los bultos una factura abierta con los particulares correspondientes a una factura, así como también, una copia simple de la dirección del bulto, y de la del destinatario.)

(b) un anexo que lleve una dirección distinta a la que aparece sobre la cubierta del bulto.

(c) cualquier animal vivo (excepto las abejas contenidas en cajas de manera que eviten todo peligro para los empleados de correos, y que permitan determinar su contenido).

(d) cualquier artículo cuya admisión no estuviere autorizada por la Aduana u otras leyes o reglamentos en vigor en cada uno de los países contratantes.

(e) sustancias explosivas e inflamables y, en general, cualquier artículo cuya conducción sea peligrosa.

(2) Queda igualmente prohibido remitir de un país al otro, en bultos que no estén asegurados, monedas, artículos de oro o de plata, joyas, u otros objetos preciosos.

(3) Si un bulto que contravenga cualquiera de estas prohibiciones fuere entregado por

Administration to the other, the latter shall proceed in accordance with its laws and inland regulations.

(4) The two Postal Administrations shall furnish each other with a list of prohibited articles ; but they will not thereby undertake any responsibility whatever towards the police, the Customs authorities, or the senders of the parcels.

14. RESPONSIBILITY.

(1) Except in cases beyond control, and in the case of parcels containing any of the articles mentioned in Sections 1 and 2 of Article 13 as being prohibited from transmission by post, when a parcel has been lost or damaged or its contents abstracted, the sender, or, in default or at the request of the sender, the addressee, shall be entitled to an indemnity corresponding with the actual amount of the loss, abstraction, or damage, unless the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or arises from the nature of the article. This indemnity shall not exceed, in the case of uninsured parcels, 25 francs (gold), or, in the case of an insured parcel, the sum for which it has been insured. The sender of a parcel which has been lost, or of which the contents have been completely damaged or abstracted in the post, shall also be entitled to the return of the postage. In any case the insurance fee is retained by the Postal Administrations.

(2) The obligation of paying the indemnity shall rest with the Postal Administration to which the despatching office is subordinate. To that Administration is reserved a remedy against the Administration responsible — that is to say, against the Administration on the territory or in the service of which the loss, or abstraction, or damage took place.

(3) Until the contrary is shown, the responsibility rests with the Administration which, having received the parcel without making any observation, cannot establish its delivery to the addressee, or, in the case of a transit parcel, its regular transfer to the following Administration.

(4) The despatching Administration shall pay the indemnity as soon as possible, and at the latest within a year of the date of the application. The Administration responsible will be bound to refund to the despatching

una Administración a la otra, esta última procederá de acuerdo con sus leyes y reglamentos interiores.

(4) Las dos Administraciones se enviarán entre sí sus respectivas listas de artículos prohibidos, pero no por ello asumirán, en caso de infracción, responsabilidad alguna para con las autoridades de policía y de aduana o para con los remitentes de los bultos.

14. RESPONSABILIDAD.

(1) En todos los casos de pérdida, despojo o avería del contenido de los bultos, salvo los que reconozcan por causa fuerza mayor o cuando dicho contenido sea cualquiera de los objetos mencionados en las secciones 1 y 2 del Artículo 13, el remitente, y en su defecto y a petición suya, el destinatario, tendrá derecho a una indemnización equivalente al importe real de la pérdida del despojo o de la avería, a no ser que la avería ocurriera por culpa o negligencia del remitente o debido a la naturaleza del artículo remitido. Esta indemnización no excederá de 25 francos (oro) cuando se trate de bultos no asegurados, y del importe del seguro, cuando estén asegurados. El remitente de un bulto perdido o cuyo contenido se haya sustraído o destruído totalmente en correos, tendrá también derecho a la devolución del franqueo. En todo caso, las Administraciones Postales retendrán los derechos de seguro.

(2) La obligación de pagar la indemnización incumbe a la Administración Postal de que dependa la Oficina remitente. A dicha Administración, se le reserva un recurso contra la Administración responsable, para resarcirse, es decir, contra la Administración en cuyo territorio o servicio haya tenido lugar la pérdida, despojo o avería.

(3) Mientras no se demuestre lo contrario, la responsabilidad recaerá sobre la Administración que habiendo recibido el bulto sin hacer reparo alguno, no pueda probar su entrega al destinatario, o en el caso de un bulto de tránsito, su trasmisión regular a la Administración siguiente.

(4) La Administración expedidora pagará la indemnización a la mayor brevedad posible, y, a más tardar, dentro del año de la fecha de la reclamación. La Administración responsable estará obligada a reembolsar, sin demora, a la

Administration without delay, the amount of the indemnity paid and any postage refunded by the latter.

(5) An application for an indemnity shall be entertained only if made within a year of the day following the posting of the parcel. After this term an applicant shall have no right to any indemnity. The Administration of the country of origin shall have the right to compensate the sender on behalf of the Administration of any intermediary country or Administration of the country of destination which, although advised in due course, has allowed nine months to elapse without settling the matter. Moreover, if an Administration, of which the responsibility has been duly established, has at first declined to pay the indemnity, it shall, in addition to the indemnity, defray the subsidiary expenses resulting from the unwarranted delay in making the payment.

(6) If the loss, abstraction, or damage has occurred in course of conveyance between the exchanging offices of the two Administrations, and it is not possible to ascertain in the service of which Administration the irregularity took place, each Administration shall pay half of the indemnity.

(7) The Administrations will cease to be responsible for parcels of which the right persons have accepted delivery without reservation, as well as for parcels for which they cannot account in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control. In the case of transit parcels they will not be responsible when the loss, abstraction, or damage takes place in a service in which responsibility is not accepted.

15. Fraudulent Insurance.

(1) No parcel may be insured for an amount above the real value of its contents.

(2) The infringement of this rule, with intent to defraud, deprives the sender of any right to compensation, and that without prejudice to any legal proceedings which may be admitted by the law of the country of origin.

16. Cost of Bags.

The cost of the bags in which the parcel mails are exchanged between the two countries

Administración remitente, el importe de la indemnización pagada por esta última, y cualquier franqueo reintegrado por ella.

(5) Queda entendido que no se admitirá ninguna solicitud de indemnización, a no ser, que se presente dentro del año de la imposición del bulto. Después de transcurrido este plazo, el solicitante no tendrá derecho a reclamar indemnización alguna. La Administración del país de origen tendrá derecho a indemnizar al remitente, por cuenta de la Administración de un país intermediario o de la Administración del país destinatario, que habiendo sido debidamente notificada, haya dejado transcurrir nueve meses sin arreglar el asunto. Además, la Administración que después de probada su responsabilidad decline el pago de la indemnización, tendrá que pagar, además de ésta, los gastos incidentales que resulten por la demora injustificada de dicho pago.

(6) Si la pérdida, despojo o avería, hubiese ocurrido durante el trasporte entre las oficinas de cambio de los dos Administraciones, y no fuera posible determinar en que Administración tuvo lugar la irregularidad, cada Administración pagará la mitad de la indemnización.

(7) Las Administraciones cesarán de ser responsables por los bultos cuyos proprietarios o sus mandatarios hayan aceptado su entrega sin reservas, así como por los bultos, cuya disposición no pueda justificarse, debido a la destrucción de documentos oficiales por causa de fuerza mayor. Cuando se trate de bultos en tránsito, las Administraciones no serán responsables, si la pérdida, despojo o avería, ha tenido lugar en el servicio de un país que no acepte la responsabilidad.

15. Seguros fraudulentos.

(1) Ningún bulto podrá asegurarse por una cantidad mayor que el valor real de su contenido.

(2) La infracción de esta regla, con intenciones de defraudar, privará al remitente de todo derecho de indemnización, sin perjuicio de que se ejerza contra él la acción legal correspondiente de acuerdo con la legislación del país de origen.

16. Costo de los Sacos.

El costo de las valijas, en que se cambien los bultos postales entre los dos países, se repartirá

shall be shared equally between the two Postal Administrations.

17. INTERNAL LEGISLATION.

(1) The internal legislation of Great Britain and the Republic of Cuba shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

(2) The Postal Administration of the two contracting Governments shall communicate to each other from time to time the provisions of their laws or regulations applicable to the conveyance of parcels by Parcel Post.

18. DETAILED REGULATIONS.

The Postal Administrations of the two contracting Governments shall indicate the offices or localities which they admit to the international exchange of parcels ; they shall regulate the mode of transmission of these parcels, and fix all other measures of detail and order necessary for ensuring the performance of the present Agreement.

19. DURATION OF AGREEMENT.

(1) This Agreement shall come into operation on a date to be mutually settled between the Postal Administrations of the two contracting Governments.

(2) It shall remain in force until one of the two contracting Governments has given notice to the other, one year in advance, of its intention to terminate it.

(3) The present Agreement shall be ratified and the ratifications exchanged at London as soon as possible.

(4) In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement in English and Spanish texts, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London on the 1st day of December, 1927.

por igual entre ambas Administraciones Postales.

17. LEGISLACIÓN INTERIOR.

(1) La legislación interior de la República de Cuba y la Gran Bretaña será aplicable a todo aquello que no esté previsto en las estipulaciones contenidas en el presente Convenio y en el Reglamento de ejecución del mismo.

(2) Las Administraciones Postales de los dos Gobiernos contratantes se comunicarán entre sí periódicamente las disposiciones de sus leyes o reglamentos aplicables al trasporte de bultos postales.

18. REGLAMENTACIÓN.

Las Administraciones Postales de los dos Gobiernos contratantes designarán las oficinas o lugares que sean apropiados para el cambio internacional de bultos postales ; reglamentarán la forma de trasmisión de estos bultos y dictarán todas las demás medidas de orden y de detalle necesarias para asegurar la ejecución del presente Convenio.

19. DURACIÓN DEL CONVENIO.

(1) Este Convenio se pondrá en vigor el día que, de común acuerdo, fijen las Administraciones de los dos Gobiernos contratantes.

(2) Permanecerá en vigor hasta que uno de los dos Gobiernos contratantes haya participado al otro, con un año de anticipación su intención de terminarlo.

(3) El presente Convenio sera ratificado y las ratificaciones cambiadas en Londres tan pronto como se pueda.

(4) En fe de lo cual, los que suscriben, debidamente autorizados para ese objeto, han firmado el presente Convenio en español y en ingles, fijando sus sellos al efecto.

Hecho por duplicado en Londres, el día 1 de Diciembre, 1927.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

(L. S.) Guillermo PATTERSON.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST BETWEEN GREAT BRITAIN AND CUBA.

The undersigned, in virtue of Article 18 of the preceding Agreement concerning the exchange of Postal Parcels, have adopted by common consent, in the name of their respective Postal Administrations, the following measures for securing the execution of the said Agreement.

I.

METHOD OF EXCHANGE OF PARCELS.

1. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags, duly fastened and sealed, by the Offices appointed by agreement between the two Postal Administrations concerned.

2. The two Postal Administrations shall regulate by mutual consent any details in connection with the mode of transmission of parcels between their respective Offices of Exchange.

The express parcels forwarded in a mail shall be placed together, and, as far as possible, in the bag which contains the parcel bill and other documents. When they cannot all be placed in the bag which contains the parcel bill, the bag or bags in which they are forwarded shall be indicated by a distinctive label.

Similarly, insured parcels shall be transmitted in separate bags ; and these bags shall be marked with such distinctive symbol as may from time to time be agreed upon by the two Administrations.

II.

COMMUNICATION OF INFORMATION RELATING TO THE EXCHANGE OF PARCELS.

1. After an understanding has, if necessary, been arrived at with the other Postal Administrations concerned, each Administration shall communicate to the other by means of a table :

(a) A list of the countries with which parcels may be exchanged through it as intermediary.

REGLAMENTO DE EJECUCIÓN

DEL CONVENIO PARA EL CAMBIO DE BULTOS POSTALES ENTRE LA GRAN BRETAÑA Y LA REPÚBLICA DE CUBA.

Los que suscriben, en virtud del Artículo 18 del Convenio precedente para el cambio de bultos postales, han adoptado de común acuerdo, a nombre de sus respectivas Administraciones Postales, las siguientes medidas, para asegurar la ejecución del mismo :

I.

SISTEMA PARA EL CAMBIO DE BULTOS.

1. El cambio de bultos postales entre los dos países se efectuará, en sacos debidamente atados y sellados, por oficinas designadas, de común acuerdo, por ambas Administraciones Postales.

2. Las dos Administraciones Postales reglamentarán, de común acuerdo, cualquier detalle relativo al modo de trasmisión de los bultos entre sus respectivas oficinas de cambio.

Los bultos postales expresos, que se remitan en un despacho, se colocarán juntos y siempre que fuere posible, dentro del saco que contenga la factura y demás documentos. Cuando todos no pudiesen ser incluídos dentro del saco que contenga dicha factura, el saco o sacos en que se hayan incluído serán señalados mediante una etiqueta distintiva.

Los bultos asegurados serán trasmitidos en forma análoga, en sacos separados. Estos sacos serán debidamente marcados con las señales distintivas que periódicamente acuerden las dos Administraciones.

II.

CORRESPONDENCIA RELACIONADA CON EL CAMBIO DE BULTOS.

1. Si fuere necesario, y previo acuerdo preliminar con las demás Administraciones Postales interesadas, cada Administración remitirá a la otra un Cuadro que contenga :

(a) una lista de los países con los cuales puedan cambiarse bultos postales por su mediación.

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry on its territory or into its service.

(c) The total of the charges which the despatching Administration must pay for each country.

(d) Information concerning the admission of insured parcels for express delivery into the countries for which it serves as intermediary.

2. By means of this information each Administration shall determine the routes to be employed for the transmission of its parcels and the postage and other postal charges to be collected from the senders.

(b) las rutas disponibles para la trasmisión de dichos bultos desde el punto de entrada en su territorio o en su servicio.

(c) el total de los gastos que la Administración remitente tiene que pagar a cada país.

(d) informes relativos a la admisión de bultos postales asegurados o expresos en los países para los cuales sirva de intermediaria.

2. Por medio de estos informes, cada Administración determinará las rutas que hayan de emplearse para el trasporte de sus bultos y el franqueo y demás gastos postales que hayan que cobrarse a los remitentes.

III.

Limits of Dimensions and Volume.

1. Parcels posted in Great Britain for Cuba shall not exceed 3 feet 6 inches English in length, or 6 feet in length and girth combined, and parcels posted in Cuba for Great Britain shall not exceed 1.05 metre in length or 54 cubic decimetres in volume.

2. As regards the exact calculation of the volume, weight and dimensions of parcels, the view of the despatching Administration shall be accepted, except in cases of obvious error.

III.

Límite de Dimensiones y de Volumen.

1. Los bultos que se impongan en Cuba para la Gran Bretaña no excederán de 1,05 metros de largo o 54 decímetros cúbicos de volumen, y los bultos impuestos en la Gran Bretaña para Cuba no excederán de 3 pies y 6 pulgadas inglesas de largo o 6 pies de largo y circunferencia combinados.

2. Respecto al cálculo exacto del volumen, del peso o de las dimensiones de los bultos postales, la apreciación de la Administración remitente deberá prevalecer salvo error evidente.

IV.

Make-up of Parcels.

1. Every parcel shall bear the exact address of the addressee (addresses in pencil are not allowed), written on the actual covering of the parcel.

Every parcel containing articles of gold or silver, jewellery or other precious objects exceeding 100 pounds sterling (2,500 gold francs, in value) shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 metre) in length and girth combined.

2. Every parcel shall be packed in a manner adequate for the length of the journey and sufficient for the protection of the contents. The packing shall be such as to make it im-

IV.

Embalaje de los Bultos.

1. Cada bulto llevará escrita sobre la cubierta la dirección exacta del destinatario. No está permitido escribir las direcciones con lápiz.

Los bultos que contengan artículos de oro o plata, joyería u otros objetos preciosos cuyo valor exceda de 100 libras esterlinas (2.500 francos oro), deberán ser embalados en cajas cuyas dimensiones no sean menores de 3 pies 6 pulgadas (1,05 metros) de largo y circunferencia combinados.

2. Todo bulto deberá estar embalado en forma adecuada, para que pueda resistir la duración del viaje y la protección de su contenido. El embalaje estará hecho de manera que sea

possible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

3. Every insured parcel shall be sealed by means of sealingwax or lead, or by some other means, with a special impress or mark of the sender, the seals being sufficient in number to protect the parcel against all risk of violation.

4. On the cover of every insured parcel, and also on the despatch note, the sum for which the parcel is insured shall be stated, without erasure or addition, even if certified. When the sum is stated in English or Cuban money, the sender, or the Post Office of the country of origin, shall indicate, by figures placed beside or below the others, the equivalent of the amount in gold francs and centimes.

5. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in a double receptacle. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of strong wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

imposible efectuar la violación de su contenido sin dejar huella evidente de la misma.

3. Todo bulto asegurado deberá estar sellado con lacre, plomo o de otra manera, con alguna impresión o marca especial del remitente, debiendo aplicarse un número de sellos suficiente para garantizar la inviolabilidad de dicho bulto.

4. Todo bulto asegurado deberá llevar, tanto en la cubierta, como en el boletín de expedición, una indicación en letras y guarismos de la cantidad por la cual está asegurado, sin raspaduras o adiciones, aunque éstas se salven. Cuando esta indicación se exprese en moneda oficial inglesa o cubana, el remitente o la oficina de correos del país de origen deberá indicar con nuevos guarismos, colocados al lado o debajo de los otros el equivalente del importe en francos y céntimos oro.

5. Los líquidos y las sustancias facilmente licuables, se envasarán en recipientes dobles. Entre el primer recipiente (botella, frasco, tarro, caja, etc.) y el segundo (caja de metal o de madera dura), se dejará un espacio que se rellenará con serrín, afrecho, o cualquier otro material absorbente en cantidad bastante, para que absorba el líquido en caso de rotura.

V.

Despatch Notes and Customs Declaration.

1. Each parcel shall be accompanied by a despatch note and a Customs declaration in conformity with, or analogous to, the specimens hereto appended. The Postal Administrations concerned shall inform each other of the number of Customs declarations to be furnished for each country of destination.

2. The exact weight of an insured parcel in kilogrammes and grammes shall be entered by the Post Office despatching the parcel both on the cover of the parcel and on the despatch note in the place provided for the purpose.

3. The Postal Administrations accept no responsibility for the correctness of the Customs declarations.

V.

Boletín de Expedición y Declaraciones de Aduana.

1. Cada bulto estará acompañado de un Boletín de Expedición y de las correspondientes Declaraciones de Aduana, iguales o análogas a los modelos anexos. Las Administraciones Postales interesadas se comunicarán mutuamente el número de Declaraciones de Aduana que deben acompañar para cada país de destino.

2. El peso exacto de cada bulto asegurado, en kilogramos y en gramos, deberá anotarse por la Oficina de Correo de origen, tanto en la cubierta del bulto como en el Boletín de Expedición, en el lugar reservado al efecto.

3. Las Administraciones Postales no se hacen responsables respecto de la exactitud de las Declaraciones de Aduana.

VI.

Distinctive Labels.

1. Each parcel and the relative despatch note shall bear a label indicating the origin, number and the name of the Post Office of origin of the parcel.

2. The despatch note shall, moreover, be impressed by the Post Office of origin, on the address side, with a stamp indicating the date of posting.

3. Each insured parcel and the relative despatch note shall bear a red label with the indication " Insured " or " Valeur déclarée " upon it.

4. Each express parcel and the relative despatch note shall be stamped or labelled " Express " in bold letters.

5. The labels and postage stamps on a parcel containing specie, articles of gold or silver, jewellery or other precious objects, shall be so placed that they cannot serve to conceal injuries to the cover. They shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

VI.

Etiquetas distintivas.

1. Cada bulto, así como el Boletín de Expedición correspondiente, deberán llevar una etiqueta que indique el número de origen y el nombre de la Oficina de Correo remitente.

2. La Oficina de Correo de origen imprimirá, además, en el Boletín de Expedición y en la cubierta del bulto, en el lado de la dirección, un cuño que indique la fecha de la imposición del bulto en correos.

3. Cada bulto asegurado, así como el Boletín de Expedición correspondiente, llevarán adheridos una etiqueta de color rojo con la palabra « Asegurado » o « Valeur déclarée ».

4. Cada bulto expreso y su Boletín de Expedición deberán llevar un cuño que diga : « Expreso », con letras gruesas.

5. Cuando los bultos contengan monedas, efectos de oro o plata, joyería u otros objetos preciosos, los marbetes y sellos de franqueo deberán colocarse de manera que no puedan servir para ocultar los desperfectos de la cubierta. Ellos no deberán estar plegados sobre las dos caras de la cubierta en forma que cubran sus bordes.

VII.

Parcels Bills.

The parcels shall be entered by the despatching Office of Exchange on a parcel bill, in conformity with the specimen appended to the present Regulations, with all the details required by this form. Insured parcels shall be entered in a separate group on the parcel bill. When an Express parcel is entered on the parcel bill, the word " Express " shall be written against the entry in the column for Observations. The despatch notes and Customs declarations shall be attached to the parcel bill.

Each despatching Office of Exchange shall number the parcel bills in the upper left hand corner, commencing each year a fresh series for each Office of Exchange of destination. The last number of the year shall be shown on the parcel bill of the first despatch of the following year.

VII.

Facturas de Bultos.

Los envíos serán anotados por la Oficina de Cambio expedidora en la Factura de Bultos, conforme al modelo anexo al presente Reglamento, con todos los detalles que indica dicho modelo. Los bultos asegurados serán anotados en grupo separado en la Factura de Bultos. Cuando se anote un bulto expreso en la factura de bultos, deberá consignarse la palabra « Expreso » en la columna de Observaciones. Los boletines de expedición y las declaraciones de aduana se acompañarán a la factura de bultos.

Cada Oficina de Cambio expedidora numerará la factura de bultos en la esquina superior izquierda, comenzando cada año una nueva serie, para cada oficina de cambio de destino. El último número del año será anotado en la factura de bultos del primer despacho del año siguiente.

VIII.

Check by Offices of Exchange.

1. On the receipt of a parcel bill the receiving Office of Exchange shall check the parcels and the various documents entered on it, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a verification note in conformity with the annexed specimen.

2. Responsibility for damage or for loss discovered by the receiving Office of Exchange at the time of opening the receptacles shall fall upon the Administration to which the despatching Office of Exchange is subordinate, unless it be proved that the damage or loss occurred during transit in the service of the receiving Administration.

3. Any differences which may be noticed in the credits and accounting shall be notified to the despatching Office of Exchange by verification note. The accepted verification notes shall be attached to the parcel bills to which they relate. Corrections not supported by vouchers are not admitted by the Accounting staff.

VIII.

Comprobación por las Oficinas de Cambio.

1. Al recibir una factura de bultos, la Oficina de Cambio destinataria procederá a examinar los bultos y los distintos documentos anotados en la factura, y si hubiere lugar, dará cuenta de los artículos que faltaren o de otras irregularidades, por medio de un Boletín de Verificación, igual al modelo anexo.

2. La responsabilidad por las pérdidas y averías que se descubrieren por la Oficina de Cambio destinataria en el momento de abrirse los envases recaerá sobre la Administración de que dependa la Oficina de Cambio expedidora, excepto cuando se compruebe que las referidas pérdidas y averías ocurrieron durante el tránsito, por los servicios de la Administración receptora.

3. Las diferencias que se observen en la contabilidad y en los créditos serán notificadas a la Oficina de Cambio expedidora, mediante un Boletín de Verificación. Los boletines de verificación aceptados serán acompañados a la factura de bultos con los cuales se relacionan. Las correcciones que no estén justificadas por comprobantes no serán admitidas por las oficinas de contabilidad correspondientes.

IX.

Advice of Delivery.

1. When an advice of the delivery of an insured parcel is asked for, the Post Office of origin shall write on the parcel and on the despatch note, in a very conspicuous manner, the words " Advice of Delivery " or stamp it with the letters " A. R. ".

2. The advice of delivery form shall be made out by the Post Office of origin or by any other Post Office which the despatching Administration may appoint. If it does not reach the Post Office of destination, that Office shall make out officially a new advice of delivery.

The forms for advice of delivery shall be in French, or must bear an interlinear translation in that language.

3. The Post Office of destination, after having duly filled up the form, shall return it directly to the sender of the parcel free of postage.

IX.

Acuse de Recibo.

1. Cuando se solicite acuse de recibo de un bulto asegurado, la Oficina de Correo de origen escribirá en el bulto y en el Boletín de Expedición, con letras claras y bien visibles, las palabras « Acuse de recibo », o las letras « A. R. ».

2. El « Acuse de recibo » lo hará la Oficina de Correo de origen o cualquier otra Oficina de Correo designada por la Administración expedidora. Si la Oficina de Correo destinataria no recibiere el « Acuse de recibo », esta misma Oficina expedirá oficialmente dicho documento.

Los modelos de « Acuse de recibo » deberán estar redactados en francés o llevar una traducción interlineal en dicho idioma.

3. La Oficina de Correo de destino, después de haber llenado debidamente el modelo, lo devolverá directamente al remitente del bulto, libre de franqueo.

4. When, after a parcel has been posted, the sender applies for an advice of its delivery, the Post Office of origin shall enter on a form of advice of delivery an exact description of the parcel (Post Office of origin, date of posting, number, address). This form shall be attached to a form of enquiry and the matter shall be proceeded with in accordance with the usual practice in cases of enquiries respecting the disposal of parcels, except that, in the case of the due delivery of the parcel to which the advice of delivery relates, the Post office of destination shall withdraw the form of enquiry and return the advice of delivery, duly completed, to the sender, in the manner provided in Section 3 of this Article.

5. If an advice of delivery duly applied for by the sender at the time of posting is not received back in the Post Office of origin after a proper interval, enquiry for the missing advice is instituted in accordance with the procedure prescribed by the preceding Section 4.

The Post Office of origin writes at the top of the form the words " Réclamation de l'avis de réception ", etc.

4. Cuando, después de haber sido impuesto un bulto postal, solicitare el remitente un « Acuse de recibo », la Oficina de Correo de origen efectuará en un modelo de « Acuse de recibo » la descripción exacta del bulto (Oficina de Correo de origen, fecha de la imposición, número, dirección). Este modelo, se acompañará a un modelo de investigación, el que se cursará de acuerdo con la práctica generalmente seguida en los casos de investigaciones relacionadas con la disposición dada a los bultos, excepto cuando el bulto con que se relaciona el acuse de recibo haya sido debidamente entregado, en cuyo caso la Oficina de Correo de destino dejará sin efecto el modelo de investigación y devolverá el acuse de recibo debidamente llenado al remitente, en la forma establecida por el párrafo 3 de este Artículo.

5. Si un acuse de recibo debidamente solicitado por el remitente en el momento de la imposición del bulto no fuese devuelto a la Oficina de Correo de origen, después de transcurrido un tiempo prudencial, se procederá a investigar la disposición dada al referido acuse de recibo extraviado, de acuerdo con lo dispuesto en el inciso 4 precedente.

La Oficina de Correo de origen escribirá, en la parte superior del modelo, las palabras, « Réclamation de l'avis de réception ».

X.

RETRANSMISSION.

1. Missent parcels shall be forwarded to their destination by the most direct route at the disposal of the Administration, retransmitting them. When this retransmission involves the return of the parcels to the country of origin, the retransmitting Office of Exchange shall credit the Administration of that country with the allowances received, after having called attention to the error by means of a verification note.

2. In the contrary case, and if the amount credited to the retransmitting Administration is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, it shall recover the difference by raising the amount entered to its credit on the parcel bill of the despatching Office of Exchange. The reason for this correction shall be notified to the said Office by means of a verification note.

X.

REEXPEDICIÓN.

1. Los bultos mal dirigidos se trasmitirán a su destino por la vía más directa de que pueda disponer la Administración que los reexpida. Cuando la reexpedición implique la devolución de los bultos al país de origen, la Oficina de Cambio reexpedidora acreditará a la Administración de dicho país las cantidades a ella abonadas, haciendo notar el error, mediante un Boletín de Verificación.

2. En caso contrario, y si el importe acreditado a la Administración expedidora fuese insuficiente para cubrir los gastos de reexpedición que la misma tenga que sufragar, recuperará la diferencia, aumentando la cantidad anotada en su haber en la factura de bultos de la Oficina de Cambio expedidora. El motivo de esta rectificación se le notificará a dicha Oficina, mediante un Boletín de Verificación.

When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error on the part of the postal service, and has for this reason to be returned to the country of origin, the procedure followed shall be the same as if the parcel had to be sent back to the despatching Administration in consequence of missending.

3. A redirected parcel shall be accompanied by the despatch note prepared by the Post Office of origin. In case the parcel for any reason whatsoever, has to be repacked, or the original despatch note has to be replaced by a substitute note, the name of the Post Office of origin of the parcel and the original serial number must be entered both on the parcel and on the substitute despatch note.

XI.

Non-Delivery.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense.

2. The sender of a parcel may request, at the time of posting, that if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either *(a)* treated as abandoned, or *(b)* tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the despatch note and must be in conformity with or analogous to one of the following forms :

" If not deliverable as addressed, abandon. "

" If not deliverable as addressed, deliver to ....."

The same request must also be written on the cover of the parcel.

3. Articles liable to deterioration or corruption, and these only, may, however, be sold immediately, even on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality, for the benefit of the right party.

The sum realised by the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel ; any balance which there may be shall be remitted to the Postal Administration of

Cuando un bulto haya sido mal despachado por error del servicio postal y tenga por dicha razón que ser reexpedido al país de origen, se seguirá el mismo procedimiento que si hubiera que reexpedirlo a la Administración remitente a consecuencia de haber sido mal encaminado.

3. Los bultos reexpedidos serán acompañados de los boletines de expedición, preparados por la Oficina de Correo de origen. Si el bulto, por cualquier causa, tuviere que ser reembalado o fuere necesario hacer un duplicado del Boletín de Expedición original, será indispensable que el nombre de la Oficina de Correo de origen y los números primitivos del bulto figuren en el mismo y en el duplicado del Boletín de Expedición.

XI.

No Entrega.

1. Los bultos que no puedan ser entregados se devolverán a los remitentes sin previo aviso y a sus expensas, a no ser que éstos hayan solicitado lo contrario.

2. El remitente de un bulto podrá solicitar en el momento de su imposición, que si el bulto no puede entregarse conforme a la dirección :

(a) Sea considerado como abandonado, o

(b) Presentado para su entrega a una segunda dirección en el país de destino. No se admitirá ninguna otra alternativa. Si el remitente utilizare esta facultad, su solicitud constará en el Boletín de Expedición y redactada en estos o parecidos términos :

« Si no puede entregarse de acuerdo con la direccion, abandónese. »

« Si no puede entregarse de acuerdo con la dirección, entréguese a ..... »

Estas indicaciones se anotarán también sobre la cubierta del bulto.

3. No obstante, los artículos susceptibles de deteriorarse o corromperse, y únicamente éstos, podrán ser vendidos, aun en curso de trasporte, sin previo aviso y sin formalidades judiciales, a beneficio del propietario.

El producto de esta venta servirá, en primer término, para cubrir los gastos que graven el envío, y el excedente será remitido a la Administración Postal del país de origen, para

the country of origin to be paid to the sender, on whom the expense of forwarding it shall fall.

If for any reason a sale is impossible, the spoilt or worthless articles shall be destroyed. A report of the sale or destruction is drawn up.

4. Parcels which have to be returned to the sender shall be entered on the parcel bill with the addition of the word " Rebut " in the column for observations.

5. Provided that the formalities prescribed by the Customs Authorities concerned are fulfilled, the Customs charges, properly so called, on parcels destroyed, abandoned by the sender, sent back to the country of origin, or redirected to another country, shall be cancelled both in Great Britain and Cuba.

XII.

1. Each Postal Administration shall cause each of its Exchanging Offices to prepare monthly, for all the mails received from the Exchanging Offices of the other Administration, a statement, in conformity with the specimen appended to the present Regulations, of the sums entered in each parcel bill, whether to its credit or to its debit.

2. The statements shall be afterwards recapitulated by the same Administration in an account conforming to the specimen olso appended to the present Regulations.

3. This account, accompanied by the monthly statements, the parcel bills, and, if any, the verification notes relating thereto, shall be submitted to the examination of the corresponding Administration in the course of the month which follows that to which it relates.

4. The monthly accounts, after having been verified and accepted on both sides, shall be summarised in a general quarterly account by the Postal Administration to which the balance is due.

5. The balance of these quarterly accounts is expressed in gold francs and payment shall be made under the conditions prescribed in the Detailed Regulations to the Principal Convention of the Postal Union.

6. The drawing up, transmission, and payment of the accounts must be effected as early as

entregar al remitente, quien pagará los gastos de remisión del mismo.

En caso de que la venta sea imposible por cualquier causa, los objetos deteriorados y sin valor alguno serán destruídos, levantándose acta de la destrucción.

4. Los bultos que hayan de ser devueltos al remitente serán inscritos en la factura de bultos con la nota « Rebut » en la columna de Observaciones.

5. Los derechos de aduana propiamente dichos, cargados a los bultos destruídos, abandonados por el remitente, devueltos al país de origen o reexpedidos a otro país, serán anulados, tanto en la Gran Bretaña, como en Cuba, siempre que se hayan llenado las formalidades de aduana u otras correspondientes.

XII.

1. Cada Administración Postal ordenará a cada una de sus Oficinas de Cambio, que forme mensualmente un Estado igual o análogo al modelo anexo al presente Reglamento, de todos los envíos recibidos de las Oficinas de Cambio de la otra Administración y de los portes anotados en cada factura de bultos, ya en el haber, ya en el debe de su cuenta.

2. Estos Estados serán después recapitulados, por la misma Administración en una Cuenta, de acuerdo con el modelo adjunto al presente Reglamento.

3. Esta Cuenta, acompañada de los Estados mensuales, de las facturas de bultos y de los boletines de verificación correspondientes, si los hubiere, será remitida para su exámen a la Administración que proceda, en el trascurso del mes siguiente a aquel a que se refiera.

4. Los Estados mensuales, después de haber sido comprobados y aceptados por ambas partes, se resumirán en una Cuenta general trimestral por la Administración Postal acreedora.

5. El saldo de estas Cuentas trimestrales se expresará en francos oro y el pago se realizará de acuerdo con las condiciones prescritas en el Reglamento de ejecución de la Convención Postal Universal.

6. La formación, envío y pago de las Cuentas deberá efectuarse dentro del plazo más breve

possible, at the latest before the expiration of the following quarter. After the expiration of this term, the sums due from one Administration to the other shall bear interest at the rate of 7 per cent. per annum, to be reckoned from the date of expiration of the said term.

XIII.

The present Detailed Regulations shall come into force on the day of the execution of the Agreement, and shall have the same duration as that Agreement.

The two Postal Administrations shall, however, have the power by common consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate in English and Spanish texts at London on the 1st day of December, 1927.

posible y, a más tardar, antes de la expiración del trimestre siguiente. Transcurrido este término, las sumas adeudadas por una oficina a otra devengarán un interés de 7 por ciento anual a contar del día en que expire dicho plazo.

XIII.

El presente Reglamento de pormenor se pondrá en vigor el día de la ejecución del Convenio, y tendrá la misma duración de éste.

No obstante, las dos Administraciones Postales interesadas tendrán la facultad de modificar sus detalles por mutuo acuerdo, cuando lo juzguen oportuno.

Redactado por duplicado en español y en ingles, en Londres, el día 1 de Diciembre, 1927.

Austen CHAMBERLAIN.
Guillermo PATTERSON.

Stamp of Office of Origin.

(Timbre du Bureau d'origine.)

Name and Address of sender.

(Nom et domicile de l'expéditeur.)

.....

.....

.....

.....

Impression of seal used to close the parcel.

Cachet utilisé pour fermer les colis.

Country of Origin : Great Britain.

(Pays d'origine : Grande-Bretagne.)

Number to be affixed here.

Emplacement du numéro à apposer.

Insured for *(Valeur déclarée)* £..... .....*s* .....*d.* (Francs.....)

DESPATCH NOTE. *(BULLETIN D'EXPÉDITION.)*

Herewith ..... parcel(s). *Ci-joint)* *(Colis)*

Postage Paid .....*s.* .....*d.* *(Taxe perçue.)*

Cash on Delivery (Trade Charge *(Montant du remboursement.)* £..... .....*s.* .....*d.*

Name and full Address of Addressee. *(Nom et adresse du destinataire)* .....

If not deliverable at the above address, see information overleaf.

(Pour le cas de non-livraison à l'adresse indiquée, voir les renseignements au verso.)

To be filled up at Office of Exchange.

A remplir par le Bureau d'échange.

Exact weight of Insured Parcel. *(Poids.)*

.....kg. .....g.

Route to be followed. *(Acheminement :)*

Via.....

See over. *(Voir au verso.)*

For the Information of the Sender.

(Renseignements pour l'expéditeur.)

[1] Do not write anything below if the return of the parcel(s) is desired in the event of non-delivery.

On the return of a parcel *the sender must pay return postage* and, occasionally, other charges.

If it is desired to abandon the parcel(s) rather than to have it/them returned, sign instruction A and *strike out instruction B completely.*

If it is desired to have parcel(s) delivered to another person in the *Country of Destination,* write the address in the space provided in instruction B, sign that instruction and *strike out instruction A completely.*

If one of these instructions is signed, that instruction must be repeated on the cover of the parcel(s).

For the Use of Foreign Administration.

(Indication de service du pays de destination.)

If the parcel(s) cannot be delivered at the address shown overleaf
Si le(s) colis ne peu(ven)t pas être livré(s) à l'adresse indiquée au recto

Sender's Signature
Signature de l'expéditeur

A { treat as abandoned.
traiter comme abandonné(s). } .....

B { deliver to .....
remettre à
.....
.....
..... } Sender's Signature
Signature de l'expéditeur
.....

RECEIPT OF ADDRESSEE. *(RECÉPISSÉ DU DESTINATAIRE.)*

Le soussigné déclare avoir reçu le(s) colis désigné(s) au recto du présent bulletin.

A....., le..... 192 . Signature .....

[1] Traduction. Translation. — *Ne rien écrire ci-dessous si l'on désire que le (les) colis soit (soient) retourné(s) dans le cas de non-remise.*

Au moment du retour d'un colis, l'expéditeur doit acquitter les frais d'affranchissement pour la réexpédition, *et, s'il y a lieu, les autres taxes.*

Si l'on désire que le (les) colis soit (soient) abandonné(s) et non retourné(s), signer l'instruction A et biffer complètement l'instruction B.

Si l'on désire que le(les) colis soit(soient) délivré(s) à une autre personne dans le pays de destination, *écrire l'adresse dans l'espace laissé en blanc dans l'instruction B, signer cette instruction* et biffer complètement l'instruction A.

Si l'une de ces instructions est signée, cette instruction doit être reproduite sur l'emballage du (des) colis.

POST OFFICE OF GREAT BRITAIN.

(Bureau de poste de la Grande-Bretagne.)

C.

Place of Posting. *(Lieu de départ)*

CUSTOMS DECLARATION.

(DÉCLARATION EN DOUANE)

Place of Destination. *(Lieu de destination)*

....

* Name and Address of Addressee } ....

Number of Parcels *(Nombre)*	Description of outer packing and of any special marks *Nature de l'emballage, etc., et marques spéciales*	Gross weight of each parcel *(Poids brut)*	Statement of Contents *(Désignation du contenu)*	Country of Production or Manufacture of each Item *Pays d'origine*	Value of each Item *(Valeurs)*	Net Weight of each Item *(Poids net par espèce)*
		Lb. oz.			£ s. d.	Lb. oz.
			Total Value. *(Valeur totale)* ...			

Stamp of Office of Posting. *(Timbre du bureau de départ.)*

** Signature and Adress of Sender } ....

* *Nom et adresse du destinataire*

** *(Signature et adresse de l'expéditeur)*

No. 1929

E.

Per S.S. .....

Service.....

FEUILLE DE ROUTE

DES COLIS POSTAUX EXPÉDIÉS PAR LE BUREAU

entre la Grande-Bretagne

D'ÉCHANGE DE.....

et .....

AU BUREAU D'ÉCHANGE DE .....

Départ (.....envoi) du ..... 192 . à..... h. ..... m. du .....

Arrivée ..... du ..... 192 . à..... h. ..... m. du .....

Numéros		Nombre de colis postaux	Bureau		Poids de chaque colis avec valeur déclarée	Valeur déclarée	Bonifications de taxes et droits		Observations
d'ordre	de l'enregistrement		d'origine	de destination			par l'office expéditeur à l'office correspondant	par l'office correspondant à l'office expéditeur	
					Kil. Gr.	Frs.	Frs. Cts.	Frs. Cts.	
Totaux									

L'employé du bureau expéditeur .... sacs contenant colis.

L'employé du bureau destinataire .... sacs contenant ..... sacs vides.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

E.

Per S.S.....

Service .....

PARCEL BILL.

FOR POSTAL PARCELS DESPATCHED BY THE OFFICE OF EXCHANGE OF .....

between Great Britain

and ..... TO THE OFFICE OF EXCHANGE OF.....

Date of despatch (.....consignment)..... 192 . at..... h..... m. .....

Date of arrival ..... 192 . at..... h..... m. .....

No.		Number of packets	Office		Weight of each insured packet	Value declared	Credits due in respect of charges and duties		Remarks
Serial	Registration		of origin	of destination			By the despatching office to the corresponding office	By the corresponding office to the despatching office	
					Kil. Gr.	Frs.	Frs. Cts.	Frs. Cts.	
Totals									

Signature of official of despatching office..... ..... bags containing packets.

Signature of official of receiving office .... bags containing ..... empty bags.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Post Office,
Great Britain.

PARCEL POST.

VERIFICATION NOTE.

Date Stamp

For the correction and verification of irregularities and errors of every kind observed in the Parcel Mail from the ..... Office for the.....Office.

Date of Mail ..... 19 . Parcel Bill No. or Time of Despatch .....

Missing Parcels.

Number		Origin	Destination (Full address to be given if possible)	No. of Rates or amount credited by Despatching Office	Verification of Receiving Office	Remarks
Order	Parcel					

Damaged Parcels.

Number		Origin	Name and Address		Contents of Parcel	Actual weight of Parcel	Declared Value	Particulars of receptacle in which received
Order	Parcel		Sender	Addressee				

Description and apparent cause of damage or any other remarks.

IRREGULARITIES.

(Non-receipt of Parcel Bill in due course. Bags not properly secured, etc., etc.)

Errors.

Number		Origin	Name and Address of Addressee	Weight	No. of Rates or amount credited by Despatching Office	Verification of Receiving Office	
Order	Parcel						

Original Total ..... Corected Total .....

Examined and accepted,

..... 19... ..... 19...

....

Signature of the Controlling Officer at the Office of Arrival.

Signature of the Controlling Officer at the Office of Despatch.

No. 1929

COLIS POSTAUX.

G.

Administration des Postes
de.....

Correspondance avec l'Office
de la Grande-Bretagne.

COMPTE

récapitulatif des états (F) des feuilles de route de colis postaux adressés par les bureaux d'échange de..... aux bureaux d'échange de la Grande-Bretagne.

....., 192...

Numéros d'ordre	Désignation des bureaux d'échange		Montant des sommes dues, d'après chaque état (F) à l'office	
	Expéditeurs	Destinataires	Destinataire	Expéditeur
			fr. c.	fr. c.
		Totaux généraux		

A Londres, le ..... 192...

A ....., le ..... 192...

Vu et accepté :

.....

.....

Comptroller and Accountant-General.
Contrôleuret chef comptable.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

POSTAL PACKETS.

G.

.....Post Office.

Correspondence with British Office.

SUMMARY ACCOUNT

of statements (F) of parcel bills for postal packets despatched by the exchange offices of.....

.....to the exchange offices of Great Britain.

....., 192...

Serial No.	Name of office of exchange		Amount due on each statement (F) to the office	
	Despatching	of destination	of destination	Despatching
			fr. c.	fr. c.
		Grand Total ...		

London,..... 192...

..... 192...

Seen and accepted :

.....

.....

Comptroller and Accountant-General.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

COLIS POSTAUX.

N° .....
Administration des Postes.

Correspondance avec l'Office de la Grande-Bretagne.

..... ETAT MENSUEL

des sommes que se doivent réciproquement l'Administration des Postes ..... et l'Administration des Postes de la GRANDE-BRETAGNE, à titre de frais pour les colis postaux livrés par les bureaux d'échange dépendant de la première Administration au bureau d'échange .....

Mois :....., 192...

I. Avoir de l'office destinataire (colonne 8 de la feuille de route)				II. Avoir de l'office expéditeur (colonne 9 de la feuille de route)				Observations
Dates des feuilles de route	Envoi du bureau de	Dates des feuilles de route	Envoi du bureau de	Dates des feuilles de route	Envoi du bureau de	Dates des feuilles de route	Envoi du bureau de	
	fr. c.		fr. c.		fr. c.		fr. c.	
1		Report.		1		Report		
2		17		2		17		
3		18		3		18		
4		19		4		19		
5		20		5		20		
6		21		6		21		
7		22		7		22		
8		23		8		23		
9		24		9		24		
10		25		10		25		
11		26		11		26		
12		27		12		27		
13		28		13		28		
14		29		14		29		
15		30		15		30		
16		31		16		31		
Total à reporter				Total à report.				
	Total général à l'avoir de la Grande-Bretagne		....		Total général à l'avoir		....	

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

POSTAL PACKETS.

No.....
Post Office

Correspondence with the Office in Great Britain.

..... MONTHLY STATEMENT

of amounts due by the ..... Post Office to the Post Office of Great Britain and vice versa in respect of postal packets delivered by the offices of exchange of the former to the office of exchange of .....

Month of ....., 192...

I. Amount credited to office of destination (Col. 8 of parcel bill).				II. Amount credited to despatching office (Col. 9 of parcel bill)).				Remarks
Date of parcel bill	Consignment from office of	Date of parcel bill	Consignment from office of	Date of parcel bill	Consignment from office of	Date of parcel bill	Consignment from office of	
	fr. c.		fr. c.		fr. c.		fr. c.	
1		Report		1		Report		
2		17		2		17		
3		18		3		18		
4		19		4		19		
5		20		5		20		
6		21		6		21		
7		22		7		22		
8		23		8		23		
9		24		9		24		
10		25		10		25		
11		26		11		26		
12		27		12		27		
13		28		13		28		
14		29		14		29		
15		30		15		30		
16		31		16		31		
Carriage forward				Carriage forward				
	Grand total to credit of Great Britain		....		Grand total to credit of		....	

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

COLIS POSTAUX.

Administration des Postes de la Grande-Bretagne.

Correspondance avec l'office .....

COMPTE GÉNÉRAL

se rapportant aux colis postaux échangés entre les bureaux d'échange de la Grande-Bretagne et .....

Période du ..... 19... jusqu'au ..... 19...

Désignation des dépêches	Avoir de l'office			
	de la Grande-Bretagne			
	fr.	c.	fr.	c.
19...				
Dépêches des bureaux anglais pour les bureaux				
Dépêches des bureaux ..... pour les bureaux anglais				
Totaux				
Déduction.....				
Solde au crédit l'office de				

A Londres,

le ..... 19...

.....

Comptroller and Accountant-General.

A .....

Accepté, le ..... 19...

.....

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

POSTAL PACKETS.

Post Office
of Great Britain.

Correspondence with the
..... Office.

GENERAL ACCOUNT

in respect of parcel post traffic between the offices of exchange
in Great Britain and .....

Period ..... 192.... to..... 192...

Nature of mails	To credit of	
	British Office	
	fr. c.	fr. c.
192...		
Mails from British offices to offices in		
Mails from offices in ..... to British offices		
Total		
Less		
Balance to credit of..... office		

London,

..... 192...

.....

Comptroller and Accountant-General.

A .....

Accepted, ... 192...

.....

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

I.

FOREIGN OFFICE,
S. W. 1.

No. A 5996/1684/14.

28th *August*, 1928.

SIR,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in Great Britain desire the amendment in two particulars of their agreement with the Government of the Republic of Cuba for the exchange of postal parcels which was signed in London on the 1st December, 1927, and ratified on the 19th April, 1928, by an exchange of notes between the two governments.

2. In paragraph 2 of article 10 of the agreement the fee to be credited on the parcel bill to the Parcel Administration of the country of destination in respect of the express delivery of a parcel shall be 50 (fifty) centimes (gold) instead of 80 (eighty) centimes (gold).

3. Futhermore it appears that the seven forms which should have been annexed to the regulations of that agreement were not annexed at the time of signature. These forms, of which a set numbered from 1 to 7 is attached to the present note, are to be regarded an integral part of the agreement and are mentioned in various places in the regulations as being annexed to it.

4. His Majesty's Government would therefore propose that the amendment mentioned in the second paragraph of this note be introduced into paragraph 2 of article 10 of the agreement and that the seven above-mentioned forms be considered to form part of the regulations of the agreement as signed ; and I shall be happy to regard the agreement as having been so amended if you will be good enough to address to me a note expressing the concurrence of the Cuban Government in this arrangement.

I have the honour to be, with high consideration, Sir, Your obedient Servant,

CUSHENDUN.

Monsieur Gabriel Suárez Solar,
etc., etc., etc.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

II.

LEGACIÓN DE CUBA
LONDRES.

LONDRES, 28 *de Agosto de* 1928.

EXCELENCIA,

Tengo el honor de referirme al contenido de la Nota de Vuestra Excelencia numero A 5996/1684/14 de fecha de hoy relativa a las modificaciones a introducir en el Convenio firmado por nuestros dos Gobiernos con fecha 1 de Diciembre de 1927 y ratificado en esta Ciudad el 19 de Abril de 1928, para el intercambio de bultos postales.

Cumpliendo con mis instrucciones me permito comunicar a V. E. que el Gobierno de la Republica de Cuba conviene con el Gobierno de Su Majestad Británica en la Gran Bretaña, en la enmienda del parrafo 2° (segundo) del Artículo 10 (diez) del Acuerdo, consistente en que la cantidad a percibir por la entrega de un paquete marcado « Expreso » sea de 50 (cincuenta) céntimos (oro) en vez de 80 (ochenta) céntimos (oro).

Se acepta la inclusión de los siete modelos, anexos a la presente, numerados del 1 al 7 para que se consideren como parte integral del Convenio. Estos modelos (hojas) son los que repetidamente se mencionan en el Reglamento. El Gobierno de la República de Cuba está de acuerdo con el Gobierno de Su Majestad Británica en la Gran Bretaña en considerar de esta manera el Convenio asi modificado. Me valgo de la ocasión, Excelentisimo Señor, para renovarle las seguridades de mi más alta consideración.

Gabriel SUÁREZ SOLAR.

Al Excelentísimo Señor
Lord Cushendun,
Secretario de Estado (acting)
De Su Majestad Británica
en la Gran Bretaña.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

CUBAN LEGATION,
LONDON.

LONDON, *August* 28, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to refer to the contents of Your Excellency's Note No. A.5996/1684/14 of to-day's date, concerning amendments to the Agreement of the exchange of postal parcels, which was signed by our two Governments on December 1, 1927, and ratified in this city on April 19, 1928.

I am instructed to inform Your Excellency that the Government of the Republic of Cuba agrees with His Britannic Majesty's Government in Great Britain that paragraph 2 (two), of Article 10 (ten) of the Agreement shall be amended, the fee to be collected for the delivery of a parcel marked « Express » to be 50 (fifty) centimes (gold) instead of 80 (eighty) centimes (gold).

It is agreed that the seven forms, of which a set numbered from 1 to 7 is attached to the present Note, shall be regarded as an integral part of the Agreement. These are the forms which are repeatedly mentioned in the Regulations. The Government of the Republic of Cuba agrees with His Britannic Majesty's Government in Great Britain that the Agreement shall be regarded as so amended.

I have the honour, etc.

Gabriel SUÁREZ SOLAR.

His Excellency Lord Cushendun,
Acting Secretary of State of
His Britannic Majesty
in Great Britain.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 1929. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN GRANDE-BRETAGNE ET LE GOUVERNEMENT CUBAIN, CONCERNANT LES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A LONDRES, LE 1er DÉCEMBRE 1927.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, désireux d'améliorer les arrangements postaux entre la Grande-Bretagne, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, sont convenus des articles suivants, en vue de l'établissement d'un échange de colis postaux.

Les dispositions des présents articles seront généralement applicables non seulement aux colis postaux échangés directement entre la Grande-Bretagne et la République de Cuba, mais également aux colis, à destination ou en provenance de l'un des deux pays, expédiés en transit par l'autre pays

L'expression « Grande-Bretagne » qui figure dans les articles et le règlement détaillé, comprend l'Irlande du Nord, les Iles anglo-normandes et l'Ile de Man.

1. OBJET DE L'ACCORD.

Les colis peuvent être transmis, par la poste, de Grande-Bretagne à Cuba, à condition que leur poids maximum ne dépasse pas 11 livres anglaises et de Cuba en Grande-Bretagne, à condition que leur poids maximum ne dépasse pas 5 kg.

2. COLIS EN TRANSIT.

Les administrations postales des deux gouvernements contractants garantissent sur leur territoire la liberté de transit des colis en provenance ou à destination de tout pays ayant avec elles un service d'échange de colis postaux, et elles assument la responsabilité de ces colis en transit dans les limites fixées par l'article 14 ci-dessous.

3. AFFRANCHISSEMENT OBLIGATOIRE.

L'affranchissement sera obligatoire sauf pour les colis renvoyés à l'expéditeur ou réexpédiés.

4. TAXES.

1. La taxe territoriale britannique sera de 1 franc, 1 franc 50 et 2 francs (or) pour les colis ne dépassant pas 1 kg., 3 kg. et 5 kg. respectivement, et la taxe territoriale cubaine sera identique.

2. L'administration postale du pays d'origine versera à l'administration postale du pays de destination la taxe territoriale, ainsi que toute taxe maritime revenant à cette dernière ; elle devra également verser aux administrations postales de tous les pays intermédiaires les taxes qui leur reviennent.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. Les montants globaux des taxes spécifiées ci-dessus serviront de base pour déterminer les sommes qui devront être perçues auprès des expéditeurs, mais, pour fixer les taxes, chacune des deux administrations sera libre d'adopter les montants approximatifs qu'elle jugera convenables dans sa propre monnaie.

5. DÉCLARATION DE VALEUR.

1. Les colis peuvent être assurés jusqu'à concurrence de 1000 francs (or).

2. L'administration postale du pays d'origine versera à l'administration postale du pays de destination, pour le service territorial, une somme correspondante à 5 centimes (or) pour chaque 300 francs (or) de la valeur déclarée ou fraction de ladite valeur. Si l'administration du pays de destination assure le service maritime, l'administration du pays d'origine versera une redevance additionnelle de 10 centimes (or) pour chaque 300 francs (or) de la valeur déclarée ou fraction de ladite valeur.

3. L'administration postale du pays d'origine est autorisée à percevoir, à son profit, auprès de l'expéditeur de chaque colis avec valeur déclarée, les droits d'enregistrement et d'assurance qui pourront être prescrits de temps à autre par son règlement.

6. PAIEMENTS POUR LES COLIS EN TRANSIT.

En ce qui concerne les colis expédiés par l'une des deux administrations postales en transit par l'intermédiaire des services de l'autre, l'administration du pays expéditeur créditera l'administration du pays intermédiaire des sommes dues pour le transport et l'assurance de ces colis, conformément à des tableaux qui feront l'objet d'une communication réciproque.

7. DROITS DE FACTAGE ET DE FORMALITÉS EN DOUANE.

L'administration postale de Cuba est autorisée à percevoir, auprès des destinataires, pour factage et pour accomplissement des formalités douanières, une taxe ne dépassant pas 50 centimes (or) pour chaque colis. L'administration postale de Grande-Bretagne est autorisée à percevoir, pour des services similaires, une taxe ne dépassant pas 1 shilling.

8. DROIT D'ENTREPOSAGE.

Chacune des deux administrations postales est autorisée à percevoir tout droit d'entreposage établi par sa législation pour un colis qui est adressé « Poste restante » ou qui n'est pas réclamé dans le délai prescrit.

Ce droit ne devra, en aucun cas, dépasser 50 centimes (or).

9. AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur d'un colis assuré peut se faire délivrer un avis de réception contre versement d'une taxe fixée par l'administration postale du pays d'origine. Il peut être également perçu une taxe pour une demande de renseignements, visant le sort d'un colis assuré, présentée postérieurement au dépôt du colis, si l'expéditeur n'a pas déjà acquitté la taxe spéciale prévue pour un avis de réception. La totalité de la somme ainsi perçue est acquise à l'administration du pays d'origine.

10. REMISE PAR EXPRÈS.

1. Un colis peut, sur la demande de l'expéditeur, être délivré au domicile du destinataire par un messager spécial immédiatement après son arrivée au bureau de poste de destination, si ce bureau dispose d'un service de livraison à domicile.

2. Tout colis de ce genre sur lequel l'expéditeur devra apposer la mention « express » sera soumis à une taxe de livraison spéciale, payable par l'expéditeur en sus du port ordinaire. Une

somme de 50 centimes (or) [1] sera créditée pour ce service express, sur la feuille de route des colis postaux, à l'administration postale du pays de destination.

3. Lorsque le domicile du destinataire d'un colis express se trouvera à une grande distance du bureau de poste de livraison, ce bureau pourra percevoir auprès du destinataire, pour la livraison du colis ou pour l'avis de son arrivée, un droit supplémentaire, qui ne devra pas dépasser la taxe fixée pour cette livraison par le règlement intérieur de l'administration postale du pays de destination, moins l'équivalent de la somme de 80 centimes (or) créditée sur la feuille de route pour le service exprès.

4. On n'essaiera qu'une fois de délivrer un colis express ou d'informer le destinataire de son arrivée par messager spécial. Après une tentative infructueuse, ce colis cessera d'être considéré comme colis express et sera délivré comme un colis ordinaire.

5. Si un colis express est réexpédié dans un autre pays avant qu'on ait essayé de le délivrer par messager spécial, la somme de 80 centimes (or) prévue pour la livraison du colis express sera créditée à l'administration postale du nouveau pays de destination, pourvu que cette administration ait consenti à délivrer le colis par exprès. Dans le cas contraire, cette somme demeurera acquise à l'administration postale du pays de la première destination et il en sera de même dans le cas des colis qui ne peuvent pas être livrés.

11. INTERDICTION DE PERCEVOIR DES TAXES AUTRES QUE CELLES QUE PRÉVOIT LE PRÉSENT ACCORD.

Les colis auxquels s'applique le présent accord ne peuvent être frappés d'aucune taxe postale autre que celles que prévoient les divers articles du présent accord.

12. COLIS RETOURNÉS A L'EXPÉDITEUR.

Le retour d'un colis d'un pays à l'autre donne lieu à de nouvelles taxes, fixées conformément aux articles 4, 5 et 6, qui seront perçues auprès de l'expéditeur sans préjudice des taxes spéciales, autres que les droits de douane, auxquels le colis peut avoir été assujetti.

13. INTERDICTIONS.

Il est interdit d'expédier par la poste des colis contenant les articles suivants :

a) Une lettre ou une communication ayant le caractère d'une lettre. Toutefois, il est permis d'insérer dans un colis une facture ouverte, réduite à ses énonciations constitutives, de même qu'une simple copie de l'adresse du destinataire du colis avec mention de l'adresse de l'expéditeur.

b) Un pli portant une autre adresse que celle qui figure sur l'enveloppe du colis ;

c) Des animaux vivants (exception faite des abeilles, qui devront être enfermées dans des boîtes de façon à éviter tous risques pour les agents des postes et à permettre la vérification du contenu) ;

d) Tous articles dont l'admission est interdite par les règlements douaniers ou par d'autres lois ou règlements en vigueur dans l'un ou l'autre pays ;

e) Des explosifs ou matières inflammables et, d'une manière générale, tous les objets dangereux à transporter.

2. Il est également interdit d'expédier d'un pays à l'autre des pièces de monnaie, des articles d'or ou d'argent, des bijoux ou autres articles précieux, dans un colis dont la valeur n'est pas déclarée.

[1] A la suite d'un échange de notes en date du 28 août 1928, cette somme (50 centimes or) a remplacé la somme de 80 centimes or, qui figurait dans l'accord, tel qu'il a été signé et ratifié.

3. Lorsqu'un colis, pour lequel il a été contrevenu à l'une quelconque de ces dispositions, est remis par une administration à l'autre, cette dernière procédera conformément à ses lois et règlements intérieurs.

4. Les deux administrations postales se communiqueront réciproquement la liste des articles prohibés, mais elles n'assumeront, de ce fait, aucune responsabilité à l'égard des autorités de la police et des douanes ou des expéditeurs des colis.

14. RESPONSABILITÉ.

1. Sauf dans les cas de force majeure et dans le cas de colis contenant l'un quelconque des articles, mentionnés dans les sections 1 et 2 de l'article 13, dont la transmission par la poste est interdite, lorsqu'un colis aura été perdu, avarié ou spolié, l'expéditeur, ou, soit à défaut de celui-ci sur sa demande, le destinataire, aura droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, à moins que le dommage n'ait été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou ne provienne de la nature même de l'objet. Cette indemnité ne pourra dépasser, dans le cas de colis sans valeur déclarée, 25 francs (or) ou, dans le cas de colis avec valeur déclarée, le montant de la valeur déclarée. L'expéditeur d'un colis, qui a été perdu ou dont le contenu a été complètement détruit ou spolié en cours du transport par la poste a droit, en outre, à la restitution des frais d'expédition, mais, dans tous les cas, le droit d'assurance reste acquis aux administrations postales.

2. L'obligation de verser l'indemnité incombe à l'administration postale dont relève le bureau expéditeur. Le recours contre l'administration responsable, c'est-à-dire, contre l'administration sur le territoire ou dans le service de laquelle a eu lieu la perte, la spoliation ou l'avarie, est réservé à l'administration susmentionnée.

3. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration qui, ayant reçu le colis sans présenter d'observations, se trouve dans l'impossibilité d'établir s'il a été remis au destinataire, ou dans le cas d'un colis en transit, s'il a été régulièrement transmis à l'administration suivante.

4. L'administration expéditrice versera l'indemnité aussitôt que possible et, au plus tard, dans le délai d'une année, à compter de la date de la réclamation. L'administration responsable sera tenue de restituer à l'administration expéditrice, sans retard, le montant de l'indemnité versée, et tous les frais de port remboursés par cette dernière.

5. Il est entendu qu'une demande d'indemnité ne sera admise que si elle est présentée dans le délai d'une année après le dépôt du colis. Passé ce délai, le requérant n'aura aucun droit à une indemnité quelconque. L'administration du pays d'origine aura le droit d'indemniser l'expéditeur pour le compte de l'administration d'un pays intermédiaire ou de l'administration du pays de destination, si cette administration, ayant été dûment avisée, a laissé passer neuf mois sans régler l'affaire. De plus, si une administration, dont la responsabilité a été dûment établie, a tout d'abord refusé de verser l'indemnité, elle devra, en sus de l'indemnité, supporter les frais accessoires résultant du retard injustifié dudit paiement.

6. Si la perte, la spoliation ou l'avarie est survenue pendant le transport entre les bureaux d'échange des deux administrations, et s'il n'est pas possible de savoir dans le service de quelle administration l'irrégularité s'est produite, chacune des deux administrations paiera la moitié de l'indemnité.

7. Les administrations cesseront d'être responsables des colis dont les propriétaires ou leurs mandataires auront accepté la livraison sans formuler de réserves, ainsi que des colis dont elles ne peuvent rendre compte, à la suite de la destruction de documents officiels pour cause de force majeure.

Dans le cas de colis en transit, les administrations ne seront pas responsables, lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie auront eu lieu dans un service pour lequel la responsabilité n'est pas acceptée.

15. DÉCLARATION FRAUDULEUSE DE VALEUR.

1. Il est interdit de déclarer une valeur supérieure à la valeur réelle du contenu d'un colis.

2. Toute infraction à cette règle, dans une intention frauduleuse, prive l'expéditeur de tout droit à une indemnité, et cela, sans préjudice de toute poursuite légale qui pourrait être admise par la loi du pays d'origine.

16. FRAIS AFFÉRENTS AUX SACS POSTAUX.

Les frais afférents aux sacs postaux qui servent à l'échange des colis postaux entre les deux pays seront supportés de moitié par les deux administrations postales.

17. LÉGISLATION INTÉRIEURE.

1. La législation intérieure de la Grande-Bretagne et celle de la République de Cuba demeureront applicables en ce qui concerne toutes autres questions non prévues par les stipulations du présent accord et par le règlement d'application détaillé.

2. Les administrations postales des deux gouvernements contractants se communiqueront réciproquement, de temps à autre, les dispositions de leurs lois ou règlements qui sont applicables au transport des colis postaux.

18. RÈGLEMENT DÉTAILLÉ.

Les administrations postales des deux gouvernements contractants désigneront les bureaux ou les localités où l'échange international des colis est autorisé ; elles réglementeront le mode de transmission de ces colis et fixeront toutes autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution du présent accord.

19. DURÉE DE L'ACCORD.

1. Le présent accord entrera en vigueur à une date à convenir entre les administrations postales des deux gouvernements contractants.

2. Il demeurera en vigueur tant que l'un des deux gouvernements contractants n'aura pas notifié à l'autre, moyennant préavis d'une année, son intention de le dénoncer.

3. Le présent accord sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Londres, aussitôt que possible.

4. En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord, rédigé en langue anglaise et en langue espagnole, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Londres, le 1er décembre 1927.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.
(L. S.) Guillermo PATTERSON.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ACCORD ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET CUBA CONCERNANT LES COLIS POSTAUX.

Les soussignés, en vertu de l'article 18 du précédent accord, relatif à l'échange des colis postaux, ont adopté, après entente, au nom de leurs administrations postales respectives, les mesures suivantes en vue d'assurer l'exécution dudit accord.

I.

MODE D'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX.

1. L'échange des colis entre les deux pays, s'effectuera en sacs dûment clos et scellés, dans les bureaux que désigneront d'un commun accord les deux administrations postales intéressées.

2. Les deux administrations postales règleront, d'un commun accord, tous les détails relatifs au mode de transmission des colis entre leurs bureaux d'échange respectifs.

Les colis express transmis dans un courrier seront placés ensemble et, autant que possible, dans le sac qui contient la feuille de route et les autres documents. Lorsque ces colis ne pourront pas être tous placés dans le sac contenant ladite feuille de route, le sac ou les sacs dans lesquels ils sont enfermés seront indiqués par une étiquette spéciale.

De même, les colis expédiés avec valeur déclarée devront être renfermés dans des sacs postaux séparés, et ces sacs porteront des marques distinctives conventionnelles du modèle fixé de temps à autre d'un commun accord par les deux administrations.

II.

COMMUNICATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ÉCHANGE DES COLIS.

1. Chaque administration, après être arrivée, si c'est nécessaire, à un accord avec les autres administrations postales intéressées, communiquera à l'autre un tableau indiquant :

a) La liste des pays avec lesquels les colis peuvent être échangés par son intermédiaire.

b) Les voies d'acheminement utilisables pour la transmission des colis depuis l'entrée dans son territoire ou dans son service.

c) Le montant total des droits que l'administration expéditrice doit verser à chaque pays.

d) Les renseignements relatifs à l'admission des colis postaux avec valeur déclarée ou des colis express dans les pays pour lesquels elle sert d'intermédiaire.

2. Chaque administration déterminera, au moyen de ces renseignements, les voies d'acheminement à emprunter pour le transport de ses colis, ainsi que les frais de port et autres taxes postales à percevoir auprès des expéditeurs.

III.

LIMITE DES DIMENSIONS ET DU VOLUME.

1. Les colis postaux expédiés de Grande-Bretagne à destination de Cuba ne devront pas mesurer plus de 3 pieds 6 pouces (anglais) en longueur, ou plus de 6 pieds en longueur et pourtour réunis, et les colis expédiés de Cuba à destination de Grande-Bretagne ne devront pas mesurer plus de 1,05 m. en longueur ou de 54 décimètres cubes en volume.

2. En ce qui concerne le calcul exact du volume, du poids et des dimensions des colis, l'opinion de l'administration expéditrice sera acceptée, sauf dans les cas d'erreur évidente.

IV.

EMBALLAGE DES COLIS.

1. Tout colis portera l'adresse exacte du destinataire, écrite sur l'emballage même (l'inscription des adresses au crayon est interdite).

Les colis contenant des articles d'or et d'argent, des bijoux ou autres objets précieux d'une valeur supérieure à 100 livres sterling (2500 francs or), seront emballés dans une boîte ne mesurant pas moins de 3 pieds 6 pouces (1,05 m.) en longueur et pourtour réunis.

2. Tout colis devra être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la préservation du contenu. L'emballage devra être tel qu'il soit impossible de violer le contenu du colis sans laisser une trace évidente de cette violation.

3. Tout colis avec valeur déclarée devra être scellé à la cire ou avec un cachet de plomb, ou par tout autre moyen, avec une empreinte ou marque spéciale de l'expéditeur, les cachets étant en nombre suffisant pour garantir l'inviolabilité du colis.

4. Tout colis avec valeur déclarée devra porter sur l'emballage, et également sur le bulletin d'expédition, écrit en lettres et en chiffres, le montant de la somme pour laquelle le colis est assuré; les ratures ou mentions additionnelles sont interdites, même si elles sont certifiées exactes. Lorsque la somme sera libellée en monnaie anglaise ou cubaine, l'expéditeur ou le bureau de poste du pays d'origine indiquera, par des chiffres placés à côté ou au-dessous des autres, l'équivalent du montant en francs or et centimes.

5. Les liquides et les corps facilement liquéfiables devront être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pots, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant), il sera ménagé un espace qui devra être rempli de sciure, de son, ou autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber, en cas de bris, la totalité du contenu liquide.

V.

Bulletins d'expédition et déclarations en douane.

1. Chaque colis devra être accompagné d'un bulletin d'expédition et d'une déclaration en douane conformes ou analogues aux modèles ci-annexés. Les administrations postales intéressées se communiqueront réciproquement le nombre des déclarations en douane à fournir pour chaque pays de destination.

2. Le poids exact d'un colis avec valeur déclarée, en kilos et en grammes, sera inscrit par le bureau de poste expéditeur, à la fois sur l'emballage du colis et sur le bulletin d'expédition, à la place prévue à cet effet.

3. Les administrations postales déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

VI.

Etiquettes distinctives.

1. Chaque colis ainsi que le bulletin d'expédition correspondant porteront une étiquette indiquant l'origine, le numéro et le nom du bureau de poste d'origine du colis.

2. Le bulletin d'expédition portera, de plus, du côté de l'adresse, une estampille apposée par le bureau de poste d'origine, indiquant la date du dépôt du colis.

3. Chaque colis expédié avec valeur déclarée ainsi que le bulletin d'expédition correspondant porteront également une étiquette rouge avec l'indication « Insured » ou « Valeur déclarée ».

4. Chaque colis express ainsi que le bulletin d'expédition correspondant seront revêtus d'une estampille ou d'une étiquette avec le mot « Express » écrit en gros caractères.

5. Les étiquettes et les timbres d'affranchissement apposés sur les colis renfermant des pièces de monnaie, des articles d'or ou d'argent, des bijoux ou autres articles précieux doivent être placés de façon qu'il soit impossible de s'en servir pour cacher des défectuosités de l'emballage. Ces étiquettes ou timbres ne doivent pas être repliés sur deux faces de l'emballage de manière à dissimuler les bords.

VII

Feuilles de route des colis.

Les colis seront inscrits par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route conforme au modèle annexé au présent règlement, avec tous les détails prévus dans ce modèle. Les colis

avec valeur déclarée seront inscrits à part sur la feuille de route. Lorsqu'un colis express sera porté sur la feuille de route, le mot « Express » sera écrit en regard dans la colonne des observations. Les bulletins d'expédition et les déclarations en douane seront joints à la feuille de route.

Chaque bureau d'échange expéditeur numérotera les feuilles de route, à l'angle gauche supérieur ; on commencera chaque année une série nouvelle pour chacun des bureaux d'échange destinataires. Le dernier numéro d'ordre d'une année écoulée sera mentionné sur la feuille de route de la première expédition de l'année suivante.

VIII.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE.

1. Au moment de la réception d'une feuille de route, le bureau d'échange de réception vérifiera les colis et les divers documents inscrits sur la feuille, et, le cas échéant, signalera les articles manquants ou toutes autres irrégularités, au moyen d'un bulletin de vérification conforme au modèle ci-annexé.

2. La responsabilité des avaries ou pertes découvertes par le bureau d'échange de réception au moment de l'ouverture des sacs incombera à l'administration dont dépend le bureau d'échange expéditeur, à moins qu'il ne soit prouvé que l'avarie ou la perte est survenue en cours de transit dans le service de l'administration de réception.

3. Toute différence qui pourra être relevée quant aux bonifications ou aux mises en compte sera signalée au bureau d'échange expéditeur par un bulletin de vérification. Les bulletins de vérification régularisés seront joints aux feuilles de route auxquelles ils se rapportent. Les rectifications sans pièces justificatives à l'appui ne seront pas prises en considération par le personnel chargé de la comptabilité.

IX.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Si un avis de réception d'un colis avec valeur déclarée est demandé, le bureau de poste d'origine devra écrire sur le colis et sur le bulletin d'expédition, de façon très apparente, les mots « Avis de réception » ou les timbrer avec les lettres « A. R. ».

2. L'avis de réception sera établi par le bureau d'origine ou par tout autre bureau que l'administration expéditrice pourra désigner à cet effet. Si cet avis ne parvient pas au bureau de destination, ce bureau devra fournir officiellement un nouvel avis de réception.

Les formules d'avis de réception seront rédigées en français ou devront porter une traduction interlinéaire en cette langue.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renverra directement, franc de port, à l'expéditeur du colis.

4. Si, postérieurement au dépôt d'un colis, l'expéditeur réclame un avis de réception, le bureau d'origine établira, sur une formule d'avis de réception, une description exacte du colis (bureau d'origine, date de dépôt, numéro, adresse). Cette formule sera jointe à un modèle de demande de renseignements et l'affaire suivra son cours, conformément à la pratique en usage dans les cas d'enquêtes concernant la destination donnée à des colis ; toutefois, dans le cas où le colis auquel se rapporte l'avis de réception aura été dûment livré, le bureau de poste de destination retirera le modèle de demande de renseignements et renverra à l'expéditeur l'avis de réception, dûment rempli, suivant les modalités prévues à la section 3 du présent article.

5. Si un avis de réception, dûment demandé par l'expéditeur au moment du dépôt du colis, n'est pas revenu au bureau de poste d'origine après un délai normal, il sera procédé à une enquête au sujet de cet avis manquant, conformément à la procédure prescrite par la section 4 ci-dessus.

Le bureau d'origine écrira dans la partie supérieure de la formule les mots « Réclamation de l'avis de réception », etc.

X.

RÉEXPÉDITION.

1. Les colis postaux réexpédiés par suite de fausse direction seront acheminés par la voie la plus directe que puisse utiliser l'administration réexpéditrice. Lorsque la réexpédition entraînera le retour des colis au pays d'origine, le bureau d'échange réexpéditeur portera au crédit de l'administration de ce pays les bonifications reçues, après avoir signalé l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Dans le cas contraire et si le montant bonifié à l'administration réexpéditrice est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, celle-ci se créditera de la différence en majorant la somme inscrite à son avoir sur la feuille de route du bureau d'échange expéditeur. Ledit bureau sera avisé du motif de cette rectification au moyen d'un bulletin de vérification.

Lorsqu'un colis aura été admis à tort à l'expédition, par suite d'une erreur imputable au service postal et devra, pour ce motif, être retourné au pays d'origine, on procédera de la même manière que si le colis devait être retourné à l'administration expéditrice par suite de fausse direction.

3. A tout colis réexpédié devra être joint le bulletin d'expédition préparé par le bureau d'origine. Si le colis, pour une raison quelconque, doit être réemballé ou si le bulletin primitif doit être remplacé par un autre bulletin, le nom du bureau d'origine du colis ainsi que le numéro d'enregistrement primitif devront figurer tant sur le colis que sur le nouveau bulletin d'expédition.

XI.

NON-REMISE.

1. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, un colis qui ne pourra pas être remis à l'adresse indiquée sera retourné à l'expéditeur sans préavis et à ses frais.

2. L'expéditeur aura la faculté de demander, au moment du dépôt du colis, que le colis, s'il ne peut être remis à l'adresse indiquée, soit : *a)* traité comme colis abandonné, ou *b)* présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre solution ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette facilité, sa demande devra figurer sur le bulletin d'expédition et devra être conforme ou analogue à l'une des formules suivantes :

« Si la livraison est impossible à l'adresse indiquée : abandonner. »
« Si la livraison est impossible à l'adresse indiquée : livrer à ..... »

Ces indications devront également être inscrites sur l'emballage du colis.

3. Les articles susceptibles de se détériorer ou de se décomposer, à l'exclusion de tous autres articles, pourront, toutefois, être vendus immédiatement, même en cours de route à l'aller ou au retour, sans avis préalable, ni formalité judiciaire, au profit de qui de droit.

Le produit de la vente servira, en premier lieu, à couvrir les charges qui grèvent le colis ; l'excédent éventuel sera transmis à l'administration postale du pays d'origine pour être versé à l'expéditeur, qui supportera les frais de cette transmission.

Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les objets détériorés ou sans valeur seront détruits. La vente ou la destruction feront l'objet d'un rapport.

4. Les colis qui devront être retournés à l'expéditeur seront portés sur la feuille de route et le mot « Rebut » sera inscrit dans la colonne des observations.

5. A la condition que les formalités prescrites par les autorités douanières intéressées, ou autres formalités prévues, aient été remplies, les droits de douane proprement dits frappant les colis détruits, abandonnés par l'expéditeur, renvoyés dans le pays d'origine ou réexpédiés à destination d'un autre pays, seront annulés, aussi bien en Grande-Bretagne qu'à Cuba.

XII.

1. Chaque administration postale fera établir mensuellement par ses bureaux d'échange, pour tous les envois reçus des bureaux d'échange de l'autre administration, un état, conforme au modèle annexé au présent règlement, des sommes inscrites sur chaque feuille de route, soit à son crédit, soit à son débit.

2. Ces états seront ensuite récapitulés par la même administration sous forme d'un compte conforme au modèle également annexé au présent règlement.

3. Ce compte, accompagné des états mensuels, des feuilles de route et, s'il y a lieu, des bulletins de vérification y relatifs, sera soumis à l'examen de l'administration intéressée dans le cours du mois qui suivra le mois auquel il se rapporte.

4. Les comptes mensuels, après avoir été vérifiés et acceptés par les deux parties, seront résumés, sous forme de compte général trimestriel, par l'administration postale créditrice.

5. Le solde de ces comptes trimestriels sera exprimé en francs-or et le paiement en sera effectué dans les conditions prescrites par le règlement d'application détaillé de la Convention postale universelle.

6. L'établissement, la transmission et le paiement des comptes doivent être effectués aussitôt que possible, au plus tard avant l'expiration du trimestre suivant. Passé ce délai, les sommes dues par une administration à l'autre porteront intérêt au taux annuel de 7 %, à compter de la date d'expiration dudit délai.

XIII.

Le présent règlement d'exécution entrera en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'accord et demeurera en vigueur aussi longtemps que l'accord lui-même.

Toutefois, les deux administrations postales auront la faculté d'en modifier de temps à autre les détails, d'un commun accord.

Fait, en double exemplaire, en langue anglaise et en langue espagnole, à Londres, le premier décembre 1927.

Austen CHAMBERLAIN.
Guillermo PATTERSON.

Texte français des :

Tableaux des pages 167 *et* 168

Voir l'original.

Tableau C

Voir l'original page 169.

Tableau E

Voir l'original page 170.

Tableau de la page 172.

Bureau de poste,

Grande-Bretagne.

COLIS POSTAL.

Timbre indiquant la date

BULLETIN DE VÉRIFICATION

En vue de la rectification et de la vérification des irrégularités et erreurs de toute nature, observées dans le courrier des colis postaux en provenance du Bureau ..... et à destination du Bureau .....

Date du courrier ..... 19 . N° de la feuille de route ou date de l'expédition.....

Colis manquants.

Numéro		Origine	Destination (adresse complète si possible)	N° des tarifs ou somme créditée par le bureau expéditeur	Vérification du bureau destinataire	Remarques
d'ordre	du colis					

Colis détériorés.

Numéro		Origine	Nom et adresse		Contenu du colis	Poids réel du colis	Valeur déclarée	Renseignements relatifs au récipient dans lequel l'envoi a été reçu
d'ordre	du colis		expéditeur	destinataire				

Description et cause apparente de l'avarie, ou toutes autres remarques.

N° 1929

Tableau de la page 173.

IRRÉGULARITÉS.

(Feuille de route non reçue en temps voulu. Sacs mal clos, etc., etc.)

Erreurs.

Numéro		Origine	Nom et adresse du destinataire	Poids	N° des taxes ou somme créditée par le bureau expéditeur	Vérification du bureau destinataire	
d'ordre	du colis						

Total primitif ..... Total rectifié .....

Vu et accepté,

..... 19.... ..... 19...

....

Signature du contrôleur au Bureau de destination. Signature du contrôleur au Bureau expéditeur.

Texte français du :

Tableau G

Voir l'original page 174.

Tableau de la page 176.

Voir l'original.

Tableau de la page 178.

Voir l'original.

FOREIGN OFFICE.
S. W. I.
A.5996/1684/14.

Le 28 *août* 1928.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne désire voir amender sur deux points l'Accord conclu avec le Gouvernement de la République de Cuba pour l'échange des colis postaux, qui a été signé à Londres le 1er décembre 1927 et ratifié le 19 avril 1928 par un échange de notes entre les deux gouvernements.

2. En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 10 de l'accord, la taxe à créditer, sur la feuille de route des colis, à l'administration postale du pays de destination, pour la livraison « par exprès » d'un colis sera de 50 (cinquante) centimes (or) au lieu de 80 (quatre-vingts) centimes (or).

3. De plus, il ressort que les sept modèles qui auraient dû être annexés au règlement de cet accord n'y ont pas été annexés au moment de la signature. Ces modèles, dont une série, numérotée de 1 à 7, est jointe à la présente note, doivent être considérés comme faisant partie intégrante de l'accord et sont mentionnés à diverses reprises dans le règlement comme étant annexés audit accord.

4. Le Gouvernement de Sa Majesté proposerait donc d'introduire dans le paragraphe 2 de l'article 10 de l'accord l'amendement mentionné au deuxième paragraphe de la présente note et de considérer les sept modèles susmentionnés comme faisant partie intégrante du règlement de l'accord, tel qu'il a été signé. Je serai heureux de considérer l'accord comme ayant été amendé de cette manière si vous voulez bien m'adresser une note indiquant que le Gouvernement cubain accepte cet arrangement.

Veuillez agréer, etc.

CUSHENDUN.

M. Gabriel Suárez Solar,
etc., etc., etc.

LÉGATION DE CUBA.

LONDRES, *le* 28 *août* 1928.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur de me référer à la note de Votre Excellence N° A.5996/1684/14, en date de ce jour, et relative aux modifications à introduire dans l'Accord relatif à l'échange des colis postaux, signé par nos deux gouvernements le 1er décembre 1927 et ratifié à Londres le 19 avril 1928.

Me conformant aux instructions que j'ai reçues, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de la République de Cuba est d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne pour amender le paragraphe 2 (deux) de l'article 10 (dix) de l'accord, afin que la somme à percevoir pour la livraison d'un colis marqué « express » soit de 50 (cinquante) centimes (or) au lieu de 80 (quatre-vingts) centimes (or).

Le Gouvernement cubain accepte que les sept modèles annexés à la présente communication et numérotés de 1 à 7, soient compris dans l'accord et considérés comme en faisant partie intégrante. Ces modèles (feuilles) sont ceux qui se trouvent mentionnés à diverses reprises dans le règlement. Le Gouvernement de la République de Cuba est d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne pour considérer que l'acccord a été amendé de la manière susmentionnée.

Je saisis cette occasion, etc.

Gabriel SUÁREZ SOLAR.

A S. Exc. Lord Cushendun,
Secrétaire d'Etat p. i.
de Sa Majesté britannique
en Grande-Bretagne.

N° 1930.

ESTONIE ET FINLANDE

Arrangement concernant le service postal, avec protocole. Signés à Helsinki, le 20 août 1928.

ESTONIA AND FINLAND

Agreement regarding Postal Service, with Protocol. Signed at Helsinki, August 20, 1928.

N° 1930. — ARRANGEMENT [1] CONCERNANT LE SERVICE POSTAL ENTRE L'ESTONIE ET LA FINLANDE. SIGNÉ A HELSINKI, LE 20 AOUT 1928.

Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères d'Estonie et de Finlande. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 12 janvier 1929.

LES ADMINISTRATIONS DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES EN ESTONIE ET EN FINLANDE ont, en vertu de l'autorisation qui leur a été donnée, et sous réserve de ratification, fait un arrangement spécial concernant le service postal entre les deux pays.

Article premier.

TRANSPORT DE LA POSTE.

1. L'Office de chacun des pays contractants effectue le transport de sa propre poste et de la poste en transit à l'autre pays contractant et en fait les frais. Les Administrations des postes et des télégraphes peuvent pourtant en convenir d'une autre manière.

2. A l'échange direct entre les pays contractants l'Office recevant effectue le transport de la poste du bateau jusqu'au bureau de poste respectif et en paie les frais.

Article 2.

LES TAXES POUR LES LETTRES.

1. Les taxes pour les lettres de la Finlande en Estonie sont :

Pour lettres d'un poids maximum de 20 gr. : 1,50 mark ;
Pour lettres d'un poids de plus de 20 jusqu'à 125 gr. : 3 mark ;
Pour lettres d'un poids de plus de 125 jusqu'à 250 gr. : 4,50 mark ;
Pour lettres d'un poids de plus de 250 jusqu'à 500 gr. : 6 mark.
La taxe pour les lettres dont le poids dépasse 500 grammes est entièrement perçue selon le tarif général international.

2. Les taxes pour les lettres de l'Estonie en Finlande sont :

Pour les lettres d'un poids maximum de 40 gr. : 15 sent ;
Pour les lettres d'un poids de plus de 40 jusqu'à 60 gr. : 20 sent ;
Pour les lettres d'un poids de plus de 60 jusqu'à 80 gr. : 25 sent ;
etc. pour chaque coupure de poids excédant de 20 grammes : 5 sent.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 31 décembre 1928.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1930. — AGREEMENT [2] REGARDING POSTAL SERVICE BETWEEN ESTONIA AND FINLAND. SIGNED AT HELSINKI, AUGUST 20, 1928.

French official text communicated by the Estonian and Finnish Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place January 12, 1929.

In virtue of the powers conferred upon them THE POSTAL AND TELEGRAPH ADMINISTRATIONS IN ESTONIA and FINLAND have, subject to ratification, made a special Agreement concerning the postal service between the two countries.

Article 1.

TRANSPORT OF THE MAILS.

1. The Office of each of the contracting countries shall effect the transport of its own mails and of the mails in transit to the other contracting country and bear the cost thereof. The Postal and Telegraph Administrations may, however, come to a different agreement in this respect.

2. In the case of the direct exchange between the contracting countries the receiving office shall effect the transport of the mails from the ship to the respective post office and bear the cost thereof.

Article 2.

RATES ON POSTAGE FOR LETTERS.

1. The rates of postage for letters from Finland to Estonia shall be :

For letters not exceeding 20 gr. : 1.50 marks ;
For letters over 20 gr. but not exceeding 125 gr. : 3 marks ;
For letters over 125 gr. but not exceeding 250 gr. : 4.50 marks ;
For letters over 250 gr. but not exceeding 500 gr. : 6 marks.
The postage rate for letters exceeding 500 gr. shall be chargeable in full according to the general international tariff.

2. The postage rates for letters from Estonia to Finland shall be :

For letters not exceeding 40 gr. : 15 sent. ;
For letters over 40 gr. but not exceeding 60 gr. : 20 sent ;
For letters over 60 gr. but not exceeding 80 gr. : 25 sent.
The rate for letters exceeding the above weight shall be 5 sent. for every additional 20 gr. or fraction thereof.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Tallinn, December 31, 1928.

Article 3.

LES TAXES POUR LES CARTES POSTALES.

1. Les taxes pour les cartes postales de la Finlande en Estonie sont :

Pour une carte postale simple : 1 mark ;
Pour une carte postale avec réponse payée : 2 marks.

2. Les taxes pour les cartes postales de l'Estonie en Finlande sont :

Pour une carte postale simple : 10 sent ;
Pour une carte postale avec réponse payée : 20 sent.

Article 4.

LES TAXES POUR LES ENVOIS SOUS BANDE.

Les taxes pour les papiers d'affaires, les imprimés et les échantillons de marchandises sont dans l'échange entre les pays contractants perçues dans chacun des pays selon le tarif général international, pourtant avec la modification que la taxe minimum pour les papiers d'affaires soit :

En Finlande : 1,50 mark ;
Et en Estonie : 15 sent.

Article 5.

AUTRES DROITS.

1. Le droit de recommandation pour les envois de la Finlande en Estonie est 1,50 mark, de l'Estonie en Finlande : 15 sent.

2. Le droit d'assurance pour les lettres avec valeur déclarée de la Finlande en Estonie est :

Pour chaque 1000 marks ou fraction de cette somme : 40 penni.

De l'Estonie en Finlande :

Pour chaque 100 kroon ou fraction de cette somme : 20 sent.

Le droit pour un avis de réception, concernant un envoi recommandé, une lettre avec valeur déclarée, un colis postal ou un mandat de poste, si l'avis est demandé au moment du dépôt, est :

En Finlande 1,50 marks ;
En Estonie 15 sent.

Si l'avis de réception est demandé postérieurement au dépôt de l'envoi, on en perçoit le montant double des droits prévus à l'alinéa précédent.

4. Le droit pour une réclamation d'un envoi de la poste aux lettres ordinaire ou recommandé, une lettre avec valeur déclarée, un colis postal ou un mandat de poste est :

En Finlande : 3 marks ;
En Estonie : 30 sent.

Article 6.

REVISION DES TAXES.

Si les proportions actuelles entre la monnaie de Finlande et celle d'Estonie sont modifiées d'une manière considérable, ou si l'équivalent du franc-or dans la monnaie de l'un de ces pays subit une modification dans l'exploitation des postes internationales, il incombe aux administra-

Article 3.

POSTAGE RATES FOR POSTCARDS.

1. The postage rates for postcards from Finland to Estonia shall be :

For single postcards: 1 mark ;
For reply-paid postcards: 2 marks.

2. The postage rates for postcards from Estonia to Finland shall be :

For single postcards: 10 sent ;
For reply-paid postcards: 20 sent.

Article 4.

POSTAGE RATES FOR PACKETS SENT IN WRAPPERS.

The rates for commercial papers, printed matter and commercial samples in the exchange between the contracting countries shall be charged in each country according to the general international tariff, with the modification nevertheless that the minimum rate for commercial papers shall be :

In Finland: 1.50 marks.
In Estonia: 15 sent.

Article 5.

OTHER CHARGES.

1. The registration fee for packets sent from Finland to Estonia shall be 1.50 marks, and from Estonia to Finland: 15 sent.

2. The insurance fee for letters of declared value sent from Finland to Estonia shall be :

For every 1,000 marks or fraction thereof: 40 penni.

From Estonia to Finland :

For every 100 kroon or fraction thereof: 20 sent.

3. The fee for an advice of delivery with respect to a registered packet, letter of declared value, postal packet or money order, if the advice is applied for at the time of posting shall be :

In Finland: 1.50 mark.
In Estonia: 15 sent.

If the advice of delivery is applied for after posting, double the amount of the fees stated in the above paragraph shall be charged.

4. The fee for an application respecting ordinary or registered correspondence, a letter of declared value, postal packet or money order, shall be :

In Finland: 3 mark ;
In Estonia: 30 sent.

Article 6.

REVISION OF CHARGES.

If the present ratio between the currency of Finland and that of Estonia shall be modified to any considerable extent, or if the equivalent of the gold franc in the currency of one of these countries should undergo a change in the operation of the international post, the Postal and

tions des postes et des télégraphes des pays contractants de tomber d'accord d'un amendement requis des droits décrétés dans cet arrangement.

Article 7.

APPLICATION DES DISPOSITIONS INTERNATIONALES.

Dans les cas, pour lesquels il n'y a pas d'instruction dans cet arrangement, ou concernant lesquels on n'est pas autrement convenu par correspondance, la convention postale universelle et les arrangements internationaux avec leurs règlements d'exécution serviront de norme.

Article 8.

INSTRUCTIONS DÉTAILLÉES.

Les administrations des postes et des télégraphes des pays contractants ont la faculté de s'entendre par correspondance sur les instructions plus détaillées, qui peuvent devenir nécessaires pour l'application de cet arrangement, ou pour le bénéfice de l'échange postal.

Article 9.

LANGUE.

La correspondance entre les administrations des postes et des télégraphes de Finlande et d'Estonie, ainsi qu'entre les bureaux d'échange, aura lieu dans la langue française.

Les administrations des postes et des télégraphes peuvent pourtant convenir sur l'emploi dans cette correspondance des langues finnoise et estonienne.

Article 10.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement entrera en vigueur à partir du jour où les actes de ratification seront échangés entre les gouvernements des pays contractants et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

L'arrangement sera abrogé un an après le jour où l'une des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Fait en français, en double expédition, à Helsinki, le 20 août 1928.

Pour l'Estonie :

(L. S.) HELLAT.

Pour la Finlande :

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

Telegraph Administrations of the contracting countries shall be bound to agree to make the amendments required in regard to the fees laid down in this Agreement.

Article 7.

APPLICATION OF THE INTERNATIONAL PROVISIONS.

Cases concerning which this Agreement lays down no instructions or which have not otherwise been made the subject of an agreement by correspondence, shall be governed by the Universal Postal Convention and the international Agreements with their detailed regulations.

Article 8.

DETAILED INSTRUCTIONS.

The Postal and Telegraph Administrations of the contracting countries are empowered to come to an agreement by correspondence regarding such detailed instructions as may be necessary for the application of this Agreement or in the interest of postal exchanges.

Article 9.

LANGUAGE.

Correspondence between the Postal and Telegraph administrations of Finland and Estonia and between the exchange Offices shall be conducted in the French language.

The Postal and Telegraph Administrations shall be entitled, however, to agree to the use of the Finnish and Estonian languages in this correspondence.

Article 10.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

The present Agreement shall enter into force on the date of the exchange of the instruments of ratification between the Governments of the contracting countries and shall remain in force for an indefinite period.

The Agreement shall cease to have effect one year from the date on which one of the Contracting Parties shall have denounced it.

Done in duplicate in French at Helsingfors, August 20, 1928.

For Estonia :

(L. S.) HELLAT.

For Finland :

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

PROTOCOLE

Les plénipotentiaires soussignés des Gouvernements d'Estonie et de Finlande, en vertu de l'autorisation qui leur a été donnée, sont convenus de ce qui suit :

1° La ligne des paquebots entre la Finlande et l'Estonie est à considérer comme ligne finlandaise dans la direction de Finlande-Estonie et comme ligne estonienne en direction contraire.

2° Les frais de transit, fixés selon l'art. 70, p. 2 de la Convention postale universelle, conclue à Stokholm le 28 août 1924, sont dus pour le transport maritime des correspondances de la Finlande en Estonie, à l'Administration des postes et des télégraphes de la Finlande et — pour le transport en sens contraire, à l'Administration des postes et des télégraphes de l'Estonie.

3° Tant qu'aucun bateau estonien ne participe au transport de la poste entre la Finlande et l'Estonie, les frais du transport maritime de la poste aux lettres dans les deux directions sont payés aux compagnies de navigation par l'Administration des postes et des télégraphes de la Finlande, laquelle ensuite débite l'Administration estonienne de la somme payée aux compagnies de navigation pour le transport de l'Estonie en Finlande.

4° Les frais de transport et d'assurance maritimes pour le transport maritime des colis postaux, qui se basent sur l'arrangement de Stockholm, sont, dans les deux directions entre la Finlande et l'Estonie, dus entièrement à l'Administration des postes et des télégraphes de la Finlande, laquelle supporte tous les frais relatifs à ce transport.

HELSINKI, *le* 20 *août* 1928.

Pour l'Estonie :

HELLAT.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

PROTOCOL.

In virtue of the powers conferred upon them, the undersigned Plenipotentiaries of the Governments of Estonia and Finland have agreed as follows :

1. The line of packet vessels plying between Finland and Estonia shall be considered a Finnish line when travelling from Finland to Estonia, and an Estonian line in the opposite direction.

2. The transit rates, fixed in accordance with Article 70, paragraph 2, of the Universal Postal Convention concluded at Stockholm on August 28, 1924, shall, with respect to the carriage by sea of correspondence from Finland to Estonia be payable to the Postal and Telegraph Administration of Finland, and with respect to carriage in the opposite direction, to the Postal and Telegraph Administration of Estonia.

3. During such time as no Estonian vessel is concerned in the conveyance of mails between Finland and Estonia, the charges for carriage by sea of the letter mails in both directions shall be paid to the shipping companies by the Postal and Telegraph Administration of Finland which shall subsequently debit the Estonian Administration with the sum paid to the shipping companies for the carriage from Estonia to Finland.

4. The charges, based on the Stockholm arrangement for transport and marine insurance of postal packets carried by sea in both directions between Finland and Estonia, shall be payable in their entirety to the Postal and Telegraph Administration of Finland, which will bear the entire costs connected with such carriage.

HELSINGFORS, *August* 20, 1928.

For Estonia :

HELLAT.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

N° 1931.

BELGIQUE ET FRANCE

Accord relatif aux travailleurs frontaliers et saisonniers. Signé à Paris, le 4 juillet 1928.

BELGIUM AND FRANCE

Agreement regarding Frontier and Seasonal Workers. Signed at Paris, July 4, 1928.

N° 1931. — ACCORD [1] ENTRE LA FRANCE ET LA BELGIQUE, RELATIF AUX TRAVAILLEURS FRONTALIERS ET SAISONNIERS. SIGNÉ A PARIS, LE 4 JUILLET 1928.

Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de la République française et de Belgique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 23 janvier 1929.

Considérant que de tout temps un grand nombre de sujets belges sont venus travailler dans les établissements industriels, commerciaux et agricoles sis en France, tout en conservant leur domicile en Belgique où ils rentrent chaque jour ou chaque semaine ;

Que de tout temps également des sujets belges sont venus chaque année travailler temporairement en France comme ouvrier saisonniers, tout en conservant leur domicile en Belgique ;

Considérant qu'il y a lieu de tenir compte de ces conditions particulières dans l'application des formalités administratives prévues en France pour la protection du marché du travail national ;

Vu les articles 1 et 10 du Traité de travail franco-belge ;

Les soussignés plénipotentiaires de leurs gouvernements respectifs sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les travailleurs belge frontaliers, c'est-à-dire ceux qui travaillent dans des établissements industriels, commerciaux ou agricoles sis en France, tout en conservant leur domicile en Belgique, où ils retournent, en principe, chaque jour où chaque semaine, sont soumis aux formalités ci-après :

A. — Le travailleur frontalier devra se munir auprès du bourgmestre de la commune de son domicile, d'une carte d'identité qui lui sera délivrée par celui-ci sur le vu :

1° D'un certificat de bonne vie et de bonnes mœurs ;

2° D'un certificat du chef d'établissement qui l'emploie ou qui s'engage à l'employer, ce certificat étant visé par l'Office public de placement français compétent ;

B. — Le travailleur frontalier devra faire ensuite viser sa carte d'identité, dans les huit jours, par ledit Office public de placement.

La carte d'identité délivrée en vertu du présent accord sera valable pour deux ans.

A titre transitoire, les cartes délivrées en 1928 seront valables jusqu'au 31 décembre 1930.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 4 décembre 1928.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1931. — AGREEMENT [2] BETWEEN FRANCE AND BELGIUM, REGARDING FRONTIER AND SEASONAL WORKERS. SIGNED AT PARIS, JULY 4, 1928.

French official text communicated by the Ministers for Foreign Affairs of the French Republic and of Belgium. The registration of this Agreement took place January 23, 1929.

Whereas a large number of Belgian subjects have at all times been in the habit of coming to France to work in industrial, commercial and agricultural establishments situated in that country, while maintaining their domicile in Belgium whither they return every day or every week;

And whereas also Belgian subjects have been in the habit of coming to France every year to work temporarily as seasonal labourers while maintaining their domicile in Belgium;

And whereas it is necesary to take into consideration these special conditions in the application of the administrative formalities prescribed in France for the protection of the national labour market;

In view of Articles 1 and 10 of the Franco-Belgian Labour Treaty:

The undersigned Plenipotentiaries of their respective Governments have agreed on the following provisions:

Article 1.

Belgian frontier workers, that is to say, persons who work in industrial, commercial or agricultural establishments situated in France, while maintaining their domicile in Belgium, whither they return as a rule every day or every week, shall be subject to the following formalities:

A. — The frontier worker must obtain from the Mayor of the commune in which his place of domicile is situated an identity card which the latter shall deliver to him on presentation of:

(1) A certificate of good conduct and good character;

(2) A certificate from the head of the establishment who employs him or undertakes to employ him; this certificate must be provided with a visa by the competent French Public Employment Office;

B. — The frontier labourer must within eight days obtain a visa for this identity card from the said Public Employment Office.

An identity card issued in virtue of the present Agreement shall be valid for two years.

As a provisional measure cards issued in 1928 shall be regarded as valid until December 31, 1930.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Paris, December 4, 1928.

Article 2.

Les travailleurs belges saisonniers, c'est-à-dire ceux qui, tout en conservant leur domicile en Belgique, viennent travailler en France dans un établissement industriel, commercial, ou agricole, pour une durée n'excédant pas le laps de temps pour lequel la carte d'identité française n'est pas exigée, sont soumis aux formalités ci-après :

A. — Le travailleur saisonnier devra se munir, auprès du bourgmestre de la commune de son domicile, d'une carte d'identité qui lui sera délivrée par celui-ci, sur le vu :

1° D'un certificat de bonne vie et de bonnes mœurs ;

2° D'un certificat du chef d'établissement qui l'emploie ou qui s'engage à l'employer, ce certificat étant visé par l'autorité compétente française.

Le bourgmestre devra indiquer sur la carte d'identité :

a) Les noms et adresse de l'employeur ;
b) La profession que doit exercer le travailleur saisonnier ;
c) L'indication de l'autorité française qui a visé le certificat.

B. — Le travailleur saisonnier devra faire viser sa carte à l'entrée et à la sortie du territoire français par le commissaire spécial français, en lui présentant en même temps le certificat ci-dessus.

Article 3.

Les cartes de travailleur frontalier ou de travailleur saisonnier sont délivrées et visées gratuitement.

Les cartes de travailleurs frontaliers qui justifieront par un certificat de leur employeur qu'ils étaient occupés au moment de la mise en vigueur du présent accord dans un établissement industriel, commercial ou agricole, seront visées de droit jusqu'au 1er janvier 1929.

Article 4.

En cas de délit commis par le porteur d'une carte de frontalier ou de saisonnier, les administrations compétentes de l'un ou l'autre pays lui retireront ladite carte.

Les cartes retirées par l'Administration française seront renvoyées au Gouvernement belge en indiquant le motif du retrait.

Article 5.

Le présent accord sera ratifié, les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que possible. Il entrera en vigueur dès que les ratifications auront été échangées.

Il restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1930. Il sera renouvelé ensuite tacitement d'année en année, sauf déciation.

La dénonciation devra être notifiée trois mois avant l'expiration de chaque terme.

Fait à Paris en double exemplaire, le quatre juillet mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) (Signé) A. BRIAND.
(L. S.) (Signé) E. DE GAIFFIER.

Pour copie certifiée conforme :

Le ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole :
de Fouquières.

Article 2.

Belgian seasonal workers, that is to say persons who, while maintaining their domicile in Belgium, come to France for the purpose of working in an industrial, commercial or agricultural establishment for a period not exceeding the time-limit within which a French identity card is not required, shall be subject to the following formalities :

A. — The seasonal worker must obtain from the Mayor of the commune in which his place of domicile is situated, an identity card which the latter shall deliver to him on presentation of :

(1) A certificate of good conduct and good character.

(2) A certificate from the head of the establishment who employs him or undertakes to employ him, provided with a visa from the competent French authority. The Mayor shall state on the identity card :

(a) The employer's names and address ;
(b) The seasonal worker's occupation ;
(c) The name of the French authority which has affixed its visa to the certificate.

B. — The seasonal worker must have his card *visé* on entering and leaving French territory by the special French Commissioner, submitting the above certificate to him at the same time.

Article 3.

Frontier or seasonal workers' cards shall be issued and provided with a visa free of charge.

Frontier workers who are holders of cards and can prove by a certificate from their employer that they were employed at the date of the entry into force of the present Agreement in an industrial, commercial or agricultural establishment shall *ipso facto* be entitled to the visa until January 1, 1929.

Article 4.

Should the holder of a frontier or seasonal card be guilty of a misdemeanour, the competent administrations of either country shall withdraw the said card.

Cards withdrawn by the French administration shall be returned to the Belgian Government with a statement of the grounds for such withdrawal.

Article 5.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Paris as soon as possible. It shall enter into force as soon as the ratifications have been exchanged.

It shall remain in force until December 31, 1930. It shall be renewed subsequently from year to year without further formality, unless denounced.

The denunciation shall be notified three months before the expiration of each period.

Done in duplicate at Paris, the fourth day of July, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (Signed) A. BRIAND.
(L. S.) (Signed) E. DE GAIFFIER.

N° 1932.

FINLANDE ET NORVÈGE

Convention concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge des navires finlandais et norvégiens. Signée à Helsingfors, le 23 octobre 1928.

FINLAND AND NORWAY

Convention regarding mutual Recognition of Tonnage Certificates of Finnish and Norwegian Craft. Signed at Helsingfors, October 23, 1928.

TEXTE FINNOIS.
FINNISH TEXT.

N° 1932. — SUOMEN[1] JA NORJAN VÄLINEN SOPIMUS SUOMALAISTEN JA NORJALAISTEN ALUSTEN MITTAUSKIRJOJEN MOLEMMINPUOLISESTA TUNNUSTAMISESTA. ALLEKIRJOITETTU HELSINGISSÄ, LOKAKUUN 23 PÄIVÄNÄ 1928.

TEXTE SUÉDOIS.
SWEDISH TEXT.

N° 1932. — ÖVERENSKOMMELSE[1] MELLAN FINLAND OCH NORGE ANGÅENDE ÖMSESIDIGT ERKÄNNANDE AV FINSKA OCH NORSKA FARTYGS MÄTBREV. UNDERTECKNAD I HELSINGFORS, DEN 23 OKTOBER, 1928.

TEXTE NORVÉGIEN.
NORWEGIAN TEXT.

N° 1932. — OVERENSKOMST[1] MELLEM NORGE OG FINNLAND OM GJENSIDIG ANERKJENNELSE AV NORSKE OG FINSKE FARTÖIERS MÅLEBREV. UNDERTEGNET I HELSINGFORS, DEN 23 OKTOBER 1928.

Textes officiels finnois, suédois et norvégien communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 23 janvier 1929.

Finnish, Swedish and Norwegian official texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place January 23, 1929.

---

1 *artikla.*

Älköön suomalaista alusta, jolla on kansallinen mittauskirja, norjalaisissa satamissa, älköönkä norjalaista alusta, jolla on kansallinen mittauskirja, suomalaisissa satamissa, ilman aluksen omistajan tai päällikön pyyntöä, täydellisesti uudestimitattako aluksen vetomäärän määräämiseksi.

Alus, jolla ei ole edellämainittua mittauskirjaa, on

Artikel 1.

Finskt fartyg, försett med nationellt mätbrev, må icke i norska hamnar, och norskt fartyg, försett med nationellt mätbrev, må icke i finska hamnar underkastas fullständig ommätning för bestämmande av fartygets dräktighet, såframt icke fartygets ägare eller befälhavare därom anhållit.

Fartyg, som icke är försett med förenämnda mätbrev,

Art. 1.

Norsk fartöi forsynt med nasjonalt målebrev må ikke i finske havner, og finsk fartöi forsynt med nasjonalt målebrev ma ikke i norske havner underkastes fullstendig ommåling for bestemmelse av fartöiets drektighet, såfremt ikke fartöiets eier eller förer anholder derom.

Fartöi, som ikke er forsynt med nevnte målebrev, skal i

---

[1] Entrée en vigueur, le 23 janvier 1929.

[1] Came into force, January 23, 1929.

toisessa sopimusmaassa mitattava siellä voimassaolevien määräysten mukaisesti. Kuitenkin on tässä tapauksessa mittaus lykättävä, jos omistaja tai päällikkö ensimäisessä tämän maan satamassa, johon alus saapuu, ilmoittaa että alus tulee siellä mitattavaksi sen kotimaasta kutsuttavan mittaajan toimesta ja varustettavaksi kansallisella mittauskirjalla.

2 *artikla.*

Kun suomalaiset ja norjalaiset aluksenmittaussäännöt eivät ole täysin yhdenmukaiset, on aluksen maksuvelvollinen vetomäärä vahvistettava allaolevien määräysten mukaisesti.

I. NORJALAISET KONEVOIMALLA KULKEVAT ALUKSET.

Alus, jolla on kansallinen mittauskirja, on suomalaisissa satamissa vapautettu kaikista uudestimittauksista ja uudestilaskemisista, mikäli siinä ei ole sellaisia mittauksesta vapaita tiloja — kuten lastiaukolla varustettuja tiloja, avoimia suojakannentiloja ynnä muita samanlaisia sekä polttoaineen (öljyn) säilytykseen käytettäviä välipohjantankkeja — jotka suomalaisten aluksenmittaussääntöjen mukaan ovat bruttovetomäärään laskettavat.

Näissä tapauksissa ovat sellaiset tilat uudestimitattavat ja lisättävät bruttovetomäärään. Kuitenkin on, milloin puheenaolevan tilan tilavuus on mainittu kansallisessa mittauskirjassa, ainoastaan tilan uudestilaskeminen toimitettava.

Aluksessa, jossa on ylempänämainittuja mittauksesta

skall i det andra fördragsslutande landet undergå mätning enligt där gällande föreskrifter. Dock skall i detta fall mätning uppskjutas, såframt ägaren eller befälhavaren i den första i detta land belägna hamn, som fartyget anlöper, förklarar att fartyget därstädes skall undergå mätning av mätningsman, som tillkallas fran dess hemland, och förses med nationellt mätbrev.

Artikel 2.

Enär de finska och norska mätningsreglerna icke stå i fullständig överensstämmelse med varandra, skall den avgiftspliktiga dräktigheten bestämmas i enlighet med nedanstående föreskrifter.

I. NORSKT MASKINDRIVET FARTYG.

Dylikt fartyg, som är försett med nationellt mätbrev, skall i finska hamnar vara befriat från envar ommätning eller omräkning, såvida det icke innehåller mätfria rum — såsom rum med tonnageöppning, öppna skyddsdäcksrum cch andra dylika rum ävensom dubbelbottentankar, avsedda för bränsle (olja) — vilka enligt de finska skeppsmätningsreglerna skola inräknas i bruttodräktigheten.

I dylika fall skola dessa rum ommätas och inräknas i bruttodräktigheten. Dock skall endast omräkning av densamma äga rum, såvida kubikinnehållet av de ifrågavarande rummen finnes angivet i det nationella mätbrevet.

För fartyg, som enligt vad ovan är sagt innehåller mät-

det annet kontraherende land underkastes måling overensstemmende med der gjeldende bestemmelser. Dog skal i dette tilfelle måling opsettes, såfremt eieren eller föreren i den förste i dette land beliggende havn, som fartöiet anlöper, opgir, at fartöiet der vil bli målt av målere, som tilkalles fra hjemlandet, og forsynt med nasjonalt målebrev.

Art. 2.

Da de norske og finske skibsmålingsregler ikke er fullstendig overensstemmende med hinnannen, skal den avgiftspliktige drektighet bestemmes i henhold til nedenstående bestemmelser.

I. NORSK MASKINDREVET FARTÖI.

Sådant fartöi, som er forsynt med nasjonalt målebrev, skal i finske havner være fritatt for enhver ommåling eller omberegning, medmindre det har målefri rum — såsom rum med tonnasjeåpninger, åpne shelterdekksrum og lignende samt dobbeltbunnstanker, hvori föres brensel (olje) — som ifölge de finske skibsmålingsregler skal innbefattes i bruttodrektigheten.

I dette tilfelle skal disse rum ommåles og innbefattes i bruttodrektigheten. Dog skal der kun foretas en omberegning av denne, såfremt de omhandlede rums kubikkinnhold finnes angitt på det nasjonale målebrev.

For fartöi, som har målefri rum som ovenfor nevnt og

vapaita tiloja ja joka kulkee potkurilla, on koneistovähennys oleva 32 % muutetusta bruttovetomäärästä (suomalainen mittaus), jos koneistovähennykseen kuuluvien tilojen yhteenlaskettu tilavuus on yli 13 %, mutta alle 20 % bruttovetomäärästä. Muussa tapauksessa on koneistovähennyksenä oleva siihen kuuluvien tilojen tilavuus. lisättynä 75 % : la siitä. Missään tapauksessa ei koneistovähennys kuitenkaan saa olla suurempi kuin 55 % siitä vetomäärästä, joka jää jälelle, kun bruttovetomäärästä on vähennetty niiden tilojen tilavuus, joista vähennys saadaan tehdä, koneistovähennykseen sisältyviä tiloja kuitenkin lukuunottamatta. Koneistovähennykseen kuuluvien tilojen uudestimittausta ei tarvitse suorittaa, jos niiden tilavuus on mainittu kansallisessa mittauskirjassa.

Niihin aluksiin nähden, joissa ei ole ylempänämainittuja mittauksesta vapaita tiloja, on kansallisessa mittauskirjassa mainittua nettovetomäärää pidettävä perusteena niiden maksujen laskemisessa, mitkä Suomessa ovat suoritettavat tällaisen vetomäärän mukaan, ja muihin aluksiin nähden sitä nettovetomäärää, joka saadaan yllämainitun undestimittauksen tai uudestilaskemisen tulokseksi.

II. SUOMALAISET KONEVOIMALLA KULKEVAT ALUKSET.

Alus, jolla on kansallinen mittauskirja, on norjalaisissa satamissa vapautettu kaikista uudestimittauksista ja uudestilaskemisista, mikäli siinä ei ole sellaisia tiloja — kuten lastiaukolla varustettuja ti-

fria rum och som framdrives med propeller, skall maskinavdraget utgöra 32 % av den förändrade bruttodräktigheten (finsk mätning), såvida de till maskinavdraget hörande rummens sammanlagda kubikinnehåll överstiger 13 %, men understiger 20 % av bruttodräktigheten. I motsatt fall skall maskinavdraget utgöra kubikinnehållet av de till detsamma hörande rummen, ökat med 75 % av detta kubikinnehåll. Maskinavdraget får dock i intet fall överstiga 55 % av den dräktighet, som återstår, sedan från bruttodräktigheten frånräknats kubikinnehållet av de avdragsberättigade rummen med undantag av de i maskinavdraget innefattade rummen. Ommätning av de till maskinavdragen hörande rummen må icke företagas, såvida deras kubikinnehåll finnes angivet i det nationella mätbrevet.

För fartyg, som enligt ovansagda icke innehålla mätfria rum, skall den i det nationella mätbrevet angivna nettodräktigheten läggas, till grund för beräkningen av de avgifter, som i Finland skola erläggas beroende av sådan dräktighet, och för övriga fartygs vidkommande den nettodräktighet, som utgör resultatet av på ovanangivet sätt företagen ommätning eller omräkning.

II. FINSKT MASKINDRIVET FARTYG.

Dylikt fartyg, som är försett med nationellt mätbrev, skall i norska hamnar vara befriat från varje ommätning eller omräkning, såvida det icke innehåller rum — såsom rum med tonnageöppning, öppna

som fremdrives ved skrue, skal maskinfradraget utgjöre 32 % av den forandrede bruttodrektighet (finsk måling), såfremt det sammenlagte kubikkinnhold av de til maskinfradraget hörende rum er over 13 % men under 20 % av bruttodrektigheten. I motsatt tilfelle skal det utgjöre kubikkinnholdet av de til maskinfradraget hörende rum + 75 % av dette kubikkinnhold. Maskinfradraget må dog i intet tilfelle overstige 55 % av den drektighet, som blir til rest, efterat der i bruttodrektigheten er fratrukket kubikkinnholdet av de fradragsberettigede rum med undtagelse av de i maskinfradraget innbefattede rum. Ommåling av de til maskinfradraget hörende rum må ikke finne sted, såfremt deres kubikkinnhold finnes angitt på det nasjonale målebrev.

For fartöi, som ikke har målefri rum som ovenfor nevnt, skal den i det nasjonale målebrev anförte nettodrektighet legges til grunn for beregning av de avgifter, som i Finnland skal svares efter sådan drektighet og for övrige fartöiers vedkommende den nettodrektighet, som fremkommer ved ovennevnte ommåling eller omberegning.

II. FINSK MASKINDREVET FARTÖI.

Sådant fartöi, som er forsynt med nasjonalt målebrev, skal i norske havner være fritat for enhver ommåling eller omberegning, medmindre det har rum — såsom rum med tonnasjeåpninger, åpne

loja, avoimia suojakannentiloja ynnä muita samanlaisia sekä polttoaineen (öljyn) säilytykseen käytettäviä välipohjantankkeja — jotka sisältyvät kansallisessa mittauskirjassa mainituun bruttovetomäärään, mutta jotka norjalaisten aluksenmittaussäättöjen mukaan eivät siihen sisälly. Tässä tapauksessa ovat nämä tilat uudestimitattavat ja vähennettävät bruttovetomäärästä. Kuitenkin on, milloin puheenaolevien tilojen tilavuus on mainittu kansallisessa mittauskirjassa, ainoastaan undestilaskeminen toimitettava.

Aluksessa, jossa on ylempänä mainittuja tiloja ja joka kulkee potkurilla, on koneistovähennys suoritettava samalla tavoin kuin *norjalaisiin konevoimalla kulkeviin aluksiin* nähden on määrätty ja muutetusta bruttovetomäärästä (norjalainen mittaus) aiheutuvien suhteiden mukaisesti. Koneistovähennykseen kuuluvien tilojen uudestimittausta ei tarvitse suorittaa, jos niiden tilavuus on mainittu kansallisessa mittauskirjassa.

Niihin aluksiin nähden, joissa ei ole ylempänämainittuja tiloja (lastiaukolla varustettuja tiloja, avoimia suojakannentiloja j. n. e.), on kansallisessa mittauskirjassa mainittua nettovetomäärää pidettävä perusteena niiden maksujen laskemisessa, mitkä Norjassa ovat suoritettavat tällaisen vetomäärän mukaan, ja muihin aluksiin nähden sitä nettovetomäärää, joka saadaan yllämainitun uudestimittauksen tai uudestilaskemisen tulokseksi. Kuitenkin voidaan myöskin viimeksimainitussa tapauksessa maksuja suorittaa kansallisessa mittauskirjassa mainitun net-

skyddsdäcksrum och andra dylika rum samt dubbelbottentankar för förvaring av bränsle (olja) — vilka ingå i bruttodräktigheten i det nationella mätbrevet, men vilka enligt de norska skeppsmätningsreglerna icke ingå häri. I sådant fall skola dessa rum ommätas och borträknas från bruttodräktigheten. Emellertid skall endast en omräkning företagas, såvida de ifrågavarande rummens kubikinnehåll är angivet i det nationella mätbrevet.

För fartyg, innehållande sådana rum, som ovan nämnts, och framdrivna med propeller, skall maskinavdraget bestämmas på samma sätt, som angivits beträffande *Norskt maskindrivet fartyg*, och i överensstämmelse med de på grund av den förändrade bruttodräktigheten (norsk mätning) uppkomna förhållandena. Ommätning av de i maskinavdraget ingående rummen må icke företagas, såvida deras kubikinnehåll finnes angivet i det nationella mätbrevet.

För fartyg, som icke innehålla rum av ovansagda art (rum med tonnageöppningar, öppna skyddsdäcksrum o. s. v.) skall den i det nationella mätbrevet angivna nettodräktigheten läggas till grund för beräkningen av de avgifter, som i Norge skola erläggas beroende av sådan dräktighet, och för övriga fartygs vidkommande den nettodräktighet, som utgör resultatet av ovannämnda ommätning eller omräkning. Emellertid skall i det sistnämnda fallet avgifterna även kunna erläggas på grund av den i det nationella mätbrevet angivna nettodräktigheten, såvida ägaren eller

shelterdekksrum og lignende samt dobbeltbunnstanker, hvori föres brensel (olje) — som er innbefattet i bruttodrektigheten i det nasjonale målebrev, men som efter de norske skibsmålingsregler ikke skal innbefattes i denne. I dette tilfelle skal disse rum ommåles og utelates fra bruttodrektigheten. Dog skal der kun foretas en omberegning av denne, såfremt de omhandlede rums kubikkinnhold finnes angitt på det nasjonale målebrev.

For fartöi, som har rum som ovenfor nevnt, og som fremdrives ved skrue, skal maskinfradraget bestemmes på samme måte som anført under *Norsk maskindrevet fartöi* og overensstemmende med de ved den forandrede bruttodrektighet (norsk måling) fremkomne forhold. Ommåling av de til maskinfradraget hörende rum må ikke finne sted, såfremt deres kubikkinnhold finnes angitt på det nasjonale målebrev.

For fartöi, som ikke har rum som ovenfor nevnt (rum med tonnasjeåpninger, åpne shelterdekksrum m. v.) skal den i det nasjonale målebrev anförte nettodrektighet legges til grunn for beregning av de avgifter, som i Norge skal svares efter sådan drektighet og for övrige fartöiers vedkommende den nettodrektighet, som fremkommer ved ovennevnte ommåling eller omberegning. Dog skal også i siste tilfelle avgifter kunne erlegges efter den i det nasjonale målebrev anförte nettodrektighet såfremt eier eller förer fremsetter begjæring herom.

tovetomäärän mukaan, jos omistaja tai päällikkö sitä pyytää.

III. ILMAN KONEVOIMAA KULKEVAT ALUKSET.

Alukset, joilla on kansallinen mittauskirja, ovat vapautetut kaikista uudestimittauksista ja uudestilaskemisista.

Kansallisessa mittauskirjassa mainittua nettovetomäärää on pidettävä perusteena niiden maksujen laskemisessa, jotka ovat suoritettavat tällaisen vetomäärän mukaan.

3 *artikla.*

2 artiklassa mainittu osittainen uudestimittaus lisäyksen tai vähennyksen laskemiseksi tarkoittaa ainoastaan sellaisia tiloja, joiden suhteen suomalaiset ja norjalaiset aluksenmittausmääräykset eivät ole yhdenmukaiset.

Kustannukset täydellisestä mittauksesta, osittaisesta uudestimittauksesta tai uudestilaskemisesta on laskettava ja maksettava niiden määräysten mukaan, jotka sellaisesta mittauksesta tai uudestilaskemisesta ovat voimassa siinä maassa, jossa mittaus tai uudestilaskeminen on toimitettava.

4 *artikla.*

Jos osittaisessa uudestimittauksessa tai uudestilaskemisessa huomataan, että ilmoitusta eräiden tilojen tilavuudesta ei ollut kansallisessa mittauskirjassa taikka että mittaaminen ei ole tapahtunut voimassaolevien mittaussääntöjen mukaan, on maksuvelvollinen vetomäärä viipymättä oikaistava ja ilmoitus tästä

befälhavaren gör framställning härom.

III. ICKE MASKINDRIVNA FARTYG.

Dylika fartyg, som äro försedda med nationellt mätbrev, skola vara befriade från envar ommätning eller omräkning.

Den i det nationella mätbrevet angivna nettodräktigheten skall läggas till grund för beräknandet av de avgifter, som skola erläggas beroende av sådan dräktighet.

Artikel 3.

I artikel 2 omnämnd partiell ommätning för beräknande av tillägg eller avdrag må avse endast sådana rum, i fråga om vilka de finska och norska skeppsmätningsbestämmelserna icke överensstämma.

Kostnaderna för fullständig mätning, partiell ommätning eller omräkning skall beräknas och bestridas i enlighet med de bestämmelser, som för sådan mätning eller omräkning gälla i det land, där mätningen eller omräkningen företages.

Artikel 4.

Befinnes vid partiell ommätning eller omräkning, att uppgift rörande volymen av vissa rum icke förekommit i mätbrevet eller att mätningsförfarandet icke skett i överensstämmelse med gällande mätningsbestämmelser, må omedelbart rättelse ske vid bestämmandet av den avgiftspliktiga dräktigheten och an-

III. FARTÖIER SOM IKKE DRIVES MED MASKINERI.

Sådanne fartöier, som er forsynt med nasjonalt målebrev, skal være fritatt for enhver ommåling eller ombe regning.

Den i det nasjonale målebrev anförte nettodrektighet skal legges til grunn for beregning av de avgifter, som skal svares efter sådan drektighet.

Art. 3.

Den i artikkel 2 omhandlede partielle ommåling for beregning av tillegg eller fradrag gjelder kun for sådanne rum, for hvilke de norske og finske skibsmålingsregler ikke er overensstemmende.

Omkostningene ved fullstendig måling, partiell ommåling eller omberegning skal beregnes og bestrides efter de bestemmelser, som gjelder for sådan måling eller omberegning i det land, hvor målingen eller omberegningen finner sted.

Art. 4.

Befinnes ved partiell ommåling eller omberegning at opgave vedrörende volumet av visse rum ikke forekommer i målebrevet eller at målingen ikke er skjedd i overensstemmelse med gjeldende måleregler, bör rettelse straks skje ved bestemmelse av den avgiftspliktige drektighet og anmeldelse herom så snart som

kiireellisesti tehtävä, suomalaisista aluksista « Kontrollrevisjonen for Skibsmålningen » nimiselle virastolle Norjassa ja norjalaisista aluksista Merenkulkuhallituksen laivatoimistolle Suomessa.

5 *artikla.*

Aluksen omistajan tai päällikön pyynnöstä voidaan tämän sopimuksen määräyksistä riippumatta toimittaa niinhyvin täydellinen mittaus kuin myös osittainen uudestimittaus sekä uudestilaskeminen. Tästä aiheutuvat kustannukset on omistajan tai päällikön suoritettava.

6 *artikla.*

Tämä sopimus tulee voimaan kolmen kuukauden kuluttua allekirjoittamisesta ja molemmat hallitukset voivat sen irtisanoa kahdentoista kuukauden irtisanomisaikaa käyttäen.

Vakuudeksi allekirjoittaneet, siihen asianmukaisesti valtuutettuina, ovat tämän sopimuksen allekirjoittaneet ja sen sineteillään varustaneet.

Tehtiin kahtena kappaleena suomen, ruotsin ja norjan kielillä, Helsingissä, 23 päivänä lokakuuta 1928.

(L. S.) Hj. J. PROCOPÉ.

mälan härom så snart som möjligt göras beträffande finskt fartyg hos « Kontrollrevisjonen for Skibsmålingen » i Norge och beträffande norskt fartyg hos Sjöfartsstyrelsens fartygsbyrå i Finland.

Artikel 5.

På begäran av fartygets ägare eller befälhavare kan fullständig mätning, partiell ommätning eller omräkning oberoende av bestämmelserna i denna överenskommelse äga rum. Kostnaderna härför skall bestridas av ägaren eller befälhavaren.

Artikel 6.

Denna överenskommelse skall träda i kraft tre månader efter undertecknandet och kan av de båda regeringarna uppsägas med en föregående uppsägningstid av sex månader.

Till bekräftelse härav hava undertecknade, därtill vederbörligen befullmäktigade, undertecknat denna överenskommelse och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Helsingfors, i tvenne exemplar, på finska, svenska och norska språken, den 23 oktober 1928.

mulig gjöres forsåvidt angår finsk fartöi til Kontrollrevisjonen for Skibsmålingen i Norge og forsåvidt angår norsk fartöi til « Sjöfartsstyrelsens Fartygsbyrå » i Finnland.

Art. 5.

På begjæring av et fartöis eier eller förer kan såvel fullstendig måling som partiell ommåling og omberegning finne sted uten hensyn til bestemmelsene i denne overenskomst. Omkostningene hermed skal da bestrides av eier eller förer.

Art. 6.

Denne overenskomst skal tre i kraft 3 måneder efterat den er undertegnet, og kan av begge regjeringer opsies med 6 måneders varsel.

Til bekreftelse herav har undertegnede, dertil behörig befullmektiget, undertegnet nærværende overenskomst og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i Helsingfors i to eksemplarer på norsk, finsk og svensk, den 23 oktober 1928.

(L. S.). Fr. JAKHELLN.

[1] TRADUCTION.

N°. 1932. — CONVENTION ENTRE LA FINLANDE ET LA NORVÈGE, CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES LETTRES DE JAUGE DES NAVIRES FINLANDAIS ET NORVÉGIENS. SIGNÉE A HELSINGFORS, LE 23 OCTOBRE 1928.

Article premier.

Les bâtiments norvégiens munis d'un certificat national de jauge, dans les ports finlandais, et les bâtiments finlandais munis d'un certificat national de jauge, dans les ports norvégiens, ne pourront être soumis à un rejaugeage total, en vue de déterminer le tonnage du bâtiment, sauf à la demande de leur propriétaire ou de leur capitaine.

Les bâtiments non munis du certificat précité seront astreints au jaugeage dans l'autre pays contractant, conformément aux règlements qui y sont en vigueur. En ce cas, toutefois, le jaugeage sera différé si le propriétaire ou le capitaine déclare, dans le premier port du pays où relâchera le bâtiment, que celui-ci doit être jaugé par des experts mandés du pays auquel il appartient et muni d'un certificat de jauge national.

Article 2.

Les règles de jaugeage norvégiennes et finlandaises ne concordant pas absolument, le tonnage imposable sera déterminé conformément aux dispositions ci-après.

I. BATIMENTS NORVÉGIENS A PROPULSION MÉCANIQUE.

Les bâtiments de cette catégorie munis d'un certificat national de jauge seront exemptés,

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 1932. — CONVENTION BETWEEN FINLAND AND NORWAY REGARDING MUTUAL RECOGNITION OF TONNAGE CERTIFICATES OF FINNISH AND NORWEGIAN CRAFT. SIGNED AT HELSINGFORS, OCTOBER 23, 1928.

Article 1.

Norwegian craft having a national tonnage certificate, when in Finnish ports, and Finnish craft having a national tonnage certificate, when in Norwegian ports, shall not be subject to entire remeasurement for purposes of tonnage computation except at the request of the owner or master.

Craft having no such tonnage certificate shall be measured in the other contracting country according to the rules in force therein. Measurement shall, however, be deferred in such cases if the owner or master declares, in the first port of call in the said country, that the ship will be measured there by tonnage surveyors summoned from his own country, and be furnished with a national tonnage certificate.

Article 2.

The Norwegian and Finnish rules of measurement not being in full accord, the assessable tonnage shall be ascertained in accordance with the following provisions.

I. NORWEGIAN CRAFT PROPELLED BY ENGINE-POWER.

Craft of this class having a national tonnage certificate shall be exempt in Finnish ports from

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

dans les ports finlandais, de tout rejaugeage ou revision des calculs de jauge, à moins qu'il n'existe sur ces navires des espaces non compris dans la jauge — tels qu'ouvertures de tonnage, ponts-abris ouverts et autres espaces similaires, ou réservoirs de double fond contenant du combustible (huile) — qui, en vertu des règlements de jaugeage finlandais, doivent être compris dans le tonnage brut.

En ce cas, lesdits espaces seront rejaugés et ajoutés au tonnage brut. Toutefois, on se bornera à reviser le calcul de ce tonnage lorsque la capacité cubique des espaces en question figure sur le certificat national de jauge.

En ce qui concerne les bâtiments à hélice sur lesquels existent des espaces de la nature visée ci-dessus non compris dans la jauge, la déduction à opérer au titre de l'appareil moteur sera égale à 32 % du tonnage brut modifié (jaugeage finlandais) lorsque la capacité cubique totale de l'espace à déduire pour l'appareil moteur est supérieure à 13 %, mais inférieure à 20 % du tonnage brut. Dans les autres cas, cette déduction sera égale à la capacité cubique de l'espace à déduire pour l'appareil moteur augmenté de 75 %. Toutefois, en aucun moment, la déduction ne sera supérieure à 55 % du tonnage restant après que l'on aura déduit du tonnage brut la capacité cubique des espaces donnant droit à une déduction, à l'exception de ceux qui rentrent dans la déduction à opérer au titre de l'apppareil moteur. Ces derniers ne seront pas soumis au rejaugeage si leur capacité cubique est indiquée dans le certificat national de jauge.

Les droits à percevoir en Finlande sur le tonnage net seront calculés, pour les bâtiments sur lesquels il n'existe pas d'espaces de la nature visée ci-dessus non compris dans la jauge, d'après le tonnage net figurant dans le certificat national de jauge et, pour les autres bâtiments, d'après le tonnage net résultant du rejaugeage ou de la revision des calculs.

II. BATIMENTS FINLANDAIS A PROPULSION MÉCANIQUE.

Les bâtiments de cette catégorie munis d'un certificat de jauge seront exemptés, dans les ports norvégiens, de tout rejaugeage ou revision des calculs de jauge, à moins qu'il n'existe sur ces navires des espaces — tels qu'espaces avec ouverture pouvant recevoir du tonnage, ponts-abris ouverts et autres espaces similaires, ou réservoirs de double fond contenant du com-

any remeasurement or revision of calculations, unless they have any space not included in the tonnage — such as space with tonnage openings, open shelter-deck space and the like, or double-bottom tanks for carrying fuel (oil) — which should be included in the gross tonnage under Finnish tonnage-measurement regulations.

In such cases the space in question shall be remeasured and included in the gross tonnage. If, however, the cubic capacity of the said space is given in the national tonnage certificate, only a recalculation shall be made.

In the case of screw-driven craft having space of the above-mentioned kind not included in the tonnage, the allowance for propelling power shall be 32 % of the revised gross tonnage figure (Finnish measurement), provided the aggregate cubic capacity of the spaces entering into the allowance for propelling power is more than 13 % and less than 20 % of the gross tonnage. In other cases, the allowance shall be equivalent to the cubic capacity of the spaces entering into the reckoning plus 75 % of that capacity. The allowance for propelling power shall, however, in no case exceed 55 % of the tonnage remaining after the subtraction from the gross tonnage of the cubic capacity of deductable space other than that comprised in the allowance for propelling power. The spaces entering into the allowance for propelling power shall not be remeasured if their cubic capacity is given in the national tonnage certificate.

Dues payable on a net tonnage basis in Finland shall be assessed, in the case of craft having no space of the above-mentioned kind not included in the tonnage, on the net tonnage given in the national tonnage certificate, and, in the case of other craft, on the net tonnage ascertained by remeasurement or recalculation as provided above.

II. FINNISH CRAFT PROPELLED BY ENGINE-POWER.

Craft of this class having a national tonnage certificate shall be exempt in Norwegian ports from any remeasurement or revision of calculations, unless they have any space — such as space with tonnage openings, open shelter-deck space and the like, or double-bottom tanks for carrying fuel (oil) — which is included in the gross tonnage in the national tonnage

bustible (huile) — compris dans le tonnage brut indiqué sur le certificat national de jauge, alors qu'ils en seraient exclus d'après les règlements de jaugeage norvégiens.

En ce cas, lesdits espaces seront rejaugés et déduits du tonnage brut. Toutefois, on se bornera à reviser le calcul de ce tonnage lorsque la capacité cubique des espaces en question figure sur le certificat national de jauge.

En ce qui concerne les bâtiments sur lesquels existent les espaces précités et qui sont mus par une hélice, la déduction à opérer au titre de l'appareil moteur sera déterminée de la manière indiquée ci-dessus pour les bâtiments norvégiens à propulsion mécanique et conformément au résultat de la modification du tonnage brut (jaugeage norvégien). Les espaces rentrant dans la déduction à opérer au titre de l'appareil moteur ne seront pas soumis au rejaugeage lorsque leur capacité cubique est indiquée dans le certificat national de jauge.

Les droits à percevoir en Norvège sur le tonnage net seront calculés, pour les bâtiments ne possédant pas les espaces spécifiés ci-dessus (espaces avec ouverture de tonnage, ponts-abris ouverts, etc.), d'après le tonnage net indiqué dans le certificat de jauge national et, pour les autres navires, d'après le tonnage net résultant du rejaugeage ou de la revision des calculs de jauge. Toutefois, dans ce dernier cas, les droits pourront également être perçus sur le tonnage net indiqué dans le certificat national de jauge si le propriétaire ou le capitaine en fait la demande.

III. Batiments dont la propulsion n'est pas mécanique.

Les bâtiments de cette catégorie, détenteurs d'un certificat national de jauge, seront exemptés de tout rejaugeage ou revision des calculs de jauge.

Le tonnage net tel qu'il est indiqué dans le certificat national de jauge servira de base au calcul des droits à percevoir sur ledit tonnage.

Article 3.

Le rejaugeage partiel visé à l'article 2 et destiné au calcul du volume à ajouter ou à déduire ne s'applique qu'aux espaces au sujet desquels les règlements de jaugeage norvégiens et finlandais ne concordent pas.

certificate, but which should not be reckoned in under Norwegian tonnage-measurement regulations. In such cases, the space in question shall be remeasured and deducted from the gross tonnage. If, however, the cubic capacity of the said space is given in the national tonnage certificate, only a recalculation shall be made.

In the case of screw-driven craft having space of the above-mentioned kind, the allowance for propelling power shall be computed in the manner specified in the section headed Norwegian craft propelled by engine power, and on the basis of the revised gross tonnage figure (Norwegian measurement). The spaces entering into the allowance for propelling power shall not be remeasured if their cubic capacity is given in the national tonnage certificate.

Dues payable on a net tonnage basis in Norway shall be assessed, in the case of craft having no space of the above-mentioned kind (space with tonnage openings, open shelter-deck space, etc.), on the net tonnage given in the national tonnage certificate, and, in the case of other craft, on the net tonnage ascertained by remeasurement or recalculation as provided above. In the last-named case also, however, the dues may be paid on the basis of the net tonnage given in the national tonnage certificate, if the owner or master so requests.

III. Craft not propelled by engine-power.

Craft of this class having a national tonnage certificate shall be exempt from any remeasurement or revision of calculations.

Dues payable on a net tonnage basis shall be assessed on the net tonnage given in the national tonnage certificate.

Article 3.

The partial remeasurement for the calculation of the increase or deduction, which is mentioned in Article 2, shall only affect space in respect of which the Norwegian and Finnish tonnage-measurement regulations differ.

La détermination et le paiement des frais de jaugeage total, de rejaugeage partiel ou de revision des calculs auront lieu selon les règles applicables auxdites opérations dans le pays où s'effectue le jaugeage ou la revision des calculs.

Article 4.

Au cas où le rejaugeage partiel ou la revision des calculs établirait que les chiffres relatifs au volume de certains espaces ne figurent pas dans le certificat de jauge ou que le jaugeage n'a pas été effectué conformément aux règles de jaugeage en vigueur, le tonnage imposable sera immédiatement rectifié et il en sera donné avis le plus tôt possible au Service de contrôle du jaugeage en Norvège *(Kontrollrevisjonen for Skibsmålingen)*, s'il s'agit d'un bâtiment finlandais, et à l'Office central de la navigation en Finlande *(Sjöfartsstyrelsens Fartygsbyrå)*, s'il s'agit d'un bâtiment norvégien.

Article 5.

A la demande du propriétaire ou du capitaine du navire, il pourra être procédé à un jaugeage total, à un rejaugeage partiel ou à une revision des calculs, indépendamment des dispositions de la présente convention. En ce cas, les frais de ces opérations seront à la charge du propriétaire ou du capitaine.

Article 6.

La présente convention entrera en vigueur trois mois après la date de sa signature et chacun des deux gouvernements pourra la dénoncer moyennant préavis de six mois.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Helsingfors, le 23 octobre 1928, en double expédition, en langues norvégienne, finnoise et suédoise.

The cost of complete tonnage measurement, partial remeasurement or revision of calculations shall be computed and defrayed in accordance with the regulations in force for such measurement or revision of calculations in the country in which the measurement or revision of calculations is carried out.

Article 4.

If it should be found, as a result of partial remeasurement or revision of calculations, that figures relating to the volume of a particular space are not given in the tonnage certificate, or that the measurement has not been carried out in accordance with the tonnage-measurement regulations in force, the figure of assessable tonnage shall at once be corrected, and notification shall be made as soon as possible to the Inspectorate of Tonnage Measurement *(Kontrollrevisjonen for Skibsmålingen)* in Norway in the case of Finnish craft, and to the Central Navigation Office *(Sjöfartsstyrelsens Fartygsbyrå)* in Finland in the case of Norwegian craft.

Article 5.

At the request of the owner or master, a complete tonnage measurement, a partial remeasurement or a revision of calculations may be carried out independently of the provisions of the present Convention. The cost of such operations shall be borne by the owner or master.

Article 6.

The present Convention shall come into force three months after signature. It may be denounced by either Government subject to six months' notice.

In faith whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Helsingfors in the Norwegian, Finnish, and Swedish languages, October 23, 1928.

(L. S.) Hj. J. PROCOPE.
(L. S.) Fr. JAKHELLN.

N° 1933.

AUTRICHE ET ROUMANIE

Convention concernant le règlement des dettes et créances libellées en anciennes couronnes austro-hongroises entre ressortissants des Hautes Parties contractantes, avec annexes, signée à Vienne, le 26 juillet 1924, et Accord additionnel à cette convention, signé à Bucarest, le 17 janvier 1928.

AUSTRIA AND ROUMANIA

Convention regarding the Settlement of Debts and Claims expressed in former Austro-Hungarian Crowns between the Nationals of the High Contracting Parties, with Annexes, signed at Vienna, July 26, 1924, and Additional Agreement to this Convention, signed at Bucharest, January 17, 1928.

N° 1933. — CONVENTION [1] ENTRE L'AUTRICHE ET LA ROUMANIE, CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES DETTES ET CRÉANCES LIBELLÉES EN ANCIENNES COURONNES AUSTRO-HONGROISES ENTRE RESSORTISSANTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES. SIGNÉE A VIENNE, LE 26 JUILLET 1924.

Texte officiel français communiqué par le Chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 janvier 1929.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, désirant arriver à un accord pour le règlement des dettes et créances en anciennes couronnes austro-hongroises, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Son Excellence M. Dr A. GRÜNBERGER, ministre fédéral des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence M. I. NISTOR, ministre d'Etat ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

SECTION PREMIERE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier.

Seront soumises au régime de la présente convention, sans égard à leur échéance, les dettes et créances de droit privé entre ressortissants des Hautes Parties contractantes, libellées en anciennes couronnes austro-hongroises et nées jusqu'au 25 mars 1919, en tant qu'elles subsistaient à cette date et au moment de la mise en vigueur de la présente convention ou qu'elles étaient basées sur des faits ou des contrats passés avant le 25 mars 1919 et non encore payées.

Le dépôt de la somme due, effectué par le débiteur auprès d'une caisse de consignation (dépôt judiciaire) sans l'assentiment du créancier, avant la mise en vigueur de la présente convention

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 16 octobre 1925.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1933. — CONVENTION [2] BETWEEN AUSTRIA AND ROUMANIA REGARDING THE SETTLEMENT OF DEBTS AND CLAIMS EXPRESSED IN FORMER AUSTRO-HUNGARIAN CROWNS BETWEEN NATIONALS OF THE HIGH CONTRACTING PARTIES. SIGNED AT VIENNA, JULY 26, 1924.

French official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Convention took place January 24, 1929.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being desirous of arriving at an agreement for the settlement of debts and claims in former Austro-Hungaria crowns, have resolved to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

His Excellency Dr. A. GRÜNBERGER, Federal Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency M. I. NISTOR, Minister of State,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

SECTION I.

GENERAL PROVISIONS.

Article I.

Irrespective of the date on which they fall due, debts and claims in private law between nationals of the High Contracting Parties, expressed in former Austro-Hungarian crowns and contracted up to March 25, 1919, shall be subject to the provisions of the present Convention, if they existed on the above-mentioned date and still exist on the date on which the present Convention comes into force, or if they were based on transactions or contracts prior to March 25, 1919, and have not yet been settled.

The placing by the debtor in a Government deposit and consignation office of the amount due, without the consent of the creditor and prior to the entry into force of this Convention but

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Vienna, October 16, 1925.

mais après le 25 mars 1919, n'a pas d'effet libératoire. La somme consignée sera restituée en déposant sur la demande.

Article II.

Seront considérés comme ressortissants de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes toutes les personnes physiques et les personnes juridiques ou morales, y compris les organismes autonomes (par exemple) : provinces, districts, communes, ayant eu à la date fixée ci-dessus leur domicile, résidence habituelle ou leur siège légal respectivement sur le territoire de la République d'Autriche ou sur les territoires transférés à la Roumanie en vertu des Traités de Saint-Germain et de Trianon.

Quant aux succursales, le siège de celles-ci et non celui de l'établissement principal décidera.

Article III.

Les dettes et créances soumises au régime de la présente convention seront payées en lei au taux de 50 (cinquante) lei pour 100 (cent) couronnes anciennes austro-hongroises, sauf les exceptions prévues dans les articles suivants.

Article IV.

Les payements à faire en vertu des titres au porteur, tels que : obligations partielles, obligations communales, lettres hypothécaires, actions, parts bénéficiaires des coopératives, bons de caisse, livrets d'épargne, etc. et qui sont émis sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, seront effectués sauf les exceptions prévues dans cette convention, au taux de 50 (cinquante) lei ou 100 (cent) couronnes autrichiennes, respectivement pour 100 (cent) couronnes austro-hongroises, selon que le débiteur aurait son siège sur le territoire de la Roumanie ou de l'Autriche, indépendamment de l'endroit où le payement effectif sera fait. Le payement sera effectué sans qu'il incombe au porteur de produire des preuves, soit concernant la nationalité, soit le domicile, soit la date de l'acquisition, etc.

Article V.

Par exception aux dispositions de l'article IV, les livrets d'épargne émis par les institutions financières autrichiennes avant le 25 mars 1919, seront payés au taux de 50 (cinquante) lei pour 100 (cent) couronnes anciennes austro-hongroises, si ces livrets sont émis :

a) Au nom d'organismes publics (par exemple) : provinces, districts, communes, fondations, etc., ressortissants roumains ; ou

b) Au nom d'un ressortissant roumain qui n'avait pas, dès le 25 mars 1919, la faculté de disposer du montant d'un tel livret sans le consentement de l'autorité compétente *(behördliche Vinkulierung)* ; ou

c) Au nom d'un officier, d'un fonctionnaire public (de l'Etat, des provinces, des districts, des communes) ou d'un paysan, à condition que le détenteur produise des preuves indubitables de ce que lesdits livrets faisaient le 25 mars 1919, et depuis cette date, la propriété de ressortissants roumains rentrant sous les conditions prévues dans cette convention.

Sous cette condition, les livrets d'épargne des officiers, des fonctionnaires publics et des paysans mentionnés ci-dessus, seront remboursés au taux prévu dans cet article, même si ces livrets avaient été émis sous un nom fictif, sous une devise, ou sous un chiffre.

Les livrets prévus dans l'alinéa précédent doivent être présentés pour l'acquittement à l'institution émettante dans un délai de six mois à partir de la mise en vigueur de la présente convention.

subsequent to March 25, 1919, shall not release the debtor from his obligation. The amount so deposited shall be restored to the depositor at his request.

Article II.

All natural and juridical persons and corporate bodies, including autonomous organisations such as provinces, districts and communes, which on the date mentioned above had their domicile, habitual residence or registered offices in the territory of the Austrian Republic or in the territory transferred to Roumania under the Treaties of St. Germain and Trianon, shall be regarded as nationals of one of the High Contracting Parties.

As regards branches, the seat of such branches and not that of the head office shall be decisive.

Article III.

Subject to the exceptions provided for in the following Articles, the debts and claims to which the present Convention applies shall be paid in lei at the rate of 50 (fifty) lei to 100 (one hundred) former Austro-Hungarian crowns.

Article IV.

Payments in respect of bearer securities, such as partial bonds, communal bonds, mortgage bonds, shares, profit-sharing rights in co-operative Societies, Treasury or municipal bonds, savings-bank passbooks, etc., issued in the territory of one of the High Contracting Parties, shall be effected, subject to the exceptions provided for in this Convention, at the rate of 50 (fifty) lei or 100 (one hundred) Austrian crowns, respectively, to 100 (one hundred) Austro-Hungarian crowns, according to whether the debtor has his registered offices in Roumanian or Austrian territory, irrespective of the place at which the actual payment is made. Payment shall be effected without the holder's being required to furnish proof of nationality, domicile, date of acquisition, etc.

Article V.

As an exception to the provisions of Article IV, payments on savings-bank passbooks issued by Austrian financial establishments prior to March 25, 1919, shall be made at the rate of 50 (fifty) lei to 100 (one hundred) former Austro-Hungarian crowns, if the said passbooks were issued :

(a) In the name of public bodies, such as provinces, districts, communes, foundations, etc., of Roumanian nationality, or

(b) In the name of a Roumanian national who, on March 25, 1919, had not the right to dispose of the amount represented by such a passbook without the consent of the competent authority *(behördliche Vinkulierung)*; or

(c) In the name of an officer, a public official (of the Government, provinces, districts, communes) or a peasant, provided that the holder proves beyond doubt that the said passbooks were owned on March 25, 1919, and have been owned since that date, by Roumanian nationals fulfilling the conditions laid down in this Convention.

Subject to these conditions, the amounts represented by savings-bank passbooks belonging to the officers, public officials and peasants mentioned above, shall be repaid at the rate stipulated in this Article, even if the said passbooks were made out to a fictitious name, an emblem or a number.

The passbooks referred to in the previous paragraph must be presented for payment to the issuing establishment within six months of the entry into force of the present Convention.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux livrets d'épargne appartenant à des ressortissants autrichiens et émis en anciennes couronnes austro-hongroises par des institutions financières dont le siège se trouve sur les territoires transférés à la Roumanie en vertu des Traités de Saint-Germain et de Trianon. Le remboursement de ces livrets, par conséquent, sera effectué au taux prévu à l'article IV de la présente convention.

Article VI.

Les prêts contractés jusqu'à la date du 1er août 1918 garantis par la mise en gage des titres de la dette publique de l'Etat autrichien, émis pendant la guerre (prêts lombards sur des titres de guerre), seront réglés en couronnes autrichiennes au taux d'une couronne autrichienne pour une couronne ancienne austro-hongroise.

Dans le cas où le prêt est garanti, outre par des titres de guerre, par d'autres valeurs, les conditions de payement visées à l'alinéa précédent ne s'appliquent qu'à la quote-part correspondant aux titres de guerre, tandis que la quote-part correspondant aux autres valeurs reste soumise au taux prévu par l'artilce IV. Cette disposition ne sera cependant pas applicable aux prêts lombards garantis, outre par des titres de guerre, par d'autres valeurs et consentis au débiteur au moment et à l'occasion d'une souscription à un emprunt de guerre dans le cas où l'intention de souscrire à un tel emprunt a été expressément énoncée au créancier auprès duquel la souscription a été effectuée par l'intermédiaire de ce créancier. Ces prêts seront en entier réglés conformément à l'alinéa 1 du présent article.

Les quote-parts respectives, afférentes aux titres de guerre et aux autres valeurs constituées en gage, seront établies pour lesdits titres de guerre sur le montant de leur cours d'émission et pour les autres valeurs sur la base des cours moyens de vente, respectivement offerts au marché de la Bourse de Vienne pendant les huit jours précédant le jour où le prêt a été contracté, et à défaut de ces cours, sur la base des prix moyens, en vigueur sur le marché, pendant ce délai.

Le créancier prêteur aura la faculté de retenir les titres de guerre constitués en gage, en acquittement de sa créance, respectivement de la quote-part afférente auxdits titres de guerre. Les emprunt contractés par le fonds ecclésiastique gréco-orthodoxe de Bucovine *(Bukowinaer griechisch-orientalischer Religionsfonds)* et les fondations administrées par l'Etat à n'importe quelle institution de crédit, dans le but de souscrire aux emprunts de guerre, seront éteints par la remise des titres de guerre souscrits aux créanciers qui ont baillé les fonds. Si toutefois le créancier de ces fonds détient d'autres gages que les titres d'emprunts de guerre, il sera obligé de restituer ces gages ou éventuellement l'acte d'hypothèque accompagné d'une déclaration légale, nécessaire au débiteur pour la radiation de cette hypothèque.

Article VII.

Les dispositions de la présente convention ne sont pas applicables aux catégories suivantes des dettes et créances :

a) Aux dettes et créances contractées entre les ressortissants de l'ancien Royaume de Roumanie et les ressortissants de la République d'Autriche ;

b) Aux dettes et créances de la Caisse d'Epargne postale *(Postsparkassenamt)* qui seront réglées par les dispositions de la convention spéciale ;

c) Aux dettes et créances de la Banque austro-hongroise, ainsi qu'à celles transférées, au cours de la liquidation de ladite banque, aux Etats successeurs. Ces dettes et créances seront réglées selon les conventions spéciales conclues ou à conclure y relatives avec les liquidateurs de ladite Banque austro-hongroise ou respectivement avec le Gouvernement autrichien ;

d) Aux dettes et créances de caisse des mineurs et interdits qui sont à régler par une convention spéciale ;

e) Aux rentes viagères, pensions alimentaires et aux prestations périodiques d'un caractère analogue. Les arriérés échus jusqu'au 25 mars 1919 seront toutefois réglés

The provisions of this Article shall not apply to savings-banks passbooks belonging to Austrian nationals and issued in former Austro-Hungarian crowns by financial establishments having their registered offices in the territory transferred to Roumania under the Treaties of St. Germain and Trianon. Repayments in respect of these passbooks shall accordingly be made at the rate specified in Article IV of the present Convention.

Article VI.

Loans contracted up to August 1, 1918, secured on Austrian public debt bonds issued during the war (advances on war bonds), shall be repaid in Austrian crowns at the rate of one Austrian crown to one old Austro-Hungarian crown.

In the case of loans guaranteed by other securities in addition to war bonds, the conditions of payment laid down in the foregoing paragraph shall only apply to the amount represented by the war bonds, and the amount represented by the other securities shall be payable at the rate stipulated in Article IV. This provision shall not, however, apply to loans accorded to debtors on collateral security in addition to war bonds at this time and for the purpose of subscribing to a war loan, if the debtor has expressly notified the creditor of his intention to subscribe to such a loan and if the subscription has been effected through that creditor. Such loans shall be repaid in full in the manner provided in paragraph 1 of this Article.

The amounts respectively represented by the war bonds and other securities pledged shall be calculated, in respect of the war bonds, on the basis of the price at which they were issued, and in respect of the other securities, on the basis of the average of the buying and selling prices on the Vienna Stock Exchange during the week previous to the date on which the loan was contracted, or, if no such quotations are available, on the basis of the average market prices during that period.

The creditor (lender) shall be entitled to retain the pledged war bonds in settlement of his claim or the amount represented by the said war bonds. Loans contracted by the Bukovina Greek Orthodox Ecclesiastical Foundation *(Bukowinaer griechisch-orientalischer Religionsfonds)* and by State-administered foundations with any credit establishment for the purpose of subscribing to war loans shall be extinguished by the delivery of the war bonds in question to the creditors who supplied the funds. If, however, the said creditors hold pledges other than war loan bonds, they shall be obliged to return such pledges or the mortgage deed, as the case may be, accompanied by the legal declaration required by the debtor for the cancellation of this mortgage.

Article VII.

The provisions of the present Convention shall not apply to the following categories of debts and claims :

(a) Debts and claims contracted between nationals of the former Kingdom of Roumania and nationals of the Austrian Republic ;

(b) Debts to and claims against the Post Office Savings Bank *(Postsparkassenamt)*, which shall be settled in accordance with the provisions of the special Convention ;

(c) Debts to and claims against the Austro-Hungarian Bank, and those transferred, in the course of the liquidation of the said Bank, to the Succession States, such debts and claims to be dealt with as provided in the special conventions concluded or to be concluded for that purpose with the liquidators of the Austro-Hungarian Bank or with the Austrian Government ;

(d) Debts to and claims against committees for minors and persons under legal disability, which shall be dealt with by a special convention ;

(e) Life annuities, maintenance allowances and similar periodical payments, provided, however, that arrears due up to March 25, 1919, shall be settled in accordance

selon les dispositions de la présente section, si l'application desdites dispositions n'est pas inéquitablement onéreuse pour le débiteur et si la présente disposition ne porte atteinte aux normes juridiques de la législation interne de chacune des Hautes Parties contractantes, en ce qui concerne l'augmentation ou la réduction des sommes dues en vertu de cette catégorie de dettes et créances ;

f) Aux dettes et créances y compris les rentes viagères, résultant en général d'un contrat d'assurance, des assurances sociales et des contrats de réassurance qui seront réglés par des conventions spéciales.

Article VIII.

Les dispositions de la présente section seront applicables seulement faute d'accords amiables à conclure entre créanciers et débiteurs.

Article IX.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'opposer aucune entrave aux payement des dettes et créances tombant sous le coup de la présente convention et de permettre le transfert et l'exportation du produit résultant de la liquidation de ces dettes et créances, produit transformé dans la monnaie du pays créancier.

Article X.

Sur le territoire des Hautes Parties contractantes, tous délais de prescription, péremption ou forclusion seront suspendus pendant l'époque comprise entre le 31 octobre 1918 et la mise en vigueur de la présente convention en tant que lesdits délais se rapportent aux dettes et créances y réglés. Ces délais recommenceront à courir à partir de la mise en vigueur de la présente convention et ne pourront expirer avant un an à partir de sa mise en vigueur.

Cette disposition ne s'appiquera pas aux cas où la prescription, la péremption ou la forclusion étaient déjà achevées avant le 31 octobre 1918.

Article XI.

Les litiges qui pourraient surgir entre les ressortissants des Hautes Parties contractantes, ainsi qu'entre le Gouvernement royal roumain et les établissements fonciers autrichiens au sujet des dettes et créances rentrant sous le régime des sections I et II de la présente convention, seront soumis à un Tribunal d'arbitrage.

Ce Tribunal d'arbitrage se composera de deux arbitres, en raison d'un nommé par chacune des Parties contractantes.

Dans le cas où les deux arbitres ne pourraient tomber d'accord sur le litige, ils choisiront d'un commun accord et avec l'approbation de leurs gouvernements respectifs, un surarbitre, ressortissant d'un Etat non intéressé dont la décision restera définitive.

Le Tribunal d'arbitrage siégera alternativement à Bucarest et à Vienne.

Les règles de procédure seront établies par le Tribunal d'arbitrage.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à accorder au Tribunal d'arbitrage toute assistance judiciaire et toutes facilités nécessaires pour suivre ses enquêtes.

Les décisions du Tribunal d'arbitrage seront définitives. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à les rendre obligatoires pour leurs ressortissants respectifs, ainsi qu'à assurer leur exécution sans exequatur et sans citer les parties dans les mêmes conditions que les sentences rendues par les autorités judiciaires indigènes.

La compétence de ce Tribunal est obligatoire pour tous les litiges mentionnés à l'alinéa 1 de cet article, sauf l'exception ci-dessous indiquée.

with the provisions of the present Section, if their application would not be unduly onerous for the debtor, it being also understood that this clause shall not invalidate the legal regulations established by the internal legislation of each of the High Contracting Parties with reference to the increase or reduction of the amounts due in respect of debts and claims of this category ;

(f) Debts and claims including life annuities, arising out of insurance policies, social insurance and re-insurance policies in general which shall be dealt with in special conventions.

Article VIII.

The provisions of this Section shall apply only failing amicable agreements between creditors and debtors.

Article IX.

The High Contracting Parties undertake to place no obstacle in the way of the payment of debts and claims to which the present Convention applies, and to permit the transfer and export of the proceeds of the liquidation of such debts and claims, converted into the currency of the creditor country.

Article X.

Within the territory of the High Contracting Parties, all periods counting for prescription or limitation shall cease to run as between October 31, 1918, and the date on which the present Convention comes into force, so far as such periods relate to the debts and claims referred to therein. These periods shall again begin to run as from the entry into force of the present Convention and may not attain completion within less than one year following that date.

This provision shall not apply in cases in which prescription or limitation had taken effect before October 31, 1918.

Article XI.

Any disputes which may arise between nationals of the High Contracting Parties or between the Royal Roumanian Government and Austrian land banks in reference to debts and claims covered by Sections I and II of the present Convention shall be submitted to a Court of Arbitration.

This Court shall consist of two arbitrators, one appointed by each of the Contracting Parties.

Should the two arbitrators be unable to arrive at an agreement regarding the dispute, they shall select by common consent, and with the approval of their respective Governments, an umpire who shall be a national of a State not concerned in the question ; the umpire's decision shall be final.

The Court of Arbitration shall sit alternately at Bucharest and at Vienna.

It shall establish its own rules of procedure.

The High Contracting Parties undertake to afford the Court of Arbitration all necessary legal assistance and other facilities for the conduct of its enquiries.

The awards of the Court of Arbitration shall be final. The High Contracting Parties undertake to render them binding upon their respective nationals and to provide for their execution without a municipal order of enforcement and without summoning the parties to appear, on the same conditions as judgments rendered by the judicial authorities of the country.

With the exception indicated below, all disputes mentioned in paragraph 1 of this article must be submitted to this Court.

Les questions concernant le statut personnel restent dans la compétence exclusive des Tribunaux nationaux respectifs.

Les dispositions de cet article n'affectent nullement les prévisions contenues dans l'article 256 du Traité de Saint-Germain.

SECONDE SECTION

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LE RÈGLEMENT DE CERTAINES CATÉGORIES DE DETTES HYPOTHÉCAIRES ET COMMUNALES.

Article XII.

Seront soumises au régime de la présente section les dettes hypothécaires et les dettes communales, libellées en anciennes couronnes austro-hongroises et qui — en vertu de la législation autrichienne — pouvaient servir de base pour l'émission de lettres hypothécaires, obligations communales ou titres analogues, en tant que lesdites dettes sont nées, avant le 31 octobre 1918, et qu'elles ne seraient pas éteintes au moment de la mise en vigueur de la présente convention.

Article XIII.

Les dispositions de la présente section s'appliqueront aux dettes déterminées à l'article XII, d'une part :

a) Entre les personnes physiques qui, au moment de la mise en vigueur de la présente convention, seraient, *ipso jure* ou par voie d'option, ressortissants roumains en vertu des Traités de Saint-Germain ou de Trianon, ou

b) Entre des personnes juridiques ou morales, y compris les organismes autonomes (par exemple : provinces, districts, communes) dont le siège se trouvait, le 31 octobre 1918, sur les territoires transférés à la Roumanie, aux termes des Traités de Saint-Germain et de Trianon, ou dont le siège y a été transféré jusqu'à la mise en vigueur de la présente convention. Les personnes juridiques ou morales dont le siège a été transféré entre le 31 octobre 1918 et la mise en vigueur de la présente convention hors du Royaume de Roumanie ne rentrent pas sous le coup de cette section,

Et, d'autre part :

Entre des établissements autorisés d'émettre des lettres hypothécaires, obligation, communales et autres titres de même nature, émis sur la base des créances énumérées à l'article XII de la présente section, si leur siège se trouvait, le 31 octobre 1918 et au moment de la mise en vigueur de la présente convention, sur le territoire de l'Autriches tel qu'il est constitué en vertu du Traité de Saint-Germain.

Dans le cas où la dette est garantie par un immeuble, les dispositions de la présente section ne seront applicables que si l'immeuble constitué en hypothèque est situé sur les territoires transférés à la Roumanie en vertu des Traités de Saint-Germain et de Trianon.

Article XIV.

Dans le cas où l'immeuble grevé d'hypothèque a été divisé par la frontière, telle que cette frontière est fixée à la suite des Traités de Saint-Germain et de Trianon, la créance hypothécaire sera répartie entre les deux parties fractionnées de l'immeuble et seulement la quote part afférente à la fraction située sur les territoires transférés à la Roumanie fera l'objet des dispositions de la présente section.

La répartition aura lieu sur la base de la proportion des bénéfices nets, inscrits dans le cadastre.

Questions concerning personal status shall remain within the exclusive jurisdiction of the respective national Courts.

The provisions of this Article shall in no way affect the stipulations contained in Article 256 of the Treaty of St. Germain.

SECTION II.

SPECIAL PROVISIONS CONCERNING THE SETTLEMENT OF CERTAIN CATEGORIES OF MORTGAGE AND COMMUNAL DEBTS.

Article XII.

The provisions of this Section shall apply to mortgage and communal debts, if such debts are expressed in former Austro-Hungarian crowns and could, under Austrian law, be used as security for the issue of mortgage bonds, communal bonds, or similar securities, provided the said debts were contracted before October 31, 1918, and are not extinguished when the present Convention comes into force.

Article XIII.

The provisions of this Section shall apply to the debts defined in Article XII between, of the one part :

(a) Natural persons who, at the date when the present Convention comes into force, have become Roumanian nationals in virtue of the Treaty of St. Germain or of the Treaty of Trianon, either automatically or by the exercise of their right of option, or

(b) Juridical persons or corporate bodies, including autonomous organisations such as provinces, districts and communes, whose registered offices were, on October 31, 1918, situate in the territory ceded to Roumania under the Treaties of St. Germain and Trianon, or were transferred to that territory prior to the entry into force of the present Convention, (juridical persons or corporate bodies whose registered offices were transferred between October 31, 1918, and the date on which the present Convention comes into force, to a place outside the Kingdom of Roumania, do not come under this Section) ; and, of the other part :

Bodies entitled to issue mortgage bonds, communal bonds and other securities of a like nature on the basis of the debts defined in Article XII of the present Section, provided their registered offices were, on October 31, 1918, and at the date when the present Convention comes into force, situate in Austrian territory as defined in the Treaty of St. Germain.

In the case of debts secured on immovable property, the provisions of this Section shall not apply unless the immovable property so mortgaged is situate in the territory ceded to Roumania under the Treaties of St. Germain and Trianon.

Article XIV.

If a mortgaged property has been divided by the frontier as fixed in accordance with the Treaties of St. Germain and Trianon, the mortgage debt shall be divided between the two portions of the property, and only that part of the debt which is allocated to the portion situated in the territory ceded to Roumania shall be governed by the provisions of this Section.

The allocation shall be made in proportion to the net profits as shown in the Land Register.

Le présent article s'appliquera également aux créances hypothécaires grevant simultanément plusieurs immeubles, dont les uns seraient situés sur les territoires transférés au Royaume de Roumanie et les autres sur le reste du territoire appartenant à l'ancienne Monarchie austro-hongroise.

La répartition de la créance entre les fractions de l'immeuble ou entre immeubles simultanément grevés d'hypothèques sera inscrite dans le livre foncier, sur la demande de l'une des parties intéressées, si la créance est réglée par voie d'accord direct (article XVII). Si la créance devait être cédée au Gouvernement royal roumain, ladite inscription sera faite, en même temps que l'inscription de la cession, par les tribunaux tenant le livre foncier (article XVIII).

Article XV.

Le payement des dettes soumises au régime de la présente section sera effectué au taux de 50 (cinquante) lei pour 100 (cent) anciennes couronnes austro-hongroises.

Article XVI.

Les dettes tombant sous les dispositions de la présente section seront acquittées en premier lieu par voie d'accords directs entre débiteurs et créanciers (article XVII).

Dans le cas où le débiteur et le créancier ne pourraient arriver à un arrangement à l'amiable, l'établissement créancier cédera sa créance, contre payement en espèces (sauf les dispositions de l'article XIX de la présente section), au Gouvernement royal roumain (article XVIII) ou à l'établissement désigné par ce Gouvernement (article XX).

Article XVII.

L'acquittement des dettes par voie d'accords amiables pourra avoir lieu dans un délai d'un an, à partir de la ratification de la présente convention. Si toutefois le recensement des lettres hypothécaires, obligations communales et autres titres de même nature, émis sur la base des créances visées à l'article XII de la présente section (voir l'article XIX) ne serait pas achevé au moment de la ratification, le délai, tout en commençant au jour de la ratification, sera prolongé jusqu'à un an, à partir de l'achèvement de ce recensement.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas empêcher les négociations directes entre les parties intéressées, ni l'exécution des accords conclus à l'amiable. Pour faciliter la conclusion des accords à l'amiable, les Hautes Parties contractantes s'engagent également à lever et abroger toutes mesures pouvant mettre obstacle à l'acquittement direct entre les parties intéressées.

Les établissements créanciers seront obligés d'accepter, sans avis ou dénonciation préalables, le payement offert par le débiteur en vue d'un accord à conclure. De même aucune somme ne pourra être réclamée à titre de *ristorno* (indemnité de résiliation).

Article XVIII.

Les dettes, y compris les annuités arriérées, pour l'acquittement desquelles les parties intéressées ne pourraient tomber d'accord pendant le délai fixé à l'article XVII seront recensées dans les trois mois qui suivront l'expiration dudit délai.

Le recensement sera fait selon les disposition de l'annexe I de la présente convention.

Les créances recensées seront cédées au Gouvernement royal roumain ou à l'Institution désignée par lui.

La cession se fera contre payement de la contre-valeur des créances cédées et aura lieu directement entre l'établissement créancier cédant et le Gouvernement royal roumain. La contre-valeur à payer sera égale au montant qu'aurait dû payer le débiteur jusqu'au moment du payement

This Article shall also apply to joint mortgages on several properties, some of which are situated in the territory ceded to the Kingdom of Roumania and the others elsewhere in the territory of the former Austro-Hungarian Monarchy.

The allocation of the debt between the portions of the property or between the properties under joint mortgage shall be entered in the Land Register at the request of one of the parties concerned, if the debt is settled by direct agreement (Article XVII). Should the debt be transferred to the Royal Roumanian Government, the entry shall be made, together with the entry recording the transfer, by the courts which keep the Land Register (Article XVIII).

Article XV.

Debts subject to the provisions of this Section shall be paid at the rate of 50 (fifty) lei to 100 (one hundred) former Austro-Hungarian crowns.

Article XVI.

Debts to which the provisions of this Section apply shall be settled where possible by direct agreement between debtor and creditor (Article XVII).

Should the debtor and creditor be unable to reach an amicable agreement, the creditor establishment shall transfer its claim, in consideration of payment in cash (except as otherwise provided in Article XIX of this Section), to the Royal Roumanian Government (Article XVIII) or to the establishment designated by that Government (Article XX).

Article XVII.

Debts may be settled by amicable agreement within one year following the ratification of the present Convention. If, however, the registration of mortgage bonds, communal bonds and other securities of a like nature issued on the basis of the debts referred to in Article XII of this Section (see Article XIX) has not been completed at the time of ratification, the time-limit, still starting from the date of ratification, shall be extended to the expiration of one year from the completion of this registration.

The High Contracting Parties undertake not to impede direct negotiations between the parties concerned or the execution of amicable agreements. In order to further the conclusion of amicable agreements, the High Contracting Parties also undertake to withdraw and annul all measures which might prevent a direct settlement between the parties concerned.

The creditor establishments shall be bound to accept, without previous notice or warning, payment offered by the debtor with a view to settlement. Similarly, no compensation may be claimed for cancellation.

Article XVIII.

Debts, including arrears of annual payments, in respect of which the parties concerned cannot arrive at a settlement within the time-limit specified in Article XVII, shall be registered within three months following the expiry of that time-limit.

Registration shall be effected in the manner laid down in Annex I to the present Convention.

All claims registered shall be transferred to the Royal Roumanian Government or to the establishment designated by it.

The transfer shall take place direct between the creditor establishment transferring the claim and the Royal Roumanian Government, on payment of the equivalent of the claims transferred. Such equivalent shall be equal to the amount which the debtor would have had to pay up to the

effectif, s'il avait dénoncé sa dette envers l'établissement créancier. Aucune somme ne pourra cependant être réclamée par l'établissement cédant à titre de *ristorno* (indemnité de résiliation).

Le payement de la contre-valeur des créances cédées sera effectué sans aucune déduction, en espèces (sauf les dispositions de l'article XIX de la présente section), au taux prévu à l'article XV de la présente section, aux mains et au siège de l'établissement cédant et dans les trois mois après la notification de la déclaration relative à la cession faite, selon l'Annexe I de la présente convention, par l'établissement cédant au Gouvernement royal roumain. Si une protestation venait à être soulevée contre la cession (voir Annexe I de la présente convention) ledit délai de trois mois commencera à courir à la date de la décision déclinatoire.

L'établissement cédant sera obligé de délivrer au Gouvernement royal roumain, contre payement en espèces et éventuellement en titres (voir l'article XIX), l'acte de cession, l'acte de transcription et le contrat relatif à la créance cédée.

A la suite de la cession, le Gouvernement royal roumain deviendra partie du contrat et pourra exercer, dans les conditions de ce contrat, les mêmes droits que l'établissement cédant, sans que celui-ci soit tenu responsable de la possibilité de recouvrer la créance cédée.

Jusqu'au payement effectif de la contre-valeur de la créance cédée, les droits de l'établissement cédant, dérivant du contrat, restent intacts et la cession ne sera considérée comme valable que depuis ce moment.

Les actes accomplis et les documents dressés en vertu de la présente section, seront exemptés de tous droits et taxes sur les territoires des Hautes Parties contractantes.

Article XIX.

Conformément aux dispositions de la présente section, l'acquittement par voie d'accords amiables, ainsi que le payement de la contre-valeur des créances cédées, seront effectués, en principe, en espèces.

Néanmoins, dans les limites prévues à l'alinéa 6 du présent article, les débiteurs roumains, ainsi que le Gouvernement royal roumain, pourront, après un recensement préalable, employer les titres émis sur la base des créances visées à l'article XII de la présente section, ainsi que les coupons échus desdits titres, à l'acquittement des créances en question, soit par voie d'accord, soit par voie de cession et jusqu'à concurrence de 25 pour cent du montant de la dette en capital non amortie au moment de l'acquittement.

Les titres recensés pourront être utilisés sans tenir compte de leur catégorie, à l'acquittement de n'importe quelle dette visée aux articles XII, XIII et XIV de la présente section, même dans le cas où les titres auraient été émis par un autre établissement que l'établissement créancier.

La valeur nominale des titres accompagnés de leurs coupons échus ou même non échus sera déduite du montant de la dette à parité couronne pour couronne. La valeur nominale des coupons non échus, manquants, sera déduite de la valeur nominale des titres respectifs.

En exécution des dispositions précédentes, le Gouvernement royal roumain procédera au recensement (Annexe II) des titres émis sur la base des créances visées à l'article XII de la présente section par les établissements créanciers autrichiens (article XIII), qui étaient le 31 octobre 1918 et sans interruption depuis cette date, dans la propriété de ressortissants roumains remplissant les conditions prévues dans cette convention.

Les dettes hypothécaires constituées sur les immeubles expropriés ou à exproprier selon la loi roumaine en tant que l'expropriation sera effectivement exécutée, seront acquittées dans les conditions et modalités y spécifiées.

Article XX.

Le Gouvernement royal roumain aura la faculté de désigner un établissement foncier, auquel la cession des créances visées à l'article XVIII sera faite, sans que cette faculté puisse affecter les obligations que ledit gouvernement royal a assumées dans la présente section.

actual date of payment if he had given notice of the debt due by him to the creditor establishment. The establishment transferring the claim may not, however, demand compensation for cancellation.

The equivalent of the transferred claims shall be paid, without deduction, in cash (except as otherwise provided in Article XIX of this Section), at the rate specified in Article XV of this Section, to and at the registered office of the establishment transferring the claim, and within three months following the notification of the declaration of transfer, as provided in Annex I to the present Convention, by the transferring establishment to the Royal Roumanian Government. Should an appeal be made against the transfer (see Annex I to the present Convention), the said period of three months shall begin to run from the date of the dismissal of such appeal.

The transferring establishment shall be required to deliver to the Royal Roumanian Government in consideration of payment in cash or, in certain cases, in securities (see Article XIX), the deed of transfer, the deed of transcript and the contract in respect of the claim transferred.

By the act of transfer, the Royal Roumanian Government shall become a party to the contract and may exercise, under the conditions laid down therein, the same rights as the transferring establishment, which shall not be held responsible in respect of the possibility of recovering the debt transferred.

Until the equivalent of the transferred claim has actually been paid, the rights of the transferring establishment under the contract shall remain unimpaired, and the transfer shall not be regarded as valid until then.

Proceedings taken and instruments drawn up in virtue of this Section shall be exempt from all duties and fees in the territories of the High Contracting Parties.

Article XIX.

In accordance with the provisions of this Section, settlement by amicable agreement and payment of the equivalent of transferred claims shall, as a general rule, be effected in cash.

Nevertheless, within the limits laid down in the sixth paragraph of this Article, Roumanian debtors and the Royal Roumanian Government may, after registration, employ securities issued on the basis of the claims referred to in Article XII of this Section and the matured coupons of such securities in payment of the debts in question, either by agreement or by transfer, up to 25 % of the capital amount of the debt outstanding at the time of payment.

Registered securities of any category may be employed in payment of any debt covered by Articles XII, XIII and XIV of this Section, even if such securities were issued by an establishment other than the creditor establishment.

The nominal value of the securities, accompanied by their matured coupons or even by those which have not matured, shall be deducted from the amount of the debt, crown for crown. The nominal value of coupons which have not matured and are missing shall be deducted from the nominal value of the respective securities.

In execution of the foregoing provisions, the Royal Roumanian Government shall proceed to register (Annex II) the securities issued on the basis of the claims referred to in Article XII of this Section by Austrian creditor establishment (Article XIII), which have, without interruption since October 31, 1918, been held by Roumanian nationals fulfilling the conditions laid down in this Convention.

Mortgage debts on immovable property which has been or is to be expropriated under Roumanian law shall, provided expropriation is actually effected, be settled under the conditions and in the manner specified in that law.

Article XX.

The Royal Roumanian Government shall have the right to designate a land bank to which the claims referred to in Article XVIII shall be transferred ; such right shall not, however, affect the obligations assumed by the Royal Roumanian Government under this Section.

Article XXI.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Vienne aussitôt que faire se pourra.

Article XXII.

La présente convention entrera en vigueur le jour où l'échange des ratifications aura lieu.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont apposé leur signatures et leurs sceaux.

Fait à Vienne en double original, le 26 juillet 1924.

A. GRÜNBERGER *m. p.* I. NISTOR *m. p.*

ANNEXE I.

Le recensement des créances, visées à l'article XVIII de la seconde section de la présente convention, sera exécuté conformément aux dispositions suivantes :

Les établissements créanciers déclareront leurs créances, dans le délai fixé à l'alinéa 1 de l'article XX de la seconde section, à l'*Abrechnungsamt* à Vienne. Les déclarations seront mises en bordereau par chaque éatblissement et accompagnées d'un relevé contenant les arriérés échus et non réglés jusqu'au jour initial du délai fixé pour le recensement, ainsi que le montant non encore amorti de la créance.

Les établissements créanciers seront obligés de donner au débiteur, par lettre recommandée, avis de la déclaration.

Dans les quatre semaines qui suivront l'expiration du délai fixé pour la déclaration des créances l'*Abrechnungsamt* communiquera les déclarations au Ministère royal roumain des Finances.

Les débiteurs, ainsi que le Gouvernement royal roumain, auront le droit de protester, dans un délai de trois mois à partir de la communication, contre la déclaration et contre la cession des créances déclarées, dans le cas où la créance ne tomberait pas sous les dispositions de la seconde section.

Ce protêt doit être adressé dans le délai fixé à l'établissement créancier et à l'*Abrechnungsamt.*

ANNEXE II.

Le recensement des titres visés à l'article XIX de la seconde section de la présente convention, sera exécuté conformément aux dispositions suivantes :

Le Gouvernement royal roumain procédera dès la mise en vigueur de la présente convention, au recensement des titres remplissant les conditions de l'alinéa 6 de l'article XIX de la seconde section.

En vue de ce recensement, le Gouvernement royal roumain fixera un délai de trois mois, pendant lequel les porteurs de titres les déclareront à l'établissement ou à l'autorité désignée à cet effet par le Gouvernement royal roumain.

Les titres seront mis en bordereau séparément pour chaque établissement intéressé. Le bordereau devra contenir : nom et domicile du déclarant, la catégorie, les numéros de série et d'ordre des titres déclarés et enfin l'énumération des preuves.

Le bordereau devra être accompagné de toutes les preuves susceptibles d'établir les conditions fixées à l'alinéa 6 de l'article XIX de la seconde section.

Seront considérées comme preuves de propriété en premier lieu : les documents d'achat dressés sur le nom du requérant, les récépissés de dépôt et généralement toutes autres preuves écrites. Au cas où l'établissement intéressé refuserait de reconnaître la validité des preuves produites, le déclarant pourra administrer toutes autres preuves admissibles d'après la procédure civile des Hautes Parties contractantes.

Article XXI.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Vienna as soon as possible.

Article XXII.

The present Convention shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof the Plenipotentiaries have affixed their signatures and their seals.

Done in duplicate at Vienna on July 26, 1924.

(Signed) A. GRÜNBERGER. *(Signed)* I. NISTOR.

ANNEX I.

The registration of the claims referred to in Article XVIII of Section II of the present Convention shall be effected as follows :

The creditor establishments shall declare their claims to the *Abrechnungsamt* in Vienna within the period specified in Article XX, paragraph 1, of Section II. The declarations shall be listed by each establishment and accompanied by a statement showing arrears of payment outstanding at the opening day of the period fixed for registration, and also the outstanding amount of the debt.

The creditor establishments must notify the debtor of the declaration by registered letter.

Within four weeks following the expiration of the period fixed for the declaration of claims, the *Abrechnungsamt* shall communicate the declarations to the Royal Roumanian Ministry of Finance.

Debtors and the Royal Roumanian Government, shall have the right to appeal, within three months of the notification, against the declaration and against the transfer of the claims declared, if such claims are not covered by the provisions of Section II.

Appeals must be lodged with the creditor establishment and the *Abrechnungsamt* within the time stipulated.

ANNEX II.

The registration of the securities referred to in Article XIX of Section II of the present Convention shall be effected as follows :

The Royal Roumanian Government shall proceed, as soon as the present Convention comes into force, to register the securities fulfilling the conditions of Article XIX, paragraph 6, of Section II.

For the purpose of registration, the Royal Roumanian Government shall fix a time-limit of three months within which holders of securities must declare them to the establishment or authority designated for that purpose by the Royal Roumanian Government.

The securities shall be placed on a separate list for each establishment concerned. The list must show the name and address of the declarant, the category, serial numbers and individual numbers of the securities declared, and, lastly, particulars of the evidence.

The list must be accompanied by all necessary evidence of the fulfilment of the conditions laid down in Article XIX, paragraph 6, of Section II.

Deeds of purchase made out in the name of the claimant, deposit receipts, and all other evidence in writing shall be accepted as primary evidence of ownership. Should the establishment concerned refuse to recognise the validity of the evidence produced, the declarant may present any other evidence admissible under the civil procedure of the High Contracting Parties.

Les bordereaux de déclaration seront immédiatement transmis à l'*Abrechnungsamt* à Vienne, qui les communiquera sans délai aux établissements intéressés.

Les établissements intéressés devront se prononcer, dans un délai de trois semaines, sur les déclarations qui leur ont été communiquées.

L'acceptation des déclarations et, en cas de refus, les observations de l'établissement intéressé seront immédiatement communiquées par l'*Abrechnungsamt* à l'institution ou autorité roumaine chargée du recensement, qui, de son côté, en donnera acte sans délai aux déclarants.

Le déclarant aura le droit de soumettre dans un délai de quatre semaines, à partir du jour de la notification faite par l'*Abrechnungsamt* à l'institution ou autorité roumaine chargée du recensement, la déclaration refusée à l'arbitrage prévu par l'article XI de cette convention.

Les arbitres devront se prononcer dans un délai de deux semaines.

Les titres dont la déclaration a été acceptée seront marqués de l'estampille suivante : « Recensé en Roumanie ».

ACCORD ADDITIONNEL

A LA CONVENTION ENTRE L'AUTRICHE ET LA ROUMANIE CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES DETTES ET CRÉANCES LIBELLÉES EN ANCIENNES COURONNES AUSTRO-HONGROISES ENTRE RESSORTISSANTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE ayant reconnu la nécessité de procéder à quelques amendements du texte de l'article X de la Convention entre l'Autriche et la Roumanie du 26 juillet 1924, concernant le règlement des dettes et créances libellées en anciennes couronnes austro-hongroises entre ressortissants des Hautes Parties contractantes, ont résolu de conclure un accord additionnel à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Son Excellence M. Robert LUKES, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République d'Autriche à Bucarest;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence M. Jean DUCA, ministre des Affaires étrangères ad interim ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de remplacer l'article X de ladite convention par le texte suivant :

Article X.

« Sur le territoire des Hautes Parties contractantes, tous délais de prescription, péremption ou forclusion seront suspendus pendant l'époque comprise entre le 31 octobre 1918 et la mise en vigueur de la présente convention, en tant que lesdits délais se rapportent aux dettes et créances y réglées. Ces délais recommenceront à courir à partir de la mise en vigueur de la présente convention et ne pourront expirer avant un délai de six mois à partir de la constitution du Tribunal d'arbitrage prévu par l'article XI de la convention.

« La date de la constitution du Tribunal sera portée à la connaissance publique par les gouvernements des deux pays. »

« La disposition du premier alinéa du présent article ne s'appliquera pas aux cas où la prescription, la péremption ou la forclusion étaient déjà achevées avant le 31 octobre 1918. »

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures.

Fait à Bucarest, en double original, le 17 janvier 1928.

(L. S.) R. LUKES. *(L. S.)* J. G. DUCA.

The declaration lists shall be forwarded immediately to the *Abrechnungsamt* in Vienna, which shall communicate them without delay to the establishments concerned.

The establishments concerned must give a decision within three weeks on the declarations communicated to them.

The acceptance of the declarations, or, in case of refusal, the observations of the establishment concerned, shall be immediately notified by the *Abrechnungsamt* to the Roumanian institution or authority responsible for registration, which shall in turn inform the declarants without delay.

The declarant shall have the right, within four weeks of the day on which notification was given by the *Abrechnungsamt* to the Roumanian institution or authority responsible for registration, to submit a rejected declaration to arbitration, as provided in Article XI of this Convention.

The arbitrators must decide within two weeks.

When the declaration of securities has been accepted, they shall be stamped " registered in Roumania ".

ADDITIONAL AGREEMENT

TO THE CONVENTION BETWEEN AUSTRIA AND ROUMANIA REGARDING THE SETTLEMENT OF DEBTS AND CLAIMS EXPRESSED IN FORMER AUSTRO-HUNGARIAN CROWNS BETWEEN NATIONALS OF THE HIGH CONTRACTING PARTIES.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, having recognised the necessity of making certain amendments to the text of Article X of the Convention between Austria and Roumania of July 26, 1924, regarding the settlement of debts and claims expressed in former Austro-Hungarian crowns between nationals of the High Contracting Parties, have resolved to conclude an additional agreement for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

His Excellency M. Robert LUKES, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Austrian Republic at Bucharest ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency M. Jean DUCA, Acting Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed to replace Article X of the said Convention by the following text :

Article X.

" Within the territory of the High Contracting Parties, all periods counting for prescription or limitation shall cease to run as between October 31, 1918, and the date on which the present Convention comes into force, so far as such periods relate to the debts and claims referred to therein. These periods shall again begin to run as from the entry into force of the present Convention and may not attain completion until six months after the constitution of the Court of Arbitration provided for in Article XI of the Convention.

" The date of the constitution of the Court shall be publicly announced by the Governments of the two countries.

" The provisions of the first paragraph of the present Article shall not apply in cases in which prescription or limitation had taken effect before October 31, 1918. "

In faith whereof the Plenipotentiaries have affixed their signatures.

Done in duplicate at Bucharest on January 17, 1928.

(L. S.) R. LUKES. *(L. S.)* J. G. DUCA.

N° 1934.

AUTRICHE ET ROUMANIE

Accord relatif à la libération des dépôts appartenant aux ressortissants respectifs des Hautes Parties contractantes, avec protocole. Signés à Vienne, le 26 juillet 1924.

AUSTRIA AND ROUMANIA

Agreement concerning the Release of Deposits belonging to the respective Nationals of the High Contracting Parties, with Protocol. Signed at Vienna, July 26, 1924.

N° 1934. — ACCORD [1] ENTRE L'AUTRICHE ET LA ROUMANIE, RELATIF A LA LIBÉRATION DES DÉPOTS APPARTENANT AUX RESSORTISSANTS RESPECTIFS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES. SIGNÉ A VIENNE, LE 26 JUILLET 1924.

Texte officiel français communiqué par le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 24 janvier 1929.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, désirant arriver à un accord pour la libération des dépôts, ont résolu de conclure un accord à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Son Excellence M. le Dr A. GRÜNBERGER, ministre fédéral des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence M. I. NISTOR, ministre d'Etat ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement de la République d'Autriche s'engage à libérer ou à faire libérer, sans aucune restriction, sauf les dispositions de l'article IV, les dépôts ouverts, fermés, les « safe-dépôts », les cautionnements de toute sorte, spécialement les cautionnements militaires qui, au jour de la présentation de la demande relative à leur libération, se trouvent encore sur son territoire, déposés auprès des autorités de toute sorte, des caisses d'Etat, des notaires publics, des institutions de crédit, des banquiers ou des particuliers, en tant que ces dépôts appartiennent aux ressortissants roumains siégeant sur le territoire de la Roumanie, ou qui, ayant leur siège sur le territoire de l'Autriche, ont transféré leur domicile hors de l'Autriche, jusqu'à la date du 16 octobre 1920.

Au sens de cet accord seront considérés comme ressortissants roumains les personnes physiques et les personnes juridiques ou morales, les fondations et fonds publics, en tant qu'il sera constaté, en vertu de l'article 266 du Traité de Saint-Germain, ou en vertu des conventions spéciales conclues ou à conclure selon les dispositions de l'article 273 du même traité, que les valeurs respectives échoient à la Roumanie.

Une telle disposition s'appliquera également aux dépôts appartenant aux institutions d'Etat ayant le siège sur les territoires transférés en vertu des Traités de Saint-Germain et de Trianon à la province et aux communes.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 16 octobre 1925.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1934. — AGREEMENT [2] BETWEEN AUSTRIA AND ROUMANIA CONCERNING THE RELEASE OF DEPOSITS BELONGING TO THE RESPECTIVE NATIONALS OF THE HIGH CONTRACTING PARTIES. SIGNED AT VIENNA, JULY 26, 1924.

French official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Agreement took place January 24, 1929.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being desirous of arriving at an agreement for the release of deposits, have resolved to conclude an Agreement for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

His Excellency Dr. A. GRÜNBERGER, Federal Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency M. I. NISTOR, Minister of State ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The Government of the Austrian Republic undertakes to release or cause to be released, without restriction except as provided in Article IV, open or sealed deposits, safe-deposits, pledges of all kinds, particularly military pledges which, on the date when application is made for their release, are still deposited within its territory with any authority, in State banks, or with notaries public, credit establishments, bankers or private person, so far as these deposits belong to Roumanian nationals who are domiciled in Roumanian territory or who formerly had their domicile in Austrian territory but transferred it to a place outside Austria prior to October 16, 1920.

For the purposes of this Agreement, natural and juridical persons and corporate bodies, foundations and public funds shall be deemed to be Roumanian nationals, if it be established, in virtue of Article 266 of the Treaty of St. Germain or of special agreements concluded or to be concluded under the provisions of Article 273 of the said Treaty, that the respective securities fall to Roumania.

These provisions shall also apply to deposits belonging to Governmental institutions whose registered offices are situated in the territory ceded in virtue of the Treaties of St. Germain and Trianon, to provinces, and to communes.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Vienna, October 16, 1925.

Si les valeurs se trouvaient déposées à la date du 10 septembre 1919 et, depuis cette date, sans interruption auprès de l'un des dépositaires mentionnés au premier alinéa de cet article, comme dépôt d'un ressortissant roumain, aucune autre preuve de la propriété ne sera plus nécessaire. Dans ce cas on établira seulement l'identité du ressortissant requérant. La qualité de ressortissant roumain sera constatée éventuellement par un certificat de l'autorité roumaine compétente.

Quant à tous les autres dépôts, des preuves sont à produire par des certificats officiels, livres de commerce, d'autres documents ou d'autres preuves admissibles d'après le code de procédure civile.

Article II.

Les demandes concernant la libération des dépôts seront présentées avec des actes à l'appui, directement aux dépositaires au lieu où ce dépôt est gardé ou au Ministère royal roumain des Finances, qui transmettra les demandes respectives dans les trente jours au Ministère fédéral des Finances d'Autriche.

Les demandes concernant la libération doivent être présentées dans un délai de cinq mois à partir de la mise en vigueur de cet accord.

Article III.

Si les valeurs à libérer ne sont pas effectivement déposées auprès des dépositaires autrichiens, mais sont gardées hors du territoire de l'Etat autrichien à la disposition de ces dépositaires, le Gouvernement fédéral d'Autriche s'engage à admettre, respectivement à prendre les mesures nécessaires, afin que les documents de dépôt requis soient dressés, respectivement remis, et à faire toutes les interventions et facilités nécessaires pouvant servir au propriétaire à recouvrer la possession de son dépôt.

Article IV.

Les valeurs à libérer, conformément à cet accord, ne seront soumises ni à l'impôt sur la fortune, ni à une taxe quelconque.

Elles seront également exemptées d'autres mesures d'administration de l'Etat pouvant mettre obstacle à la libération ou la rendant impossible. Toutes les mesures de garantie et autres mesures semblables contraires aux présentes dispositions seront annulées de la part du Gouvernement fédéral d'Autriche, si elles ne sont déjà annulées.

En ce qui concerne les dépôts existant à la date du 10 septembre 1919, au sens de cet accord, on entend par libération la permission de libérer et d'exporter, accordée par l'autorité gouvernementale compétente.

Mais en ce qui concerne les valeurs déposées après la date du 10 septembre 1919, les dispositions générales en vigueur pour les ressortissants de tous les pays, y compris l'Autriche, relativement au commerce et à l'exportation des devises, valeurs et titres n'en seront pas atteintes.

S'il existe une obligation basée sur un titre légal conformément au droit international, la libération prévue par l'article premier n'affectera pas l'obligation qui est à résoudre selon les dispositions des conventions conclues ou à conclure.

Article V.

Les titres de la dette publique autrichienne ou hongroise émis avant le 28 juillet 1914, qui se trouvent dans les dépôts à délivrer, seront libres de tout estampillage, à savoir :

1° Si ces titres appartiennent à des dépôts des institutions publiques dont le siège se trouve sur les territoires transférés à la Roumanie, en tant que ces dépôts ont été constitués jusqu'à la date du 31 octobre 1918 ; ou

If the securities have been continuously deposited since September 10, 1919, as the deposit of a Roumanian national with one of the depositaries mentioned in the first paragraph of this Article, no further proof of ownership shall be necessary. In such a case only the identity of the national making the application need be established. Proof of Roumanian nationality shall be furnished if necessary by a certificate from the competent Roumanian authority.

For all other deposits, proof of ownership must be established by means of official certificates, merchants' account-books, other documents or other evidence admissible under the Code of Civil Procedure.

Article II.

Applications for the release of deposits, accompanied by documentary evidence, shall be submitted direct to the depositaries in the place where the deposit is kept, or to the Royal Roumanian Ministry of Finance, which shall transmit the applications within thirty days to the Austrian Federal Ministry of Finance.

Applications for release must be submitted within five months of the entry into force of this Agreement.

Article III.

If the securities to be released are not deposited with Austrian depositaries, but are kept outside Austrian territory at the disposal of the said depositaries, the Austrian Federal Government undertakes to permit (or to take the necessary measures for) drawing-up or the delivery, as the case may be, of the documents required, and to take all action and afford all facilities necessary to enable the owner to recover his deposit.

Article IV.

Securities to be released under this Agreement shall not be subject to property tax nor to any other duty.

They shall also be exempt from other State administrative measures which might impede or prevent release. The Austrian Federal Government shall revoke all measures of guarantee and other measures of a similar character which are contrary to the present provisions, if they have not already been cancelled.

For the purposes of this Agreement, the term " release " as regards deposits existing on September 10, 1919, shall be taken to mean the granting by the competent Governmental authority of permission to release and export.

Nevertheless, as regards securities deposited after September 10, 1919, the general provisions in force for nationals of all countries, including Austria, concerning the trade in and export of foreign exchange, bills and securities, shall not be affected.

Any obligation based upon a legal title in accordance with international law shall not be affected by the release provided for in Article 1, but must be discharged in accordance with ordinary law or with the provisions of agreements concluded or to be concluded.

Article V.

The following securities of the Austrian or Hungarian public debt issued prior to July 28, 1914, and included in the deposits to be released, shall be exempt from stamping :

(1) Securities belonging to deposits of public institutions whose registered offices are situate in the territory transferred to Roumania, provided those deposits were constituted prior to October 31, 1918 ;

2° Si ces titres doivant revenir à la Roumanie par la suite de la répartition des actifs de fonds, de fondations, de legs, de bourses, de donations, d'assurances sociales, de réserves techniques pour les assurances privées, du *Postsparkassenamt*, de la Banque austro-hongroise ; etc., ou

3° S'ils appartiennent à un ressortissant roumain dont le protêt contre l'estampillage autrichien a été admis, selon les dispositions de la Commission des réparations ; ou

4° S'ils appartiennent à n'importe quel ressortissant roumain dans les conditions prévues par cet accord mais seulement jusqu'à la concurrence d'un contingent de titres pour une valeur nominale de 25,000,000 kr. (vingt-cinq millions couronnes) papier ou argent, et 400,000 kr. (quatre cent mille couronnes) or ou autres monnaies.

Ces titres seront compris dans la tranche de l'estampillage roumain et notification sera faite à la Commission des Réparations à cette fin.

Ne tomberont pas sous le coup de cette disposition les titres suivants :

a) Les titres qui ont été acquis, contre payement après le 16 juillet 1920 et, en tant qu'il s'agit des titres hongrois, après le 26 juillet 1921 ; ou

b) Les titres dont le porteur avait le 16 juillet 1920, et, en tant qu'il s'agit des titres hongrois, le 26 juillet 1921, sa résidence, son siège ou une succursale sur le territoire de la République d'Autriche.

Article VI.

Le Gouvernement du Royaume de Roumanie transmettra au Gouvernement fédéral d'Autriche, dans un délai de six mois, après la mise en vigueur du présent accord, une liste des titres qui en vertu de l'article V, N° 4, seront exemptés de l'estampillage autrichien. Cette liste devra contenir : nom et domicile du porteur, lieu de dépôt, catégorie, capital nominal et les numéros des titres ainsi que la date de l'acquisition.

Dans les cas douteux, le Gouvernement autrichien se réserve expressément le droit de demander au porteur de prouver par des documents à l'appui le remplissement des conditions prévues dans cet accord.

Article VII.

Le Gouvernement royal roumain s'engage à délivrer ou à faire délivrer les dépôts, appartenant aux ressortissants autrichiens, constitués sur les territoires transférés à la Roumanie en vertu des Traités de Saint-Germain et de Trianon, dans les mêmes conditions que celles établies dans cet accord.

Il est bien entendu que les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux biens, droits et intérêts situés sur le territoire du Royaume de Roumanie d'avant-guerre (avant le 27 août 1916).

Article VIII.

Le présent accord entrera en vigueur au moment de la ratification.

Article IX.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront échangées à Vienne aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait en double original, le 26 juillet 1924, à Vienne.

A. GRÜNBERGER *m. p.* I. NISTOR *m. p.*

(2) Securities revert to Roumania as the result of the distribution of the assets of funds, foundations, bequests, scholarships, donations, social insurances, technical reserves for private insurances, of the "Postsparkassenamt", of the Austro-Hungarian Bank, etc. ;

(3) Securities belonging to a Roumanian national whose appeal against Austrian stamping has been admitted, according to the rules laid down by the Reparation Commission ; and

(4) Securities belonging to any Roumanian national under the conditions laid down in this Agreement, but only up to a nominal value of 25,000,000 (twenty-five million) crowns paper or silver and 400,000 (four hundred thousand) crowns gold or other currencies.

These securities shall be included in the block assigned to Roumania for stamping, and notification shall be given to the Reparation Commission for this purpose.

These provisions shall not apply to the following securities :

(a) Securities acquired against payment after July 16, 1920, and, in the case of Hungarian securities, after July 26, 1921 ;

(b) Securities the holder of which had on July 16, 1920, and, in the case of Hungarian securities, on July 26, 1921, his residence, registered offices or a branch in the territory of the Austrian Republic.

Article VI.

The Government of the Kingdom of Roumania shall transmit to the Austrian Federal Government, within six months of the entry into force of the present Agreement, a list of securities which, in virtue of Article V, No. 4, are to be exempted from Austrian stamping. This list must show the name and address of the holder, place of deposit, category, nominal capital, and numbers of the securities, and also the date of acquisition.

In doubtful cases the Austrian Government expressly reserves the right to require of the holder documentary proof that the conditions laid down in this Agreement have been fulfilled.

Article VII.

The Royal Roumanian Government undertakes to hand over, or cause to be handed over, under the same conditions as are laid down in this Agreement, deposits belonging to Austrian nationals and placed in the territory transferred to Roumania in virtue of the Treaties of St. Germain and Trianon.

It is understood that the provisions of this Article do not apply to property, rights and interests situated in the pre-war territory of the Kingdom of Roumania (prior to August 27, 1916).

Article VIII.

The present Agreement shall come into force on the date of ratification.

Article IX.

The present Agreement shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Vienna as soon as possible.

In faith whereof the Plenipotentiaries have affixed their signatures and their seals.

Done in duplicate at Vienna on July 26, 1924.

(Signed) A. GRÜNBERGER. *(Signed)* I. NISTOR.

PROTOCOLE

Au moment de signer l'Accord concernant la libération des dépôts appartenant aux ressortissants respectifs de l'Autriche et de la Roumanie en date d'aujourd'hui, les plénipotentiaires soussignés, désirant régler également la restitution des biens sauvés *(Bergegüter)* de Bucovine, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement autrichien remettra immédiatement au Gouvernement roumain tous les biens sauvés appartenant à la Bucovine, qui n'ont pas encore été restitués à la Roumanie (par exemple : *Finanzlandeskasse* de Czernowitz, *Staatsgewerbeschule* de Czernowitz, *Lebensmitteluntersuchungsanstalt*, fonds ecclésiastique gréco-orthodoxe = *griechisch-orientalischer Religionsfonds*, etc.) à l'endroit où lesdits biens se trouvent, et cela sans inventaire préalable, dans les caisses closes où ces dits biens se trouvent enfermés depuis leur évacuation en Autriche.

Le Gouvernement roumain prendra soin de régler, avant le rapatriement, les dettes grevant lesdits biens, selon les dispositions prévues par la Convention concernant les dettes et créances.

Article II.

Les valeurs appartenant à la République d'Autriche ou aux ressortissants autrichiens, personnes physiques ou juridiques, et qui se trouveraient enfermées dans lesdites caisses, seront restituées au Gouvernement autrichien par les soins des autorités roumaines.

Article III.

Le Gouvernement roumain s'engage également à porter au crédit de l'Autriche, au titre de réparation, la contre-valeur des biens appartenant à l'ancienne Monarchie de l'Autriche, si, par hasard, de tels biens se trouvaient dans les caisses susmentionnées.

Article IV.

Le transport de ces caisses sur le réseau des chemins de fer autrichiens sera à la charge du Gouvernement fédéral de l'Autriche.

Article V.

Le présent protocole entrera en vigueur immédiatement après la ratification.

Fait à Vienne, le vingt-six juillet mil neuf cent vingt-quatre en deux exemplaires, dont un sera remis à chacun des États signataires.

Pour l'Autriche :

A. GRÜNBERGER *m. p.*

Pour la Roumanie :

I. NISTOR *m. p.*

PROTOCOL.

On signing the Agreement of this day's date concerning the release of deposits belonging to the nationals of Austria and Roumania respectively, the undersigned Plenipotentiaries, being also desirous of regulating the restitution of saved property *(Bergegüter)* from the Bukovina, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The Austrian Government shall deliver immediately to the Roumanian Government, all saved property belonging to the Bukovina which has not yet been restored to Roumania (for instance, the Czernowitz *Finanzlandeskasse,* the Czernowitz *Staatsgewerbeschule,* the *Lebensmittelunter-suchungsanstalt,* the *Greek Orthodox Religions-Fund = griechisch-orientalischer Religionsfonds,* etc.), in the place where the said property is situated, and without a previous inventory, in the sealed boxes in which it has been kept since it was removed to Austria.

Before restitution is effected, the Roumanian Government shall undertake to settle any outstanding debts in respect of the said property, as provided for in the Convention regarding debts and claims.

Article II.

Securities belonging to the Austrian Republic or to Austrian nationals, whether natural or juridical persons, and contained in the said boxes, shall be restored to the Austrian Government by the Roumanian authorities.

Article III.

The Roumanian Government likewise undertakes to credit to Austria's reparation account the equivalent of property belonging to the former Austrian Monarchy, should such property chance to be contained in the above-mentioned boxes.

Article IV.

The cost of the transport of these boxes on the Austrian railway system shall be borne by the Austrian Federal Government.

Article V.

The present Protocol shall come into force immediately upon ratification.

Done at Vienna on July the twenty-sixth, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, one to be delivered to each of the signatory States.

For Austria :

(Signed) A. GRÜNBERGER.

For Roumania :

(Signed) I. NISTOR.

No. 1934

N° 1935.

AUTRICHE ET SUISSE

Convention en vue d'éviter certains cas de double imposition, avec protocole final. Signés à Vienne, le 24 octobre 1927.

AUSTRIA AND SWITZERLAND

Convention for the Prevention of certain Cases of Double Taxation, with Fina Protocol. Signed at Vienna, October 24, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1935. — VERTRAG[1] ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT, IM NAMEN DES KANTONS ST. GALLEN, ZUR VERMEIDUNG GEWISSER DOPPELBESTEUERUNGSFÄLLE, GEZEICHNET IN WIEN, AM 24. OKTOBER, 1927.

Texte officiel allemand communiqué par le chancelier du Gouvernement fédéral d'Autriche. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 janvier 1929.

German official text communicated by the Chancellor of the Austrian Federal Government. The registration of this Convention took place January 24, 1929.

DIE REPUBLIK ÖSTERREICH und DIE SCHWEIZERISCHE EIDGENOSSENSCHAFT, IM NAMEN DES KANTONS ST. GALLEN, vom Wunsche geleitet, die Doppelbesteuerung in gewissen Fällen zu vermeiden, sind übereingekommen, den nachstehenden Vertrag abzuschliessen und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DIE ÖSTERREICHISCHE REGIERUNG :

den Sektionschef im Bundesministerium für Finanzen Egon SCHWANBERG,
den Ministerialrat im Bundesministerium für Finanzen Dr. Rudolf EGGER ;

DER SCHWEIZERISCHE BUNDESRAT :

den Direktor der Eidgenössischen Steuerverwaltung Hans BLAU,
den Vorsteher des Finanzdepartements des Kantons St. Gallen Regierungsrat Dr. Emil MAEDER,
den Legationssekretär I. Klasse des Eidgenössischen Politischen Departements Dr. Hans FRÖLICHER.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berne le 14 mars 1928. La convention est entrée en vigueur à cette date avec effets rétroactifs au 1er janvier 1927 pour les cantons dont l'adhésion est antérieure à l'échange des ratifications.

Ont adhéré à la présente convention (avant l'échange des ratifications) : Zurich, Unterwald-le-Haut, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Appenzell, Rh. Int., Argovie, Thurgovie et Neuchâtel.

Les cantons Unterwald-le-Haut, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Appenzell Rh. Int., et Argovie ont fait la déclaration de réciprocité concernant l'imposition des entreprises commerciales et industrielles (protocole final ch. 7, seconde phrase et suivantes).

[1] The exchange of ratifications took place at Berne, March 14, 1928. The Convention came into force on that date with retroactive effect as from January 1st, 1927, for the Cantons whose accession is prior to the exchange of ratifications.

The following Cantons have acceded to the present Convention (before the exchange of ratifications) : Zurich, Obwalden, Basel-Stadt, Basel-Land, Appenzell Innerhoden, Aargau, Thurgau and Neuchâtel.

The Cantons of Obwalden, Basel-Stadt, Basel-Land, Appenzell Innerhoden and Aargau have made the declaration of reciprocity regarding the taxation of commercial and industrial undertakings (Final Protocol, paragraph 7, second and following sentences).

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie einander ihre Vollmachten mitgeteilt und diese als richtig befunden haben , folgendes vereinbart :

Artikel I.

1. Einkünfte, die in öffentlichem oder privatem Dienste beschäftigte oder angestellte Personen aus dieser Beschäftigung oder Anstellung, gleichviel unter welcher Bezeichnung oder in welcher Form beziehen (Arbeitseinkommen), sollen nur in dem Staate zur Einkommensteuer herangezogen werden, in dem der Steuerpflichtige einen Wohnsitz hat. Als Arbeitseinkommen gelten auch Wartegelder, Ruhegehälter, Witwen- und Waisenpensionen und andere Bezüge oder geldwerte Vorteile für frühere Dienstleistung oder Berufstätigkeit.

2. Ist ein Wohnsitz gleichzeitig in Österreich und im Kanton St. Gallen begründet, so erfolgt die Besteuerung im Staate jenes Wohnsitzes, in dem der Steuerpflichtige seinen Familienwohnsitz hat ; in Ermanglung eines Familienwohnsitzes werden Vereinbarungen der obersten Finanzverwaltungsbehörden der Republik Österreich und des Kantons St. Gallen von Fall zu Fall getroffen.

3. Wohnsitz im Sinne dieses Vertrages hat der Steuerpflichtige an dem Orte, wo er sich mit der Absicht des dauernden Verbleibens aufhält. Diese Absicht muss aus äusseren Merkmalen (Innehabung einer eigenen Wohnung oder eines auf die Dauer gemieteten Zimmers, Wohnen bei der eigenen Familie oder dergleichen) hervorgehen.

Artikel II.

Die Dienstbezüge der im Dienste der Zollverwaltung der Republik Österreich oder der Schweizerischen Eidgenossenschaft stehenden Personen, die bei einer auf dem Gebiete des anderen Staates gelegenen Amtsstelle dieser Verwaltung bedienstet sind und deshalb dort wohnen, sollen zur Einkommensteuer nur im Heimatstaate herangezogen werden. (Artikel 9 des Übereinkommens vom 2. August 1872, betreffend den Zolldienst in den Eisenbahnstationen in Buchs und St. Margrethen.)

Artikel III.

Darlehen, die von einem in dem einen Lande domizilierten Gläubiger einem im anderen Lande domizilierten Schuldner gewährt werden, sowie die Zinsen und anderen Erträgnisse solcher Darlehen sind der Einkommen- und Rentensteuer sowie der Vermögensteuer nur im Lande des Gläubigers unterworfen ; hinsichtlich der Rentensteuer jedoch mit Ausnahme jener Fälle, in denen die Steuer im Wege des Abzuges durch den Schuldner erhoben wird. Für das Domizil physischer Personen sind massgebend die Bestimmungen des Artikels I, dritter Absatz, dieses Vertrages. Das Domizil von Gesellschaften und juristischen Personen befindet sich am Sitze der wirklichen Geschäftsleitung.

Artikel IV.

Grundstücke und ihre Erträgnisse sind nur in demjenigen Lande vermögens- und einkommensteuerpflichtig, in welchem die betreffenden Grundstücke liegen.

Artikel V.

1. Handels- und Gewerbeunternehmungen, deren Inhaber in einem der beiden Staaten ihren Wohnsitz (Sitz) haben, werden, wenn sie ihren Betrieb in das Gebiet des anderen Staates erstrecken,

ohne dass dortselbst eine Betriebsstätte errichtet wird, in diesem anderen Staate nicht der Einkommensteuer, Vermögenssteuer, Erwerbsteuer, beziehungsweise Körperschaftssteuer unterworfen.

2. Als Betriebsstätten gelten die Geschäftsleitung, Zweigniederlassungen, Fabrikationsstätten, Ein- und Verkaufsstellen, Niederlagen, Kontore und sonstige zur Ausübung des Gewerbes durch den Unternehmer selbst, dessen Geschäftsteilhaber, Prokuristen oder andere ständige Vertreter unterhaltene Geschäftseinrichtungen. Wenn ein selbständiger Agent für die vertretene Firma, für die er ein Warenlager nicht hält, lediglich Geschäfte vermittelt, ohne zu deren Abschluss bevollmächtigt zu sein, gilt dies nicht als das Unterhalten einer Betriebsstätte.

Artikel VI.

Zur Vermeidung von Doppelbesteuerungen können im übrigen von den obersten Finanzverwaltungsbehörden der Republik Österreich und des Kantons St. Gallen von Fall zu Fall unmittelbare Verhandlungen zum Zwecke einer Regelung im Sinne angemessener Verteilung der Steueransprüche geführt werden.

Artikel VII.

Dieser Vertrag ist jederzeit kündbar. Erfolgt die Kündigung vor dem 1. Oktober eines Jahres, so verliert der Vertrag bereits für das der Kündigung folgende Kalenderjahr, andernfalls für das zweitfolgende Kalenderjahr seine bindende Kraft.

Artikel VIII.

1. Dieser Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen möglichst bald in Bern ausgetauscht werden.

2. Dieser Vertrag tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Er findet Anwendung auf die Steuern, die die Zeit vom 1. Jänner 1927 an betreffen.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Wien, den 24. Oktober 1927.

Für die Republik Österreich :

(L.S.) SCHWANBERG.
Dr. Rudolf EGGER.

Für die Schweizerische Eidgenossenschaft :

(L.S.) BLAU.
MAEDER.
FRÖLICHER.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei Unterzeichnung des vorstehenden Vertrages haben sich die unterzeichneten Bevollmächtigten über die folgenden, einen wesentlichen Teil des Vertrages bildenden Erklärungen geeinigt :

1. Dieser Vertrag findet Anwendung auf seiten der Republik Österreich auf die im Personalsteuergesetz, B. G. Bl. Nr. 307 vom Jahre 1924, geregelten direkten Steuern, auf seiten des Kantons St. Gallen auf die direkten Steuern des Staates und der Gemeinden.

2. Wird während des Steuerjahres der Wohnsitz von einem Lande in das andere verlegt, so wird von jedem der beiden Länder nur der Teil des Arbeitseinkommens besteuert, der während der Dauer des Wohnsitzes auf seinem Gebiete erzielt wurde.

3. Die Bestimmung des Artikels III findet keine Anwendung auf Darlehen, die zur Verdeckung von Geschäftsbeteiligungen gewährt werden. Sie berührt nicht die Besteuerung schuldnerischer Unternehmungen.

4. Sobald im Kanton St. Gallen eine Besteuerung inländischer Hypotheken oder deren Zinsen ohne Rücksicht auf den Wohnsitz des Gläubigers grundsätzlich eingeführt werden sollte, erfährt Artikel III mit dem Zeitpunkte einer solchen gesetzlichen Einführung eine Einschränkung in dem Sinne, dass er auf Darlehen, die grundbücherlich sichergestellt sind, und Zinsen aus solchen nicht anwendbar wird.

5. Artikel V findet keine Anwendung auf Hausier- und Wandergewerbe.

6. Dem Vertrage können sich andere schweizerische Kantone anschliessen, und zwar durch Beitrittserklärung. Die Beitrittserklärung wird namens der betreffenden Kantone von der Schweizerischen Eidgenossenschaft der Republik Österreich abgegeben werden. Erfolgt die Mitteilung der Beitrittserklärung spätestens bis zum Austausch der Ratifikationsurkunden bezüglich des Vertrages zwischen der Republik Österreich und dem Kanton St. Gallen, so findet Artikel VIII, zweiter Absatz, Anwendung ; andernfalls finden die Bestimmungen des Vertrages erstmalig auf die das Jahr, in dem die Beitrittserklärung abgegeben wurde, betreffenden Steuern Anwendung.

7. Gegenüber schweizerischen Kantonen, die bereit sind, eine Regelung im Sinne dieses Vertrages nur für einzelne Bestimmungen desselben zu treffen, wird die österreichische Regierung die betreffenden Bestimmungen anwenden, sofern ihr die schweizerische Regierung eine Gegenrechtserklärung der zuständigen Behörde des in Frage kommenden Kantons zugehen lässt. Die österreichische Regierung erklärt sich ferner bereit, gegenüber jedem schweizerischen Kanton auf dem gleichen Wege der Gegenrechtserklärung die Besteuerung der Handels- und Gewerbeunternehmungen zu ordnen, die Betriebsstätten in Österreich oder in einem schweizerischen Kanton unterhalten, und zwar in dem Sinne, dass die Unternehmung sowie das Einkommen daraus nur in dem Staate zu den direkten Steuern (Ziffer 1) herangezogen werden soll, in welchem sich eine Betriebsstätte befindet. Befinden sich Betriebsstätten derselben Unternehmung in beiden Gebieten, so soll die Heranziehung zu den direkten Steuern in jedem Gebiete nur nach Massgabe des von den inländischen Betriebsstätten aus stattfindenden Betriebes erfolgen. Was als Betriebsstätte anzusehen ist, bestimmt sich nach Artikel V dieses Vertrages.

Wie Handels- und Gewerbeunternehmungen sind auch Beteiligungen an gesellschaftlichen Unternehmungen (insbesondere Teilhaberschaften an offenen Handelsgesellschaften, Anteile an Ges. m. b. H.) zu behandeln, mit Ausnahme von Kuxen, Aktien, Anteilscheinen und sonstigen Wertpapieren.

Die Bestimmungen der Ziffer 6, betreffend das Inkrafttreten von Beitrittserklärungen, findet auf die Gegenrechtserklärungen entsprechende Anwendung. Gegenrechtserklärungen können von beiden Seiten jederzeit ausser Kraft gesetzt werden, ohne im übrigen andere Gegenrechtserklärungen oder den Bestand des Vertrages zu berühren.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Wien, den 24. Oktober 1927.

Für die Republik Österreich :

SCHWANBERG.
Dr. Rudolf EGGER.

Für die Schweizerische Eidgenossenschaft :

BLAU.
MAEDER.
FRÖLICHER.

[1] TRADUCTION.

N° 1935. — CONVENTION CONCLUE ENTRE LA CONFÉDÉRATION SUISSE AU NOM DU CANTON DE SAINT-GALL ET LA RÉPUBLIQUE AUTRICHIENNE EN VUE D'ÉVITER CERTAINS CAS DE DOUBLE IMPOSITION. SIGNÉE A VIENNE, LE 24 OCTOBRE 1927.

LA CONFÉDÉRATION SUISSE AU NOM DU CANTON DE SAINT-GALL et LA RÉPUBLIQUE AUTRICHIENNE, animées du désir d'éviter dans certains cas la double imposition, ont décidé de conclure la convention ci-après et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Hans BLAU, directeur de l'Administration fédérale des contributions ;
M. le Dr Emil MAEDER, conseiller d'Etat, directeur des Finances du canton de St-Gall ;
M. le Dr Hans FRÖLICHER, secrétaire de légation de Ire classe, au Département politique fédéral ;

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE AUTRICHIENNE :

M. Egon SCHWANBERG, chef de section au Ministère fédéral des Finances;
M. le Dr Rudolf EGGER, conseiller ministériel au Ministère fédéral des Finances.

Les plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

1. Les revenus que des personnes occupées ou employées en service public ou privé retirent,

[1] Traduction du Gouvernement fédéral suisse.
[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] TRANSLATION.

No. 1935. — CONVENTION BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC AND THE SWISS CONFEDERATION (IN THE NAME OF THE CANTON OF ST-GALL FOR THE PREVENTION OF CERTAIN CASES OF DOUBLE TAXATION. SIGNED AT VIENNA, OCTOBER 24, 1927.

THE SWISS CONFEDERATION IN THE NAME OF THE CANTON OF ST. GALL and THE AUSTRIAN REPUBLIC, being desirous of preventing double taxation in certain cases, have resolved to conclude the following Convention and have appointed as Plenipotentiaries for this purpose :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Hans BLAU, Director of the Federal Administration of Taxes ;
Dr. Emil MAEDER, Counsellor of State, Director of Finances of the Canton of St. Gall ;
Dr. Hans FRÖLICHER, Secretary of Legation of the first class at the Federal Political Department.

THE GOVERNMENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. Egon SCHWANBERG, Head of Section at the Federal Ministry of Finance ;
Dr. Rudolf EGGER, Ministerial Counsellor at the Federal Ministry of Finance.

The Plenipotentiaries, having communicated their full powers, which were found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

1. Income earned by persons employed in the public services or in the service of private

[1] Translation of the Swiss Federal Government.
[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

sous n'importe quelle désignation ou sous n'importe quelle forme, de cette occupation ou de cet emploi (revenu du travail) ne seront assujettis à l'impôt sur le revenu que dans l'Etat où le contribuable est domicilié. Sont considérés aussi comme revenus du travail les traitements de disponibilité, les retraites, les pensions versées aux veuves et aux orphelins et autres versements ou avantages appréciables en numéraire alloués en raison de service ou d'emplois antérieurs.

2. Si un contribuable possède un domicile simultanément en Autriche et dans le canton de St-Gall, l'imposition aura lieu dans celui de ces Etats où il a son domicile de famille ; à défaut d'un domicile de famille, les autorités suprêmes de l'Administration des Finances de la République autrichienne et du canton de Saint-Gall conviendront d'une solution dans chaque cas particulier.

3. Un contribuable a son domicile au sens de la présente convention là où il réside avec l'intention de s'y établir. Cette intention doit résulter de circonstances extérieures (soit du fait d'avoir son propre logement ou une chambre louée de façon durable, d'habiter avec sa propre famille, etc.).

Article II.

Les traitements et allocations perçus par les personnes au service de l'administration douanière de la République autrichienne ou de la Confédération suisse, occupées dans un office de cette administration situé sur le territoire de l'autre Etat et habitant en conséquence dans ce dernier, ne seront assujettis à l'impôt sur le revenu que dans l'Etat d'origine du contribuable (article 9 de la convention du 2 août 1872 concernant le service des péages aux stations de chemin de fer de Buchs et de St-Margrethen).

Article III.

Les prêts accordés par un créancier domicilié dans l'un des Etats à un débiteur domicilié dans l'autre, ainsi que les intérêts et autres produits de ces prêts ne seront soumis à l'impôt sur le revenu et à celui sur les rentes ainsi qu'à l'impôt sur la fortune que dans le pays du créancier, sauf dans le cas où, en ce qui concerne

persons and derived from such employment under whatever designation or in whatever form (earned income), shall only be liable to income tax in the State in which the taxpayer is domiciled. Half-pay, pensions on retirement, widows'and orphans'pensions and other emoluments or allowances granted for services rendered or earned in a profession in which the person concerned was formerly engaged shall also be regarded as earned income.

2. Where a person is domiciled both in Austria and in the Canton of St-Gall, taxes shall be levied in the State in which the taxpayer has his permanent home *(Familienwohnsitz)* ; if he has no such permanent home, agreements shall be arrived at, in each individual case, between the supreme financial authorities of the Austrian Republic and of the Canton of St-Gall.

3. For the purposes of the present Treaty, a taxpayer shall be considered to be domiciled in the place in which he has the intention of residing permanently. This intention must be apparent from certain outward circumstances (possession of his own dwelling or of a room on a long lease, residence with his own family, etc.).

Article II.

Salaries of persons in the service of the Customs administration of the Austrian Republic or of the Swiss Confederation, who are employed at an office of that administration which is situated in the territory of the other State, and who, on this account, are domiciled there, shall only be subject to income tax in their own country (Article 9 of the Convention of August 2, 1872, regarding the Customs staff at the railway stations of Buchs and St. Margarethen).

Article III.

Loans granted by a creditor domiciled in one country to a debtor domiciled in the other country, as well as the interest and other yield of such loans, shall only be subject to income tax and the tax on the interest from shares or annuities, as well as the tax on capital in the country of the creditor ; an exception may

l'impôt sur les rentes, l'impôt est perçu par voie de retenues par le débiteur. Le domicile de personnes physiques est réglé par les prescriptions de l'article I, troisième alinéa, de la présente convention. Le domicile de sociétés et de personnes morales se trouve au lieu de la direction effective de l'entreprise.

Article IV.

Les propriétés foncières et les revenus qu'on en retire ne seront assujettis aux impôts sur la fortune et sur le revenu que dans le pays où sont sises les propriétés en question.

Article V.

1. Les entreprises commerciales et industrielles qui sont exploitées par des personnes ayant leur domicile (siège) dans l'un des deux États et qui étendent leur exploitation sur le territoire de l'autre, sans y avoir d'établissement stable, ne seront pas assujetties dans cet autre Etat aux impôts sur le revenu, sur la fortune, sur le produit du travail, respectivement à l'impôt dit Körperschaftssteuer.

2. Sont considérés comme établissements stables la direction de l'entreprise, les succursales fabriques, bureaux d'achat et de vente, dépôts, comptoirs et autres installations entretenues, dans le but d'exploiter l'entreprise, par l'entrepreneur lui-même, par son associé, son fondé de pouvoirs ou par un autre représentant permanent. Si un agent autonome se borne à servir d'intermédiaire à la maison qu'il représente, sans en posséder un dépôt de marchandises et sans avoir la compétence de conclure lui-même des affaires, ceci n'est pas considéré comme exploitation d'un établissement stable.

Article VI.

Les autorités suprêmes de l'administration des finances de la République autrichienne et du canton de St-Gall peuvent, au surplus, en vue d'éviter des doubles impositions, entrer directement en relations dans chaque cas particulier pour le règler dans le sens d'une répartition équitable des charges fiscales.

nevertheless be made in the case of the tax on interest from shares or annuities where the tax is collected by means of deductions made by the debtor. The provisions of Article I, paragraph 3, of the present Treaty shall apply in respect of the domicile of physical persons ; the domicile of companies and juridical persons shall be the seat of the actual centre of management.

Article IV.

Real estate and profits derived therefrom shall only be subject to income tax and tax on capital in that country in which the real estate in question is situated.

Article V.

1. Commercial and industrial undertakings whose owners have their domicile (seat) in one of the two States shall not, in the event of their extending their activities to the territory of the other State without setting up therein a business establishment *(Betriebsstätte)*, be subject in the latter State to income tax, tax on capital or profits, or corporation tax.

2. Business establishments *(Betriebsstätten)* shall mean the centre of management, branches, factories, agencies for purchase and sale, warehouses, offices and other installation used for carrying on the industry by the principal himself, his partners, authorised representatives or any other agents. Where an independent agent merely negotiates business for the firm he represents without maintaining on its behalf any warehouse, and without being authorised to conclude on its behalf any transactions, this shall not be regarded as constituting the maintenance of a business establishment *(Betriebsstätte)*.

Article VI.

Furthermore for the prevention of double taxation, the supreme financial authorities of the Austrian Republic and of the Canton of St. Gall may engage in direct negotiations in special cases for the purpose of adjusting fiscal claims by an equitable method of apportionment.

Article VII.

La présente convention est dénonçable en tout temps. Si la dénonciation a lieu avant le 1er octobre d'une année, la convention cessera de déployer ses effets déjà pour l'année civile suivante, autrement pour la deuxième année civile qui suit la dénonciation.

Article VII.

The present Treaty may be denounced at any time. If denunciation takes place before October 1 of any year, the treaty shall cease to be binding from the beginning of the calendar year following the denunciation, otherwise as from the beginning of the second calendar year following the denunciation.

Article VIII.

1. La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés le plus tôt possible, à Berne.

2. La convention entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification. Elle s'appliquera aux impôts dus pour les années à partir du 1er janvier 1927.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé les sceaux.

Fait en deux exemplaires originaux à Vienne, le 24 octobre 1927.

Article VIII.

1. The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Berne.

2. The present Convention shall come into force on the exchange of the instruments of ratification. It shall apply to taxes in respect of the period from January 1, 1927.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate in Vienna on October 24, 1927.

Pour la Confédération suisse :
For the Swiss Confederation :

(L. S.) *(Signé)* BLAU.
(Signé) MÄDER.
(Signé) FRÖLICHER

Pour la République autrichienne :
For the Austrian Republic :

(L. S.) *(Signé)* E. SCHWANBERG.
(Signé) Dr Rudolf EGGER.

PROTOCOLE FINAL

A l'occasion de la signature de la convention conclue à la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont convenu des déclarations suivantes, qui formeront partie intégrante de la convention même :

1. La présente convention est applicable, de la part de la République autrichienne, aux impôts directs réglés dans la loi d'impôt personnel, B. G. Bl. No 307 de l'année 1924, et, de

FINAL PROTOCOL.

On signing the above Convention, the undermentioned Plenipotentiaries agreed upon the following declaration, which constitutes an integral part of the Convention :

1. The present Convention shall apply in the case of the Austrian Republic to the direct taxes specified in the law concerning personal taxation *(Bundesgesetzblatt* No. 307 of 1924)

la part du canton de St-Gall, aux impôts directs cantonaux et communaux.

2. Si, au cours de l'année fiscale, un contribuable transfère son domicile de l'un des Etats dans l'autre, chacun des deux Etats n'imposera que la partie du produit du travail réalisé durant le temps où le contribuable était domicilié sur son territoire.

3. La disposition de l'article III n'est pas applicable aux prêts accordés pour dissimuler des participations commerciales. Elle ne touche pas l'imposition des entreprises débitrices.

4. Si le canton de St-Gall introduisait une imposition des hypothèques grevant les immeubles sis dans le canton ou les intérêts de celle-ci, sans égard au domicile du créancier, l'article III cesserait d'être applicable, dès l'entrée en vigueur des dispositions y relatives, aux prêts garantis par inscription au registre foncier et aux intérêts de ces prêts.

5. L'article V n'est pas applicable au colportage et aux industries ambulantes.

6. D'autres cantons suisses pourront adhérer à la convention par déclaration d'adhésion, Cette déclaration sera faite à la République autrichienne, au nom des cantons en question, par la Confédération suisse. Si la déclaration d'adhésion est faite au plus tard jusqu'à l'échange des instruments de ratification concernant la convention entre la République autrichienne et le canton de St-Gall, l'article VIII, deuxième alinéa, sera applicable ; autrement la convention sera applicable pour la première fois aux impôts dus pour l'année en laquelle aura été donnée la déclaration d'adhésion.

7. A l'égard de cantons suisses prêts à n'adhérer qu'à quelques-unes des dispositions de la présente convention, le Gouvernement autrichien appliquera les dispositions en question si le gouvernement suisse lui remet une déclaration de réciprocité de la part de l'autorité compétente du canton intéressé. Le Gouvernement autrichien se déclare prêt, en outre, vis-à-vis de tout canton suisse, à régler, par la même voie de la déclaration de réciprocité, l'imposition des entreprises commerciales et industrielles entretenant des établissements stables en Autriche ou dans un canton suisse en ce sens que l'entreprise et le revenu en résultant ne seraient assujettis aux impôts directs (chiffre 1)

and in the case of the Canton of St. Gall to the direct taxes of the State and the communes.

2. Where domicile is transferred during the fiscal year from one country to the other, only that part of the earned income shall be taxed in each of the two countries which was earned during the period of domicile in its territory.

3. The provisions of Article III shall not apply to loans granted to conceal participation in a business. It shall not refer to the taxation of debtor undertakings.

4. In the event of the Canton of St. Gall introducing taxation of its mortgages or of the interest thereon irrespective of the domicile of the creditor, the effect of Article III shall be restricted as from the date of the legal introduction of such taxation in that it shall not apply to loans which are secured by inscription in the land register nor to interest derived therefrom.

5. Article V shall not apply to hawking or other itinerant trades.

6. Other Swiss Cantons may accede to the Treaty by giving a declaration of accession. Such declaration of accession shall be notified to the Austrian Republic by the Swiss Confederation in the name of the Cantons concerned. If the notification of a declaration of accession is effected no later than the exchange of the instruments of ratification in respect of the Treaty between the Austrian Republic and the Canton of St. Gall, Article VIII, paragraph 2, will apply ; otherwise the provisions of the Convention will first be applied to taxes in respect of the year in which the declaration of accession was notified.

7. In regard to those Swiss Cantons which are prepared to regulate this matter in conformity with the present Convention, but in respect of certain clauses only, the Austrian Government will apply the clauses in question, provided that the Swiss Government furnishes it with a declaration of reciprocity from the competent authorities of the Canton concerned. The Austrian Government further declares itself willing to regulate, in relation to each Swiss canton and subject to a declaration of reciprocity, the taxation of commercial and industrial undertakings which maintain business establishments *(Betriebsstätten)* in Austria or in a Swiss Canton ; in this case the undertaking

que dans l'Etat où se trouve un établissement stable. S'il se trouve des établissements stables d'une même entreprise sur les deux territoires, l'entreprise ne sera assujettie aux impôts directs, sur chacun des deux territoires, que dans la mesure de l'activité exercée par l'établissement stable indigène. La notion d'établissement stable est celle délimitée à l'article V de la présente convention.

Sont assimilées aux entreprises commerciales et industrielles les participations à des entreprises organisées sous forme de sociétés (notamment les parts à des sociétés en nom collectif *offene Handelsgesellschaften*, à des sociétés à responsabilité limitée G. m. b. H.) à l'exception des parts minières *(Kuxen)*, actions, parts sociales et autres papiers-valeurs.

Les dispositions du chiffre 6 concernant l'entrée en vigueur des déclarations d'adhésion sont applicables aux déclarations de réciprocité. Ces dernières peuvent en tout temps être retirées par les deux parties avec effet immédiat, sans préjudice d'autres déclarations de réciprocité ou de la convention elle-même.

Fait en deux exemplaires originaux à Vienne, le 24 octobre 1927.

and income derived therefrom shall only be liable to direct taxation (No. 1) in that State in which the business establishment *(Betriebsstätte)* is situated. Where business establishments *(Betriebsstätten)* of the same undertaking are situated in both territories, liability to direct taxation in each territory shall only be in proportion to the amount of business done within that territory by such business establishment *(Betriebsstätte)*. Reference should be made to Article V of the present Convention for a definition of a business establishment *(Betriebsstätte)*.

The treatment accorded to commercial and industrial undertakings shall also be applied to participations in undertakings formed on a company basis (in particular, to partnerships in private firms and shares in limited liability companies), with the exception of mining shares *(Kuxen)*, shares, founders' shares and other securities.

The provisions of No. 6 dealing with the entry into force of the declarations of accession shall be applied *mutatis mutandis* to the declarations of reciprocity. Declarations of reciprocity may be abrogated by either Party without affecting other declarations of reciprocity or the validity of the Convention.

Done in duplicate at Vienna, October 24, 1927.

Pour la Confédération suisse :
For the Swiss Confederation :

(Signé) BLAU.
(Signé) MÄDER.
(Signé) FRÖLICHER.

Pour la République autrichienne :
For the Austrian Republic :

(Signé) E. SCHWANBERG.
(Signé) Dr Rudolf EGGER.

N° 1936.

AUTRICHE ET ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Avenant au Traité de commerce conclu le 3 septembre 1925 entre la République autrichienne et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Signé à Vienne, le 9 juillet 1928.

AUSTRIA AND KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES

Additional Agreement to the Commercial Treaty concluded September 3, 1925, between the Austrian Republic and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. Signed at Vienna, July 9, 1928.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1936. — ZUSATZABKOMMEN [1] ZU DEM AM 3. SEPTEMBER 1925 UNTERZEICHNETEN HANDELSVERTRAG ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DEM KÖNIGREICHE DER SERBEN, KROATEN UND SLOWENEN. GEZEICHNET IN WIEN, AM 9. JULI 1928.

Textes officiels allemand et serbo-croate communiqués par le chancelier fédéral de la République d'Autriche, et le délégué permanent du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 janvier 1929.

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH und SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER SERBEN, KROATEN UND SLOWENEN, vom Wunsche geleitet, den am 3. September 1925 zu Wien unterzeichneten Handelsvertrag zwischen der Republik Österreich und dem Königreich der Serben, Kroaten und Slowenen in einigen Punkten abzuändern und ihn zu ergänzen, sind übereingekommen, zu diesem Zwecke ein Zusatzabkommen zu schliessen, und haben in dieser Absicht zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Dr. Ignaz SEIPEL, Bundeskanzler ;
Dr. Hans SCHÜRFF, Bundesminister für Handel und Verkehr ;
Andreas THALER, Bundesminister für Land- und Forstwirtschaft ;

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER SERBEN, KROATEN UND SLOWENEN :

Bogoljub D. JEVTIĆ, Ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Wien ;
Dr. Milan TODOROVIĆ, Universitätsprofessor in Belgrad ;

Welche nachdem sie ihre in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten einander mitgeteilt haben, über folgendes übereingekommen sind :

Artikel I.

Die Tarifanlage A (zum Zolltarif des Königreiches der Serben, Kroaten und Slowenen) des Handelsvertrages vom 3. September 1925 wird, wie folgt, abgeändert :

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 décembre 1928.

TEXTE SERBO-CROATE. — SERB-CROAT TEXT.

N° 1936. — NAKNADNI SPORAZUM[1] UZ TRGOVINSKI UGOVOR POTPISAN 3. SEPTEMBRA 1925 GOD. IZMEDJU REPUBLIKE AUSTRIJE I KRALJEVINE SRBA, HRVATA I SLOVENACA, SPORAZUM ZAKLJUČEN U BEČU 9 JULA 1928.

German and Serb-Croat official texts communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic and the Permanent Delegate of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place January 24, 1929.

PREDSEDNIK REPUBLIKE AUSTRIJE i NJEGOVO VELIČANSTVO KRALJ SRBA, HRVATA I SLOVENACA, rukovodjeni željom, da izmene i dopune nekoliko tačaka trgovinskog ugovora izmedju Republike Austrije i Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca, potpisanog u Beču 3. septembra 1925 god., složili su se, da u tom cilju zaključe naknadni sporazum i u toj nameri naimenovali su za svoje punomoćnike :

PREDSEDNIK REPUBLIKE AUSTRIJE :

Dr. Ignaca SEIPELA, kancelara saveza ;
Dr. Hansa ŠIRFA, ministra trgovine i saobraćaja ;
Andreju THALERA, ministra poljoprivrede i šumarstva ;

NJEGOVO VELIČANSTVO KRALJ SRBA, HRVATA I SLOVENACA :

Bogoljuba D. JEVTIĆA, svog izvanrednog poslanika i opunomoćenog ministra u Beču;

Dr. Milana TODOROVIĆA, profesora univerziteta u Beogradu ;

Koji su pošto su saopštili jedni drugima svoja punomoćija, koja su nadjena dobra i uredna, ugovorili sledeće :

Član I.

Prilog tarife *A* (uz carinsku tarifu Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca) trgovinskog ugovora od 3. septembra 1925 god. menja se, kako sleduje :

[1] The exchange of ratifications took place at Vienna, December 31, 1928.

a) *Gestrichen werden :*

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertragsmässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
321	Tücher und Schals, gewebt, auch in unzerschnittenen Stücken . . .	400,—
aus 368	Schuhwaren aus Geweben oder Filz, mit Sohlen aus anderen Stoffen :	
	2. Andere	350,—
aus 442	Karton (Pappen) im Gewichte über 300 *g* auf 1 m^2, auch in der Masse gefärbt :	
	aus 1. Nicht überzogen oder getränkt :	
	a) In Tafeln oder Rollen	9,—
aus 445	Druck- und Schreibpapier :	
	aus 1. Druckpapier :	
	a) Nicht satiniert, im Gewichte bis einschliesslich 60 *g* auf 1 m^2	12,—
	4. Rastriertes Papier	40,—
aus 536	3. Nicht fassoniertes Eisen, geschmiedet oder gewalzt :	
	a) In Platten, Stäben, vierkantiges, rundes, halbrundes, hohles sowie überhaupt alles Eisen für gewerbliche Zwecke	10,—
	b) Bandeisen :	
	α) In der Stärke von 1 mm und darüber	12,—
	β) In der Stärke unter 1 mm	12,—
	4. Fassoneisen :	
	a) *L*- und +-Eisen	12,—
	b) *T*-, *H*- und *Z*-Eisen und sonstiges Fassoneisen	10,—
aus 537	Blech :	
	1. Roh (schwarz), auch dekapiert und dressiert :	
	a) In der Stärke von 3,5 mm oder mehr	10,—
	b) In der Stärke von 1 mm bis 3,5 mm	12,—
	c) In der Stärke von weniger als 1 mm	10,—
542	Eisenkonstruktionen, zusammengesetzt oder zerlegt, auch grob oder mit Minium angestrichen	17,—
545	Äxte, Beile sowie Fleischerhacken, auch mit Holzgriffen	40,—
aus 555	Nägel und Stifte, gezogen, gepresst oder geschmiedet :	
	aus 1. Unbearbeitet, ohne Verbindung mit anderen Stoffen :	
	Hufnägel	22,—
aus 562	Geschirre und Blechwaren, anderweitig nicht genannt :	
	1. Aus Schwarzblech, auch dressiert oder dekapiert, unbearbeitet oder nur abgedreht, geschnitten oder durch Glühen gebläut :	
	a) Ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen Stoffen :	
	Geschirre	30,—
	Andere Waren	25,—
	b) In Verbindung mit feinen Stoffen	50,—
	aus 2. Aus Weissblech oder aus Schwarzblech, ganz oder teilweise mit Blei, Zink oder Zinn überzogen, auch in Verbindung mit feinen Stoffen :	
	Andere Waren :	
	Geschirre	55,—
	Andere	50,—
	aus 3. Gefärbt, gefirnisst, lackiert, oxydiert, auch mit aufgepressten Mustern, bedruckt, emailliert, auch in Verbindung mit feinen Stoffen :	
	Dosen für Fette, Creme u. dgl. aus Schwarzblech, bedruckt oder lackiert	40,—
	Dosen aus Weissblech für die Konservenindustrie, auch bedruckt, auch innen verniert	55,—
	Andere Waren, ausgenommen Emailgeschirr	80,—

a) *Ukida se :*

Broj tarife	Naimenovanje	Ugovorna carina dinara u zlatu
		od 100 kg
321	Marame i šalovi tkani, pa i u neisečenim komadima	400,—
iz 368	Obuća od tkanine i klobučine, s djonovima od drugog materijala :	
	2. ostala	350,—
iz 442	Karton (lepenka) u težini preko 300 grama po 1 m², pa i u masi obojen :	
	iz 1. Nepremazan i natopljen :	
	a) u tabacima ili namotima	9,—
iz 445	Artija za štampanje i pisanje :	
	iz 1. Za štampanje :	
	a) nesatinovana u težini do zaključno 60 grama po 1 m²	12,—
	4. Rastrovana	40,—
iz 536	3. Gvoždje neubličeno (nefasonovano), kovano ili valjano :	
	a) U pločama, šipkama, četvrtasto, okruglo, poluokruglo, koritasto i u opšte gvoždje, što se upotrebljava u zanatstvu	10,—
	b) U trakama (gvoždje za obruče) :	
	α) Debljine 1 mm ili više	12,—
	β) Debljine ispod 1 mm	12,—
	4. Uobličeno (fasonovano) gvoždje :	
	b) U obliku *L* i + ...	12,—
	b) U obliku *T*, u obliku *H*, u obliku *Z* i drugo uobličeno . . .	10,—
iz 537	Lim :	
	1. Sirovi (crni), pa i dekapirani i dresirani :	
	a) Debljine 3 ½ mm ili više	10,—
	b) Debljine 1 do 3 ½ mm	12,—
	c) Debljine ispod 1 mm	10,—
542	Gvozdene konstrukcije sklopljene ili rasklopljene, pa i grubo ili minijem premazane	17,—
545	Sekire, sekirice i satare, pa i u vezi s drvetom	40,—
iz 555	Klinčići i klinci, izvučeni, presovani ili kovani :	
	iz 1. Neobradjeni, bez veze s drugim materijalom :	
	Klinci za potkivanje stoke	22,—
iz 562	Posudje i izrade od lima na drugom mestu nepomenute :	
	1. Od crnog lima, pa i dresiranog i dekapiranog, neobradjene ili samo strugane, rezane i kaljenjem oplavljene :	
	a) Bez veze ili u vezi s prostim materijalom :	
	Posudje	30,—
	Ostalo	25,—
	b) U vezi s finim materijalom	50,—
	Iz 2. Od belog lima ili crnog lima, prevučenog sasvim ili delom olovom, cinkom ili kalajem, pa i u vezi s finim materijalom :	
	Ostale izrade :	
	Posudje	55,—
	Ostalo	50,—
	Iz 3. Obojene, firnisovane, lakovane, oksidovane, sa utisnutim šarama, štampane, emajlovane pa i u vezi s finim materijalom :	
	Kutije za masti, kremove i slično, od crnog lima, štampane ili lakovane	40,—
	Kutije od belog lima za industriju konzervi, pa i štampane kao i iznutra vernirane	55,—
	Ostale izrade, izuzev emajlirano posudje	80,—

Nummer des Tarifs	Bennenung der Waren	Vertragsmässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
aus 569	Geldschränke und Kassetten, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Stoffen :	
	1. Im Stückgewichte bis einschliesslich 10 kg :	
	a) Unbearbeitet	60,—
	b) Bearbeitet	80,—
	2. Im Stückgewicht über 10 kg bis einschliesslich 100 kg :	
	a) Unbearbeitet	50,—
	b) Bearbeitet	70,—
	aus 3. Im Stückgewicht über 100 kg :	
	Bis einschliesslich 1000 kg :	
	a) Unbearbeitet	35,—
	Über 1000 kg :	
	a) Unbearbeitet	30,—
aus 570	Möbel, nicht gepolstert und nicht überzogen ; auch in Verbindung mit unedlen Metallen :	
	2. Bearbeitet :	
	Mit Eisenlack überzogen	48,—
	Anders bearbeitet	70,—
	Anmerkung : Knöpfe und Aufsätze aus Messing bleiben bei der Verzollung ausser Betracht.	
aus 585/2	Druckknöpfe aus Eisenblech	110,—
aus 586	Armaturen aus Eisen :	
	aus 1. In Verbindung mit Rotguss	60,—
589	Aluminium, roh, in Klumpen, Stangen und Schrot, Abfälle und Aluminiumbruch	frei
590	Aluminium, geschmiedet oder gewalzt, in Stangen, Stäben, Blech oder Platten	10,—
aus 592	Drähte aus Aluminium	20,—
601	Walzen, Rohre und Rohrteile aus Blei :	
	1. Unbearbeitet	12,—
	2. Bearbeitet oder geformt, auch in Verbindung mit unedlen	
	S-förmig gebogene Röhren (sogenannte Bleisyphons für Rohrleitungen)	12,—
	Andere Waren	20,—
602	Kugeln und Schrot aus Blei	28,—
aus 616	Tuben und Kapseln aus Zinn :	
	1. Unbearbeitet	140,—
	2. Bearbeitet	140,—
aus 623	Erzeugnisse aus Nickel, anderweitig nicht genannt :	
	1. Unbearbeitet :	
	a) Ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen Stoffen	200,—
	b) In Verbindung mit feinen Stoffen	250,—
	aus 2. Bearbeitet :	
	b) In Verbindung mit feinen Stoffen	300,—
	3. In Verbindung mit feinsten Stoffen	500,—
628	Seile und Schnüre aus Kupfer	70,—
633	Kesselschmiedwaren im Stückgewicht über 5 kg :	
	1. Unbearbeitet	90,—
	2. Bearbeitet	140,—
aus 637	Gusswaren aus Kupfer, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen :	
	aus 1. Im Stückgewichte über 10 kg :	
	b) Bearbeitet	110,—
aus 644	Druckknöpfe	250,—

Broj tarife	Naimanovanje	Ugovorna carina dinara u zlatu
		od 100 kg
iz 569	Kase i kasete, pa i u vezi s prostim ili finim materijalom :	
	1. U komadu do zaključno 10 kg :	
	a) Neobradjene	60,—
	b) Obradjene	80,—
	2. U komadu preko 10 kg do zaključno 100 kg :	
	a) Neobradjene	50,—
	b) Obradjene	70,—
	Iz 3. U komadu preko 100 kg :	
	Do zaključno 1000 kg :	
	a) Neobradjene	35,—
	Preko 1000 kg :	
	a) Neobradjene	30,—
iz 570	Nameštaj nepostavljen i neprevučen, pa i u vezi s prostim metalima :	
	2. Obradjen :	
	Lakovan gvozdenim lakom	48,—
	Na drugi način obradjen	70,—
	Primedba : Dugmad i nadometci od mesinga ne utiču na carinenje.	
iz 585/2	Dugmeta od gvozdenog lima, koja se utiskivanjem zakopčavaju	110,—
iz 586	Armature od gvoždja :	
	Iz 1. U vezi sa bronzanim livom	60,—
589	Aluminijum, sirov, u komadima, polugama i zrnu, odpatci i stari polomljeni predmeti	slobodno
590	Aluminijum kovan ili valjan, u polugama, limu, pločama i šipkama	10,—
iz 592	Žice od aluminijuma	20,—
601	Valjci, cevi i delovi cevi od olova :	
	1. Neobradjeni	12,—
	2. Obradjeni ili nobličeni, pa i u vezi s prostim metalima :	
	Cevi savijene u obiku *S* (t. zv. olovni sifoni za vodovode)	12,—
	Ostali	20,—
602	Zrna i sačme od olova	28,—
iz 616	Tube i kapsle od kalaja :	
	1. Neobradjene	140,—
	2. Obradjene	140,—
iz 623	Izrade od nikla, na drugom mestu nepomenute :	
	1. Neobradjene :	
	a) Bez veze ili u vezi s prostim materijalom	200,—
	b) U vezi s finim materijalom	250,—
	Iz 2. obradjene :	300,—
	b) U vezi s finim materijalom	300,—
	3. U vezi s najfinijim materijalom	500,—
628	Konopci i vrpce od bakra	170,—
633	Kotlarske izrade u težini preko 5 kg :	
	1. Neobradjene	90,—
	2. Obradjene	140,—
iz 637	Livene izrade od bakra, pa i u vezi s drvetom ili gvoždjem :	
	iz 1. U komadima teškim preko 10 kg :	
	b) Obradjene	110,—
iz 644	Dugmeta, koja se utiskivanjem zakopčavaju	250,—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertragsmässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
aus 645	Kragen-, Manschettenknöpfe, Kragenspangen, -nadeln, Krawattenklammern aus unedlen Metallen oder deren Legierungen, ganz oder zum Teil vergoldet oder versilbert :	
	2. In Verbindung mit feinsten Stoffen	800,—
aus 654	Werkzeugmaschinen für die Bearbeitung von :	
	aus 1. Holz- und Schnitzmaterial (mit Ausnahme von Sägegattern)	30,—
	2. Metallen, Steinen und sonstigen Stoffen	30,—
aus 658	Maschinen, gewerbliche, und deren Teile, nicht besonders benannte :	
	aus 5. Ziegelmaschinen	20,—
aus 660	Pumpen (Spritzen) :	
	1. Feuerspritzen, auch auf Rädern :	
	a) Handspritzen	30,—
	b) Motorspritzen	30,—
aus 665	Elektrische Apparate :	
	1. Telegraphen- und Telephonapparate, Mikrophone	150,—
	aus 2. Elektrische Signalvorrichtungen	150,—
	5. Mit Heizrheostaten (Kochgeschirr, Bügeleisen, Öfen u. dgl.) .	200,—
aus 684	Automaten zum Wägen von Personen und Waren :	
	Mit einer Tragfähigkeit unter 50 kg	150,—

b) *Abgeändert werden und haben zu lauten :*

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertragsmässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
aus 126	Natürliches Mineralwasser, ungesüsst, das in handelsüblichen Gefässen	
aus Anmerkung	eingeführt wird, ist nach Nr. 125, Punkt 1, zu verzollen.	
aus 137	Pflanzenfett aus Kokosnüssen	40,—
aus 214/4	Kohlensäure, flüssig	12,50
aus 367	Regen- und Sonnenchirme :	
	aus 1. Mit Griffen oder Teilen aus Schildpatt, Perlmutter, Elfenbein, Bernstein, Gagat oder deren Nachahmungen oder aus vergoldeten oder versilberten unedlen Metallen :	ür 1 Stück
	aus *a)* Mit seidenen oder zum Teil seidenen Geweben überzogen	7,—
	aus 2. Mit durch Schnitzereien verzierten Griffen oder Teilen oder aus anderen als den genannten Schnitzstoffen :	
	aus *a)* Mit seidenen oder zum Teil seidenen Geweben überzogen	6,—
	aus 4. Andere :	
	b) Mit seidenen oder zum Teil seidenen Geweben überzogen .	4,50
aus 368	Schuhwaren aus Geweben oder Filz, mit Sohlen aus anderen Stoffen :	
	aus 1. Ganz oder teilweise aus Seide :	für 100 kg
	Aus Brokat- oder Atlasgeweben	1200,—
aus 439	Kork	
	aus 2. Steine und Ziegel aus Kork und Korkabfällen, mit Hilfe anderer Stoffe verbunden	10,—
444	Packpapier im Gewichte über 30 g auf 1 m²	14,—
aus 445	Druck- und Schreibpapier :	
	aus 1. Druckpapier	
	b) Anderes	17,—
	3. Schreibpapier	28,—

Broj tarife	Naimanovanje	Ugovorna carina dinara u zlatu
		od 100 kg
iz 645	Dugmeta za okovratnike i za manšete, spone i igle za okovratnike, igle i učvršćivači za kravate, od prostih metala i njihovih legura, sasvim ili delom pozlaćeni ili posrebreni :	
	2. U vezi s najfinijim materijalom	800,—
iz 654	Mašine za obradu :	
	iz 1. Drveta i materija za reckeriju izuzev strugova — gatera — za drvo	30,—
	2. Metala, kamena i drugih materija	30,—
iz 658	Nepomenute mašine za industriju i njihovi delovi :	
	iz 5. Ciglarske mašine	20,—
iz 660	Pumpe (šmrkovi) :	
	1. Vatrogasne pumpe, pa i na kolima :	
	a) Ručne	30,—
	b) Motorne	30,—
iz 665	Električni aparati :	
	1. Telegrafski, telefonski i mikrofoni	150,—
	iz 2. Za električno signalizovanje	150,—
	5. Sa reostatom za zagrevanje kao : kuhinjsko posudje, pegle, peći i drugi	200,—
iz 684	Antomati za merenje lica i robe :	
	Koje mere ispod 50 kg	150,—

b) *Menjaju se i glase :*

Broj tarife	Naimenovanje	Ugovorna carina dinara u zlatu
		od 100 kg
iz 126	Prirodne mineralne vode, nezasladjene, koje se uvoze u sudovima u	
iz Napomene	trgovini uobičajenim, carine se po Br. 125, tač. 1.	
iz 137	Biljno maslo od kokosovog oraha	40,—
iz 214/4	Ugljena kiselina, tečna	12,—
367	Kišobrani i suncobrani :	
	iz 1. Sa drškama ili delovima od kornjačevine, sedefa, slonove kosti, ćilibara, gagata ili njihovih imitacija ili od pozlaćenih i posrebrenih prostih metala :	od komada
	iz *a)* Prevučeni svilenom ili delom svilenom tkaninom . . .	7,—
	iz 2. Sa drškama ili delovima ukrasno rezanim ili od materijala za reckariju izuzev pomenutog :	
	iz *a)* Prevučeni svilenom ili delom svilenom tkaninom . . .	6,—
	iz 4. Ostali :	
	b) Prevučeni svilenom ili delom svilenom tkaninom	4,50
iz 368	Obuća od tkanine i klobučine, s djonovima od drugog materijala :	
	iz 1. Sasvim ili delom od svile :	od 100 kg
	Od brokatskih ili atlaskih tkanina	1200,—
iz 439	Pluta :	
	iz 2. Kamenje i cigle od plute i plutinih otpadaka, pomoću drugih materijala sastavljeno	10,—
444	Artija za zavijanje u težini preko 30 grama po 1 m²	14,—
iz 445	Artija za štampanje i pisanje :	
	iz 1. Za štampanje :	
	b) Ostala	17,—
	3. Za pisanje	28,—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertragsmässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
463	*aus Anmerkung :* Erzeugnisse der Nummern 462 und 463 gelten deshalb nicht als in Verbindung mit anderen Stoffen stehend, weil sie mit Bändchen (Schnürchen) oder Gespinsten, auch aus Seide, gebunden oder die zu ihrer Aufbewahrung dienenden Pappschachteln mit derlei Rückenbändchen zum Festhalten des aufgeschlagenen Schachteldeckels ausgestattet sind.	
aus 538	Draht, gewalzt oder gezogen :	
	1. Unbearbeitet :	
	a) In der Stärke über 2 mm	12,50
	b) In der Stärke von 1 mm bis einschliesslich 2 mm	13,50
	c) In der Stärke von weniger als 1 mm bis 0,5 mm	14,50
	In der Stärke unter 0,5 mm	15,50
	aus 2. Verzinkt :	
	a) In der Stärke über 2 mm	18,—
	b) In der Stärke von 1 mm bis einschliesslich 2 mm	20,—
	c) In der Stärke von weniger als 1 mm	22,—
	Anmerkung : Gezogener Eisendraht, der zum Weichwerden geglüht wird und hiebei seine ursprüngliche Farbe beibehält oder sie durch Oxydierung verliert, ist nicht als bearbeitet anzusehen.	
aus 543	Achsen, mit Ausnahme der Eisenbahnachsen, und Teile von Achsen :	
	aus 2. Bearbeitet :	
	a) Gewöhnliche	27,—
aus 544	aus 1. Hämmer, auch in Verbindung mit Holz :	
	a) Im Gewichte von 1 kg und mehr	25,—
	b) Im Gewichte bis zu 1 kg	35,—
	2. Ambosse	25,—
	Schraubstöcke	19,—
546	Spaten, Schaufeln, Hauen, Krampen, Rechen, Gabeln, auch in Verbindung mit Holz :	
	1. Unbearbeitet	27,—
	2. Bearbeitet	32,—
554	Schrauben und Schraubenmuttern aller Art, Nieten und Isolatorenstützen mit einer Schaftdicke oder Lochweite von :	
	1. Über 7 mm	30,—
	2. 7 mm oder darunter	70,—
	Schraubenartige Schienennägel aller Art, Hufstollen	30,—
aus 555	Nägel und Stifte, gezogen, gepresst oder geschmiedet :	
	aus 1. Unbearbeitet, ohne Verbindung mit anderen Stoffen :	
	Drahtstifte	23,—
	Geschmiedete Schiennägel	30,—
	aus 2. Bearbeitet :	
	Drahtstifte, gebläut	23,—
	Anmerkung : Zu den vertragsmässigen Zollsätzen werden auch Stifte aus Draht über 5 mm Stärke verzollt.	
556	Beschläge für Fenster, Türen, Kisten, Möbel und Wagen, auch in Verbindung mit anderen unedlen Metallen oder Holz :	
	1. Unbearbeitet	40,—
	2. Bearbeitet	50,—
aus 559	Drahtwaren, anderweitig nicht genannt :	
	aus 1. In der Stärke von 1 mm oder mehr :	
	aus *a)* Unbearbeitet :	
	Drahtseile	27,—
	aus *a)* Bearbeitet :	
	α) Drahtseile	37,—
	β) Drahtgeflechte für Gartenumfriedungen, mit sechseckigen Maschen, im Stück verzinkt	50,—

Broj tarife	Naimenovanje	Ugovorna carina dinara u zlatu
		od 100 kg
463	*iz Primedbe :* Predmeti iz Br. 462 i 463 ne smatraju se, da su u vezi s drugim materijalom, kad su vezani trakama, posamenterijom ili predivima, pa i od svile, ili kad su kutije od kartona, koje služe za njihovo održavanje, snabdevene sa ovakim trakama za pridržavanje odklopljenog zaklopca kutije.	
iz 538	Žica, valjana ili izvučena :	
	1. Neobradjena :	
	a) Debljine preko 2 mm	12,50
	b) Debljine 1 mm do zaključno 2 mm	13.50
	c) Debljine ispod 1 mm do 0,5 mm	14,50
	Debljine ispod 0,5 mm	15,50
	iz 2. Pocinkovana :	
	a) Debljine preko 2 mm	18,—
	b) Debljine 1 mm do zaključno 2 mm	20,—
	c) Debljine ispod 1 mm	22,—
	Primedba : Izvučena gvozdena žica, koja se, da bi omekšala, usijava i pri tome zadrži svoju prvobitnu boju, ili je prilikom oksidacije izgubi, neće se smatrati kao obradjena.	
iz 543	Osovine, izuzev železničke i delovi ossovina :	
	iz 2. Obradjene :	
	a) Obične	27,—
iz 544	iz 1. Čekići, pa i u vezi sa drvetom :	
	a) U težini 1 kg i više	25,—
	b) U težini do 1 kg	35,—
	2. Nakovnji	25,—
	Mengele	
iz 546	Ašovi, lopate, motike, budaci, pijuci, grabulje i vile, pa i u vezi s drvetom :	
	1. Neobradjeni	27,—
	2. Obradjeni	32,—
iz 554	Zavrtnji i navrtnji svake vrste, zakivke, gvozdeni delovi za utvrdjivanje izolatora sa prečnikom ili širinom otvora od :	
	1. Preko 7 mm	30,—
	2. 7 mm ili manje	70,—
	Klinci sa uvojima za tračnice sviju vrsta i ledenjaci za potkovice	30,—
iz 555	Klinčići i klinci, izvučeni, presovani ili kovani :	
	iz 1. Neobradjeni, bez veze s drugim materijalom :	
	Klinci i klinčići od žice	23,—
	Kovani klinci za tračnice	30,—
	iz 2. Obradjeni :	
	Klinci, oplavljeni	23,—
	Primedba : Po ugovorenim carinskim stopama cariniće se i klinci od žice debljine preko 5 mm.	
556	Okovi za prozore, vrata, sanduke, nameštaj i kola, pa i u vezi s drugim prostim metalima i drvetom :	
	1. Neobradjeni	40,—
	2. Obradjeni	50,—
iz 559	Izrade od žice na drugom mestu nepomenute :	
	iz 1. Debljine 1 mm ili više :	
	iz *a)* Neobradjene :	
	Užeta od žice	27,—
	iz *b)* Obradjene :	
	α) Užeta od žice	37,—
	β) Pletiva od žice za baštenske ograde, sa šestougaonim okcima mreže, u komadu pocinkovana	50,—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertragsmässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
	2. In der Stärke unter 1 mm :	
	a) Unbearbeitet :	
	α) Drahtseile	35,—
	β) Andere Waren	55,—
	b) Bearbeitet :	
	β) Drahtseile	50,—
	α) Andere Waren	80,—
	Anmerkung :	
	Erzeugnisse aus blank gezogenem Draht sind wie Waren aus nicht bearbeitetem Draht zu verzollen.	
	Nicht dauerhafter Teeranstrich bei Drahtseilen, ferner Schmierung oder Tränkung von Drahtseilen mit Fetgemengen zum Zwecke des Schutzes auf dem Transport werden nicht als Bearbeitung angesehen.	
aus 562	Geschirre und Blechwaren, anderweitig nicht genannt :	
	aus 2. Aus Weissblech oder aus Schwarzblech, ganz oder teilweise mit Blei, Zink oder Zinn überzogen, auch in Verbindung mit feinen Stoffen :	
	Milchtransportkannen aus Schwarzblech, verzinnt	45,—
566	Schlösser, Vorhängeschlösser, Schlüssel :	
	1. Schlösser, Vorhängeschlösser, auch mit Schlüsseln :	
	a) Ohne Verbindung mit anderen unedlen Metallen	52,—
	b) In Verbindung mit unedlen Metallen	90,—
	2. Schlüssel	60,—
aus 569	Geldschränke und Kassetten, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Stoffen :	
	aus 3. Im Stückgewicht über 100 kg :	
	b) Bearbeitet	52,—
aus 572	Messer, Federmesser und Rasiermesser :	
	aus 2. Tischmesser mit Heften aus Packfong, auch ornamentiert .	250,—
aus 584	Erzeugnisse aus Schmiedeeisen, anderweitig nicht genannt, auch in Verbindung mit Holz oder Gusseisen :	
	1. Unbearbeitet :	22,—
	a) Im Stückgewichte über 100 kg	22,—
	b) Im Stückgewichte über 25 kg bis einschliesslich 100 kg . .	27,—
	c) Im Stückgewichte über 5 kg bis einschliesslich 25 kg . . .	32,—
	d) Im Stückgewichte bis einschliesslich 5 kg :	
	Orientalische Hufeisen, auch gelocht	36,—
	Andere Erzeugnisse	44,—
	2. Bearbeitet :	
	a) Im Stückgewichte über 100 kg.	32,—
	b) Im Stückgewichte über 25 kg bis einschliesslich 100 kg . .	37,—
	c) Im Stückgewichte über 5 kg bis einschliesslich 25 kg . . .	42,—
	d) Im Stückgewichte bis einschliesslich 5 kg	56,—
aus 585/2	Zigarren-, Zigaretten-, Tabakdosen, vernickelt	160,—
603	Buchdruckerlettern, Matrizen, Linien, Rahmen, Ornamente, Klischeeplatten und anderes Buchdruckerzubehör, auch in Verbindung mit gewöhnlichenStoffen	50,—
aus 604	Erzeugnisse aus Blei, anderweitig nicht genannt :	
	aus 2. Bearbeitet :	
	a) Ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen Stoffen	50,—
aus 623	Erzeugnisse aus Nickel, anderweitig nicht genannt :	
	aus 2. Bearbeitet :	
	a) Ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen Stoffen	330,—

Broj tarife	Naimenovanje	Ugovorna carina dinara u zlatu
		od 100 kg
	2. Debljine ispod 1 mm :	
	a) Neobradjene :	
	α) Užeta od žice	35,—
	β) Ostale izrade	55,—
	b) Obradjene :	
	α) Užeta od žice	50,—
	β) Ostale izrade	80,—
	Primedba :	
	Izrade od sjajno izvučene žice carine se kao izrade od neobradjene žice.	
	Užeta od žice, premazana katranom, mazana ili natopljena smesama masti radi zaštite pri transportu neće se smatrati kao obradjena.	
iz 562	Posudje i izrade od lima na drugom mestu nepomenute :	
	iz 2. Od belog lima ili crnog lima, prevučenog sasvim ili delom olovom, cinkom ili kalajem, pa i u vezi s finim materijalom :	
	Kante za transportovanje mleka od crnog lima, kalajisane . .	45,—
566	Brave, katanci (lokoti) i ključevi :	
	1. Brave, katanci (lokoti), pa i sa ključevima :	
	a) Bez veze s drugim prostim metalima	52,—
	b) U vezi s prostim metalima	90,—
	2. Ključevi	60,—
iz 569	Kase i kasete, pa i u vezi s prostim ili finim materijalom :	
	iz 3. U komadu preko 100 kg. :	
	b) Obradjene	52,—
iz 572	Noževi, perorezi i brijači :	
	iz 2. Štoni noževi s koricama od pakfona, pa i ornamentovanog .	250,—
584	Izrade od kovnog gvoždja na drugom mestu nepomenute, pa i u vezi s drvetom ili livenim gvoždjem :	
	1. Neobradjene :	
	a) U komadu težem od 100 kg	22,—
	b) U komadu težem od 25 kg. do zaključno 100 kg.	27,—
	c) U komadu težem od 5 kg. do zaključno 25 kg.	32,—
	d) U komadu teškom do zaključno 5 kg. :	
	Orijentalske potkovice, pa i bušene	36,—
	Ostale izrade	44,—
	2. Obradjene :	
	a) U komadu težem od 100 kg.	32,—
	b) U komadu težem od 25 kg. do zaključno 100 kg.	37,—
	c) U komadu težem od 5 kg. do zaključno 25 kg.	42,—
	d) U komadu teškom do zaključno 5 kg..	56,—
iz 585/2	Kutije za cigare, cigarete i duvan poniklovane	160,—
603	Štamparska slova, matrice, linije, okviri, ornamenti, pločice za klišeta i ostali pribor za štampanje, pa i u vezi s prostim materijalom . .	50,—
iz 604	Izrade od olova na drugom mestu nepomenute :	
	iz 2. Obradjene :	
	a) Bez veze ili u vezi s prostim materijalom	50,—
iz 623	Izrade od nikla, na drugom mestu nepomenute :	
	iz 2. Obradjene :	
	a) Bez veze ili u vezi s prostim materijalom	330,—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertragsmässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
626	Bleche und Drähte aus Kupfer :	
	1. Unbearbeitet :	
	a) In der Stärke von 0,5 mm und darunter	32,—
	b) In der Stärke über 0,5 mm	27,—
	2. Bearbeitet :	
	a) In der Stärke von 0,5 mm und darunter	42,—
	b) In der Stärke über 0,5 mm	37,—
	Anmerkung : Bleche in Tafeln, rechtwinkelig beschnitten, ferner kalt(hart)gewalzte Bleche sind als unbearbeitet anzusehen.	
629	Walzen, Rohre und Rohrteile aus Kupfer :	
	1. Unbearbeitet	42,—
	2. Bearbeitet	55,—
aus 637	Gusswaren aus Kupfer, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen :	
	aus 2. Im Stückgewichte über 5 kg bis einschliesslich 10 kg :	
	b) Bearbeitet	170,—
	aus 3. Im Stückgewichte von 5 kg und darunter :	
	b) Bearbeitet	210,—
638	Waren aus Kupfer, anderweitig nicht genannt :	
	1. Unbearbeitet :	
	a) Ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen Stoffen	170,—
	b) In Verbindung mit feinen Stoffen	215,—
	2. Bearbeitet :	
	a) Ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen Stoffen	220,—
	b) In Verbindung mit feinen Stoffen	300,—
	3. In Verbindung mit feinsten Stoffen	500,—
aus 644	Tafelgeräte zur Aufstellung von Speisen und Getränken, Serviettenringe, Gabeln, Löffel, Messerbänkchen, aus unedlen Metallen oder deren Legierungen, ganz oder zum Teil versilbert	600,—
aus 645	Kragen-, Manschettenknöpfe, Kragenspangen, -nadeln, Krawattenklammern und -nadeln aus unedlen Metallen oder deren Legierungen, ganz oder zum Teil vergoldet oder versilbert :	
	1. Ohne Verbindung oder in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Stoffen	700,—
aus 651/2	Wasserturbinen mit einem Durchmesser des äusseren Laufrades von über 1,80 m	30,—
aus 665	Elektrische Apparate :	
	aus 3. Elektrische Mess- und Zählapparate	200,—

c) *Hinzugefügt werden :*

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertragsmässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
aus 356/4	Kleingeldsäcke aus Mischgeweben von Baumwolle und Leinen, mit aussen montiertem Kugelverschluss	500,—
aus 504	Waren, nicht besonders benannte :	
	aus 2. Aus anderen keramischen Stoffen :	
	aus *a)* Stausziegelgewebe (Drahtgewebe, überzogen mit gebranntem Ton)	15,—

Broj tarife	Naimenovanje	Ugovorna carina dinara u slatu
		od 100 kg
626	Lim i žica od bakra :	
	1. Neobradjeni :	
	a) U debljini 2,5 mm ili manje	32,—
	b) U debljini preko 0,5 mm	27,—
	2. Obradjeni :	
	a) U debljini 0,5mm ili manje	42,—
	b) U debljini preko 0,5 mm	37,—
	Primedba Lim u tablama, pravougavno opsečen, kao i hladno-(tvrdo)valjan lim, smatra se kao neobradjen.	
629	Valjci, cevi i delovi cevi od bakra :	
	1. Neobradjeni.	42,—
	2. Obradjeni.	55,—
iz 637	Livene izrade od bakra, pa i u vezi s drvetom ili gvoždjem :	
	iz 2. U komadima teškim preko 5 kg. do zaključno 10 kg. :	
	b) Obradjene	170,—
	iz 3. U komadima teškim 5 kg. ili manje :	
	b) Obradjene	210,—
638	Izrade od bakra na drugom mestu nepomenute :	
	1. Neobradjene :	
	a) Bez veze ili u vezi s prostim materijalom	170,—
	b) U vezi s finim materijalom	215,—
	2. Obradjene :	
	a) Bez veze ili u vezi s prostim materijalom	220,—
	b) U vezi s finim materijalom	300,—
	3. U vezi s najfinijim materijalom	500,—
iz 644	Stolni pribor za stavljanje jela i pića, prsteni za serviete, viljuške, kašike, nasloni za noževe, od prostih metala ili njihovih legura, sasvim ili delom posrebreni	600,—
iz 645	Dugmeta za okovratnike i za manšete, spone i igle za okovratnike, igle i učvršćivači za kravate, od prostih metala ili njihovih legura, sasvim ili delom pozlaćeni ili posrebreni :	
	1. Bez veze ili u vezi s prostim ili finim materijalom	700,—
iz 651/2	Vodene turbine, sa spoljašnjim pogonskim točkom u prečniku preko 1,80 m	30,—
iz 665	Električni aparati :	
	iz 3. Za merenje i brojenje električne struje	200,—

c) *Dodaju se :*

Broj tarife	Naimenovanje	Ugovorna carina dinara u zlatu
		od 100 kg
iz 356/4	Novčanici za sitan novac od pamučno-lanene tkanine sa spolja montiranim kuglastim gvozdenim zatvaračem	500,—
iz 504	Izrade na drugom mestu nepomenute :	
	iz 2. Od ostalog keramičkog materijala :	
	iz *a)* Staussove opekaste tkanine (Žičane tkanine prevučene pečenom zemljom)	15,—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Vertragsmässiger Zollsatz in Golddinaren
		für 100 kg
aus 562	Erzeugnisse aus Blech :	
	aus 2. Aus Weissblech oder aus Schwarzblech, ganz oder teilweise mit Blei, Zink oder Zinn überzogen, auch in Verbindung mit feinen Stoffen :	
	Futterdämpfer	30,—
	aus 3. Gefärbt, gefirnisst, lackiert, oxydiert, auch mit aufgepressten Mustern, bedruckt, emailliert, auch in Verbindung mit feinen Stoffen :	
	Stahlblechplomben, Beleuchtungskörper und ihre Bestandteile, Petroleumkocher und -öfen und ihre Bestandteile	80,—
aus 653	Landwirtschaftliche Maschinen :	
	aus 5. Andere :	
	Brutapparate und Glucken	30,—

Artikel II.

Die Tarifanlage BB (zum österreichischen Zoffvarif des Handelsvertrages vom 3. September 1925 wird, wie folgt, abgeändert :

a) *Gestrichen werden :*

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
aus 339	Zement	0,80
aus 499	Säuren :	
	aus *d)* Schwefelsäure :	
	1. Nicht rauchende	2,60
aus 500	Kalium-, Natrium- und Ammoniumverbindungen :	
	c) 3. Natriumsulfat (Glaubersalz, schwefelsaures Natrium), kristallisiert oder kalziniert	1,20
aus 502	Aluminium-, Eisen-, Chrom- und Nickelverbindungen :	
	c) 2. Aluminiumsulfat (schwefelsaure Tonerde)	4,50

b) *Abgeändert werden und haben zu lauten :*

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
aus 31	Mehl und Griess aus anderem Getreide als Mais	5,—
aus 33	Weintrauben, frisch, zum Tafelgenuss, in Körben, Steigen und Gitterkistchen, im Gewichte bis 15 kg	10,—
aus 35	Obst, nicht besonders benanntes, frisch :	
	aus *b)* Anderes :	
	1. Äpfel, unverpackt :	
	α) Vom 1. September bis 15. November	1,—
	β) Vom 16. November bis 31. August	2,—

Broj tarife	Naimenovanje	Ugovorna carina dinara u zlatu
		od 100 kg
iz 562	Izrade od lima :	
	iz 2. Od belog lima ili od crnog lima prevučenog sasvim ili delom olovom, cinkom ili kalajem, pa i u vezi s finim materijalom :	
	Parionice za stočnu hranu	30,—
	iz 3. Obojene, vernirane, lakovane, oksidovane, sa utisnutim šarama, štampane, emajlovane, pa i u vezi s finim materijalom :	
	Plombe od čelićnog lima, predmeti za osvetljavanje i njihovi sastavni delovi, naprave za kuvanje petroleumom, petroleumske peći i njihovi sastavni delovi	80,—
iz 653	Poljoprivredne mašine :	
	iz 5. Ostale :	
	Aparati za veštačko izvodjenje i gajenje pilića (veštačka kvočka)	30,—

Član II.

Prilog Tarife *B* (uz austrijsku carinsku tarifu) trgovinskog ugovora od 3. septembra 1925 god. menja se, kako sleduje :

a) *Ukida se*

Broj tarife	Naimenovanje	Carina u zlatnim krunama
		od 100 kg
iz 339	Cement	0,80
iz 499	Kiseline :	
	iz *d)* Sumporna Kiselina :	
	1. Nepušljiva	2,60
iz 500	Kalijeva, natrijeva i amonijeva jedinjenja :	
	c) 3. Natrijev sulfat (Glauberova so, pečen natrijev sulfat) kristalisan ili kalcinovan	1,20
iz 502	Jedinjenja aluminijuma, gvoždja, hroma i nikla :	
	c) 2. Aluminijev sulfat	4,50

b) *Menjaju se i glase.*

Broj tarife	Naimenovanje	Carina u zlatnim krunama
		od 100 kg
iz 31	Brašno i griz izuzev kukuruznog	5,—
iz 33	Groždje, sveže, stono u korpama i sanducima od letava sa jednakim i nejednakim dnom u težini do 15 kg.	10,—
iz 35	Voće, naročito nepomenuto, sveže :	
	iz *b)* Ostalo :	
	1. Jabuke, nezavijene :	
	α) od 1. septembra do 15. novembra	1,—
	β) od 16. novembra do 31. avgusta	2,—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
	2. Äpfel, in Kisten oder Fässern im Rohgewicht vom 50 kg oder mehr :	
	α) Vom 1. September bis 15. November	3,50
	β) Vom 16. November bis 31. August	5,—
	3. Birnen, unverpackt	2,—
	4. Pflaumen und Hauszwetschken	frei
aus 36	Obst, zubereitet :	
	a) Pflaumen, getrocknet oder gedörrt :	
	1. Unverpackt oder in Verpackungen im Rohgewicht von 50 kg oder mehr	frei
	2. In anderer Verpackung	2,50
	aus *a)* Anderes Obst, getrocknet oder gedörrt u. s. w. :	
	aus 2. Birnen, getrocknet oder gedörrt, ungebleicht	2,50
aus 39	Gemüse, nicht besonders benannte, und andere Gewächse für den Küchengebrauch, frisch :	
	aus *a)* Feine Tafelgemüse :	
	Grüne Erbsen, grüne Bohnen	1,—
	Tomaten	1,—
aus 40	Gemüse aller Art (mit Ausnahme der Trüffel) und andere Gewächse für den Küchengebrauch, getrocknet, gedörrt oder sonst einfach zubereitet (d. i. zerkleinert, passiert, gepresst, gekocht, eingesalzen, in Essig eingelegt, jedoch nicht versüsst) :	
	aus *c)* Andere :	
	1. Sauerkraut	4,50
	2. Gurken, in Salzwasser oder in Essig eingelegt :	
	α) In Fässern im Rohgewicht von mehr als 500 kg	5,—
	β) Andere	8,—
	3. Paprika, in Salzwasser oder in Essig eingelegt	5,—
52	Rindvieh :	
	a) Schlachtvieh :	
	1. Im Stückgewicht von mehr als 500 kg	8,50
	2. Anderes	10,—
		für 1 Stück
	b) Nutz- und Zuchtvieh	50,—
	c) Jungvieh	35,—
	d) Kälber	4,—
aus 55	Schweine im Gewicht :	für 100 kg
	c) Über 40 kg bis 110 kg	18,—
		für 1 Stück
	d) Über 110 kg (Fettschweine)	frei
aus 56	Pferde :	
	b) Gebrauchspferde :	
	1. Des Kaltblutschlages :	
	α) Über 2 Jahre alt	130,—
	β) Bis zum Alter von 2 Jahren	75,—
	2. Des Warmblutschlages :	
	α) Über 2 Jahre alt	60,—
	β) Bis zum Alter von 2 Jahren	30,—
aus 60	Fische, frische :	für 100 kg
	b) Andere, mit Ausnahme von Forellen	5,—
72	Schweinefett, Schweinespeck, auch gesalzen, auch geschmolzen (Schweineschmalz)	10,—
aus 75	Speiseöle, zum unmittelbaren Genuss geeignet :	
	a) 1. Kürbiskernöl in Fässern, Schläuchen, Blasen, dann in anderen handelsüblichen Umschliessungen von 25 kg oder mehr	frei
aus 86	Gebrannte geistige Flüssigkeiten :	
	aus *c)* Slibowitz von nicht mehr als 50 Volumprozent Alkoholgehalt	75,—

Broj tarife	Naimenovanje	Carina u zlatnim krunama
		od 100 kg
	2. Jabuke, u sanducima ili buradima od 50 kg. i više ukupne težine :	
	β) od 1. septembra do 15. novembra	3,50
	β) od 16. novembra do 31. avgusta	5,—
	3. Kruške, nezavijene	2,—
	4. Šljive	slobodno
iz 36	Voće, pripremljeno :	
	a) Šljive, sušene ma na koji način :	
	1. Nezavijene ili u zavojima od 50 kg. i više ukupne težine . .	slobodno
	2. U drugim zavojima	2,50
	iz *b)* Ostalo voće, sušeno na ma koji način :	
	iz 2. Kruške, sušene na ma koji način, nebeljene	2,50
iz 39	Povrće, naročito nepomenuto i ostalo rastinje za kuhinjsku potrebu, sveže :	
	iz *a)* Fino stono povrće :	
	Zeleni grašak, boranija	1,—
	Patlidžani	1,—
iz 40	Povrće svake vrste (izuzev trifle) i ostalo rastinje za kuhinjsku potrebu, sušeno na ma koji način ili inače prosto pripremljeno (t. j. usitnjeno, procedjeno, presovano, kuvano, usoljeno, u sirćetu, ali nezasladjeno) :	
	iz *c)* Ostalo :	
	1. Kiseo kupus.	4,50
	2. Krastavci, u slanoj vodi ili sirćetu :	
	α) U buradima preko 500 kg. ukupne težine	5,—
	β) Ostalo	8,—
	3. Paprike, u slanoj vodi ili sirćetu	5,—
52	Goveda :	
	a) Goveda za klanje :	
	1. Težine preko 500 kg.	8,50
	2. Ostala	10,—
		od komada
	b) Goveda za rad i priplod	50,—
	c) Junad	35,—
	d) Telad	4,—
iz 55	Svinje, teške :	od 100 kg
	c) Preko 40 kg. do 110 kg.	18,—
		od komada
	d) Preko 110 kg. (svinje za mast)	slobodno
iz 56	Konji :	
	b) Konji za rad :	
	1. Hladne krvi :	
	α) Stari preko 2 godine	130,—
	β) Stari do 2 godine	75,—
	2. Tople krvi :	
	α) Stari preko 2 godine.	60,—
	β) Stari do 2 godine	30,—
iz 60	Ribe, sveže :	
	b) Ostale, izuzev pastrmki	5,—
72	Svinjsko salo, svinjska slanina, nesoljeni ili soljeni, pa i topljeni (svinjska mast)	10,—
iz 75	Ulja za jelo :	
	iz *a)* Ulje od tikvenog (bundevinog) semena, u buradima, cevima, bešikama, dalje u drugim uobičajenim sudovima od 25 kg. ili više	slobodno
iz 86	Jaka alkoholna pića :	75,—
	iz *c)* Šljivovica sa najviše 50 % alkohola po zapremini	75,—

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
aus 96	Fleisch :	
	a) Frisch, gefroren (mit Ausnahme von überseeischem Gefrierfleisch), gesalzen :	
	1. Schweine, geschlachtet und geputzt, in ganzen Stücken im Gewichte über 90 kg oder in Hälften im Gewichte über 45 kg	3,—
	1. Fettmastschweine, geschlachtet, geputzt und vom Speck befreit, in ganzen Stücken oder in Hälften	6,—
	3. Zerteiltes Schweinefleisch (Karrees, Schlögel, Schultern, Schopfbraten, Bauchfleisch)	30,—
	4. Anderes Schweinefleisch	26,—
	5. Rindfleisch (ausgenommen Kalbfleisch)	23,—
	6. Innereien (ausgenommen Zungen) von Tieren der Nrn. 52 bis 57	4,—
	7. Sonstiges Fleisch	12,—
	c) Zubereitet (getrocknet, gepökelt, geräuchert, auch abgekocht) .	45,50
aus 97	Fleischwürste :	
	aus *a)* Gewöhnliche und aus *b)* feine :	
	1. Krenwürste, Knackwürste, Extrawürste, verschiedene Leberwürste (ausgenommen Geflügelleberwürste), Blutwürste, Presswürste, Krainerwürste	34,—
	2. Verschieden benannte Kochwürste, zum überwiegenden Teil aus Rindfleisch hergestellt ; Gothaer Wurst	74,50
	3. Grob gehackte Schinkenwurst	94,50
	4. Salami nach ungarischer Art erzeugt.	60,—
aus 106	Obst- und Fruchtkonserven :	
	c) Pflaumenmus (Lequar)	2,—
aus 107	Esswaren, nicht besonders benannte, und alle luftdicht verschlossenen Genussmittel, soweit sie nicht anderweitig höher tarifieren :	
	aus *c)* Gemüsekonserven :	
	Gurken in Fässern und Fässchen :	
	α) Im Rohgewicht unter 50 kg, sowie Senfgurken	25,—
	β) Andere	11,—
	Grüne Bohnen, luftdicht verschlossen	38,—
aus 297	Friese, Riemen, Stäbe und Tafeln, gehobelt :	
	a) Roh, gebeizt, gefärbt, gefirnisst, lackiert oder poliert	5,—
aus 303	Waren, nicht besonders benannte, aus feinen Hölzern oder mit solchen furniert, auch gehobelt (glatt oder prof liert) u. s. w. .	
	Fässer aus Eichenholz, roh	16,—

c) *Hinzugefügt werden :*

Nummer des Tarifs	Benennung der Waren	Zollsatz in Goldkronen
		für 100 kg
23	Weizen, Halbfrucht, Spelz	2,—
24	Roggen	2,—
26	Hafer	2,—
aus 88	Schaumwein, serbo-kroatisch-solwenischer Erzeugung une Herkunft .	150,—
aus 106	Obst- und Fruchtkonserven :	
	aus *b)* Frucht-, Obst- und Beerensäfte, eingedickt oder versüsst, eingedickter Most, Marmeladen :	
	Eingekochter Apfelsaft, ohne Zuckerzusatz.	2,—

Broj tarife	Naimenovanje	Carina u zlatnim krunama
		od 100 kg
iz 96	Meso :	
	a) Sveže, smrznuto (izuzev prekomorsko smrznuto meso) usoljeno :	
	1. Svinje, zaklane i očišćene, u celim komadima teškim preko 90 kg. ili u polutkama teškim preko 45 kg.	3,—
	2. Svinje za mast, zaklane, očišćene i sa skinutom slaninom u celim komadima ili polutkama	6,—
	3. Izsečeno svinjsko meso (hrptenjače, čereci, ledja, vratine, trbušine)	30,—
	4. Ostalo svinjsko meso	26,—
	5. Govedje meso izuzev telećeg mesa	23,—
	6. Iznutrice (izuzev jezika) od stoke iz Br. 52 do 57	4,—
	7. Ostalo meso	12,—
	c) Pripremljeno (sušeno, soljeno i nadimljeno, pa i obareno) . . .	45,50
iz 97	Kobasice :	
	iz *a)* Proste i iz *b)* fine :	
	1. Hrenovke, salfalade, ekstra kobasice, razne džigernjače (izuzev džigernjača od pernate živine), krvavice, presovane kobasice, kranjske kobasice	34,—
	2. Razne kobasice za kuvanje, izradjene većinom od govedjine, gota-kobasice	74,50
	3. Grubo seckana kobasica od šunke	94, 50
	4. Salame na madjarski način izradjene	60,—
iz 106	Konzerve od voća i povrća :	
	c) Pekmez	2,—
iz 107	Jestiva naročito nepomenuta, i svi hermetički zatvoreni predmeti za hranu, u koliko na drugom mestu ne podleže većoj carini :	
	iz *c)* Konserve od povrća :	
	Krastavci u buradima i burencetima :	
	α) U ukupnoj težini ispod 50 kg. kao i krastavci-slačičnjaci.	25,—
	β) Ostali	11,—
	Boranija, u hermetički zatvorenim sudovima	38,—
iz 297	Daščice, dužice, šipke za parkete i table, rendisane :	
	a) Sirove, zaluživane, bojene, firnisovane, lakovane ili polirane .	5,—
iz 303	Roba naročito nepomenuta, od finog drveta ili sa takovim furnirima, pa i rendisana (glatko ili profilovano) :	
	Burad od hrastovog drveta, sirova	16,—

c) *Dodaju se :*

Broj tarife	Naimenovanje	Carina u zlatnim krunama
		od 100 kg
23	Pšenica, napolica, krupnik	2,—
24	Raž	2,—
26	Zob	2,—
iz 88	Šampanjac, srpsko-hrvatsko-slovenačke izrade i porekla	150,—
iz 106	Konzerve od voća i povrća :	
	iz *b)* Sokovi plodova, voća i jagoda zgusnuti ili sa dodatkom šećera, zgusnuta šira, marmelade :	
	Sok od jabuka ukuvan, bez dodatka šećera	2,—

Artikel III.

Die beiden vertragschliessenden Teile kommen zur Gewährung eines gegenseitigen Schutzes auf dem Gebiete des literarischen und künstlerischen Urheberrechtes dahin überein, die Bestimmungen der revidierten Berner Übereinkunft[1] vom 13. November 1908 anzuwenden.

Artikel IV.

Die Rückzahlung der bei der Einfuhr von einem Zolle unterliegenden Mustern und Modellen oder von Umschliessungen aller Art erlegten Zölle wird anlässlich der Wiederausfuhr spätestens einen Monat nach erfolgter Rückausfuhr bei allen Grenz- und Innerlandzollämtern erfolgen, welche die hiezu nötigen Befugnisse besitzen. Die vertragschliessenden Teile werden einander das Verzeichnis jener Zollämter bekanntgeben, die mit den genannten Befugnissen ausgestattet werden.

Eine gleiche Frist gilt für die Freigabe der für derartige Zollzahlungen geleisteten Sicherstellung, doch kann die Freigabe nur bei jenem Zollamt verlangt werden, bei dem die Sicherstellung geleistet wurde.

Artikel V.

Das Schlussprotokoll zum Handelsvertrag vom 3. September 1925 wird, wie folgt, abgeändert, beziehungsweise ergänzt :

Absatz 5 *zu Artikel* 16 hat zu lauten, wie folgt :

Die Bestimmungen des Artikels 16 finden keine Anwendung auf Personen, welche den Handel im Umherziehen betreiben, wobei sich jeder der vertragschliessenden Teile das Recht vorbehält, diese Art des Handels an spezielle Erlaubnisse zu binden. Ungeachtet dessen wird es den Hausierern, Staatsbürgern des Königreiches der Serben, Kroaten und Slowenen aus den Bezirken Koćevije, Logatec, Novo Mesto und Ćernomelj gestattet sein, die Erzeugnisse ihrer Holzhausindustrie sowie Südfrüchte im Umherziehen auf dem Gebiete der Republik Österreich zu verkaufen. Sie können auch beschädigte Gegenstände ausbessern und zu diesem Zwecke die notwendigen Halbfabrikate und Material mit sich führen. Die für die Inländer bezüglich der Ausübung des Hausierhandels und der Wandergewerbe geltenden Vorschriften finden auch auf sie Anwendung. Die erwähnten Personen werden mit gewöhnlichen, von der kompetenten Polizeibehörde ausgestellten Legitimationskarten versehen sein, welche die Gültigkeitsdauer eines Jahres haben werden. Bei Übertritt aus einem Bezirk in den anderen ist der Inhaber der Legitimationskarte verpflichtet, diese bei der politischen Bezirksbehörde vidieren zu lassen. Die Vidierung erfolgt gebührenfrei.

ZU DEN TARIF ANLAGEN *A* UND *B* :

I. ZUM ZOLLTARIF DES KÖNIGREICHES DER SERBEN, KROATEN UND SLOWENEN (ANLAGE *A*).

Hinzugefügt werden :

Zu Nr. 316 : *Abfalldecken :*

Bei der Verzollung von Abfalldecken mit ein- oder mehrfärbigen Bordürestreifen wird im Sinne der Anmerkung zu Punkt 1 der allgemeinen Anmerkungen zum V. Abschnitt des Zolltarifs der Farbzuschlag für diese Bordürestreifen von 40, beziehungsweise 60 vom Hundert auf den vertragsmässigen Grundzoll von 120.— berechnet.

[1] Vol. I, page 217 ; vol. III, page 259 ; vol. XI, page 358 ; vol. XXIV, page 138 ; vol. XLV, page 95 ; vol. LIX, page 342 ; vol. LXIII, page 375 ; vol. LXIX, page 64 ; vol. LXXVIII, page 434, et vol. LXXXIII, page 372, de ce recueil.

Clan III.

Ugovorne strane sporazumele su se da u cilju davanja zaštite na polju literarne i umetničke svojine primenjuju odredbe revidirane Bernske Konvencije [1] od 13. novembra 1908.

Clan IV.

Povraćej plaćenih carina pri uvozu mustara i modela koje podleže carinjenju ili zavoja ma koje vrste izvršiće se pri ponovnom izvozu najdalje na mesec dana po izvršenom izvozu kod svih graničnih ili unutrašnjih carinarnica, koje su za ovo ovlašćene. Ugovorne strane saopštiće jedna drugoj spisak carinarnica, ovlašćenih za povraćaj carina.

Isti rok važiće i za izdavanje garantija položenih na mesto carina, ali se ovo izdavanje može tražiti samo kod one carinarnice, kojoj je dotična garantija položena.

Clan V.

Zaključni protokol uz trgovinski ugovor od 3. septembra 1925. menja se, odnosno dopunjuje u sledećem :

Alinea 5 *uz član* 16 ima da glasi kako sleduje :

Odredbe člana 16. ne odnose se na lica, koja se bave torbarenjem idući od mesta do mesta, i svaka ugovorna strana zadržava pravo, da ovu vrstu trgovine veže na specialne doznole. Pri svem tom biće dozvoljeno torbarima, državljanima Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca, iz okružja Kočevje, Logatec, Novo Mesto i černomelj, da mogu, kao torbari, prodavati proizvode svoje kućevne drvene industrije i južno voće i u oblastima Republike Austrije. Oni će moći i popravljati oštećene predmete, i u tu svrhu mogu nositi sobom polufabrikate i material, koji su im za to potrebni. Zakonski propisi, koji važe za domorodce u pogledu na vršenje torbarenja i torbarskog obrta, primenjivaće se i na njih. Pomenuta lica biće snabdevena običnim legitimacionim kartama, izdatim od policiskih vlasti, koje će karte važiti godinu dana. Pri prelazu iz jednog sreza u drugi, oni su dužni, da viziraju legitimacione karte kod policiskih vlasti. Ova se viza daje besplatno.

UZ PRILOGE TARIFA *A.* i *B.*

I. Uz carinsku tarifu Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca. (Prilog *A.*)

Dodaju se :

Uz br. 316 *: Pokrivači od otpadaka :*

Pri carinjenju pokrivača od otpadaka sa jednobojnim ili višebojnim ivičnimprugamaračunaće se u smislu napomene uz tačku 1. Opštih Napomena uz V. Deo Carinske Tarife, dodatak za bojenje za ove ivične pruge 40 odnosno 60 % na osnovnu ugovornu carinsku stopu od 120.

[1] Vol. I, page 217 ; Vol. III, page 259 ; Vol. XI, page 358 ; Vol. XXIV, page 138 ; Vol. XLV, page 95 ; Vol. LIX, page 342 ; Vol. LXIII, page 375 ; Vol. LXIX, page 64, Vol. LXXVIII, page 434 and Vol. LXXXIII page 372, of this Series.

Zu Nr. 463 : *Briefpapier, anderes u. s. w.*

Briefpapiere und Briefumschläge mit einzelnen oder mehreren Linien oder Mustern, die über die ganze Fläche des Papieres verteilt und im Wasserdruck ausgeführt sind und nicht zum horizontalen Schreiben dienen (d. h. nicht senkrecht zur Faltung in Abständen verlaufen, die der gewöhnlichen Zeilenhöhe entsprechen), werden nicht als Briefpapier oder Briefumschlag mit Zierlinien oder mit Bildern betrachtet und sind nach Nr. 463 zu verzollen. Diese Art von Briefumschlägen aus solchem Papier wird dadurch kenntlich, dass sich die durch Wasserdruck ausgeführten Teile von der übrigen Papierfläche durch grössere Transparenz abheben. Die Ausfütterung von Briefumschlägen mit Seidenpapieren bleibt für die Verzollung ausser Betracht.

Zu Nr. 534 : *Waren, nicht besonders benannte, aus Silber :*

Erzeugnisse aus Silber der Nrn. 534/4 *b)* und 2 *c)* können teilweise oder auf der ganzen Oberfläche vergoldet oder auch auf jedwede Art mit Gold plattiert werden ; in letzterem Falle wird die Plattierung mit Gold nicht als Verbindung betrachtet, auch werden solche Waren aus Silber deshalb nicht als Waren aus Gold angesehen und verzollt werden.

II. Zum österreichischen Zolltarif (Anlage *B*).

a) Abgeändert werden und haben zu lauten :

Zu Nr. 75/*a)*, 1 : *Kürbiskernöl in Fässern u. s. w.*

Die Zollfreiheit gilt so lange, als Kürbiskerne im Königreiche der Serben, Kroaten und Slowenen einem Ausfuhrzoll nicht unterliegen.

b) Hinzugefügt werden :

Zu Nr. 31 : *Mehl u. s. w. :*

Der Zoll von 5.— gilt insolange, als dieser Zollsatz österreichischerseits auch Ungarn gegenüber zur Anwendung gelangt. Falls zwischen Österreich und Ungarn ein anderer Zollsatz vereinbart werden sollte, wird dieser für die Dauer der österreichisch-ungarischen Vereinbarung auch als zugunsten des Königreiches der Serben, Kroaten und Slowenen gebunden gelten.

Zu Nr. 35/*b)*, 2 : *Äpfel in Kisten oder Fässern :*

Der Zoll von 3.50, beziehungsweise 5.— versteht sich für Äpfel in Kisten oder Fässern, wenn die Äpfel nicht stückweise eingehüllt oder ohne stückweise Einhüllung auch nicht durch besondere Zwischenlagen aus Papierwolle, Holzwolle, Schnitzel, Watte und dergleichen getrennt sind ; dagegen ist ein Auslegen der Innenwand der Kisten oder Fässer mit Stroh oder Papier gestattet.

Zu Nr. 36/*a)*, 2 : *Pflaumen, getrocknet oder gedörrt, in anderer Verpackung :*

Der Zoll von 2.50 gilt insolange, als der Ausfuhrzoll des Königreiches der Serben, Kroaten und Slowenen für nicht etuvierte Pflaumen das Ausmass von 20 Goldpara für 100 kg nicht überschreitet.

Zu Nr. 86/*c)* : *Slibowitz :*

Der Zoll von 75.— bezieht sich nur auf Slibowitz von nicht mehr als 50 Volumprozent Alkoholgehalt, der von einem Ursprungszeugnis der zuständigen Handelskammer des Königreiches der Serben, Kroaten und Slowenen begleitet ist, wonach es sich um naturbelassenen (nicht gespriteten) Slibowitz handelt.

Uz br. 463 ; Artija za pisma, druga itd. :

Artija za pisma i kuverte od artije sa linijama ili mustrama, koje su razdeljene preko cele površine artije i koje su izradjene vodotiskom a ne služe za horizontalno pisanje (t. j. koje ne idu upravno na prevoj u odstojanju, koje odgovara uobičajenom rastojanju linija) neće se smatrati kao artija odnosno kuverti za pisma sa ukrasnim linijama ili slikama i cariniće se po br. 463. Ova vrsta artije za pisma i kuverte od takve artije raspoznaje se po tome, što se delovi izradjeni vodotiskom razlikuju od ostale papirne površine jačom prozračnošću. Postavljanje kuverata svilenom artijom neće uticati na carinjenje.

Uz br. 534 : Roba naročito nepomenuta od srebra :

Izrade od srebra iz br. 534/1*b)* i 2.*c)* mogu biti delimično ili na celoj površini pozlaćene ili pak ma na koji način zlatom opločene ; u ovom poslednjem slučaju opločenje zlatom neće se smatrati kao veza niti će se takve izrade od srebra zbog toga smatrati i cariniti kao izrade od zlata.

II. Uz austrijsku carinsku tarifu (prilog *B*).

a) Menjaju se i imaju da glase :

Uz broj 75/a, 1 : ulje od tikvinog semena u buradima i t. d. :

Carinsko oslobodjenje važiće dotle, dok u Kraljevini Srba, Hrvata i Slovenaca tikvino seme ne podleži izvoznoj carini.

b) Dodaje se :

Uz br. 31 : Brašno i t. d. :

Carinska stopa od 5.— važiće dotle, dok Austrija ovu carinsku stopu bude primenjivala i prema Madjarskoj. Za slučaj, da izmedju Austrije i Madjarske bude ugovorena druga carinska stopa, ova će se za vreme trajanja toga austro-madjarskog sporazuma, smatrati kao vezana i u korist Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca.

Uz br. 35/b, 2 : Jabuke u sanducima ili buradima :

Carinska stopa od 3.50, odnosno 5.— važi za jabuke u sanducima ili buradima, kad jabuke nisu pojedinačno zavijene ili kad pojedinačno nezavijene, nisu odvojene naročitim medjuslojevima od hartijine vune, drvene vune, isečaka, vate i tome slično ; dozvoljeno je pak oblaganje unutrašnjih zidova sanduka i buradi slamom ili hartijom.

Uz br. 36/a, 2 : Šljive, sušene ma na koji način, u drugim zavojima :

Carinska stopa od 2.50 važiće dotle, dok u Kraljevini Srba, Hrvata i Slovenaca izvozna carina na neetivirane šljive ne predje iznos od 20 zlatnih para za 100 kg.

Uz br. 86/c : Šljivovica :

Carinska stopa od 75.— važiće samo za prirodnu, nešpiritusovanu šljivovicu, koja nema više od 50 % alkohola po zapremini i koja je praćena uverenjem o poreklu, izdatom od nadležnih trgovinskih komora u Kraljevini Srba, Hrvata i Slovenaca.

Zu Nr. 96/a), 2 : Fettmastschweine :

Die Zollbegünstigung bezieht sich nur auf Fleisch von Schweinen, die nach dem fachlichen Sprachgebrauch als « Fettmastschweine anzusehen sind. Das Fleisch der Fettmastschweine zeigt im Querschnitt vollständig marmoriertes Aussehen (starke Durchwachsung des Muskelgewebes mit Fett).

Soweit es sich nicht um Schweine der Mangalica Rasse handelt (erkennbar am dunklen Fleisch und an der bei vollständig abgeschlossenem Knochenwachstum, verhältnismässig kurzen, stark gebogenen Wirbelsäule) kann die Zollbegünstigung nur dann in Anspruch genommen werden, wenn das Gewicht des geschlachteten und vom Speck befreiten Schweines in ganzen Stücken mehr als 60 kg oder in Hälften mehr als 30 kg beträgt.

Der österreichischen Bundesregierung ist das Recht vorbehalten, zu prüfen, ob das Fleisch, für das der ermässigte Zollsatz in Anspruch genommen wird, als Fleisch von Fettmastschweinen anzusehen ist. Die Art der Prüfung kann von der österreichischen Bundesregierung allgemein oder für den einzelnen Fall nach ihrem Ermessen bestimmt werden.

Die Einfuhr hat über das österreichische Zollamt Wien-Grossmarkthalle zu erfolgen, soweit nicht die österreichische Bundesregierung für den Bezug des Fleisches durch Salamifabriken Ausnahmen festsetzt.

Zu Nr. 96/c) : Fleisch, zubereitet :

Der Zoll von 45.50 setzt einen Zollsatz für Schweine im Gewichte über 40 bis 110 kg (Nr. 55 *c)* von 18.— für 100 kg voraus. Falls dieser Zollsatz herabgesetzt werden sollte, ermässigt sich der Zoll der Nr. 96 *c)* um 225 % der Differenz.

Zu Nr. 97 : Fleischwürste :

Die Zölle von 34.—, beziehungsweise 74.50, beziehungsweise 94.50 setzen einen Zollsatz für Schlachtvieh im Gewichte bis 500 kg (Nr. 52 *a)/2)* von 10.— für 100 kg und einen Zollsatz für Schweine im Gewichte über 40 bis 110 kg (Nr. 55 *c)*) von 18.— für 100 kg voraus. Falls einer dieser Zollsätze herabgesetzt werden sollte, ermässigen sich die Zölle der Nr. 97 aus *a)* und *b)*, Z. 1, 2 und 3 in Prozenten der Differenz nach folgendem Schema :

1. *Zollermässigung bei Schlachtvieh der Nr. 52/a) 2 :*

Nr. 97	aus *a)*	und *b)*	1	220 %	der Differenz,
» 97	» *a)*	» *b)*	2	180 %	» »
» 97	» *a)*	» *b)*	3	150 %	» »

2. *Zollermässigung bei Schweinen der Nr. 55 c) :*

Nr. 97	aus *a)*	und *b)*	1	35 %	der Differenz,
» 97	» *a)*	» *b)*	2	170 %	» »
» 97	» *a)*	» *b)*	3	300 %	» »

Falls sowohl der Zollsatz der Nr. 52/*a)*, 2 als auch jener der Nr. 55 *c)* unter 10.—, beziehungsweise 18.— herabgesetzt werden sollte, dann sind die prozentuellen Ermässigungen zu summieren.

Der Zoll für Salami, nach ungarischer Art erzeugt, gilt insolange, als dieser Zollsatz österreichischerseits auch Ungarn gegenüber zur Anwendung gelangt. Falls zwischen Österreich und Ungarn ein anderer Zollsatz vereinbart werden sollte, wird dieser für die Dauer der österreichisch-ungarischen Vereinbarung auch als zugunsten des Königreiches der Serben, Kroaten und Slowenen gebunden gelten.

Zu Nr. 106/b) : Eingekochter Apfelsaft :

Der Zollsatz von 2.— bezieht sich auf einen aus Äpfeln gewonnenen, ohne Zuckerzusatz bis auf etwa 20 % Trockensubstanz eingedampften Fruchtsaft von dunkelbrauner Farbe und durch das Kochen über offenem Feuer verursachten bitteren (brandigen) Geschmack.

Uz br. 96/a, 2 : Debele, tovljene svinje :

Carinska povlastica važi samo za meso od svinja, koje se u stručnoj terminologiji smatraju za debele, tovljene svinje. Meso ovih debelih, tovljenih svinja ima u preseku potpuno mramorni izgled (muskulatura jako protkana mašću).

U koliko nisu u pitanju svinje mangaličke rase (ove se raspoznaju po mesu zatvorene boje, i po srazmerno kratkoj i jako povijenoj rptenjači usled potpuno formiranog kostura), carinska povlastica može se samo onda zahtevati, ako težina zaklanog i od slanine oslobodjenog svinčeta iznosi više od 60 *kg* u celim komadima, ili više od 30 *kg* u polutkama.

Austrijska Savezna Vlada zadržava za se pravo, da ispituje, da li se meso, za koje se traži ova snižena carinska stopa, ima smatrati kao meso od masnih svinja. Način ispitivanja može Austrijska Savezna Vlada propisati prema svom nahodjenju, bilo jednom opštom naredbom, bilo za svaki slučaj posebice.

Uvoz se ima vršiti preko austrijske carinarnice, na glavnoj pijaci u Beču (Grossmarkthalle), u koliko Austrijska Savezna Vlada ne bi fabrikama salame doznolila izuzetke za uvoz mesa.

Uz br. 96/c : Meso, pripremljeno :

Carinska stopa od 45.50 pretpostavlja carinsku stopu od 18. od 100 *kg* za svinje u težini preko 40 do 100 *kg* (Br. 55 *c*). Ako bi ova carinska stopa bila spuštena, spustiće se i carinska stopa za Br. 96 *c* u relaciji sa 225 %.

Uz br. 97 : Kobasice :

Carinska stopa od 34.—, odnosno 74.50 odnosno 94.50, pretpostavlja carinsku stopu od 10.— od 100 *kg* za goveda za klanje, u težini do 500 *kg* (Br. 52 *a/2*), i carinsku stopu od 18.— od 100 *kg* za svinje u težini od preko 40 do 110 *kg* (Br. 55 *c*). Za slučaj, da jedna od ove dve carinske stope bude spuštena, smanjiće se carine za Br. 97 iz *a)* iz *b)*, 1, 2 i 3 u procentima prema sledećoj relaciji.

1. *Smanjenje carine za goveda za klanje iz Br. 52 a/2 :*

Br. 97 iz *a)* i *b)* 1 u relaciji sa 220 %
» 97 iz *a)* i *b)* 2 u relaciji sa 180 %
» 97 iz *a)* i *b)* 3 u relaciji sa 150 %

2. *Smanjenje carine za svinje iz Br. 55 c :*

Br. 97 iz *a)* i *b)* 1 u relaciji sa 35 %
» 97 iz *a)* i *b)* 2 u relaciji sa 170 %
» 97 iz *a)* i *b)* 3 u relaciji sa 300 %.

Za slučaj, da carinska stopa i iz Broja 52/*a*, 2 kao i ona iz broja 55 *c* bude smanjena ispod 10, odnosno ispod 18, gornja procentualna smanjenja sumiraće se.

Carinska stopa za salamu na madžarski način izradjenu, važiće dotle, dok Austrija bude primenjivala ovu carinsku stopu i prema Madžarskoj. Ako bi izmedju Austrije i Madžarske bila ugovorena druga carinska stopa, ova će se, za vreme trajanja toga austro-madžarskog sporazuma, smatrati kao vezana i u korist Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca.

Uz Br. 106/b : Ukuvani sok od jabuka :

Carina od 2.— odnosi se na jedan iz jabuka dobiveni, bez dodatka šećera, do 20 % suve substance, ukuvani jabučni sok zatvoreno mrke boje i, kuvanjem na otvorenoj vatri, prouzrokovanim, gorkim (zagorelim) ukusom.

Artikel VI.

Dieses Abkommen gilt bis zum 30. Juni 1931. Wenn es nicht drei Monate vor Ablauf dieses Termines gekündigt wird, bleibt es weiter in Geltung und kann späterhin jederzeit mit der Wirkung gekündigt werden, dass seine Geltung nach drei Monaten, vom Tage der Kündigung gerechnet, erlischt. Gleichzeitig wird Artikel 26, Absatz 2, des Handelsvertrages vom 3. September 1925 in dem Sinne abgeändert, dass auch für den erwähnten Handelsvertrag, der mit dem gegenwärtigen Zusatzabkommen ein einheitliches Ganzes bildet, die für dieses Zusatzabkommen vereinbarten Kündigungsbestimmungen gelten.

Artikel VII.

Das Abkommen, in deutscher und serbo-kroatischer Urschrift doppelt ausgefertigt, soll so bald als möglich ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden werden in Wien ausgetauscht werden.

Das Abkommen tritt am zehnten Tage nach dem Austausche der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Die beiden Regierungen behalten sich jedoch vor, das ganze Abkommen oder einzelne Teile desselben zu einem früheren Zeitpunkte vorläufig in Kraft zu setzen, sofern dies nach den bei ihnen geltenden gesetzlichen Bestimmungen gesetzlich zulässig ist.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen gefertigt und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien, am 9. Juli eintausendneunhundertachtundzwanzig.

Für die Republik Österreich :

SEIPEL *e. h.*
SCHÜRFF *e. h.*
And. THALER *e. h.*

Für das Königreich der Serben, Kroaten und Slowenen :

JEVTIĆ *e. h.*
TODOROVIĆ *e. h.*

Član VI.

Ovaj sporazum važiće do 30. juna 1931 god. On će moći prvi put biti otkazan tri meseca pre isteka toga roka ; docnije pak u svako doba s tim, da njegovo važenje prestaje posle tri meseca od dana otkaza. U vezi s tim menja se i čl 26. alineja 2. Trgovinskog Ugovora od 3. septembra 1925. u tom smislu, što se do 30. juna 1931. god. ukida pravo otkaza, za spomenuti ugovor, koji sa ovim naknadnim sporazumom čini jednu celinu, te i za pomenuti Trgovinski Ugovor važe odredbe o otkazu, predvidjene ovim naknadim sporazumom.

Član VII.

Ovaj sporazum, izradjen u originalnom nemačkom i srpsko-hrvatskom tekstu, biće ratifikovan što je moguće ranije. Instrumenti ratifikacije izmeniće se u Beču.

Sporazum stupa na snagu desetoga dana po izmeni instrumenata ratifikacije.

Ugovorne strane zadržavaju sebi pravo, da bilo ceo sporazum, bilo pojedine njegove delove, uvedu u život i pre ovoga roka, u koliko je ovo, s obzirom na zakonske propise, mogućno.

U potvrdu ovoga obostrani punomoćnici podpisali su ovaj sporazum i stavili na njega svoje pečate.

Tako radjeno u Beču, 9. jula, hiljadudevetstodvadesetosme godine.

Za Austrijsku Republiku :

SEIPEL *m. p.*
SCHÜRFF *m. p.*
And. THALER *m. p.*

Za Kraljevinu Srba, Hrvata i Slovenaca :

JEVTIĆ *m. p.*
TODOROVIĆ *m. p.*

[1] TRADUCTION.

N° 1936. — AVENANT AU TRAITÉ DE COMMERCE CONCLU LE 3 SEPTEMBRE 1925 ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES. SIGNÉ A VIENNE, LE 9 JUILLET 1928.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, animés du désir de modifier sur certains points et de compléter le Traité de commerce, signé le 3 septembre 1925 à Vienne, entre la République d'Autriche et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ont convenu de conclure à cet effet un Avenant et ont nommé, dans ce dessein, pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le Dr Ignaz SEIPEL, chancelier fédéral ;
M. le Dr Hans SCHÜRFF, ministre fédéral du Commerce et des Communications ;
M. Andreas THALER, ministre fédéral de l'Agriculture et des Forêts ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. Bogoljub D. JEVTIĆ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Vienne ;
M. le Dr Milan TODOROVIĆ, professeur d'Université à Belgrade ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

L'Annexe tarifaire A (au tarif douanier du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) du Traité de commerce du 3 septembre 1925, est modifiée comme suit :

a) *Sont rayés :*

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
321	Fichus et châles, tissés, même en pièces non coupées	400,—
ex 368	Chaussures en tissu ou en feutre :	
	Avec semelles d'autres matières :	
	2° Autres	350,—
ex 442	Cartons pesant plus de 300 gr. par m², même teints en pâte :	
	ex 1° Sans enduit ou non imprégnés :	
	a) En feuilles ou rouleaux	9,—

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 1936. — ADDITIONAL AGREEMENT TO THE COMMERCIAL TREATY CONCLUDED SEPTEMBER 3, 1925, BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES. SIGNED AT VIENNA, JULY 9, 1928.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, being desirous of modifying in certain respects and of supplementing the Commercial Treaty signed at Vienna on September 3rd, 1925, between the Austrian Republic and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, have agreed with this object to conclude an Additional Agreement, and have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Ignaz SEIPEL, Federal Chancellor ;
Dr. Hans SCHÜRFF, Federal Minister for Commerce and Communications ;
M. Andreas THALER, Federal Minister for Agriculture and Forestry.

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

M. Bogoljub D. JEVTIĆ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Vienna ;
Dr. Milan TODOROVIĆ, Professor at the University of Belgrade ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

Tariff Annex A (Customs Tariff of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) to the Commercial Treaty of September 3, 1925, shall be modified as follows :

a) *Delete*

Tariff No.	Designation of goods	Conventional duty in gold dinars
		per 100 kg.
321	Fichues and shawls, woven whether in uncut pieces or not	400.—
ex 368	Footwear of tissue or felt : With soles of other materials :	
	(2) Other	350,—
ex 442	Pasteboard, weighing more than 300 gr. per square metre, whether coloured in the pulp or not :	
	ex (1) Not coated and not impregnated :	
	(a) In sheets or rolls	9.—

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
ex 445	Papier d'imprimerie et papier à écrire :	
	ex 1° Papier d'imprimerie :	
	a) Non satiné, pesant jusqu'à 60 gr. inclusivement par m². . . .	12,—
	4° Papier réglé	40,—
ex 536	3. Fer non profilé, forgé ou laminé :	
	a) En plaques, tiges : carré, rond, demi rond, creux et en général fer pour usages industriels	10,—
	b) Fer feuillard :	
	a) Ayant 1 mm. et plus d'épaisseur	12,—
	b) Ayant moins de 1 mm. d'épaisseur	12,—
	4° Fer non profilé :	
	a) En forme de L et de + ...	12,—
	b) En forme de T, H, Z et autres formes	10,—
ex 537	Tôle :	
	1° Brute (noire), même décapée et dressée :	
	a) Ayant 3,5 mm. ou plus d'épaisseur	10,—
	b) Ayant de 1 à 3,5 mm. d'épaisseur	12,—
	c) Ayant moins de 1 mm. d'épaisseur	10,—
542	Charpentes en fer, assemblées ou non, même recouvertes d'un enduit grossier ou de minium	17,—
545	Haches, hachettes et couperets, même avec manches en bois	40,—
ex 555	Clous et chevilles, étirés, estampés ou forgés :	
	ex 1° Non ouvrés, non combinés avec d'autres matières :	
	Clous à ferrer	22,—
ex 562	Vaisselle et articles en tôle, non dénommés ailleurs :	
	1° En tôle noire, même dressée ou découpée ; non ouvrés ou simplement rabotés, coupés et bleuis :	
	a) Combinés ou non avec d'autres matières communes :	
	Vaisselle	30,—
	Autres articles	25,—
	b) Combinés avec des matières fines	50,—
	ex 2° En fer blanc ou tôle noire, entièrement ou partiellement recouverts de plomb, de zinc ou d'étain, même combinés avec des matières fines :	
	Autres articles :	
	Vaisselle	55,—
	Autres	50,—
	ex 3° Colorés, vernis, laqués, oxydés, avec dessins estampés, imprimés, émaillés, même combinés avec des matières fines :	
	Boîtes pour graisses, crèmes, etc., en tôle noire, imprimées ou laquées	40,—
	Boîtes en fer blanc pour l'industrie des conserves, même imprimées ou vernies à l'intérieur	55,—
	Autres articles, à l'exception de la vaisselle émaillée	80,—
ex 569	Coffres-forts et cassettes, même combinés avec des matières communes ou des matières fines :	
	1° Pesant, par pièce, jusqu'à 10 kg. inclusivement :	
	a) Non ouvrés	60,—
	b) Ouvrés	80,—
	2° Pesant, par pièce, plus de 10 kg. jusqu'à 100 kg. inclusivement :	
	a) Non ouvrés	50,—
	b) Ouvrés	70,—

Tariff No.	Designation of goods	Conventional duty in gold dinars
		per 100 kg.
ex 445	ex (1) Printing paper :	
	(a) Not super-calendered, weighing up to 60 grammes inclusive per square metre	12.—
	(4) Ruled paper	40.—
ex 536	Unshaped iron, forged or rolled :	
	(a) In slabs, rods, sqare, round, semi-round, hollow, and in general all iron for industrial purposes	10.—
	(b) Hoop iron :	
	(a) With a thickness of 1 millimetre and more	12.—
	(b) With a thickness of under 1 millimetre	12.—
	(4) Section iron :	
	(a) L and + iron	12.—
	(b) T, H, Z and otherwise section iron	10.—
ex 537	Sheet :	
	(1) Plain (black), also pickled and dressed :	
	(a) With a thickness of 3.5 millimetres and more	10.—
	(b) With a thickness of from 1 to 3.5 millimetres	12.—
	(c) With a thickness of under 1 millimetre	10.—
542	Iron framework, mounted or separate, even if roughly primed or coated with red lead	17.—
545	Axes, hatchets and cleavers, with or without wooden handles	40.—
ex 555	Nails and tacks, drawn, pressed or forged :	
	ex (1) Unworked, not combined with other materials :	
	(2) Horseshoe nails	22.—
ex 562	Table-ware and articles of sheet-iron, not elsewhere enumerated :	
	(1) Of black sheet-iron even if dressed or pickled, unworked or merely planed, cut or blued :	
	(a) Combined or not with common materials :	
	Table-ware	30.—
	Other articles	25.—
	(b) Combined with fine materials	50.—
	ex (2) Of tin plate or black sheet-iron wholly or partly coated with lead, zinc, or tin, combined or not with fine materials :	
	Other articles :	
	Table-ware	55.—
	Other	50.—
	ex (3) Coloured, varnished, lacquered, oxidised, even with stamped designs, printed or enamelled, whether or not combined with fine materials :	
	Boxes for fats, creams, etc. of black sheet-iron, printed or lacquered	40.—
	Boxes of tinplate for the preserving industry, even printed or varnished inside	55.—
	Other articles, excluding enamel table-ware	80.—
ex 569	Safes and strong boxes even if combined with common or fine materials :	
	(1) Weighing each up to 10 kg. inclusive :	
	(a) Unworked	60.—
	(b) Worked	80.—
	(2) Weighing each more than 10 and up to 100 kg. inclusive :	
	(a) Unworked	50.—
	(b) Worked	70.—

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
	ex 3° Pesant, par pièce, plus de 100 kg. jusqu'à 1000 kg. inclusivemnt :	
	a) Non ouvrés	35,—
	Au-dessus de 1000 kg. :	
	a) Non ouvrés	30,—
ex 570	Meubles, non rembourrés et non recouverts, même combinés avec des matières communes :	
	2° Ouvrés :	
	Recouverts d'un vernis-laque spécial pour le fer	48,—
	Autrement travaillés	70,—
	Note : Les boutons et garnitures en laiton n'entrent pas en ligne de compte pour le dédouanement.	
ex 585/2	Boutons-pression en tôle	110,—
ex 586	Articles en fer :	
	ex 1° Combinés avec du laiton rouge	60,—
589	Aluminium, brut, en lingots, tiges et grenailles ; déchets et bris d'aluminium	exempts.
590	Aluminium, forgé ou laminé, en tiges, barres, feuilles ou plaques	10,—
ex 592	Fils d'aluminium	20,—
601	Cylindres, tuyaux et parties de tuyaux en plomb :	
	1° Non ouvrés	12,—
	2° Ouvrés ou profilés, même combinés avec des métaux communs :	
	Tuyaux en forme de S (dits siphons de plomb pour conduites)	12,—
	Autres articles	20,—
602	Balles et plombs de chasse	28,—
ex 616	Tubes et capsules en étain :	
	1° Non ouvrés	140,—
	2° Ouvrés	140,—
ex 623	Articles en nickel non dénommés ailleurs :	
	1° Non ouvrés	
	a) Combinés ou non avec des matières communes	200,—
	b) Combinés avec des matières fines	250,—
	ex 2° Ouvrés :	
	a) Combinés avec des matières fines	300,—
	3° Combinés avec des matières très fines	500,—
628	Câbles et cordes en cuivre	70,—
633	Articles de chaudronnerie, pesant plus de 5 kg. :	
	1° Non ouvrés	90,—
	2° Ouvrés	140,—
ex 637	Articles coulés en cuivre même combinés avec du bois ou du fer :	
	ex 1° Pesant plus de 10 kg. chaque :	
	b) Ouvrés	110,—
ex 644	Boutons-pression	250,—
ex 645	Boutons de col ou de manchettes ; agrafes et épingles à col ; pinces à cravate, en métaux communs ou leurs alliages, entièrement ou partiellement dorés ou argentés :	
	2° Combinés avec des matières très fines	800,—
ex 654	Machines-outils pour le travail :	
	ex 1° Du bois et des matières à tailler (à l'exclusion des châssis de scies)	30,—
	2° Des métaux, des pierres et d'autres matières	30,—
ex 658	Machines pour l'industrie, non dénommées ailleurs, ainsi que leurs parties :	
	ex 5° Machines de tuileries	20,—

Tariff No.	Designation of goods	Conventional duty in gold dinars
		per 100 kg.
	ex (3) Weighing each more than 100 kg. :	
	Up to 1000 kg. inclusive :	
	(a) Unworked	35.—
	More than 1000 kg. :	
	(a) Unworked	30.—
ex 570	Furniture, not stuffed or upholstered, even if combined with base metals :	
	(2) Worked :	
	Covered with a special lacquer for iron	48.—
	Otherwise worked	70.—
	Note : Brass buttons and trimmings do not affect the Customs treatment.	
ex 585/2	Press-studs of sheet-iron	110.—
ex 586	Iron wares :	
	ex (1) Combined with red-brass	60.—
589	Aluminium, crude, in blocks, bars and grains, scrap and broken aluminium	Free.
590	Wrought or rolled aluminium in rods, sheets and plates bars	10.—
ex 592	Aluminium wire	20.—
601	Lead cylinders, pipes and parts of pipes :	
	(1) Unworked	12.—
	(2) Worked or profiled, combined or not with base metals :	
	S-shaped pipes (so-called lead syphons for conduits)	12.—
	Other articles	20.—
602	Lead bullets and shot	28.—
ex 616	Tin tubes and moulds :	
	(1) Unworked	140.—
	(2) Worked	140.—
ex 623	Nickel articles not elsewhere enumerated :	
	(1) Unworked :	
	(a) Combined or not with common materials	200.—
	(b) Combined with fine materials	250.—
	ex (2) Worked :	
	(b) Combined with fine materials	300.—
	(3) Combined with very fine materials	500.—
628	Copper cables and cords	70.—
633	Boiler-makers' wares weighing over 5 kg.	
	(1) Unworked	90.—
	(2) Worked	140.—
ex 637	Cast copper wares, even if combined with wood or iron :	
	ex (1) Weighing each more tham 10 kg.	
	(b) Worked	110.—
ex 644	Press-studs	250.—
ex 645	Collar-studs and cuff-links, collar clasps and collar pins, tie-clips, of base metals or their alloys, entirely or partly gilt or silvered :	
	(2) Combined with very fine metals	800.—
ex 654	Machine tools :	
	ex (1) For wood and carving materials (excluding saw-frames)	30.—
	(2) For metals, stones, and other materials	30.—
ex 658	Industrial machines not elsewhere enumerated, also parts thereof :	
	ex (5) Tile manufacturing machines	20.—

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
ex 660	Pompes :	
	1° Pompes à incendie, même sur chariot :	
	a) A main	30,—
	b) A moteur	30,—
ex 665	Appareils électriques :	
	1° Appareils de télégraphie et de téléphonie, microphones	150,—
	ex 2° Appareils de signalisation électrique	150,—
	5° Rhéostats pour chauffer (ustensiles de cuisine, fers à repasser, poêles, etc.)	200,—
ex 684	Appareils automatiques pour peser les personnes et les marchandises :	
	D'une puissance de moins de 50 kg.	150,—

b) *Sont modifiés comme suit :*

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
ex 126 ex note	Les eaux minérales naturelles, non édulcorées, en récipients d'un usage courant dans le commerce, rentrent sous le paragraphe 1 du N° 125.	
ex 137	Graisse végétale de noix de coco	40,—
ex 214/4	Acide carbonique, liquide	12,50
ex 367	Parapluies et parasols :	
	ex 1° Avec manches ou parties en écaille, nacre, ivoire, ambre, jais ou leurs imitations, ou en métaux communs, dorés ou argentés :	par pièce
	ex *a)* recouverts de tissus de soie pure ou mélangée	7,—
	ex 2° Avec manches ou parties sculptées d'une manière artistique, ou en matières à sculpter non dénommées :	
	ex *a)* Recouverts de tissus de soie pure ou mélangée	6,—
	ex 4° Autres :	
	b) Recouverts de tissus de soie pure ou mélangée	4,50
ex 368	Chaussures en tissu ou en feutre, avec semelles d'autres matières :	
	ex 1° Entièrement ou partiellement en soie :	par 100 kg.
	En brocart ou satin	1.200,—
ex 439	Liège :	
	ex 2° Carreaux et briques en liège ou déchets de liège, agglutinés au moyen d'autres matières	10,—
444	Papier d'emballage pesant plus de 30 grammes par mq.	14,—
ex 445	Papier d'imprimerie et papier à écrire :	
	ex 1° Papier d'imprimerie :	
	b) Autre	17,—
	3° Papier à écrire	28,—
463	ex note : Les articles des N°s 462 et 463 ne seront pas considérés comme combinés avec d'autres matières s'ils sont simplement liés avec des rubans (passementeries) ou des filés, même de soie ou si les cartons, dans lesquels ils sont contenus, sont garnis de rubans de rubans destinés à maintenir le couvercle de la boîte lorsqu'il est ouvert.	

Tariff No.	Designation of goods	Conventional duty in gold dinars
		per 100 kg.
ex 660	Pumps :	
	(1) Fire-engines, whether on trucks or not :	
	(a) Hand	30.—
	(b) Motor	30.—
ex 665	Electrical apparatus :	
	(1) Telegraphic and telephonic ; microphones	150.—
	ex (2) Electric signalling apparatus	150.—
	(5) With rheostats, for heating (such as kitchen utensils, smoothing irons, stoves and other)	200.—
ex 684	Automatic apparatus for weighing persons and goods :	
	With a weighing capacity of under 50 kg.	150.—

b) *Modify as follows :*

Tariff No.	Designation of goods	Conventional duty in gold dinars
		per 100 kg.
ex 126 ex Note	Mineral waters, natural, unsweetened imported in the usual trade receptacles, are dutiable under Paragraph 1 of No. 125.	
ex 137	Vegetable fats from coco-nuts.	40.—
ex 214/4	Carbonic acid liquid	12.50
ex 367	Umbrellas and parasols :	
	ex (1) With handle or parts of tortoiseshell, mother-of-pearl, ivory, amber, jet or their imitations, or of base gilt or silvered metals :	Each
	ex *(a)* Covered with pure or mixed silk tissues	7.—
	ex (2) With artistically carved handles or parts or of carving materials not elsewhere enumerated :	
	ex (a) Covered with pure or mixed silk tissues.	6.—
	ex (4) Other :	
	(b) Covered with pure or mixed silk tissues	4.50
ex 368	Footwear of tissue or felt, with soles of other materials :	
	ex (1) Wholly or partly of silk.	per 100 kg.
	Of brocade or satin	1200.—
ex 439	Cork :	
	ex (2) Squares and bricks of cork or of remnants of cork joined together by means of other materials	10.—
444	Packing paper, weighing more than 30 grammes per square metre	14.—
ex 445	Printing and writing paper :	
	ex (1) Printing paper :	
	(b) Other	17.—
	(3) Writing paper	28.—
463	*ex Note :* The articles mentioned in Nos. 462 and 463 will not be deemed to be combined with other materials when they are simply tied with tape (passementerie) or yarn, even of silk, or when the cardboard boxes containing them are fitted with tapes for the purpose of holding the box-lid when open.	

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
ex 538	Fils, laminés ou étirés :	
	1° Non ouvrés :	
	a) De plus de 2 mm. d'épaisseur	12,50
	b) De 1 à 2 mm. d'épaisseur inclusivement	13,50
	c) De moins de 1 mm. et jusqu'à 0,5 mm. d'épaisseur	14,50
	De moins de 0,5 mm. d'épaisseur	15,50
	ex 2° Etamés :	
	a) De plus de 2 mm. d'épaisseur	18,—
	b) De 1 à 2 mm. d'épaisseur inclusivement	20,—
	c) De moins de 1 mm. d'épaisseur	22,—
	Note : Le fil de fer étiré qu'on a chauffé à blanc pour le rendre flexible et qui conserve après cette opération sa couleur naturelle ou la perd par oxydation ne sera pas considéré comme ouvré.	
ex 543	Essieux, autres que ceux de chemins de fer, et parties d'essieux :	
	ex 2° Ouvrés :	
	a) Ordinaires	27,—
ex 544	ex 1° Marteaux, même combinés avec du bois :	
	a) Pesant 1 kg. et plus	25,—
	b) Pesant jusqu'à 1 kg.	35,—
	2° Enclumes	25,—
	Etaux	19,—
546	Bêches, pelles, pioches, pics, râteaux, fourches, même combinés avec du bois :	
	1° Non ouvrés	27,—
	2° Ouvrés	32,—
554	Vis et écrous de toutes sortes, rivets et parties en fer pour fixer les isolateurs, dont la tige ou le trou ont un diamètre de :	
	1° Plus de 7 mm.	30,—
	2° 7 mm. ou moins	70,—
	Crampons pour rails, en forme de vis, de toute nature, crampons de fer à cheval	30,—
ex 555	Clous et chevilles, étirés, estampés ou forgés :	
	ex 1° Non ouvrés, non combinés avec d'autres matières :	
	Pointes	23,—
	Crampons forgés pour rails *	30,—
	ex 2° Ouvrés :	
	Pointes, bleuies	23,—
	Note : Les droits conventionnels seront également applicables aux pointes en fil métallique de plus de 5 mm. d'épaisseur.	
556	Ferrures de fenêtres, de portes, de caisses, de meubles et de voitures, même combinées avec d'autres métaux communs ou du bois :	
	1° Non ouvrées	40,—
	2° Ouvrées	50,—
ex 559	Articles en fil métallique, non dénommés ailleurs :	
	ex 1° Ayant 1 mm. ou plus d'épaisseur :	
	ex *a)* Non ouvrés :	
	Câbles en fil métallique	27,—
	ex *b)* Ouvrés :	
	α) Câbles en fil métallique	37,—
	β) Treillis en fil métallique pour clôtures de jardins, avec des mailles hexagonales, étamés à la pièce	50,—
	2° Ayant moins de 1 mm. d'épaisseur :	
	a) Non ouvrés :	
	α) Câbles en fil métallique	35,—
	β) Autres articles	55,—

Tariff No.	Designation of goods	Conventional duty in gold dinars
		per 100 kg.
ex 538	Wire, rolled or drawn :	
	(1) Unworked :	
	(a) Over 2 millimetres in thickness	12.50
	(b) From 1 to 2 millimetres inclusive in thickness	13.50
	(c) Under 1 millimetre but not under 0.5 millimetre in thickness	14.50
	Under 0.5 millimetre in thickness	15.50
	ex (2) Zinked :	
	(a) Over 2 millimetres in thickness	18.—
	(b) From 1 to 2 millimetres inclusive in thickness	20.—
	(c) Under 1 millimetre in thickness	22.—
	Note : Drawn iron wire, which has been heated to white heat in order to make it flexible, and has kept its natural colour in the process or loses it through oxidation, will not be regarded as worked.	
ex 543	Axles, except those for railways, and parts of axles :	
	ex (2) Worked :	
	(a) Ordinary	27.—
ex 544	ex (1) Hammers, combined or not with wood :	
	(a) Weighing 1 kg. and over	25.—
	(b) Weighing up to 1 kg.	35.—
	(2) Anvils	25.—
	Vices	19.—
546	Spades, shovels, hoes, picks, pick-axes, rakes, and pitchforks, whether combined with wood or not :	
	(1) Rough	27.—
	(2) Worked	32.—
554	Screws and nuts, of any kind, rivets and parts of iron for fixing insulators, of which the stem or hole has a diameter of :	
	(1) Over 7 millimetres	30.—
	(2) 7 millimetres or under	70.—
	Screw-shaped cramps for rails of all kinds, calks	30.—
ex 555	Mails and tacks drawn, pressed, or forged :	
	ex (1) Unworked, not combined with other materials :	
	Wire tacks	23.—
	Forged cramps for rails	30.—
	ex (2) Worked :	
	Wire tacks, blued	23.—
	Note : The conventional duties will also be applicable to wire tacks of more than 5 millimetres in thickness.	
556	Fittings for windows, doors, boxes, furniture and carriages, combined or not with other base metals or with wood :	
	(1) Unworked	40.—
	(2) Worked	50.—
ex 559	Wire manufactures not elsewhere enumerated :	
	ex (1) Of 1 millimetre or more in thickness :	
	ex *(a)* Unworked :	
	Wire cables	27.—
	ex *(b)* Worked :	
	(α) Wire cables	37.—
	(β) Wire trellis for garden fences, with hexagonal meshes, plated in the piece	50.—
	(2) Under 1 millimetre in thickness :	
	(a) Unworked :	
	(α) Wire cables	35.—
	(β) Other articles	55.—

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
	b) Ouvrés :	
	α) Câbles en fil métallique	50,—
	β) Autres articles	80,—
	Note :	
	Les articles en fil métallique, étiré et brillant, suivant le régime des articles en fil métallique non ouvrés.	
	Le fait que les câbles en fil métallique sont revêtus d'un enduit de goudron non durable ou qu'ils sont enduits ou imprégnés de mélanges graisseux, destinés à les protéger en cours de transport, n'est pas considéré comme un travail.	
ex 562	Vaisselle et articles en tôle, non dénommés ailleurs :	
	ex 2° En fer-blanc ou en tôle noire, entièrement ou partiellement recouverts de plomb, de zinc ou d'étain, même combinés avec des matières fines :	
	Bidons en tôle noire pour le transport du lait, étamés	45,—
566	Serrures, cadenas et clés :	
	1° Serrures, cadenas, même avec clés :	
	a) Non combinés avec d'autres métaux communs	52,—
	b) Combinés avec des métaux communs	90,—
	2° Clés	60,—
ex 569	Coffres-forts et cassettes, même combinés avec des matières communes ou fines :	
	ex 3° Pesant plus de 100 kg. par pièce :	
	b) Ouvrés	52,—
ex 572	Couteaux, canifs et rasoirs :	
	ex 2° Couteaux de table avec manche en packfong, même ornementés	250,—
ex 584	Articles en fer forgé, non dénommés ailleurs même combinés avec du bois ou du fer fondu :	
	1° Non ouvrés :	
	a) Pesant plus de 100 kg. par pièce	22,—
	b) Pesant plus de 25 et jusqu'à 100 kg. inclusivement par pièces .	27,—
	c) Pesant plus de 5 kg. et jusqu'à 25 kg. inclusivement par pièce	32,—
	d) Pesant jusqu'à 5 kg. inclusivement par pièce :	
	Fers à cheval orientaux, même perforés	36,—
	Autres articles	44,—
	2° Ouvrés :	
	a) Pesant plus de 100 kg. par pièce	32,—
	b) Pesant plus de 25 et jusqu'à 100 kg. inclusivement par pièce	37,—
	c) Pesant plus de 5 kg. et jusqu'à 25 kg. inclusivement par pièce	42,—
	d) Pesant jusqu'à 5 kg. inclusivement par pièce	56,—
ex 585/2	Etuis à cigarettes et à cigares, boîtes à tabac, nickelés	160,—
603	Caractères, matrices, filets, cadres, vignettes, clichés et autres accessoires d'imprimerie, même combinés avec des matières communes	50,—
ex 604	Articles en plomb, non dénommés ailleurs :	
	ex 2° Ouvrés :	
	a) Combinés ou non avec des matières ordinaires	50,—
ex 623	Articles en nickel, non dénommés ailleurs :	
	ex 2° Ouvrés :	
	a) Combinés ou non avec des matières ordinaires	330,—
626	Polis et fils de cuivre :	
	1° Non ouvrés :	
	a) Ayant 0,5 mm. d'épaisseur ou moins	32,—
	b) Ayant plus de 0,5 mm. d'épaisseur	27,—

Tariff No.	Designation of goods	Conventional duty in gold dinars
		per 100 kg.
	(b) Worked :	
	(α) Wire cables	50.—
	(β) Other articles	80.—
	Note :	
	Articles made from bright drawn wire are dutiable as unworked wire manufactures.	
	Wire cables covered with a non-durable coating of tar or smeared or impregnated with fatty mixtures designed to protect them in course of transport are not deemed to be worked.	
ex 562	Table-ware and articles of sheet-iron not elsewhere enumerated :	
	ex (2) Of tin-plate, or black sheet-iron wholly or partly covered with lead, zinc, or tin, combined or not with fine materials :	
	Cans of black sheet-iron for the transport of milk, plated	45.—
566	Locks, padlocks, keys :	
	(1) Loocks, padlocks, even with keys :	
	(a) Not combined with other base metals	52.—
	( ) Combined with base metals	90.—
	(2) Keys	60.—
ex 569	Safes and strong-boxes, even if combined with common or fine materials :	
	ex (3) Weighing each more than 100 kg. :	
	(b) Worked	52.—
ex 572	Knives, pocket-knives and razors :	
	ex (2) Table knives with handle of pakfong, whether ornamented or not	250.—
ex 584	Wares of wrought iron, not elsewhere enumerated combined or not with wood or cast iron :	
	(1) Unworked, weighing per piece :	
	(a) More than 100 kg.	22.—
	(b) More than 25 and up to 100 kg. inclusive	27.—
	(c) More than 5 and up to 25 kg. inclusive	32.—
	(d) Up to 5 kg. :	
	Oriental horseshoes, whether perforated or not	36.—
	Other wares.	44.—
	(2) Worked, weighing per piece :	
	(a) More than 100 kg.	32.—
	(b) More than 25 and up to 100 kg. inclusive	37.—
	(c) More than 5 and up to 25 kg. inclusive	42.—
	(d) Up to 5 kg. inclusive	56.—
ex 585/2	Cigarette and cigar cases, tobacco boxes, nickelled	160.—
603	Printing type, matrices, rules, frames, vignettes, blocks and other printing accessories, even if combined with common materials .	50.—
ex 604	Lead articles not elsewhere enumerated :	
	ex (2) Worked :	
	(a) Combined or not with common materials	50.—
ex 623	Nickel articles not elsewhere enumerated :	
	ex (2) Worked :	
	(a) Combined or not with common materials	330.—
626	Copper sheets and wire :	
	(1) Unworked :	
	(a) Of 0.5 millimetre or less in thickness	32.—
	(b) More than 0.5 millimetre in thickness	27.—

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
	2° Ouvrés :	
	a) Ayant 0,5 mm. d'épaisseur ou moins	42,—
	b) Ayant plus de 0,5 mm. d'épaisseur	37,—
	Note : Les tôles en feuilles, coupées rectangulairement, ainsi que les tôles laminées à froid (dures) doivent être considérées comme non ouvrées.	
629	Cylindres, tuyaux et parties de tuyaux en cuivre :	
	1° Non ouvrés.	42,—
	2° Ouvrés	55,—
ex 637	Articles coulés en cuivre, même combinés avec du bois ou du fer :	
	ex 2° Pesant par pièce plus de 5 kg. et jusqu'à 10 kg. inclusivement :	
	b) Ouvrés	170,—
	ex 3° Pesant par pièce 5 kg. et moins :	
	b) Ouvrés	210,—
638	Articles en cuivre, non dénommés ailleurs :	
	1° Non ouvrés :	
	a) Combinés ou non avec des matières communes	170,—
	b) Combinés avec des matières fines	215,—
	2° Ouvrés :	
	a) Combinés ou non avec des matières communes	220,—
	b) Combinés avec des matières fines	300,—
	3° Combinés avec des matières très fines	500,—
ex 644	Vaisselle de table pour la présentation des aliments et des boissons, ronds de serviettes, fourchettes, cuillers, porte-couteaux, en matières communes ou en alliage de métaux communs, entièrement ou partiellement argentés	600,—
ex 645	Boutons de col et de manchettes, agrafes et épingles à col, pinces et épingles à cravate, en métaux communs ou en alliage de métaux communs, entièrement ou partiellement dorés ou argentés :	
	1° Combinés ou non avec des matières communes ou des matières fines	700,—
ex 651/2	Turbines hydrauliques, dont la roue extérieure a un diamètre de plus de 1,80 m.	30,—
ex 665	Appareils électriques :	
	ex 3° Appareils de mesure et compteurs d'électricité	200,—

c) *Sont ajoutés :*

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
ex 356/4	Sacs pour la menue monnaie, en tissus mélangés de coton et de lin, avec fermeture à billes montée à l'extérieur	500,—
ex 504	Articles, non dénommés ailleurs :	
	ex 2° En matières céramiques, autres :	
	ex *a)* « *Stausziegelgewebe* » (Treillis de fils métalliques recouvert d'argile cuite)	15,—
ex 562	Articles en tôle :	
	ex 2° En fer-blanc ou en tôle noire, entièrement ou partiellement recouverts de plomb, de zinc ou d'étain, même combinés avec des matières fines :	
	Etuves pour la préparation des fourrages	30,—

Tariff No.	Designation of goods	Conventional duty in gold dinars
		per 100 kg.
	(2) Worked :	
	(a) Of 0.5 millimetre or less in thickness	42.—
	(b) More than 0.5 millimetre in thickness	37.—
	Note : Sheets cut in rectangular form and cold rolled sheets (hard) will be considered as unworked.	
629	Copper cylinders, pipes and parts of pipes .	
	(1) Unworked	42.—
	(2) Worked	55.—
ex 637	Cast copper wares, even if combined with wood or iron :	
	ex (2) Weighing each over 5 and up to 10 kg. inclusive :	
	(b) Worked	170.—
	ex (3) Weighing each 5 kg. or less :	
	(b) Worked	210.—
638	Copper articles not elsewhere enumerated :	
	(1) Unworked :	
	(a) Combined or not with common materials	170.—
	(b) Combined with fine materials	215.—
	(2) Worked :	
	(a) Combined or not with common materials	220.—
	(b) Combined with fine materials	300.—
	(3) Combined with very fine materials	500.—
ex 644	Table ware for serving food and drinks, napkin rings, forks, spoons, knife-rests, of entirely or partly silvered base metals or their alloys	600.—
ex 645	Collar-studs and cuff-links, collar clasps and collar pins, tie-clips and tie-pins, of entirely or partly gilt or silvered base metals or their alloys :	
	(1) Combined or not with common or fine materials	700.—
ex 651/2	Hydraulic turbines, with external wheel of a diameter exceeding 1.80 metres	30.—
ex 665	Electrical apparatus :	
	ex (3) Electric measuring and counting apparatus.	200.—

c) *Add :*

Tariff No.	Designation of goods	Conventional duty in gold dinars
		per 100 kg.
ex 356/4	Bags for small change, of tissues consisting of a mixture of cotton and linen, with externally fitted ball clasp	500.—
ex 504	Unenumerated articles :	
	ex (2) Of other ceramic materials :	
	ex (a) " Stausziegelgewebe " (wiregauze covered with baked clay)	15.—
ex 562	Articles of sheet-iron :	
	ex (2) Of tinplate or black sheet-iron, wholly or partly coated with lead, zinc or tin, combined or not with fine materials :	
	Ovens for the preparation of fodder	30.—

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droit conventionnel en dinars-or
		par 100 kg.
	ex 3° Coloriés, vernis, laqués, oxydés, avec dessins, estampés, imprimés, émaillés, même combinés avec des matières fines :	
	Plombages en tôle d'acier, lustres et leurs parties, réchauds et poêles à pétrole et leurs parties	80,—
ex 653	Machines agricoles :	
	ex 5° Autres :	
	Couveuses et fours d'incubation	30,—

Article II.

L'Annexe tarifaire B (au tarif douanier autrichien) du Traité de commerce du 3 septembre 1925, est modifiée comme suit :

a) *Sont rayés :*

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droit de douane en couronnes-or
		par 100 kg.
ex 339	Ciment	0,80
ex 499	Acides :	
	ex *d)* Acide sulfurique :	
	1° Non fumant	2,60
ex 500	Combinaisons de potassium, de sodium et d'ammonium :	
	c) 3° Sulfate de sodium (sel de Glauber) cristallisé ou calciné . .	1,20
ex 502	Combinaisons d'aluminium, de fer, de chrome et de nickel :	
	c) 2° Sulfate d'aluminium	4,50

b) *Sont modifiés comme suit :*

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droits de douane en couronnes-or
		par 100 kg.
ex 31	Farine et semoule de céréales autres que le mais	5,—
ex 33	Raisins frais de table, en paniers, en caisses, à claire-voie et en caisses à treillage, pesant jusqu'à 15 kg.	10,—
ex 35	Fruits non spécialement dénommés, frais :	
	ex *b)* Autres :	
	1° Pommes, non emballées :	
	α) Du 1er septembre au 15 novembre.	1,—
	β) Du 16 novembre au 31 août	2,—
	2° Pommes, en caisses ou fûts, pesant brut 50 kg. ou plus :	
	α) Du 1er septembre au 15 novembre.	3,50
	β) Du 16 novembre au 31 août	5,—
	3° Poires, non emballées	2,—
	4° Prunes, quetsches	exemptes.

Tariff No.	Designation of goods	Conventional duty in gold dinars
		per 100 kg.
	ex (3) Coloured, varnished, lacquered, oxidized, even with pressed designs, printed or enamelled, combined or not with fine materials :	
	Fittings of steel plate, articles for lighting purposes and parts thereof, oil corkers and stoves and parts thereof	80.—
ex 653	Agricultural machines :	
	ex (5) Other :	
	Incubators and incubating ovens	30.—

Article II.

Tariff Annex B (Austrian Customs Tariff) of the Commercial Treaty of September 3, 1925, shall be modified as follows :

(a) *Delete*

Tariff No.	Designation of goods	Duty in gold kronen
		per 100 kg.
ex 339	Cement	0.80
ex 499	Acids :	
	ex *(d)* Sulphuric acid :	
	(1) Not fuming	2.60
ex 500	Potassium, sodium and ammonium compounds :	
	(c) (3) Sulphate of soda (Glauber's salts), crystallised or calcined	1.20
ex 502	Aluminium, iron, chromium and nickel compounds :	
	(c) (2) Sulphate of aluminium	4.50

(b) *Modify as follows :*

Tariff No.	Designation of goods	Duty in gold kronen
		per 100 kg
ex 31	Flour and grits of cereals other than maize	5.—
ex 33	Grapes, fresh, table, in baskets, open-slatted and wire-netted boxes up to 15 kg.	10.—
ex 35	Fruits, not specially mentioned, fresh :	
	ex *(b)* Other fruit :	
	(1) Apples in bulk :	
	(α) From September 1st to November 15	1.—
	(β) From November 16 to August 31	2.—
	(2) Apples in boxes or barrels of 50 kg. gross weight or over :	
	(α) From September 1 to November 15	3.50
	(β) From November 16 to August 31	5.—
	(3) Pears in bulk	2.—
	(4) Plums and *Hauszwetschen*	Free.

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droits de douane en couronnes-or
		par 100 kg.
ex 36	Fruits, préparés :	
	a) Prunes, séchées à l'air ou au four :	
	1° Non emballées ou en emballages d'un poids brut de 50 kg. ou plus	exemptes.
	2° En d'autres emballages.	2,50
	ex *b)* Autres fruits séchés à l'air ou au four, etc. :	
	ex 2° Poires, séchées à l'air ou au four, non blanchies	2,50
ex 39	Légumes, non spécialement dénommés et autres produits végétaux à l'usage de la cuisine, frais :	
	ex *a)* Légumes fins de table :	
	Pois verts, haricots verts	1,—
	Tomates	1,—
ex 40	Légumes de toutes sortes (à l'exception des truffes) et autres produits végétaux à l'usage de la cuisine, séchés à l'air ou au four, ou préparés d'une autre manière simple (c'est-à-dire réduits en morceaux, passés, pressés, cuits, salés, conservés au vinaigre, mais non édulcorés) :	
	ex *c)* Autres :	
	1° Choucroute	4,50
	2° Concombres conservés à l'eau salée ou au vinaigre :	
	a) En fûts pesant brut plus de 500 kg.	5,—
	b) Autres	8,—
	3° Poivre rouge conservé à l'eau salée ou au vinaigre	5,—
52	Bovidés :	
	a) Pour la boucherie :	
	1° Pesant par tête plus de 500 kg.	8,50
	2° Autres	10,—
		Droits par tête
	b) De rapport et de reproduction	50,—
	c) Jeunes bovidés	35,—
	d) Veaux	4,—
ex 55	Porcs pesant :	par 100 kg.
	c) Plus de 40 et jusqu'à 110 kg.	18,—
		Droits par tête
	d) Plus de 110 kg. (porc gras)	exempts.
ex 56	Chevaux :	
	e) D'usage :	
	1° A sang froid :	
	α) Ayant plus de 2 ans	130,—
	β) Jusqu'à 2 ans	75,—
	2° A sang chaud :	
	α) Ayant plus de 2 ans	60,—
	β) Jusqu'à 2 ans	30,—
ex 60	Poissons frais :	par 100 kg.
	b) Autres, à l'exception des truites	5,—
72	Graisse de porc, lard, même salé, même fondu (saindoux)	10,—
ex 75	Huiles comestibles, propres à l'usage immédiat :	
	a) 1° Huile de graines de courge, en fûts, outres, vessies, ainsi qu'en d'autres emballages ordinaires du commerce de 25 kg. ou plus	exempte
ex 86	Spiritueux distillés :	
	ex *c)* Slibowitz, ne contenant pas plus de 50% d'alcool en volume	75,—
ex 96	Viande :	
	a) Fraîche, congelée (à l'exception de la viande congelée d'outre-mer), salée :	
	1° Porcs, abattus et vidés, en pièces entières, pesant plus de 90 kg., ou en moitiés pesant plus de 45 kg.	3,—

Tariff No.	Designation of goods	Duty in gold kronen
		per 100 kg.
ex 36	Fruit, prepared :	
	(a) Plums, sun-dried or kiln-dried (prunes) :	
	(1) In bulk, or in packages of 50 kg. gross weight or over. . . .	Free.
	(2) Otherwise packed	2.50
	ex *(b)* Other fruit, sun-dried or kiln-dried, etc :	
	ex (2) Pears, sun-dried or kiln-dried, not blanched	2.50
ex 39	Vegetables, not specially mentioned, and other kitchen-garden produce, fresh :	
	ex *(a)* Fine vegetables for table use :	
	Green peas, French beans	1.—
	Tomatoes	1.—
ex 40	Vegetables of all kinds (except truffles) and other kitchen-garden produce, sun-dried, kiln-dried or otherwise simply prepared (viz., reduced to pieces, mashed, pressed, cooked, salted, preserved in vinegar, but unsweetened).	
	ex *(c)* Other :	
	(1) Sauerkraut	4.50
	(2) Cucumbers preserved in saltwater or in vinegar :	
	(α) In casks of over 500 kg. gross weight	5.—
	(β) Other	8.—
	(3) Paprika preserved in salt-water or in vinegar.	5.—
52	Neat cattle :	
	(a) For slaughter :	
	(1) Weighing each more than 500 kg..	8.50
	(2) Other	10.—
		per head
	(b) Serviceable or breeding	50.—
	(c) Young neat cattle	35.—
	(d) Calves	4.—
ex 55	Swine, weighing :	per 100 kg.
	(c) Over 40 kg. and up to 110 kg..	18.—
		per head
	(d) Over 110 kg. (fat swine)	Free.
ex 56	Horses :	
	(b) Serviceable :	
	(1) Of Noric stock :	
	(α) Over two years old	130.—
	(β) Up to two years old.	75.—
	(2) Of Arab stock :	
	(α) Over two years old	60.—
	(β) Up to two years old	30.—
ex 60	Fish, fresh :	per 100 kg.
	(b) Other, excluding trout	5.—
72	Hog's fat ; bacon, melted down or not (lard)	10.—
ex 75	Edible oils, fit for immediate use :	
	(a) (1) Oil of pumpkin seeds, in casks, skins, bladders and other ordinary trade packages, weighing 25 kg. or upwards	Free.
ex 86	Distilled spirituous liquors :	
	ex *(c)* *Slibowitz*, of not more than 50 % volume alcohol content	75.—
ex 96	Meat :	
	(a) Fresh, frozen (except oversea frozen meat), salted :	
	(1) Swine, slaughtered and cleaned, whole, weighing over 90 kg., or in halves, weighing over 45 kg.	3.—

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droits de douane en couronnes-or
		par 100 kg.
	2° Porcs d'engrais, abattus, vidés et débarrassés de la graisse en pièces entières ou moitiés	6,—
	3° Porc dépecé (carrés, cuisse, épaule, collet, poitrine)	30,—
	4° Autres parties du porc	26,—
	5° Viande de bœuf (à l'exception du veau)	23,—
	6° Abats (à l'exception de la langue) des animaux des N°s 52 à 57	4,—
	7° Autres viandes	12,—
	c) Préparée (séchée, en saumure, fumée, même cuite)	45,50
ex 97	Saucissons de viande :	
	ex *a)* ordinaires et ex *b)* fins :	
	1° Saucissons au raifort, *Knackwürste*, Extrawürste, saucissons de foie (à l'exception des saucissons de foie de volaille), boudin, saucissons pressés, saucissons de la Carniole	34,—
	2° Saucissons à cuire de toutes sortes, préparés en majeure partie avec du bœuf ; saucissons de Gotha	74,50
	3° Saucisses de jambon grossièrement hâché	94,50
	4° Salami, préparé à la manière hongroise	60,—
ex 106	Conserves de fruits :	
	c) Marmelade de prunes (lequar)	2,—
ex 107	Comestibles, non spécialement dénommés et aliments de toutes sortes, en récipients hermétiquement fermés, pourvu qu'ils ne soient pas soumis ailleurs à des droits plus élevés :	
	ex *c)* Conserves de légumes :	
	Concombres en fûts et en tonnelets :	
	α) Pesant brut moins de 50 kg., ainsi que les concombres à moutarde	25,—
	β) Autres	11,—
	Haricots verts, en récipients hermétiquement fermés	38,—
ex 297	Frises, listels, baguettes et planches rabotées :	
	a) Bruts, passés au mordant, teints, vernis, laqués ou polis	5,—
ex 303	Articles non spécialement dénommés, en bois fins ou plaqués de bois fins, même rabotés (unis ou profilés), etc. :	
	Fûts en douves de chêne, bruts	16,—

c) *Sont ajoutés :*

N° du tarif	Désignation des marchandises	Droits de douane en couronnes-or
		par 100 kg.
23	Froment, méteil, épeautre	2,—
24	Seigle	2,—
26	Avoine	2,—
ex 88	Vin mousseux, originaire et provenant du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	150,—
ex 106	Conserves de fruits :	
	ex *b)* Jus de fruits et de baies, condensés ou édulcorés, moût condensé, marmelades :	
	Jus de pommes condensé, sans addition de sucre	2,—

Tariff No.	Designation of goods	Duty in gold kronen
		per 100 kg.
	(2) Fat swine, slaughtered, cleaned and with the fat removed, whole, or in halves	6.—
	(3) Pork cut up (breast, leg, shoulder, neck, brisket)	30.—
	(4) Other parts of swine	26.—
	(5) Beef (not including veal)	23.—
	(6) Offal (excluding tongue) of the animals named in Nos. 52 to 57	4.—
	(7) Other	12.—
	(c) Prepared (i.e., dried, pickled, smoked, also boiled)	45.50
ex 97	Meat sausages :	
	ex *(a)* Ordinary and ex *(b)* fine :	
	(1) Horse-radish sausages, saveloys, Extrawürste, liver sausages, (excluding poultry liver sausages) black pudding, pressed sausages, Carniola sausages	24.—
	(2) Cooking sausages of all kinds, of which beef is the chief constituent ; Gotha sausages	74.50
	(3) Ham sausages, coarsely minced	94.50
	(4) Salami, prepared in the Hungarian manner	60.—
ex 106	Fruit preserves :	
	(c) Plum jam *(Lequar)*	2.—
ex 107	Comestibles not specially mentioned and foodstuffs of all kinds in airtight receptacles, not elsewhere liable to higher rates of duty :	
	ex *(c)* Preserves of vegetables :	
	Cucumbers, in casks and barrels :	
	(α) Weighing under 50 kg. and cucumbers pickled with mustard	25.—
	(β) Other	11.—
	French beans, in air-tight receptacles	38.—
ex 297	Friezes, fillets, reglets and planks, planed :	
	(a) Rough, stained, dyed, varnished, lacquered or polished	5.—
ex 303	Wares, not specially mentioned, of fine wood, or veneered with fine wood, whether planed or not (smooth or profiled) etc. :	
	Casks of oak wood, rough	16.—

(c) *Add :*

Tariff No.	Designation of goods	Duty in gold kronen
		per 100 kg.
23	Wheat, meslin, spelt	2.—
24	Rye	2.—
26	Oats	2.—
ex 88	Sparkling wines originating in and coming from the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	150.—
ex 106	Fruit preserves :	
	ex *(b)* Juices of fruits and berries, inspissated or sweetened, inspissated must, marmalade :	
	Condensed juice of apples, without the addition of sugar	2.—

Article III.

Les deux Parties contractantes, en vue d'assurer mutuellement la protection des droits d'auteur en matière littéraire et artistique, conviennent d'appliquer les dispositions de la Convention de Berne, revisée, du 13 novembre 1908.

Article IV.

Le remboursement des droits perçus lors de l'importation d'échantillons et de modèles taxés ou d'emballages de toute nature, s'effectuera, en cas de réexportation, un mois au plus tard après celle-ci, auprès de tous les bureaux de frontière et bureaux de douane intérieurs, investis des pouvoirs nécessaires. Les Parties contractantes se communiqueront la liste des bureaux douaniers qui sont autorisés à effectuer ces remboursements.

Le même délai sera appliqué en ce qui concerne la restitution des cautionnements effectués pour garantir le paiement des droits en question ; la restitution ne pourra toutefois avoir lieu qu'au bureau de douane auprès duquel le cautionnement a été effectué.

Article V.

Le Protocole final du Traité de commerce du 3 septembre 1925 est modifié ou complété comme suit :

L'alinéa 5 de l'article 16 sera libellé comme suit :

« Les dispositions de l'article 16 ne s'appliqueront pas aux personnes qui se livrent au colportage ; chacune des Parties contractantes se réserve le droit de subordonner cette forme de commerce à des autorisations spéciales. Toutefois, les colporteurs qui ressortissent au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et sont originaires des districts de Kocevije, Logatec, Novo Mesto et Černomelj, seront autorisés à se livrer au colportage sur le territoire de la République d'Autriche pour vendre les articles en bois qu'ils fabriquent à domicile, ainsi que des fruits du Midi. Il leur est également permis de réparer des objets endommagés et d'emporter à cet effet les produits semi-ouvrés et le matériel nécessaires. Les dispositions applicables aux nationaux en ce qui concerne l'exercice du colportage et du commerce ambulant s'appliqueront également auxdits colporteurs. Les personnes susmentionnées devront être munies de cartes de légitimation ordinaires, établies par l'autorité de police compétente ; ces cartes seront valables pour une année. Lorsque le titulaire de la carte de légitimation passe d'un district à un autre, il est tenu de faire viser la carte par l'autorité administrative du district. Le visa est accordé gratuitement. »

AD ANNEXES TARIFAIRES A ET B.

I. Au tarif douanier du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (Annexe A).

Sont ajoutés :

Ad n° 316 — Couvertures de déchets.

Lors du dédouanement des couvertures de déchets avec des bordures en une ou plusieurs couleurs, les taxes additionnelles de 40 ou de 60 % respectivement, prévues dans la Remarque du N° 1 des Notes générales de la Catégorie V du tarif douanier, sont calculées par rapport au droit conventionnel de base de 120,—.

Article III.

The two Contracting Parties, with a view to reciprocal protection in the matter of literary and artistic copyright, agree to apply the provisions of the Berne Convention, as revised on November 13, 1908.

Article IV.

The refund of duties paid on the importation of dutiable patterns and models or packing of any kind shall be effected, in case of re-export, at latest one month after this operation, at any frontier or inland Customs office possessing the necessary powers. The Contracting Parties shall communicate to each other a list of the Customs offices thus empowered.

The same period shall apply as regards the release of the security deposited for payment of these duties; application can, however, only be made for such release at the Customs office with which the security was deposited.

Article V.

The Final Protocol to the Commercial Treaty of September 3, 1925, shall be modified and supplemented as follows:

Paragraph 5 *of Article* 16 shall read as follows:

> " The provisions of Article 16 shall not apply to persons engaged in itinerant trade, each of the Contracting Parties reserving the right to make such trade conditional on the issue of special permits. Nevertheless, hawkers nationals of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, who belong to the districts of Koćevije, Logatec, Novo Mesto and Černomelj, shall be allowed to sell wooden articles manufactured in their homes, and also southern fruits, in the territory of the Austrian Republic. They shall also be permitted to repair damaged objects and to bring with them for this purpose the necessary half-finished goods and material. The provisions relating to hawking and the exercise of itinerant trade applicable to nationals shall also be applicable to them. The said persons shall be provided with ordinary identity cards issued by the competent police authorities and valid for one year. On passing from one district to another, the holder shall be bound to have his identity card endorsed by the district administrative authorities. Such endorsement shall be given free of charge."

AD TARIFF ANNEXES A AND B.

I. Ad Customs Tariff of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (Annex A).

Add:

Ad 316: *Coverlets (made of Seraps of cloth).*

The additional colour taxes of 40 or 60 % respectively payable on covers in accordance with the Note to Point 1 of the General Notes on Section V of the Customs Tariff, shall be calculated on the conventional basic duty of 120.

Ad n° 463 — Autres papiers à lettres, etc.

Le papier à lettres et les enveloppes présentant une ou plusieurs lignes ou dessins en filigrane, répartis sur toute la surface du papier et n'ayant pas pour objet de permettre d'écrire horizontalement (c'est-à-dire des lignes ou dessins qui ne sont pas perpendiculaires au pli et, séparés par des intervalles correspondant à la largeur habituelle des lignes) ne sont pas considérés comme du papier à lettres ou des enveloppes avec lignes d'ornementation ou images et sont donc passibles du droit du n° 463. On reconnaît cette catégorie de papier à lettres et d'enveloppes de papier de ce genre au fait que les parties en filigrane se distinguent du reste du papier par une plus grande transparence. La doublure des enveloppes en papier de soie n'entre pas en ligne de compte pour le dédouanement.

Ad. n° 534. — Articles non spécialement dénommés, en argent.

Les articles en argent des n°s 534/1 *b)* et 2 *c)*, peuvent être dorés en partie ou sur toute la surface, ou même plaqués d'or par quelque procédé que ce soit : dans ce dernier cas, le placage en or n'est pas considéré comme une combinaison et ces articles en argent ne sont pas, de ce fait, considérés et dédouanés comme des articles en or.

AU TARIF DOUANIER AUTRICHIEN (ANNEXE B).

a) Sont modifiés et seront libellés comme suit :

Ad n° 75/a 1°, Huile de graine de courges en fûts, etc.

La franchise douanière sera accordée aussi longtemps que les graines de courge ne seront pas frappées d'un droit de sortie dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

b) Sont ajoutés :

Ad n° 31 ; Farine, etc.

Le droit de 5.— sera maintenu aussi longtemps que l'Autriche appliquera également le même droit à la Hongrie. Au cas où l'Autriche et la Hongrie conviendraient d'un droit différent, celui-ci s'appliquera également, à titre consolidé, au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes pendant toute la durée de l'accord entre l'Autriche et la Hongrie.

Ad n° 35/b 2° ; Pommes en caisses ou en fûts.

Le droit de 3,50 ou de 5.— respectivement s'applique aux pommes en caisses ou en fûts, qui ne sont pas enveloppées une à une ou qui, sans être enveloppées de cette manière, ne sont pas non plus séparées par des couches de laine de papier, de paille de bois, de copeaux, d'ouate, etc. Par contre, il est permis de revêtir l'intérieur des caisses et des fûts de paille ou de papier.

Ad n° 36/a 2° ; Prunes séchées à l'air ou au four, autrement emballées.

Le droit de 2,50 sera appliquable aussi longtemps que le droit de sortie dont le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes frappe les prunes non étuvées ne dépassera pas 20 paras-or par 100 kg.

Ad n° 86/c, Slibowitz.

Le droit de 75.— ne s'applique qu'au Slibowitz dont la teneur en alcool ne dépasse pas 50 % du volume et qui est accompagné d'un certificat d'origine de la Chambre de Commerce compétente

Ad 463 : *Other notepaper, etc.*

Notepaper and envelopes with one or more lines or designs in the watermark, spread over the whole surface of the paper and not intended to facilitate writing in a horizontal direction (that is, not perpendicular to the fold and not separated by the distance usually found between the lines), shall not be considered as notepaper or envelopes with ornamental lines or pictures and shall be dutiable under No. 463. Such goods can be recognised by the fact that the watermarked parts stand out from the rest of the paper by reason of their greater transparency. The lining of envelopes with tissue-paper is not taken into account for purposes of Customs duties.

Ad 534 : *Articles not elsewhere enumerated, of silver.*

Articles of silver coming under Nos. 534/1 *b)* and 2 *c)* may be partly gilt or gilt over the whole surface, or even gold-plated by any process ; in the latter case, the gold plating will not be considered as a combination, and such silver articles will consequently not be considered or treated as gold articles for Customs purposes.

II. Ad Austrian Customs Tariff (Annex B).

a) The following shall be modified and shall read as follows :

Ad No. 75/a) 1 : *Oil of pumpkin-seeds, in casks, etc.*

Customs exemption shall be maintained as long as pumpkin-seeds are not subject to export duties in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

b) Add :

Ad No. 31 : *Flour, etc.*

The duty of 5 shall be maintained as long as Austria also applies this Customs rate to Hungary. Should Austria and Hungary agree upon a different Customs rate, this shall also apply as a consolidated duty to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, as long as the agreement between Austria and Hungary remains in force.

Ad No. 35/b) 2 : *Apples in boxes or casks.*

The duty of 3.50 or 5 respectively shall apply to apples in boxes or barrels, if the apples are not wrapped separately and are not separated from one another by special intervening layers of paper-wool, wood-wool, shavings, cotton-wool, etc. ; nevertheless it shall be permitted to line the boxes or barrels with straw or paper.

Ad No. 36/a) 2 : *Plums, sun-dried or kiln-dried, otherwise packed.*

The duty of 2.50 shall apply as long as the export duty levied by the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes on non-stewed plums does not exceed 20 gold paras per 100 kilogrammes.

Ad No. 86/c) : *Slibowitz.*

The duty of 75 shall only apply to Slibowitz of not more than 50 % volume alcohol content, accompanied by a certificate of origin from the competent Chamber of Commerce of the Kingdom

du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes attestant qu'il s'agit de Slibowitz naturel (non additionné d'alcool).

Ad n° 96/a 2° : Porcs d'engrais.

Le traitement de faveur n'est accordé que pour la viande de porcs qui doivent être considérés comme « porcs d'engrais », au sens technique usuel de cette expression. La viande des « porcs d'engrais », lorsqu'on la coupe transversalement, présente une apparence entièrement marbrée (les tissus musculaires étant fortement envahis par les graisses).

Pour autant qu'il ne s'agit pas de porcs de la race Mangalica (reconnaissables à leur viande foncée et à l'épine dorsale fortement incurvée et relativement courte des animaux dont la charpente osseuse a atteint son complet développement), le traitement de faveur ne peut être réclamé que si le poids du porc abattu et débarrassé de la graisse dépasse 60 kg. pour les animaux entiers et 30 kg. pour les moitiés.

Le Gouvernement fédéral autrichien a le droit de vérifier si la viande pour laquelle est réclamé le droit de douane réduit doit être considérée comme viande de porcs d'engrais. La nature de cette vérification peut être fixée par le Gouvernement fédéral autrichien, soit par voie de mesure générale soit librement dans chaque cas particulier.

L'importation devra s'effectuer par le Bureau douanier autrichien de Vienne-Grossmarkthalle, à moins que le Gouvernement fédéral autrichien n'établisse certaines exceptions pour les viandes importées par des fabriques de salamis.

Ad n° 96/c : Viande, préparée.

Le droit de 45,50 suppose un droit de 18.— par 100 kg. pour les porcs pesant plus de 40 et jusqu'à 110 kg. (N° 55 *c*). Au cas où ce droit serait réduit, celui du N° 96 *c* sera abaissé de 225 % de la différence.

Ad n° 97 : Saucissons de viande.

Les droits de 34.—, de 74.50 et de 94.50 respectivement supposent un droit de 10.— par 100 kg. pour les animaux de boucherie pesant jusqu'à 500 kg. (N° 52 *a*/2), et de 18.— par 100 kg. pour les porcs pesant plus de 40 jusqu'à 110 kg. (N° 55 *c*). Au cas où l'un de ces droits serait réduit, les droits du N° 97 ex *a)* et *b)*, chiffres 1, 2 et 3 seront abaissés en % de la différence, conformément au tableau suivant :

1. Réduction des droits de douane afférents aux animaux de boucherie du N° 52/*a)* 2 :

N° 97 ex *a)* et *b)* 1	220 %	de la différence.
N° 97 » *a)* » *b)* 2	180 %	» » »
N° 97 » *a)* » *b)* 3	150 %	» » »

2. Réduction des droits afférents aux porcs du N° 55*c)* :

N° 97 ex *a)* et *b)* 1	35 %	de la différence.
N° 97 » *a)* » *b)* 2	170 %	» » »
N° 97 » *a)* » *b)* 3	300 %	» » »

Au cas où les droits du N° 52 *a)* 2 et du N° 55 *c)*, seraient tous les deux réduits et ramenés au-dessous de 10,— et de 18,— respectivement, les réductions calculées en % devront être additionnée.

Le droit afférent au salami, préparé à la manière hongroise, sera maintenu aussi longtemps que l'Autriche appliquera ce même droit à la Hongrie. Au cas où l'Autriche et la Hongrie conviendraient d'un droit différent, celui-ci s'appliquera également, à titre consolidé, au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes pendant toute la durée de l'accord entre l'Autriche et la Hongrie.

of the Serbs, Croats and Slovenes, certifying that it is natural Slibowitz (without the addition of alcohol).

Ad No. 96/a) 2 : *Fat swine.*

Preferential Customs treatment shall apply only to the flesh of swine coming under the head of " fat swine ", in the usual technical meaning of the term. The flesh of fat swine when cut crosswise has a consistently streaky appearance (the muscular tissues being heavily streaked with fat).

Except in the case of swine of Mangalica breed (recognisable by the dark meat and by the fact that, when the animal's bone development is complete, the spinal column is much arched and relatively short), preferential treatment can only be claimed if the weight of the slaughtered swine, after the removal of the fat, exceeds 60 kg. for whole animals or 30 kg. for halves of animals.

The Austrian Federal Government shall have the right to ascertain whether the meat for which the reduced Customs rate is claimed should be regarded as meat of fat swine. The method of examination may be fixed by the Austrian Federal Government in general terms or at its discretion for each individual case.

Importation shall be effected through the Austrian Customs office of Vienna — *Grossmarkthalle,* unless the Austrian Federal Government lays down certain exceptions for meat imported by salami factories.

Ad No. 96/c) : *Meat, prepared.*

The duty of 45.50 kronen presupposes a rate of 18 kronen per 100 kg. for swine weighing over 40 kg. and up to 110 kg. (No. 55 *c*). Should this rate be reduced, the duty for No. 96 *c*) shall be reduced by 225 % of the difference.

Ad No. 97 : *Meat sausages.*

The duties of 34, 74.50 and 94.50 kronen, respectively, presuppose a rate of 10 kronen per 100 kg. for slaughter animals weighing up to 500 kg. (No. 52*a/c*) and a rate of 18 kronen per 100 kg. for swine weighing over 40 kg. and up to 110 kg. (No. 55*c*). Should any one of these rates be reduced, the duties under No. 97 ex *a)* and *b)*, Figures 1, 2 and 3, shall be reduced, in terms of percentages of the difference, according to the following table :

1. *Reduction of Customs duties for slaughter animals coming under No.* 52/a 2.

No. 97 ex *(a)* and *(b)* 1	.....	220 %	of	the	difference.
No. 97 » *(a)* » *(b)* 2	.....	180 %	»	»	»
No. 97 » *(a)* » *(b)* 3	.....	150 %	»	»	»

2. *Reduction of Customs duties for swine coming under No.* 55 *c.*

No. 97 ex *(a)* and *(b)* 1	.....	35 %	of	the	difference.
No. 97 » *(a)* » *(b)* 2	.....	170 %	»	»	»
No. 97 » *(a)* » *(b)* 3	.....	300 %	»	»	»

Should the rates for No. 52/*a*) 2 and No. 55 *c*) both be reduced to less than 10 and 18 kronen, respectively, the reductions calculated in terms of percentages shall be added together.

The duty on salami prepared in the Hungarian manner shall be maintained as long as Austria also applies this duty to Hungary. Should Austria and Hungary agree upon a different Customs rate this shall also apply, as a consolidated duty to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, as long as the agreement between Austria and Hungary remains in force.

Ad n° 106 b) : Jus de pommes condensé.

Le droit de 2.— s'applique au jus de fruit brun foncé, extrait des pommes, non additionné de sucre et réduit par condensation à 20 % environ de substance sèche ; ce jus doit avoir le goût amer (de brûlé) que produit la cuisson à feu ouvert.

Article VI.

Le présent accord est valable jusqu'au 30 juin 1931. S'il n'a pas été dénoncé trois mois avant l'expiration de cette période, il demeurera en vigueur et pourra, par la suite, être dénoncé en tout temps, de manière à expirer trois mois après la date de la dénonciation. D'autre part, l'article 26, alinéa 2, du Traité de commerce du 3 septembre 1925, est modifié en ce sens que les dispositions convenues au sujet de la dénonciation du présent avenant, s'appliquent également audit traité, qui forme avec cet avenant un tout uniforme.

Article VII.

Le présent accord, qui a été établi en double exemplaire en langue allemande et en langue serbo-croate, sera ratifié aussitôt que possible. Les instruments de ratification seront échangés à Vienne.

Il entrera en vigueur le dixième jour après l'échange des instruments de ratification.

Les deux gouvernements se réservent toutefois le droit de le mettre en vigueur provisoirement, en totalité ou en partie, à une date antérieure, si les dispositions législatives en vigueur dans leurs pays respectifs le permettent.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Vienne, le 9 juillet 1928.

Pour la République d'Autriche :

(Signé) SEIPEL.
(Signé) SCHURFF.
(Signé) And. THALER.

Pour le Royame des Serbes, Croates et Slovènes :

(Signé) JEVTIĆ.
(Signé) TODOROVIĆ.

Ad No. 106/b) : *Condensed apple juice.*

The duty of 2 kronen shall apply to the dark brown juice extracted from apples, without the addition of sugar, and reduced by condensation to about 20 % of the dry substance ; such juice shall have the bitter (burnt) taste produced by cooking over an open fire.

Article VI.

The present Convention shall remain in force until June 30, 1931. Unless it is denounced three months before the expiry of that period, it shall remain in force and can subsequently be denounced at any time, with effect as from three months after the date of denunciation. Furthermore, Article 26, paragraph 2, of the Commercial Treaty of September 3, 1925, shall be so amended that the provisions decided upon for the denunciation of the present Additional Agreement shall also apply to the said Treaty, of which this Additional Agreement forms an integral part.

Article VII.

The present Agreement which has been drawn up in two copies, in German and in the Serb-Croat language, shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be exchanged at Vienna.

It shall come into force on the tenth day after the exchange of the instruments of ratification.

Nevertheless, both Governments reserve the right to put the Agreement into force provisionally, either wholly or in part, on a previous date, in so far as this is permissible under the laws in force in their respective countries.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done at Vienna on July 9, one thousand nine hundred and twenty-eight.

For the Austrian Republic :

(Signed) SEIPEL.
(Signed) SCHÜRFF.
(Signed) And. THALER.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

(Signed) JEVTIĆ.
(Signed) TODOROVIĆ.

N° 1937.

GUATÉMALA ET PAYS-BAS

Traité de commerce. Signé à Guatémala, le 12 mai 1927.

GUATEMALA AND THE NETHERLANDS

Treaty of Commerce. Signed at Guatemala, May 12, 1927.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N° 1937. — HANDELSVERDRAG [1] TUSSCHEN NEDERLAND EN GUATEMALA. GETEEKEND TE GUATEMALA DEN 12 MEI 1927.

Textes officiels néerlandais et espagnol communiqués par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 26 janvier 1929.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN en DE PRESIDENT VAN DE REPUBLIEK GUATEMALA, bezield met den wensch, de economische betrekkingen tusschen beide landen te bevorderen, zijn overeengekomen een handelsverdrag te sluiten en hebben te dien einde tot Hunne Gevolmachtigden benoemd ;

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Den heer René Charles Théodore ROOSMALE NEPVEU, Hoogstderzelver Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij de Regeering der Republiek Guatemala ;

DE PRESIDENT DER REPUBLIEK GUATEMALA :

Den heer Dr. José MATOS, Minister van Buitenlandsche Zaken der Republiek ;

Die, na hunne volmachten uitgewisseld en in goede orde bevonden te hebben, het volgende overeengekomen zijn :

Artikel I.

1. De onderdanen van elke der Hooge Verdragsluitende Partijen zullen op het grondgebied der andere Partij in alle opzichten en in het bijzonder voor wat betreft de vestiging en de uitoefening van den handel, de nijverheid en de scheepvaart, de bescherming van hun persoon, hunne roerende en onroerende goederen, op minstens even gunstige wijze behandeld worden als de onderdanen der meestbegunstigde natie.

2. Het zal hun vrijstaan, hunne zaken op het grondgebied der andere Partij te regelen, hetzij persoonlijk, hetzij door een tusschenpersoon van hun eigen keuze, zonder te dezen opzichte aan eenige andere beperkingen te zijn onderworpen dan die, vastgesteld bij de op genoemd grondgebied van kracht zijnde wetten en voorschriften.

3. Zij zullen voor de uitoefening van hunnen handel, hunne nijverheid of hunne scheepvaart op het gebied der andere Partij geene andere of hoogere belasting, heffing of recht betalen dan die, welke van de nationalen geheven worden.

Artikel II.

1. De naamlooze vennootschappen en andere vereenigingen op het gebied van handel, nijverheid of financiën, daaronder begrepen de scheepvaartmaatschappijen, die haar zetel hebben op het

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Guatémala, le 17 novembre 1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N° 1937. — TRATADO[1] COMERCIAL ENTRE LOS PAISES BAJOS Y GUATEMALA. FIRMADO EN GUATEMALA, EL 12 DE MAYO DE 1927.

Dutch and Spanish official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Treaty took place January 26, 1929.

SU MAJESTAD LA REINA DE LOS PAISES BAJOS y EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE GUATEMALA, animados del deseo de favorecer las relaciones económicas entre ambos paises, han convenido en concluir un tratado de comercio y con tal fin han nombrado como sus Plenipotenciaros,

SU MAJESTAD LA REINA DE LOS PAISES BAJOS :

Al señor René Charles Théodore ROOSMALE NEPVEU, Su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario cerca del Gobierno de la República de Guatemala ;

EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA DE GUATEMALA :

Al señor Doctor don José MATOS, Ministro de Relaciones Exteriores de la República.

Los cuales, después de haberse communicado sus plenos poderes y encontrarlos en buen orden, han convenido en lo siguiente :

Artículo I.

1.—Los nacionales de cada una de las Altas Partes contratantes serán tratados en el territorio de la otra Parte, en todos conceptos, y especialmente en lo que concierne al establecimiento y al ejercicio del comercio, de la industria y de la navegación, la protección de su persona, sus bienes muebles e immuebles por lo menos tan ventajosamente como los nacionales de la nación más favorecida.

2.—Ellos tendrán libertad de arreglar sus negocios en el territorio de la otra Parte, ya personalmente o por intermediario de su propia elección, sin someterse a este respecto a otras restricciones que las que estén establecidas por las leyes y reglamentos vigentes en dicho territorio.

2.—Ellos no estarán sujetos a pagar por el ejercicio de su comercio, de su industria o de su navegación en el territorio de la otra Parte, ningún impuesto, contribución o derecho diferente o más elevado que los que se aplican a los nacionales.

Artículo II.

1.—Las sociedades anónimas y otras commerciales, industriales o financieras, inclusive las compañías de navegación, que tengan su residencia en el territorio de una de las Altas Partes contra-

[1] The exchange of ratifications took place at Guatemala, November 17, 1928.

grondgebied van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen en die, volgens de wetten dier Partij, daar op rechtsgeldige wijze zijn opgericht, zullen evenzeer bevoegd zijn om op het grondgebied der andere Partij al hare rechten te verdedigen en in het bijzonder in rechte op te treden, mits zij zich onderwerpen aan de daarop betrekking hebbende wetten en voorschriften, die op het grondgebied dier andere Partij van kracht zijn.

2. De toelating der hierbovenbedoelde, op rechtsgeldige wijze op het grondgebied van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen opgerichte vennootschappen, die, na de inwerkingtreding van dit verdrag, hare werkzaamheden zullen willen uitstrekken tot het grondgebied der andere Partij, en die te dien einde eene bijzondere machtiging zouden behoeven, zal geregeld worden door de wetten en voorschriften, die op het grondgebied van den betrokken Staat van kracht zijn.

3. Alle eenmaal wettig gevestigde vennootschappen zullen in elk opzicht de behandeling der meestbegunstigde natie genieten.

Artikel III.

1. De producten van bodem of nijverheid van Nederlandschen, Nederlandsch-Indischen, Surinaamschen of Curaçaoschen oorsprong, zullen, bij invoer in Guatemala, en de producten van bodem en nijverheid van Guatemalaanschen oorsprong, zullen, bij invoer in Nederland, Nederlandsch Indië, Suriname en Curaçao aan geene andere of hoogere rechten onderworpen zijn, dan die,waaraan de producten van bodem en nijverheid van welken anderen Staat ook onderworpen zijn. Geene verboden, noch beperkingen zullen worden gehandhaafd of ingesteld betreffende den invoer in Guatemala van eenig product van bodem of nijverheid van Nederlandschen, Nederlandsch-Indischen, Surinaamschen of Curaçaoschen oorsprong, of van den invoer in Nederland, Nederlandsch-Indie, Suriname of Curaçao van eenig product van bodem of nijverheid van Guatemalaanschen oorsprong, die niet eveneens toegepast worden op den invoer van dezelfde artikelen van welken anderen Staat ook.

2. De producten van bodem of nijverheid van Nederlandschen, Nederlandsch-Indischen, Surinaamschen of Curaçaoschen oorsprong zullen bij uitvoer naar Guatemala en de producten van bodem en nijverheid van Guatemalaanschen oorsprong zullen, bij uitvoer naar Nederland, Nederlandsch-Indië, Suriname of Curaçao aan geene andere of hoogere rechten onderworpen zijn, dan waaraan dezelfde producten bij uitvoer naar het grondgebied van welken anderen Staat ook onderworpen zijn.

Geene verboden, noch beperkingen zullen gehandhaafd of ingesteld worden betreffende den uitvoer naar Guatemala van eenig product van bodem of nijverheid van Nederlandschen, Nederlandsch-Indischen, Surinaamschen of Curaçaoschen oorsprong, of van den uitvoer naar Nederland, Nederlandsch-Indië, Suriname of Curaçao van eenig product van bodem of nijverheid van Guatemalaanschen oorsprong, die niet eveneens toegepast worden op den uitvoer van dezelfde artikelen naar het grondgebied van welken anderen Staat ook.

3. De producten van bodem en nijverheid van Nederlandschen, Nederlandsch-Indischen, Surinaamschen en Curaçaoschen oorsprong zullen, bij doorvoer door Guatemala, en de producten van bodem en nijverheid van Guatemalaanschen oorsprong zullen bij doorvoer door Nederland, Nederlandsch-Indië, Suriname of Curaçao, wederkeerig zijn vrijgesteld van alle doorvoerrechten, hetzij de doorvoer rechtstreeks plaats vindt, dan wel dat deze onderbroken wordt door lossing, opslag of wederinlading.

Artikel IV.

1. De aan rechten onderworpen en als monsters dienende voorwerpen, met uitzondering van de goederen waarvan de invoer is verboden, zullen wederzijds onder tijdelijke vrijstelling van rechten worden toegelaten, mits in acht worden genomen de douaneformaliteiten, noodig om hunnen algeheelen wederuitvoer te verzekeren.

2. De herkenningsteekens door de autoriteiten van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen op de monsters aangebracht ter vaststelling van hun identiteit, zullen worden erkend door de autoriteiten van de andere Partij, die desniettemin de bevoegdheid zullen hebben om in alle gevallen waar hun zulks noodig zal voorkomen, daarnaast de nationale herkenningsteekens aan te brengen.

tantes, legalmente constituídas conforme a las leyes de dicha Parte, serán autorizadas igualmente en el territorio de la otra Parte para defender todos sus derechos y especialmente tendrán fácil acceso a los Tribunales, sometiéndose a las leyes y ordenanzas respectivas, vigentes en el territorio de la otra Parte.

2.—La admisión de las sociedades precitadas, legalmente constituídas en el territorio de una de las Altas Partes contratantes, que desearen, después de entrar en vigor el presente Tratado, extender su actividad en el territorio de la otra Parte y que, para dicho efecto, necesitaren un permiso especial, será regida por las leyes y ordenanzas vigentes en el territorio de dicho Estado.

3.—Todas las sociedades, una vez legalmente establecidas, gozarán en todo sentido del tratamiento acordado a la nación más favorecida.

Artículo III.

1.—Los productos naturales o fabricados originarios de los Países Bajos, de las Indias Neerlandesas, de Surinam o de Curazao, importados a Guatemala, y los productos naturales o fabricados originarios de Guatemala importados a los Países Bajos, a las Indias Neerlandesas, a Surinam o a Curazao, no serán sujetos a derechos diferentes o más elevados de los que se aplican a los productos naturales o fabricados originarios de un tercer Estado.

Ni prohibiciones ni restricciones serán mantenidas o impuestas contra la importación de un producto natural o fabricado originario de los Países Bajos, de las Indias Neerlandesas, de Surinam o de Curazao en Guatemala, o de un producto natural o fabricado originario de Guatemala en los Países Bajos, en las Indias Neerlandesas, en Surinam o en Curazao, que no se apliquen igualmente a la importación de los mismos artículos procedentes de un tercer Estado.

2.—Los productos naturales o fabricados de los Países Bajos, de las Indias Neerlandesas, de Surinam o de Curazao, exportados a Guatemala, y los productos naturales o fabricados originarios de Guatemala exportados a los Países Bajos, a las Indias Neerlandesas, a Surinam o a Curazao, no serán sujetos a otros derechos o a derechos más elevados que los que se aplican a los mismos artículos exportados al territorio de un tercer Estado.

Ni prohibiciones ni restricciones serán mantenidas o impuestas contra la exportación de un producto natural o fabricado originario de los Países Bajos, de las Indias Neerlandesas, de Surinam o Curazao a Guatemala o contra la exportación de un producto natural o fabricado originario de Guatemala a los Países Bajos, en las Indias Neerlandesas, a Surinam o a Curazao, que no se apliquen igualmente a la exportación de los mismos artículos en el territorio de un tercer Estado.

3.—Los productos naturales o fabricados originarios de los Países Bajos, de las Indias Neerlandesas, de Surinam o de Curazao en tránsito por Guatemala y los productos naturales o fabricados originarios de Guatemala en tránsito por los Países Bajos, las Indias Neerlandesas, Surinam o Curazao estarán exentos por reciprocidad de todo derecho de tránsito, ya pasen directamente en tránsito, o que el tránsito sea interrumpido por descarga, almacenaje o recarga.

Artículo IV.

1.—Los objetos sujetos a derecho y utilizados a título de muestras, a excepción de mercaderías prohibidas, serán admitidos por ambas partes en franquicia temporal, a reserva de la observación de las formalidades aduaneras necesarias para asegurar la reexportación íntegra de dichos objetos.

2.—Las marcas de reconocimiento fijadas a las muestras para establecer su identidad por las autoridades de una de las Altas Partes contratantes, serán reconocidas por las autoridades de la otra Parte que también conservan la facultad, en todos los casos en que les parezca necesario, de fijar también las marcas nacionales de reconocimiento.

3. Het voorrecht van dezen vrijdom kan worden ingetrokken voor de handelsreizigers en handelshuizen, die zich niet houden aan de vastgestelde voorwaarden.

Artikel V.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich wederkeerig, voor wat betreft de scheepvaart, de onderdanen van de andere Partij als hunne eigen onderdanen te behandelen ; de besturen van de Nederlandsche Overzeesche Gewesten zullen echter volkomen vrijheid van wetgeving behouden met betrekking tot de kustvaart.

Artikel VI.

1. Voor alle gevallen, die niet voorzien zijn in de voorgaande artikelen en die betrekking hebben op den handel, de nijverheid, de scheepvaart en den consulairen dienst, staan de Hooge Verdragsluitende Partijen elkander wederzijds de behandeling op den voet der meestbegunstigde natie toe.

2. Er is overeengekomen, dat de clausule der meestbegunstigde natie geene betrekking heeft op douanebegunstigingen, door Guatemala toegekend of toe te kennen ten aanzien van producten herkomstig van de 4 republieken van Midden Amerika, Honduras, El Salvador, Nicaragua en Costa Rica.

3. Het den zevenden Maart negentienhonderd en veertien tusschen Nederland en Guatemala gesloten consulaire Verdrag[1] zal van kracht blijven.

Artikel VII.

Elk geschil over den uitleg, de toepassing of de uitvoering van dit Verdrag, dat door de Hooge Verdragsluitende Partijen niet langs diplomatieken weg zoude kunnen worden opgelost, zal onderworpen worden aan het Permanente Hof van Internationale Justitie.

Artikel VIII.

De bepalingen van dit verdrag zijn van toepassing op Nederland, Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao.

Curaçao omvat de eilanden Curaçao, Aruba, Bonaire, St. Eustatius, Saba en St. Martin (Nederlandsch gedeelte).

Artikel IX.

Dit verdrag zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingsoorkonden zullen zoodra mogelijk te Guatemala worden uitgewisseld.

Het zal in werking treden één maand na de uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden en zal van kracht blijven gedurende één jaar, te rekenen van den dag zijner inwerkingtreding, met stilzwijgende verlenging vóór eenzelfde periode tenzij het door eene der Hooge Verdragsluitende Partijen ten minste zes maanden voor den afloop mocht zijn opgezegd.

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteekend.

Gedaan in tweevoud te Guatemala, den twaalfden Mei negentienhonderd zeven en twintig.

R. Roosmale Nepveu.

[1] De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome XII, page 124.

3.—El beneficio de esta franquicia puede retirarse a los agentes viajeros y a las casas de comercio que no cumplan con las leyes vigentes a ese respecto.

Artículo V.

Las Altas Partes contratantes se comprometen mutuamente, en materia de navegación, a tratar a los nacionales de la otra Parte como a sus propios nacionales ; los Gobiernos de los territorios Neerlandeses de ultramar conservarán sin embargo, completa libertad de legislación en lo que concierne al cabotaje.

Artículo VI.

1.—Las Altas Partes contratantes se conceden reciprocamente el tratamiento de la Nación más favorecida en todos los casos no previstos en los artículos anteriores que se refieran al comercio, a la industria, a la navegación y al servico consular.

2.—Queda entendido que la cláusula de la Nación más favorecida no se aplicará cuando se trate de favores aduaneros concedidos o que puedan concederse por Guatemala a los productos originarios de las cuatro Repúblicas de Centroamérica (Honduras, El Salvador, Nicaragua y Costa Rica).

3.—La Convención consular celebrada entre los Países Bajos y Guatemala el día siete de marzo de mil novecientos catorce[1] permanecerá en vigor.

Artículo VII.

Toda controversia acerca de la interpretación, aplicación o ejecución del presente Tratado, que no pueda resolverse entre las Altas Partes contratantes por la vía diplomática, será sometida a la Corte Permanente de Justicia Internacional.

Artículo VIII.

Las disposiciones del presente Tratado son aplicables a los Países Bajos, a las Indias Neerlandesas, a Surinam y a Curazao.

Curazao comprende las islas de Curazao, Aruba, Buen Aire, San Eustaquio, Saba y San Martín (parte holandesa).

Artículo IX.

El presente Tratado será ratificado y las ratificaciones se canjearán en Guatemala tan pronto como fuere posible. Entrará en vigor un mes después del canje de las ratificaciones, y será obligatorio por el término de un año que empezará a correr desde la fecha que entre en vigor, se prorrogará por vía de tácita reconducción por un periodo igual, a condición que no fuere denunciado por una de las Altas Partes contratantes, por lo menos, seis meses antes de la fecha de su expiración.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios respectivos han firmado el presente Tratado. Hecho en dos ejemplares, en Guatemala, el día doce de mayo de mil novecientos veintisiete.

José MATOS.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 107, page 908.

[1] TRADUCTION.

N° 1937. — TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LES PAYS-BAS ET LE GUATEMALA. SIGNÉ A GUATÉMALA, LE 12 MAI 1927.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA, désireux de favoriser les relations économiques entre les deux pays, ont résolu de conclure un traité de commerce, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. René-Charles-Théodore ROOSMALE NEPVEU, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès du Gouvernement de la République du Guatémala ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA :

Le Dr Don José MATOS, ministre des Affaires étrangères de la République ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront traités, sur le territoire de l'autre Partie, sous tous les rapports, et notamment en ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce, de l'industrie et de la navigation, la protection de leur personne, leurs biens mobiliers et immobiliers, au moins aussi favorablement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

2. Ils seront libres de régler leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie, soit personnellement, soit par un intermédiaire de leur propre choix, sans être soumis à cet égard à d'autres restrictions que celles qui sont prévues par les lois et règlements en vigueur dans ledit territoire.

3. Ils n'auront à payer, pour l'exercice de leur commerce, de leur industrie ou de leur navigation dans le territoire de l'autre Partie, aucun impôt, taxe ou droit, autres ou plus élevés que ceux qui sont imposés aux nationaux.

Article II.

1. Les sociétés anonymes et autres sociétés commerciales, industrielles ou financières, y compris les compagnies de navigation, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et qui, d'après les lois de cette Partie, y sont légalement constituées, seront autorisées également sur le territoire de l'autre Partie à défendre tous leurs droits, et, en particulier, auront libre accès auprès des tribunaux, à la condition de se soumettre aux lois et ordonnances en vigueur sur le territoire de l'autre Partie.

2. L'admission des sociétés visées ci-dessus et légalement constituées sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, qui désireraient, après l'entrée en vigueur du présent traité,

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 1937. — TREATY OF COMMERCE BETWEEN THE NETHERLANDS AND GUATEMALA. SIGNED AT GUATEMALA, MAY 12, 1927.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF GUATEMALA, being desirous of promoting the development of commercial relations between the two countries, have resolved to conclude a commercial treaty and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

M. René Charles Théodore ROOSMALE NEPVEU, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Government of the Republic of Guatemala.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF GUATEMALA :

Dr. don José MATOS, Minister for Foreign Affairs of the Republic ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

1. The nationals of each of the High Contracting Parties shall, within the territory of the other Party, be treated in all respects, and especially as regards establishment and the carrying on of trade, industry and navigation, the protection of their persons, and their movable and immovable property, at least as favourably as the nationals of the most favoured nation.

2. They shall be free to conduct their business in the territory of the other Party, either personally or through an agent of their own choice, without being subject in this respect to any restrictions other than those prescribed by the laws and regulations in force in the said territory.

3. They shall not be liable to pay in respect of the exercise of their trade, industry or navigation in the territory of the other Party any impost, charge or duty, other or higher than those which are applied to nationals.

Article II.

1. Joint stock and other commercial, industrial or financial companies, including shipping companies, which are domiciled in the territory of one of the High Contracting Parties and are legally constituted according to the laws of the said Party, shall also be authorised in the territory of the other Party to defend all their rights, and shall, in particular, have free access to the Courts provided they observe the relevant laws and ordinances in force in the territory of the other Party.

2. The admission of the aforementioned companies, legally constituded in the territory of one of the High Contracting Parties, which desire, after the entry into force of the present Treaty,

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

étendre leur activité sur le territoire de l'autre Partie, et qui, à cet effet, auraient besoin d'un permis spécial, sera régie par les lois et ordonnances en vigueur sur le territoire dudit Etat.

3. Toutes les sociétés, une fois légalement établies, jouiront, à tous égards, du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

Article III.

Les produits naturels ou fabriqués originaires des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam ou du Curaçao, importés dans le Guatémala, et les produits naturels ou fabriqués originaires du Guatémala, importés dans les Pays-Bas, les Indes néerlandaises, le Surinam ou le Curaçao, ne seront pas assujettis à des droits autres ou plus élevés que ceux qui frappent les produits naturels ou fabriqués originaires d'une tierce Puissance.

Il ne sera maintenu ou imposé, en ce qui concerne l'importation au Guatémala d'un produit naturel ou fabriqué originaire des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam ou du Curaçao, ou l'importation aux Pays-Bas, aux Indes néerlandaises, au Surinam ou au Curaçao d'un produit naturel ou fabriqué originaire du Guatémala, aucune prohibition ou restriction qui ne s'applique également à l'importation des mêmes articles en provenance d'une tierce Puissance.

2. Les produits naturels ou fabriqués des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam ou du Curaçao, exportés au Guatémala, et les produits naturels ou fabriqués, originaires du Guatémala, exportés aux Pays-Bas, aux Indes néerlandaises, au Surinam ou au Curaçao, ne seront pas assujettis à des droits autres ou plus élevés que ceux qui frappent les mêmes articles exportés dans le territoire d'une tierce Puissance.

Il ne sera maintenu ou imposé, en ce qui concerne l'exportation à destination du Guatémala d'un produit naturel ou fabriqué originaire des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam ou du Curaçao, ou l'exportation à destination des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam ou du Curaçao d'un produit naturel ou fabriqué originaire du Guatémala, aucune prohibition ou restriction qui ne s'applique également à l'exportation des mêmes articles à destination du territoire d'une tierce Puissance.

3. Les produits naturels ou fabriqués, originaires des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam ou du Curaçao en transit par le Guatémala, et les produits naturels ou fabriqués originaires du Guatémala, en transit par les Pays-Bas, les Indes néerlandaises, le Surinam et le Curaçao, seront exempts, à titre de réciprocité, de tout droit de transit soit qu'ils passent directement en transit, soit que le transit soit interrompu par des opérations de déchargement, d'entreposage ou de rechargement.

Article IV.

1. Les objets passibles de droits et servant d'échantillons, à l'exception des marchandises prohibées, seront admis, de part et d'autre, en franchise temporaire, sous réserve de l'observation des formalités douanières nécessaires pour assurer la réexportation intégrale desdits objets.

2. Les marques de reconnaissance apposées sur les échantillons par les autorités de l'une des Hautes Parties contractantes en vue d'établir leur identité, seront reconnues par les autorités de l'autre Partie, sous réserve de la faculté pour celles-ci d'y apposer également des marques nationales de reconnaissance, dans tous les cas où elles le jugeraient nécessaire.

3. Le bénéfice de cette franchise pourra être retiré aux voyageurs et aux maisons de commerce qui ne se conformeraient pas aux lois en vigueur à cet égard.

Article V.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent mutuellement, en matière de navigation, à traiter les ressortissants de l'autre Partie comme leurs propres ressortissants ; les gouvernements des territoires néerlandais d'outre-mer conserveront, cependant, une complète liberté de législation en ce qui concerne le cabotage.

to extend their activities to the territory of the other Party and which require a special permit for this purpose, shall be governed by the laws and ordinances in force within the territory of the said State.

3. All companies, once they have been legally established, shall in all respects enjoy the treatment granted to the most favoured nation.

Article III.

1. Natural or manufactured products originating in the Netherlands, the Dutch Indies Surinam, or Curaçao, and imported into Guatemala, and natural or manufactured products originating in Guatemala and imported into the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam or Curaçao, shall not be liable to any duties other or higher than those levied on natural or manufactured products originating in any third State.

No prohibitions or restrictions shall be maintained or imposed in respect of the importation into Guatemala of a natural or manufactured product originating in the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam or Curaçao, or in respect of the importation into the Netherlands, the Dutch Indies. Surinam or Curaçao, of a natural or manufactured product originating in Guatemala, which are not also applied to the importation of the same articles coming from any third State.

2. Natural or manufactured products originating in the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam or Curaçao, and exported to Guatemala, and natural or manufactured products originating in Guatemala and exported to the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam or Curaçao, shall not be liable to any duties other or higher than those applied to the same articles exported to the territory of any third State.

No prohibitions or restrictions shall be maintained or imposed in respect of the exportation to Guatemala of a natural or manufactured product originating in the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam or Curaçao, or in respect of the exportation to the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam or Curaçao, of a natural or manufactured product originating in Guatemala, which are not also applied to the exportation of the same articles to the territory of any third State.

3. Natural or manufactured products originating in the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam or Curaçao, and passing in transit through Guatemala, and natural or manufactured products originating in Guatemala and passing in transit through the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam or Curaçao, shall be reciprocally exempt from all transit duty, whether they are conveyed in transit direct or whether the transit be interrupted for the purposes of unloading, warehousing, or reloading.

Article IV.

1. Articles liable to duty and used as samples, with the exception of prohibited goods, shall be admitted by both Parties temporarily free of duty, subject to compliance with the Customs formalities necessary to ensure the reexportation of the whole of the said articles.

2. The distinguishing marks placed on samples by the authorities of one of the High Contracting Parties in order to establish their identity shall be recognized by the authorities of the other Party, who also retain the right, in all cases in which they deem this necessary, to affix national distinguishing marks as well.

3. The benefit of this exemption from duty may be withdrawn from commercial travellers and firms who do not observe the laws in force in this respect.

Article V.

The High Contracting Parties mutually undertake, with regard to navigation, to treat the nationals of the other Party in the same way as their own nationals ; the Governments of the Netherlands oversea territories shall, nevertheless, retain complete freedom of legislation regarding the coasting trade.

Article VI.

1. Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée dans tous les cas non prévus par les articles précédents qui concernent le commerce, l'industrie, la navigation et le service consulaire.

Il demeure entendu que la clause de la nation la plus favorisée ne s'appliquera pas aux faveurs douanières qui ont été ou qui pourraient être accordées par le Guatémala aux produits originaires des quatre Républiques de l'Amérique centrale (Honduras, Salvador, Nicaragua et Costa-Rica).

2. La Convention consulaire conclue entre les Pays-Bas et le Guatémala, le sept mars mil neuf cent quatorze, demeurera en vigueur.

Article VII.

Tout différend relatif à l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent traité, qui n'aura pu être résolu entre les Hautes Parties contractantes par la voie diplomatique, sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article VIII.

Les dispositions du présent traité sont applicables aux Pays-Bas, aux Indes néerlandaises, au Surinam et au Curaçao.

Le Curaçao comprend les îles de Curaçao, Aruba, Bonaire, Saint Eustache, Saba et Saint Martin (partie hollandaise).

Article IX.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Guatémala aussitôt que possible. Il entretra en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification et demeurera obligatoire pendant une année à partir du jour de son entrée en vigueur ; il sera prorogé par tacite reconduction pour une même période, à moins qu'il n'ait été dénoncé par l'une des Hautes Parties contractantes six mois au moins avant son expiration.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait en double exemplaire, à Guatémala, le douze mai mil neuf cent vingt-sept.

José MATOS.
R. ROOSMALE NEPVEU.

Article VI.

1. The High Contracting Parties reciprocally grant each other most-favoured-nation treatment in all cases not provided for in the preceding Articles relating to commerce, industry, navigation and the consular service.

2. It is understood that the most-favoured-nation clause shall not apply to Customs favours which have been or may in future be granted by Guatemala to products originating in the four Central American republics (Honduras, Salvador, Nicaragua and Costa Rica).

3. The Consular Convention concluded between the Netherlands and Guatemala on the seventh day of March, one thousand nine hundred and fourteen, shall remain in force.

Article VII.

Any dispute concerning the interpretation, application or execution of the present Treaty, which cannot be settled between the High Contracting Parties through the diplomatic channel, shall be referred to the Permanent Court of International Justice.

Article VIII.

The provisions of the present Treaty are applicable to the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam and Curaçao.

Curaçao includes the islands of Curaçao, Aruba, Bonaire, St. Eustatius, Saba and St. Martin (Netherlands portion).

Article IX.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Guatemala as soon as possible. It shall come into force one month after the exchange of the ratifications, and shall be binding for a period of one year from the date on which it comes into force. It shall be renewed for an equal period by tacit agreement unless it shall have been denounced by either of the High Contracting Parties at least six months before the date of its expiration.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done in duplicate at Guatemala on the twelfth day of May, one thousand nine hundred and twenty-seven.

José MATOS.
R. ROOSMALE NEPVEU.

N° 1938.

ALLEMAGNE ET SIAM

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, et protocole concernant l'Arrangement économique provisoire entre les deux pays. Signés à Bangkok, le 7 avril 1928.

GERMANY AND SIAM

Treaty of Friendship, Commerce and Navigation and Protocol concerning the Provisional Economic Arrangement between the two Countries. Signed at Bangkok, April 7, 1928.

No. 1938. — TREATY [1] OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE KINGDOM OF SIAM AND THE GERMAN REICH. SIGNED AT BANGKOK, APRIL 7, 1928.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le Délégué permanent du Siam à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 26 janvier 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, being desirous of strengthening the bonds of peace which happily prevail between the two States, have resolved to conclude a Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, and for that purpose have appointed as their plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

His Highness Prince TRAIDOS PRABANDH, Minister for Foreign Affairs ; and

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Rudolf ASMIS, LL. D., Ph. D., Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Bangkok ;

Who, having communicated to each other their respective full powers found to be in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

There shall be constant peace and perpetual friendship between the Kingdom of Siam and the German Reich.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bangkok, le 24 octobre 1928.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1938. — FREUNDSCHAFTS-[1], HANDELS- UND SCHIFFAHRTSVERTRAG ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND SIAM, GEZEICHNET IN BANGKOK, AM 7. APRIL 1928.

English and German official texts communicated by the Permanent Delegate of Siam accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place January 26, 1929.

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT und SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON SIAM, von dem Wunsche geleitet, die Bande des Friedens zu festigen, die dank der Vorsehung die beiden Staaten verbinden, haben beschlossen, einen Freundschafts-, Handels- und Schiffahrtsvertrag abzuschliessen.

Zu diesem Behufe haben zu ihren Bevollmächtigten bestellt

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Dr. jur., Dr. phil. Rudolf ASMIS, Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister in Bangkok, und

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON SIAM :

Seine Hoheit den Prinzen Traidos PRABANDH, Minister für Auswärtige Angelegenheiten.

Diese Bevollmächtigten haben nach Austausch ihrer für gut und richtig befundenen Vollmachten folgendes vereinbart :

Artikel I.

Zwischen dem Deutschen Reiche und dem Königreich Siam sollen dauernder Friede und unwandelbare Freundschaft herrschen.

[1] The exchange of ratifications took place at Bangkok, October 24, 1928.

Article II.

The citizens or subjects of each of the High Contracting Parties shall by entitled equally with citizens or subjects of the most favoured nation to enter, travel and reside in the territory of the other, provided that they conform to the regulations and conditions contained in the national laws concerning aliens in general. They shall be entitled there, on the same terms as nationals or citizens or subjects of the most favoured nation, to engage in religious educational and charitable work ; to carry on all lawful trade, commerce, industry, callings, professions, studies and researches ; to own, lease or occupy houses, manufactories, warehouses and shops ; to employ agents of their choice and generally to do anything incidental to or necessary for trade.

In all that concerns the acquisition, disposition and ownership of property rights of every description, the citizens or subjects of each of the High Contracting Parties shall, through the whole extent of the territory of the other, be placed on the same footing as the citizens or subjects of the most favoured nation, provided that reciprocity be assured.

The citizens or subjects of each of the High Contracting Parties may dispose of their property by way of sale, exchange, gift, marriage, will, or in any other manner on the same terms and conditions as nationals. Furthermore they shall be at liberty to remove from the country the proceeds of the sale of their property, or generally whatever belongs to them without being subjected to conditions other than, or charges higher than, those imposed under like circumstances upon nationals or upon the citizens or subjects of the most favoured nation.

The citizens or subjects of the High Contracting Parties shall not be compelled, in the territory of the other, to pay any charges or taxes other or higher than those paid by nationals or the citizens or subjects of the most favoured nation. The High Contracting Parties however

Artikel II.

Die Staatsangehörigen oder Untertanen jedes Hohen Vertragschliessenden Teiles sind ebenso wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation berechtigt, das Gebiet des anderen Teiles zu betreten, darin zu reisen und sich dort niederzulassen, vorausgesetzt, dass sie die Vorschriften und Bedingungen einhalten, die die Landesgesetze allgemein für Ausländer enthalten. Sie sind ebenso wie die Inländer oder wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation berechtigt, sich dort auf dem Gebiete der Religion, des Unterrichts und der Wohltätigkeit zu betätigen und jedem gesetzlich zulässigen Handel, Gewerbe, Geschäft, industriellen Unternehmen, Beruf, Studien- und Forschungsunternehmen nachzugehen ; Häuser, Fabriken, Lagerhäuser und Läden als Eigentum zu besitzen, zu mieten oder innezuhaben, selbstgewählte Vertreter zu beschäftigen ; und überhaupt alles zu tun, was zur Ausübung des Handels gehört oder nötig ist.

In allem, was Eigentums- oder Nutzungsrechte jeder Art, ihren Erwerb und Besitz oder die Verfügungsbefugnis darüber betrifft, sind die Staatsangehörigen oder Untertanen jedes Hohen Vertragschliessenden Teiles auf dem gesamten Gebiete des anderen Vertragsteils ebenso gestellt wie die Staatsangehörigen oder Untertanen der meistbegünstigten Nation, vorausgesetzt, dass die Gegenseitigkeit gewährleistet ist.

Die Staatsangehörigen oder Untertanen jedes Hohen Vertragschliessenden Teiles sind befugt, über ihr Eigentum durch Verkauf, Tausch, Schenkung, Heirat, letztwillige Verfügung oder auf andere Weise unter den nämlichen Voraussetzungen und Bedingungen wie die eigenen Staatsangehörigen zu verfügen. Es steht ihnen ferner frei, den Erlös des Verkaufs ihres Eigentums oder überhaupt alles, was ihnen gehört, auszuführen, ohne dass sie Bedingungen unterworfen oder zu Abgaben herangezogen werden, die andersgeartet oder höher sind als die, die unter gleichen Umständen für die eigenen Staatsangehörigen oder die Staatsangehörigen oder Untertanen der meistbegünstigten Nation gelten.

Die Staatsangehörigen oder Untertanen jedes Hohen Vertragschliessenden Teiles werden im Gebiete des anderen Teiles zu keinen anderen oder höheren Abgaben herangezogen, als die eigenen Staatsangehörigen oder die Staatsangehörigen oder Untertanen der meistbegünstigten

may impose immigration taxes or charges, provided that the most favoured nation treatment is accorded.

The citizens or subjects of either High Contracting Party shall receive, in the territory of the other, the most constant protection and security for their persons and property and shall enjoy in this respect the same rights and privileges as are or may be granted to nationals on submitting themselves to the conditions imposed on nationals.

They shall be exempt in the territory of the other from compulsory military service either on land, or sea, or in the air, in the regular forces, in the national guard or in the militia ; from all contributions imposed in lieu of personal military service and from all forced loans.

The citizens or subjects of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other entire liberty of conscience, and subject to the laws, ordinances and regulations there in force, shall enjoy the right of private or public exercise of their worship.

Article III.

There shall be reciprocally full and entire freedom of commerce and navigation between the territories of the two High Contracting Parties.

The citizens or subjects of either of the High Contracting Parties shall have liberty, freely and securely, to come with their vessels and cargoes to all places, ports and rivers in the territory of the other which are or may hereafter be open to foreign commerce and navigation ; on the understanding that they shall duly observe the laws of the country, they shall there enjoy the same rights, favours, liberties and exemptions in matters of commerce and navigation as now are, or hereafter shall be, enjoyed by nationals or by the citizens or subjects of the most favoured nation.

Article IV.

The citizens or subjects of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other, upon fulfilment of the formalities prescribed by law, the same protection as

Nation. Jedoch sind die Hohen Vertragschliessenden Teile berechtigt, Einwandererabgaben zu erheben, vorausgesetzt, dass die Meistbegünstigung gewährt wird.

Die Staatsangehörigen oder Untertanen der Hohen Vertragschliessenden Teile erhalten im Gebiete des anderen Vertragsteils vollsten Schutz und Sicherheit für Person und Eigentum und geniessen in dieser Beziehung dieselben Rechte und Vergünstigungen, die den Inländern gewährt sind oder gewährt werden sollten, vorausgesetzt, dass sie sich den Inländern auferlegten Bedingungen unterwerfen.

Sie sind in dem Gebiete des anderen Vertragsteils von Militärdienstpflicht in Landheer, Marine und Luftflotte sowie in der Landwehr oder der Miliz befreit, ebenso von allen Abgaben, die als Ablösung der persönlichen Militärdienstpflicht auferlegt werden, und von Zwangsanleihen.

Die Staatsangehörigen oder Untertanen jedes Hohen Vertragschliessenden Teiles geniessen in dem Gebiete des anderen volle Gewissensfreiheit und nach Massgabe der dort geltenden Gesetze, Verordnungen und Ausführungsbestimmungen das Recht, Gottesdienst abzuhalten.

Artikel III.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile sichern sich volle gegenseitige Freiheit des Handels und der Schiffahrt zwischen ihren Gebieten zu.

Die Staatsangehörigen oder Untertanen jedes der Hohen Vertragschliessenden Teile sind befugt, mit ihren Schiffen und Ladungen alle Orte, Häfen und Flüsse im Gebiete des anderen Vertragsteils frei und ungehindert zu besuchen, die dem Aussenhandel und der ausländischen Schiffahrt jetzt oder künftig geöffnet sind ; sie geniessen dort bei Beachtung der Landesgesetze die gleichen Rechte, Vergünstigungen, Freiheiten und Befreiungen in Handel und Schiffahrt wie jetzt oder künftig die eigenen Staatsangehörigen oder die Staatsangehörigen oder Untertanen der meistbegünstigten Nation.

Artikel IV.

Die Staatsangehörigen oder Untertanen jedes Hohen Vertragschliessenden Teiles geniessen in bezug auf Patente, Warenzeichen, Herkunftsbenennungen, Gebrauchs- oder Geschmacks-

nationals or the citizens or subjects of the most favoured nation in regard to patents, trade-marks, trade-names, designs, samples, models, copy-rights and suppression of unfair competition.

Article V.

The High Contracting Parties agree that no prohibitions or restrictions shall be placed upon the importation or exportation of any article of commerce between the two countries, subject to the following exceptions, which however shall be applicable to all countries alike or to such countries as are subject to the same conditions :

(1) Prohibitions or restrictions upon munitions of war, and in exceptional circumstances other materials needed in war ;

(2) Prohibitions or restrictions for reasons of national or public safety or public health ;

(3) Prohibitions or restrictions upon articles which are or may hereafter become the object of State monopoly ;

(4) Prohibitions or restrictions for the protection of animals or plants against diseases or pests ; or for the prevention of the degeneration and extinction of plants ;

(5) Prohibitions or restrictions upon articles similar to domestic articles whose internal production, consumption, sale or transport is forbidden or similarly restricted by national law.

Article VI.

As regards the transit of any article of commerce from or to the territory of one of the High Contracting Parties through the territory of the other, the High Contracting Parties shall apply the provisions of the Convention and Statute on Freedom of Transit [1] concluded at Barcelona the twentieth day of April, one thousand nine hundred and twenty-one.

[1] Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; et vol. LXXXIII, page 373, de ce recueil.

muster, Modelle, Urheberrechte und Unterdrückung des unlauteren Wettbewerbes in dem Gebiete des anderen bei Erfüllung der gesetzlich vorgeschriebenen Förmlichkeiten den nämlichen Schutz wie eigene Staatsangehörige oder die Staatsangehörigen oder Untertanen der meistbegünstigten Nation.

Artikel V.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile vereinbaren, dass der Einfuhr und Ausfuhr von Handelswaren zwischen den beiden Ländern keine Verbote oder Beschränkungen auferlegt werden, vorbehaltlich folgender Ausnahmen, soweit diese auf alle Länder in gleicher Weise oder auf die Länder anwendbar sind, bei denen die nämlichen Bedingungen zutreffen :

1. Verbote oder Beschränkungen für Kriegsmunition und unter aussergewöhnlichen Umständen auch für anderen Kriegsbedarf ;

2. Verbote oder Beschränkungen aus Gründen der Landessicherheit, der öffentlichen Sicherheit und der öffentlichen Gesundheitspflege ;

3. Verbote oder Beschränkungen für Waren, die jetzt oder künftig Gegenstand eines Staatsmonopols sind ;

4. Verbote oder Beschränkungen zum Schutze von Tieren oder Pflanzen gegen Krankheiten oder Schädlinge oder von Pflanzen gegen Entartung und Aussterben ;

5. Verbote oder Beschränkungen für gewisse Waren, wenn die Landesgesetze die Erzeugung, den Verbrauch, den Vertrieb oder die Beförderung gleichartiger einheimischer Waren verbieten oder in ähnlicher Weise beschränken.

Artikel VI.

Hinsichtlich der Durchfuhr von Handelswaren aus oder nach dem Gebiete des einen der Hohen Vertragschliessenden Teile durch das Gebiet des anderen Teiles werden beide Teile die Bestimmungen anwenden, die in dem am 20. April 1921 in Barcelona abgeschlossenen Übereinkommen und Statut über die Freiheit des Durchgangsverkehrs [1] enthalten sind.

[1] Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; and vol. LXXXIII, page 373, of this Series.

Article VII.

The citizens or subjects of the High Contracting Parties shall have free access to the Courts of Justice of the other in pursuit and defence of their rights. They shall have the liberty, equally with nationals or with citizens or subjects of the most favoured nation, to choose and employ lawyers, advocates and representatives to pursue or defend their rights before such courts. No conditions or requirements shall be imposed upon the citizens or subjects of either of the High Contracting Parties in connection with such access to the Courts of Justice of the other, which do not apply to nationals or citizens or subjects of the most favoured nation.

Artikel VII.

Die Staatsangehörigen oder Untertanen der Hohen Vertragschliessenden Teile haben zur Wahrung und Verteidigung ihrer Rechte freien Zutritt zu den Gerichten des anderen Vertragsteils. Es steht ihnen ebenso wie eigenen Staatsangehörigen oder Staatsangehörigen oder Untertanen der meistbegünstigten Nation frei, Rechtsanwälte, Rechtsbeistände und Vertreter zur Wahrung oder Verteidigung ihrer Rechte vor diesen Gerichten zu wählen und zu bestellen. Den Staatsangehörigen oder Untertanen des einen Hohen Vertragschliessenden Teiles darf der Zutritt zu den Gerichten des anderen nicht durch Bedingungen oder Leistungen erschwert werden, die nicht auch für die eigenen Staatsangehörigen oder für Staatsangehörige oder Untertanen der meistbegünstigten Nation gelten.

Article VIII.

Limited liability and other companies and associations already or hereafter to be organised in accordance with the laws of either of the High Contracting Parties and domiciled in the territory of such Party are authorised within the territory of the other to exercise their rights and appear in the courts either as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such country. Such companies and associations shall, upon the conditions laid down in the legislation of such country, especially upon obtaining the necessary authorization in those cases where such anthorization is required by the laws of that country, have the liberty there to settle, to establish branches or agencies and to carry on their activities.

With regard to the right to carry on their activities, such companies and associations shall enjoy the same treatment as is or may be granted to similar companies and associations of the most favoured nation.

Such companies and associations shall not be compelled to pay any taxes or charges other or higher than those that are or may be paid by companies and associations of the country or by companies and associations of the most favoured nation ; they shall also be exempt from all forced loans.

In all that concerns the acquisition, disposition and ownership of property rights of every

Artikel VIII.

Aktiengesellschaften und andere Handelsgesellschaften und Vereinigungen, die nach den Gesetzen des einen Hohen Vertragschliessenden Teiles bereits bestehen oder noch gegründet werden und in dessen Gebiet ihren Sitz haben, sind auf dem Gebiete des anderen Vertragsteils nach Massgabe der Gesetze des Landes befugt, ihre Rechte auszuüben und als Kläger oder Beklagte vor Gericht zu erscheinen. Derartige Gesellschaften und Vereinigungen haben das Recht, unter den Bedingungen, die in der Gesetzgebung des letztgenannten Landes niedergelegt sind, insbesondere nach Einholung der erforderlichen Ermächtigung, wo die Gesetze des Landes eine solche fordern, sich dort niederzulassen, Zweiggesellschaften oder Vertretungen zu gründen und ihr Geschäft zu betreiben.

Bei Ausübung ihrer Tätigkeit geniessen solche Gesellschaften und Vereinigungen die nämliche Behandlung, wie sie ähnliche Gesellschaften und Vereinigungen der meistbegünstigten Nation jetzt oder künftig geniessen.

Solche Gesellschaften und Vereinigungen sind keine andern oder höheren Steuern oder Abgaben irgendwelcher Art zu zahlen verpflichtet, als sie von den einheimischen Gesellschaften und Vereinigungen oder von den Gesellschaften und Vereinigungen der meistbegünstigten Nation bezahlt werden. Sie sind auch von allen Zwangsanleihen befreit.

In allem, was Eigentums- oder Nutzungsrechte jeder Art, ihren Erwerb und Besitz oder

description, such companies and associations shall be placed on the same footing as the companies and associations of the most favoured nation, provided that reciprocity be assured.

die Verfügungsbefugnis darüber betrifft, sind diese Gesellschaften und Vereinigungen ebenso gestellt wie die Gesellschaften und Vereinigungen der meistbegünstigten Nation, vorausgesetzt, dass die Gegenseitigkeit gewährleistet ist.

Article IX.

In regard to the amount, the collection and the guaranteeing of customs duties and charges, as well as in regard to all customs formalities, the natural produce and the manufactures of either High Contracting Party shall, on exportation to or on importation into the territory of the other Party, be treated on the most favoured nation principle.

Artikel IX.

Die Boden- und Gewerbeerzeugnisse jedes Hohen Vertragschliessenden Teiles werden bei der Einfuhr in das Gebiet des anderen Teiles sowie bei der Ausfuhr nach dem Gebiete des anderen Teiles hinsichtlich des Betrags, der Erhebung und Sicherstellung von Zöllen und Abgaben sowie hinsichtlich aller Zollförmlichkeiten nach dem Grundsatz der Meistbegünstigung behandelt.

Article X.

Whether for account of the State or of provinces, communes or bodies corporate, the charges imposed upon the production, manufacture or consumption of any article in the territory of either High Contracting Party shall not, on any pretext whatever, be higher or more burdensome for the products of the other Party than for the similar commodities of national production or those of the most favoured nation.

Artikel X.

Die inneren Abgaben, die in dem Gebiet eines der Hohen Vertragschliessenden Teile, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Provinzen, Gemeinden oder Korporationen, auf der Erzeugung, der Herstellung oder dem Verbrauch eines Gegenstandes liegen, dürfen unter keinem Vorwand die Erzeugnisse des anderen Teiles höher oder in lästigerer Weise treffen, als die gleichartigen Erzeugnisse des eigenen oder des meistbegünstigten Landes.

Article XI.

All articles, whatever their character or origin, whose importation, exportation, transit or storage is permitted in the territory of either of the High Contracting Parties, if conveyed by national vessels or by vessels of the most favoured nation, shall be importable, exportable, transportable or storable in that territory if conveyed by vessels of the other Party, and such articles shall enjoy the same advantages and shall be subject to no other or higher taxes, charges, dues or restrictions than those applicable to similar articles conveyed by national vessels or by vessels of the most favoured nation.

The foregoing provision shall not apply to the special treatment accorded by either of the High Contracting Parties to the importation

Artikel XI.

Alle Waren, gleichviel welcher Art und welchen Ursprungs, deren Einfuhr, Ausfuhr, Durchfuhr oder Lagerung in dem Gebiete des einen Hohen Vertragschliessenden Teiles gestattet ist, wenn sie durch einheimische Schiffe oder durch Schiffe der meistbegünstigten Nation befördert werden, können in diesem Gebiet eingeführt, ausgeführt, durchgeführt oder gelagert werden, wenn sie durch Schiffe des anderen Vertragsteils befördert werden ; diese Waren geniessen die nämlichen Vergünstigungen und werden keinen anderen oder höheren Steuern, Abgaben, Belastungen oder Beschränkungen unterworfen als denen, die für gleichartige Waren gelten, die durch einheimische Schiffe oder durch Schiffe der meistbegünstigten Nation befördert werden.

Vorstehende Bestimmung gilt nicht für die Sonderbehandlung, die einer der Hohen Vertragschliessenden Teile bei der Einfuhr in sein

into its territory of fish caught by vessels of its own flag. Nevertheless, as regards catches caught by the vessels of either of the High Contracting Parties, the fish, on being imported into the territory of the other Party shall not be treated less favourably than fish caught by vessels of any other nation.

Article XII.

As regards the stationing, loading and unloading of vessels in the territory of either of the High Contracting Parties, and generally in relation to all formalities and provisions whatever to which merchant vessels, their crews and their cargoes may be subject, national vessels shall be accorded no privileges or favours which are not in like cases granted to vessels of the other Party, it being the intention of the High Contracting Parties that in these respects the vessels of the two Contracting Parties shall be treated alike.

Article XIII.

The nationality of vessels shall be determined in accordance with the laws and regulations of the country to which they belong by means of documents and certificates issued by the competent authorities and carried on board.

Article XIV.

In regard to duties of tonnage, harbour, pilotage, light-house, quarantine or other similar or corresponding charges of whatever denomination levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations, or establishments of any kind, the vessels of either of the High Contracting Parties shall be given, in the ports and waters of the other, treatment at least as favourable as that accorded to national vessels of any other foreign country.

Article XV.

The coasting trade of each of the High Contracting Parties is excepted from the provisions of the present Treaty and shall be regulated

Gebiet für Fische zugesteht, die von Mannschaften einheimischer Schiffe gefangen worden sind. Fische, die von Schiffen eines der Hohen Vertragschliessenden Teile gefangen worden sind, werden jedoch bei der Einfuhr in das Gebiet des anderen Vertragsteils nicht ungünstiger behandelt als Fische, die von Schiffen eines dritten Landes gefangen worden sind.

Artikel XII.

Beim Anweisen von Liegeplätzen, beim Laden und Löschen von Schiffen in dem Gebiet eines der Hohen Vertragschliessenden Teile und überhaupt hinsichtlich aller Förmlichkeiten und Bestimmungen, denen Handelsschiffe, ihre Besatzungen und Ladungen gegebenenfalls unterliegen, sollen den einheimischen Schiffen keine Vorrechte oder Vergünstigungen eingeräumt werden, die nicht im gleichen Falle auch den Schiffen des anderen Vertragsteils gewährt werden ; die Absicht der Hohen Vertragschliessenden Teile geht dahin, dass die Schiffe beider Hohen Vertragschliessenden Teile in dieser Hinsicht gleich behandelt werden sollen.

Artikel XIII.

Die Nationalität der Schiffe wird nach den Gesetzen und Ausführungsbestimmungen des Landes bestimmt, dem sie angehören, und zwar auf Grund von Urkunden und Bescheinigungen, die von den zuständigen Behörden ausgestellt und an Bord mitgeführt werden.

Artikel XIV.

Bei Erhebung von Tonnen-, Hafen-, Lots-, Leuchtfeuer-, Quarantäne- oder ähnlichen oder entsprechenden Gebühren gleichviel welcher Bezeichnung, die im Namen oder für Rechnung der Regierung, öffentlicher Beamter, Privater, von Körperschaften oder Anstalten irgendeiner Art erhoben werden, geniessen die Schiffe jedes Hohen Vertragschliessenden Teiles in den Häfen und Gewässern des anderen zum mindesten ebenso günstige Behandlung wie einheimische Schiffe oder Schiffe anderer fremder Länder.

Artikel XV.

Die Küstenschiffahrt der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile ist von den Bestimmungen dieses Vertrags ausgenommen und wird

according to the laws, ordinances and regulations of each of the High Contracting Parties respectively. Nevertheless each Party may claim for its vessels the same rights and privileges conceded to the vessels of any other country, provided that it grants the same rights and privileges to the vessels of the other Party.

nach den Gesetzen, Verordnungen und Vorschriften eines jeden Hohen Vertragschliessenden Teiles geregelt. Jeder Vertragsteil kann jedoch für seine Schiffe die Befugnisse und Vorrechte beanspruchen, die den Schiffen dritter Länder eingeräumt werden, vorausgesetzt, dass er den Schiffen des anderen Vertragsteils die nämlichen Befugnisse und Vorrechte gewährt.

Article XVI.

If a ship of war or merchant vessel of either of the High Contracting Parties has stranded or been wrecked in the waters or harbours of the other State or has been compelled by damage at sea or some emergency to put into a port of the other State, the ship or vessel, her passengers and cargo shall enjoy the same favours and immunities as those which the laws and regulations of the latter State grant or may grant in analogous cases to national vessels or to those of the most favoured nation. Aid and assistance shall be rendered to the captain and crew in the same measure as to nationals or to the citizens or subjects of the most favoured nation. The merchandise which has been saved from a merchant vessel of one of the High Contracting Parties which has been stranded or wrecked or compelled to put into port shall not be subject to any customs duty in the territory of the other High Contracting Party unless it is cleared for consumption in the latter State.

In case a ship of war or merchant vessel belonging to one of the High Contracting Parties should be stranded or wrecked upon the coasts of the other Party, the local authorities shall forthwith give notice thereof to the competent or nearest consular officer of the interested Party.

Artikel XVI.

Wenn ein Kriegs- oder Handelsfahrzeug eines der Hohen Vertragschliessenden Teile in den Gewässern oder Häfen des anderen Staates gestrandet ist oder Schiffbruch erlitten hat oder wegen Seeschadens oder Seenot in einen Hafen des anderen Staates hat einlaufen müssen, so geniesst das Fahrzeug, seine Passagiere und seine Ladung die nämlichen Vergünstigungen und Befreiungen, die die Gesetze und Vorschriften dieses Staates jetzt oder künftig in ähnlichen Fällen einheimischen Fahrzeugen oder Fahrzeugen der meistbegünstigten Nation gewähren. Dem Schiffführer und der Mannschaft wird im nämlichen Masse wie eigenen Staatsangehörigen oder Staatsangehörigen oder Untertanen der meistbegünstigten Nation Beistand und Hilfe geleistet. Die Waren, die aus einem gestrandeten oder schiffbrüchigen oder gezwungenermassen einen Nothafen anlaufenden Handelsfahrzeug eines der Hohen Vertragschliessenden Teile geborgen worden sind, unterliegen in dem Gebiete des anderen Hohen Vertragschliessenden Teiles keinerlei Zöllen, sofern die Waren nicht in den inneren Verbrauch dieses Staates übergehen.

Wenn ein Kriegs- oder Handelsfahrzeug, das einem der Hohen Vertragschliessenden Teile gehört, an der Küste des anderen Teiles strandet oder Schiffbruch leidet, werden die Ortsbehörden unverzüglich den örtlich zuständigen oder den nächsten Konsularbeamten des Flaggenstaates davon benachrichtigen.

Article XVII.

Each of the High Contracting Parties may appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents to reside in the towns and ports of the other where similar officers of other powers are permitted to reside.

Artikel XVII.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile kann Generalkonsuln, Konsuln, Vizekonsuln oder Konsularagenten mit dem Sitze in Städten und Häfen des anderen Teiles ernennen, wo solche Beamte anderer Mächte ihren Sitz haben dürfen.

They shall not enter upon their functions until they shall have received their exequaturs or other requisite authorization.

Consular Officers and Agents of either High Contracting Party shall enjoy, in the territory of the other, all the honours, privileges, exemptions and immunities which are or may hereafter be accorded to the Consular Officers and Agents of the most favoured nation. Nevertheless, either of the High Contracting Parties shall, by virtue of the most favoured nation clause, claim for its Consular Officers and Agents more extensive honours, privileges, exemptions and immunities than those which it grants to the Consular Officers of the other Party.

Sie sollen ihr Amt nicht antreten, bevor ihnen das Exequatur oder eine andere erforderliche Ermächtigung erteilt worden ist.

Die Konsularbeamten und -agenten geniessen im Gebiete des anderen Teiles alle Ehrenbezeugungen, Vorrechte, Befreiungen und Immunitäten, die den Konsularbeamten und -agenten der meistbegünstigten Nation jetzt oder künftig gewährt werden. Keiner der Hohen Vertragschliessenden Teile wird jedoch auf Grund der Meistbegünsigungsklausel für seine Konsularbeamten und -agenten weitergehende Ehrenbezeugungen, Vorrechte, Befreiungen und Immunitäten beanspruchen, als er den Konsularbeamten des anderen Teiles gewährt.

Article XVIII.

The Consular Officers of one of the High Contracting Parties residing in the territory of the other shall receive from the local authorities such assistance as can by law be given to them for the recovery of deserters from the vessels of the other Party ; provided that this stipulation shall not apply to subjects of the Contracting Party from whose local authorities assistance is requested.

Artikel XVIII.

Bei der Wiederergreifung von Personen, die von den Schiffen eines der Hohen Vertragschliessenden Teile entwichen sind, leisten die Ortsbehörden dem Konsularbeamten dieses Teiles, der seinen Sitz im Gebiete des anderen Teiles hat, den gesetzlich zulässigen Beistand. Diese Bestimmung gilt jedoch nicht für Staatsangehörige des Vertragsteils, von dessen Ortsbehörden Beistand erbeten wird.

Article XIX.

In case of the death of a national of either High Contracting Party in the territory of the other without having in the territory of his decease any known heirs or testamentary executors by him appointed, the competent local authorities shall at once inform the nearest consular officer of the State of which the deceased was a national of the fact of his death, in order that necessary information may be forwarded to the parties interested.

In case of the death of a national of either of the High Contracting Parties without will or testament, in the territory of the other High Contracting Party, the consular officer of the State of which the deceased was a national and within whose district the deceased made his home at the time of death, shall, so far as the laws of the country permit and pending the appointment of an administrator and until letters of administration have been granted, be deemed qualified to take charge of the property left by the decedent for the preserva-

Artikel XIX.

Falls ein Staatsangehöriger eines der Hohen Vertragschliessenden Teile im Gebiete des andern sterben sollte, ohne in dem Lande seines Ablebens bekannte Erben oder von ihm ernannte Testamentsvollstrecker zu hinterlassen, sollen die zuständigen örtlichen Behörden sofort den nächsten Konsularbeamten des Staates, dessen Staatsangehöriger der Verstorbene war, von der Tatsache seines Ablebens in Kenntnis setzen, damit die erforderliche Benachrichtigung den beteiligten Parteien übermittelt werde.

Falls ein Staatsangehöriger eines der Hohen Vertragschliessenden Teile ohne letzten Willen oder Testament im Gebiete des anderen Vertragschliessenden Teiles stirbt, soll der Konsularbeamte des Staates, dessen Angehöriger der Verstorbene war, und des Konsularbezirkes, in dem der Verstorbene zur Zeit seines Ablebens seinen Wohnsitz hatte, soweit es das am Orte geltende Recht erlaubt, bis zur Anordnung einer Nachlassverwaltung oder bis zur Bestellung eines Nachlasspflegers als berufen gelten, das von dem Verstorbenen hinterlassene Ver-

tion and protection of the said property. Such consular officer shall have the right to be appointed as administrator within the discretion of a tribunal or other agency controlling the admnistration of estates provided the laws of the place where the estate is administered so permit.

The above provisions shall also apply to cases in which a citizen or subject of one of the High Contracting Parties owning property within the territory of the other Party dies elsewhere without having any known heirs or testamentary executors by him appointed in the country where the property is situated.

mögen zu dessen Erhaltung und Schutz in Verwahrung zu nehmen. Ein solcher Konsularbeamter kann nach dem Ermessen eines Gerichts oder einer anderen für die Verwaltung von Nachlässen zuständigen Behörde seine Ernennung zum Nachlassverwalter beanspruchen, vorausgesetzt, dass die Gesetze des Ortes, wo der Nachlass verwaltet wird, es gestatten.

Die vorstehenden Bestimmungen finden auch in den Fällen Anwendung, in denen ein Staatsangehöriger oder Untertan eines der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile, der Vermögen im Gebiete des anderen Teiles besitzt, ausserhalb dieses Gebietes stirbt, ohne in dem Lande, in dem sich das Vermögen befindet, einen Erben oder Testamentsvollstrecker zu hinterlassen.

Article XX.

The two High Contracting Parties agree that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Treaty, shall, at the request of either Party, be referred to arbitration.

The court of arbitration to which such disputes shall be referred shall be the Permanent Court of International Justice at the Hague, unless, in any particular case, the two High Contracting Parties agree otherwise.

Artikel XX.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile vereinbaren, dass alle etwaigen Streitigkeiten zwischen ihnen über die Auslegung oder Anwendung von Bestimmungen des vorliegenden Vertrags auf Antrag eines der Teile einem Schiedsgericht vorgelegt werden sollen.

Der Schiedsgerichtshof, dem solche Streitigkeiten vorzulegen sind, ist der Ständige Internationale Gerichtshof im Haag, sofern die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile nicht im Einzelfall anderes vereinbaren.

Article XXI.

The provisions of the present Treaty as regards the most favoured nation treatment do not apply to :

(1) Favours granted or to be granted hereafter to an adjoining State to facilitate frontier traffic ;

(2) Favours granted or to be granted hereafter to a third State in virtue of a Customs Union ;

(3) Favours contractually granted or to be granted to a third State for the avoidance of double taxation or the mutual protection of revenue ;

(4) Favours granted or to be granted hereafter to an adjoining State with regard to navigation on or use of boundary waterways not navigable from the sea.

Artikel XXI.

Die Bestimmungen dieses Vertrags über die gegenseitige Gewährung der Meistbegünstigung gelten nicht für :

1. Begünstigungen, die jetzt oder künftig einem angrenzenden Staate zur Erleichterung des Grenzverkehrs gewährt werden ;

2. Begünstigungen, die jetzt oder künftig einem dritten Staate auf Grund einer Zollvereinigung gewährt werden ;

3. Begünstigungen, die jetzt oder künftig durch Abkommen einem dritten Staate zur Vermeidung einer Doppelbesteuerung oder zur Sicherung von Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen gewährt werden ;

4. Begünstigungen, die jetzt oder später einem angrenzenden Staate für das Befahren oder die sonstige Benutzung von See aus nicht befahrbarer Grenzwasserstrassen gewährt werden.

Article XXII.

The present Treaty shall come into effect on the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for five years from that date. In case neither of the High Contracting Parties shall have notified twelve months before the expiration of the said term of five years the intention of terminating it, it shall remain binding until the expiration of one year from the date on which either of the High Contracting Parties shall have denounced it.

Artikel XXII.

Dieser Vertrag tritt am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft und gilt von diesem Tage an für fünf Jahre. Falls keiner der Hohen Vertragschliessenden Teile zwölf Monate vor Ablauf dieser fünfjährigen Frist die Absicht kundgegeben hat, von dem Vertrage zurückzutreten, so behält dieser bindende Kraft bis zum Ablauf eines Jahres seit dem Tage seiner Kündigung durch einen der Hohen Vertragschliessenden Teile.

Article XXIII.

This Treaty shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Bangkok as soon as possible. This Treaty has been executed in English and in German ; and it is hereby agreed that in case any dispute arises as to the precise meaning thereof, the meaning and intention shall be determined by the English text.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have hereunto signed their names and affixed their seals.

Done in duplicate at Bangkok the seventh day of the first month in the two thousand four hundred and seventy-first year of the Buddhist Era, corresponding to the seventh day of April in the nineteen hundred and twenty-eighth year of the Christian Era.

(L. S.) TRAIDOS PRABANDH.
(L. S.) Dr. ASMIS.

Artikel XXIII.

Dieser Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden so bald wie möglich in Bangkok ausgetauscht werden. Der Vertrag ist in deutscher und in englischer Sprache ausgefertigt worden ; es wird vereinbart, dass in Fällen strittiger Auslegung der englische Wortlaut für Sinn und Zweck des Vertrags massgebend ist.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten hierunter ihre Namen gesetzt und ihre Siegel beigedrückt.

Gegeben in doppelter Ausfertigung in Bangkok am siebenten April des Jahres eintausendneunhundertundachtundzwanzig der christlichen Zeitrechnung entsprechend dem siebenten Tage des ersten Monats des Jahres zweitausendvierhundertundeinundsiebenzig der buddhistischen Zeitrechnung.

(L. S.) *gez.* Dr. ASMIS.
(L. S.) *gez.* TRAIDOS PRABANDH.

Certified true copy :

Varnvaidya,
Siamese Minister in London.

PROTOCOL

CONCERNING THE PROVISIONAL ECONOMIC ARRANGEMENT BETWEEN SIAM AND GERMANY.

At the moment of proceeding this day to the signature of the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between the Kingdom of Siam

PROTOKOLL

BETREFFEND DAS VORLÄUFIGE WIRTSCHAFTSABKOMMEN ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND SIAM.

Vor der heutigen Unterzeichnung des Freundschafts-, Handels- und Schiffahrtsvertrags zwischen dem Deutschen Reiche und dem König-

and the German Reich, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have agreed as follows :

> When the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation comes into effect, the Provisional German-Siamese Economic Arrangement [1] signed at Berlin on February 28th, 1924, shall become inoperative, with the exception of the Protocol which shall definitely remain in force.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have hereunto signed their names and affixed their seals.

Done in duplicate at Bangkok the seventh day of the first month in the two thousand four hundred and seventy-first year of the Buddhist Era, corresponding to the seventh day of April in the nineteen hundred and twenty-eighth year of the Christian Era.

(L. S.) TRAIDOS PRABANDH.
(L. S.) Dr. ASMIS.

Certified true copy :

Varnvaidya,
Siamese Minister in London.

reich Siam haben die Bevollmächtigten der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile folgendes vereinbart :

> Wenn der Freundschafts-, Handels- und Schiffahrtsvertrag [1] in Kraft tritt, verliert das am 28. Februar 1924 zu Berlin unterzeichnete Vorläufige Deutsch-Siamesische Wirtschaftsabkommen seine Gültigkeit, mit Ausnahme des Protokolls, welches endgültig in Kraft bleibt.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten hierunter ihre Namen gesetzt und ihre Siegel beigedrückt.

Gegeben in doppelter Ausfertigung in Bangkok am siebenten April des Jahres eintausendneunhundertundachtundzwanzig der christlichen Zeitrechnung entsprechend dem siebenten Tage des ersten Monats des Jahres zweitausendvierhundertundeinundsiebenzig der buddhistischen Zeitrechnung.

(L. S.) *gez.* Dr. ASMIS.
(L. S.) *gez.* TRAIDOS PRABANDH.

I hereby certify that this is the correct German text of the Treaty and Protocol between Siam and Germany signed on 7th April 1928.

M. Vipulya,
Siamese Minister in Berlin.

21st January 1929.

Vol. XXXII, page 399, et vol. XXXIX, page 219, de ce recueil.

[1] Vol. XXXII, page 399, and Vol. XXXIX, page 219, of this Series.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 1938. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME DE SIAM ET LE REICH ALLEMAND. SIGNÉ A BANGKOK, LE 7 AVRIL 1928.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, animés du désir de renforcer les liens pacifiques déjà heureusement établis entre les deux Etats, ont résolu de conclure un Traité d'amitié, de commerce et de navigation, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Son Altesse le Prince TRAIDOS PRABANDH, ministre des Affaires étrangères ; et

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Rudolf ASMIS, LL. D., Ph. D.., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Bangkok ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre le Royaume de Siam et le Reich allemand.

Article II.

Les citoyens ou sujets de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit, sur un pied d'égalité avec les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée, de pénétrer sur le territoire de l'autre Partie, d'y voyager et d'y résider, sous réserve de se conformer aux règlements et stipulations contenues dans les lois nationales concernant les étrangers en général. Ils auront le droit, dans les mêmes conditions que les ressortissants, citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée, de s'y occuper d'oeuvres religieuses, charitables et d'éducation ; de s'y livrer à tous métiers commerces, industries, occupations, professions, études et recherches d'un caractère licite, d'y posséder, louer ou occuper des maisons, usines, entrepôts et magasins ; d'employer des agents de leur choix et, d'une manière générale, d'accomplir tous les actes nécessaires ou accessoires en vue de l'exercice de leur activité.

En tout ce qui concerne l'acquisition, la disposition et la possession de droits de propriété de toute nature, les citoyens ou ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront placés, dans toute l'étendue du territoire de l'autre Partie, sur le même pied que les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée, à condition que la réciprocité soit assurée.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les citoyens ou sujets de chacune des Hautes Parties contractantes peuvent disposer de leurs biens par voie de vente, d'échange, de don, de mariage, de legs ou de toute autre manière, dans les mêmes conditions que les nationaux. En outre, ils seront entièrement libres de faire sortir du pays les produits de la vente de leurs biens ou, d'une manière générale, tout ce qui leur appartient, sans être assujettis à des conditions autres ou à des charges plus élevées que celles qui sont imposées, dans des circonstances analogues, aux nationaux ou aux citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée.

Les citoyens ou sujets de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront pas obligés, sur le territoire de l'autre, de payer des impôts ou taxes autres ou plus élevés que ceux qui sont payés par les ressortissants ou par les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée. Toutefois, les Hautes Parties contractantes peuvent instituer des impôts ou redevances d'immigration, à condition que le traitement de la nation la plus favorisée soit accordé.

Les citoyens ou sujets de chacune des Hautes Parties contractantes seront de la façon la plus constante assurés, dans le territoire de l'autre Partie, de la protection et de la sauvegarde de leurs personnes et de leurs biens. Ils y jouiront, à cet égard, des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont ou pourront être accordés aux nationaux, pourvu qu'ils se conforment aux conditions imposées à ces derniers.

Ils seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire obligatoire dans les forces terrestres, navales ou aériennes, qu'il s'agisse des forces régulières, de la garde nationale ou de la milice ; ils seront également exempts de toutes les contributions imposées aux lieu et place du service militaire personnel et ne seront astreints à aucun emprunt forcé.

Les citoyens ou sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, d'une entière liberté de conscience, et, pourvu qu'ils se conforment aux lois, ordonnances et règlements en vigueur, ils auront le droit de se livrer à l'exercice privé ou public de leur culte.

Article III.

Il y aura, de part et d'autre, pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les territoires des deux Hautes Parties contractantes.

Les citoyens ou sujets de chacune des Hautes Parties contractantes pourront librement et en toute sûreté se rendre, avec leurs navires et leurs marchandises, dans tous les lieux, ports et cours d'eau du territoire de l'autre Partie qui sont ou seront ouverts à la navigation et au commerce étrangers ; sous réserve d'observer les lois du pays, ils y jouiront, en matière de commerce et de navigation, des mêmes droits, privilèges, libertés et exemptions qui sont actuellement ou pourront être ultérieurement accordés aux nationaux ou aux citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée.

Article IV.

Les citoyens ou sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par la loi, de la même protection que les nationaux ou que les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les brevets, marques de fabrique, désignations commerciales, dessins, échantillons, modèles, droits de reproduction et la suppression de la concurrence déloyale.

Article V.

Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'il ne sera imposé ni interdictions ni restrictions à l'importation ou à l'exportation d'aucun article de commerce entre les deux pays, sous réserve des exceptions ci-après qui, toutefois, s'étendront à tous les pays ou aux pays qui sont assujettis aux mêmes conditions :

1° Prohibitions ou restrictions concernant les munitions de guerre, et, dans des circonstances exceptionnelles, les autres matériels nécessaires à la guerre ;

2° Prohibitions ou restrictions imposées pour des raisons de sécurité nationale ou publique ou d'hygiène publique ;

3° Prohibitions ou restrictions portant sur des articles qui font ou pourraient ultérieurement faire l'objet d'un monopole d'Etat ;

4° Prohibitions ou restrictions destinées à protéger les animaux ou les plantes contre les maladies ; ou à empêcher la dégénérescence et la disparition de certaines plantes ;

5° Prohibitions ou restrictions portant sur des articles analogues à des articles nationaux dont la production, la consommation, la vente ou le transport, à l'intérieur du pays, sont interdits ou assujettis aux mêmes restrictions par la législation nationale.

Article VI.

En ce qui concerne le transit de tout article de commerce en provenance ou à destination du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes à travers le territoire de l'autre, les Hautes Parties contractantes appliqueront les dispositions de la Convention et du Statut sur la liberté du transit, adoptés à Barcelone le vingt avril mil neuf cent vingt et un.

Article VII.

Les citoyens ou sujets des Hautes Parties contractantes auront libre accès aux tribunaux de l'autre Partie soit comme demandeurs soit comme défendeurs. Ils auront la faculté, au même titre que les nationaux ou que les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée, de faire choix d'avoués, d'avocats et de représentants, et de les employer pour faire valoir leurs droits devant lesdits tribunaux. Les citoyens ou sujets de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront assujettis, en ce qui concerne l'accès aux tribunaux de l'autre Partie, à aucune condition ou exigence qui ne s'appliquerait pas aux nationaux ou aux citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée.

Article VIII.

Les compagnies et sociétés à responsabilité limitée et autres, qui sont déjà ou pourraient être ultérieurement constituées conformément aux lois de l'une des Hautes Parties contractantes, et qui sont domiciliées sur le territoire de ladite Partie, sont autorisées, sur le territoire de l'autre, à exercer leurs droits et à ester en justice, soit comme demandeur soit comme défendeur, conformément à la législation dudit pays. Ces compagnies et sociétés auront le droit, dans les conditions prescrites par la législation dudit pays, notamment après avoir obtenu l'autorisation nécessaire dans les cas où la loi exige cette autorisation, de s'établir dans le pays, d'y créer des succursales ou des agences et d'y exercer leur activité.

En ce qui concerne le droit d'exercer leur activité, lesdites compagnies et sociétés jouiront du même traitement que celui qui est ou pourrait être accordé aux compagnies et sociétés similaires de la nation la plus favorisée.

Ces compagnies et sociétés ne seront pas assujetties au paiement de taxes ou charges autres ou plus élevées que celles qui sont ou pourraient être payées par des compagnies et sociétés du pays ou par des compagnies et sociétés de la nation la plus favorisée ; elles seront également exemptes de tous les emprunts forcés.

En tout ce qui concerne l'acquisition, la disposition et la possession de droits de propriété de toute nature ces compagnies et sociétés seront placées sur le même pied que les compagnies et sociétés de la nation la plus favorisée, à condition que la réciprocité soit assurée.

Article IX.

En ce qui concerne le montant, la perception et la garantie des droits et charges de douane, ainsi que pour toutes les formalités douanières, les produits naturels et les produits manufacturés

de chacune des Hautes Parties contractantes seront traités, lors de leur exportation à destination du territoire de l'autre Partie ou lors de leur importation sur ce territoire, selon le principe de la nation la plus favorisée.

Article X.

Qu'il s'agisse de charges perçues pour l'Etat, pour les provinces, pour les communes ou pour les corps constitués, les charges frappant la production, la fabrication ou la consommation d'un article quelconque sur le territoire de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes ne pourront, sous aucun prétexte, être plus élevées ou plus onéreuses pour les produits de l'autre Partie que pour les articles similaires de la production nationale ou de la production de la nation la plus favorisée.

Article XI.

Tous les articles, — quelle que soit leur nature ou leur origine, — dont l'importation, l'exportation, le transit ou l'emmagasinage sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, sont autorisés s'ils sont transportés par des navires nationaux ou des navires de la nation la plus favorisée, pourront être importés, exportés, transités ou emmagasinés sur ce territoire s'ils sont transportés par des navires de l'autre Partie ; en outre, ces articles bénéficieront des mêmes avantages que les articles similaires transportés par des navires nationaux ou des navires de la nation la plus favorisée et ne pourront être soumis à des taxes, charges, droits autres ou plus élevés, ni à des restrictions autres ou plus sévères que ceux ou celles qui frappent lesdits articles.

La disposition précédente ne s'appliquera pas au traitement spécial accordé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes à l'importation, sur son territoire, de poisson pêché par les navires battant son propre pavillon. Néanmoins, le poisson pêché par les navires de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes ne sera pas assujetti, lors de son importation sur le territoire de l'autre Partie, à un traitement moins favorable que le poisson pêché par les navires d'un autre pays quelconque.

Article XII.

Pour tout ce qui concerne le stationnement, le chargement et le déchargement des navires sur le territoire de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes et, d'une manière générale, pour ce qui a trait à toutes les formalités et dispositions, quelles qu'elles soient, auxquelles les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons peuvent être assujettis, il ne sera pas accordé aux navires nationaux de privilèges ou de faveurs qui ne soient également accordés, dans des cas analogues, aux navires de l'autre Partie ; les Hautes Parties contractantes entendent qu'à cet égard les navires de chacune d'elles jouissent du même traitement.

Article XIII.

La nationalité des navires sera déterminée conformément aux lois et règlements du pays auquel ils appartiennent, au moyen de documents et de certificats délivrés par les autorités compétentes et conservés à bord des navires.

Article XIV.

En ce qui concerne les droits de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits analogues ou correspondants, quelle que soit leur dénomination, perçus au nom ou au profit de l'Etat, de fonctionnaires publics, de particuliers, de sociétés ou d'établissements d'une nature quelconque, les navires de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les ports et eaux de l'autre Partie, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux navires nationaux d'un autre pays étranger quelconque.

Article XV.

Le cabotage de chacune des Hautes Parties contractantes est excepté des dispositions du présent Traité et sera régi par les lois, ordonnances et règlements de chacune des Hautes Parties contractantes respectivement. Néanmoins, chacune des deux Parties pourra revendiquer pour ses navires les mêmes droits et privilèges que ceux qui sont accordés aux navires d'un autre pays quelconque, à la condition de reconnaître elle-même ces droits et privilèges aux navires de l'autre Partie.

Article XVI.

Lorsqu'un navire de guerre ou de commerce de l'une des Hautes Parties contractantes a échoué ou fait naufrage dans les eaux ou ports de l'autre Partie, ou a été contraint par des avaries en mer ou par toute autre cause de détresse de se réfugier dans un port de l'autre Etat, le navire, ses passagers et sa cargaison jouiront des même faveurs et immunités que celles que les lois et règlements de cet Etat accordent ou pourront accorder dans des cas analogues, aux navires nationaux ou à ceux de la nation la plus favorisée. Aide et assistance seront prêtées au capitaine et à l'équipage, dans la même mesure qu'aux nationaux ou aux citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée. Les marchandises sauvées d'un navire de commerce de l'une des Hautes Parties contractantes, échoué ou naufragé ou contraint de se réfugier dans un port, ne seront assujetties à aucun droit de douane sur le territoire de l'autre Partie contrantante, à moins qu'elles n'y soient livrées à la consommation intérieure.

Au cas où un navire de guerre ou de commerce appartenant à l'une des Hautes Parties contractantes viendrait à s'échouer ou à faire naufrage sur les côtes de l'autre Partie, les autorités locales devront immédiatement en aviser le fonctionnaire consulaire compétent, ou le plus proche de la Partie intéressée.

Article XVII.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls, vice-consuls et autres agents consulaires dans les villes et ports de l'autre Partie où sont autorisés à résider les mêmes fonctionnaires d'autres Puissances.

Ces fonctionnaires ne pourront entrer en fonctions qu'après avoir reçu l'exequatur ou toute autre autorisation requise.

Les fonctionnaires et agents consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, de tous les honneurs, privilèges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être accordés par la suite aux fonctionnaires et agents consulaires de la nation la plus favorisée. Toutefois, aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra réclamer, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, pour ses fonctionnaires et agents consulaires, des honneurs, privilèges, exemptions et immunités plus étendus que ceux qu'elle accorde aux fonctionnaires et agents consulaires de l'autre Partie.

Article XVIII.

Les fonctionnaires consulaires de l'une des Hautes Parties contractantes résidant sur le territoire de l'autre recevront des autorités locales toute aide qui peut leur être légalement prêtée pour la recherche des déserteurs des navires de l'autre Partie. Toutefois, cette clause ne s'appliquera pas aux sujets de la Partie contractante dont les autorités locales auront été invitées à prêter leur assistance.

Article XIX.

Au cas où un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes viendrait à décéder sur le territoire de l'autre, sans laisser, dans le pays où il est décédé, ni héritiers connus, ni exécuteurs testamentaires désignés par lui, les autorités locales compétentes devront aviser immédiatement du

décès le plus proche fonctionnaire consulaire de la nation à laquelle ressortissait le défunt, afin que les renseignements nécessaires puissent être transmis aux parties intéressées.

Au cas où un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes viendrait à décéder intestat sur le territoire de l'autre Partie, le fonctionnaire consulaire de la nation à laquelle ressortissait le défunt et dans la circonscription duquel le défunt était domicilié au moment de son décès, aura qualité — dans la mesure où les lois du pays l'y autoriseront et en attendant que soit nommé un administrateur et que celui-ci ait reçu le mandat nécessaire —, pour assumer la garde des biens laissés par le défunt et en assurer la conservation et la protection. Ce fonctionnaire consulaire pourra être nommé en qualité d'administrateur, suivant décision d'un tribunal ou de tout autre organisme exerçant un contrôle sur l'administration des biens, à la condition que les lois du pays dans lequel les biens sont administrés ne s'y opposent pas.

Les dispositions ci-dessus s'appliqueront également aux cas dans lesquels un citoyen ou un sujet de l'une des Hautes Parties contractantes possédant des biens sur le territoire de l'autre Partie, viendrait à décéder dans un autre pays, sans laisser, dans le pays où sont situés lesdits biens, d'héritiers connus ou d'exécuteurs testamentaires désignés par lui.

Article XX.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à l'arbitrage, sur la demande de l'une ou l'autre des Parties, tout différend qui pourrait s'élever entre elles quant à l'interprétation exacte ou à l'application de l'une quelconque des dispositions du présent traité.

La cour d'arbitrage à laquelle les différends de cette nature seront soumis sera la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, à moins que, dans un cas particulier quelconque, les deux Hautes Parties contractantes n'en décident autrement.

Article XXI.

Les dispositions du présent traité en ce qui concerne le traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquent pas :

1. Aux faveurs qui sont ou pourront être accordées par la suite à un Etat limitrophe, pour faciliter le trafic frontalier ;

2° Aux faveurs qui sont ou pourront être accordées par la suite à une tierce Puissance en vertu d'une union douanière ;

3° Aux faveurs qui sont ou pourront être accordées par voie contractuelle à une tierce puissance en vue d'éviter la double imposition ou pour la protection mutuelle des recettes ;

4° Aux faveurs qui sont ou pourront être accordées par la suite à un Etat limitrophe en ce qui concerne la navigation sur les voies d'eau frontière, non navigables depuis la mer, ou l'utilisation de ces voies d'eau.

Article XXII.

Le présent traité entrera en vigueur à dater de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur pendant cinq ans à partir de cette date. Si aucune des deux Hautes Parties contractantes ne notifie, douze mois avant l'expiration dudit délai de cinq ans, son intention de le dénoncer, le traité restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an, à compter de la date à laquelle l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Article XXIII.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Bangkok aussitôt que possible. Le présent traité a été rédigé en langue anglaise et en langue allemande. Il

est convenu par les présentes que si un différend vient à s'élever quant à sa signification exacte, le sens et l'intention en seront déterminés par le texte anglais.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont opposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Bangkok, le septième jour du premier mois de la 2471me année de l'ère bouddhique correspondant au septième jour du mois d'avril de l'année mil neuf cent vingt-huit de l'ère chrétienne.

(L. S.) *(Signé)* TRAIDOS PRABANDH.
(L. S.) *(Signé)* Dr. ASMIS.

PROTOCOLE

CONCERNANT L'ARRANGEMENT ÉCONOMIQUE PROVISOIRE CONCLU ENTRE LE SIAM ET L'ALLEMAGNE.

Au moment de procéder, ce jour, à la signature du Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu entre le Royaume de Siam et le Reich allemand, les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes sont convenus de ce qui suit :

> Lorsque le Traité d'amitié, de commerce et de navigation entrera en vigueur, l'arrangement économique provisoire germano-siamois, signé à Berlin, le 28 février 1924, deviendra inopérant, à l'exception du Protocole, qui restera définitivement en vigueur.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Bangkok le septième jour du premier mois de la 2471me année de l'ère bouddhique, correspondant au septième jour du mois d'avril de l'année mil neuf cent vingt-huit de l'ère chrétienne.

(L. S.) *(Signé)* TRAIDOS PRABANDH.
(L. S.) *(Signé)* Dr. ASMIS.

N° 1939.

ALLEMAGNE ET LITHUANIE

Accord additionnel à l'article 20 du Traité de commerce du 1er juin 1923, signé à Berlin, le 16 juillet 1925, avec protocole final, procès-verbal et échange de notes de la même date.

GERMANY AND LITHUANIA

Additional Agreement to Article 20 of the Commercial Treaty of June 1, 1923, signed at Berlin, July 16, 1925, with Final Protocol, Procès Verbal and Exchange of Notes of the same date.

TEXTE LITHUANIEN.-LITHUANIAN TEXT.

N° 1939. — PRIDEDAMOJI KONVENCIJA [1] PRIE LIETUVOS-VOKIETIJOS PREKYBOS SUTARTIES 1923 METŲ BIRŽELIO MĖN. 1 DIENOS STRAIPSNIO 20 [2]. PARAŠUOTA BERLYNE d. 16 méno LIEPOS 1925 m.

Textes officiels allemand et lithuanien communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lithuanie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 28 janvier 1929.

Vykdydamos Lietuvos-Vokietijos Prekybos Sutarties 1923 metų birželio mėn. 1 dienos straipsnį 20, LIETUVOS RESPUBLIKA ir VOKIETIJOS VALSTYBĖ nusprendė susisiekimui Lietuvos-Vokietijos pasienyje palengvinti sudarytiatskirą konvenciją ir tam tikslui paskyrė savo įgaliotiniais :

LIETUVOS RESPUBLIKA :

Nepaprastąjį Pasiuntinį ir Įgaliotąjį Ministerį Poną Vaclovą SIDŽIKAUSKĄ,

VOKIETIJOS VALSTYBĖ :

Slaptąjį Legacijos Patarėją Užsienių Reikalų Ministerijoje Poną Dr. jur. Wilhelm CRULL ;

kurie, patikrinę jų gera ir tinkama forma surašytus įgaliojimus, sutarė toliau išdėstyta :

Straipsnis 1.

Šios konvencijos prasme pasienio ruožu laikomas ruožas, kuris apima apskritai ne

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 20 décembre 1928.

Vo. LI, page 387, de ce recuei.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1939. — ZUSATZABKOMMEN [1] ZU ARTIKEL 20 DES LITAUISCH - DEUTSCHEN HANDELSVERTRAGS [2] VOM 1. JUNI 1923. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 16. JULI 1925.

German and Lithuanian official texts communicated by the Lithuanian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place January 28, 1929.

In Ausführung des Artikels 20 des litauisch-deutschen Handelsvertrags vom 1. Juni 1923 haben die REPUBLIK LITAUEN und das DEUTSCHE REICH beschlossen, zur Erleichterung des Verkehrs an der litauisch-deutschen Grenze ein besonderes Abkommen zu schliessen und zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DIE REPUBLIK LITAUEN :

den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Herrn Venceslas SIDZIKAUSKAS,

DAS DEUTSCHE REICH :

den Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amte Herrn Dr. jur. Wilhelm CRULL,

die nach Prüfung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten nachstehendes vereinbart haben :

Artikel 1.

Als Grenzbezirk im Sinne dieses Abkommens gilt der Bezirk, der nach beiden Seiten von der

[1] The exchange of ratifications took place at Berlin, December 20, 1928.

[2] Vol. LI, page 387, of this Series.

daugiau kaip po dešimtį kilometrų į abi sienos puses.

Juknaičiai ir Blauzdai Šilutės apskrities ir Preila, Pervalka ir Rasytė Kuršių Kopose pilnai priklauso pasienio ruožui.

Valdžios Prezidentai Gumbinėje ir Karaliaučiuje iš Vokietijos pusės ir Vilkaviškio ir Šakių Apskričių Viršininkai ir Klaipėdos Krašto Gubernatorius iš Lietuvos pusės planeš vieni antriems sąrašą valsčių ir dvarų, kurių gyventojams taikomos sienos lengvatos.

Straipsnis 2.

Sienai pereiti ir Lietuvos-Vokietijos pasienio ruože laikinai sustoti jo gyventojams, jei jie ten jau yra išgyvenę be pertraukos šešis mėnesius, bus duodamas liudymas (sienos kortelė), kuris surašomas iš pridėto pavyzdžio (Priedėlis A.), Vokietijoje ant mėlyno popieriaus, Lietuvoje ant balto.

Vokietijoje korteles duoda aspkričių įstaigos (Landratsämter) (Vyresnieji Burmistrai), Lietuvoje — viršaičiai ir burmistrai.

Vietos atžvilgiu sienos korteles duoda ta įstaiga, kurios apygardoje gyvena gaunąs kortelę asmuo.

Sienos kortelės galios laikas aprėžiamas 6 mėnesiais.

Vaikams, neturintiems 12 metų amžiaus, atskirų sienos kortelių neduodama, jie gali pereiti sieną su asmenimis, turinčiais kortelė, jei jie yra įrašyti kortelėje vykstančiais kartu. Vaikai, tarp 6 ir 12 metų amžiaus, gali gauti atskirą kortelę išimties keliu, jei dėl jų užsiėmimo rūšies (pavyzdžiui, jei jie yra piemens) kortelė atrodo esanti reikalinga.

Asmenims, kurie yra išbuvę pasienio ruože be pertraukos mažiau kaip šešis mėnesius, galima duoti sienos kortelė, gavus sutikimą antrosios šalies administracijos įstaigos, būtent, Valdžios Prezidentų Gumbinėje arba Karaliaučiuje iš Vokietijos pusės ir Vilkaviškio arba Šakių Apskričių Viršininkų resp. Klaipėdos Krašto Gubernatoriaus iš Lietuvos pusės, jeigu jie yra darbininkai tų asmenų įmonėje, kurie einant 1 dalimi turi teisės turėti kortelę. Taip pat kitiems asmenims, kurie yra išgyvenę pasienio

Grenze an gerechnet im allgemeinen nicht mehr als 10 km umfasst.

Die Ortschaften Jugnaten und Blausden des Kreises Heydekrug und die Ortschaften Preil, Perwelk und Rossiten auf der Kurischen Nehrung gehören in vollem Umfange zum Grenzbezirk.

Ein Verzeichnis der Gemeinde- und Gutsbezirke, für deren Bewohner die Grenzerleichterungen gelten, werden sich die Regierungspräsidenten in Gumbinnen und Königsberg und die Kreishauptleute in Wilkowieski und Schacki, sowie der Gouverneur des Memelgebiets gegenseitig mitteilen.

Artikel 2.

Zum Überschreiten der Grenze und zum vorübergehenden Aufenthalt innerhalb des deutsch-litauischen Grenzbezirks wird dessen Einwohnern, sofern sie dort bereits 6 Monate ununterbrochen ansässig sind, ein Ausweis (Grenzkarte) ausgestellt werden, der deutscherseits auf blauem, litauischerseits auf weissem Papier nach dem anliegenden Muster ausgestellt wird (Anlage A).

Die Ausstellung erfolgt auf deutscher Seite durch die Landratsämter (Oberbürgermeister), auf litauischer Seite durch die Amtsvorsteher (Bürgermeister).

Örtlich zuständig ist die Behörde, in deren Bezirk die Person wohnt, für welche die Grenzkarte ausgestellt wird.

Die Gültigkeitsdauer der Grenzkarte ist auf 6 Monate beschränkt.

Jugendliche unter 12 Jahren erhalten keine besondere Grenzkarte, sie können von Inhabern von Grenzkarten, soweit sie darin als Begleitpersonen aufgeführt sind, mit über die Grenze genommen werden. Ausnahmsweise können Jugendliche zwischen 6 und 12 Jahren eine besondere Grenzkarte erhalten, sofern infolge der Art ihrer Beschäftigung (z. B. als Hütejunge) eine solche erforderlich erscheint.

Personen, die weniger als 6 Monate ununterbrochen im Grenzbezirk anwesend gewesen sind, kann nach vorher eingeholter Zustimmung der Verwaltungsbehörde des anderen Vertragsteiles, nämlich des Regierungspräsidenten in Gumbinnen oder Königsberg auf deutscher Seite und der Kreishauptleute in Wilkowieski oder Schacki bezw. des Gouverneurs des Memelgebiets auf litauischer Seite eine Grenzkarte ausgestellt werden, wenn sie als Arbeiter oder Angestellte im Betrieb einer nach Absatz I

ruože be pertraukos mažiau kaip šešis mėnesius, ypatingais atsitikimais galima duoti sienos kortelė, bet ir šitais atsitikimais reikia pirma gauti antrosios šalies administracijos įstaigos sutikimas.

Valdžios Prezidentai Gumbinėje ir Karaliaučiuje iš Vokietijos pusės ir Vilkaviškio ir Šakių Apskričių viršininkai taip pat Klaipėdos Krašto Gubernatorius iš Lietuvos pusės, kas mėnuo ligi penkioliktos mėnesio dienos praneš vieni antriems pavardes asmenų, kuriems yra duotos naujos sienos kortelės pereitą kalendoriaus mėnesį.

Straipsnis 3.

Už sienos kortelės davimą imama tik raštinės rinkliava, būtent : 3 litai iš lietuvių pusės ir 1,25 reichsmarkė iš vokiečių pusės. Keisti rinkliavos yra palikta abiejų šalių įstaigų, pažymėtų straipsnio 2 paskutinėje dalyje, savitarpiam susitarimui.

Leidžiama prailginti sienos kortelės vieną kartą 6 mėnesiams be mokesnio.

Straipsnis 4.

Sienos kortelė duoda jos sa vininkui teisės pakartotinai pereiti sieną valdžios nustatytose sienai pereiti vietose ir nustatytomis toms vietoms tarnybos valandomis.

Vietas ir laiką sienai pereiti kiekvienam atsitikimui susitarę nustato Valdžios Prezidentai Gumbinėje ar Karaliaučiuje iš Vokietijos pusės ir Vilkaviškio ar Šakių Apskričių viršininkai ar Klaipėdos Krašto Gubernatorius iš Lietuvos pusės. Panaikinimai ir pakeitimai reikalingi savitarpio susitarimo.

Siena galima pervažiuoti taip pat traukiniu, vandens susisiekimo priemonėmis ir žemės keliais, pereiti pėsčiomis arba kitokiais susisiekimo būdais, bet naudotis pasienio ruože greitaisiais traukiniais neleidžiama.

zur Führung einer Grenzkarte berechtigten Person tätig sind. Auch anderen Personen, die weniger als 6 Monate ununterbrochen im Grenzbezirk ansässig gewesen sind, kann in besonderen Fällen eine Grenzkarte ausgestellt werden, jedoch ist auch in diesem Fall die Einholung der vorherigen Zustimmung der Verwaltungsbehörde des anderen Vertragsteiles erforderlich.

Die Regierungspräsidenten in Gumbinnen und Königsberg deutscherseits und die Kreishauptleute in Wilkowieski und Schacki sowie der Gouverneur des Memelgebiets litauischerseits werden einander bis zum 15. jeden Monats die Namen der Personen mitteilen, denen in dem vergangenen Kalendermonat neue Grenzkarten ausgestellt worden sind.

Artikel 3.

Für die Ausstellung der Grenzkarte wird lediglich eine Schreibgebühr erhoben, und zwar litauischerseits 3 Litas, deutscherseits 1,25 Reichsmark. Die Aenderung der Gebühren bleibt der beiderseitigen Vereinbarung der im Artikel 2 letzter Absatz genannten Behörden überlassen.

Die einmalige gebührenfreie Verlängerung der Grenzkarte um 6 Monate ist statthaft.

Artikel 4.

Die Grenzkarte berechtigt ihren Inhaber zum wiederholten Überschreiten der Grenze an den amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen und innerhalb der für diese Grenzübergangsstellen festgesetzten Dienststunden.

Die Grenzübergangsstellen und die Grenzübergangszeiten im einzelnen werden zwischen den Regierungspräsidenten in Gumbinnen oder Königsberg auf deutscher Seite und den Kreishauptleuten in Wilkowieski oder Schacki bezw. dem Gouverneur des Memelgebiets auf litauischer Seite vereinbart. Aufhebungen und Abänderungen bedürfen der gegenseitigen Vereinbarung.

Das Überschreiten der Grenze kann auch mit der Eisenbahn, auf Wasserfahrzeugen und auf Landwegen, zu Fuss oder mit anderen Beförderungsmitteln erfolgen, jedoch ist die Benutzung von Schnellzügen innerhalb des Grenzbezirks ausgeschlossen.

Straipsnis 5.

Gali pereiti sieną ne valdžios nustatytose sienai pereiti vietose ir nenustatytomis toms vietoms tarnybos valandomis: dvasininkai, gydytojai, gyvulių gydytojai ir akušerės, taip pat ugniagesių komanda, savo profesijos pareigoms eiti. Tam tikslui jie gauna raudonu kryžium ypatingai pažymėtą sienos kortelę (Priedėlis B.).

Šitų asmenų lydimasis personalas naudojasi tomis pat teisėmis, jei turi sienos kortelę (Priedėlis A.).

Artikel 5.

Ausserhalb der amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen und ausserhalb der für diese festgesetzten Dienststunden können die Grenze überschreiten:

Geistliche, Ärzte, Tierärzte und Hebammen, sowie die Feuerwehr zwecks Ausübung ihrer beruflichen Tätigkeit. Sie erhalten zu diesem Zwecke eine durch ein rotes Kreuz besonders gekennzeichnete Grenzkarte (Anlage B). Das Begleitpersonal der vorstehend aufgeführten Personen geniesst die gleichen Vorrechte, wenn es sich im Besitze einer Grenzkarte (Anlage A) befindet.

Straipsnis 6.

Ūkio darbininkai gali pereiti sieną žemės ūkio darbams dirbti žemės sklypuose antrosios susitariančios šalies pasienio ruože ir nenustatytomis tarnybos valandomis ir ne valdžios nustatytose perėjimo vietose, tačiau tik įprastu vietoje žemės ūkio darbo metu.

Tokiam sienos perėjimui, be sienos kortelės (Priedėlis A.) reikia vietinės policijos įstaigos liudymo (Priedėlis C.). Tokių liudymų galios laiką nustato ta įstaiga, kuri juos išduoda; galios laikas negali būti ilgesnis kaip 14 dienų. Liudymas duodamas nemokamai.

Artikel 6.

Landwirtschaftliche Arbeiter können zur Ausführung Landwirtschaftlicher Arbeiten auf Grundstücken im Grenzbezirk des anderen Vertragsteiles die Grenze auch ausserhalb der festgesetzten Dienststunden und der amtlich zugelassenen Grenzübergangstellen, jedoch nur innerhalb der ortsüblichen landwirtschaftlichen Arbeitszeit überschreiten.

Zu einem solchen Grenzübertritt ist neben der Grenzkarte (Anlage A) eine Bescheinigung der Ortspolizeibehörde (Anlage C) erforderlich. Die Gültigkeitsdauer dieser Bescheinigung wird durch die ausstellende Behörde festgesetzt; sie darf 14 Tage nicht übersteigen. Für die Ausstellung der Bescheinigung ist eine Gebühr nicht zu erheben.

Straipsnis 7.

Amatininkai, pramoninkai ir darbininkai, kurie gyvena pasienio ruože, turi teisės antrosios Valstybės pasienio ruože be atskiro leidimo, laikydamiesi šalies įstatymų, verstis savo darbu ir gabenti su savim be muito reikalingus amato ir verslo įrankius ta sąlyga, kad baigę darbą juos išsiveš atgal.

Amatininkai ir pramoninkai gali gabenti su savim per sieną be atskiro leidimo ir be muito aprėžtą kiekį medžiagos pataisymams, bet medžiagos negali būti gabenama daugiau, kaip reikia mažai pramonės arba amato įmonei. Tai neapima medžiagos naujiems įtaisymams.

Artikel 7.

Handwerker, Gewerbetreibende und Arbeiter, die innerhalb des Grenzbezirks wohnen, sollen unter Beobachtung der Landesgesetze berechtigt sein, im anderen Staate innerhalb des Grenzbezirks ihre berufliche Tätigkeit auszuüben und dabei das erforderliche Handwerks- und Betriebsgerät ohne besondere Bewilligung zollfrei unter der Bedingung der Wiederausfuhr nach Beendigung der Arbeit mit sich zu führen. Handwerker und Gewerbetreibende sollen in beschränktem Umfange zur Vornahme von Ausbesserungen Material, das diesem Zwecke dient, ohne besondere Bewilligung zollfrei über die Grenze führen können, jedoch soll die Mitnahme des Materials nicht den Rahmen eines kleinen Gewerbe- und Handwerksbetriebs übersteigen. Material zur Herstellung von Neuanlagen fällt nicht hierunter.

Asmens, kurie verčiasi laisvąja profesija (dvasininkai, gydytojai, gyvulių gydytojai ir dantų gydytojai, akušerės, gailestingosios seserys ir kiti privatiniai slaugytojai ir dezinfektoriai), turi teisės imtis su savim per sieną be atskiro leidimo ir be muito reikalingus jų profesijos darbui dirbti instrumentus, ta sąlyga, kad išsiveš juos atgal. Taip pat jie turi teisės pasiimti tinkamą atsižvelgiant į aplinkybes rankinę vaistinę.

Ugniagesių komanda, tiekdama pagalbos pasienio ruože, visai nevaržoma imti su savim reikalingus įrankius.

Personen, die einen freien Beruf auüben (Geistliche, Ärzte, Tierärzte, Zahnärzte, Hebammen, Krankenschwestern und sonstige Privatpflegepersonen und Desinfektoren) sollen berechtigt sein die zur Ausübung ihres Berufes notwendigen Instrumente beim Überschreiten der Grenze ohne besondere Bewilligung zollfrei unter der Bedingung der Wiederausfuhr mit sich zu führen, auch eine den Verhältnissen entsprechende Handapotheke mit sich zu nehmen.

Die Feuerwehr unterliegt bei Hilfeleistungen innerhalb des Grenzbezirks keinerlei Beschränkungen in der Mitnahme der erforderlichen Gerätschaften.

Straipsnis 8.

Apskritai, sienos kortelių savininkai turi teisės pereidami sieną imtis su savim savo reikalui mažą kiekį maisto ir skanėstų, nemokėdami už juos muito nė mokesnių ar rinkliavų.

Taip pat, sienos kortelių savininkai turi teisės išvežti ir įvežti be atskiro leidimo, be muito, mokesnių ir rinkliavų :

1. vienakanopius (arklius, asilus, mulus) kirpti, kergti, sverti ir gydyti pas veterinarijos gydytoją antrosios šalies pasienio ruože, ta sąlyga, kad bus išvežti atgal ;

2. žagarus ir šakas ta sąlyga, kad jiems rankioti yra duotas reikalingas leidimas ;

3. vaistus savo reikalams ; bet vaistus, neleistus laisvai pardavinėti, — tik tada, jei jie pirkti iš recepto gydytojo, kuris turi teisės praktikuoti ;

4. visokios rūšies vežimus žmonėms ir prekėms vežti, įskaitant čia priklausomus jiems prietaisus ir verslo reikmenis, jei jie tik tam vežami per sieną ir ta sąlyga, kad bus grąžinti atgal.

Artikel 8.

Allgemein sollen die Inhaber einer Grenzkarte berechtigt sein, Lebens- und Genussmittel in kleinen Mengen für den eigenen Bedarf zoll-, abgaben- und gebührenfrei beim Überschreiten der Grenze mit sich zu führen.

Ferner sollen ohne besondere Bewilligung zoll-, abgaben- und gebührenfrei von den Inhabern einer Grenzkarte aus- und eingeführt werden können :

1. Einhufer (Pferde, Esel, Maultiere, Maulesel), anlässlich des Schneidens, Belegens, Wiegens und der tierärztlichen Behandlung in dem anderen Grenzbezirk unter der Bedingung der Rückführung ;

2. Raff- und Leseholz, unter der Voraussetzung, dass die für das Einsammeln erforderliche Bewilligung hierzu erteilt ist ;

3. Arzneimittel für den eigenen Verbrauch ; nicht zum Handverkauf zugelassene Arzneimittel jedoch nur dann, wenn sie gegen Rezepte approbierter Ärzte gekauft sind ;

4. Fahrzeuge aller Art für Personen und Warenbeförderung einschliesslich der zugehörigen Ausrüstungsgegenstände und Betriebsmittel, wenn sie nur aus dieser Veranlassung über die Grenze gebracht werden, und zwar unter der Bedingung der Rückführung.

Straipsnis 9.

Perkirstų siena žemės sklypų savininkai turi teisės įvežti ir išvežti be atskiro leidimo:

1. sėklas, pakinktus ir padargus eksploatuoti esantiems vienos susitariančios šalies pasienio ruože žemės sklypams, kurie yra valdomi iš esančių antrosios šalies pasienio ruože gyvenamų ir ūkio trobesių; pakinktai ir padargai gali būti vežami ta sąlyga, kad bus išvežti atgal;

2. pasėlius ir pašarą, kurie yra reikalingi savam ūkiui antrosios šalies pasienio ruože tvarkyti;

3. derlių, gautą iš žemės arba miško ūkio, esančio žemės sklype antrosios susitariančios šalies pasienio ruože;

4. trąšas, kurios yra gautos vienos šalies pasienio ruože ir skiriamos sunaudoti savam ūkyje antrosios šalies pasienio ruože.

Susitarimai dėl perkirstų siena žemės sklypų lygiai taip pat yra taikomi ir tų žemės sklypų eksploatavimui, kurie patys neperskirsti siena, bet kurie valdomi iš žemės arba miško ūkio centro, esančio antrosios šalies pasienio ruože.

Artikel 9.

Besitzer von grenzdurchschnittenen Grundstücken sollen berechtigt sein, ohne besondere Bewilligung ein- und auszuführen:

1. Sämereien, Gespanne und Geräte aus Anlass der Bewirtschaftung der in dem Grenzbezirk des einen Vertragsteils gelegenen Grundstücke, die von Wohn- und Wirtschaftsgebäuden im Grenzbezirk des anderen Vertragsteils aus bewirtschaftet werden, Gespanne und Geräte unter der Bedingung der Rückführung;

2. Saat und Futtermittel, die zur Regelung des eigenen Wirtschaftbetriebes im Grenzbezirk des anderen Vertragsteils dienen;

3. das auf dem Grundstück im Grenzbezirk des anderen Vertragsteils gewonnene Erntenutzungsergebnis des land- und forstwirtschaftlichen Betriebes;

4. Düngemittel, die im Grenzbezirk des einen Vertragsteiles gewonnen und im Grenzbezirk des anderen Vertragsteiles bestimmungsgemäss in der eigenen Wirtschaft verwendet werden sollen.

Die für grenzdurchschnittene Grundstücke getroffenen Vereinbarungen finden analoge Anwendung auch auf die Bewirtschaftung jener Grundstücke, die, ohne von der Grenze selbst durchschnitten zu sein, von einer im Grenzbezirk des anderen Vertragsteils gelegenen land- oder forstwirtschaftlichen Betriebsstätte aus bewirtschaftet werden.

Straipsnis 10.

Jei visokių rūšių prekės, kurių apyvarta prekyboje ir rinkoje yra laisva, išvežamos iš vieno pasienio ruožo į antrąjį, tai paimtas muitas grąžinamas už tas prekes, kurios vežamos atgal neparduotos.

Artikel 10.

Werden Waren jeder Art im Handel und Marktverkehr aus dem freien Verkehr des einen Grenzbezirks in den anderen Grenzbezirk gebracht, so werden die erhobenen Zölle zurückerstattet, wenn und soweit diese Erzeugnisse unverkauft wieder zurück geführt werden.

Straipsnis 11.

Kai dėl susisiekimo tarp apskričių: Fischhausen apskr. (Karaliaučiaus apyg.) Kopose, Niederung apskr., Tilžės miesto apskr. ir Tilžės-Ragainės apskr Vokietijos pusėje ir aps-

Artikel 11.

Für den Verkehr zwischen den Kreisen: Landkreis Fischhausen (Rgb. Königsberg) auf der Nehrung, Landkreis Niederung, Stadtkreis Tilsit und Landkreis Tilsit- Ragnit auf deut-

kričių : Klaipėdos Koposė, Šilutės ir Pagėgių Lietuvos pusėje, tai greta išdėstytų nustatymų sutariama šiaip :

§ 1.

Pereinamuoju, ilgiausiai 2 metų, laiku Valdžios Prezidentai Gumbinėje ar Karaliaučiuje iš Vokietijos pusės ir Klaipėdos Krašto Gubernatorius iš Lietuvos pusės duos sienos korteles asmenims, kurie turi gyvenamą vietą ne pasienio ruože, tačiau ne toliau kaip 21 kilometras nuo sienos, ir turi savą žemę arba nuomoja žemę antrosios susitariančios šalies teritorijoje.

§ 2.

Nustatymai apie reikalingumą išgyventi šešis mėnesius netaikomi valstybės ir savivaldybių valdininkams (Reichs-Stats- und Kommunalbeamten) ir jų namiškiams, taip pat darbininkams ir tarnautojams, jei jie dirba įmonėje asmens, kuris turi teisės sienos kortelei.

Taip pat ir kitiems asmenims, kurie yraisgyvenę pasienio ruože mažiau kaip 6 mėnesius be pertraukos, ypatingais atsitikimais galima duoti sienos kortelė ; bet jei jie yra išgyvenę pasienio ruože mažiau kaip 3 mėnesius be pertraukos, tai reikia gauti sutikimas antrosios šalies administracijos įstaigos, — būtent, Valdžios Prezidento Gumbinėje arba Karaliaučiuje iš Vokietijos pusės ir Klaipėdos Krašto Gubernatoriaus iš Lietuvos pusės.

§ 3.

Susisiekimo paprastaisiais ir siauraisiais geležinkeliais, taip pat pažymėtais tvarkaraštyje laivais, laikas neapreižiamas. Susisiekimas per Luizės tiltą ties Tilže gali būti kiekvienos šalies sulaikytas nuo 1 ligi 3 valandos nakties.

§ 4.

Išimtinais atsitikimais Tilžės Vyresnysis Burmistras gali duoti C. pavyzdžio liudymus savo valdininkams, tarnautojams ir darbininkams, dirbantiems miesto įmonėse anapus sienos. Dėl bendrų pagrindų, kuriais bus duodami

scher Seite und den Landkreisen : Memel auf der Nehrung, Heydekrug und Pogegen auf litauischer Seite wird neben den vorstehenden Bestimmungen folgendes vereinbart :

§ 1.

Für eine Übergangszeit von höchstens 2 Jahren werden die Regierungspräsidenten in Gumbinnen oder Königsberg auf deutscher Seite und der Gouverneur des Memelgebiets auf litauischer Seite Personen Grenzkarten ausstellen lassen, die ausserhalb des Grenzbezirks, jedoch nicht weiter als 21 km von der Grenze entfernt, ihren Wohnsitz haben und Ländereien auf dem Gebiete des anderen Vertragsteils besitzen oder in Pacht haben.

§ 2.

Auf die in den Grenzbezirk versetzten Reichs-, Staats- und Kommunalbeamten sowie auf ihre Haushaltungsangehörigen, ferner auf Arbeiter oder Angestellte, wenn sie im Betriebe einer zur Führung einer Grenzkarte berechtigten Person tätig sind, findet die Bestimmung über die Notwendigkeit des sechsmonatigen Aufenthalts keine Anwendung.

Auch anderen Personen, die weniger als 6 Monate ununterbrochen im Grenzbezirk ansässig sind, kann in besonderen Fällen eine Grenzkarte ausgestellt werden ; wenn sie jedoch weniger als 3 Monate ununterbrochen im Grenzbezirk ansässig sind, ist die Einholung der Zustimmung der Verwaltungsbehörde des anderen Vertragsteils, nämlich des Regierungspräsidenten in Gumbinnen oder Königsberg auf deutscher Seite und des Gouverneurs des Memelgebiets auf litauischer Seite erforderlich.

§ 3.

Der Verkehr mit der Eisenbahn, Kleinbahn, den fahrplanmässigen Schiffen ist zeitlich nicht beschränkt. Der Verkehr über die Luisenbrücke bei Tilsit kann von jeder Seite in der Zeit von 1 bis 3 Uhr nachts gesperrt werden.

§ 4.

In Ausnahmefällen kann der Oberbürgermeister in Tilsit für seine in städtischen Einrichtungen jenseits der Grenze zu verwendenden Beamten, Angestellten und Arbeiter Bescheinigungen nach Muster C ausstellen. Über die

šitie liudymai, Tilžės Vyresnysis Burmistras susitars su Klaipėdos Krašto Gubernatorium.

§ 5.

Asmenims, norintiems iš Tilžės aplankyti sodno restoraną prietiltėje (Gartenwirtschaft Brückenkopf), kad ir neturintiems teisės, einant str. 2, gauti pasienio kortelės leidžiama pereiti sieną su liudymu, kurį duoda Tilžės Policijos Valdyba vienai dienai.

§ 6.

Kiek tat yra reikalinga Ežei apiplaukti, susitariančių šalių muitų priežiūros tarnybos laivai gali plaukti Kuršių Marių vandenyse, esančiuose antrosios susitariančios šalies teritorijoje.

§ 7.

Be atskiro leidimo ir be muito, mokesnių ar rinkliavų galima išvežti iš vienio pasienio ruožo ir įvežti į antrąjį :

1. sėklos, pakinktai ir padargai eksploatuoti esantiems vienos šalies pasienio ruože žemės sklypams, kurie yra valdomi iš antrosios šalies pasienio ruožo ; pakinktai ir padargai gali būti vežami ta sąlyga, kad bus išvežti atgal ;

2. pasėliai, pašaras ir trąšos, kurie vienos šalies pasienio ruožo gyventojų vartojami savo ūkyje antrame pasienio ruože ;

3. žemės ūkio produktai, įskaitant kitokius visokeriopus žemės gaminius iš žemės sklypų, esančių vienos šalies pasienio ruože, ir kurių naudotojai gyvena arba turi gyvenamąją vietą antrosios šalies ruože, — į tą ruoža. Derliui pervežti Apskričių Viršininkai (viršaičiai) duoda liudymus, kad vežami dalykai tikrai gauti teisėtai naudojamame ūkyje ;

allgemeinen Grundsätze, nach denen diese Bescheinigungen ausgestellt werden, wird sich der Oberbürgermeister in Tilsit mit dem Gouverneur des Memelgebiets verständigen.

§ 5.

Personen, die von Tilsit aus die Gartenwirtschaft Brückenkopf besuchen wollen, wird der Grenzübertritt, auch wenn sie nicht gemäss Artikel 2 zur Erlangung einer Grenzkarte berechtigt sind, auf Grund einer Bescheinigung gestattet, die von der Polizeiverwaltung in Tilsit mit eintägiger Geltungsdauer ausgestellt wird.

§ 6.

Soweit es zur Umschiffung der Eschebank erforderlich ist, dürfen die im Zollaufsichtsdienst tätigen Wasserfahrzeuge der vertragschliessenden Teile die im Gebiete des anderen vertragschliessenden Teiles liegenden Gewässer des kurischen Haffs befahren.

§ 7.

Ohne besondere Bewilligung dürfen zoll-, abgaben- und gebührenfrei aus dem einen Grenzbezirk aus- und in den anderen Grenzbezirk eingeführt werden :

1. Sämereien, Gespanne und Geräte aus Anlass der Bewirtschaftung der in dem Grenzbezirk des einen Vertragsteils gelegenen Grundstücke, die von einer Verwaltungsstelle im Grenzbezirk des anderen Vertragsteils aus bewirtschaftet werden, Gespanne und Geräte under der Bedingung der Rückführung ;

2. Saatgut, Futtermittel und Düngemittel, die Bewohnern des einen Grenzbezirks zur Verwendung in ihrem Betriebe im anderen Grenzbezirk dienen ;

3. landwirtschaftliche Erzeugnisse einschliesslich sonstiger Bodennutzungen aller Art von Grundstücken, die sich in dem Grenzbezirke des einen Vertragsteils befinden und deren Nutzungsberechtigte in dem Grenzbezirk des anderen Vertragsteils wohnen oder ihren Wohnsitz haben, nach diesem Grenzbezirk. Für das Herüberführen der Erträgnisse werden Bescheinigungen von den Landräten (Amtsvorstehern) darüber ausgestellt, dass die transportierten Mengen tatsächlich auf dem nutzungsberechtigten Lande gewonnen sind ;

4. gyvasis inventorius į vienos šalies pasienio ruožo ganyklas ir pievas, kurių naudotojai gyvena arba turi gyvenamąją vietą antrosios šalies pasienio ruože, su sąlyga parginti ganymo metu ar pasibaigus ganymui. Teisė parginti liečia tik tikrai įgabentus gyvulius ir jų atvestą ganymo metu prieauglį ;

4. lebendes Inventar zum Zwecke des Weideganges nach Wiesen und Weiden des Grenzbezirks des einen Vertragsteils, deren Nutzungsberechtigte im Grenzbezirk des anderen Vertragsteils wohnen oder ihren Wohnsitz haben, unter der Bedingung der Rückführung nach dem Weidegang oder während desselben. Das Recht der Rückführung des lebenden Inventars erstreckt sich nur auf die tatsächlich eingeführten Tiere und auf das von diesen während des Weideganges geborene Jungvieh ;

5. gautus beganant (skaitmuo 4) pienas. Pienui atgal įvežti Apskričių Viršininkai (viršaičiai, burmistrai) duoda liudymus, kad jis tikrai gautas teisėtai naudojamame ūkyje ;

5. die während des Weideganges (Ziffer 4) gewonnene Milch. Für die Rückführung der Milch werden von den Landräten (Amtsvorsteher, Bürgermeister) Bescheinigungen darüber ausgestellt, dass die transportierten Mengen tatsächlich auf dem nutzungsberechtigten Lande gewonnen sind ;

6. visas gyvasis inventorius, išgintas iš vieno pasienio ruožo į antrojo ganyklas, ir atvestas beganant prieauglis (sk. 4) kirpti, kergti, sverti ir gydyti pas gyvulių gydytoją antrame pasienio ruože, su sąlyga atgal išvesti.

6. das zum Zwecke des Weideganges aus dem einen Grenzbezirk in den anderen überführte gesamte lebende Inventar und dessen während des Weideganges geborene Nachzucht (Ziff. 4) anlässlich des Schneidens, Belegens, Wiegens und der tierärztlichen Behandlung in dem anderen Grenzbezirke unter der Bedingung der Rückführung ;

7. visokios rūšies maisto produktai, žemės ūkio ir kitoki žemės gaminiai, kuriuos susitariančios šalies pasienio ruožo gyventojai gauna antrosios šalies pasienio ruože į atlyginimą už atliktą tenai darbą, arba atlyginimai natūra, kurie duodami einant nustatytais įstatymu arba sutartimi pasižadėjimais išlaikyti, išimtinės ir nuomos iš natūros, taip pat aprėžtą kiekį aukų, jeigu turį teisės jas gauti gyveną antrosios šalies pasienio ruože, visa tai — einant abiejų šalių kompetentingos vietinės vyresnybės liudymais ;

7. Lebensmittel, landwirtschaftliche und sonstige Bodenerzeugnisse aller Art, welche die Bewohner des Grenzbezirks des einen Vertragsteils als Teil des Lohnes für ihre im Grenzbezirk des anderen Vertragsteils geleistete Arbeit dort erhalten oder Naturalleistungen, die auf Grund von gesetzlichen oder vertraglichen Unterhaltungsverpflichtungen, Altenteil und Naturalpacht geliefert werden, sowie Liebesgaben in beschränkten Mengen, wenn die Empfangsberechtigen im Grenzbezirk des anderen Landes wohnen, auf Grund von Bescheinigungen der beiderseitigen zuständigen Ortsbehörden ;

8. dalykai, kuriuos vienos šalies pasienio ruožo gyventojai savo reikalams duoda antrosios pasienio ruožo amatininkams apdirbti arba perdirbti, aprėžus tuos dalykus šitaip : audeklas drabužiams, oda avalinei, geležis kalvių darbams, medis stalių ir dailidžių darbams, oda išdirbti, siūlai austi, siūlai ir audeklas dažyti, velti arba baltinti, grūdai arba aliejiniai sėmenys

8. Gegenstände, die Bewohner des einen Grenzbezirks für ihren Bedarf durch Handwerker des anderen Grenzbezirks bearbeiten oder verarbeiten lassen, beschränkt auf Zeugstoffe zu Kleidungsstücken Leder zu Fussbekleidung, Eisen zu Schmiedearbeiten, Holz, zu Schneide- oder Tischlerarbeiten, Häute zum Gerben, Garn zum Weben, Garn und Stoffe zum Färben, Bedrucken

malti arba spausti, ir ta sąlyga, kad padirbti dirbiniai, malinys arba aliejus bus išvežti atgal ;

9. kasdieninės arba žemės ūkio apyvokos daiktai, kurie antrosios šalies pasienio ruože taisomi arba daromi tinkamai vartoti, su sąlyga išvežti atgal.

§ 8.

1. Tilžės miestas pasilaiko sau laisvą tvarkymą visų priklausančių jam geriamojo vandens, versmių ir šulinių įvadų, kurie yra į žiemius nuo Nemuno, arti Luizės tilto.

2. Tilžės miestas turi teisės įtaisyti savo žemės sklype (sk. 1) naujus šulinius ir įvadus ir dar, be to, kiek to reikalauja viešas reikalas, gręžti ir jungti daugiau šulinių, laikydamas turinčius galios Klaipėdos Krašte įstatymus ; civilinių pretenzijų sureguliavimas šiuo neliečiamas.

3. Tilžės miestas gauna teisės perkelti, papildyti ir išplėsti jo įtaisytus gazo ir vandens įvadus ir elektros stoties įtaisytus elektros įvadus. Įvadai palieka miesto, resp., elektros stoties nuosavybe. Už vandens stoties ir priklausančių jai, taip pat kitų pažymėtųjų įvadų turėjimą naudojimą ir praplėtimą Tilžės miestas neturi mokėti jokių kitų rinkliavų ir mokesnių kaip tik tokius, kokius moka tokios pat Klaipėdos Krašto savivaldybių įmonės ir žemės sklypai.

4. Lietuvos valdžios įstaigos leidžia Tilžės miestui laikyti ir reikalui esant įtaisyti be mokesnio ir rinkliavos savą telefono susisiekimą su vandens stotimi ir su gyvenančių Klaipėdos Krašte tos įmonės valdininkų butais. Kaip yra tiestinos telefono linijos, turi būti nustatyta susitarus su kompetentinga Lietuvos telefonų įstaiga.

5. Kilus suirutei, streikui ir t.t., dėl kurių būtų pavojaus Tilžės miesto vandens stoties Užnemunėje saugumui ir darbui, tinkamos tenai įstaigos imsis reikalingų policinių ir karinių priemonių vandens stočiai ir Vyresniojo Burmistro pastatytai techniniai pagalbai saugoti.

oder Bleichen, Getreide oder Ölsaat zum Mahlen oder Schlagen, und zwar unter der Bedingung der Rückführung der Fertigwaren des Mahlguts oder des Öles ;

9. Gegenstände des täglichen Bedarfs oder landwirtschaftlichen Gebrauchs, die in dem Grenzbezirk des anderen Vertragsteils ausgebessert oder instandgesetzt — werden, unter der Bedingung der Rückführung.

§ 8.

1. Die Stadt Tilsit behält die freie Verfügung über alle ihr gehörigen Leitungen von Genusswasser, Quellen und Brunnen, welche nördlich der Memel in der Nähe der Luisenbrücke liegen.

2. Die Stadt Tilsit ist berechtigt, neue Brunnen nebst Leitungen auf ihrem Grundstück (Ziffer 1) zu errichten, sowie darüber hinaus, soweit es der öffentliche Bedarf erfordert, unter Einhaltung der für das Memelgebiet geltenden gesetzlichen Bestimmungen weitere Brunnen zu erbohren und anzuschliessen, unbeschadet der Regelung zivilrechtlicher Ansprüche.

3. Die Stadt Tilsit erhält das Recht, die von ihr eingebauten Leitungen von Gas und Wasser und die von dem Elektrizitätswerk eingebauten elektrischen Leitungen zu verlegen, zu ergänzen und zu erweitern. Die Leitungen bleiben Eigentum der Stadt bezw. des Elektrizitätswerks. Für das Haben, Benutzen und die Erweiterung des Wasserwerks und der zugehörigen, sowie der übrigen vorerwähnten Leitungen soll die Stadt Tilsit keinen anderen Gebühren und Abgaben unterliegen, als gleichartige Betriebe und Grundstücke memelländischer Gemeinden.

4. Die litauischen Behörden gestatten der Stadt Tilsit, zum Wasserwerk und zu den Wohnungen der im Memelgebiet wohnenden Beamten des Wasserwerks eigene gebührenund abgabenfreie Telephonverbindungen zu unterhalten und erforderlichenfalls einzurichten. Die Linienführung ist im Einvernehmen mit der zuständigen litauischen Telephonbehörde festzulegen.

5. Im Falle von Unruhen, Streiks usw., durch welche die Sicherheit und der Betrieb des Wasserwerks der Stadt Tilsit in Übermemel gefährdet ist, werden die dort zuständigen Behörden die zum Schutz des Wasserwerks erforderlichen politischen und militärischen

Jeigu Vyresnysis Burmistras reikalauja policinių arba karinių priemonių, kurios išeina iš ribų apsaugos, privalomos Lietuvos Vyriausybei einant tarptautine teise, tai Tilžės miestas privalo atlyginti kilusias dėl to ypatingas išlaidas.

6. Lietuvos valdžios įstaigos leidžia be mutio, mokesnio ir rinkliavos įvežti anglis, medžiagą įmonei dirbti, geležines dalis, mašinas, statybos medžiagą, prietaisus ir t.t., reikalingus vandens stočiai, pažymėtiems skaitmeny 3 įvadams ir kitiems viešam reikalui, ne pasipelnymo tikslu, Tilžės miesto valdomiems žemės sklypams ir įtaisymams. Jos leidžia taip pat be muito, mokesnio ir rinkliavos išvežti tuos dalykus, jei jie ligšiolinėj savo vietoj ne turi būti daugiau naudojami, turi būti pakeisti arba pasiųsti į Tilžę pataisyti.

7. Lietuvos centralinės arba autonominės (Klaipėdiškės) civilinės ir karinės įstaigos nerekvizuos ir nevaržys areštu Tilžės miesto nuosavų ir jo valdomų žemės sklypų, įtaisymų ir priemonių pasienio ruože. Taip pat šitie žemės sklypai atleidžiami nuo butų rekvizicijų ir kitų karinių prievolių, jei jose yra viešųjų Tilžės miesto įmonių eksploatacijos priemonės arba įtaisymai.

Pažymėtosios lengvatos neturi galios įsiteisėjusių teismo sprendimų vykdyti. Karo vadui paėmus vykdomąją valdžią, jos lieka galioj tik vandens stoties atžvilgiu.

8. Tilžės miesto valdininkai, tarnautojai ir darbininkai turi teisės gyventi ir apsistoti pasienio ruože, kiek tat yra reikalinga dėl vandens stoties ir minėtų įvadų bei kitų miesto nekilnojamųjų turtų ir įtaisymų. Bet teisė išsiųsti nepageidaujamus svetimšalius įstatymų ribose nėra aprėžta.

9. Jei Tilžės miestas būtų priverstas paleisti valdininkus, tarnautojus ir darbininkus, dirbančius į žiemius nuo upės, tai jis nekliūdomas pakeisti juos savo žmonėmis gyvenančiais į pietus nuo upės.

Massnahmen treffen und die vom Oberbürgermeister etwa eingesetzte technische Nothilfe schützen. Soweit der Oberbürgermeister polizeiliche oder militärische Massnahmen beantragt die über den Rahmen des der Litauischen Regierung völkerrechtlich obliegenden Schutzes hinausgehen, hat die Stadt Tilsit die dadurch entstehenden besonderen Kosten zu erstatten.

6. Die litauischen Behörden gewähren die zoll-, abgaben- und gebührenfreie Einfuhr der für das Wasserwerk, die in Ziffer 3 erwähnten Leitungen und die sonstigen im öffentlichen Interesse von der Stadt Tilsit bewirtschafteten, nicht zu Erwerbszwecken dienenden Grundstücke und Einrichtungen benötigten Kohlen Betriebsstoffe, Eisenteile, Maschinen, Baustoffe, Geräte usw. Sie gewähren ferner die zoll-, abgaben- und gebührenfreie Ausfuhr dieser Gegenstände, wenn sie an ihrem bisherigen Platze nicht mehr verwendet oder ausgewechselt oder zur Reparatur nach Tilsit gesandt werden sollen.

7. Requisitionen und Beschlagnahmungen von im Grenzbezirk gelegenen, im Eigentum der Stadt Tilsit stehenden und von ihr bewirtschafteten Grundstücken, Betriebseinrichtungen und Betriebsmitteln dieser Grundstücke durch die litauischen Zentralen oder autonomen (memelländischen) Zivil- oder Militärbehörden werden nicht vorgenommen. Ebenso sind diese Grundstücke, soweit sie Betriebsmittel oder Betriebseinrichtungen der öffentlichen Werke der Stadt Tilsit enthalten, von Einquartierungslasten und sonstigen militärischen Leistungen befreit.

Die obigen Vorrechte gelten nicht für die Vollstreckung rechtskräftiger Urteile. Sie bleiben nach der Übernahme der vollziehenden Gewalt durch den Militärbefelshaber nur für das Wasserwerk in Kraft.

8. Die Beamten, Angestellten und Arbeiter der Stadt Tilsit sind berechtigt, soweit dies im Interesse der Wasserwerke und der vorerwähnten Leitungen und sonstigen städtischen Liegenschaften und Einrichtungen erforderlich ist, im Grenzbezirk zu wohnen und sich dort aufzuhalten. Jedoch wird das Recht der Ausweisung von lästigen Ausländern im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen nicht beschränkt.

9. Ist die Stadt Tilsit zur Entlassung von Beamten, Angestellten und Arbeitern genötigt, die nördlich des Stromes verwendet werden, so kann sie ihrerseits ungehindert Ersatz aus ihren Leuten südlich des Stromes verwenden.

§ 9.

Siunčiamiems Tilžės atostogų kolonijon Juodkrantyje vaikams, lydintiems juos asmenims, taip pat kolonijai valdyti ir vaikams prižiūrėti pastatytiems valdininkams ir tarnautojams — viso vienu kartu ne daugiau kaip 150 žmonių — tinkama įstaiga duoda nemokamai leidimą įvažiuoti ir apsistoti, taip pat be rinkliavos, mokesnio ir muito leidžiama jiems įsivežti valgomų daiktų, lovą, skalbinių ir kitokios namų mantos, kuriuos jie Tilžės Magistrato liudymu pasiima ar gauna atostogų kolonijoje vartoti. Tų daiktų išvežimas taip pat neapmokamas muitu nė mokesniais ar rinkliavomis.

Atostogu kolonijai leidžiama taip pat be muito mokesnio ir rinkliavos išsivežti jai priklausantį, esantį « Bein Schwarzort » viloje inventorių.

§ 10.

Su mėsininkais ir gyvulių pirkliais iš Tilžės miesto, kurie turi to miesto Vyresniojo Burmistro liūdymą apie tai, kad jie supirkinėja piaunamuosius gyvulius Tilžės miesto gyventojams aprūpinti, bus elgiamasi kaip su verteivomis, einant Prekybos Sutarties str. 5.

§ 11.

Nederliui atsitikus, išleistas draudimas išvežti šieną ir šiaudus, neliečia žemės sklypų savininkų teisės pervežti per sieną derlių iš savo žemės sklypų, esančių antrosios susitariančios šalies plote.

Jei būtų daromos išimtys iš kurio nors tokio draudimo, tai Lietuvos Vyriausybė pirmiausia leis Tilžės vyresniajam Burmistrui pirkti pasienio ruože šieną ir šiaudus Tilžės gyventojų reikalams.

§ 12.

Tilžės - Ragainės apskrities gyventojai gauna teisės be atskiro leidimo išvežti savo reikalams iš Pagėgių apskrities miškų kasmet ligi 15 000 kietmetrių malkų kurui.

§ 9.

Den in der Tilsiter Ferienkolonie Schwarzort unterzubringenden Kindern, ihren Begleitpersonen, sowie den mit der Verwaltung der Kolonie und den mit der Beaufsichtigung der Kinder beauftragten Beamten und Angestellten — insgesamt auf einmal nicht mehr als 150 Personen — wird gebührenfreie Einreise und Aufenthaltsgenehmigung seitens der zuständigen Behörden erteilt, desgleichen wird ihnen gebühren-, abgaben- und zollfrei Einfuhr für die Lebensmittel, Betten, Wäsche und den sonstigen Hausrat gewährt, die sie auf Grund einer Bescheinigung des Magistrats Tilsit zum Zwecke ihres Aufenthalts in der Ferienkolonie mitbringen oder erhalten. Ebenso ist die Wiederausfuhr dieser Gegenstände gebühren-, abgaben- und zollfrei.

Der Ferienkolonie wird ferner gestattet, das ihr gehörige, in der Villa Bein Schwarzort befindliche Inventar zoll-, abgaben- und gebührenfrei auszuführen.

§ 10.

Fleischer und Viehhändler aus der Stadt Tilsit, die eine Bescheinigung des Oberbürgermeisters dieser Stadt darüber haben dass sie Schlachtvieh zur Versorgung der Tilsiter Bevölkerung aufkaufen, werden behandelt wie Gewerbetreibende gemäss Artikel 5 des Handelsvertrags.

§ 11.

Ein im Falle einer Missernte etwa erlassenes Ausfuhrverbot von Heu und Stroh beeinträchtigt nicht das Recht der Grundstückseigentümer, die Ernte von ihren im Gebiete des anderen Vertragsteils gelegenen Grundstücken über die Grenze zu bringen.

Auch wird die Litauische Regierung bei etwaigen Ausnahmen von einem solchen Ausfuhrverbot zunächst dem Oberbürgermeister von Tilsit den Bezug von Heu und Stroh aus dem Grenzbezirk für den eigenen Bedarf der Tilsiter Bevölkerung gestatten.

§ 12.

Die Bewohner des Kreises Tilsit-Ragnit erhalten das Recht, aus den Waldungen im Kreise Pogegen bis zu jährlich 15,000 Festmetern ohne besondere Bewilligung ihren Brennholzbedarf auszuführen.

Taip pat Šilutės apskrities gyventojai ir Kopų kaimų — Nidos, Preilos ir Pervalko — gyventojai gali be tam tikro leidimo išveštzti savo reikalams durpių ir malkų kurui iš Briedžiulių Pelkės resp. Ibenhorstero miško.

§ 13.

Einant per sieną negali būti reikalaujama ypatingo laido padedant pinigus. Jei reikalaujama laido, tai pinigų vieton pristatomi liudymai, dėl kurių bus smulkiau susitarta vykdomuose nustatymuose (str. 14.).

Straipsnis 12.

Kai šios konvencijos nustatymais einant yra reikalingi liudymai, tai už jų davimą mokama 1 litas resp. 0,40 reichsmarkės.

Straipsnis 13.

Abi vyriausybės turi teisės suvaržyti pasienio susisiekimą dėl antrosios susitariančios šalies sanitarinių ir epideminių aplinkybių, taip pat dėl priežasčių, išdėstytų Prekybos Sutarties str. 8, 2 dalyje.

Įsakymus šiuo reikalu pažymėtos str. 2. 6 dalyje administracijos įstaigos skubiai praneš viena antrai.

Straipsnis 14.

Abiejų šalių muitų įstaigos, betarpiškai susitarusios, išleis reikalingus vykdomuosius nustatymus prie aukščiau pažymėtų straipsnių, ypatingai nustatys tiesioginių susitarimū rūšis ir kiekį prekių, kurių galima pasiimti einant str. 8, 1 dal., 2 dal. sk. 3, str. 11, § 7, sk. 7, § 8.

Kiti reikalingi šiam susitarimui vykdyti atskiri įsakymai turi būti leidžiami betarpiškai susitarus abiejų šalių muitų ir administracijos įstaigomos.

Desgleichen dürfen die Bewohner des Kreises Heydekrug sowie der Nehrungsdörfer Nidden, Preil und Perwerk ihren Bedarf an Torf und Brennholz aus dem Bredzuller Moor, bezw. dem Ibenhorster Forst ohne besondere Ausfuhrbewilligung ausführen.

§ 13.

Beim Überschreiten der Grenze sollen besondere Sicherheitsleistungen durch Hinterlegung von Geldbeträgen nicht gefordert werden. Soweit Sicherheitsleistungen verlangt werden, treten anstelle von Geldbeträgen Bescheinigungen, über welche in den Ausführungsbestimmungen (Art. 14) nähere Vereinbarungen getroffen werden.

Artikel 12.

Soweit nach den Bestimmungen dieses Abkommens Bescheinigungen erforderlich sind, betragen die Gebühren für deren Ausstellung I Lit. bezw. 0,40 Reichsmark.

Artikel 13.

Die beiden Regierungen sind berechtigt, Einschränkungen des Grenzverkehrs mit Rücksicht auf die sanitären und Seuchenverhältnisse des anderen Vertragsteiles sowie aus den in Artikel 8 Absatz 2 des Handelsvertrags aufgeführten Gründen anzuordnen. Die diesbezüglichen Anordnungen werden sich die in Artikel 2 Absatz 6 genannten Verwaltungsbehörden gegenseitig beschleunigt mitteilen.

Artikel 14.

Die beiderseitigen Zollbehörden werden die zu den vorstehenden Artikeln etwa erforderlichen Ausführungsbestimmungen in unmittelbarem Benehmen treffen, insbesondere auch im gegenseitigen Einvernehmen die nach Artikel 8 Absatz 1, Absatz 2 Ziffer 3, Artikel 11 § 7 Ziffer 7, zur Mitnahme gestatteten Warenarten, und- mengen festsetzen.

Die zur Durchführung dieser Vereinbarung, erforderlichen sonstigen Einzelanordnungen sollen in unmittelbarem Benehmen der beiderseitigen Zoll- und Verwaltungsbehörden getroffen werden.

Straipsnis 15.

Ši konvencija turi būti ratifikuota ir ratifikacijos raštais turi būti netrunkant pasikeista Berlyne. Konvencija įgyja galios ratifikacijos raštų pasikeitimo dieną ir turi galios dvejus metus. Nuo šito laiko ji palieka galioj ligi viena katra abiejų susitariančių šalių neįspės prieš šešis mėnesius apie jos atšaukimą.

Padaryta keturiuose originaluose.

BERLYNAS, 1925 *metu liepos mėn.* 16 *dieną.*

SIDZIKAUSKAS. *(L. S.)* Wilhelm CRULL. *(L. S.)*

Artikel 15.

Dieses Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen alsbald in Berlin ausgetauscht werden. Es tritt mit dem Tage dieses Austausches in Kraft und soll zwei Jahre in Geltung bleiben. Von diesem Zeitpunkt an soll es so lange in Kraft bleiben, als es nicht von einem der beiden vertragschliessenden Teile mit sechsmonatiger Frist gekündigt worden ist.

Ausgefertigt in vierfacher Urschrift.

BERLIN, *den* 16. *Juli* 1925.

V. SIDZIKAUSKAS. *(L. S.)* Wilhelm CRULL. *(L. S.).*

PRIEDĖLIS A.

LIETUVOS-VOKIETIJOS PASIENIO SUSISIE-KIMAS.

Sienos kortelė Nr.....

Vardas ir pavardė .....
Užsiėmimas .....
Gyvenamoji vieta .....
Gimimo vieta....., gimimo diena.....

Tinka pereiti sienai einant Pridedamosios Konvencijos prie Lietuvos-Vokietijos Prekybos Sutarties str. 20 1925 metų.....mėn..... dienos nustatymais.

Turi galios ligi.....

(Atvirkščioji pusė).

Fotografija Sienos kortelės savininko parašas. Antspaudas

Vykstantieji kartu asmens, neturį 12 metų amžiaus :

Vardas ir pavardė Amžius

1. .....
2. .....
3. .....
4. .....

Davimo vieta : .....
Data : .....
Įstaiga : .....

Parašas.

Tarnybinis antspaudas.

ANLAGE A.

LITAUISCH-DEUTSCHER GRENZVERKEHR

Grenzkarte Nr.....

für
Vor- und Zuname : .....
Stand oder Beruf : .....
Wohnort : .....
Geburtsort : .....,-tag : .....

Gültig zum Grenzübertritt nach Massgabe der Bestimmungen des Zusatzabkommens zu Art 20 des litauisch-deutschen Handelsvertrages vom

Gültig bis .....

(Rückseite)

Lichtbild. Unterschrift des Inhabers der Grenzkarte. Stempel.

Begleitpersonen unter 12 Jahren :

Vor und Zuname Alter

1. .....
2. .....
3. .....
4. .....

Ort der Ausstellung : .....
Datum : .....
Behörde : .....

Unterschrift.

Dienststempel.

PRIEDĖLIS B.

LIETUVOS-VOKIETIJOS PASIENIO SUSISIE-KIMAS.

Raudonojo Kryžiaus ženklas.

Sienos kortelės Nr.....

Vardas ir pavardė .....
Užsiėmimas : .....
Gyvenamoji vieta : ....., gimimo diena :
.....

Tinka sienai pereiti, dvasininkams, gydytojams, gyvulių gydytojams ir akušerėms, taip pat ugniagesių komandai, ir ne valdžios nustatytose sienai pareiti vietose ir nenustatytomis toms vietoms tarnybos valandomis, einant Pridedamosios Konvencijos prie Lietuvos Vokietijos Prekybos Sutarties str. 20. 1925 metų .....
mėn. .....dienos nustatymais.

Turi galios ligi.....

(Atvirkščioji pusė.)

Fotografija. Sienos kortelės savininko parašas. Antspaudas

Davimo vieta : .....
Data : .....
Įstaiga : .....

Parašas.

Tarnybinis antspaudas.

ANLAGE B.

LITAUISCH-DEUTSCHER GRENZVERKEHR.

Zeichen des Roten Kreuzes.

Grenzkarte Nr.....

Vor- und Zuname : .....
Stand oder Beruf : .....
Wohnort : .....
Geburtsort : .....,-tag : .....

Gültig zum Grenzübertritt für Geistliche, Ärzte, Tierärzte und Hebammen, sowie für die Feuerwehr auch ausserhalb der amtlich zugelassenen Grenzübergangstellen und ausserhalb der für diese festgesetzten Dienststunden nach Massgabe der Bestimmungen des Zusatzabkommens zu Art. 20 des deutsch-litauischen Handelsvertrages vom

Gültig bis.....

(Rückseite)

Lichtbild Unterschrift des Inhabers der Grenzkarte. Stempel.

Ort der Ausstellung .....
Datum .....
Behörde .....

Unterschrift.

Dienststempel.

PRIEDĖLIS C.

LIUDYMAS.

Turi galios tiktai kartu su sienos kortele (pavyzdis A.).

Turi galios nuo..... ligi.....
Pas .....
(Darbo davėjo užsiėmimas ir pavardė.)
.....
(Darbo davėjo gyvenamoji vieta.)
dirbantis .....
(Darbo ėmėjo užsiėmimas ir pavardė.)
turi teisės pereiti Lietuvos-Vokietijos sieną.....
.....
(Sienai pereiti vieta.)
tikslu ..... žemės sklype .....
(Darbo rūšis.)

Davimo vieta .....
Data : .....
Tarnybinis antspaudas
Įstaiga : .....
Nemokamai !
.....
Liudymą davusio valdininko parašas.

ANLAGE C.

BESCHEINIGUNG.

Gültig nur zusammen mit einer Grenzkarte (Muster A).

Gültig von ..... bis .....
Der / Die } bei dem.....
(Stand und Name des Arbeitsgebers)
in .....
(Wohnort des Arbeitgebers)
beschäftigte .....
(Stand und Name des Arbeitnehmers)
ist befugt, die deutsch-litauische Grenze.....
.....
(Bestimmung der Grenzübergangsstelle)
zwecks..... auf dem Grundstück.....
(Art der Beschäftigung)
zu überschreiten.

Ort der Ausstellung : .....
Datum : .....
Dienstsiegel
Behörde.....
Gebührenfrei ! .....
Unterschrift des ausstellenden Beamten.

BAIGIAMASIS PROTOKOLAS

PRIE PRIDEDAMOSIOS KONVENCIJOS PRIE LIETUVOS-VOKIETIJOS PREKYBOS SUTARTIES STR. 20.

Įvykusio šiandien Lietuvos - Vokietijos Pridedamosios Konvencijos prie Lietuvos - Vokietijos Prekybos Sutarties str. 20 pasirašymo metu sutikta dėl šių punktų :

Abiejų šalių Vyriausybės susitars ir neatidėliodamos pradės reikalingas derybas dėl priemonių, taikintinų įspėti neteisėtam naudojimuisi sienos kortelėmis, o taip pat ir dėl to, kiek laiko kas kartą sienos kortelių savininkai galės pasilikti antrosios susitariančiosios šalies teritorijoje.

Ligi įvyks numatytas straipsnio 4. 2 dalyje susitarimas dėl sienos perėjimo punktų ir laiko, sienai pereiti turės galios surašyti pridedamame sąraše sienos perėjimo punktai.

Kalbamas susitarimas taip pat turi sutvarkyti klausimą, ar turi būti, einant Lietuvos Vyriausybės išreikštu noru, laikinai ar visiškai uždarytas dėl permažo naudojimo sąraše pažymėtos Nr. 9 pereinamasis punktas Tilže - Spiteris.

Dėl straipsnio 11 § 2 abiejų šalių kompetentingos valdžios įstaigos susitars, kurios rūšies įmonėse dirbantiems darbininkams ir tarnautojams gali būti duota sienos kortelė nežiūrint jų apsigyvenimo ilgumo.

Dėl straipsnio 11 abi Vyriausybės sutinka, kad tuo atsitikimu, kai bus duoti draudžiamų įvežti prekių kontingentai, bus kiek galima žiūrima ligšiolinių ūkio santykių tarp abiejų pasienio ruožų.

Abi Vyriausybės sutinka, kad draudimai įvežti, išvežti ir pervežti leistini tik dėl pažymėtų Prekybos Sutarties straipsnyje 8 priežasčių.

SCHLUSSPROTOKOLL

ZUM ZUSATZABKOMMEN ZU ARTIKEL 20 DES LITAUISCH-DEUTSCHEN HANDELSVERTRAGS VOM 1. JUNI 1923.

Bei der heute erfolgten Unterzeichnung des Zusatzabkommens zu Artikel 20 des litauisch-deutschen Handelsvertrages hat Einigung über folgende Punkte bestanden :

Die beiderseitigen Regierungen werden sich über die zur Verhütung einer missbräuchlichen Benutzung der Grenzkarten zu treffenden Massnahmen, sowie über die Länge der Zeit, während welcher sich Inhaber von Grenzkarten jeweils auf dem Gebiete des anderen Vertragsteiles aufhalten dürfen, verständigen und die diesbezüglichen Verhandlungen ohne Verzug aufnehmen.

Bis zu der in Artikel 4 Abs. 2 erfolgten Vereinbarung über die Grenzübergangsstellen und Grenzübergangzeiten werden für das Überschreiten der Grenze die in anliegender Nachweisung aufgeführten Grenzübergangsstellen gelten.

Die erwähnte Vereinbarung soll auch die Frage regeln, ob die in der Nachweisung unter Nr. 9 aufgeführte Grenzübergangsstelle Tilsit-Splitter entsprechend dem Wunsch der Litauischen Regierung wegen zu geringer Benutzung vorübergehend oder gänzlich eingezogen werden kann.

Zu Artikel 11 § 2 werden sich die beiderseitigen zuständigen Grenzbehörden darüber verständigen für welche Art von Betrieben den dort tätigen Arbeitern und Angestellten eine Grenzkarte ohne Rücksicht auf die Dauer ihrer Ansässigkeit ausgestellt werden kann.

Zu Art. 11 sind sich die beiderseitigen Regierungen darüber einig, dass im Falle der Erteilung von Einfuhrkontingenten für einfuhrverbotene Waren die bisherigen wirtschaftlichen Beziehungen zwischen den beiderseitigen Grenzbezirken nach Möglichkeit berücksichtigt werden.

Die beiderseitigen Regierungen sind sich darüber einig dass Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote nur aus den in Art. 8 des Handelsvertrages angeführten Gründen zulässig sind.

Abi vyriausybės pasižada pradėti vykdyti Konvencijos nustatymus nuo jos pasirašymo dienos tiek, kiek tam nekliudo įstatymai.

Dėl straipsnio 11 § 8 sk. 8. Vokietijos Įgaliotinis pareiškė, kad Tilžės Burmistras išklausys galimus kompetentingų Lietuvos valdžios įstaigų skundus dėl įmonių tarnautojų elgimosi ir neištikimumo ir pageidavimus dėl tokių žmonių pakeitimo.

BERLYNAS, 1925 *metų liepos mėn.* 16 *d.*

V. SIDZIKAUSKAS. Wilhelm CRULL.

Die beiderseitigen Regierungen verpflichten sich, die Bestimmungen dieses Abkommens vom Tage seiner Unterzeichnung ab zur Ausführung zu bringen, soweit nicht gesetzliche Hindernisse im Wege stehen.

Zu Art. 11 § 8 Ziffer 8 wird deutscherseits erklärt, dass der Oberbürgermeister von Tilsit etwaigen Beschwerden der litauischen zuständigen Behörden über das Auftreten und die Unzuverlässigkeit der Werksangestellten und den etwaigen Wünschen der genannten Behörden auf Ablösung solcher Personen entsprechen wird.

BERLIN, *den* 16. *Juli* 1925.

V. SIDZIKAUSKAS. Wilhelm CRULL.

ANLAGE.

LIETUVOS — VOKIETIJOS SIENAI PEREITI VIETŲ SĄRAŠAS.

Eilinis Nr.	Sienai pereiti veitos	Jų rūšys
1.	Nida (Pillkoppen-Kur. Nehrung)	vieta sienai pereiti sausumoje
2.	Skirvytė (Skirwieth)	keltas vežimams
3.	Rusnė (Brionischken)	» »
4.	Tatamiškiai (Tattamischken)	» »
5.	Šakūnėliai (Schakuhnen)	» »
6.	Šileninkai (Kloken)	» »
7.	Galždonai (Skulbetwarren)	» »
8.	Vingė (Kallwen)	» »
9.	Jovarinė (Tilsit-Splitter)	» »
10.	Geležinkelio tilto būdelė (Tilsit-Bahnhof)	vieta sienai pereiti geležinkeliu
11.	Panemunė (Tilsit-Brücke)	vieta sienai pereiti siauruoju geležinkeliu ir sausumoje
12.	Krakoniškiai (Krakonischken)	keltas
13.	Ragainė (Ragnit)	
14.	Šereilaukis (Unter-Eisseln)	keltas vežimams
15.	Šakaičiai (Nemonge)	keltas
16.	Viešvilė (Trappöhnen)	keltas vežimams
17.	Smalininkai (Schillehnen a/Memel)	» »
18.	Ramoniškiai (Schillehnen a/Memel)	vieta sienai pereiti sausumoje
19.	Slavikai (Wisborienen)	»
20.	Naumiestis (Schirwindt)	»
21.	Kybartai (Eydkuhnen)	»
22.	Vištytis (Gr. Kallweitschen)	»

NACHWEISUNG DER ÜBERGANGSSTELLEN AN DER LITAUISCH-DEUTSCHEN GRENZE.

Lfd. Nr.	Grenzübergansstellen	Art derselben
1.	Pillkoppen (Kur. Nehrung) (Nida)	Landübergang
2.	Skirwieth (Skirvytė)	Wagen-Fähre.
3.	Brionischken (Rusnė)	» »
4.	Tattamischken (Tatamiškiai)	» »
5.	Schakuhnen (Šakūnėliai)	» »
6.	Kloken (Šileninkai)	» »
7.	Skulbetwarren (Galzdonai	» »
8.	Kallwen (Vingė)	» »
9.	Tilsit-Splitter (Jovarinė)	» »
10.	Tilsit-Bahnhof (Geležinkelio tilto būdelė)	Eisenbahnübergang
11.	Tilsit-Brücke (Panemunė)	Kleinbahn u. Landübergang
12.	Krakonischken (Krakoniškiai)	Kahn-Fähre
13.	Ragnit (Ragainė)	Wagen-Fähre.
14.	Unter-Eisseln (Šereilaukis)	» »
15.	Nemonge (Sakaičiai)	Kahn-Fähre
16.	Trappöhnen (Viešvilė)	Wagen-Fähre.
17.	Schillehnen a/Memel-Schmalleningken (Smalininkai)	» »
18.	Schillenhen a/Memel-Romanischke (Ramoniškiai)	Landübergang
19.	Wisborienen (Slavikai)	»
20.	Schirwindt (Naumiestis)	»
21.	Eydtkuhnen (Kybartai)	»
22.	Gr. Kallweitsche (Vištytis)	»

SITZUNGS-PROTOKOLL.

Entsprechend den Bestimmungen des Schlussprotokolls zum Zusatzabkommen zu Artikel 20 des litauisch-deutschen Handelsvertrages vom 1. Juni 1923 sind die unterzeichneten Bevollmächtigten der beiderseitigen Regierungen zusammengekommen, um sich über die noch offen gebliebenen Fragen zu verständigen. Die Besprechungen haben zu folgendem Ergebnis geführt :

I. Die vertragschliessenden Teile sind sich darüber einig, dass das Zusatzabkommen zu Artikel 20 des litauisch-deutschen Handelsvertrages vom 1. Juni 1923 nebst Schlussprotokoll und Notenwechsel baldigst ratifiziert und in Kraft gesetzt werden soll.

II. Es besteht ferner zwischen den vertragschliessenden Teilen Einigkeit darüber, dass den von Litauen und Deutschland zu dem Zusatzabkommen zu erlassenden autonomen Ausführungsbestimmungen folgende Richtlinien zugrunde gelegt werden sollen :

Zu Artikel 2 :

Die vertragschliessenden Teile sind sich darüber einig, dass die Inhaber von Grenzkarten des einen Teiles sich jeweils auf dem Gebiete des anderen Teiles nicht länger als fünf Tage ununterbrochen aufhalten dürfen.

Über eine Erweiterung des Aufenthaltsrechts für Schulkinder auf Grund von Grenzkarten werden sich die in Artikel 2 letzter Absatz des Abkommens genannten beiderseitigen Behörden miteinander verständigen.

Zu Artikel 7 Absatz 1 *Satz* 2 :

Über den Umfang des Ausbesserungsmaterials, das von Handwerkern und Gewerbebetreibenden zollfrei mitgeführt werden kann, sollen die Zollbehörden der vertragschliessenden Teile im beiderseitigen Einvernehmen durch die Ausführungsbestimmungen nähere Bestimmungen treffen.

Zu Artikel 8 *Absatz* 1 :

Auf die litauische Frage, welche Warenarten und Warenmengen deutscherseits zur zollfreien Einfuhr im kleinen Grenzverkehr zugelassen werden würden, wurde deutscherseits auf das anliegende Verzeichnis verwiesen.

Litauischerseits wurde erklärt, dass für die zollfreie Einfuhr nach Litauen im kleinen Grenzverkehr die gleichen Warenarten und Warenmengen zugelassen werden würden.

Zu Artikel 8 *Absatz* 2 *Ziffer* 3 :

Durch die beiderseitigen Ausführungsbestimmungen soll klargestellt werden, dass für die Kontrolle darüber, dass die Arzneimittel « für den eigenen Verbrauch » bestimmt sind, soweit ein ärztliches oder tierärztliches Rezept nicht vorgelegt wird, gegebenenfalls Bescheinigungen der Gemeindevorsteher oder dergleichen verlangt werden können. Aether, Hoffmannstropfen und ähnliche Arzneimittel, die von der Grenzbevölkerung zu Genusszwecken missbraucht werden können, dürfen zur Vermeidung gesundheitsschädlicher Folgen von der Vergünstigung ausgenommen werden.

Zu Artikel 10 :

Durch die beiderseitigen Ausführungsbestimmungen soll Folgendes klargestellt werden :

Unter den Begriff « Handel und Marktverkehr » fällt nicht der Hausierhandel.

Die in den Vertragsstaaten bestehenden Bestimmungen, die Regelung des Handels betreffend (z. B. Pflicht zur Lösung eines Handelspatents in Litauen, Entrichtung von Gewerbesteuern), werden durch Artikel 10 nicht berührt. Der Verkehr mit Rückwaren darf nur über Zollstellen erfolgen, die mit Abfertigungsbefugnis für Waren der betreffenden Art ausgestattet sind ; als Frist für die Wiederausfuhr wird im allgemeinen ein Zeitraum von 3 Tagen gewährt, wenn die Bedürfnisse es erfordern, ein Zeitraum bis zu 14 Tagen.

Zu Artikel 11 § 7 *Ziffer* 8 :

Durch die beiderseitigen Ausführungsbestimmungen soll klargestellt werden, dass die Identität der Waren, soweit erforderlich, der Kontrolle unterliegt, ferner, dass sogenannte « Zutaten » zollpflichtig sind.

Zu Artikel 13 :

Die vertragschliessenden Teile sind sich darüber einig, dass veterinärpolizeiliche Beschränkungen des kleinen Grenzverkehrs nicht aus wirtschaftlichen Gründen angeordnet werden sollen.

III. Die Litauische Regierung erklärt, dass Inhaber von Grenzkarten auch zum Schiffs-Ausflugverkehr von ostpreussischen Plätzen nach Nidden und Schwarzort zugelassen sind.

Die Litauische Regierung erklärt ferner, dass neben Handwerkern, Gewerbetreibenden und Arbeitern auch reichsdeutsche Angestellte, die innerhalb des Grenzbezirks wohnen, unter Beobachtung der Landesgesetze berechtigt sein sollen, in Litauen innerhalb des Grenzbezirks ihre berufliche Tätigkeit auszuüben. Artikel 7 Absatz 1 des Zusatzabkommens zu Artikel 20 des litauisch-deutschen Handelsvertrages vom 1. Juni 1923 soll auch auf solche Angestellte zur Anwendung kommen.

IV. Hinsichtlich der Erteilung von Grenzkarten an Ausländer besteht zwischen den beiden Regierungen Einverständnis darüber, dass diese Frage so schnell wie möglich einer Einigung zugeführt werden soll.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, die in Betracht kommenden Behörden anzuweisen, sich wegen der Abfassung der Ausführungsbestimmungen miteinander in Verbindung zu setzen.

Geschehen in doppelter Urschrift in Berlin am 1. November 1928.

V. SIDZIKAUSKAS. V. SCHACK.

VERZEICHNIS

DER ZUR ZOLL- UND ABGABEFREIEN EINFUHR IM KLEINEN GRENZVERKEHR VON LITAUEN NACH DEUTSCHLAND ZUGELASSENEN WAREN.

Die Höchstmenge ist durch den Bedarf für den eigenen Haushalt begrenzt. Sie darf keinesfalls die in der letzten Spalte des nachstehenden Verzeichnisses angegebenen Mengen übersteigen. Die gleichzeitige Einfuhr mehrerer Warenarten ist an 10 Tagen im Monat gestattet. Die Gesamtmenge darf 3 kg nicht übersteigen. Bei den unter Ziffer 7 und 8 aufgeführten Waren (Federvieh und Haarwild) darf bei der Einfuhr eines ganzen Stückes das Gewicht von 1 kg überschritten werden ; es wird jedoch in diesem Falle für jedes angefangene Kilogramm ein Tag in der Haushaltskarte gestrichen.

Warenart	Höchstmenge täglich
1. Trockene Hülsenfrüchte — Tar. Nr. 11 —	1 kg.
2. Kartoffeln — Tar. Nr. 23 —	2,5 »
3. Frische Küchengewächse mit Ausname der Champignons und Trüffeln — Tar. Nr. 33 —	2,5 »
4. Frisches Obst einschliesslich Beerenobst mit Ausnahme von Aprikosen und Pfirsichen — Tar. Nr. 47 —	5 »
5. Säfte von Früchten einschliesslich Marmelade — Tar. Nr. 49, 59, 213 —	1 »
6. Frisches oder einfach zubereitetes Fleisch oder Schweinespeck — Tar. Nr. 108, 109 —	2 »
7. Federvieh geschlachtet [1], nicht zubereitet — Tar. Nr. 110 —	1 »
8. Haarwild (nur Kleinwild) und Federwild nicht lebend, nicht zubereitet — Tar. Nr. 111, 112 —	1 »
9. Fische — Tar. Nr. 115 —	2 »
10. Tierische Fette und Margarine — Tar. Nr. 126, 129, 205 —	1 »
11. Milch — Tar. Nr. 133 —	2 L.
Rahm	1 »
12. Butter — Tar. Nr. 134 —	1 »
13. Käse — Tar. Nr. 135 —	1 »
14. Eier — Tar. Nr. 136 —	10 Stück
15. Natürlicher Bienenhonig — Tar. Nr. 140 —	1 kg.
16. Mehl, Graupen, Griess, Grütze mit Ausnahme von Reisgriess, und sonstige Müllereierzeugnisse — Tar. Nr. 162, 164, 165 —	2 »
17. Gewöhnliches Backwerk — Tar. Nr. 198 —	2 »

Pour copie conforme :
Kaunas, le 22 janvier 1929.
Dr. D. Zaunius,
Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.

BERLIN, *den* 16. *Juli* 1925.

HERR BEVOLLMÄCHTIGTER !

Bei der erfolgten Unterzeichnung des Zusatzabkommens zu Artikel 20 des deutsch-litauischen Handelsvertrages habe ich im Namen meiner Regierung zu Artikel 1 des Abkommens erklärt, dass mindestens für einen Zeitraum von 2 Jahren nach Ratifizierung des Abkommens sämtliche Guts- und Gemeindebezirke des Kreises Pogegen, auch soweit sie jenseits der 10-Kilometer-Zone liegen, als Grenzbezirke im Sinne des Artikel 1 gelten sollen.

Indem ich Sie, Herr Bevollmächtigter, bitte, hiervon Kenntnis zu nehmen, benutze ich auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Bevollmächtigter, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

V. SIDZIKAUSKAS.

An den Bevollmächtigten der Deutschen Regierung
Herrn Vortragenden Legationsrat
Dr. jur. Crull.

Pour copie conforme :
Kaunas, le 22 janvier 1929.
Dr. D. Zaunius,
Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.

[1] Geschlachtetes Hausgeflügel (Federvieh) darf nur in gerupftem und ausgenommen Zustande eingeführt werden. Auch Hals, Flügel und Schenkel müssen von den Federn befreit sein. Als ausgenommen ist das Geflügel auch dann anzusehen, wenn der Darm, wie es handelsüblich, mit einem hakenförmigen Instrument aus seine natürlichen Ausmündung herausgezogen und der Kropf entleert worden ist. Bei fettem Hausgeflügel genügt die Entleerung des Kropfes.

BERLIN, *den* 16. *Juli* 1925.

HERR MINISTER !

Bei der heute erfolgten Unterzeichnung des Zusatzabkommens zu Artikel 20 des deutsch-litauischen Handelsvertrages haben Sie im Namen Ihrer Regierung zu Artikel 1 des Abkommens erklärt, dass mindestens für einen Zeitraum von 2 Jahren nach Ratifizierung des Abkommens sämtliche Guts- und Gemeindebezirke des Kreises Pogegen, auch soweit sie jenseits der 10-Kilometer-Zone liegen, als Grenzbezirke im Sinne des Artikel 1 gelten sollen.

Indem ich hiervon im Namen meiner Regierung Kenntnis nehme, benutze ich auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

Wilhelm CRULL.

An den ausserordentlichen Gesandten und
bevollmächtigten Minister Litauens
Herrn Sidzikauskas.

Pour copie conforme :
Kaunas, le 22 janvier 1929.

Dr. D. Zaunius,
Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.

---

[1] TRADUCTION.

N° 1939. — ACCORD ADDITIONNEL A L'ARTICLE 20 DU TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LA LITHUANIE ET L'ALLEMAGNE, DU 1er JUIN 1923. SIGNÉ A BERLIN, LE 16 JUILLET 1925.

En exécution de l'article 20 du Traité de commerce conclu le 1er juin 1923, entre la Lithuanie et l'Allemagne, LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE et LE REICH ALLEMAND, en vue de faciliter le trafic à la frontière germano-lithuanienne, ont décidé de conclure un accord particulier et ont, à cet effet, désigné pour leur plénipotentiaires :

LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

M. Venceslas SIDZIKAUSKAS, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

LE REICH ALLEMAND :

M. Wilhelm CRULL, docteur en droit, conseiller de Légation au Ministère des Affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Au sens du présent accord, sera considéré comme district frontière, le district qui, en règle générale, ne s'étend pas à plus de dix kilomètres de part et d'autre de la frontière.

Les localités de Jugnaten et de Blausden du cercle de Heydekrug et les localités de Preil, de Perwelk et de Rossiten sur la Kurische Nehrung feront partie, en totalité, du district frontière.

[1] Traduit par la Secrétariat de le Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 1939. — ADDITIONAL AGREEMENT TO ARTICLE 20 OF THE COMMERCIAL TREATY OF JUNE 1st, 1923, BETWEEN LITHUANIA AND GERMANY. SIGNED AT BERLIN, JULY 16, 1925.

In execution of Article 20 of the Commercial Treaty concluded on June 1st, 1923, between Lithuania and Germany, the REPUBLIC OF LITHUANIA and the GERMAN REICH, with a view to improving traffic facilities on the German-Lithuanian frontier, have decided to conclude a special Agreement and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

M. Venceslas SIDZIKAUSKAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE GERMAN REICH :

M. Wilhelm CRULL, Doctor of Laws, Counsellor of Legation at the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Within the meaning of the present Agreement, a frontier district shall be deemed to be a district which in general does not extend for more than 10 kilometres on either side of the frontier.

The localities of Jugnaten and Blausden in the Kreis of Heydekrug and the localities of Preil, Perwelk and Rossiten on the Kurische Nehrung shall in their entirety form part of the frontier district.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les présidents de gouvernement de Gumbinnen et de Königsberg, les chefs de cercle de Wilkowieski et de Schacki, ainsi que le gouverneur du territoire de Memel se communiqueront réciproquement une liste des communes et des *Gutsbezirke* (domaines constitués en unités administratives) dont les habitants bénéficieront des facilités frontalières.

Article 2.

Pour pouvoir franchir la frontière et séjourner temporairement dans les limites du district frontière germano-lithuanien, les habitants de cette région, à condition d'y être domiciliés sans interruption depuis six mois, recevront un titre de légitimation (carte frontalière) qui sera établi d'après le modèle ci-annexé (Annexe A), pour les Allemands, sur papier bleu, et pour les Lithuaniens, sur papier blanc.

Du côté allemand, ces cartes seront délivrées par les Landratsämter *(Oberbürgermeister)*, et du côté lithuanien par les « viršaičiai » et bourgmestres *(Bürgermeister)*.

Sera compétente *ratione loci* l'administration dans le ressort de laquelle demeure la personne pour qui la carte frontalière est établie.

La durée de validité de cette carte est limitée à six mois.

Les enfants âgés de moins de douze ans ne recevront pas de carte frontalière particulière. Ils pourront franchir la frontière en même temps que les titulaires de cartes frontalières pourvu qu'ils soient mentionnés sur lesdites cartes à titre de personnes accompagnant le porteur. A titre exceptionnel, les enfants âgés de six à douze ans pourront recevoir une carte individuelle, si en raison de la nature de leurs occupations (de berger, par exemple), il paraît nécessaire de leur en délivrer une.

Les personnes ayant séjourné d'une façon ininterrompue moins de six mois dans le district frontière pourront également, moyennant l'assentiment préalable de l'autorité administrative de l'autre Partie contractante, à savoir du président du Gouvernement de Gumbinnen ou de Königsberg du côté allemand, et des chefs de district de Wilkowieski et de Schacki, ou du Gouverneur du territoire de Memel, du côté lithuanien, recevoir une carte frontalière s'ils sont occupés en qualité d'ouvriers ou d'employés dans l'exploitation d'une personne admise, en vertu de l'alinéa 1, au bénéfice d'une carte frontalière. Il pourra également,

The chief Government officials *(Regierungspräsidenten)* of Gumbinnen and Königsberg, the chief Kreis officials *(Kreishauptleute)* of Wilkowieski and Schacki and the Governor of Memel Territory shall communicate to each other a list of communes and *Gutsbezirke* (estates forming administrative units), the inhabitants of which shall be granted frontier facilities.

Article 2.

In order to cross the frontier and to reside temporarily within the German-Lithuanian frontier district, the inhabitants of that area shall, provided thay have been continuously domiciled therein for six months, receive a permit (frontier card) drawn up in accordance with the attached model (Annex A), and printed on blue paper in the case of German and on white paper in the case of Lithuanian nationals.

In Germany these cards shall be issued by the " Landratsämter " *(Oberbürgermeister)* and in Lithuania by the Amtsvorsteher *(Bürgermeister)*.

The authority in whose jurisdiction the person for whom the frontier card is made out is domiciled shall be competent *ratione loci*.

The period of validity of these cards shall not exceed six months.

Children under 12 years of age shall not be granted individual frontier cards. They may be taken across the frontier by holders of frontier cards, provided they are mentioned on the card as persons accompanying the hold. In exceptional cases children between 6 and 12 years of age may be granted an individual card if it is considered necessary on account of their occupation (e. g. shepherds).

Persons who have been continuously resident in a frontier district for less than six months may also receive a frontier card, with the consent, obtained in advance, of the administrative authority of the other Contracting Party, *i. e.* chief Government official of Gumbinnen or Königsberg for Germany and the chief Kreis official of Wilkowieski or Schacki or the Governor of Memel Territory for Lithuania, if they are engaged as workers or employees in the business of a person who is entitled to a frontier card under the first paragraph of the present Article. In special cases a frontier card may also be granted to other persons who have continuously

dans des cas particuliers, être délivré une carte frontalière à d'autres personnes ayant résidé sans interruption pendant, moins de six mois dans le district frontière ; toutefois, il sera également nécessaire, en ce cas, d'obtenir l'autorisation préalable de l'autorité administrative de l'autre Partie contractante.

Les présidents de Gouvernement de Gumbinnen et de Königsberg, en ce qui concerne l'Allemagne, et les chefs de cercle de Wilkowieski et de Schacki, ainsi que le gouverneur du Territoire de Memel, en ce qui concerne la Lithuanie, se communiqueront, au plus tard le 15 de chaque mois, les noms des personnes auxquelles de nouvelles cartes frontalières auront été délivrées au cours du mois précédent (mois du calendrier).

Article 3.

Il ne sera perçu pour la délivrance de la carte frontalière, qu'un droit d'expédition s'élevant pour la Lithuanie à 3 litas et pour l'Allemagne à 1,25 reichsmark. Les autorités désignées au dernier alinéa de l'article 2 auront la faculté de procéder, d'un commun accord, à la modification de ces droits.

La carte frontalière pourra être prolongée une fois, sans frais, pour une durée de six mois.

Article 4.

La carte frontalière autorise son titulaire à franchir la frontière, à volonté, aux points de passage officiellement autorisés et pendant les heures de service fixées pour lesdits points.

Les points et les heures de passage de la frontière seront fixés, dans le détail, par voie d'entente entre le président de Gouvernement de Gumbinnen ou de Königsberg, du côté allemand, et les chefs de cercle de Wilkowieski ou de Schacki ou le gouverneur du territoire de Memel, suivant le cas, du côté lithuanien. Les suppressions et les modifications ne pourront avoir lieu que d'un commun accord.

Les intéressés pourront franchir la frontière par voie ferrée, par bateau et par la route, à pied ou en se servant d'autres moyens de locomotion. Toutefois, il leur est interdit d'utiliser les trains express dans les limites du district frontière.

resided in a frontier district for less than six months ; in such cases, however, previous authorisation must also be obtained from the administrative authority of the other Contracting Party.

The chief Government officials of Gumbinnen and Königsberg, for Germany, and the chief Kreis officials of Wilkowieski and Schacki and the Governor of Memel Territory, for Lithuania, shall communicate to each other not later than the 15th of every month the names of the persons to whom new frontier cards have been issued in the course of the previous calendar month.

Article 3.

The sole charge for the issue of a frontier card shall be a clerical fee, amounting for Lithuania to 3 litas and for Germany to, 1.25 Reichsmarks. The authorities mentioned in the last paragraph of Article 2 shall be empowered by joint agreement to alter the amount of these fees.

The period of validity of a frontier card may be extended once free of charge for a period of six months.

Article 4.

A frontier card shall entitle the holder to cross the frontier at any time at the officially authorised places and during the business-hours of the frontier posts in question.

The exact places where and times when the frontier may be crossed shall be determined by agreement between the chief Government official at Gumbinnen or Königsberg for Germany, and the chief Kreis official at Wilkowieski or Schacki or the Governor of Memel Territory for Lithuania, as the case may be. The times and places fixed may not be cancelled or changed except by joint agreement.

The persons concerned may cross the frontier by rail, boat or road, on foot or by other means of locomotion. They may not, however, travel by express train within the frontier district.

Article 5.

Pourront franchir la frontière en des points autres que les points de passage officiellement autorisés et en dehors des heures de service fixées pour ceux-ci : les ecclésiastiques, les médecins, les vétérinaires, les sages-femmes ainsi que les pompiers, dans l'exercice de leur profession. Ces personnes recevront, à cet effet, une carte frontalière spécialement marquée d'une croix-rouge (Annexe B.). Le personnel accompagnant les personnes ci-dessus énumérées jouira du même privilège, à condition d'être porteur d'une carte frontalière (Annexe A.).

Article 6.

Les ouvriers agricoles pourront également, pour se livrer à des travaux agricoles dans des propriétés situées dans le district frontière de l'autre Partie contractante, franchir la frontière en dehors des heures régulières de service et en des points autres que les points de passage officiellement autorisés, mais seulement pendant les heures de travail agricole déterminées par l'usage local.

Pour que les intéressés soient autorisés à franchir ainsi la frontière, ils devront posséder, outre la carte frontalière (Annexe A) un certificat de la police locale (Annexe C). La durée de validité de ce certificat sera fixée par l'autorité qui le délivre et ne pourra dépasser quatorze jours. Il ne sera pas perçu de droit pour la délivrance de ce certificat.

Article 7.

Les artisans, les commerçants et les ouvriers demeurant dans le district frontière auront, à condition de se conformer aux lois du pays, le droit d'exercer leur profession sur le territoire de l'autre Etat, dans les limites du district frontière et d'y importer, en franchise de droits de douane et sans autorisation spéciale, les instruments et le matériel nécessaire à l'exercice de leur profession, à condition de réexporter ledit matériel et lesdits instruments, arpès avoir terminé leur travail. Les artisans et les commerçants pourront, sans autorisation spéciale et en franchise de droits de douane, emporter avec eux audelà de la frontière, en vue de procéder à des réparations, une

Article 5.

The following persons may cross the frontier at places and times other than those officially fixed :

Ministers of religion, medical doctors, veterinary surgeons, midwives and the fire-brigade in the exercise of their respective professions and duties. They shall for this purpose receive a frontier card specially marked with a red cross (Annex B). Persons accompanying those enumerated above shall be granted the same privileges, provided they hold a frontier card (Annex A).

Article 6.

Agricultural workers may also cross the frontier at times and places other than those officially appointed in order to proceed to their work if they are employed on estates situated in the frontier district of the other Contracting Party. They may do so, however, only during the customary agricultural working hours in the locality in question.

In order to cross the frontier in these circumstances such persons must hold, in addition to the frontier card (Annex A), a certificate from the local police (Annex C), the period of validity of which shall be fixed by the authority issuing it, but may not exceed fourteen days. No charge shall be made for the issue of this certificate.

Article 7.

Artisans, traders and labourers living in the frontier district of one State shall, provided they observe the laws of the country, be entitled to carry on their occupation in the frontier district of the other and to take with them, free of Customs duty and without special authorisation, the implements and materials necessary for the exercise of their occupation, provided that they reexport them on completing their work. Artisans and traders may without special authorisation and free of Customs duty take with them over the frontier a limited quantity of material for the purpose of repairs ; the quantities so taken may not, however, exceed what is necessary for minor trade or

quantité modérée de matériaux à cet usage ; toutefois, les quantités emportées ne pourront être supérieures à celles que nécessite un petit commerce ou métier. Les matériaux destinés à la construction de nouvelles installations ne rentrent pas dans le cadre des dispositions qui précèdent.

Les personnes exerçant une profession libérale (ecclésiastiques, médecins, vétérinaires, dentistes, sages-femmes, infirmières et autre personnel privé préposé à la garde des malades et à la désinfection des locaux) auront le droit, lorsqu'elle franchiront la frontière, d'emporter avec elles, en franchise de droits de douane et sans autorisation spéciale, les instruments nécessaires à l'exercice de leur profession, à condition de les réexporter ; elles pourront également être munies d'une pharmacie portative appropriée aux circonstances.

Les pompiers, lorsqu'ils prêteront leur aide dans les limites du district frontière, ne seront soumis à aucune restriction en ce qui concerne le transport du matériel nécessaire.

Article 8.

D'une manière générale, les titulaires de cartes frontalières seront autorisés, lorsqu'ils franchiront la frontière, à emporter avec eux, en franchise de droits de douane, taxes et redevances, de petites quantités de vivres et d'articles de consommation destinés à leur propre usage.

En outre, les titulaires de cartes frontalières pourront, sans autorisation spéciale, exporter et importer en franchise de droits de douane, taxes et redevances :

1° Les solipèdes (chevaux, ânes, mules et mulets) en vue de les faire châtrer, saillir, peser ou traiter par un vétérinaire, dans le district frontière de l'autre Etat, à condition de les ramener.

2° Le menu bois mort, à condition que l'autorisation de le ramasser ait été accordée.

3° Les médicaments destinés à leur usage personnel ; toutefois, les médicaments dont la vente au détail n'est pas libre ne seront admis que s'ils ont été achetés en vertu d'ordonnances de médecins autorisés à exercer leur profession.

4° Les véhicules de toutes sortes, destinés au transport des personnes et des

handicraft purposes. The above provisions shall not apply to materials intended for the construction of new installations.

Persons engaged in a liberal profession (ministers of religion, medical doctors, veterinary surgeons, dentists, midwives, nurses and other private persons in charge of the sick or disinfecting personnel) shall be entitled, when crossing the frontier, to take with them the implements necessary for the exercise of their profession, free of Customs duty and without special authorisation, provided that they re-export them. They may also take with them a portable medicine-chest suitable for the circumstances of the case.

The fire-brigade, when rendering assistance within a frontier district, shall not be subject to any restrictions in regard to the material they require to take with them.

Article 8.

Holders of frontier cards shall in general be authorised when crossing the frontier to take with them free of Customs duty, taxes or dues, small quantities of food and articles of consumption for their personal use.

Further, holders of frontier cards may, without special authorisation, export or import free of Customs duty, taxes or dues :

(1) Solipeds (horses, donkeys, mules and hinnies) when sent to be gelded, covered or weighed or for veterinary treatment in the frontier district of the other State, provided that they are brought back,

(2) Dead small wood, provided that authorisation to gather it has been obtained,

(3) Medicaments for personal use. Medicaments which may not be freely sold retail shall not be admitted, however, unless purchased upon a prescription given by an authorised medical doctor.

(4) Vehicles of all kinds intended for the transport of persons and goods, includ-

marchandises, y compris l'équipement et tout ce qui est indispensable à leur emploi, s'ils ne franchissent la frontière que pour l'objet indiqué et à condition d'être ramenés.

Article 9.

Les propriétaires de parcelles traversées par la frontière seront autorisés à importer et à exporter sans autorisation spéciale :

1° Les semences, les animaux de trait et les outils en vue de l'exploitation agricole des parcelles qui sont situées dans le district frontière de l'une des deux Parties contractantes et sont exploitées par un propriétaire dont les bâtiments d'habitation agricole se trouvent dans le district frontière de l'autre Partie contractante ; les animaux de trait et les outils ne seront admis qu'à la condition d'être réexportés.

2° Les graines et les fourrages dont un propriétaire se sert dans son exploitation située dans le district frontière de l'autre Partie contractante ;

3° Les produits de l'exploitation agricole et forestière récoltés dans la parcelle située dans le district frontière de l'autre Partie contractante ;

4° Les engrais qui sont recueillis dans le district frontière de l'une des Parties contractantes et doivent, conformément à leur destination naturelle, être utilisés par le propriétaire dans son exploitation située dans le district frontière de l'autre Partie contractante.

Les stipulations concernant les parcelles traversées par la frontière s'appliquent également par analogie à l'exploitation des parcelles qui, sans être traversées par la frontière même, dépendent d'une exploitation agricole ou forestière située dans le district frontière de l'autre Partie contractante.

Article 10.

Lorsque des marchandises de toute nature provenant du commerce libre de l'un des deux districts frontière sont importées dans l'autre pour y être mises en vente ou portées sur un marché, les droits de douane perçus seront remboursés si et dans la mesure où ces produits sont réexportés sans avoir été vendus.

ing the equipment and all material required for their use, provided that they cross the frontier only for the purpose indicated and are brought back.

Article 9.

Persons owning land which is crossed by the frontier shall be allowed to import and export without special authorisation :

(1) Seeds, teams of draught animals and implements for the cultivation of land situated in the frontier district of either Contracting Party, if the residence and agricultural buildings of the person cultivating them are situated in the frontier zone of the other Contracting Party. Draught animals and implements shall be admitted only on condition that they are re-exported ;

(2) Grain and fodder used by the owner for the cultivation of his land situated in the frontier district of the other Contracting Party ;

(3) Agricultural and forestry products harvested or obtained from land situated in the frontier district of the other Contracting Party ;

(4) Fertilisers obtained from the frontier district of one of the Contracting Parties and intended to be put to their natural use by the owner on his land situated in the frontier district of the other Contracting Party.

The provisions regarding land crossed by the frontier shall also apply *mutatis mutandis* to the cultivation of land which, though not itself crossed by the frontier, is cultivated by an agricultural or forestry undertaking situated in the frontier district of the other Contracting Party.

Article 10.

When goods of any kind in free circulation in either frontier district are imported into the other to be therein placed on sale or marketed, the Customs duty levied shall be returned if and to the extent to which such goods are re-exported unsold.

Article 11.

En ce qui concerne la trafic entre les cercles : cercle rural de Fischhausen (district de Gouvernement de Königsberg) sur la Nehrung, cercle rural de Niederung, cercle urbain de Tilsit et cercle rural de Tilsit-Ragnit, du côté allemand, et cercles ruraux de Memel sur la Nehrung, de Heydekrug et de Pogegen, du côté lithuanien, il a été, outre les dispositions ci-dessus, convenu ce qui suit :

Paragraphe 1.

Pendant une période de transition de deux ans au maximum, les présidents de Gouvernement de Gumbinnen ou de Königsberg, du côté allemand, et le gouverneur du territoire de Memel, du côté lithuanien, feront délivrer des cartes frontalières aux personnes qui sont domiciliées en dehors du district frontière, mais à une distance qui ne sera pas supérieure à à 21 km. de la frontière, et possèdent ou ont pris à ferme des parcelles situées sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Paragraphe 2.

Les dispositions relatives à la nécessité d'un séjour de six mois ne s'appliquera ni aux fonctionnaires du Reich, de l'Etat ou d'une commune, nommés à un emploi dans le district frontière, ni aux membres de leur foyer, ni aux ouvriers ou employés qui sont au service d'une personne autorisée à posséder une carte frontalière.

Dans des cas particuliers, une carte frontalière peut être délivrée également à d'autres personnes qui sont domiciliées sans interruption depuis moins de six mois dans le district frontière ; toutefois, si ces personnes sont domiciliées sans interruption depuis moins de trois mois dans le district frontière, la délivrance de cette carte sera subordonnée à l'assentiment préalable, de l'autorité administrative de l'autre Partie contractante, à savoir, du président du Gouvernement de Gumbinnen ou de Königsberg, pour l'Allemagne et du gouverneur du territoire de Memel, pour la Lithuanie.

Article 11.

In addition to the above provisions the arrangements set forth below have been agreed upon in regard to the traffic between the following Kreise :

The rural Kreis of Fischhausen (Government district of Königsberg) on the Nehrung, rural Kreis of Niefderung, urben Kreis of Tilsit and rural Kreis of Tilsit-Ragnit in Germany and the rural Kreise of Memel on the Nehrung Heydekrug and Pogegen in Lithuania ;

Paragraph 1.

During a transition period not exceeding two years, the chief Government officials of Gumbinnen or Königsberg, for Germany, and the Governor of the Memel Territory, for Lithuania, shall issue frontier cards, to persons domiciled outside the frontier district but at a distance not exceeding 21 kilometres from the frontier and possessing or renting land situated in the territory of the other Contracting Party.

Paragraph 2.

The provisions regarding the compulsory six months' period of residence shall not apply either to Reich, State or municipal officials transferred to the frontier district or to the members of their household, or to workmen or employees in the service of a person entitled to hold a frontier card.

In special cases a frontier card may also be issued to other persons who have been continuously domiciled in the frontier district for less than six months. If such persons have been continuously domiciled in the frontier district for less than three months, however, the issue of the card shall be subject to the consent of the administrative authority of the other Contracting Party, *i. e.*, the chief Government official of Gumbinnen or Königsberg, for Germany and the Governor of the Memel Territory, for Lithuania.

Paragraphe 3.

La circulation par chemin de fer, par chemin de fer vicinal et par les bateaux réguliers ne sera pas limitée quant aux heures. La circulation sur le pont « Louise » près de Tilsit pourra être interrompue de part et d'autre la nuit de 1 heure à 3 heures.

Paragraphe 4.

Dans des cas exceptionnels, le premier bourgmestre de Tilsit pourra délivrer des certificats conformes au modèle C à ceux de ses fonctionnaires, employés et ouvriers, qui seraient affectés à des établissements municipaux situés au-delà de la frontière. Le premier bourgmestre de Tilsit et le gouverneur du territoire de Memel s'entendront au sujet des principes généraux régissant la délivrance des certificats.

Paragraphe 5.

Les personnes qui, venant de Tilsit, désireront se rendre au café-restaurant Brückenkopf seront autorisées à franchir la frontière même si, aux termes de l'article 2, elles ne peuvent obtenir de carte frontalière, pourvu qu'elles soient munies d'un certificat délivré par l'administration de la police de Tilsit et valable un jour.

Paragraphe 6.

Dans la mesure nécessaire pour doubler l'Eschebank, les bateaux des Parties contractantes employés au service de la surveillance douanière pourront emprunter les eaux du Kuriches Haff situées dans le territoire de l'autre Partie contractante.

Paragraphe 7.

Les articles suivants pourront être exportés de l'un des deux districts frontières et importés dans l'autre sans autorisation spéciale et en franchise de droits de douane, taxes et redevances.

1° Les semences, les animaux de trait et les ustensiles destinés à l'exploitation des parcelles situées dans le district frontière de l'une des deux Parties contractantes et dépendant d'une exploitation dont le siège administratif est situé dans le district frontière de l'autre Partie

Paragraph 3.

Traffic by ordinary or local railways or on regular boat services shall not be restricted as regards time. Traffic across the Louise Bridge at Tilsit may be stopped on either side between the hours of 1 a. m. and 3 a. m.

Paragraph 4.

In exceptional cases the *Oberbürgermeister* of Tilsit may issue certificates in accordance with Model C to those of his officials, employees or workmen who are appointed to posts in municipal establishments situated beyond the frontier. The Oberbürgermeister of Tilsit and the Governor of the Memel Territory shall reach an agreement regarding the general principles governing the issue of these certificates.

Paragraph 5.

Persons, coming from Tilsit, who wish to visit the Café Restaurant Brückenkopf shall be authorised to cross the frontier even if, according to Article 2, they are not entitled to obtain a frontier card, provided that they hold a certificate issued by the Tilsit police and valid for one day.

Paragraph 6.

In so far as is necessary for the circumnavigation of the Eschebank, the vessels of the Contracting Parties employed in the Customs Service may navigate in the waters of the Kurisches Haff situated in the territory of the other Contracting Party.

Paragraph 7.

The following may be exported from the frontier district of either Party to that of the other without special authorisation and free of Customs duty, taxes or charges :

(1) Seeds, teams of draught animals and implements for the cultivation of land situated in the frontier district of either Contracting Party and belonging to an estate, the centre of management of which is situated in the frontier district of the other Contracting Party. Draught animals

contractante ; les animaux de trait et les ustensiles ne sont admis qu'à la condition d'être réexportés.

2° Les graines, les fourrages et les engrais qui sont employés par des habitants de l'un des deux districts frontières dans leur exploitation située dans l'autre.

3° Les produits agricoles et autres fruits du sol de toute nature, en provenance de parcelles qui se trouvent dans le district frontière de l'une des deux Parties contractantes et dont les usufruitiers demeurent ou ont leur domicile dans le district frontière de l'autre Partie contractante, et à destination de ce district frontière. Pour permettre le transport de ces produits au delà de la frontière les *Landräte* (*viršaičiai*) établiront des certificats attestant que les quantités transportées ont été réellement récoltées sur la parcelle dont les intéressés ont l'usufruit.

4° Le cheptel vif, en vue de l'envoyer au pacage dans des prés et prairies situés dans le district frontière de l'une des deux Parties contractantes et dont les usufruitiers demeurent ou ont leur domicile dans le district frontière de l'autre Partie contractante, à condition qu'il soit ramené de l'autre côté de la frontière après le pacage ou au cours de celui-ci. Le droit de ramener le cheptel vif ne s'étend qu'aux animaux effectivement amenés et aux jeunes animaux nés pendant la période de pacage.

5° Le lait recueilli pendant la période de pacage (chiffre 4). En ce qui concerne la réexportation du lait, les *Landräten (Amtvorsteher, Burgmeister)* établirent des certificats attestant que les quantités transportées ont été réellement recueillies dans la parcelle dont les intéressés ont l'usufruit.

6° Tout le cheptel vif amené de l'un des deux districts frontières dans l'autre, pour y être mis au pacage ainsi que les jeunes animaux nés au cours de la période de pacage (chiffre 4), lorsqu'il s'agira de les faire châtrer, saillir, peser ou soigner par un vétérinaire dans l'autre zone frontière, à condition qu'ils soient ramenés de l'autre côté de la frontière.

and implements shall be admitted only on condition that they are re-exported ;

(2) Grain, fodder and fertilisers used by the inhabitants of either of the frontier districts for their property situated in the other ;

(3) Agricultural products, including other products of the soil of any kind, obtained from land which is situated in the frontier district of either of the Contracting Parties and the usufructuaries of which are resident or domiciled in the frontier district of the other Contracting Party, if such products are sent to the latter frontier district. In order to enable such products to be conveyed over the frontier the *Landräte (Amtsvorsteher)* shall issue certificates to the effect that the consignments so transported were actually grown on the land of which the persons concerned are usufructuaries ;

(4) Livestock sent for grazing in the fields or other pasturages which are situated in the frontier districts of either Contracting Party and the usufructuaries of which are resident or domiciled in the frontier district of the other Contracting Party, provided that such livestock are brought back across the frontier after or during the grazing season. The right to bring back such livestock shall apply only to the actual animals originally taken across the frontier and to their young born during the grazing season ;

(5) Milk obtained from animals during the grazing season (see 4). As regards the exportation of milk, the *Landräte (Amtsvorsteher, Bürgermeister)* shall issue certificates to the effect that the quantities transported were actually obtained by milking on the land of which the parties concerned are usufructuaries ;

(6) All livestock taken from either of the frontier districts to the other for grazing, and young animals born during the grazing season (see 4), to be gelded, covered or weighed or to receive veterinary treatment in the other frontier district, provided that they are brought back accross the frontier ;

7° Les denrées alimentaires, les produits agricoles et autres fruits du sol, de toute nature, que les habitants du district frontière de l'une des Parties contractantes reçoivent comme salaire partiel pour le travail effectué par eux dans le district frontière de l'autre Partie contractante, ou les prestations en nature fournies en vertu d'obligations légales ou contractuelles, réserve rustique et fermage en nature, ainsi que les dons charitables *(Liebesgaben)* en quantités modérées, lorsque les bénéficiaires demeurent dans le district frontière de l'autre pays, sur le vu de certificats des deux autorités locales intéressées.

8° Les objets que les habitants de l'un des deux districts frontières font ouvrer ou transformer, pour leur usage personnel, par des artisans de l'autre district frontière ; cette tolérance ne vise que les étoffes destinées à la confection des habits, le cuir pour la fabrication de chaussures, le fer pour les ouvrages de forgeron, le bois destiné à être scié ou à servir à des ouvrages de menuiserie, les peaux pour le tannage, les filés pour le tissage, le fil et les étoffes pour la teinture, l'impression ou le blanchiment, les céréales ou les graines oléagineuses destinées à être broyées ou concassées, à condition que les articles manufacturés, les produits de la minoterie ou l'huile, soient réexportés.

9° Les objets de première nécessité ou d'usage agricole, qui sont réparés ou préparés dans le district frontière de l'autre Partie contractante, à condition d'être réexportés.

(7) Foodstuffs, agricultural products and other products of the soil of any kind received by the inhabitants of the frontier district of either Contracting Party in the frontier district of the other Contracting Party in part payment for work done by them therein, or services given in virtue of legal or contractual obligations, *Altenteil* (reservation of land for parents on handing over an estate to heirs) or payments of rent in kind, and also gifts *(Liebesgaben)* up to limited amounts, when the beneficiaries are resident in the frontier district of the other country, provided that a certificate is issued by the two local authorities competent in the matter ;

(8) Articles which the inhabitants of either of the frontier districts have had made or transformed for their personal use by artisans of the other frontier district ; this concession applies only to materials for making clothes, leather for footwear, iron for blacksmiths' wares, wood to be sawn or to be used for carpentry or joinery, skins for tanning, yarn for weaving, thread or material for dyeing, printing or bleaching, and cereals or oil seeds to be ground or crushed, provided that the flour or meal or the oil manufactured therefrom is re-exported ;

(9) Articles required for everyday use or for agricultural purposes in the frontier district of one Contracting Party which are repaired or put in order in the frontier district of the other, provided that they are re-exported.

Paragraphe 8.

1. La ville de Tilsit se réserve la libre disposition de toutes les conduites d'eau potable, des sources et puits qui lui appartiennent et sont situés au nord de la Memel, dans le voisinage du pont Louise.

2. La ville de Tilsit a le droit d'établir sur son terrain (chiffre 1) de nouveaux puits et des conduites et, en dehors de ces limites, de forer et de raccorder de nouveaux puits, dans la mesure où l'exige l'intérêt public et à charge pour elle d'observer les prescriptions légales en vigueur dans le territoire de Memel, sans pré-

Paragraph 8.

1. The town of Tilsit reserves the right to the free disposal of all drinking-water conduits, springs and wells belonging to it and situated north of the Memel in the vicinity of the Louisen Bridge.

2. The town of Tilsit shall be entitled to open new wells and lay conduits in its territory (see 1) and beyond the limits of its territory, and to bore and connect up new wells wherever the public interest so requires, provided that the said town observes the legal provisions in force in Memel territory, and without prejudice

judice du règlement des actions civiles qui pourraient lui être intentées.

3. La ville de Tilsit est autorisée à déplacer compléter et agrandir les conduites de gaz et d'eau installées par elle ainsi que les câbles électriques posés par l'usine d'électricité. Les conduites et câbles demeureront la propriété de la ville ou de l'usine d'électricité. En ce qui concerne la possession, l'usage et l'extension de l'usine du service des eaux, et des conduites y afférentes ainsi que des autres conduites ci-dessus mentionnées, la ville de Tilsit ne sera assujettie qu'aux droits ou taxes applicables à des exploitations et à des terrains analogues appartenant à des communes du territoire de Memel.

4. Les autorités lithuaniennes autorisent la ville de Tilsit à entretenir et, au besoin, à installer des communications téléphoniques propres avec l'usine du Service des Eaux et les habitations des fonctionnaires de cette usine qui demeurent dans le Territoire de Memel. Ces lignes de communications ne donneront lieu à la perception d'aucun droit ni taxe. Le tracé des lignes devra être établi d'accord avec l'Administration lithuanienne des téléphones compétente.

5. En cas de troubles, grèves, etc., qui menaceraient la sécurité et l'exploitation de l'usine du Service des Eaux de la ville de Tilsit dans la Haute-Memel, les autorités locales intéressées prendront les mesures de police et militaires nécessaires pour protéger l'usine du Service des Eaux, ainsi que le personnel technique de secours que le premier bourgmestre aurait pu y placer. Au cas où le premier bourgmestre demanderait l'application de mesures de police ou militaires dépassant le cadre de la protection incombant, en vertu des règles du droit international, au Gouvernement lithuanien, la ville de Tilsit devra rembourser les frais spéciaux encourus de ce chef.

6. Les autorités lituaniennes accordent l'importation, en franchise de droits de douane, taxes et redevances, des charbons, matières premières, pièces détachées en fer, machines, matériaux de construction, outils, etc., nécessaires pour l'usine du Service des eaux, pour les conduites mentionnées sous le chiffre 3 et pour les autres terrains et installations exploités par la ville de Tilsit dans l'intérêt public et non à des fins lucratives. Elles autorisent, en outre, l'exportation, en franchise de

to the settlement of claims under civil law that may be brought against it.

3. The town of Tilsit shall have the right to move, complete or enlarge any gas or water pipe conduits which it has laid, or electric cables laid by the electricity works. Such conduits or cables shall remain the property of the town or of the electricity works respectively. As regards the ownership, use and extension of the water-works and the conduits appertaining thereto and the other conduits mentioned above, the town of Tilsit shall not be liable to payment of dues or charges other than those applicable to similar undertakings or land belonging to the municipalities of Memel territory.

4. The Lithuanian authorities shall allow the town of Tilsit to maintain and, if necessary, to instal, free of taxes or dues, its own telephonic communications with the water-works and with the dwellings of officials of such works living in Memel territory. The route to be followed by such telephone lines shall be arranged jointly with the Lithuanian telephone administration concerned.

5. In the event of disturbances, strikes, etc. endangering the security or operation of the water-works of the town of Tilsit in the Upper Memel district, the local authorities shall take such police and military measures as are necessary to protect the water-works and such emergency technical staff as the Oberbürgermeister may appoint. If the latter asks for police or military measures to be taken over and above those required for the protection which the Lithuanian Government is bound to afford under international law, the town of Tilsit shall refund the special expenditure incurred for the purpose.

6. The Lithuanian authorities shall allow, free of Customs duties, taxes or dues, the importation of coal, working material, separate parts made of iron, machinery, building material, implements, etc., required for the water-works or conduits mentioned in (3) or for other land cultivated or installations operated by the town of Tilsit in the public interest and not for purposes of gain. The Lithuanian authorities shall, further, allow these articles and goods to be exported free of Customs duties, taxes

droits de douane, taxes et redevances, de ces objets lorsqu'ils ne doivent plus être utilisés au lieu de leur emploi actuel, ou qu'ils doivent être échangés ou envoyés à Tilsit pour être réparés.

7. Les autorités centrales lituaniennes ou les autorités autonomes (de Memel) civiles ou militaires ne réquisitionneront ni ne saisiront les terrains possédés par la ville de Tilsit et exploités par elle, les installations et le matériel d'exploitation de ces terrains, s'ils contiennent du matériel d'exploitation ou des installations des Travaux publics de la ville de Tilsit, seront dispensés de l'obligation de cantonner les troupes et toute autre prestation militaire.

Les privilèges ci-dessus mentionnés ne s'appliqueront pas en ce qui concerne l'exécution de sentences ayant acquis force de chose jugée. Lorsque le commandant militaire aura assumé le pouvoir exécutif, ils ne demeureront en vigueur que pour l'usine de Service des Eaux.

8. Les fonctionnaires, employés et ouvriers de la ville de Tilsit auront le droit, si l'intérêt de l'usine du Service des Eaux, des conduites et autres immeubles et installations de la ville, visés ci-dessus, l'exige, d'habiter et de séjourner dans le district frontière. Toutefois, il n'est pas porté atteinte au droit d'expulser les étrangers indésirables conformément aux dispositions légales en vigueur.

9. Si la ville de Tilsit se trouve obligée de congédier des fonctionnaires, des employés et des ouvriers occupés au nord du fleuve, elle pourra, de son côté, et sans empêchement, pourvoir à leur remplacement, en faisant appel à des fonctionnaires, employés et ouvriers occupés au sud du fleuve.

Paragraphe 9.

Les autorités intéressées accorderont, sans frais le permis d'entrée et de séjour aux enfants qui doivent être hébergés dans la colonie de vacances *Schwarzort* appartenant à la ville de Tilsit, aux personnes qui les accompagnent ainsi qu'aux fonctionnaires et employés chargés de l'administration de la colonie et de la surveillance des enfants — soit un maximum de 150 personnes à la fois — et les autorisant également, sur le vu d'un certificat de la Municipalité de Tilsit, à importer, en franchise de droits de douane, taxes et redevances, les denrées alimentaires, la literie, le linge et autres

or dues, when they are no longer used in their original place or have to be replaced or sent to Tilsit for repair.

7. The Lithuanian central authorities or the autonomous civil or military authorities of Memel shall not requisition or seize land situated in the frontier district, belonging to and cultivated by the town of Tilsit or the installations or material employed for the cultivation of such land. Further, such land, if it contains material for purposes of cultivation or installations belonging to the public works department of the town of Tilsit, shall be exempt from the billeting of troops and from all other military charges.

The above-mentioned privileges shall not apply to the enforcement of judgments which have become *res judicatae*. If the military commander assumes the executive power, these privileges shall be discontinued except as regards the water-works.

8. The officials, employees and workers of the town of Tilsit shall have the right, if necessary, in the interests of the above-mentioned water-works, conduits or other immovable property or installations belonging to the town, to reside and stay in the frontier district, without prejudice, however, to the right to deport undesirable aliens as provided by the laws in force.

9. If the town of Tilsit is obliged to discharge officials, employees or workers engaged in work north of the river, it may, without hindrance of any kind, replace them by persons in their employ south of the river.

Paragraph 9.

The competent authorities shall grant, free of charge, permits of entry and residence to children staying at the Tilsit Children's Holiday Colony of Schwarzort, to the persons accompanying them and to the officials and employees responsible for the administration of the colony or in charge of the children — provided that such persons do not number more than 150 at one time — and shall also allow them, on production of a certificate from the Tilsit Municipality, to import free of Customs duties, taxes or dues, food, bedding, linen and other household articles which they may bring or

objets ménagers qu'ils apporteront ou recevront, en vue de leur séjour dans la colonie de vacances. De même, la réexportation de ces objets s'effectuera en franchise de droits de douane, taxes et redevances.

La colonie de vacances est, en outre, autorisée à exporter en franchise de droits de douane, taxes et redevances, les objets mobiliers qui lui appartiennent et se trouvent dans la villa Bein à Schwarzort.

Paragraphe 10.

Les bouchers et les marchands de bestiaux de la ville de Tilsit, porteurs d'un certificat du premier bourgmestre de cette ville, attestant qu'ils achètent des bêtes de boucherie pour l'approvisionnement de la population de Tilsit, seront traités comme des commerçants *(Gewerbetreibende)*, aux termes de l'article 5 du traité de commerce.

Paragraphe 11.

Une interdiction d'exportation du foin et de la paille, édictée en cas de mauvaise récolte, ne portera pas atteinte au droit, accordé aux propriétaires de parcelles, de transporter au-delà de la frontière la récolte de leurs parcelles situées sur le territoire de l'autre Partie contractante.

De même, au cas où certaines dérogations seraient apportées à une interdiction d'exportation de ce genre, le Gouvernement lithuanien autorisera tout d'abord le premier bourgmestre de Tilsit à acheter dans le district frontière le foin et la paille destinés aux besoins de la populations de Tilsit.

Paragraphe 12.

Il est accordé aux habitants dù cercle de Tilsit-Ragnit le droit d'exporter, sans autorisation spéciale, des forêts du cercle de Pogegen, leur provision de bois de chauffage, jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle de 15,000 stères.

De même, les habitants du cercle de Heydekrug et des villages de la Nehrung ; Nidden, Preil et Perwelk ont le droit d'exporter, sans licence d'exportation spéciale, leur provision de tourbe et de bois à brûler, recueillie dans les marécages de Bredzuller ou la forêt d'Ibenhorst.

receive for the purposes of their stay at the Holiday Colony. These articles may also be re-exported free of Customs duties, taxes or dues.

The Holiday Colony shall also be allowed to export, free of Customs duties, taxes or dues, articles of furniture belonging to it at the Villa Bein at Schwarzort.

Paragraph 10.

Butchers and cattle-dealers of the town of Tilsit who hold a certificate from the Oberbürgermeister of that town to the effect that they are purchasing animals for slaughter to supply the population of Tilsit with meat shall be treated as merchants under Article 5 of the Commercial Treaty.

Paragraph 11.

Prohibitions of the export of hay and straw that may be issued in consequence of a bad harvest shall not affect the right pertaining to owners of land in the territory of either Contracting Party to convey across the frontier the crops from their land situated in the territory of the other Party.

Further, in the case of exemption from an export prohibition of this kind, the Lithuanian Government shall first authorise the Oberbürgermeister of Tilsit to purchase from the frontier district the hay and straw needed for the Tilsit population's own use.

Paragraph 12.

The inhabitants of the Kreis of Tilsit-Ragnit shall have the right to export without special authorisation from the forest areas of the Kreis of Pogegen their requirements of wood fuel up to an annual amount of 15,000 steres.

Similarly the inhabitants of the Kreis of Heydekrug and the Nehrung villages of Nidden, Preil and Perwelk shall have the right to export without a special export licence their supplies of peat and wood fuel from the Bredzuller Moor or the Ibenhorst forest.

Paragraphe 13.

Lors du passage de la frontière, il ne sera exigé aucun cautionnement spécial sous forme de dépôt de numéraire. Si un cautionnement est exigé, le numéraire sera remplacé par des attestations au sujet desquelles il sera pris, d'un commun accord des dispositions détaillées qui figureront dans les règlements d'exécution (article 14).

Article 12.

Dans la mesure où, aux termes du présent accord, des certificats sont exigés, les droits afférents à leur délivrance seront fixés à 1 lita et à 0,40 reichsmark.

Article 13.

Les deux gouvernements auront le droit d'édicter des restrictions au trafic frontalier en raison de la situation sanitaire et épidémiologique de l'autre Partie contractante, ainsi que pour les motifs énumérés à l'alinéa 2 de l'article 8 du traité de commerce. Les autorités administratives mentionnées à l'alinéa 6 de l'article 2 se communiqueront mutuellement, au plus tôt, les ordonnances prises à cet effet.

Article 14.

Les administrations douanières des deux pays s'entendront directement au sujet des mesures que pourraient nécessiter les articles précédents et fixeront notamment d'un commun accord les catégories et les quantités de marchandises qui peuvent être emportées aux termes des alinéas 1 et 2, et du chiffre 3 de l'article 8, et du chiffre 7 du paragraphe 7 de l'article 11.

Les autres règlements de détail que nécessiteront l'exécution de cet accord seront édictés par voie d'entente directe entre les autorités douanières et administratives des deux pays.

Article 15.

Le présent accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Berlin

Paragraph 13.

No cash deposit by way of special security shall be required on crossing the frontier. If security is required, certificates shall be given in lieu of money. Detailed provisions regarding these certificates shall be laid down by joint agreement in the Executive Regulations hereto (Article 14).

Article 12.

The charge for the issue of such certificates, as may be required under the terms of the present Agreement shall be 1 lita or 0.40 Reichsmark.

Article 13.

The two Governments shall be entitled to impose restrictions on frontier traffic for reasons of public health or on account of epidemic conditions in the territory of the other Contracting Party or on the grounds set forth in Article 8, paragraph 2 of the Commercial Treaty. The administrative authorities mentioned in Article 2, paragraph 6, shall communicate to each other without delay any orders issued for that purpose.

Article 14.

The Customs authorities of the two countries shall jointly, by direct negotiations with one another agree upon the measures necessary for the application of the preceding Articles and shall, in particular, determine by joint agreement the categories and quantities of goods which may be taken over the frontier under Article 8, first paragraph and No. 3 of the second paragraph, and Article 11, paragraph 7 (7).

Any other individual measures that may be required for the application of the present Agreement shall be taken jointly by the Customs and administrative authorities of the two countries in direct agreement with one another.

Article 15.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be ex-

dans le plus bref délai possible. Il prendra effet le jour de cet échange et restera en vigueur pendant deux ans. A partir de ce moment, il demeurera en vigueur aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des deux Parties contractantes, moyennant préavis de six mois.

Fait en quadruple original.

BERLIN, *le* 16 *juillet* 1925.

(L. S.) V. SIDZIKAUSKAS.
(L. S.) Wilhelm CRULL.

changed at Berlin as soon as possible. It shall take effect as from the date of that exchange and shall remain in force for two years. Thereafter it shall remain in force unless denounced by either of the Contracting Parties at six months' notice.

Done in quadruplicate.

BERLIN *July* 16, 1925.

(L. S.) V. SIDZIKAUSKAS.
(L. S.) Wilhelm CRULL.

ANNEXE A.

TRAFIC FRONTALIER
ENTRE LA LITHUANIE ET L'ALLEMAGNE

Carte frontalière N°.....

Nom et prénom du titulaire.....
Profession ou occupation .....
Domicile .....
Lieu et date de naissance .....

Valable pour le passage de la frontière, conformément aux dispositions de l'Accord additionnel à l'article 20 du Traité de commerce entre la Lithuanie et l'Allemagne, du .....

Valable jusqu'au .....

(Verso)

Photographie du titulaire | Signature du titulaire de la carte frontalière | Cachet

Personnes de moins de 12 ans accompagnant le titulaire :

Noms et prénoms — Age

1 ....
2 ....
3 ....
4 ....

Lieu de la délivrance ....
Date ....
Administration qui a délivré la carte.....

Signature :

Cachet officiel.

ANNEX A.

FRONTIER TRAFFIC BETWEEN LITHUANIA AND GERMANY.

Frontier Card No.....

Christian name(s) and surname of holder :.....
Profession or occupation : .....
Address : .....
Place and date of birth :.....

Valid for crossing the frontier under the terms of the Additional Agreement to Article 20 of the Commercial Treaty between Lithuania and Germany, dated .....

Valid until .....

(Back of Form)

Photograph of holder. | Signature of holder | Stamp.

Persons under 12 years of age accompanying the holder :

Christian name(s) and surname : — Age

1. .....
2. .....
3. .....
4. .....

Place of issue :.....
Date : .....
Authority issuing the card : .....

Signature :

Official stamp.

ANNEXE B.

TRAFIC FRONTALIER
ENTRE LA LITHUANIE ET L'ALLEMAGNE

Emblème de la Croix-Rouge.

Carte frontalière N°.....

Nom et prénoms .....
Profession ou occupation .....
Domicile .....
Lieu et date de naissance .....

Valable pour le passage de la frontière pour les ecclésiastiques, les médecins, les vétérinaires et les sages-femmes, ainsi que pour les pompiers, même en dehors des points de passage de la frontière officiellement autorisés et des heures de service fixées pour ces points, conformément aux dispositions de l'Accord additionnel à l'article 20 du Traité de commerce entre l'Allemagne et la Lithuanie, du .....

Valable jusqu'au .....

(Verso)

Photographie du titulaire — Signature du titulaire de la carte frontalière. — Cachet

Lieu de la délivrance .....
Date .....
Autorité qui a délivré la carte .....

Signature :

Cachet officiel.

ANNEXE C.

CERTIFICAT

Valable seulement pour les titulaires d'une carte frontalière (Modèle A).

Valable du ..... au .....

Le / La titulaire du présent certificat.....

(Nom et profession de l'employé(e)

employé(e) chez .....

(Nom et profession de l'employeur)

à .....

(Domicile de l'employeur)

est autorisé(e) à franchir la frontière germano-lithuanienne.....

.....

(Désignation du point de passage de la frontière)

en vue de..... dans la parcelle .....

(Nature de l'occupation)

Lieu de la délivrance .....

Date .....

Sceau officiel

Autorité qui a délivré le certificat

.....

(Sans frais)

Signature du fonctionnaire qui a délivré le certificat.

.....

ANNEX B.

FRONTIER TRAFFIC BETWEEN LITHUANIA AND GERMANY.

Red Cross sign.

Frontier Card No.....

Christian name(s) and surname : .....
Profession or occupation : .....
Address : .....
Place and date of birth : .....

Valid for crossing the frontier for ministers of religion, medical doctors, veterinary surgeons, midwives and the fire brigade at places and times other than those officially appointed, under the terms of the Additional Agreement to Article 20 of the Commercial Treaty between Germany and Lithuania dated.....

Valid until .....

(Back of Form)

Photograph of holder. — Signature of holder — Stamp.

Place of issue : .....
Date : .....
Authority issuing the card : .....

Signature :

Official stamp.

ANNEX C.

CERTIFICATE.

Valid only in conjunction with a Frontier Card (Model A).

Valid from ..... to .....

The holder of this certificate.....

(Name and occupation of employee)

employed by .....

(Name and occupation of employer).

(Address of employer)

at.....

is authorised to cross the German-Lithuanian frontier at .....

(Name of crossing-place)

for the purpose of ..... on the .....

..... estate.

(Nature of occupation).

Place of issue : .....

Date :.....

Official seal.

Authority issuing the certificate :

(Issued free of charge).

.....

Signature of official issuing the certificate :

N° 1939

PROTOCOLE FINAL

DE L'ACCORD ADDITIONNEL A L'ARTICLE 20 DU TRAITÉ DE COMMERCE DU 1er JUIN 1923, CONCLU ENTRE LA LITHUANIE ET L'ALLEMAGNE.

En procédant, ce jour, à la signature de l'Accord additionnel à l'article 20 du Traité de commerce conclu entre la Lithuanie et l'Allemagne, il a été convenu ce qui suit :

Les deux gouvernements s'entendront au sujet des mesures qu'il conviendra de prendre pour empêcher l'emploi abusif des cartes frontalières, ainsi qu'au sujet de la durée de chaque séjour des titulaires de cartes frontalières sur le territoire de l'autre Partie contractante, et engageront sans délai les négociations à cet effet.

Jusqu'au moment où l'accord prévu à l'alinéa 2 de l'article 4 aura été conclu en ce qui concerne les points et les heures de passage de la frontière, celle-ci pourra être franchie aux points de passage énumérés dans le relevé ci-après.

L'accord ci-dessus mentionné réglera également la question de savoir si le point de passage Tilsit-Splitter, figurant sous le N° 9 dans le relevé, pourra, conformément aux désir du Gouvernement lithuanien, être provisoirement ou définitivement supprimé en raison du petit nombre des personnes qui l'utilisent.

En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 11, les deux administrations frontalières intéressées s'entendront sur le point de savoir pour quelles catégories d'entreprises il pourra être délivré des cartes frontalières aux ouvriers et employés qui y sont occupés, sans égard à la durée de leur résidence.

En ce qui concerne l'article 11, les deux gouvernements conviennent de tenir compte, dans la mesure du possible, des rapports économiques existant à l'heure actuelle entre les districts frontalières des deux pays, au cas où l'on accorderait des contingents d'importation pour des marchandises dont l'importation est interdite.

Les deux gouvernements conviennent que des interdictions d'importation, d'expor-

FINAL PROTOCOL

OF THE ADDITIONAL AGREEMENT TO ARTICLE 20 OF THE COMMERCIAL TREATY CONCLUDED JUNE 1, 1923, BETWEEN LITHUANIA AND GERMANY.

At the moment of signature on this day's date of the Additional Agreement to Article 20 of the Commercial Treaty between Lithuania and Germany, the following provisions were agreed upon :

The two Governments shall reach a joint agreement regarding the measures to be taken to prevent the misuse of frontier cards and regarding the duration of the period for which holders of frontier cards may stay in the territory of the other Contracting Party, and shall enter into negotiations for that purpose without delay.

Until the agreement provided for in Article 4, second paragraph, has been concluded regarding the places and times to be appointed for crossing the frontier, the latter may be crossed at the places enumerated in the list given below.

The above-mentioned agreement shall also settle the question whether the frontier crossing-place Tilsit-Splitter (No. 9 in the list) may, as the Lithuanian Government desires, be temporarily or permanently abolished on account of the small use made of it.

As regards Article 11, paragraph 2, the two frontier authorities concerned shall reach an agreement as to the kinds of undertakings for which frontier cards may be issued to workers and employees irrespective of their period of domicile.

As regards Article 11, the two Governments agree to take into account as far as possible the economic relations at present existing between the frontier districts of the two countries in the event of an agreement being reached allowing the importation in limited quantities of goods the importation of which is at present prohibited.

The two Governments agree that import, export and transit prohibitions may not be

tation et de transit ne pourront être édictées que pour les motifs énumérés à l'article 8 du Traité de commerce.

Les deux gouvernements s'engagent à mettre à exécution les dispositions du présent accord, à dater du jour de sa signature, dans la mesure où des obstacles légaux ne s'y opposeront pas.

En ce qui concerne le chiffre 8 du paragraphe 8 de l'article 11, l'Allemagne déclare que le premier bourgmestre de Tilsit donnera suite aux plaintes que les autorités lithuaniennes intéressées pourraient élever contre l'attitude et le caractère suspect des employés de l'usine et se conformera au désir desdites autorités si celle-ci demandent le remplacement de ces personnes.

BERLIN, *le* 16 *juillet* 1925.

issued except on the grounds enumerated in Article 8 of the Commercial Treaty.

The two Governments undertake to apply the provisions of the present Agreement as from the date of signature thereof, in so far as there are no legal obstacles to prevent it.

As regards Article 11, paragraph 8 (8), Germany declares that the Oberbürgermeister of Tilsit shall take action in respect of any complaints which the competent Lithuanian authorities may lodge in respect of the misconduct or untrustworthiness of persons employed at the water-works, and shall comply with the wishes of the said authorities if they ask for such persons to be replaced.

BERLIN, *July* 16, 1925.

V. SIDZIKAUSKAS.
Wilhelm CRULL.

ANNEXE.

RELEVÉ DES POINTS DE PASSAGE DE LA FRONTIÈRE SUR LA FRONTIÈRE ENTRE LA LITHUANIE ET L'ALLEMAGNE

N° d'ordre	Points de passage de la frontière	Nature des passages
1.	Pillkoppen (Kur. Nehrung) (Nida)	Route
2.	Skirwieth (Skirvytė)	Bac pouvant transporter des voitures
3.	Brionischken (Rusnė)	» »
4.	Tattamischken (Tatamiškiai)	» »
5.	Schakuhnen (Šakūnéliai)	» »
6.	Kloken (Šileninkai)	» »
7.	Skulbetwarren (Galzdonai)	» »
8.	Kallwen (Vingé)	» »
9.	Tilsit-Splitter (Jovariné)	» »
10.	Tilsit-Gare (Geležinkelio tilto būdelė)	Chemin de fer
11.	Tilsit-Brücke (Panemuné) (Pont de Tilsit)	Chemin de fer vicinal et route
12.	Krakonischken (Krakoniškiai)	Bac
13.	Ragnit (Ragainé)	Bac pouvant transporter des voitures
14.	Unter-Eisseln (Šereilaukis)	» »

ANNEX.

LIST OF PLACES AT WHICH THE FRONTIER BETWEEN LITHUANIA AND GERMANY MAY BE CROSSED.

No.	Crossing-Place	Nature of Crossing
1.	Pillkoppen (Kur. Nehrung) (Nida)	Road
2.	Skirwieth (Skirvytė)	Ferry (also for vehicles)
3.	Brionischken (Rusnė)	» »
4.	Tattamischken Tatamiškiai)	» »
5.	Schakuhnen (Šakūneliai)	» »
6.	Kloken (Šileninkai)	» »
7.	Skulbetwarren (Galzdonai)	» »
8.	Kallwen (Vingé)	» »
9.	Tilsit-Splitter (Jovariné)	» »
10.	Tilsit-Railway Station (Geležinkelio tilto būdelė)	Railway
11.	Tilsit Bridge (Panemuné)	Local railway and road
12.	Krakonischken Krakoniškiai)	Ferry
13.	Ragnit (Ragainé)	» (also for vehicles)
14.	Unter-Eisseln (Šereilaukis)	» »

N° d'ordre	Points de passage de la frontière	Nature des passages
15.	Nemonge (Sakaičiai)	Bac
16.	Trappöhnen (Viešvilé)	Bac pouvant transporter des voitures
17.	Schillehnen s/Memel-Schmalleningken (Smalininkai)	» »
18.	Schillehnen s/Memel-Romanischke (Ramoniškiai)	Route
19.	Wisborienen (Slavikai)	»
20.	Schirwindt (Naumiestis)	»
21.	Eydtkuhnen (Kybartai)	»
22.	Gr. Kallweitschen (Vištytis)	»

No.	Crossing-Place	Nature of Crossing
15.	Nemonge (Sakaičiai)	Ferry
16.	Trappöhnen (Viešvilé)	» (also lor vehicles)
17.	Schillehnen on the Memel-Schmalleningken (Smalininkai)	» »
18.	Schillehnen on the Memel-Romanischke (Ramoniškiai)	Road
19.	Wisborienen (Slavikai)	»
20.	Schirwindt (Naumiestis)	»
21.	Eydtkuhnen (Kybartai)	»
22.	Gr. Kallweitschen (Vyštytis)	»

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

Conformément aux dispositions du Protocole final de l'accord additionnel à l'article 20 du Traité de commerce, conclu le 1er juin 1923 entre la Lithuanie et l'Allemagne, les plénipotentiaires soussignés des deux gouvernements se sont réunis pour s'entendre sur les questions encore pendantes. La discussion a abouti aux résultats ci-après :

I. Les Parties contractantes conviennent que l'accord additionnel à l'article 20 du Traité de commerce conclu le 1er juin 1923 entre la Lithuanie et l'Allemagne, ainsi que le Protocole final et l'échange de notes, devront être ratifiés et mis en vigueur le plus tôt possible.

II. En outre, les Parties contractantes conviennent que les dispositions d'exécution autonomes que prendront la Lithuanie et l'Allemagne au sujet de l'accord additionnel, devront s'inspirer des directives ci-après.

Ad article 2.

Les Parties contractantes conviennent que les titulaires de cartes frontalières de l'une des deux Parties contractantes ne pourront séjourner sans interruption plus de cinq jours sur le territoire de l'autre Partie.

Les autorités des deux pays, désignées en dernier alinéa de l'article 2 de l'accord s'entendront au sujet d'une extension du droit de séjour en faveur des écoliers munis de cartes frontalières.

RECORD OF MEETING.

In accordance with the Final Protocol of the Additional Agreement to Article 20 of the Commercial Treaty concluded on June 1, 1923, between Lithuania and Germany, the undersigned Plenipotentiaries of the two Governments met to reach an agreement on the questions still pending. The results of the discussions were as follows :

I. The Contracting Parties agree that the Additional Agreement to Article 20 of the Commercial Treaty concluded on June 1, 1923, between Lithuania and Germany, and the Final Protocol and Exchange of Notes, shall be ratified and brought into force as soon as possible.

II. The Contracting Parties further agree that the autonomous executive measures to be taken by Lithuania and Germany in respect of the Additional Agreement shall be based on the following general principles.

Ad Article 2.

The Contracting Parties agree that the holders of frontier cards issued by either of the Contracting Parties may not remain continuously for more than five days in the territory of the other Party.

Any extension of the right of residence of school children holding frontier cards shall be arranged for by direct agreement between the authorities of the two countries mentioned in the last paragraph of Article 2 of the Agreement.

Ad phrase 2 de l'alinéa 1 de l'article 7.

En ce qui concerne la quantité de matériaux de réparation que les artisans et les commerçants pourront emporter avec eux en franchise de droits de douane, les administrations douanières des Parties contractantes prendront, d'un commun accord, des dispositions de détail dans les règlements d'exécution.

Ad Article 7, first paragraph, second sentence.

The exact quantities of repairing materials which artisans and traders may take with them free of Customs duty shall be jointly laid down by the Customs authorities of the Contracting Parties in the Executive Regulations.

Ad alinéa 1 de l'article 8.

Le représentant de la Lithuanie ayant demandé quelles catégories et quelles quantités de marchandises l'Allemagne admettrait, dans le petit trafic frontalier, à l'importation en franchise de droits de douane, le représentant de l'Allemagne s'est référé à la liste ci-annexée.

Le représentant de la Lithuanie a déclaré que les mêmes catégories et quantités de marchandises seraient, dans le petit trafic frontalier, admises à l'importation en Lithuanie en franchise de droits de douane.

Ad Article 8, first paragraph.

The Lithuanian Representative having asked what categories and what quantities of goods Germany would admit free of Customs duty in the local frontier traffic, the German Representative referred to the list attached herewith.

The Lithuanian Representative stated that the same categories and quantities of goods would be admitted into Lithuania free of Customs duty in the local frontier traffic.

Ad chiffre 3 de l'alinéa 2 de l'article 8.

Les règlements d'exécution édictés par les deux pays feront clairement ressortir qu'en vue de contrôler si les remèdes sont destinés « à l'usage personnel », on pourra, à défaut de la présentation d'une ordonnance du médecin ou du vétérinaire, exiger, le cas échéant, des certificats délivrés par les maires, ou d'autres attestations. En vue d'éviter des conséquences nuisibles pour la santé, il sera permis d'exclure du bénéfice de cette faveur l'éther, les gouttes d'Hoffmann et autres médicaments analogues, dont les habitants de la zone frontière pourraient faire un emploi abusif, pour la satisfaction d'un goût personnel.

Ad Article 8, second paragraph, No. 3.

The Executive Regulations issued by the two countries shall lay down, with a view to determining whether the remedies in question are intended " for personal use ", that the production of a certificate issued by the head of the commune, or some other attestation, may be required where necessary if no prescription by a medical doctor or a veterinary surgeon is submitted. Ether, Hoffmann's drops and similar medicines which might be improperly used by the frontier population may be exluded from the exemption granted, on account of the harmful consequences of their misuse.

Ad article 10.

Les règlements d'exécution établis par les deux pays devront faire clairement ressortir ce qui suit :

Le colportage n'est pas compris dans le terme « mis en vente ou porté sur un marché ».

L'article 10 ne porte pas atteinte aux dispositions en vigueur dans les Etats contractants, en ce qui concerne la réglementation du commerce (par exemple obligation d'acquitter une patente commerciale en Lithuanie, paiement d'impôts sur les bénéfices industriels et com-

Ad Article 10.

The following principles shall be clearly stated in the Executive Regulations drawn up by both Parties.

The term " placed on sale or marketed " shall not cover hawking.

Article 10 shall not affect the provisions in force in the Contracting States in regard to the regulation of trade (e. g. the obligation to take out a trade licence in Lithuania and the payment of taxes on the exercise of a trade). Re-exported goods may be transported only

merciaux). Le transport des marchandises réexportées ne peut s'effectuer que par les postes douaniers munis de l'autorisation de dédouaner les marchandises de la catégorie en question; il est, en général, accordé pour la réexportation un délai de trois jours et, en cas de nécessité, un délai pouvant aller jusqu'à quatorze jours.

Ad chiffre 8 *du paragraphe* 7 *de l'article* 11.

Les règlements d'exécution établis par les deux pays devront faire clairement ressortir que l'identité des marchandises est, en cas de nécessité, soumise au contrôle et que les « garnitures » sont passibles de droits de douane.

Ad article 13.

Les Parties contractantes conviennent que les restrictions imposées au petit commerce frontalier par la police vétérinaire ne devront pas être édictées pour des motifs d'ordre économique.

III. Le Gouvernement lithuanien déclare que les titulaires de cartes frontalières seront également autorisés à utiliser les bateaux d'excursion en provenance des localités de la Prusse orientale et à destination de Nidden et de Schwarzort.

Le Gouvernement lithuanien déclare également qu'outre les artisans, commerçants et ouvriers, les employés, ressortissants du Reich allemand qui demeurent dans les limites du district frontière seront, également à condition de se conformer aux lois du pays, autorisés à exercer leur profession en Lithuanie, dans les limites du district frontière. L'alinéa 1 de l'article 7 de l'accord additionnel à l'article 20 du Traité de commerce du 1er juin 1923 entre la Lithuanie et l'Allemagne s'appliquera également à ces employés.

IV. En ce qui concerne la délivrance des cartes frontalières à des étrangers, les deux gouvernements conviennent qu'un accord devra être conclu à ce sujet aussi rapidement que possible.

Les Parties contractantes s'engagent à inviter les administrations intéressées à se mettre en rapport entre elles pour l'établissement des règlements d'exécution.

Fait en double original à Berlin, le 1er novembre 1928.

V. SIDZIKAUSKAS.

through Customs offices authorised to clear goods of the category in question. In general, a period of three days shall be allowed for re-exportation, or, if necessary, a period not exceeding fourteen days.

Ad Article 11, *paragraph* 7 (8).

The Executive Regulations to be drawn up by the two countries shall specify that the identity of goods shall be subject to verification if necessary, and that so-called " additions " (accessories or ornaments) shall be liable to Customs duty.

Ad Article 13.

The Contracting Parties agree that veterinary restrictions may not be imposed upon local frontier traffic on economic grounds.

III. The Lithuanian Government declares that holders of frontier cards shall also be authorised to travel by excursion boats from places in East Prussia to Nidden and Schwarzort.

The Lithuanian Government further declares that in addition to artisans, traders and workers, employees who are nationals of the German Reich and who live in the frontier district shall also, provided they observe the laws of the country, be permitted to engage in their occupation in Lithuania within the frontier district. Article 7, paragraph 1 of the Additional Agreement to Article 20 of the Commercial Treaty dated June 1, 1923, between Lithuania and Germany, shall also apply to such employees.

IV. As regards the issue of frontier cards to aliens, the two Governments have decided that an agreement shall be concluded on this subject as soon as possible.

The Contracting Parties undertake to instruct the authorities concerned to get into touch with one another with a view to the establishment of the Executive Regulations.

Done in duplicate at Berlin, November 1, 1928.

V. SCHACK.

LISTE

DES MARCHANDISES ADMISES A L'IMPORTATION EN FRANCHISE DE DROITS DE DOUANE ET DE TAXES DANS LE PETIT TRAFIC FRONTALIER EN PROVENANCE DE LA LITHUANIE ET A DESTINATION DE L'ALLEMGANE.

La quantité maximum est limitée par les besoins du ménage de l'intéressé. Elle ne peut, en aucun cas, dépasser la quantité indiquée dans la dernière colonne de la liste ci-après. L'importation simultanée de plusieurs catégories de marchandises est autorisée dix jours par mois. La quantité totale ne doit pas dépasser 3 kg. En ce qui concerne les marchandises énumérées sous les chiffres 7 et 8 (volaille et gibier à poil), le poids d'un kilo peut être dépassé lorsqu'il s'agit d'un animal entier ; en pareil cas, toutefois, il sera biffé un jour sur la carte de ménage pour tout kilogramme ou fraction de kilogramme en sus.

Désignation de la marchandise	Quantité maximum par jour
1. Légumes secs. N° 11 du tarif.	1 kg.
2. Pommes de terre. N° 23 du tarif.	2,5 »
3. Légumes frais, à l'exception des champignons et des truffes. N° 33 du tarif.	2,5 »
4. Fruits frais, y compris les baies, à l'exception des abricots et des pêches. N° 47 du tarif.	5 »
5. Jus de fruits, y compris la marmelade. N°s 49, 59 et 213 du tarif.	1 »
6. Viande fraîche ou simplement préparée, ou lard de porc, N°s 108, 109 du tarif	2 »
7. Volaille abattue [1] non préparée. N° 110 du tarif.	1 »
8. Gibier à poil (seulement le petit gibier) et gibier à plumes, abattu, non préparé. N°s 111 et 112 du tarif.	1 »
9. Poissons. N° 115 du tarif.	2 »
10. Graisses animales et margarine. N°s 126, 129, 205 du tarif.	1 »
11. Lait. N° 133 du tarif.	2 litres
Crême.	1 »
12. Beurre. N° 134 du tarif.	1 »
13. Fromage. N° 135 du tarif.	1 »

[1] La volaille domestique abattue ne peut être importée que plumée et vidée. Même le cou, les ailes et les cuisses doivent être plumés. La volaille sera également considérée comme vidée lorsque l'intestin aura été, selon l'usage commercial, extrait de sa cavité naturelle au moyen d'un instrument en forme de crochet et que le gésier aura été vidé. Pour les volailles domestiques grasses, il suffit que le gésier soit vidé.

LIST

OF GOODS THAT MAY BE IMPORTED FREE OF CUSTOM DUTY AND TAXES IN LOCAL FRONTIER TRAFFIC FROM LITHUANIA TO GERMANY.

The maximum quantities shall be determined by the household requirements of the party concerned. They may in no case exceed the quantities indicated in the last column of the list given below. The simultaneous importation of more than one category of goods shall be allowed for ten days per month. The total quantity must not exceed 3 kg. As regards the goods enumerated in Nos. 7 and 8 (poultry and furred game), the weight-limit (1 kg.) may be exceeded in the case of the importation of whole animals ; in such cases, however, one day shall be deducted on the household card for each excess kilogramme or fraction thereof.

Description of Goods	Maximum quantity per day
1. Dry pulse, Tariff No. 11	1 kg.
2. Potatoes, Tariff No. 23	2.5 kg.
3. Kitchen vegetables, fresh, except mushrooms and truffles, Tariff No. 33	2.5 kg.
4. Fresh fruit, including berries, except apricots and peaches, Tariff No. 47	5 kg.
5. Fruit juice, including marmalade, Tariff Nos. 49, 59 and 213	1 kg.
6. Meat, fresh or simply prepared, and bacon, Tariff Nos. 108, 109	2 kg.
7. Poultry, slaughtered [1], unprepared, Tariff No. 110	1 kg.
8. Game, furred, (small game only) and feathered, dead, not prepared, Tariff Nos. 111 and 112	1 kg.
9. Fish, Tariff No. 115	2 kg.
10. Animal grease and margarine, Tariff Nos. 126, 129 and 205	1 kg.
11. Milk, Tariff No. 133	2 litres
Cream,	1 litre
12. Butter, Tariff No. 134	1 litre
13. Cheese, Tariff No. 135	1 litre

[1] Slaughtered poultry may only be imported plucked and drawn. The neck, wings and legs must also be plucked. Poultry shall be regarded as drawn if the intestines have been taken out from their natural cavity in the ordinary commercial way by means of a hooked instrument, and provided that the crop has been emptied. In the case of fatted poultry the crop alone need be emptied.

Désignation de la marchandise	Quantité maximum par jour
14. Oeufs. N° 136 du tarif.	10 unités
15. Miel. N° 140 du tarif.	1 kg.
16. Farine. Orge mondé. Semoule, gruau, à l'exception de la semoule de riz et autres produits de minoterie. Nos 162, 164, 165 du tarif.	2 »
17. Produits de la boulangerie, ordinaires. N° 198 du tarif.	2 »

Description of Goods	Maximum quantity per day
14. Eggs, Tariff No. 136	10
15. Natural honey, Tariff No. 140	1 kg.
16. Flour, hulled barley, grits, groats except rice groats and other milling products, Tariff Nos. 162, 164, 165	2 kg.
17. Common bakers' produce, Tariff No. 198	2 kg.

BERLIN, *le* 16 *juillet* 1925.

MONSIEUR LE PLÉNIPOTENTIAIRE,

En signant l'accord additionnel à l'article 20 du Traité de commerce entre l'Allemagne et la Lithuanie, j'ai, en ce qui concerne l'article premier de l'accord, déclaré, au nom de mon gouvernement que pendant un délai minimum de deux ans après la ratification de cet accord, toutes les communes et *Gutsbezirke* du cercle de Pogegen, même s'ils sont situés au-delà de la zone de 10 km. seront considérés comme districts frontières au sens de l'article premier.

En vous priant de bien vouloir prendre acte de cette déclaration, je saisis cette occasion, etc.

V. SIDZIKAUSKAS.

A Monsieur Crull,
Docteur en droit,
Conseiller de Légation,
plénipotentiaire
du Gouvernement allemand.

BERLIN, *July* 16, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

On signing the Additional Agreement to Article 20 of the Commercial Treaty between Germany and Lithuania, I have, on behalf of my Government, declared in regard to Article 1 of the Agreement that for a minimum period of two years after the ratification of the Agreement, all *Gutsbezirke* (estates forming administrative units) and communal districts in the Kreis of Pogegen, even if situated beyond the ten-kilometre zone, shall be deemed to be frontier districts within the meaning of Article 1.

I beg your Excellency to take note of this declaration, and have the honour to be, etc.

V. SIDZIKAUSKAS.

To M. Crull,
Doctor of Laws,
Consellor of Legation,
Plenipotentiary of the
German Government.

BERLIN, *le* 16 *juillet* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En signant ce jour l'accord additionnel à l'article 20 du Traité de commerce entre l'Allemagne et la Lithuanie, vous avez, au sujet de l'article premier de l'accord, déclaré au nom de votre Gouvernement que, pendant un délai minimum de deux ans après la ratification

BERLIN, *July* 16, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

On signing the Additional Agreement to Article 20 of the Treaty of Commerce between Germany and Lithuania you have, on behalf of your Government, declared in regard to Article 1 of the Agreement that for a minimum period of two years after the ratification of

de l'accord, toutes commune et *Gutsbezirke* du cercle de Pogegen, même s'ils sont situés au delà de la zone de 10 km. seront considérés comme districts frontières au sens de l'article premier.

En prenant au nom de mon gouvernement acte de cette déclaration, je saisis cette occasion etc.

Wilhelm CRULL.

A Monsieur Sidzikauskas,
envoyé extraordinaire et
ministre plénipotentiaire
de Lithuanie.

the Agreement, all *Gutsbezirke* (estates forming administrative units) and communal districts in the Kreis of Pogegen, even if situated beyond the ten-kilometre zone, shall be deemed to be frontier districts within the meaning of Article 1.

On behalf of my Government I have duly taken note of this declaration, and have the honour to be, etc.

Wilhelm CRULL.

To M. Sidzikauskas,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of Lithuania.

N° 1940.

LETTONIE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement en vue de l'abolition de la légalisation des certificats d'origine. Riga, le 12 janvier 1929.

LATVIA AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Abolition of the Legalisation of Certificates of Origin. Riga, January 12, 1929.

N° 1940. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS LETTON ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT EN VUE DE L'ABOLITION DE LA LÉGALISATION DES CERTIFICATS D'ORIGINE. RIGA, LE 12 JANVIER 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 28 janvier 1929.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LETTONIE.
RIGA.
N° 1396.

RIGA, *le 12 janvier* 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note D. N° 1/1929 de votre Excellence en date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

Etant entendu que, d'après les lois et ordonnances en vigueur en Suède, les marchandises lettonnes peuvent être importées dans ce pays sans être accompagnées d'un certificat d'origine, ce terme ne s'appliquant pas toutefois aux certificats sanitaires que le gouvernement peut exiger pour l'importation de certaines marchandises déterminées,

Le Gouvernement de la République de Lettonie déclare qu'il renonce à titre de réciprocité, en ce qui concerne les certificats d'origine et de transit émanant des institutions compétentes suédoises, à la formalité de légalisation prévue dans l'article premier de l'ordonnance lettonne N° 82 du 4 avril 1928 (*Valdibas Vestnesis* N° 80, du 11 avril 1928), relative aux certificats d'origine, ainsi qu'à l'application des dispositions de la remarque au même article, concernant la constatation des conditions justifiant l'origine des articles mi-fabriqués et fabriqués.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. BALODIS.

Son Excellence
Monsieur Patrik C. R. Reuterswärd,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Suède.

Rätt avskrivet intygar ex officio :
(Undert.) Patrik C. R. Reuterswärd.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 24 janvier 1929.
Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

[1] Entré en vigueur le 12 janvier 1929.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1940. — EXCHANGE OF NOTES[2] BETWEEN THE LATVIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE ABOLITION OF THE LEGALISATION OF CERTIFICATES OF ORIGIN. RIGA, JANUARY 12, 1929.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 28, 1929.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS OF LATVIA.
RIGA.
No. 1396.

RIGA, *January* 12, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Referring to Your Excellency's Note D. No. 1/1929 of to-day's date, I have the honour to inform Your Excellency as follows :

Whereas in accordance with the laws and regulations in force in Sweden, Latvian goods may be imported into this country unaccompanied by a certificate of origin, this term, however, not being applicable to the health certificates which the Government may require for the importation of certain specified goods,

The Government of the Latvian Republic declares that, subject to reciprocity it renounces, with respect to the certificates of origin and transit issued by the competent Swedish institutions, the formality of legalisation laid down in Article 1 of the Latvian Order No. 82, dated April 4, 1928, ("Valdibas Vestnesis" No. 80, dated April 11, 1928), relative to certificates of origin, and also the application of the provisions contained in the note to the same article concerning the certification of the conditions proving the origin of manufactured and semi-manufactured articles.

I have, Sir, the honour, etc.

(Signed) A. BALODIS.

His Excellency
M. Patrik C. R. Reuterswärd,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Sweden.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Came into force January 12, 1929.

LÉGATION DE SUÈDE.
D. N° 1/1929.

RIGA, *le* 12 *janvier* 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

D'après les lois et ordonnances en vigueur en Suède, les marchandises lettonnes peuvent être importées dans ce pays sans être accompagnées d'un certificat d'origine, ce terme ne s'appliquant pas toutefois aux certificats sanitaires que le Gouvernement peut exiger pour l'importation de certaines marchandises déterminées.

Je suis chargé en conséquence de prier Votre Excellence de vouloir bien me faire savoir si le Gouvernement de la République serait disposé, en ce qui concerne les certificats d'origine et de transit émanant des institutions compétentes suédoises, à renoncer à titre de réciprocité, à la formalité de légalisation prévue dans l'article premier de l'ordonnance lettonne N° 82 du 4 avril 1928 (*Valdibas Vestnesis* N° 80, du 11 avril 1928), relative aux certificats d'origine, ainsi qu'à l'application des dispositions de la remarque au même article, concernant la constatation des conditions justifiant de l'origine des articles mi-fabriqués et fabriqués.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) P. de REUTERSWÄRD.

Son Excellence Monsieur Balodis,
Ministre des Affaires étrangères
de la République de Lettonie,
etc., etc., etc.

Rätt avskrivet intygar ex officio :
(Signé) Patrik C. R. Reuterswärd.

Certifiée pour copie conforme :
Stokholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 24 janvier 1929.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

SWEDISH LEGATION.
D. No. 1/1929.

RIGA, *January* 12, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

Acting under instructions from my Government, I have the honour to inform Your Excellency as follows :

In accordance with the laws and regulations in force in Sweden, Latvian goods may be imported into this country unaccompanied by a certificate of origin, this term, however, not being applicable to the health certificates which the Government may require for the importation of certain specified goods.

I am instructed therefore to request Your Excellency to be so good as to inform me whether the Government of the Republic would be prepared, with respect to the certificates of origin and transit issued by the competent Swedish authorities, to renounce, subject to reciprocity, the formality of legalisation laid down in Article 1 of the Latvian Order No. 82, dated April 4, 1928, (" Valdibas Vestnesis ". No. 80, dated April 11, 1928), relative to certificates of origin, and also the application of the provision contained in the note to the same article concerning the verification of the conditions proving the origin of manufactured and semi-manufactured articles.

I have, Sir, the honour, etc.,

(Signed) P. de REUTERSWÄRD.

His Excellency M. Balodis,
Minister for Foreign Affairs
of the Latvian Republic,
etc., etc., etc.

No. 1940

N° 1941.

NORVÈGE ET PAYS-BAS

Accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu certains bénéfices provenant des entreprises de transports maritimes. Signé à La Haye, le 11 janvier 1929.

NORWAY AND THE NETHERLANDS

Agreement for the reciprocal Exemption from Income Tax in certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping. Signed at The Hague, January 11, 1929.

N° 1941. — ACCORD ENTRE LA NORVÈGE ET LES PAYS-BAS EN VUE D'EXEMPTER RÉCIPROQUEMENT DE L'IMPOT SUR LE REVENU CERTAINS BÉNÉFICES PROVENANT DES ENTREPRISES DE TRANSPORTS MARITIMES. SIGNÉ A LA HAYE, LE 11 JANVIER 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des affaires étrangères de Norvège et le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 29 janvier 1929.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE NORVÈGE et LE GOUVERNEMENT ROYAL DES PAYS-BAS, désireux de conclure un accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt sur le revenu certains bénéfices provenant des entreprises de transports maritimes, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement royal des Pays-Bas déclare qu'en vertu des lois néerlandaises concernant l'impôt sur le revenu *(Wet op de Inkomstenbelasting van 19 December 1914, Staatsblad N° 563 ; Wet op de verdedigingsbelasting II van 28 December 1926, Staatsblad N° 430)* ne sont pas passibles de l'impôt les bénéfices provenant d'entreprises de transports maritimes exercées soit par une personne résidant en Norvège, soit par une société dirigeant et exploitant des entreprises de ce genre sur le territoire de la Norvège.

Article 2.

Le Gouvernement royal des Pays-Bas déclare qu'en vertu de la loi néerlandaise concernant l'impôt sur les dividendes et les tantièmes du 11 janvier 1918 (*Bulletin des Lois N° 4*) ne sont pas passibles de l'impôt les bénéfices provenant d'entreprises de transports maritimes exercés soit par une personne résidant en Norvège, soit par une société dirigeant et exploitant des entreprises de ce genre sur le territoire de la Norvège.

Article 3.

En vue des dispositions contenues dans les articles 1 et 2, le Gouvernement royal de Norvège déclare qu'en vertu de la législation norvégienne sur les impôts (le paragraphe 15 (2) de la loi sur les impôts ruraux et le paragraphe 10 (2) de la loi sur les impôts urbains), les personnes, sociétés et institutions domiciliées aux Pays-Bas, seront exemptées de l'obligation d'acquitter des impôts sur les bénéfices provenant de navires touchant à des ports norvégiens.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1941. — AGREEMENT BETWEEN NORWAY AND THE NETHERLANDS FOR THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM INCOME TAX IN CERTAIN CASES OF PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 11, 1929.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs and the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place January 29, 1929.

THE ROYAL NORWEGIAN GOVERNMENT and THE ROYAL GOVERNMENT OF THE NETHERLANDS, being desirous of concluding an agreement for the reciprocal exemption from income tax in certain cases of profits accruing from the business of shipping, have agreed to the following provisions:

Article 1.

The Royal Government of the Netherlands declares that, under the laws of the Netherlands relating to income tax *(Wet op de Inkomstenbelasting van* 19 *December* 1914 *Staatsblad* No. 563 ; *Wet op de verdedigingsbelasting II van* 28 *December* 1926, *Staatsblad,* No. 430*)* tax is not chargeable on any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in Norway or by a company managing and controlling such business in Norwegian territory.

Article 2.

The Royal Government of the Netherlands declares that, under the law of the Netherlands relating to Dividend and Tantième Tax, of January 11, 1918, (*Legal Gazette* No. 4), tax is not chargeable on any profits which accrue from the business of shipping carried on by an individual resident in Norway or by a company managing and controlling such business on Norwegian territory.

Article 3.

In view of the provisions contained in Articles 1 and 2, the Royal Norwegian Government declares that under Norwegian legislation relative to taxation (paragraph 15 (2) of the Norwegian Rural Taxation Law and paragraph 10 (2) of the Town Taxation Law) persons, companies and institutions domiciled in the Netherlands shall be exempt from the obligation to pay taxes on profits accruing from ships putting in at Norwegian ports.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 4.

L'expression « entreprise de transports maritimes » signifie « entreprise d'un armateur de navires »; dans cette définition, l'expression « armateur de navires » comprend les affréteurs de toutes sortes.

Article 5.

Le présent accord entre en vigueur le jour de la signature et peut être dénoncé par chacune des Hautes Parties contractantes à n'importe quel moment avec un préavis de six mois.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à La Haye, le 11 janvier 1929.

(Signé) Emil HUITFELDT. *(Signé)* Beelaerts VAN BLOKLAND.

Pour copie conforme :
Ministère royal des Affaires étrangères,
Oslo, le 24 janvier 1929.

Pour le Ministre,
Le Chef de la Division des Affaires latines :
O. Tostrup.

Article 4.

The expression " the business of shipping " means the business carried on by an owner of ships " ; for the purpose of this definition the expression " owner " includes any charterer.

Article 5.

The present Agreement shall enter into force on the day of signature and may be denounced by either High Contracting Party at any time with six months' notice.

In faith whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at The Hague, January 11, 1929.

(Signed) Emil HUITFELDT. *(Signed)* Beelaerts VAN BLOKLAND.

N° 1942.

BELGIQUE
ET GRANDE-BRETAGNE

Déclaration concernant la suppression de la légalisation de certains documents officiels. Signée à Bruxelles, le 21 décembre 1928.

BELGIUM
AND GREAT BRITAIN

Declaration regarding the Abolition of the Legalisation of certain Official Documents. Signed at Brussels, December 21, 1928.

N° 1942. — DÉCLARATION ENTRE LA BELGIQUE ET LA GRANDE-BRETAGNE CONCERNANT LA SUPPRESSION DE LA LÉGALISATION DE CERTAINS DOCUMENTS OFFICIELS. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 21 DÉCEMBRE 1928.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 1er février 1929.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE, désireux de dispenser de la légalisation certains documents officiels délivrés, d'une part, en Belgique, d'autre part, en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord, et destinés à servir à quelque usage que ce soit, en Grande-Bretagne ou en Irlande du Nord, d'une part, et en Belgique, d'autre part, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

(i) Les copies ou extraits des actes de l'état civil (tels que ceux-ci sont définis à l'article II *(i)* du présent arrangement) contenus dans les registres tenus en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord par les *registrars-general* ainsi que par le *registrar-general* de la marine et des gens de mer, les *superintendent registrars* et les *registrars* locaux des naissances et des décès et les *registrars* des mariages, les certificats délivrés par le *Patent Office* à Londres relativement à des brevets, dessins ou marques de fabrique britanniques, de même que les copies ou extraits des jugements, arrêts, ordonnances ou autres décisions judiciaires de n'importe quelles *Courts of Justice* de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, y compris les extraits des recueils de jugements de la *Council and Session Court* ou d'une *Sheriff Court* d'Ecosse et tous les affidavits, pièces de procédure ou autres documents judiciaires enregistrés ou déposés dans l'une de ces *Courts* ne devront pas être légalisés pour faire foi en Belgique, pourvu qu'ils revêtent *prima facie* le caractère d'authenticité et qu'ils soient certifiés conformes à l'original par le *registrar* ou son délégué ou par une autre personne qualifiée, comme il est indiqué à l'article III *(i)*.

(ii) Réciproquement, les copies ou extraits des actes de l'état civil (tels que ceux-ci sont définis à l'article II *(ii)* du présent Arrangement) dressés en Belgique, les certificats relatifs aux brevets, dessins et marques de fabrique belges, de même que les copies ou extraits des arrêts, jugements, ordonnances ou autres décisions judiciaires des Cours ou tribunaux belges, et tous les affidavits, pièces de procédure ou autres documents judiciaires enregistrés ou déposés dans l'une de ces Cours ou l'un de ces tribunaux ne devront pas être légalisés pour faire foi en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord, pourvu qu'ils revêtent « prima facie » le caractère d'authenticité et qu'ils soient certifiés de la manière indiquée à l'article III *(ii)*.

Article II.

(i) L'expression « actes de l'état civil contenus dans les registres tenus en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord » sera interprétée, aux fins du présent arrangement, comme comprenant les actes suivants :

a) Les copies d'inscriptions de naissances (en Ecosse, les extraits d'inscriptions de naissances) ;

b) Les copies d'inscriptions d'enfants mort-nés (en Angleterre seulement) ;

No. 1942. — DECLARATION BETWEEN BELGIUM AND GREAT BRITAIN REGARDING THE ABOLITION OF THE LEGALISATION OF CERTAIN OFFICIAL DOCUMENTS. SIGNED AT BRUSSELS, DECEMBER 21, 1928.

French and English official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place February 1st, 1929.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN, desiring to dispense with the legalisation of certain official documents whether issued in Belgium, or in Great Britain and Northern Ireland, and intended for use for any purpose whatever in Great Britain and Northern Ireland and in Belgium respectively have agreed as follows :

Article I.

(i) Copies of or extracts from *actes de l'état civil* (as defined in Article II *(i)* of this Agreement) contained in registers kept in Great Britain and Northern Ireland by registrars-general including the registrar-general of shipping and seamen, local superintendent registrars and registrars of births and deaths and registrars of marriages, certificates issued by the Patent Office in London relating to British patents, designs, and trade marks, as well as copies of or extracts from judgments, decrees, orders or other judicial proceedings of any Courts of Justice in Great Britain and Northern Ireland including extracts from the books of Council and Session Court or of any Sheriff Court in Scotland and all affidavits, pleadings or other legal documents filed or deposited in any such Court shall not require legalisation in order to be accepted as authentic in Belgium, provided they bear " prima facie " evidence of authenticity and are certified to be in conformity with the original by the registrar or his deputy or by other qualified person as indicated in article III *(i)*.

(ii) In return, copies of or extracts from *actes de l'état civil* (as defined in Article II *(ii)* of this Agreement) drawn up in Belgium, certificates relating to Belgian patents, designs and trade marks, as well as copies of or extracts from decrees, judgments, orders or other judicial proceedings of Belgian tribunals or Courts and all affidavits, pleadings or other legal documents filed or deposited with any such tribunal or Court shall not require legalisation in order to be accepted as authentic in Great Britain and Northern Ireland, provided they bear " prima facie " evidence of authenticity and are certified in the manner indicated in Article III *(ii)*.

Article II.

(i) The expression " Actes de l'état civil contained in registers kept in Great Britain and Northern Ireland " shall be understood for the purpose of the present Agreement to include the following :

(a) Copies of entries of birth (in Scotland, extract entries of birth) ;

(b) Copies of entries of still births (England only) ;

c) Les copies d'inscriptions de mariages (en Ecosse, les extraits d'inscriptions de mariages) ;

d) Les copies d'inscriptions de décès (en Ecosse, les extraits d'inscriptions de décès) ;

e) Les copies d'inscriptions de réenregistrement de la naissance d'une personne légitimée (en Angleterre et en Irlande du Nord seulement) ;

f) Les copies d'inscriptions figurant au registre des enfants adoptés (en Angleterre et en Irlande du Nord seulement).

(ii) L'expression « actes de l'état civil dressés en Belgique » sera interprétée, aux fins du présent arrangement, comme comprenant les actes suivants :

a) Les actes de naissance ;
b) Les actes de présentation d'un enfant sans vie ;
c) Les actes de publication de mariage ;
d) Les certificats de publication de mariage et de non-opposition ;
e) Les actes de mariage ;
f) Les actes de divorce ;
g) Les actes de décès ;
h) Les actes de reconnaissance d'enfant naturels ;
i) Les actes de transcription des actes d'adoption.

(iii) Les listes des « actes de l'état civil » figurant aux alinéas *i)* et *ii)* du présent article pourront être en tout temps modifiées ou étendues en vertu d'un accord des Parties contractantes exprimé dans la forme d'un échange de notes.

Article III.

(i) En Grande-Bretagne et en Irlande du Nord, les copies ou les extraits des « actes de l'état civil » (tels que ceux-ci sont définis à l'article II *i)* du présent arrangement) seront certifiés conformes à l'original et porteront le sceau du *registrar-general* des naissances, des décès et des mariages en Angleterre, en Ecosse ou en Irlande du Nord, la signature du *registrar-general* ou du *registrar-general* adjoint de la marine et des gens de mer ou la signature du *superintendent registrar* ou du *registrar* local des naissances et des décès ou des *registrars* locaux des mariages, suivant le cas.

Les documents émanant du *Patent Office* à Londres porteront le sceau de ce Département.

Les copies ou extraits des jugements, arrêts, ordonnances ou autres décisions judiciaires des *Courts of Justice* de Grande-Bretagne ou d'Irlande du Nord, ou les affidavits, pièces de procédure ou autres documents judiciaires enregistrés ou déposés à l'une de ces *Courts* porteront le sceau de la *Court* compétente pour cet arrêt ou ce jugement ou de la *Court* où ils ont été enregistrés ou déposés, ou bien un certificat dudit arrêt ou jugement signé par le fonctionnaire compétent de ladite *Court*.

(ii) Les copies ou extraits des actes de l'état civil de Belgique seront certifiés conformes à l'original et signés par l'officier de l'état civil ou par le greffier du tribunal ayant la garde des registres contenant ces actes de l'état civil ou par son délégué, et ils seront revêtus du sceau de l'administration communale ou du service qui délivre ces copies ou extraits.

Les certificats relatifs aux brevets belges seront revêtus du sceau de l'Office des Brevets et de la signature du fonctionnaire du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale délégué pour en certifier la conformité avec l'original.

Les certificats relatifs aux dessins et modèles industriels et aux marques de fabrique et de commerce belges seront revêtus du sceau de l'Office des Brevets et de la signature du fonctionnaire du Ministère de l'industrie, du travail et de la prévoyance sociale délégué pour en certifier la conformité avec l'expédition du procès-verbal dressé au moment du dépôt par l'autorité légalement qualifiée à cette fin.

Les copies ou extraits d'arrêts, de jugements, d'ordonnances ou d'autres documents judiciaires de Cours ou de tribunaux belges, de même que les affidavits, pièces de procédure ou autres documents judiciaires enregistrés ou déposés à ces Cours ou tribunaux porteront le sceau du greffe de la Cour ou du tribunal compétent pour cet arrêt ou jugement, ou de la Cour ou du tribunal où ils ont été enregistrés ou déposés, et ils seront certifiés conformes à l'original par le greffier de la Cour ou du tribunal ou par son délégué.

(c) Copies of entries of marriage (in Scotland, extract entries of marriage) ;

(d) Copies of entries of death (in Scotland, extract entries of death) ;

(e) Copies of entries of registration of the birth of a legitimated person (England and Northern Ireland only) ;

(f) Copies of entries in the Adopted Children Register (England and Northern Ireland only).

(ii) The expression " Actes de l'état civil drawn up in Belgium " shall be understood for the purposes of the present Agreement to include the following :

(a) Les actes de naissance ;
(b) Les actes de présentation d'un enfant sans vie ;
(c) Les actes de publication de mariage ;
(d) Les certificats de publication de mariage et de non-opposition ;
(e) Les actes de mariage ;
(f) Les actes de divorce ;
(g) Les actes de décès ;
(h) Les actes de reconnaissance d'enfants naturels ;
(i) Les actes de transcription des actes d'adoption.

(iii) The lists of " Actes de l'état civil " contained in paragraphs *(i)* and *(ii)* of this Article may be at any time varied or extended by agreement of the contracting Parties expressed in the form of an exchange of notes.

Article III.

(i) In Great Britain and Northern Ireland copies of or extracts from actes de l'Etat Civil (as defined in Article II *(i)* of this Agreement) will be certified as in conformity with the original and bear the seal of the Registrar-General of Births, Deaths and Marriages in England, Scotland or Northern Ireland, the signature of the Registrar-General or Assistant Registrar-General of Shipping and Seamen or the signature of the local superintendent registrar or registrar of births and deaths, or registrars of marriages, as the case may be.

Documents proceeding from the Patent Office in London will bear the seal of that department.

Copies of or extracts from judgments, decrees, orders or other judicial proceedings of any of His Britannic Majesty's Courts of Justice in Great Britain or Northern Ireland, or affidavits, pleadings or other legal documents filed or deposited in any such Court will bear the seal of the Court responsible for the decree or judgment, or of the Court in which they have been filed or deposited or a certificate of such decree or judgment signed by the proper officer of the said Court.

(ii) Copies of or extracts from actes de l'état civil in Belgium will be certified as in conformity with the original and signed by the officer of état civil or the clerk of the tribunal in charge of the registers containing these actes de l'état civil or by his deputy, and furnished with the seal of the communal administration or of the office delivering such issues or extracts.

Certificates relating to Belgian patents will be furnished with the seal of the Patent Office and with the signature of an officer of the Ministry of Industry, Labour and Social Assistance delegated to certify its conformity with the original.

Certificates relating to Belgian designs, industrial models and trade marks will be furnished with the seal of the Patent Office and with the signature of an officer of the Ministry of Industry, Labour and Social Assistance delegated to certify its conformity with the descriptive document (procès-verbal) drawn up at the time of deposit by the authority legally constituted for that purpose

Copies of or extracts from judgments, decrees, orders or other judicial proceedings of any Belgian Courts or Tribunals, or affidavits, pleadings or other legal documents filed or deposited in any such Court, or Tribunal, will bear the seal of the office or the Court or Tribunal responsible for the decree or judgment, or of the Court or tribunal in which they have been filed or deposited and be certified as in conformity with the original by the Clerk of the Court or Tribunal or by his deputy.

Article IV.

Le présent arrangement ne sera considéré, en aucune manière, comme portant atteinte aux dispositions de l'article 8 du Traité signé entre Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté britannique, le 29 octobre 1901, concernant l'autenticité des documents produits dans la procédure d'extradition.

Article V.

Le présent arrangement, dont les textes français et anglais feront foi, entrera en vigueur un mois après sa signature et restera applicable aussi longtemps qu'il n'y aura pas été mis fin par une notification adressée, six mois d'avance, par une des Parties contractantes à l'autre.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Bruxelles, le 21 décembre 1928.

(Signé) HYMANS.

Article IV.

This Agreement shall not be held in any way to derogate from the requirements of Article 8 of the Treaty between His Majesty the King of the Belgians and His Britannic Majesty signed on October 29th, 1901, relating to proof of documents submitted in connection with extradition proceedings.

Article V.

This Agreement, of which both the French and English texts are authentic, shall enter into operation one month after signature, and shall remain in force until terminated by a notice given six months in advance by either of the Contracting Parties to the other.

In witness whereof the undersigned have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Brussels, the 21st day of December 1928.

(Signed) GRANVILLE.

N° 1943.

AUTRICHE ET DANEMARK

Traité de commerce, avec protocole final. Signés à Vienne, le 6 avril 1928.

AUSTRIA AND DENMARK

Treaty of Commerce, with Final Protocol. Signed at Vienna, April 6, 1928.

N° 1943. — TRAITÉ DE COMMERCE [1] ENTRE LE DANEMARK ET L'AUTRICHE. SIGNÉ A VIENNE, LE 6 AVRIL 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 9 février 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié entre le Danemark et l'Autriche et d'affermir et d'étendre les relations économiques entre les deux pays, ont résolu de conclure un traité de commerce et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

Monsieur Paul Victor BIGLER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Vienne ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Monseigneur Ignace SEIPEL, docteur en théologie, chancelier fédéral ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Sauf dispositions contraires dans les articles suivants, les Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement, en ce qui concerne leur commerce, leur industrie, leurs professions, leur agriculture et leur navigation, un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé à la nation la plus favorisée.

Article II.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du Danemark ou originaires et en provenance de l'Autriche, jouiront, à leur importation sur le territoire de l'autre Partie, en tout ce qui concerne les droits de douane, l'application de coefficients de majoration et de tout autre droit, qui, en supplément aux droits d'entrée, serait prélevé à l'importation des produits, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé aux produits de la nation la plus favorisée. Ledit traitement comprendra aussi le régime douanier, toutes les formalités de douane, le remboursement des droits acquittés, l'entreposage et les règles et formalités concernant l'établissement et la reconnaissance des certificats d'origine.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 19 janvier 1929.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1943. — TREATY OF COMMERCE [2] BETWEEN AUSTRIA AND DENMARK. SIGNED AT VIENNA, APRIL 6, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place February 9, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC, being equally desirous of strengthening the ties of friensdhip between Denmark and Austria and of consolidating and extending the economic relations between the two countries, have resolved to conclude a commercial treaty and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Paul Victor BIGLER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Vienna ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Monseigneur Ignaz SEIPEL, Doctor of Theology, Federal Chancellor ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

Unless otherwise provided in the following Articles, the Contracting Parties undertake to grant each other, as regards their commerce, industry, professions, agriculture and navigation, treatment at least as favourable as that which is or may in future be granted to the most favoured nation.

Article II.

Natural or manufactured products originating in and coming from Denmark or originating in and coming from Austria shall, on their importation into the territory of the other Party, enjoy in all matters relating to Customs duties, the application of coefficients of increase and all other duties which, in addition to import duties, may be levied on the importation of products, treatment at least as favourable as that which is or may in future be granted to the products of the most favoured nation. The said treatment shall also extend to the Customs régime, to all Customs formalities, to the refunding of duties paid, to warehousing, and to the regulations and formalities concerning the issue and recognition of certificates of origin.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Vienna, January 19, 1929.

Article III.

Les produits originaires et en provenance de tout autre pays ayant transité sur le territoire de l'une des Parties, utilisant ou non l'entreposage dans les ports francs, entrepôts libres, entrepôts de transit ou autres entrepôts douaniers, jouiront à leur importation sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne les droits d'entrée, tous autres droits et à tout autre égard, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui serait accordé aux produits importés directement du pays d'origine.

Article IV.

Les produits exportés du Danemark à destination de l'Autriche ou les produits exportés de l'Autriche à destination du Danemark jouiront, en tout ce qui concerne les droits d'exportation, de l'application de coefficients de majoration et de tout autre droit levé à l'exportation des produits des deux pays, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé aux produits exportés à destination de la nation la plus favorisée.

Article V.

Les deux Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement la liberté du transit des personnes, bagages, marchandises, navires, bateaux, voitures et vagons ou autres instruments de transport.

Chacune des Parties contractantes accorde également aux marchandises en transit à travers l'un des pays, expédiées de ou à destination de l'autre pays, le même traitement qu'aux marchandises en transit expédiées de ou à destination du pays le plus favorisé.

Aucune des deux Parties contractantes ne sera cependant tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire serait interdite.

Le transit des marchandises pourra être prohibé

a) Pour raison de sûreté publique, ainsi que de sécurité d'Etat;

b) Pour raison de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux.

Chacune des Parties contractantes aura le droit de prendre les précautions spéciales pour s'assurer que les marchandises soumises à un monopole sont réellement en transit.

Les produits en transit dans l'un des pays et venant de ou à destination de l'autre ne seront soumis à aucun droit autre que les taxes exclusivement destinées à couvrir les dépenses de surveillance et d'administration que peut imposer le transit, sans préjudice toutefois des taxes fiscales afférentes aux transactions dont ces marchandises pourraient être l'objet au cours de leur entreposage ou de leur transport.

Article VI.

En ce qui concerne le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer les ressortissants de l'une des Parties contractantes ne seront pas traités sous conditions égales moins favorablement, ni sous le rapport de l'expédition, ni sous celui des prix de transport et des charges publiques connexes aux transports, que les nationaux ou les ressortissants d'un tiers Etat.

Les marchandises expédiées du territoire de l'une des deux Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ou en transit par le territoire de l'autre Partie ne seront pas traitées, sur les chemins de fer dans le territoire de cette autre Partie, moins favorablement, quant à l'expédition, aux prix de transport et aux charges publiques connexes aux transports, que les mêmes marchandises indigènes ou les marchandises provenant de tiers Etats expédiées sous les mêmes conditions, vers la même direction et dans la même relation.

Il est entendu que les dispositions précédentes ne visent pas les réductions de tarif accordées en faveur des œuvres de charité ou d'instruction et d'éducation publique, ni les réductions accordées

Article III.

Products originating in and coming from any other country which have passed in transit through the territory of either of the Parties, whether or not they have been warehoused in free ports, free warehouses, transit warehouses or other Customs warehouses, shall, on their importation into the territory of the other Party, enjoy as regards import duties and all other duties and in every other respect treatment at least as favourable as that which may be granted to products imported direct from the country of origin.

Article IV.

Products exported from Denmark to Austria or products exported from Austria to Denmark shall, in all matters relating to export duties, the application of coefficients of increase and all other duties levied on the exportation of products of the two countries, enjoy treatment at least as favourable as that which is or may in future be granted to products exported to the most favoured nation.

Article V.

The two Contracting Parties undertake to grant each other freedom of transit for persons, baggage, goods, ships, boats, carriages and waggons or other means of transport.

Each Contracting Party shall also grant to goods in transit through either country, despatched from or consigned to the other country, the same treatment as to goods in transit despatched from or consigned to the most favoured country.

Neither Contracting Party shall, however, be bound to ensure the transit of travellers whose entry into its territory may be forbidden.

Transit of goods may be prohibited,

(a) For reasons of public safety and the security of the State.
(b) For reasons of health or as a protection against diseases of animals and plants.

Either Contracting Party shall be entitled to take special precautions to ensure that goods subject to a monopoly are genuinely in transit.

Products in transit through either country, coming from or consigned to the other, shall not be liable to any duty other than charges intended exclusively to cover the costs of supervision and administration involved by such transit, without prejudice however to fiscal charges on any transactions relating to these goods during their warehousing or transport.

Article VI.

As regards the transport of passengers and baggage by rail, the nationals of either Contracting Party shall not be treated in like circumstances less favourably, either as regards forwarding or as regards transport rates and public charges connected with transport, than nationals of the country or the subjects of any third State.

Goods despatched from the territory of either Contracting Party to the territory of the other Party or in transit through the territory of the other Party shall not be treated on the railways in the territory of that other Party less favourably, as regards forwarding, transport rates and public charges connected with transport, than the same national goods or than goods coming from a third State despatched under the same conditions in the same direction and over the same route.

It is understood that the preceding provisions do not refer to tariff reductions granted to charitable or public educational organisations, or to reductions granted on the transport of passen-

dans les cas d'une calamité publique aux transports des voyageurs, des bagages et des marchandises, ni celles appliquées aux transports militaires, aux envois en service des entreprises nationales de communication ou aux personnes du service public, du service des chemins de fer ou de services similaires, de même qu'aux membres de leurs familles.

Il est également entendu que sur les chemins de fer secondaires (chemins de fer vicinaux, chemins de fer d'intérêt local, tramways) affectés principalement au trafic de tourisme des réductions de prix de voyage pourront être réservées aux habitants indigènes des communes limitrophes.

Les Parties contractantes conviennent de prendre toutes les mesures utiles pour abolir toute entrave qui pourrait se présenter en certains cas, en ce qui concerne le trafic des voyageurs, des bagages et des marchandises entre leurs territoires et entre le territoire de l'une des Parties contractantes et celui d'un tiers Etat à travers le territoire de l'autre Partie contractante.

Par conséquent, dans le cas d'une restriction du trafic intérieur de l'une des Parties contractantes, le trafic réciproque et le trafic de transit ne seront soumis à d'autres restrictions que celles existant pour le trafic intérieur et le transit vers la même direction.

Article VII.

En tout ce qui concerne les droits de consommation, de production, de vente, de monopole et tous autres droits internes, les produits originaires et en provenance de l'un des pays contractants jouiront dans l'autre du même traitement que celui qui est accordé ou pourrait être accordé aux produits de la nation la plus favorisée.

Article VIII.

A l'égard de l'établissement de prohibitions ou de restrictions d'importation ou d'exportation les deux Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le même traitement qui est accordé ou serait accordé aux produits importés de ou exportés pour un tiers pays quelconque.

Toute levée ou toute modération de prohibition ou de restriction d'importation ou d'exportation concédée, même à titre temporaire, par une des Parties contractantes aux produits d'une tierce Puissance s'appliquera immédiatement et inconditionnellement aux produits identiques ou similaires en provenance du ou destinés au territoire de l'autre pays.

Les dispositions de cet article ne seront pas applicables lorsque l'établissement ou le maintien d'une prohibition ou d'une restriction

a) Vise la sûreté publique ou la sécurité d'Etat ;

b) Résulte de mesures sanitaires ou de précaution contre les maladies des animaux et végétaux ;

c) Vise des produits qui font l'objet d'un monopole d'Etat ;

d) A pour but d'appliquer aux marchandises étrangères les prohibitions ou restrictions qui ont été ou qui seront établies par la législation intérieure pour la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur de marchandises indigènes analogues.

Article IX.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes soumettrait l'importation ou l'exportation de certains produits à des conditions spéciales de prix, de vente ou d'achat, sanctionnées par le gouvernement ou par les organes habilités par lui, les conditions applicables à l'autre Partie seront les plus favorables qui sont appliquées ou pourront être appliquées aux produits ou aux ressortissants d'un tiers Etat.

Article X.

La nationalité des navires devra être réciproquement reconnue conformément aux documents et certificats se trouvant à bord du navire et qui à cet effet sont délivrés par les autorités compé-

gers, baggage and goods in the case of a public disaster, or to reductions granted to military transports, to consignments for the use of national communication undertakings or to persons employed in the public service, the railway service or similar services, and to members of the families of such persons.

It is likewise understood that on secondary railways (light railways, local railways, tramways) which are principally used for tourist traffic, reduced fares may be reserved for the native inhabitants of the neighbouring communes.

The Contracting Parties agree to take all suitable steps to remove any hindrance which may arise in certain cases as regards passenger, baggage and goods traffic between their territories and between the territory of either Contracting Party and that of a third State through the territory of the other Contracting Party.

Consequently, in the case of any restrictions on the inland traffic of either Contracting Party, the reciprocal traffic and the transit traffic shall not be subjected to any restrictions other than those in force for inland traffic and for transit in the same direction.

Article VII.

In all matters relating to duties on consumption, production and sale, to monopoly duties and to all other internal duties, products originating in and coming from either Contracting Party shall enjoy in the other the same treatment as that which is or may in future be granted to products of the most favoured nation.

Article VIII.

As regards the imposition of import or export prohibitions or restrictions, the two Contracting Parties undertake to grant each other the same treatment as is or may in future be granted to products imported from or exported to any third Country.

Any removal or relaxation of an import or export prohibition or restriction, granted even temporarily by either Contracting Party to the products of a third Power, shall immediately and unconditionally apply to identical or similar products coming from or consigned to the territory of the other country.

The provisions of this Article shall not apply when the imposition or maintenance of a prohibition or restriction

(a) Is intended for public safety or the security of the State.

(b) Is the result of sanitary or precautionary measures against diseases of animals or plants.

(c) Relates to products forming the subject of a State monopoly.

(d) Is designed to extend to foreign goods prohibitions or restrictions which have been or may in future be imposed by internal legislation on the production, sale, transport, or consumption within the country of similar native goods.

Article IX.

If either Contracting Party should subject the importation or exportation of certain products to special conditions affecting price, sale or purchase sanctioned by the Government or by organs empowered by it, the conditions applicable to the other Party shall be the most favourable that are or may in future be applied to the products or the nationals of any third State.

Article X.

The nationality of vessels shall be reciprocally recognised in accordance with the papers and certificates on board issued for this purpose by the competent authorities of either country in

tentes de chacun des deux pays en conformité des dispositions légales en vigueur et qui autorisent le navire à battre le pavillon du pays en question.

Les certificats de jaugeage des navires d'une des deux Parties contractantes seront acceptés par les autorités de l'autre, sans qu'il soit procédé à de nouvelles vérifications ou mesures, et assimilés aux certificats de l'autre Partie, notamment pour le paiement des droits et taxes, à condition que les règles et procédés de jaugeage du pays où le certificat a été délivré soient reconnus identiques ou équivalants aux règles et procédés de jaugeage servant à l'établissement des certificats dans l'autre pays.

Article XI.

Les navires autrichiens seront, dans les ports du Danemark, traités, soit à l'entrée, soit pendant leur séjour, soit à la sortie, sur le même pied que les navires nationaux ou les navires de la nation la plus favorisée, tant sous le rapport des droits et des taxes, quelle qu'en soit la nature ou dénomination, perçus au profit de l'Etat, des communes, corporations, fonctionnaires publics ou établissements quelconques, que sous celui du placement de ces navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, baies, bassins et docks, et, généralement, pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons.

En cas de naufrage ou d'avarie sur les côtes ou territoires danois ou de relâche forcée lesdits navires bénéficieront de tout avantage concédé dans les mêmes cas par le Danemark aux navires de la nation la plus favorisée sous ce rapport.

Les mêmes dispositions sont applicables aux navires danois, leurs équipages et leurs cargaisons sur les eaux navigables et dans les ports et bassins de l'Autriche.

Article XII.

Les dispositions du présent traité ne pourront autoriser l'une des Parties contractantes à faire le cabotage maritime dans l'autre pays ni à exiger les faveurs qui sont accordées ou qui pourraient être accordées à l'avenir à la pêche nationale.

Article XIII.

Les entreprises d'émigration autorisées dans l'un des deux pays bénéficieront, sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre pays, des mêmes droits, privilèges, immunités et exemptions que les entreprises similaires du pays le plus favorisé.

Article XIV.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, conformément aux lois en vigueur, le libre accès au territoire de l'autre Partie et pourront aux conditions fixées par la législation de l'autre pays s'y établir et y exercer leur commerce ou industrie. Ils jouiront à cet égard d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes pourront sur le territoire de l'autre Partie acquérir des biens meubles et immeubles qui leur seraient dévolus par héritage, par don, en vertu de testament, par achat, par échange ou d'autre manière légale, les posséder et en disposer aux mêmes conditions que les ressortissants de la nations la plus favorisée.

Ils auront, comme les nationaux, la faculté de vaquer eux-mêmes à leurs affaires ou d'en remettre la gestion à une personne de leur choix, sans être soumis sous ces rapports à d'autres restrictions que celles qui sont établies par les lois générales du pays.

conformity with the legal provisions in force which authorise the vessels to fly the flag of the country in question.

The tonnage measurement certificates of the vessels of either Contracting Party shall be accepted by the authorities of the other without further verification or re-measurement being required, and shall be assimilated to the certificates of the other Party, in particular in respect of the payment of duties and charges, provided that the rules and methods of tonnage measurement of the country where the certificate was issued are recognised as being identical with or equivalent to the rules and methods of tonnage measurement employed in the preparation of certificates in the other country.

Article XI.

Austrian vessels in Danish ports shall, on entry, during their stay, and on leaving, be treated on the same footing as national vessels or vessels of the most favoured nation, both with respect to duties and charges, of whatever nature or denomination, collected on behalf of the State, communes, corporations, public officials or establishments of any kind, and with respect to the stationing of these vessels, their loading and unloading in ports, roadsteads, bays, basins and docks, and in general as regards all formalities and regulations whatsoever to which the vessels, their crews and their cargoes may be subjected.

The said vessels shall, in the case of shipwreck or damage on the Danish coast or territory, or in the case of their being compelled to put into port, enjoy any benefit granted in the same circumstances by Denmark to vessels of the nation most favoured in this respect.

The same provisions are applicable to Danish vessels and to their crews and cargoes on the navigable waters and in the ports and basins of Austria.

Article XII.

The provisions of the present Treaty shall not authorise either Contracting Party to engage in the maritime coasting trade in the other country, or to require favours which are or may in future be granted to the national fishing industry.

Article XIII.

Emigration undertakings authorised in either country shall, in the territory of the other country, enjoy in all respects the same rights, privileges, immunities and exemptions as similar undertakings of the most favoured country.

Article XIV.

The nationals of either Contracting Party shall, in conformity with the laws in force, have free access to the territory of the other Party and may, under the conditions laid down by the laws of the other country, establish themselves therein and carry on their commerce or industry there. They shall, in this respect, enjoy treatment as favourable as that which is granted to nationals of the most favoured nation.

Nationals of either Contracting Party may, in the territory of the other Party, acquire movable and immovable property devolving on them by inheritance, by gift, by testamentary disposition, by purchase, by exchange, or in any other legal manner and they may possess and dispose of such property on the same conditions as nationals of the most favoured nation.

They shall, like nationals of the country, be entitled to attend to their businesse themselves, or to entrust the management thereof to a person of their own choice, without being subject in this respect to any restrictions other than those which are imposed by the general laws of the country.

Ils auront, comme les nationaux et les ressortissants de tout autre pays, libre accès à tous les tribunaux et autres autorités de l'autre Partie pour y faire valoir leurs droits et pour s'y défendre ; ils auront la faculté de se servir pour la défense de leurs intérêts d'avocats ou de représentants qu'ils choisiront eux-mêmes, sans qu'ils soient soumis sous ces rapports à d'autres restrictions que celles établies généralement par les lois du pays, et seront en général à cet égard traités comme les nationaux ou les ressortissants d'une autre nation quelconque.

Aucune des Parties contractantes ne pourra exiger des ressortissants de l'autre Partie des taxes, impôts, contributions, de quelque nature que ce soit, autre ou plus élevées que ceux qui seront perçus des nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article XV.

Les sociétés anonymes, ainsi que les autres sociétés de caractère économique, y compris les sociétés d'assurance, qui sont constituées sur le territoire d'une des Parties contractantes en vertu des lois respectives et qui y ont leur domicile, verront leur existence juridique reconnue sur le territoire de l'autre Partie et y auront libre et facile accès auprès des tribunaux.

Les sociétés, ainsi reconnues, pourront, en se soumettant aux lois de l'autre Partie, et si elles obtiennent l'autorisation nécessaire, dans les cas où une telle autorisation est prévue par ces lois, s'établir dans ce dernier pays, y créer des succursales et agences et y exercer leur activité.

Les sociétés, une fois admises, jouiront, quant à l'exercice de leur activité ainsi qu'au droit d'acquérir et de posséder des biens meubles et immeubles et d'en disposer, du même traitement que celui qui est accordé aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Ni leur activité ni leurs biens ne seront assujettis à des impôts, taxes ou contributions, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont imposés aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Article XVI.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes, établis sur le territoire de l'autre Partie ou y résidant temporairement, seront réciproquement dispensés de toute fonction officielle obligatoire, administrative ou judiciaire, sauf en matière de tutelle, de même exempts de tout service militaire et autres devoirs personnels relatifs à la défense du pays, ainsi que du paiement de tous impôts ou taxes de remplacement.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes, établis sur le territoire de l'autre Partie ou y résidant temporairement, ainsi que les sociétés de l'une des Parties contractantes, établis sur le territoire de l'autre, y seront dispensés des emprunts forcés, des prestations et réquisitions militaires, si ces obligations ne leur sont pas imposées en leur qualité de propriétaires de biens immeubles. En ce cas, ils jouiront du même traitement que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article XVII.

Les ressortissants des Parties contractantes ainsi que les sociétés ayant leur siège dans le territoire de l'une des Parties contractantes qui étendent l'activité commerciale ou industrielle qu'ils exercent dans l'Etat où ils ont respectivement leur domicile ou leur siège dans le territoire de l'autre Partie, n'y seront soumis à des impôts directs sur leur activité et sur le revenu qui en découle que s'ils y entretiennent un établissement. L'imposition se fera alors à mesure de l'activité exercée par cet établissement.

They shall, like nationals of the country and the subjects of any other country, have free access to all courts and other authorities of the other Party for the purpose of establishing their rights and defending themselves therein ; they shall be entitled, for the defence of their interests, to employ, counsel or representatives, whom they shall choose themselves, without being subject in this respect to any restrictions other than those generally imposed by the laws of the country, and they shall in general be treated in this respect like nationals of the country or the subjects of any other nation.

Neither Contracting Party may require from nationals of the other Party dues, taxes or contributions of any nature whatsoever other or higher than those collected from nationals of the country or the subjects of the most favoured nation.

Article XV.

Joint stock companies and other companies of an economic character, including insurance companies, which are constituted in the territory of either Contracting Party in accordance with its laws and which have their domicile therein, shall have their legal existence recognised in the territory of the other Party, and shall have free and unhindered access to the courts.

Companies thus recognised may, provided they comply with the laws of the other Party and provided they obtain the necessary authority in cases where such authority is required by the said laws, establish themselves in the latter country, set up branches and agencies and carry on their activities therein.

Companies when once admitted shall, as regards the exercise of their activities and the right to acquire and possess movable and immovable property and to dispose thereof, enjoy the same treatment as is granted to companies of the most favoured nation.

Neither their activities nor their property shall be subject to taxes, dues or contributions of any nature whatesoever, other or higher than those imposed on companies of the most favoured nation.

Article XVI.

Nationals of either Contracting Party established in the territory of the other Party or residing temporarily therein, shall be reciprocally exempted from all compulsory official duties, whether administrative or judicial, except in cases of guardianship. They shall also be exempted from all military service and other personal duties relating to the defence of the country, and from the payment of all taxes or charges in lieu thereof.

Nationals of either Contracting Party established in the territory of the other Party or residing temporarily therein, and companies of either Contracting Party established in the territory of the other, shall be exempted therein from forced loans and military contributions and requisitions, unless these obligations are imposed upon them as being owners of immovable property. In that case they shall enjoy the same treatment as nationals of the country or the subjects of the most favoured nation.

Article XVII.

Nationals of the Contracting Parties and companies having their seat in the territory of either Contracting Party who extend to the territory of the other Party the commercial or industrial activity which they exercise in the State where they have their domicile or their seat respectively, shall not be liable therein to any direct taxes upon their activity and on the income accruing therefrom unless they maintain an establishment therein. The taxation shall then be in proportion to the activity exercised by that establishment.

Article XVIII.

Les négociants, les fabricants et autres industriels qui prouveront par la présentation d'une carte de légitimation, délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par la loi, auront le droit, en se soumettant aux règlements en vigueur dans les deux pays, de faire, soit personnellement, soit par des commis voyageurs à leur service, des achats dans le territoire de l'autre Partie contractante chez des négociants et producteurs ou dans les locaux de vente publique et, même en portant des échantillons avec eux, de rechercher des commandes chez les négociants ou autres personnes qui pour leur commerce et leur industrie utilisent des produits correspondant à ces échantillons.

Les industriels (commis voyageurs) qui seront munis d'une carte de légitimation pourront avoir avec eux des échantillons, mais point de marchandises.

Les cartes de légitimation seront délivrées conformément au modèle de l'annexe.

Les Parties contractantes se feront réciproquement connaître quelles sont les autorités chargées de délivrer des cartes de légitimation, ainsi que les dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons par lesdits voyageurs, seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, sans avoir été vendus, soient réexportés dans un délai de six mois et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse. Il est entendu que le délai de six mois susmentionné est un délai minimum.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux pays, à l'entrée, par le dépôt du montant des droits de douane respectifs ou d'autre manière reconnue par l'autorité compétente.

En ce qui concerne les formalités quelconques auxquelles les négociants, fabricants et autres industriels (commis voyageurs) sont soumis dans les territoires des Parties contractantes, ils jouiront, ainsi que sous tout autre rapport, réciproquement d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui aurait été accordé à la nation la plus favorisée.

Article XIX.

Les Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer des représentants consulaires dans les ports et les villes de l'autre Partie. Avant qu'un fonctionnaire consulaire puisse exercer ses fonctions, il devra, en observant les formes en usage, avoir été reconnu par le gouvernement sur le territoire duquel il aura sa résidence.

Les fonctionnaires consulaires de chacune des deux Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie des mêmes droits, exemptions et privilèges qui sont accordés aux fonctionnaires consulaires de même grade de la nation la plus favorisée.

Article XX.

L'Autriche n'invoquera pas les dispositions du présent traité pour réclamer les avantages que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à la Norvège ou à la Suède ou à ces deux pays, tant que lesdits avantages ne sont pas accordés à d'autres Etats que ceux déjà nommés.

Aucune des Parties contractantes ne pourra en vertu des dispositions du présent traité exiger les faveurs qui sont ou qui seraient accordées aux pays voisins pour faciliter le trafic frontière en vue des besoins locaux.

Les dispositions du présent traité ne seront pas appliquées sur le territoire du Groenland où le commerce et la navigation sont réservés à l'Etat danois.

Article XVIII.

Merchants, manufacturers and other persons engaged in industry who prove by the production of identity cards issued by the competent authorities of their country that they are authorised therein to carry on their trade or industry and that they pay therein all taxes and charges provided by law shall, subject to compliance with the regulations in force in the two countries, be entitled, either personally or through commercial travellers employed by them, to effect purchases in the territory of the other Contracting Party from merchants and producers or in places of public sale, and may, even when carrying samples with them, solicit orders from merchants or other persons who in their trade and industry use products corresponding to those samples.

Persons engaged in industry (commercial travellers) who are furnished with identity cards may carry with them samples, but no goods.

Identity cards shall be issued in accordance with the annexed model.

The Contracting Parties shall inform each other of the authorities appointed to issue identity cards and of the provisions with which travellers must comply in carrying on their trade.

Articles liable to Customs duty imported as samples by the said travellers shall be admitted by both Parties free of import and export duties provided that these articles are not sold and are re-exported within six months, and that there is no doubt as to the identity of the articles imported and re-exported. It is understood that the above-mentioned period of six months is a minimum period.

The re-exportation of the samples must be guaranteed in both countries, on their entry, by deposit of the amount of the proper Customs duties or in some other manner recognised by the competent authority.

As regards any formalities whatsoever to which merchants, manufacturers and other persons engaged in industry (commercial travellers) are subject in the territories of the Contracting Parties, they shall, in these as in all other respects, reciprocally enjoy treatment not less favourable than that which would be accorded to the most favoured nation.

Article XIX.

The Contracting Parties reciprocally grant each other the right to appoint consular representatives in the ports and towns of the other Party. Before a consular official may exercise his functions he must, in accordance with the customary formalities, be recognised by the Government in whose territory he will reside.

Consular officials of either Contracting Party shall enjoy, in the territory of the other Party, the same rights, exemptions and privileges as are granted to consular officials of the same rank belonging to the most favoured nation.

Article XX.

Austria may not make use of the provisions of the present Treaty in order to support a claim to the advantages which Denmark has accorded or may hereafter accord to Norway or to Sweden, or to both these countries, so long as the said advantages are not accorded to States other than those named above.

Neither Contracting Party may, in virtue of the provisions of the present Treaty, demand favours which are or may in future be granted to neighbouring countries to facilitate frontier traffic in view of local needs.

The provisions of the present Treaty shall not apply to the territory of Greenland, where commerce and navigation are reserved for the Danish State.

Article XXI.

Tout différend entre les Parties contractantes sur le contenu, l'interprétation ou l'application du présent traité qui n'aurait pu être résolu par la voie diplomatique sera porté, sur la demande de l'une des Parties, devant la Cour permanente de Justice internationale à La Haye qui en décidera suivant la procédure sommaire mentionnée à l'article 29 du Statut [1] de la Cour, à moins que les Parties contractantes ne soient d'accord que la procédure ordinaire soit appliquée.

Article XXII.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Vienne, aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications.

Le traité est conclu pour la durée d'un an. Cependant, s'il n'est pas dénoncé trois mois avant l'expiration de ce délai, il sera prolongé par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée et sera dénonçable en tout temps.

En cas de dénonciation, il demeurera encore en vigueur trois mois à compter du jour où l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Vienne, en double exemplaire, le six avril mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) *(Signé)* P. V. BIGLER. *(L. S.)* *(Signé)* SEIPEL.

[1] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; et vol. LXXVIII, page 435, de ce recueil.

Article XXI.

Any dispute between the Contracting Parties as to the contents, interpretation or application of the present Treaty which it has not been possible to settle through the diplomatic channel shall, at the request of either Party, be submitted to the Permanent Court of International Justice at the Hague, which shall settle it according to the summary procedure mentioned in Article 29 of the Statute of the Court, unless the Contracting Parties agree that the ordinary procedure shall apply.

Article XXII.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Vienna as soon as possible.

It shall come into force ten days after the exchange of ratifications.

The Treaty shall be concluded for one year. If not denounced three months before the expiration of this period, it shall be prolonged by tacit agreement for an indeterminate period, and may be denounced at any time.

In case of denunciation, it shall still remain in force for three months from the date on which either Contracting Party notifies the other of its intention to terminate it.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Vienna, in duplicate, on the sixth day of April, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) *(Signed)* P. V. BIGLER. *(L. S.)* *(Signed)* SEIPEL.

[1] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; and Vol. LXXVIII, page 435, of this Series.

(Nom de l'Etat)
(Autorité de délivrance)

CARTE DE LÉGITIMATION

pour voyageurs de commerce valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.

Bon pour..... N° de la carte.....

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte,

M..... né à..... demeurant à....., rue..... N°..... possède [1] .....

..... à ..... sous la raison de commerce ..... (ou)

est commis-voyageur au service de la maison / des maisons ..... à .....

qui possède [1] / qui possèdent ..... sous la raison de commerce .....

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la maison / les maisons dont il s'agit, il est certifié que la dite maison / les dites maisons est autorisée / sont autorisées à pratiquer son industrie / leurs industries et son commerce / leurs commerces à..... et y paie / paient les contributions légales à cet effet.

(.....), le..... 19 .....

Signature du chef de la maison / des maisons

.....

Signalement du porteur :

Age .....

Taille .....

Cheveux .....

Signes particuliers .....

Signature du porteur :

.....

---

[1] Indication de la fabrique ou du commerce.

N.B. — On ne doit remplir que la rubrique 1 du formulaire, lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.

(Name of State.)
(Issuing authority.)

IDENTITY CARD

for commercial travellers, valid for twelve months from the date of issue.

Valid for..... Number of card.....

It is hereby certified that the holder of this card,

M .....
born at .....
resident in .....
street ..... Number.....
owns [1] .....
at .....
under the trade name of ..... (or)
is a commercial traveller in the service of the firm (s) .....
..... at .....
who own (s) .....
under the trade name of .....

Whereas the holder of this card intends to solicit orders in the above-named countries and to make purchases for the firm (s) in question, it is certified that the said firm (s) is (are) authorised to carry on its (their) trade and commerce at..... and pays (pay) there the charges imposed by law on this account.

(.....) ..... 19.....

Signature of the head of the firm (s).

.....

Description of holder :

Age .....
Height .....
Hair .....
Distinctive marks .....

Signature of the holder :

.....

[1] Description of factory or business.

N.B. Only Part 1 of this form should be completed in the case of the head of a commercial or industrial undertaking.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du présent traité, conclu à la date de ce jour, les soussignés plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit :

1° Considérant les relations qui, conformément au contenu de la loi unionelle du 30 novembre 1918, existent entre le Danemark et l'Islande, il est entendu que les dispositions du susdit traité ne pourront pas, de la part de l'Autriche, être invoquées pour réclamer les avantages spéciaux que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à l'Islande.

2° En ce qui concerne l'article II :

Les Parties contractantes sont d'accord que toute réduction de droits que l'Autriche a accordée ou pourrait accorder aux fromages d'origine d'un tiers Etat s'appliquera également aux fromages de la même espèce d'origine danoise.

3° En ce qui concerne l'article VIII :

Les Parties contractantes s'engagent à examiner avec bienveillance toutes demandes de permis d'importation de marchandises qui font ou qui feraient l'objet de prohibitions ou de restrictions d'importation.

4° En ce qui concerne l'article XIV, alinéa 1 :

Les Parties contractantes sont d'accord que, tant que les ressortissants autrichiens qui, selon les dispositions dudit alinéa, ont droit en Danemark au traitement de la nation la plus favorisée au sujet de l'exercice de leur industrie ou commerce, y bénéficient du traitement national en raison des traités conclus entre le Danemark et des tiers pays, la condition de réciprocité formelle, exigée par les lois autrichiennes pour l'exercice d'une industrie ou d'un commerce en Autriche par des ressortissants étrangers, est considérée comme remplie à l'égard des ressortissants danois.

5° En ce qui concerne l'article XIV, alinéa 5, et l'article XV, alinéa 4 :

Les Parties contractantes sont d'accord que les stipulations visant le traitement de la nation la plus favorisée au sujet des impôts, taxes et contributions ne sont pas applicables à des clauses spéciales des traités conclus entre une des Parties contractantes et un tiers pays pour équilibrer l'imposition à l'intérieur et à l'étranger, pour délimiter la souveraineté des deux pays contractants en matière de contributions et notamment pour éviter la double imposition.

6° En ce qui concerne l'article XX, alinéa 3 :

Nonobstant les dispositions de l'article XX, alinéa 3, le traitement de la nation la plus favorisée stipulé dans l'article II s'appliquera aux produits originaires et en provenance du Groenland à leur importation en Autriche, ainsi qu'aux produits originaires et en provenance de l'Autriche à leur importation au Groenland.

Fait à Vienne, en double exemplaire, le six avril mil neuf cent vingt-huit.

(Signé) P. V. BIGLER. *(Signé)* SEIPEL.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the present Treaty, concluded on to-day's date, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

(1) In view of the relations which, according to the terms of the Law of Union of November 30, 1918, exist between Denmark and Iceland, it is understood that the provisions of the above-mentioned Treaty may not be used by Austria to support a claim to the special advantages which Denmark has accorded or may hereafter accord to Iceland.

(2) As regards Article II :

The Contracting Parties agree that any reduction in duties which Austria has granted or may in future grant on cheese originating in a third State shall also apply to cheese of Danish origin of the same kind.

(3) As regards Article VIII :

The Contracting Parties undertake to give sympathetic consideration to all applications for permits for the importation of goods which are or may in future be subject to import prohibitions or restrictions.

(4) As regards Article XIV, paragraph 1 :

The Contracting Parties agree that, so long as Austrian nationals who according to the provisions of the said paragraph are entitled in Denmark to most-favoured-nation treatment with regard to the carrying on of their industry or commerce enjoy national treatment therein by reason of treaties concluded between Denmark and third countries, the condition of formal reciprocity, required by the Austrian laws for the carrying on of industry or commerce in Austria by foreign nationals, shall be considered as complied with in respect of Danish nationals.

(5) As regards Article XIV, paragraph 5, and Article XV, paragraph 4 :

The Contracting Parties agree that the stipulations for most-favoured-nation treatment with regard to taxes, charges and contributions do not apply to special clauses of treaties concluded between either Contracting Party and a third country in order to equalise internal and foreign taxation, to delimit the sovereignty of the two contracting countries with regard to taxation, and in particular to obviate double taxation.

(6) As regards Article XX, paragraph 3 :

Notwithstanding the provisions of Article XX, paragraph 3, the most-favoured-nation treatment stipulated in Article II shall apply to products originating in and coming from Greeland on their importation into Austria and also to products originating in and coming from Austria on their importation into Greenland.

Done at Vienna, in duplicate, on the sixth day of April, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(Signed) P. V. BIGLER. *(Signed)* SEIPEL.

N° 1944.

COLOMBIE ET SUÈDE

Traité de commerce. Signé à Londres, le 9 mars 1928.

COLOMBIA AND SWEDEN

Treaty of Commerce. Signed at London, March 9, 1928.

N° 1944. — TRAITÉ DE COMMERCE[1] ENTRE LA COLOMBIE ET LA SUÈDE. SIGNÉ A LONDRES, LE 9 MARS 1928.

Textes officiels suédois, espagnol et français, communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède et par le ministre de Colombie à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 10 février 1929.

Swedish, Spanish and French official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and by the Colombian Minister at Berne. The registration of this Treaty took place February 10, 1929.

TEXTE SUÉDOIS.
SWEDISH TEXT.

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE och HANS EXCELLENS REPUBLIKEN COLOMBIAS PRESIDENT, vilka äro i lika mån besjälade av önskan att befrämja utvecklingen av handelsförbindelserna mellan de båda länderna, hava beslutit att i detta syfte avsluta ett avtal och hava till sina befullmäktigade ombud utsett :

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE :

Sin Envoyé Extraordinaire och Ministre Plénipotentiaire i London, Friherre Erik Kule PALMSTIERNA ;

HANS EXCELLENS REPUBLIKEN COLOMBIAS PRESIDENT :

Republiken Colombias Envoyé Extraordinaire och Ministre Plénipotentiaire i London, Dr. Don Luis CUERVO MÁRQUEZ ;

vilka efter att hava utväxlat sina fullmakter, som befunnits

TEXTE ESPAGNOL.
SPANISH TEXT.

SU MAJESTAD EL REY DE SUECIA y SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE COLOMBIA, igualmente animados del deseo de favorecer el desarrollo de las relaciones comerciales entre los dos Países, han resuelto concluir al efecto un Tratado, y han nombrado como sus Plenipotenciaries respectivos :

SU MAJESTAD EL REY DE SUECIA :

A Su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en Londres, Barón Erik Kule PALMSTIERNA ;

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE COLOMBIA :

Al Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de la República de Colombia en Londres, Señor Dr. Don Luis CUERVO MÁRQUEZ ;

quienes, después de haber canjeado sus Plenos Poderes

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, également animés du désir de favoriser le développement des relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure un Traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres, le baron Erik Kule PALMSTIERNA ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

L'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Colombie à Londres, Señor Dr. Don Luis CUERVO MÁRQUEZ ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 10 janvier 1929.

[1] The exchange of ratifications took place at London, January 10, 1929.

i god och behörig form, överenskommit om följande :

Artikel 1.

Vardera av de Höga Fördragsslutande Parterna förpliktar sig att med avseende på den andra parten i allt vad angår medborgares rättigheter, varors behandling vid import, export och transitering ävensom ifråga om sjöfart tillämpa principen om behandling som mest gynnad nation.

Artikel 2.

Den ena Höga Fördragsslutande Partens medborgare, produkter och fartyg skola särskilt på den andra partens område åtnjuta följande lättnader och förmåner :

(a) medborgare i det ena av de båda länderna skola i det andra i fråga om skydd för person och egendom, utövande av handel, sjöfart och industri samt rätt att förvärva, besitta och förfoga över lös och fast egendom ävensom vad beträffar skyldighet att erlägga skatter, avgifter och kontributioner av vad slag det vara må, utan något villkor åtnjuta samma behandling som mest gynnad nations medborgare ;

(b) naturalster och industriprodukter från det ena av de båda länderna skola i det andra ovillkorligt och i alla hänseenden

respectivos y de haberlos encontrado en buena y debida forma, han acordado las estipulaciones siguientes :

Artículo I.

Cada una de las Altas Partes Contratantes se compromete a aplicar respecto de la otra, en todo lo que se refiere a los derechos de sus ciudadanos, al tratamiento de las mercancías de importación, exportación y tránsito, lo mismo que en lo relativo a la navegación, el principio del tratamiento de la Nación más favorecida.

Artículo II.

Los nacionales, productos, navíos y barcos de cada una de las Altas Partes Contratantes gozarán en especial en el territorio de la otra de las facilidades y favores siguientes :

(a) Los nacionales de uno de los dos Países serán incondicionalmente tratados en el otro, en lo que toca a la protección de sus personas y de sus bienes, al ejercicio del comercio, de la navegación y de la industria, al derecho de poseer y adquirir bienes muebles e inmuebles y disponer de ellos, lo mismo que en lo relativo a la obligación de pagar impuestos, tributos y contribuciones, de cualquier naturaleza que sean, en un pie de igualdad con los nacionales de la Nación más favorecida.

(b) Los productos del suelo y de la industria de uno de los dos Países gozarán en el otro incondicionalmente y desde todos

en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautres Parties contractantes s'engage à appliquer à l'égard de l'autre Partie, pour tout ce qui concerne les droits des citoyens, le traitement des marchandises à l'importation, à l'exportation et au transit, ainsi que relativement à la navigation, le principe du traitement de la nation la plus favorisée.

Article II.

Les ressortissants, produits, navires et bateaux de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront notamment sur le territoire de l'autre Partie des facilités et faveurs suivantes :

(a) Les ressortissants de l'un des deux pays seront inconditionnellement traités dans l'autre, en ce qui concerne la protection de leurs personnes et de leurs biens, l'exercice du commerce, de la navigation et de l'industrie, le droit d'acquérir et de posséder des biens mobiliers et immobiliers et d'en disposer, ainsi que relativement à l'obligation d'acquitter des impôts, taxes et contributions, quelle qu'en soit la nature, sur le même pied que les ressortissants de la Nation la plus favorisée.

(b) Les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux pays jouiront inconditionnellement et à tous égards dans l'autre des

åtnjuta samma lättnader och förmåner som likartade varor från mest gynnad nation. Denna behandling skall särskilt gälla i fråga om tullar och andra avgifter eller pålagor ävensom införselförbud och deras tillämpning och föreskrifter beträffande införsel av varor, däri inbegripet företeende av ursprungsbevis och konsulatfaktura, avgifter för legalisering av sådana handlingar samt övriga därmed sammanhängande bestämmelser och formaliteter ;

(c) det ena landets fartyg och deras last skola i det andra i fråga om sjöfartsavgifter, tullar, lastning och lossning samt i allmänhet alla formaliteter, föreskrifter och pålagor av vad slag det vara må, vilka fartyg och deras last äro eller kunna bliva underkastade, ovillkorligt åtnjuta samma behandling som mest gynnad nations fartyg och deras last.

Från bestämmelserna i detta avtal göres emellertid undantag i fråga om rätten att driva kustfart.

Mätbrev och andra mätningshandlingar, vilka utfärdats av myndighet i det ena av de båda länderna, skola i det andra godkännas i enlighet

los puntos de vista de las mismas facilidades y favores que los productos similares de la Nación más favorecida. Este tratamiento se aplicará en especial en todo lo que concierne a derechos de aduana y otros tributos y contribuciones, lo mismo que en lo relativo a las prohibiciones de importación, a la aplicación de dichas prohibiciones y a todas las condiciones y prescripciones referentes a la importación de mercancías, inclusive la producción de certificados de origen y de facturas consulares, los derechos debidos por legalización de esos documentos y todas las formalidades y disposiciones relativas a ellos.

(c) Los navíos y barcos de uno de los dos Países y sus cargamentos gozarán incondicionalmente en el otro, en todo lo referente a derechos de navegación y de aduanas, carga y descarga, y, en general, para todas las formalidades, disposiciones y contribuciones, de cualquier naturaleza que sean, a que los navíos y barcos y sus cargamentos estén sometidos o pudieran someterse, al mismo tratamiento que los navíos y barcos de la Nación más favorecida y que sus cargamentos.

El derecho de hacer el comercio de cabotaje se exceptúa, sin embargo, de las disposiciones del presente Tratado.

Los certificados de arqueo y otros documentos relativos al arqueo, expedidos por autoridades de uno de los dos Países, serán reconocidos en

mêmes facilités et faveurs que les produits similaires de la nation la plus favorisée. Ce traitement sera notamment appliqué pour tout ce qui concerne les droits de douane et autres taxes ou charges, ainsi que relativement aux défenses d'importation, à l'application desdites défenses et à toutes les conditions et prescriptions concernant l'importation de marchandises, y compris la production de certificats d'origine et de factures consulaires, les droits à acquitter pour la légalisation de ces documents et toutes les dispositions et formalités y relatives.

(c) Les navires et bateaux de l'un des deux pays et leurs cargaisons jouiront inconditionnellement dans l'autre pour tout ce qui concerne les droits de navigation et de douane, le chargement et le déchargement, et en général pour toutes les formalités, dispositions et charges, de quelque nature qu'elles soient, auxquelles les navires et bateaux et leurs cargaisons sont ou pourront être soumis, du même traitement que les navires et bateaux de la nation la plus favorisée, et leurs cargaisons.

Il est fait exception toutefois aux stipulations du présent traité pour le droit de se livrer au cabotage.

Les lettres de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par des autorités de l'un des deux pays, seront reconnus par l'autre

med de särskilda överenskommelser, som må komma att ingås mellan de båda regeringarna.

Artikel 3.

Regeringen i vartdera av de båda länderna skall kunna utnämna generalkonsuler, konsuler, vice-konsuler och andra konsulära tjänstemän eller agenter i alla hamnar, städer och orter i det andra landet, där rätt att utnämna konsulärarepresentanter medgivits en tredje stat.

Nämnda konsulära tjänstemän och agenter skola, sedan de erhållit exekvatur eller annat erforderligt bemyndigande, åtnjuta alla de rättigheter, förmåner och immuniteter, vilka tillkomma eller framdeles kunna komma att tillerkännas konsulära representanter för i detta avseende mest gynnad nation.

Artikel 4.

På grund av bestämmelserna i detta avtal angående behandling såsom mest gynnad nation skall anspråk icke kunna göras på tillerkännande av de förmåner, vilka medgivits eller kunna komma att medgivas framdeles åt angränsande stater för att underlätta den lokala gränshandeln.

Vidare har överenskommits, att Colombia icke skall kunna i kraft av bestämmelserna i detta avtal göra anspråk på att komma i åtnjutande av de förmåner, som av Sverige medgivits eller kunna komma att medgivas Danmark och Norge eller båda dessa länder,

el otro conforme a los arreglos especiales que podrán acordarse entre los dos Gobiernos.

Artículo III.

El Gobierno de cada uno de los dos Países podrá nombrar Cónsules Generales, Cónsules, Vice-cónsules y otros funcionarios y Agentes consulares en todos los puertos, ciudades y lugares del otro País en donde se haya concedido derecho de nombrar representantes consulares a un tercer Estado.

Dichos funcionarios y Agentes consulares disfrutarán, después de haber recibido el exequatur o cualquiera otra autorizacoón necesaria, de todos los derechos, privilegios e inmunidades que pertenezcan o puedan ulteriormente ser reconocidos a los representantes consulares de la Nación más favorecida a este respecto.

Artículo IV.

Las disposiciones del presente Tratado relativas al tratamiento de la Nación más favorecida no podrán ser invocadas en lo concerniente a favores acordados o que pudieran posteriormente acordarse a Estados limítrofes a fin de facilitar el comercio fronterizo.

Se conviene, además, en que Colombia no podrá reivindicar, en virtud de las disposiciones del presente Tratado, el beneficio de favores que Suecia ha acordado o pudiera acordar a Dinamarca y a Noruega, o a esos dos Países, mientras tales favores

conformément aux arrangements spéciaux qui pourront intervenir entre les deux gouvernements.

Article III.

Le gouvernement de chacun des deux pays pourra nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et autres fonctionnaires ou agents consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre pays où le droit de nommer des représentants consulaires a été accordé à un Etat tiers.

Lesdits fonctionnaires et agents consulaires jouiront, après avoir reçu l'exequatur ou toute autre autorisation requise, de tous les droits, privilèges et immunités qui appartiennent ou pourront ultérieurement être reconnus aux représentants consulaires de la nation la plus favorisée à cet égard.

Article IV.

Les dispositions du présent traité relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne pourront être invoquées en ce qui concerne les faveurs accordées ou qui pourront être accordées par la suite à des Etats limitrophes, en vue de faciliter le trafic frontière local.

Il est convenu, en outre, que la Colombie ne pourra pas revendiquer, en vertu des dispositions du présent traité, le bénéfice des faveurs accordées ou qui pourront être accordées par la Suède au Danemark et à la Norvège, ou à ces deux pays, tant que les

så länge icke samma förmåner medgivits någon annan stat.

no hayan sido acordados a otro Estado.

mêmes faveurs n'auront été accordées à aucun Etat.

Artikel 5.

Detta avtal, som upprättats på svenska, spanska och franska språken och vars franska text skall äga vitsord, skall ratificeras och ratifikationsinstrumenten skola så snart ske kan utväxlas. Det skall träda i kraft en månad efter utväxlingen av ratifikationsinstrumenten och skall kunna uppsägas av vardera av de Höga Fördragsslutande Parterna med tre månaders uppsägningstid.

Till bekräftande härav hava de befullmäktigade ombuden undertecknat detta avtal och försett detsamma med sina sigill.

Som skedde i London, i två exemplar, den 9 mars 1928.

Artículo V.

El presente Tratado, redactado en lenguas sueca, española y francesa, y cuyo texto francés dará fe, será ratificado, y las ratificaciones se canjearán lo más pronto posible. Principiará a regir un mes después del canje de las ratificaciones, y podrá ser denunciado por cada una de las Altas Partes Contratantes con un aviso anticipado de tres meses.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios han firmado el presente Tratado y lo han sellado con sus sellos.

Hecho en Londres, en doble ejemplar, el día 9 de marzo de 1928.

Article V.

Le présent traité, rédigé en langues suédoise, espagnole et française et dont le texte français fera foi, sera ratifié et les ratifications seront échangées aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et pourra être dénoncé par chacune des Hautes Parties contractantes sous réserve d'un préavis de trois mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 9 mars 1928.

E. PALMSTIERNA.
(L. S.)

Luis CUERVO MÁRQUEZ.
(L. S.)

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 16 janvier 1929.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1944. — TREATY OF COMMERCE BETWEEN COLOMBIA AND SWEEDEN. SIGNED AT LONDON, MARCH 9, 1928.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA, being alike desirous of encouraging the development of commercial relations between the two countries, have resolved to conclude a treaty for this purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Baron Erik Kule PALMSTIERNA, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotantiary in London ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

Dr. Don Luis CUERVO MARQUEZ, Envoy Etraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Colombia in London ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties undertakes to apply to the other Party the principle of most-favoured-nation treatment in respect of all matters relating to the rights of citizens, to the treatment of imports, exports and goods in transit, and to navigation.

Article 2.

The nationals, products and vessels of each of the High Contracting Parties shall in particular be entitled, in the territory of the other Party, to the following facilities and privileges :

(a) The nationals of each of the two countries shall be treated in the other country, unconditionally, in the same manner as nationals of the most favoured nation, as regards the protection of their persons and property, the carrying on of trade, navigation and industry, the right to acquire, possess and dispose of movable and immovable property and in respect of the obligation to pay taxes, charges or contributions of any kind.

(b) The products of the soil and of the industry of each of the two countries shall, unconditionally and in every respect, be entitled in the other country to the same facilities and privileges as similar products of the most favoured nation. This treatment shall apply more particularly to all matters relating to Customs duties and other taxes or charges and to import prohibitions, the enforcement of the said prohibitions, and all conditions and regulations concerning the importation of goods, including the production

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

of certificates of origin and of consular invoices, the fees to be paid for the legalisation of such documents and all regulations and formalities connected therewith.

(c) The vessels of each of the two countries and their cargoes shall, unconditionally, be entitled in the other country to the same treatment as the vessels of the most favoured nation and their cargoes in respect of all matters relating to navigation and Customs duties, loading and unloading, and in general as regards all formalities, regulations and fees of any kind whatsoever to which vessels and their cargoes are or may hereafter be subject.

The provisions of the present Treaty shall not, however, apply to the right to engage in the coasting trade.

Tonnage measurement certificates and other tonnage documents issued by authorities in one of the two countries shall be recognised by the other country in accordance with such special agreements as may be concluded between the two Governments.

Article 3.

The Government of each of the two countries shall be entitled to appoint consuls-general, consuls, vice-consuls and other consular officials or agents in all the ports, towns and localities of the other country in which the right to appoint consular representatives has been granted to any other State.

The said consular officials and agents shall, after having received the exequatur or any other authorisation that may be required, enjoy all rights, privileges and immunities which are at present possessed by, or may hereafter be granted to, the consular representatives of the nation most favoured in this respect.

Article 4.

The provisions of the present Treaty relating to most-favoured-nation treatment may not be such as to support a claim for privileges which are or may in the future be granted to contiguous States with a view to facilitating local frontier traffic.

It is further agreed that Colombia shall not be entitled under the provisions of the present Treaty, to claim privileges which are or which may in future be granted by Sweden to Denmark or Norway, or to both these countries, so long as the same privileges have not been granted to any other State.

Article 5.

The present Treaty, which is drawn up in the Swedish, Spanish and French languages, the French text being authentic, shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible. It shall come into force one month after the exchange of ratifications, and may be denounced by either of the High Contracting Parties subject to three months' notice being given.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in London, in duplicate, on March 9, 1928.

(L. S.) E. PALMSTIERNA. *(L. S.)* Luis CUERVO MÁRQUEZ.

N° 1945.

FRANCE ET COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DU BASSIN DE LA SARRE

Convention concernant les réductions et dégrèvements en France et en Sarre pour charges de famille. Signée à Paris, le 12 novembre 1928.

FRANCE AND SAAR BASIN TERRITORY GOVERNING COMMISSION

Convention concerning Reductions and Abatements in France and in the Saar Territory in respect of Family Responsibilities. Signed at Paris, November 12, 1928.

N° 1945. — CONVENTION [1] ENTRE LA FRANCE ET LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU BASSIN DE LA SARRE CONCERNANT LES RÉDUCTIONS ET DÉGRÈVEMENTS EN FRANCE ET EN SARRE POUR CHARGES DE FAMILLE. SIGNÉE A PARIS, LE 12 NOVEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 13 février 1929.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DU BASSIN DE LA SARRE ont conclu une convention de réciprocité en matière de réductions et dégrèvements en France et en Sarre pour charges de famille, et sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les habitants du Territoire de la Sarre qui sont imposables sur le territoire français pourront bénéficier, dans les mêmes conditions que les ressortissants français, des réductions d'impôts ou de taxes, des dégrèvements à la base, et des réductions qui y sont accordées, en matière fiscale, pour des raisons de charges de famille.

Les ressortissants français qui sont imposables sur le Territoire de la Sarre, pourront bénéficier, dans les mêmes conditions que les habitants du Territoire de la Sarre, des réductions d'impôts ou de taxes, des dégrèvements à la base, et des réductions qui y sont accordées, en matière fiscale, pour des raisons de charges de famille.

Article 2.

Par habitants du Territoire de la Sarre, on doit entendre les personnes qui possèdent la qualité d'habitants du Territoire de la Sarre, conformément aux dispositions de l'ordonnance de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre, en date du 15 juin 1921, promulguée au *Journal Officiel* de la Commission de gouvernement (année 1921, N° 9, page 92).

Article 3.

La durée de la présente convention est limitée au temps pendant lequel le Territoire de la Sarre restera placé sous le régime actuellement en vigueur.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 12 novembre 1928.

(Signé) BRIAND.
(Signé) WILTON.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
(Signé) P. de Fouquières.

[1] Entrée en vigueur le 1er janvier 1929.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1945. — CONVENTION [2] BETWEEN FRANCE AND THE SAAR BASIN TERRITORY GOVERNING COMMISSION CONCERNING REDUCTIONS AND ABATEMENTS IN FRANCE AND IN THE SAAR TERRITORY IN RESPECT OF FAMILY RESPONSIBILITIES. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 12, 1928.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Convention took place February 13, 1929.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNING COMMISSION OF THE SAAR TERRITORY have concluded a Convention providing for reciprocity as regards reductions and abatements in France and in the Saar Territory in respect of family responsibilities, and have agreed upon the following provisions:

Article 1.

Inhabitants of the Saar Territory who are taxable in French Territory shall be entitled, under the same conditions as French nationals, to the reductions in taxes or charges, to the basic abatements and to the reductions granted therein in fiscal matters on account of family responsibilities.

French nationals who are taxable in the Saar Territory shall be entitled, under the same conditions as inhabitants of the Saar Territory, to the reductions in taxes or charges, to the basic abatements and to the reductions granted therein in fiscal matters on account of family responsibilities.

Article 2.

" Inhabitants of the Saar Territory " shall be held to mean persons possessing the status of inhabitants of the Saar Territory in accordance with the provisions of the Decree issued by the Governing Commission of the Saar Territory, dated June 15th, 1921, and promulgated in the *Official Journal* of the Governing Commission (Year 1921, N°. 9, page 92).

Article 3.

The present Convention shall only remain in force for the time during which the Saar Territory remains under the régime at present in force.

Done in duplicate at Paris, November 12, 1928.

(Signed) BRIAND.
(Signed) WILTON.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[2] Came into force January 1, 1929.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 1946.

POLOGNE
ET ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Convention concernant les relations juridiques de leurs ressortissants, avec protocole. Signés à Belgrade, le 4 mai 1923.

POLAND AND KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES

Convention regarding Legal Relations between the Nationals of the two Countries, with Protocol. Signed at Belgrade, May 4, 1923.

N° 1946. — CONVENTION[1] ENTRE LA POLOGNE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES CONCERNANT LES RELATIONS JURIDIQUES DE LEURS RESSORTISSANTS. SIGNÉE A BELGRADE, LE 4 MAI 1923.

Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 février 1929.

LA RÉPUBLIQUE POLONAISE et LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, désirant régler les relations juridiques des ressortissants respectifs dans les matières civiles et pénales, ont résolu de conclure une convention.

A cet effet, les Hautes Parties contractantes ont nommé leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

M. Zdzislaw OKECKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République à Belgrade ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. Dragoljoub ARANGÉLOVITCH, professeur de la Faculté de droit de Belgrade ; et
M. Janko BABNIK, président de la Cour d'Appel de Ljubljana ;

Lesquels, après avoir échangé leur pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

PREMIÈRE PARTIE

MATIÈRES CIVILES.

CHAPITRE PREMIER

PROTECTION LÉGALE EN MATIÈRES CIVILES.

Article premier.

En ce qui concerne les matières civiles, les ressortissants d'une des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie de la même protection légale et judiciaire que les ressortissants du pays quant à leurs personnes et leurs biens.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 27 novembre 1928.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1946. — CONVENTION [2] BETWEEN POLAND AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, CONCERNING LEGAL RELATIONS BETWEEN THE NATIONALS OF THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT BELGRADE, MAY 4, 1923.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 14, 1929.

THE POLISH REPUBLIC and THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, being desirous of regulating legal relations between their respective nationals in civil and penal matters, have resolved to conclude a Convention.

To this end, the High Contracting Parties have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Zdzislaw OKECKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic at Belgrade ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

M. Dragoljoub ARANGÉLOVITCH, Professor at the Belgrade Faculty of Law ;
M. Janko BABNIK, President of the Ljubljana Court of Appeal ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

PART I.

CIVIL MATTERS.

CHAPTER I.

LEGAL PROTECTION IN CIVIL MATTERS.

Article 1.

As regards civil matters, the nationals of either Contracting Party shall enjoy, in the territory of the other Party, the same legal and judicial protection as the nationals of that Party in respect of their persons and property.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Warsaw, November 27, 1928.

Dans ce but, ils auront accès libre aux tribunaux et pourront s'y adresser aux mêmes conditions que les ressortissants du pays.

Article 2.

Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé, à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux ressortissants d'un des Etats contractants, ayant leur domicile dans l'un de ces Etats, qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre de ces Etats.

La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires.

Article 3.

Les condamnations aux frais et depens du procès, prononcées dans un des Etats contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensés de la caution, du dépôt ou du versement en vertu soit de l'article 2, alinéas 1 et 2, soit de la loi de l'Etat, où l'action est intentée, seront sur une demande faite par la voie diplomatique, ou, s'il y a lieu, présentée directement par la partie intéressée, rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente dans l'autre Etat contractant.

La même règle s'applique aux décisions judiciaires par lesquelles le montant des frais du procès est fixé ultérieurement.

Aus décisions judiciaires dans le sens précité seront assimilés les relevés des frais, présentés par les greffiers des tribunaux dans les limites de leur compétence.

Article 4.

Les décisions relatives aux frais et dépens seront exécutoires sans entendre les parties, mais sauf recours ultérieur de la partie condamnée, conformément à la législation du pays, où l'exécution est poursuivie.

L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exequatur se bornera à examiner :

1° Si, d'après la loi du pays, où la condamnation a été prononcée, l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité ;

2° Si, d'après la même loi, la décision est passée en force de chose jugée.

Pour satisfaire aux conditions précitées, il suffira d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant constatant que la décision est passée en force de chose jugée.

La demande devra être accompagnée d'une traduction légalisée en langue officielle de l'autorité requise de la teneur de la décision respective, ainsi que de la déclaration quant à la force de chose jugée. Ladite traduction devra être légalisée par un représentant diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou bien par un traducteur assermenté de l'Etat requérant ou de l'Etat requis. Chacune des Parties contractantes est libre d'autoriser également ses juges à opérer ladite légalisation.

Comme langue officielle sera entendue du côté polonais la langue polonaise, et du côté du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes la langue serbe-croate-slovène.

Article 5.

Les ressortissants d'un des Etats contractants seront admis dans l'autre Etat contractant au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, comme les ressortissants du pays eux-mêmes.

To this end they shall have free access to the Courts under the same conditions and in the same manner as nationals.

Article 2.

The nationals of either Contracting Party appearing before the Courts of the other Party as plaintiffs or interveners shall not be required to give any security or to make any deposit under any name whatsoever on the ground of their being foreigners or not having a domicile or residence in the country, provided that they have a domicile in the territory of one of the Parties.

The same rule shall apply to payments required from plaintiffs or interveners as security for legal expenses.

Article 3.

When a plaintiff or intervener who has been exempted from giving security or making a deposit, or from previous payment, either in accordance with Article 2, paragraphs 1 and 2 or under the law of the country in which the action is brought is ordered in the territory of one of the Contracting Parties to pay the cost of the action, the judgment in question shall, on a request being transmitted through the diplomatic channel or, of necessary, submitted direct by the party concerned, be made executory by the competent authority of the other Contracting State without any charge being made.

The same shall apply to judicial decisions by which the amount of the costs is fixed later.

As judicial decisions in the above sense shall also be included statements of costs submitted by clerks of court within the limits of their competence.

Article 4.

Judgments in respect of costs shall be declared to be executory in accordance with the law of the country in which they are to be executed, without the parties being heard but subject to appeal by the party against whom judgment has been given.

The authorities competent to decide on a request asking that the judgment be made executory shall confine themselves to determining :

(1) Whether under the law of the country in which the judgment was given the decision has been drawn in a form which fulfils the conditions necessary for it to be valid.

(2) Whether under the same law the decision has become final.

These conditions shall be regarded as being fulfilled if the competent authority of the State making the request furnishes a declaration to the effect that the judgment has become final.

The request must be accompanied by an authenticated translation, in the official language of the authority to which application is made, of the terms of the decision in question and of the declaration that the decision has become final. The said translation shall be authenticated by a diplomatic or consular representative of the State making application, or by a sworn translator of the State making application or of the State applied to. Each of the Contracting Parties shall also be free to authorise its judges to effect the said authentication.

As the official language shall be understood the Polish language in the case of Poland and the Serb-Croat-Slovene language in the case of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

Article 5.

Nationals of either Contracting State shall be granted the benefit of free legal aid in the territory of the other State in the same manner as nationals of the country.

Article 6.

Le certificat d'indigence doit être délivré par les autorités de la résidence habituelle du requérant où, à défaut de celle-ci, par une des autorités de sa résidence actuelle.

Si le requérant ne réside pas sur le territoire des Parties contractantes, suffit l'attestation de son représentant diplomatique ou consulaire compétent.

Article 7.

L'autorité compétente pour délivrer le certificat d'indigence pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités de l'autre Etat contractant.

L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats et renseignements qui lui sont fournis.

La partie, à laquelle a été accordé le droit d'indigence par l'autorité compétente d'une des Parties contractante, jouit de ce bénéfice aussi dans tous les actes de procédure se référant à la même cause devant les autorités judiciaires de l'autre Partie contractante.

CHAPITRE II

Bons offices en matières civiles.

I. Dispositions générales.

Article 8.

Les Parties contractantes s'engagent mutuellement à se porter, sur demande, concours réciproque dans les affaires civiles, commerciales, et dans les affaires de juridiction gracieuse et ceci par voie de rapports directs entre les autorités judiciaires.

Pour la communication directe des demandes de signification, ainsi que des commissions rogatoires, sont compétentes toutes les autorités judiciaires, et pour la réception desdits actes les présidents des tribunaux de première instance. Après l'exécution, la réponse devra être envoyée directement à l'autorité requérante.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la demande en question devra être transmise par voie officielle à l'autorité compétente du même Etat.

Article 9.

Les demandes de significations et les commissions rogatoires doivent être rédigées dans la langue officielle de l'Etat requérant. Elle n'exigent pas la légalisation, doivent cependant être munies d'un cachet officiel de l'autorité requérante.

Les documents dressés dans le but de donner suite à la demande, ainsi que les autres actes y relatifs, seront rédigés dans la langue officielle de l'Etat requis; dans les cas contraire ils devront être accompagnés d'une traduction en cette langue certifiée par un traducteur assermenté.

Article 6.

The certificate of inadequate means shall be issued by the authorities of the applicant's place of habitual residence or, failing such residence, by the authorities of the place in which he is residing for the time being.

Should the applicant not be resident in the territory of either of the Contracting Parties, the attestation of his competent diplomatic or consular representative shall be sufficient.

Article 7.

The authority competent to issue the certificate of inadequate means may make enquiries of the authorities of the other Contrating State with regard to the financial position of the applicant.

The authority appointed to deal with the application for free legal aid shall, within the limits of its competence, retain the right to verify the accuracy of the certificates and information furnished to it.

A party to whom free legal aid has been granted by the competent authority of either of the Contracting Parties shall be given the same benefit with respect to the various proceedings relating to the same matter before the judicial authorities of the other Contracting Party.

CHAPTER II.

ASSISTANCE IN CIVIL MATTERS.

I. GENERAL PROVISIONS.

Article 8.

The Contracting Parties undertake to give each other, on being requested to do so, mutual assistance in civil and commercial matters and in matters of non-contentious jurisdiction by means of direct relations between the judicial authorities.

All the judicial authorities shall be competent to submit requests for the service of documents and *commissions rogatoires* direct, and the presidents of the courts of the first instance shall be competent to receive these documents. After the request has been complied with, the reply shall be sent direct to the authority making the application.

If the authority applied to is not the competent authority in the particular case, the request in question shall be transmitted through the official channel to the competent authority in the same State.

Article 9.

Requests for the service of documents and *commissions rogatoires* shall be drawn up in the official language of the State making the request. They to not require legalisation, but they must be sealed with the official seal of the applicant authority.

The documents drawn up for the purpose of giving effect to the request, together with the other documents relating thereto, shall be drafted in the official language of the State applied to ; if not they must be accompanied by a translation into that language certified by a sworn translator.

Article 10.

La demande doit contenir : son objet et, en tant que nécessaire, un bref résumé de l'affaire, ainsi que l'indication des parties, d'après leurs noms, qualités, domicile ou résidence.

Les demandes de signification doivent comprendre en plus l'adresse du destinataire et la manière de signifier les documents présentés.

Article 11.

L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution de la demande en question appliquera les lois de son pays, en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, pourvu que cette forme ne soit pas défendue par la législation de l'Etat requis.

Article 12.

Dans tous les cas, où la demande n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante, en indiquant, dans le cas de l'article 20, les raisons pour lesquelles l'exécution de la demande a été refusée, et, dans le cas de l'article 8, l'autorité à laquelle la commission a été transmise.

Article 13.

Les demandes de signification et les commissions rogatoires seront exécutées sans remboursement de taxes ou de frais de quelque nature que ce soit, sauf les indemnités payées aux témoins et aux experts.

Les frais de port de la correspondance résultant des demandes doivent être supportées par l'autorité ayant l'envoi.

Article 14.

Dans tous les cas où, en vertu de la présente convention, les traductions devront être certifiées par un traducteur assermenté, il appartient à chacune des Parties contractantes d'autoriser également ses juges à opérer cette légalisation.

II. Signification.

Article 15.

Les pièces à signifier doivent être rédigées dans la langue officielle de l'Etat requis ou en langue française, ou munies d'une traduction dans une de ces langues, certifiée par un traducteur assermenté.

Dans le cas contraire, l'autorité requise peut se borner à effectuer la signification par la remise de l'acte au destinataire qui l'accepte volontairement.

Article 16.

L'exécution de la signification ne pourra être refusée que si l'Etat, sur le territoire duquel elle devait être faite, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou sa sécurité.

Article 10.

The request shall indicate the object, and give, in so far as is necessary, a brief account of the matter, together with the names, occupation or status and domicile or residence of the parties.

Requests for service of documents shall also give the address of the recipient and the form in which the documents submitted are to be served.

Article 11.

The judicial authority which proceeds to the execution of the request shall apply, as regards the procedure to be followed, the law of its own country.

Nevertheless, an application by the authority making the request that some special procedure be followed shall be acceded to, provided that such procedure is not incompatible with the law of the State applied to.

Article 12.

In all cases in which the request is not executed by the authority applied to, the latter shall immediately notify the authority making the application, stating in the case of Article 20 the reasons for which the execution of the request has been refused, and in the case of Article 8 the authority to which the request has been transmitted.

Article 13.

No fees or expenses of any kind whatever, except charges and expenses payable to witnesses and experts, shall be payable in respect of the execution of requests for the service of documents and *commissions rogatoires.*

Postal charges for correspondence connected with a request shall be borne by the despatching authority.

Article 14.

In all cases in which, in virtue of the present Convention, translations have to be certified by a sworn tanslator, each of the Contrating Parties may also authorise its judges to effect this legalisation.

II. Service of Documents.

Article 15.

Documents to be served must be drafted in the official language of the State applied to or in French, or be accompanied by a translation into one of these languages, certified by a sworn translator.

Failing this, the authority applied to may limit its action to effecting the service of the document by delivering it to the addressee if he is prepared to accept it.

Article 16.

The service of documents may only be refused if the State in whose territory such service is to be made considers it such as to compromise its sovereignty or safety.

Article 17.

La preuve de la signification se fera au moyen, soit d'un récépissé daté et légalisé du destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis, constatant le fait, la forme et la date de la signification.

Si l'acte à signifier a été transmis en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation doit se trouver sur l'un des doubles ou y être annexé.

Article 18.

Chacune des Parties contractantes reste libre de faire par les soins de ses représentantes diplomatiques ou consulaires les significations à ses propres ressortissants se trouvant sur le territoire de l'autre Partie, sans cependant employer la contrainte.

III. Autres demandes d'ordre judiciaire.

Article 19.

1. L'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire est adressée sera obligée d'y satisfaire en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission des autorités de l'Etat requis ou d'une demande formée à cet effet par une partie intéressée. Ces moyens de contrainte ne sont pas nécessairement employés s'il s'agit de la comparution des parties en cause.

2. L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu, où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que la partie intéressée soit en état d'y assister.

Article 20.

1. L'exécution de la commission rogatoire ne pourra être refusée que si, dans l'Etat requis, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ou si l'Etat sur le territoire duquel l'exécution devrait avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

2. La transmission des actes et autres documents pourra aussi être refusée au cas, où, en raison de leur importance, des doutes particuliers surgissent et que le Ministère de la Justice consent audit refus.

Article 21.

Les Ministères de la Justice des deux Etats contractants se fourniront mutuellement, sur demande, des renseignements quant au droit en vigueur dans leurs territoires respectifs.

CHAPITRE III

Successions.

Article 22.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes pourront disposer à cause de mort de la totalité de leurs biens se trouvant sur le territoire de l'autre Partie contractante, aux mêmes conditions que les ressortissants du pays, et cela par testament, legs, donation à cause de mort ou de toute autre manière.

Article 17.

Proof of service shall be furnished either by a dated and duly certified receipt from the addressee or by a certificate from the authority of the State applied to, setting forth the fact, the manner and the date of such service.

If the document to be served has been forwarded in duplicate, the receipt or certificate shall appear on one of the two or be attached thereto.

Article 18.

Each of the Contracting Parties shall remain free to serve legal documents on its nationals residing in the territory of the other Party direct through its diplomatic or consular agents, but it may not have recourse to compulsion.

III. OTHER REQUESTS OF A JUDICIAL NATURE.

Article 19.

1. It shall be incumbent upon the judicial authority to which the *commission rogatoire* is addressed to give effect to it by the use of the same compulsory measures as it would employ in giving effect to a similar request emanating from the authorities of the State applied to or a request for this purpose by an interested party. These compulsory measures are not necessarily employed where it is a question of the appearance of the parties in the case.

2. The authority making the request shall, if it so desires, be informed of the date and place at which the proceedings will take place, in order that the interested party may be able to be present.

Article 20.

1. The execution of the *commission rogatoire* may only be refused if in the State applied to the execution does not fall within the functions of the judiciary, or if the State in whose territory execution would have to take place considers it such as to affect its sovereignty or safety.

2. The transmission of the acts and other documents may also be refused if, owing to their importance, special doubts arise and if the Ministry of Justice consents to such refusal.

Article 21.

The Ministries of Justice of the two Contracting States shall furnish each other, if requested to do so, with information regarding the law in force in their respective territories.

CHAPTER III.

SUCCESSION.

Article 22.

The nationals of either Contracting Party may dispose *mortis causa* of all the property they possess in the territory of the other Contracting Party by will, legacy, *donatio mortis causa* or in any other manner, under the same conditions as nationals of the country.

Ils restent libres de faire leurs dispositions de dernière volonté sur le territoire de l'autre Partie contractante par devant leurs représentants consulaires compétents.

Les dispositions de dernière volonté faites par devant les représentants consulaires compétents jouiront dans le territoire des deux Parties contractantes devant les tribunaux et autres autorités de la même force et effets, que ces mêmes dispositions faites par un officier public de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, à condition d'être passées dans la forme prescrite par les lois de la Partie, qui a nommé le consul.

Article 23.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront admis aux mêmes conditions que les ressortissants du pays à la succession et à la prise de possession des biens qui leurs seraient dévolus sur le territoire de l'autre Partie contractante, en vertu de la loi ou de la disposition de dernière volonté.

Article 24.

La décision sur les droits successoraux quant aux biens meubles relève exclusivement des autorités de l'Etat auquel appartenait le *de cujus*. On entend par droits successoraux : la succession légale, la réserve, la succession testamentaire, la donation à cause de mort et le legs.

Les autorités de l'Etat, où se trouvent les biens de la succession, connaîtront néanmoins exclusivement des prétentions aux biens meubles présentées par les ressortissants de cet Etat, basée sur un titre juridique différent.

Article 25.

En ce qui concerne le règlement de la succession immobilière, toutes les dispositions à prendre par les autorités relèveront des autorités de l'Etat où se trouvent les biens immobiliers.

Ces autorités doivent cependant appliquer la loi nationale du *de ucjus* toutes les fois où il s'agit de la décision sur les droits successoraux.

Article 26.

Les biens dont le défunt n'était pas libre de disposer à cause de mort *(fidéi-commis)* sont soumis à la loi de l'Etat dans lequel ils sont situés.

La même loi est applicable aux restrictions de droit public, dont la succession ou ses parties se trouveraient être l'objet.

Article 27.

Dans les cas, où la compétence dans les matières de succession est selon l'article 24 réservée aux autorités nationales du *de cujus*, les autorités de l'Etat, où se trouvent les biens successoraux, statuant sur la prétention d'une personne faisant valoir ses droits comme appartenant audit Etat ou y domiciliée, traiteront les biens successoraux comme les biens laissés par un ressortissant du pays, en appliquant toutefois la loi nationale du *de cujus*.

Cette procédure ne sera appliquée que si aucun d'autres héritiers dûment averti n'élève pas de protestation.

Article 28.

Si les biens laissés par le défunt sont, en vertu de sa loi nationale, en déshérence, ils sont soumis comme succession vacante à la loi de l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent au moment de la mort du *de cujus*.

They shall remain free to make their testamentary dispositions before their competent consular representatives in the territory of the other Contracting Party.

Testamentary dispositions made before the competent consular representatives shall have the same force and effect in the territory of the two Contracting Parties before the courts of law and other authorities as the same testamentary dispositions made by a legal officer of either of the Contracting Parties, provided they have been made in the form prescribed by the laws of the Party which appointed the consul.

Article 23.

The nationals of either Contracting Party shall be allowed, on the same conditions as nationals of the country, to succeed to or take possession of property passing to them in the territory of the other Contracting Party by operation of law or in virtue of testamentary disposition.

Article 24.

Decisions regarding rights of succession relating to movable estate fall within the exclusive competence of authorities of the country to which the deceased belonged. By rights of concession are meant succession by operation of law, reservation of a portion of the estate, testamentary succession, *donatio mortis causa*, and legacy.

The authorities of the country in which the estate is situated shall nevertheless be exclusively competent in regard to claims to movable estate put forward by nationals of that country and based on a different legal title.

Article 25.

As regards the disposal of immovable estate, the authorities of the country in which the immovable property is situated shall alone be competent to take all the measures calling for official action.

These authorities must, however, apply the national law of the deceased in all cases involving a decision on rights of succession.

Article 26.

Property of which the deceased was not free to dispose *mortis causa (fidei commissum)* shall be subject to the law of the country in which it is situated.

The same law shall be applicable to the public law restrictions to which estate or parts thereof may be subject.

Article 27.

Where jurisdiction in matters of succession is reserved under Article 24 to the national authorities of the deceased, the authorities of the country in which the estate is situated, when deciding on the title of a person claiming his rights as belonging to the said country or being domiciled therein, shall treat the estate in question as estate left by a national of the country, but shall nevertheless apply the national law of the deceased.

This procedure shall only be applied if none of the other heirs, after receiving due warning, lodges a protest.

Article 28.

If the estate left by the deceased is without heirs under national law, it shall be subject, as an unclaimed succession, to the law of the State in which it was situated at the time of his death.

Sont à considérer comme biens en déshérence les biens qui, par effet de la loi nationale du défunt, à défaut d'autres successibles, reviendraient de droit, soit à l'Etat, soit à quelque autre personne morale.

Article 29.

Si un ressortissant d'une des Parties contractantes meurt en laissant sur le territoire de l'autre Partie la totalité ou partie de la succession, les autorités de cette Partie se borneront en principe aux mesures indispensables de conservation, en informant immédiatement les autorités consulaires compétentes de l'ouverture de la succession ; ils communiqueront en même temps à ces autorités les renseignements éventuels sur les personnes des héritiers, leur résidence, l'existence d'une disposition à cause de mort, et si et quelles mesures relatives à la conservation de la succession ont été prises.

Si c'est l'autorité consulaire qui est d'abord informée de l'ouverture de la succession, elle en informera de la même façon les autorités locales.

Article 30.

En ce qui concerne les biens de la succession mobilière les autorités consulaires auront le droit d'en prendre possession même dans les cas, où les autorités locales auraient pris des mesures de conservation à l'égard desdits biens ; elles seront tenues d'assurer l'administration régulière de ces biens tout en restant libres de demander le concours nécessaire de la part des autorités locales.

Les autorités consulaires donneront, s'il y a lieu, aux autorités locales la possibilité de prendre part à l'apposition des scellés et à la confection de l'inventaire de la succession.

Article 31.

Les biens de la succession se trouvant dans la disposition de l'autorité consulaire peuvent être néanmoins l'objet des mesures d'exécution sans que le consul puisse jamais être mis personnellement en cause.

S'il y a lieu à exécution, l'autorité compétente est tenure d'adresser une requête à l'autorité consulaire.

Article 32.

Dans toutes les questions résultant de l'ouverture, de l'administration et de la liquidation des successions laissées sur le territoire d'une Partie contractante par les ressortissants de l'autre Partie, les fonctionnaires consulaires compétents seront reconnus de plein droit comme représentants des héritiers absents, en tant que ces derniers sont ressortissants de l'Etat qui a nommé le consul et n'ont pas laissé d'autres mandataires.

Article 33.

La délivrance des biens successoraux à l'héritier dûment légitimé ou leur envoi à l'étranger n'aura lieu qu'après satisfaction ou présentation d'une caution suffisante aux fins de garantir les taxes successorales, les prétentions formulées contre les biens de la succession, ainsi que les droits successoraux des héritiers dûment légitimés, — ceci à l'égard des ressortissants de l'Etat, où se trouvent les biens de la succession et des personnes y domiciliées.

L'autorité consulaire pourra cependant payer d'avance sur les deniers de la succession les frais de dernière maladie et d'enterrement du défunt, le loyer dû pour le dernier semestre, les taxes judiciaires et consulaires, etc., et, dans les cas d'urgence, aussi les frais nécessaires d'entretien de la famille du défunt.

Estate which, under the national law of the deceased, would revert by law, in the absence of other persons capable of succeeding, either to the State or to some other juristic person, shall be regarded as an estate without heirs.

Article 29.

If a national of one of the Contracting Parties dies leaving in the territory of the other Party the whole or part of his estate, the authorities of that Party shall as a general rule confine themselves to taking the measures essential to the safeguarding of the estate, and shall immediately notify the competent consular authorities of the opening of the succession ; they shall at the same time communicate to these authorities any available particulars concerning the persons of the heirs, their residence, the existence of any disposition *mortis causa*, and what measures, if any, have been taken in connection with the safeguarding of the estate.

If the consular authority is the first to be informed of the opening of the succession, it shall notify the local authorties in the same manner.

Article 30.

The consular authorities shall be entitled to take possession of the movable property of the estate even if the local authorities have taken measures to safeguard the said property ; the former shall be responsible for providing for the regular administration of this property, while remaining free to call upon the local authorities for any assistance that may be necessary.

The consular authorities shall, when occasion arises, give the local authorities an opportunity of being present at the affixing of the seals and at the making of the inventory of the estate.

Article 31.

Measures of execution may nevertheless be taken against the property of the estate at the disposition of the consular authority, but the consul shall in no case be held personally liable.

If a measure of execution is necessary, the competent authority shall be obliged to make a request to the consular authority.

Article 32.

In all questions arising out of the opening, administration and liquidation of successions left in the territory of one Contracting Party by nationals of the other Party, the competent consular officials shall be recognised *ipso facto* as representatives of the absent heirs, in so far as the latter are nationals of the country which appointed the consul and have not left other agents.

Article 33.

The delivery of the property belonging to the estate to the duly recognised heir at law or its despatch abroad shall only take place after payment or deposit of adequate security to cover the succession duties and claims brought against the estate, and also the successsion rights of the duly recognised heirs at law — this applying to nationals of the country in which the property of the estate is situated and to persons domiciled therein.

The consular authority may, however, pay in advance from the moneys of the estate, the costs of the last illness and burial of the deceased, the rent due for last half-year, the judicial and consular fees, etc., and in urgent cases the expenses for the maintenance of the deceased's family.

Toutefois, les créanciers de la succession ne pourront pas s'opposer à la délivrance des biens de la succession, si, dans le délai de neuf mois à partir du décès du *de cujus*, ils n'arrivent pas à établir que leurs prétentions ont été bien reconnues par les héritiers, ou bien approuvées par une décision judiciaire passée en force de chose jugée, ou au moins régulièrement déposées devant l'autorité judiciaire compétente.

CHAPITRE IV

FILIATION LÉGITIME.

Article 34.

Les différends relatifs à la filiation légitime d'un enfant relèvent des autorités de la Partie contractante, dont l'enfant est le ressortissant.

Les décisions de ces autorités seront reconnues sur le territoire de l'autre Partie contractante.

CHAPITRE V

TUTELLE ET CURATELLE.

Article 35.

Les mesures de tutelle et de curatelle relatives à la personne et aux biens d'une personne relèvent autorités de l'Etat auquel se rattache cette personne.

Article 36.

S'il y a lieu d'organiser une tutelle ou une curatelle pour le ressortissant d'une des Parties contractantes, qui par lui-même ou dont les biens se trouvent sur le territoire de l'autre Etat contractant, l'autorité compétente locale se bornera à prendre les mesures de protection urgentes et nécessaires et en informera l'autorité nationale compétente qui peut annuler ces mesures.

Article 37.

L'autorité nationale compétence pourra, si cela répond aux intérêts de la personne protégée, déférer la tutelle (curatelle) toute entière ou quelque mesure isolée, relative à la personne ou aux biens, à l'autorité de l'autre Partie, si celle-ci y consent et conformément aux dispositions qui s'y rapportent.

Article 38.

Les prescriptions contenues dans les articles 35 à 37 s'appliquent aussi bien à la tutelle, à l'interdiction proprement dite, à la curatelle, au conseil judiciaire, qu'à toutes autres mesures analogues, si elles ont pour effet de limiter la capacité.

Article 39.

Les décisions prises par les autorités compétentes conformément aux articles 35 à 37 seront reconnues sur le territoire de l'autre Partie.

Nevertheless, the creditors of the estate cannot oppose the delivery of the property of the estate if within nine months from the decease of the person concerned they do not succeed in showing that their claims have been recognised by the heirs, or else have been approved by a judicial decision having force of law, or at least have been regularly filed with the competent judicial authority.

CHAPTER IV.

LEGITIMACY.

Article 34.

Cases concerning the legitimacy of children shall be decided by the authorities of the Contracting Party of which the child is a national.

The decisions of these authorities shall be recognised as valid in the territory of the other Contracting Party.

CHAPTER V.

GUARDIANSHIP AND CURATORSHIP.

Article 35.

Measures of guardianship and curatorship with regard to the person or property of individuals shall be taken by the authorities of the State to which the individual belongs.

Article 36.

If it should be necessary to arrange for guardianship or curatorship in the case of a national of one of the Contracting Parties residing or possessing property in the territory of the other Contracting State, the competent local authority shall limit its action to taking urgent and necessary measures of protection, and shall notify the competent national authority, which may rescind these measures.

Article 37.

The competent national authority may, if this is in the interests of the person protected, transfer the entire guardianship (curatorship), or any isolated measure, relating either to person or property, to the authorities of the other Party with the latter's consent and in accordance with the relevant provisions on the subject.

Article 38.

The provisions of Articles 35 to 37 shall apply both to guardianship, deprivation of civil rights strictly so called, curatorship, the appointment of an administrator by the Court and all other similar measures if their effect is to limit capacity.

Article 39.

The decisions taken by the competent authorities under Articles 35 to 37 shall be recognised in the territory of the other Party.

CHAPITRE VI

DÉCLARATION DE DISPARITION OU DE MORT.

Article 40.

La déclaration de disparition ou de mort d'une personne relève des autorités de l'Etat dont cette personne était, en dernier lieu, le ressortissant.

La décision prise par une des autorités mentionnées à l'alinéa précédent, sera reconnue sur le territoire de l'autre Partie.

En cas de nécessité et en vue des effets à produire dans l'un des Etats contractants les autorités de cet Etat pourront, à l'égard d'un ressortissant de l'autre Etat contractant, prononcer la déclaration de disparition ou de mort d'après la législation du pays.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 41.

Dans tous les cas où la présente convention renvoie à la loi nationale, sera entendue dans chacun des Etats contractants la législation locale, dont, d'après le droit de l'Etat respectif, relève la personne en question.

Article 42.

Pour la communication entre les autorités respectives, prévue par la présente convention, on suivra la voie indiquée dans l'article 8.

CHAPITRE VIII

CLAUSES SPÉCIALES CONCERNANT LES DOCUMENTS.

Article 43.

Les documents dressés ou délivrés par les tribunaux d'une Partie contractante, s'ils sont munis du cachet officiel du tribunal, ne demandent aucune légalisation pour être employés dans le territoire de l'autre Partie contractante.

Il en est de même :

1° Pour les documents des offices hypothécaires et des offices des dépôts en tant que lesdites autorités n'ont pas été comprises dans l'alinéa premier.

2° Pour les protêts des lettres de change dressés par les notaires, les greffiers ou les huissiers des tribunaux.

Article 44.

Les documents dressés ou délivrés par une notaire, un greffier ou un huissier des tribunaux, à l'exception des protêts de lettres de change (article 43, alinéa 2, N° 2), pour être employés dans

CHAPTER VI.

DECLARATION ESTABLISHING DISAPPEARANCE OR DEATH.

Article 40.

The declaration establishing the disappearance or death of a person shall be within the competence of the authorities of the State of which that person was a national at the time of his disappearance or death.

Decisions taken by one of the authorities mentioned in the previous paragraph shall be recognised as valid in the territory of the other Party.

In case of need, and for the purposes which such a declaration may serve in one of the Contracting States, the authorities of that State may, in accordance with the law of the country, issue the declaration establishing the disappearance or death of a national of the other Contracting State.

CHAPTER VII.

GENERAL PROVISIONS.

Article 41.

In all cases in which the present Convention refers to the national law, this shall be taken to mean in each of the Contracting States the local legislation to which the person in question is amenable under the laws of the State in question.

Article 42.

For communications between the respective authorities as provided in the present Convention, the procedure indicated in Article 8 shall be observed.

CHAPTER VIII.

SPECIAL CLAUSES CONCERNING DOCUMENTS.

Article 43.

Documents drawn up or issued by the courts of either Contracting Party shall not, if the official seal of the court has been affixed thereto, require any legalisation for employment in the territory of the other Contracting Party.

The same shall apply :

(1) To documents of the mortgage and deposit offices in so far as the said authorities are not covered by paragraph 1.

(2) To protests relating to bills of exchange drawn up by notaries and clerks or officers of the courts.

Article 44.

Documents drawn up or issued by a notary, or a clerk or officer of the courts, with the exception of protests relating to bills of exchange (Article 43, paragraph 2, No. 2) for employment in the

le territoire de l'autre Partie contractante, doivent être munis d'une légalisation du président du tribunal de première instance, dans l'arrondissement duquel le notaire, le greffier ou l'huissier en question exerce ses fonctions.

Article 45.

Les articles 43 et 44 s'appliquent d'une façon analogue en ce qui concerne les documents sous seing privé, dont la signature est légalisée par un tribunal, un notaire ou un greffier du tribunal.

Article 46.

Les documents dressés, délivrés ou légalisés par une des autorités administratives centrales d'une Partie contractante, énumérées dans la spécification ci-jointe à titre d'annexe, et munis d'un cachet officiel de ladite autorité, n'ont besoin d'aucune autre légalisation pour être employés dans le territoire de l'autre Partie contractante.

Ladite spécification pourra être modifiée ou complétée par chacune des Parties contractantes d'assentiment de deux Ministères de la Justice.

Les documents dressés, délivrés ou légalisés par toute autre autorité administrative, en dehors de celles énumérées dans la spécification ci-dessus, devront être légalisés par une autorité citée dans ladite spécification et immédiatement préposée à l'autorité en question.

Article 47.

Les documents délivrés sur base des registres de l'état civil par les autorités de l'état civil d'une des Parties contractantes, pour pouvoir être employés dans le territoire de l'autre Partie, devront être munis de la seule légalisation du tribunal compétent ou bien de l'autorité administrative de première instance, compétente pour le contrôle de l'officier de l'état civil.

Les extraits des registres des églises concernant l'état civil, munis du cachet de l'église, en tant qu'ils ne sont déjà soumis aux prescriptions de l'alinéa premier, devront être munis de la légalisation et de l'attestation du tribunal compétent *ratione loci* constatant que le délivrant dudit extrait y est autorisé.

Article 48.

Les copies légalisées des documents, pour pouvoir être employées dans le territoire de l'autre Partie contractante, doivent être délivrées par les offices mêmes, ayant dressé ou délivré les documents originaux. Au cas où les prescriptions qui précèdent ont stipulé une légalisation spéciale en plus, celle-ci sera aussi exigée pour la copie légalisée.

Au cas où l'autorité ayant dressé ou délivré un document n'existe plus, la légalisation de la copie doit être effectuée par l'autorité compétente ayant pris place de la précédente.

Au cas où cette dernière autorité n'existe pas non plus, la légalisation devra être effectuée par le Ministère de l'Intérieur.

PARTIE II

Matières pénales.

CHAPITRE I

Extradition.

Article 49.

Les deux Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement sur demande les personnes se trouvant sur leur territoire, poursuivies ou condamnées par un tribunal de la Partie requérante

territory of the other Contracting Party, must be legalised by the President of the Court of the first instance in whose area the notary, clerk or officer in question exercises his functions.

Article 45.

Articles 43 and 44 shall apply *mutatis mutandis* in regard to documents under private seal, the signature of which is legalised by a court, a notary or a clerk of court.

Article 46.

Documents drawn up, issued or legalised by one of the central administrative authorities of either Contracting Party enumerated in the annexed schedule and sealed with the official seal of the said authority shall not require any other legalisation for employment in the territory of the other Contracting Party.

The said schedule may be modified or amplified by either of the Contracting Parties with the consent of the two Ministries of Justice.

Documents drawn up, issued or legalised by any other administrative authority than those enumerated in the above schedule must be legalised by an authority mentioned in the said schedule which is immediately superior to the authority in question.

Article 47.

Documents issued on the basis of the civil status registers by the civil status authorities of one of the Contracting Parties for use in the territory of the other Party shall be provided with the legalisation only of the competent court or of the administrative authority of first instance competent for the supervision of the civil status officer.

Extracts from the church registers concerning civil status, when provided with the church seal, must, in so far as they are not already covered by paragraph 1, be provided with the legalisation and the attestation of the court competent *ratione loci*, certifying that the person issuing the said extract is authorised to do so.

Article 48.

Legalised copies of documents, if they are to be employed in the territory of the other Contracting Party, must be issued by the offices which drew up or issued the original documents. In the event of the foregoing provisions having stipulated a further special legalisation, the latter shall also be required for the legalised copy.

If the authority which drew up or issued a document no longer exists, the copy must be legalised by the competent authority which replaced the authority in question.

If the record authority also no longer exists, the copy shall be legalised by the Ministry of the Interior.

PART II.

PENAL MATTERS.

CHAPTER I.

EXTRADITION.

Article 49.

The two Contracting Parties undertake to deliver up to each other, on requisition being made, persons in their territory who are being proceeded against or who have been convicted by a court

à cause d'une action criminelle, punissable selon la législation de deux Parties contractantes, à considérer suivant toutes leurs lois locales, d'une peine restrictive de la liberté personnelle d'un an au moins ou d'une peine plus forte.

Pour déterminer, s'il y a obligation de livrer, il faut envisager uniquement le fait, si l'action, en raison de laquelle on demande l'extradition est punissable dans le territoire requis ; par contre, il est indifférent si la personne dont on demande l'extradition pourrait être poursuivie pour la même infraction aussi dans l'Etat requis.

Article 50.

La République polonaise n'extrade pas ses propres ressortissants ainsi que ceux de la Ville Libre de Dantzig, ni le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes les siens.

Si la personne indiquée dans la demande d'extradition a, antérieurement à cette demande, déposé une pétition aux fins d'être naturalisée dans l'Etat requis, ce dernier peut ajourner l'extradition jusqu'à la décision définitive au sujet de la pétition de naturalisation.

Article 51.

L'extradition n'aura pas lieu, lorsque l'action criminelle en raison de laquelle l'extradition est demandée :

a) N'est punissable que selon les lois pénales militaires ;

b) N'enfreint que les lois de la presse ;

c) Est contraire aux lois de douane, d'impôts ou à d'autres lois d'ordre financier ;

d) Constitue un délit politique ou se trouve en connexion avec un pareil délit ; toutefois l'extradition pourra être accordée, lorsque l'infraction porte le caractère aussi bien d'un délit politique, que d'un délit de droit commun, et que ce dernier caractère est prépondérant, ce dont décidera librement l'autorité requise. Ne sera point considéré comme délit politique un attentat contre la vie d'un chef d'Etat ou contre un membre de sa famille.

Article 52.

L'extradition n'aura lieu non plus :

a) Si la poursuite pour l'infraction en question est, selon les lois de l'Etat requis, exclusivement réservée à la justice de ce dernier ;

b) Si la poursuite pénale ou l'exécution de la peine est prescrite au moment de l'entrée de la demande d'extradition, et cela selon les lois de l'Etat requis dans toutes ses provinces ;

c) Si la procédure pénale pour la même infraction a été intentée contre la personne en question dans l'Etat requis et y a été terminée par un jugement ou d'une autre façon, en tant que, selon les lois de cet Etat, une reprise de la procédure n'est pas possible. L'acquittement ou la suspension de la procédure n'empêchent point l'extradition, lorsqu'ils ne s'appuyaient que sur la circonstance que l'infraction avait été commise à l'étranger.

Article 53.

L'extradition pourra être différée, lorsque la personne au sujet de laquelle a été faite la demande d'extradition est poursuivie en raison de la même action criminelle dans l'Etat requis.

of the Party making the application for any criminal offence punishable under the law of the two Contracting Parties, even if only applicable in part of that territory, with at least one year's imprisonment or a heavier penalty.

In determining whether there is any obligation to deliver up the offender, the only point to be considered is whether the action in respect of which extradition is applied for is punishable in the territory of the State applied to ; on the other hand, it is immaterial whether the person whose extradition is requested is also liable to prosecution for the same offence in the State applied to.

Article 50.

The Polish Republic shall not surrender its own nationals or those of the Free City of Danzig, nor the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes its own nationals.

If the person mentioned in the requisition for extradition has, before this requisition was made, submitted an application for naturalisation in the State to which requisition is made, the latter may delay extradition until a final decision has been taken on the said application.

Article 51.

Extradition shall not be granted when the criminal offence in respect of which extradition is requested :

(a) Is only punishable under military law ;

(b) Is only an infringement of the Press laws ;

(c) Is a contravention of the Customs, revenue or other financial laws ;

(d) Constitutes a political offence or is connected with such an offence ; nevertheless, extradition may be granted when the action has the character both of a political offence and of an offence under ordinary law and when the latter character predominates, a point which shall be freely determined by the authority applied to. An offence committed or attempted against the life of a Head of State or against a member of his family shall not be considered as a political offence.

Article 52.

Further, extradition shall not be granted :

(a) If prosecution for the offence in question is, under the laws of the State applied to, exclusively reserved to the latter's judicature ;

(b) If exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time in virtue of the laws in force in all parts of the territory of the State applied to at the moment the requisition for extradition was made ;

(c) If penal proceedings for the same offence have been taken against the person in question in the State applied to and have been terminated by a judgment or in any other way, unless the law of the country in question allows the re-opening of proceedings. Acquittal or the staying of proceedings shall not prevent extradition when they were only based on the circumstance that the offence was committed abroad.

Article 53.

Extradition may be deferred when the person in respect of whom requisition for extradition has been made is being proceeded against for the same criminal offence in the State applied to.

Article 54.

Si la personne dont l'extradition est demandée est poursuivie dans l'Etat requis pour cause d'une autre infraction ou condamnée en raison d'une autre infraction, l'extradition pourra être ajournée jusqu'au moment, où la procédure pénale aura été terminée et la peine respective exécutée ou remise. Une décision au sujet de l'extradition sera néanmoins prise dans le plus bref délai.

Article 55.

Si l'extradition d'une personne est demandée en raison de la même infraction par plusieurs gouvernements, cette personne devra être livrée au gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel l'infraction avait été commise. Si l'infraction en question a été commise sur le territoire de plusieurs Etats, ou s'il y a des doutes au sujet de l'endroit où elle a été commise, les stipulations de l'alinéa suivant trouveront une application correspondante.

Si l'extradition de la même personne est demandée par plusieurs Etats en raison de différentes infractions, cette personne doit être livrée à l'Etat dont elle est ressortissante. Si ce gouvernement ne demande pas l'extradition, la personne poursuivie doit être livrée au Gouvernement qui demande l'extradition en raison d'une infraction passible de la peine la plus forte. Au cas, où toutes les infractions seraient passibles de peines également fortes, l'extradition doit être accordée au gouvernement qui le premier en a présenté la demande.

Article 56.

La Partie requise peut toutefois, abstraction faite des stipulations de l'article précédent, accorder la priorité à l'Etat dont la personne à livrer est ressortissante, si elle s'y était engagée en vertu d'un traité conclu avec cet Etat.

Article 57.

L'extradé ne pourra être poursuivi, puni ou livré à un Etat tiers, en raison d'une infraction commise avant son extradition et pour laquelle l'extradition n'a pas été accordée que si :

a) La Partie qui a accordé l'extradition y consent — ce consentement ne pourra pas être refusé si l'extradition avait pu être accordée à cause de cette infraction —; ou

b) L'extradé déclare y consentir dans un procès-verbal judiciaire — une copie conforme de ce procès-verbal devra être transmise à la Partie ayant accordé l'extradition.

Article 58.

En tant que l'extradé aurait négligé de quitter le territoire de l'Etat auquel il a été livré, durant le cours d'un mois après que la procédure intentée en raison de l'infraction ayant provoqué l'extradition aura été terminée, — qu'il ait subi sa peine ou qu'il en ait été libéré — ou s'il y retourne de son propre gré, la procédure ou l'exécution de la peine pourront avoir lieu contre lui aussi pour les infractions qui n'ont point provoqué l'extradition.

Article 59.

La demande d'extradition peut être présentée directement au Ministère de la Justice de la Partie requise par le Ministère de la Justice de la Partie requérante. L'échange de toute autre correspondance occasionnée par l'extradition peut être également effectué directement entre les Ministères de la Justice des deux Parties.

Article 54.

If the person claimed is being proceeded against or has been convicted in the State applied to for another offence, his extradition may be postponed until the criminal proceedings are concluded or until the sentence has been carried out or remitted. A decision in regard to extradition shall, however, be given as soon as possible.

Article 55.

If the extradition of a person is requested for the same offence by more than one Government, that person shall be delivered up to the State in whose territory the offence was committed. If the offence in question was committed in the territory of more than one State, or if there are any doubts as to the place where it was committed, the stipulations of the following paragraph shall apply.

If the extradition of the same person is requested by more than one State for different offences, that person shall be delivered up to the State of which he is a national. If this Government does not request extradition, the person in question shall be delivered up to the Government which requests extradition in respect of the offence subject to the severest penalty. If all the offences are subject to equal penalties, extradition shall be granted to the Government which submitted the first request.

Article 56.

Notwithstanding the provisions of the foregoing Article, the Party applied to may grant priority to the State of which the person claimed is a national if it has undertaken to do so in virtue of a treaty concluded with that State.

Article 57.

The person surrendered may not be proceeded against, punished, or delivered up to a third State for an offence committed before his extradition and in respect of which extradition has not been granted, unless :

(a) The Party granting extradition consents thereto — this consent may not be refused if extradition could have been granted for this offence — or

(b) The person surrendered consents thereto in a judicial declaration, a certified true copy of which must be transmitted to the Party having granted extradition.

Article 58.

If the person surrendered fails to leave the territory of the State to which he was delivered up, within one month after the conclusion of the proceedings for the offence which led to extradition — whether his sentence has been carried out or remitted — or if he returns thither of his own accord, he may be proceeded against or punished for offences other than that which led to his extradition.

Article 59.

The requisition for extradition may be submitted direct to the Ministry of Justice of the Party applied to by the Ministry of Justice of the Party making the application. Any other correspondence occasioned by extradition may also take place direct between the Ministries of Justice of the two Parties.

Article 60.

A la demande d'extradition doit être joint un mandat d'arrêt ou le jugement criminel pris contre la personne en question. Dans ces documents doit être indiquée l'infraction qui motive la demande d'extradition avec l'exposé de la situation de fait et la citation des prescriptions de la loi applicable dans l'espèce. S'il s'agit d'une infraction contre le droit de la propriété, doit être indiqué le dommage occasionné ou projeté par le malfaiteur. Si les circonstances susdites ne sont point démontrées par les documents précités, doit être joint un document judiciaire contenant les données qui manquent.

Les documents ci-dessus indiqués doivent être dressés selon la forme prescrite pour la partie requérante, en original ou copie conforme, et légalisés par le Ministère de la Justice.

La teneur des lois pénales applicables doit être annexée en copie conforme.

La demande doit contenir, autant que possible, le signalement de la personne à livrer ou autres données importantes pour la constatation de son identité.

Article 61.

En tant que la demande, ainsi que les documents indiqués à l'article 60, ne soient point rédigés en langue officielle de l'Etat requis, doit y être jointe une traduction conforme dans la langue de cet Etat ou en français. La règle s'applique également à toute autre correspondance en la matière.

Article 62.

En cas de doute au sujet des conditions d'extradition prévues dans la présente convention, on demandera à l'Etat requérant des éclaircissements complémentaires.

En tant que l'arrestation provisoire de la personne à livrer aurait été ordonnée, cette personne peut être mise en liberté, si les éclaircissements ne sont point parvenus au Ministère de la Justice de la Partie requise au cours de six semaines à partir de la date de l'expédition de la demande réclamant ces éclaircissements.

Article 63.

Après que la demande d'extradition aura été reçue, et en tant que l'extradition ne semble point mal fondée d'avance, doivent être immédiatement prises les mesures nécessaires pour l'effectuer.

Article 64.

Avant même que la demande d'extradition ait été présentée, la personne en question pourra être arrêtée provisoirement, en tant que cela a été demandé avec mention expresse du mandat d'arrêt ou du jugement passé en force de chose jugée et indication du caractère de l'infraction et en tant que l'extradition ne semble point mal fondée d'avance.

La demande pourra être présentée par les tribunaux ou les ministères publics de l'Etat requérant par écrit ou par télégraphie directement aux autorités relatives de l'Etat requis.

Doit être également arrêtée provisoirement toute personne qui, sur demande de l'autorité compétente, est, conformément aux arrangements y relatifs, inscrite sur la feuille des Bulletins de recherche de l'autre Partie et se trouve sur le territoire de cette dernière.

Article 60.

The requisition for extradition must be accompanied by a warrant of arrest or the criminal judgment on the person in question. These documents should indicate the offence leading to the requisition for extradition, together with a statement of the facts, and should quote the text of the law applicable to the case. In the event of offences against property, the amount of the actual or attempted damage should be indicated. If the aforesaid particulars are not given in the documents mentioned above, a judicial document containing the missing particulars must be attached.

The above-mentioned documents must be drawn up in the form prescribed for the party making the application, in the original or in a certified copy, and must be legalised by the Ministry of Justice.

A certified true copy of the text of the penal laws applicable must be annexed.

The requisition should, where possible, contain a description of the person whose surrender is claimed, or other particulars which might serve to establish his identity.

Article 61.

If the requisition and the documents indicated in Article 60 are not drafted in the official language of the State applied to, they must be accompanied by a certified translation in the language of that State or in French. This rule also applies to all other correspondence bearing on the case.

Article 62.

If there is any doubt as to the conditions regarding extradition laid down in the present Convention, the State making the application shall be asked for additional particulars.

When the provisional arrest of the person to be surrendered has been ordered, he may be set at liberty if such particulars have not reached the Ministry of Justice of the Party applied to within six weeks of the date of despatch of the request for these particulars.

Article 63.

On receipt of the requisition for extradition the necessary steps to effect the surrender shall be taken immediately, unless it appears at the outset that extradition should not be granted.

Article 64.

Even before the requisition for extradition has been submitted, the person claimed may, unless it appears at the outset that extradition should not be granted, be arrested provisionally if a request is made for the purpose and if such request refers explicitly to a warrant of arrest or to a final judgment and indicates the nature of the offence.

The requisition may be submitted in writing or by telegram direct to the competent authorities of the State applied to by the Courts or Public Prosecutor's Departments of the State making the application.

Any person whose name has, at the request of the competent authorities, been entered in the Police Bulletins of the other Party in conformity with the relevant agreements must also be provisionally arrested if discovered in the latter's territory.

Article 65.

La date de l'arrestation provisoire (article 64) et le lieu de la détention doivent être immédiatement communiqués à l'autorité requérante ou à l'autorité ayant ordonné la recherche, ainsi qu'au Ministère de la Justice du pays.

La personne arrêtée provisoirement doit être mise en liberté au cas, où le mandat d'arrêt ou le jugement criminel ne seraient point parvenus au cours de quinze jours à partir de la date de l'arrestation, à l'autorité dans la disposition de laquelle se trouve le détenu.

Le Ministère de la Justice de la Partie qui a procédé à l'arrestation est autorisé à mettre en liberté la personne arrêtée provisoirement si la demande d'extradition ne lui a pas été transmise au cours de six semaines à partir de la date de l'arrestation.

Article 66.

L'Etat auquel un malfaiteur est livré doit faire part à l'Etat qui a livré du résultat final de la procédure pénale.

Article 67.

Tous les objets saisis qui se trouvaient en possession de la personne à livrer au moment de son arrestation et que celle-ci a obtenu par suite de son infraction, ainsi que les objets pouvant servir comme pièce de conviction, doivent être transmis sans tarder à la Partie requérante.

Il sera procédé de même quant aux objets du même caractère qui auront été ultérieurement trouvés.

La remise des objets susdits doit être effectuée, sur demande, même au cas où l'extradition, malgré que admissible, n'avait pas pu être opérée pour cause de mort ou d'évasion de la personne à livrer.

Les droits des tiers par rapport à ces objets subsistent.

Ces objets doivent être remis sans aucuns frais aux ayants-droit après que la procédure judiciaire aura été terminée. Au cas, où il y aurait des doutes quant à ces personnes, les objets en question doivent être transmis à la Partie requérante sur sa demande et sans frais.

L'Etat auquel les objets sont demandés peut les retenir temporairement, s'il en a besoin pour la procédure pénale.

Article 68.

Les frais et les taxes qui sont résultés pour une des Parties contractantes sur son propre territoire de la procédure d'extradition ou de la livraison des objets indiqués à l'article 67 ne seront point remboursés.

L'autorité ayant livré l'extradé doit cependant communiquer le montant de ces frais à l'autorité requérante, afin qu'elle puisse réclamer le montant de ces frais des personnes tenues à les couvrir. La somme ainsi versée sera retenue par la Partie requérante.

Article 69.

Si un Etat tiers livre une personne à une des Parties contractantes, l'autre Partie autorisera le transport par son territoire, en tant que la personne extradée n'est point ressortissante de cette Partie.

Les articles 50 à 52 et 60 s'appliquent en ce qui concerne la demande de transit.

Article 65.

The date of the provisional arrest (Article 64) and the place of detention must be immediately communicated to the authority making the application or to the authority which made the enquiry, as well as to the Ministry of Justice of the country.

The person provisionally arrested must be set at liberty if the warrant of arrest or the criminal judgment has not reached the authority having custody of the person in question within fifteen days of the date of arrest.

The Ministry of Justice of the Party which made the arrest is authorised to set at liberty the person provisionally arrested if the requisition for extradition is not transmitted to it within six weeks of the date of arrest.

Article 66.

The State to which an offender is delivered up must inform the State which delivered him up of the final result of the criminal proceedings taken.

Article 67.

All the articles seized which at the time of arrest were found in the possession of a person who is to be surrendered and which he obtained as a result of his offence, and also articles which may serve as proof of the offence, must be forwarded without delay to the Party making the application.

The above provisions shall apply with regard to articles of the same character which may be found subsequently.

The said articles shall, if a request is made for the purpose, be handed over even when extradition, although admissible, could not be effected by reason of the death or the escape of the person to be surrendered.

The rights of third parties to the articles in question shall remain unaffected.

Such articles shall be handed over without charge to the persons entitled to them after the judicial proceedings have been concluded. In the event of there being any doubt as to who is entitled to them, the articles in question must be forwarded free of charge to the Party making the application, if the latter so requests.

The State which has been asked to deliver up these articles may keep them temporarily if it requires them for the purposes of the criminal proceedings.

Article 68.

The costs and charges incurred by one of the Contracting Parties in its own territory as a result of the extradition procedure or the handing over of the articles mentioned in Article 76 shall not be refunded.

The authority which has delivered up the person claimed must nevertheless communicate the amount of these costs to the authority making the application in order that it may recover these costs from the persons responsible for defraying them. The sum thus paid shall be retained by the Party making the application.

Article 69.

If a third State delivers up a person to one of the Contracting Parties, the other Party shall authorise conveyance through its territory if the person surrendered is not a national of that Party.

Articles 50 to 52 and Article 60 shall apply as regards requests for transit.

CHAPITRE II.

BONS OFFICES EN MATIÈRES PÉNALES.

Article 70.

Les tribunaux de droit commun et les ministères publics de deux Parties contractantes se prêteront mutuellement, sur demande, leurs bons offices dans les affaires pénales, conformément aux dispositions qui suivent.

Article 71.

Les bons offices comprennent :

a) La signification de tous les documents relatifs à la procédure, y compris les jugements.

b) L'audition des inculpés, témoins ou experts, la descente sur les lieux, les perquisitions et la saisie, ainsi que toute autre mesure d'instruction.

c) L'envoi des documents, des dossiers judiciaires, des copies de ces derniers, des pièces de conviction, ainsi que des objets provenant de l'infraction ou sujets à la confiscation.

d) L'envoi des renseignements des casiers judiciaires.

L'exécution des jugements criminels de l'autre Partie n'aura point lieu.

Article 72.

Les bons offices peuvent être refusés :

a) Lorsque l'action, constituant l'infraction, n'est point punissable selon les lois de la Partie requise, ou constitue un crime ou délit de caractère politique ou purement militaire ;

b) Lorsqu'il s'agit de la poursuite d'un ressortissant de la Partie requise qui ne se trouve point sur le territoire de la Partie requérante.

Si la commission rogatoire exige que soit opérée la perquisition ou la saisie de pièces de conviction, il sera donné suite à ces demandes sous les mêmes conditions sous lesquelles, en vertu de la présente convention, l'extradition aurait lieu.

Article 73.

Les objets indiqués à l'article 71, alinéa 1, N. *c)* doivent être renvoyés sans frais, à moins que l'autorité requise n'en décide pas autrement. Les droits des tiers subsistent dans tous les cas.

Article 74.

Les stipulations des articles 8 à 20 seront appliquées d'une façon analogue en ce qui concerne les bons offices en matières pénales.

CHAPTER II.

LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS.

Article 70.

The courts of ordinary law and the Public Prosecutors' Departments of the two Contracting Parties shall, if requested to do so, afford each other assistance in criminal matters in conformity with the following provisions.

Article 71.

Assistance shall include :

(a) The service of all documents relating to the proceedings, including judgments ;

(b) The hearing of accused persons, witnesses or experts, visits to the spot, searches and seizure, as well as other measures of legal investigation ;

(c) The forwarding of documents, judicial dossiers, copies of the latter, articles serving as evidence of the crime, and articles obtained as a result of the offence or subject to confiscation ;

(d) The forwarding of particulars from the records of previous convictions.

Criminal judgments of the other Party shall not however be executed.

Article 72.

Legal assistance may be refused :

(a) When the act constituting the offence is not punishable under the laws of the Party applied to, or constitutes a crime or offence of a political or purely military character ;

(b) In the case of the prosecution of a national of the Party applied to who is not in the territory of the Party making the application.

If the *commission rogatoire* requires that a search be made or that articles serving as evidence of the crime be seized, such request shall be complied with under the same conditions as those to which extradition is subject under the present Convention.

Article 73.

The articles indicated in Article 71, paragraph 1, N *c)* shall be sent back free of charge unless the authority applied to decides otherwise. The rights of third parties shall in any case remain unaffected.

Article 74.

The stipulations of Articles 8 to 20 shall be applicable *mutatis mutandis* in regard to legal assistance in criminal matters.

CHAPITRE III.

COMMUNICATION DES CONDAMNATIONS.

Article 75.

Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement par la voie officielle les extraits du casier judiciaire ou les extraits des jugements passés en force de chose jugée en tant que ces documents concernaient les ressortissants de l'autre Partie.

Cette disposition ne sera point appliquée au cas, où la condamnation n'est pas de nature, d'après les règles obligatoires pour le tribunal ayant jugé l'affaire, à être portée sur le casier judiciaire.

Les Parties contractantes se communiqueront également les décisions ultérieures concernant lesdites condamnations en tant que celles-ci auront été portées sur le casier judiciaire.

Les copies et extraits seront adressées à l'autorité chargée de la statistique pénale ou, si celle-ci n'est pas connue, au Ministère de la Justice de l'autre Etat.

Les communications, ainsi que les demandes de renseignements du casier judiciaire, seront adressés au Ministère de la Justice de l'autre Etat, si l'autorité chargée de la statistique pénale dans l'autre Etat n'est pas connue.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Varsovie aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur dans le délai d'un mois après l'échange des instruments de ratification. Elle pourra être dénoncée par chacune des Parties contractantes en restant dans ce cas en vigueur pendant six mois à compter du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Belgrade, le quatre mai mil neuf cent vingt-trois, en français, en deux originaux conformes.

(L. S.) OKĘCKI.

(L. S.) Dr D. ARANGÉLOVITCH.

(L. S.) JANKO BABNIK.

ANNEXE à l'article 46, alinéa 1.

SPÉCIFICATION

des autorités administratives centrales de la République polonaise et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, dont les documents n'ont besoin d'aucune autre légalisation, pour être employés dans le territoire de l'autre Partie contractante.

A. RÉPUBLIQUE POLONAISE.

1. Tous les ministères.
2. Office pour la défense des intérêts du fisc *(Prokuratorja Generalna Rzeczypospolitej Polskiej)*.
3. Office statistique central *(Główny Urząd Statystyczny)*.
4. Office agraire central *(Główny Ursąd Ziemski)*.
5. Office central de liquidation *(Główny Urząd Likwidacyjny)*.
6. Chancellerie du président de la République.
7. Chancellerie du Parlement.

CHAPTER III.

COMMUNICATION OF CONVICTIONS.

Article 75.

The Contracting Parties shall communicate to each other, through the official channel, extracts from the records of previous convictions or extracts from judgments having the force of law, in so far as these documents relate to nationals of the other Party.

This clause shall not apply if, according to the rules which are binding on the court that has tried the case, the judgment is not liable to be entered in the record of previous convictions.

The Contracting Parties shall also communicate to each other any subsequent decisions concerning the said judgments which are entered in the record of previous convictions.

The copies and extracts shall be addressed to the authority responsible for ciminal statistics or, if the latter is not known, to the Ministry of Justice of the other State.

Communications and requests for information from the record of previous convictions shall be addressed to the Ministry of Justice of the other State, if the authority responsible for criminal statistics in the other State is not known.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible. It shall come into force within one month after the exchange of the instruments of ratification. It may be denounced by either of the Contracting Parties, in which case it shall remain in force for six months as from the date of denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Belgrade on May 4, one thousand nine hundred and twenty-three, in duplicate French original texts.

(L. S.) OKĘCKI.

(L. S.) Dr. D. ARANGÉLOVITCH.

(L. S.) Janko BABNIK.

ANNEX to Article 46, paragraph 1.

SCHEDULE.

of the central administrative authorities of the Polish Republic and of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, whose documents require no further legalisation before employment in the territory of the other Contracting Party.

A. POLISH REPUBLIC.

1. All the Ministries.
2. Office for the defence of the Treasury interests *(Prokuratorja Generalna Rzeczypospolitej Polskiej)*.
3. Central Statistical Office *(Główny Urząd Statystyczny)*.
4. Central Agrarian Office *(Główny Urząd Ziemski)*.
5. Central Liquidation Office *(Główny Urzad Likwidacyjny)*.
6. Chancellery of the President of the Republic.
7. Chancellery of the Parliament.

B. ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES.

1. Tous les Ministères.
2. Chancellerie de la Cour royale.
3. Chancellerie du Parlement.

PROTOCOLE

Au moment de signer la convention en date de ce jour les plénipotentiaires de deux Parties contractantes ont de commun accord déclaré ce qui suit :

1° Comme langue serbe-croate-slovène au sens de l'article 4 de la présente Convention sera entendue la langue serbe-croate et la langue slovène.

2° Vu les grandes différences existant dans les lois locales de deux Parties contractantes quant à la détermination du caractère juridique de quelques-unes des infractions, les autorités compétentes de Pologne et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes devront, dans l'application des dispositions de la présente convention, prendre en considération et prêter leur attention toute particulière à ce que les infractions de minime importance ne constituent pas l'objet des demandes d'extradition à formuler à la base de la convention.

Fait à Belgrade, le 4 mai 1923.

(—) OKĘCKI.

(—) Dr D. ARANGÉLOVITCH.

(—) JANKO BABNIK.

B. KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES.

1. All the Ministries.
2. Chancellery of the Royal Court.
3. Chancellery of the Parliament.

PROTOCOL.

At the time of signing the Convention of to-day's date, the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have, by common agreement, declared as follows :

(1) For the purposes of Article 4 of the present Convention the Serb-Croat-Slovene language shall be understood to mean the Serb-Croat language and the Slovene language.

(2) In view of the great differences existing between the local laws of the two Contracting Parties with regard to the determination of the legal character of certain offences, the competent authorities of Poland and of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall, in applying the provisions of the present Convention, take special care to see that requisitions for extradition on the basis of the Convention shall not be made in respect of trifling offences.

Done at Belgrade on May 4, 1923.

(Signed) OKĘCKI.

(Signed) Dr. D. ARANGÉLOVITCH.
(Signed) Janko BABNIK.

N° 4B.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET HONDURAS

Convention additionnelle d'extradition. Signée à Tegucigalpa, le 21 février 1927.

UNITED STATES OF AMERICA AND HONDURAS

Supplementary Extradition Convention. Signed at Tegucigalpa, February 21, 1927.

No 4B. — SUPPLEMENTARY EXTRADITION CONVENTION [1] BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF HONDURAS, SIGNED AT TEGUCIGALPA, FEBRUARY 21, 1927.

Textes officiels anglais et espagnol transmis par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 26 juillet 1928. Les Etats-Unis d'Amérique n'étant pas Membre de la Société des Nations, ne font pas enregistrer cette convention par le Secrétariat [2].

THE UNITED STATES OF AMERICA and THE REPUBLIC OF HONDURAS, being desirous of enlarging the list of crimes on account of which extradition may be granted with regard to ciminal acts committed in the United States of America or in the Republic of Honduras under the Convention [3] concluded between them for the extradition of fugitives from justice, signed on January 15, 1909, have resolved to conclude the present Additional Convention and have appointed for this purpose as their respective plenipotentiaries :

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Tegucigalpa, le 5 juin 1928.

Textes reproduits d'après le Recueil des Traités des Etats-Unis, N° 761.

[2] Voir note adressée par le Secrétaire général le 3 février 1926 (C.L.7.1926.V), vol. XLVIII, page 444, de ce recueil, aux Membres de la Société des Nations ainsi qu'aux Etats ayant reçu le mémorandum du 19 mai 1920, sur l'enregistrement et la publication des traités (voir vol. I, page 8, de ce recueil).

[3] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VI, page 447.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No 4B. — CONVENCIÓN [1] ADICIONAL DE EXTRADICIÓN ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA Y LA REPÚBLICA DE HONDURAS, FIRMADO EN TEGUCIGALPA, EL 21 DE FEBRERO 1927.

English and Spanish official texts transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, July 26, 1928. As the United States of America are not a Member of the League of Nations, they do not register this Convention with the Secretariat [2].

LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA y LA REPÚBLICA DE HONDURAS, deseosos de ampliar la lista de delitos por los cuales pueda concederse extradición por hechos delictuosos cometidos en los Estados Unidos de América o en la República de Honduras, de acuerdo con la Convención [3] celebrada entre ambos países para la extradición de prófugos de la justicia, firmada el 15 de enero de 1909, han resuelto celebrar la presente Convención Adicional, designando con ese objeto por sus Plenipotenciarios respectivos :

[1] The exchange of ratifications took place at Tegucigalpa, June 5, 1928.

The texts are reprinted from the United States Treaty Series, No. 761.

[2] See note addressed by the Secretary-General on February 3, 1926, (C.L.7.1926.V), Vol. XLVIII, page 444, of this Series, to the Members of the League and States having received the Memorandum of May 19, 1920, on the registration and publication of treaties (Vol. I, page 8, of this Series).

[3] *British and Foreign State Papers*, Vol. 102, page 639.

The President of the United States of America :

Mister George T. SUMMERLIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America to Honduras ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HONDURAS :

Doctor Fausto DÁVILA, Minister for Foreign Affairs,

Who, having communicated to each other their respective full powers, found to be in due and proper form, have agreed upon the following articles :

Article I.

The following punishable acts are hereby added to the list of crimes numbered 1 to 21 in Article II of the Convention of January 15, 1909, that is to say :

21. Crimes against the laws for the suppression of the traffic in narcotic products.

22. Infractions of the customs laws or ordinances which may constitute crimes.

Article II.

The present Convention shall be considered as an integral part of the aforementioned Extradition Convention signed January 15, 1909, and it is agreed that the offense of participation as an accessory before or after the fact, numbered 21 in the Convention of 1909, shall now be numbered twenty-three (23), and the offenses set forth in Article I hereof shall be numbered 21 and 22 respectively. The paragraph relating to participation " as an accessory before or after the fact, " now renumbered 23, shall be applicable under appropriate circumstances to all the crimes and offenses now numbered 1 to 22 inclusive.

Article III.

The present Convention shall be duly ratified by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA :

Señor George T. SUMMERLIN, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de los Estados Unidos de América en Honduras ;

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE HONDURAS :

Doctor Fausto DÁVILA, Ministro de Relaciones Exteriores ;

Quienes después de haberse comunicado sus plenos poderes y haberlos encontrado en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

Artículo I.

Queda adicionada la lista de delitos antes referida, con los siguientes hechos punibles :

21. Delitos contra las leyes para la supresión del tráfico de productos narcóticos.

22. Infracciones de las leyes y ordenanzas de aduana que fueren constitutivas de delitos.

Artículo II.

La presente Convención será considerada como parte integrante de la precitada Convención de Extradición, firmada el 15 de enero de 1909 ; y se conviene en que el delito de complicidad o encubrimiento, numerado 21 en la Convención de 1909, ahora llevará el número 23, y que los delitos contenidos en el Artículo I de la presente Convención quedaran numerados 21 y 22. El párrafo que se refiere a la complicidad o encubrimiento, y que ahora lleva el número 23, será aplicable en su caso a todos los delitos y crímenes que ahora llevan los números del 1 al 22 inclusive.

Artículo III.

La presente Convención será debidamente ratificada por el Presidente de los Estados Unidos de América, con consejo y consenti-

Senate thereof, and by the Government of the Republic of Honduras; and the ratifications shall be exchanged at Tegucigalpa as soon possible.

This Convention shall take effect from the day of the exchange of the ratifications thereof; but either Contracting Party may at any time terminate the same on giving to the other six months notice of its intention to do so.

In witness whereof, the respective plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate in the English and Spanish languages and have thereunto affixed their seals.

Done at Tegucigalpa this 21st day of February in the year one thousand nine hundred and twenty-seven.

(Seal) George T. SUMMERLIN.
(Seal) F. DÁVILA.

miento del Senado de los mismos y por el Gobierno de la República de Honduras, y las ratificaciones se canjearán en Tegucigalpa tan pronto como sea posible.

Esta Convención entrará en vigor desde el día del canje de las ratificaciones; pero cualquiera de las Partes Contratantes puede en cualquier tiempo darla por terminada, avisando a la otra con seis meses de anticipación su intención de hacerlo así.

En testimonio de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado la presente Convención por duplicado en los idiomas inglés y español y han puesto sus sellos.

Hecho en Tegucigalpa, a 21 de febrero de mil novecientos veintisiete.

(Seal) George T. SUMMERLIN.
(Seal) F. DÁVILA.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4B. — CONVENTION ADDITIONNELLE D'EXTRADITION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE HONDURAS. SIGNÉE A TEGUCIGALPA, LE 21 FÉVRIER 1927.

LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE HONDURAS, désireux d'étendre la liste des crimes et délits pour lesquels, en cas d'actes criminels de ce genre commis aux Etats-Unis d'Amérique ou dans la République de Honduras, l'extradition peut être accordée en vertu de la Convention conclue entre les deux nations pour l'extradition des coupables qui se dérobent à l'action de la justice et signée le 15 janvier 1909, ont décidé de conclure la présente convention additionnelle et ont désigné à cette fin pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. George T. SUMMERLIN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique au Honduras ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE HONDURAS :

Le Dr Fausto DÁVILA, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les actes punissables spécifiés ci-après viendront s'ajouter à la liste des crimes et délits figurant sous les numéros 1 à 21 dans l'article II de la Convention du 15 janvier 1909 :

21° Délits contre les lois visant la répression du trafic des stupéfiants ;

22° Infractions aux lois et ordonnances douanières lorsque ces infractions constituent des délits.

Article II.

La présente convention sera considérée comme formant partie intégrante de la Convention d'extradition précitée, signée le 15 janvier 1909, et il est convenu que le délit de complicité antérieure ou postérieure aux faits incriminés qui figure sous le numéro 21 dans la Convention de 1909, portera désormais le numéro vingt-trois (23) et que les délits spécifiés à l'article premier de ladite convention porteront les numéros 21 et 22, respectivement. Le paragraphe relatif à la complicité antérieure ou postérieure aux faits incriminés, qui reçoit désormais le numéro 23, sera applicable, dans les cas appropriés, à tous les crimes et délits figurant désormais sous les numéros 1 à 22 inclus.

Article III.

La présente convention sera dûment ratifiée par le Président des Etats-Unis d'Amérique sur l'avis et avec le consentement du Sénat, ainsi que par le Gouvernement de la République de Honduras ; les instruments de ratification seront échangés à Tegucigalpa aussitôt que possible.

La Convention prendra effet à dater du jour de l'échange des instruments de ratification ; toutefois, chacune des Parties contractantes pourra la dénoncer à toute époque, en donnant à l'autre Partie un préavis de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention rédigée en double exemplaire, en langue anglaise et en langue espagnole, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Tegucigalpa, le vingt et un février mil neuf cent ving-sept.

(L. S.) George T. SUMMERLIN.

(L. S.) F. DÁVILA.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)